



Analyse de l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux marginaux : application de l'approche par les capacités à l'étude de l'espace rural rhônalpin

France Loubet

► To cite this version:

France Loubet. Analyse de l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux marginaux : application de l'approche par les capacités à l'étude de l'espace rural rhônalpin. Economies et finances. Université de Grenoble, 2011. Français. NNT : 2011GRENE012 . tel-01058938

HAL Id: tel-01058938

<https://theses.hal.science/tel-01058938>

Submitted on 28 Aug 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Spécialité : **Sciences économiques**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

France Loubet

Thèse dirigée par **Liliane Perrin-Bensahel** et codirigée par **Jean-Christophe Dissart**

préparée au sein du **Laboratoire Creppem** et du **Cemagref de Grenoble ...**
dans **l'École Doctorale Sciences économiques ...**

Analyse de l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux marginaux. Application de l'approche par les capacités à l'étude de l'espace rural rhônalpin

Thèse soutenue publiquement le **9 décembre 2011**,
devant le jury composé de :

Mr Vincent Vles

Professeur en aménagement du territoire, Université de Pau (Rapporteur)

Mr Mauro Spotorno,

Professeur en géographie, Université de Gênes (Rapporteur)

Mme Liliane Perrin-Bensahel

HDR en économie, Université Pierre Mendès France (Directeur de thèse)

Mr Jean-Christophe Dissart

Chargé de Recherche, Cemagref de Grenoble (Co-directeur de thèse)

Mr Claude Courlet

Professeur d'économie, Université Pierre Mendès France (Président du jury)

Mr Dominique Vollet

HDR en économie, Responsable de l'UMR Métafort, Cemagref de Clermont-Ferrand (Membre)



Remerciements

Je remercie en premier lieu ma directrice de thèse, Liliane Bensahel, qui m'a soutenu et encouragé tout au long de ces années, et ce depuis le master 1. Je tiens à lui exprimer ma reconnaissance pour ses conseils et son soutien.

J'adresse ensuite mes remerciements à mon co-directeur de thèse, Jean-Christophe Dissart, tout d'abord pour m'avoir permis d'intégrer le Cemagref, et pour m'avoir fait confiance pour mener à bien ce projet de thèse. Je le remercie également pour sa très grande disponibilité, son engagement dans ce travail de thèse et ses nombreux conseils qui ont permis de conduire à bien ce travail.

Je remercie ensuite les membres de mon comité de thèse : Sylvie Charlot, Benoit Lallau et Pierre-Antoine Landel. Leurs orientations, tant du point de vue théorique que méthodologique, m'ont permis d'avancer et de construire ce travail de recherche. Je remercie également Yvan Samson, qui a réussi à trouver un peu de temps pour discuter avec moi, ce qui a beaucoup apporté à mes réflexions.

Merci ensuite à tout l'équipe de l'unité « Développement des Territoires Montagnards » du Cemagref de Grenoble, pour leur accueil et l'ambiance du Cemagref. Je remercie tout particulièrement les membres de la « pause café » pour leur bonne humeur. Dans cette lignée, je tiens à adresser des remerciements particuliers à Frédéric Bray et André Torre, qui m'ont beaucoup aidé dans ce travail de thèse. Merci à eux pour leur patience, leur disponibilité, et pour avoir réalisé ce fabuleux outil qu'est SIDDT ! Merci d'avoir autant facilité mon travail. J'adresse également une pensée particulière à Estelle, une coloc' de bureau exceptionnelle et irremplaçable ! Merci également à Hugues François et Emmanuelle Marcelpoil pour avoir su apporter, au bon moment, un regard extérieur à ce travail.

Mes remerciements vont ensuite aux acteurs opérationnels qui ont collaboré avec moi à mon travail de terrain : Alexandra Daval, Elise Roerich, Jacqueline Dudal et Eric Chosson. Je les remercie de m'avoir apporté leurs compétences techniques, de m'avoir guidé dans mon travail de terrain, mais également d'avoir apporté leur contribution à la construction de ma réflexion. Je remercie toutes les personnes interviewées dans le cadre de mes recherches. Merci à eux pour leur disponibilité, leur confiance, leur gentillesse. Je leur suis reconnaissante de m'avoir permis de découvrir leur territoire, et de m'avoir accordé du temps, malgré des emplois du temps parfois très chargés.

En dehors du contexte de la recherche, cette thèse n'aurait pu être menée à bien sans le soutien de mes proches. Merci à mes amis. Je remercie particulièrement Marline, Florence, Barbara. Je remercie également cette dernière pour sa contribution à la relecture de cette thèse, ainsi que Laurent et Michelle. Je remercie ma famille, et tout particulièrement ma mère. Je lui suis reconnaissante d'être toujours là pour moi, merci pour tout ! Merci également à Jim pour son soutien, sa grande patience... finalement, cette thèse est aussi un peu la sienne ! Merci de croire en moi. Enfin, ces dernières lignes de remerciements seront pour mon père. Difficile de trouver des mots à la hauteur de ce qu'il m'a apporté. Malgré son absence, rien n'aurait été possible sans tout ce qu'il m'a transmis. Ce travail lui est dédié.

TABLE DES MATIERES

<i>Remerciements</i>	2
<i>Table des matières</i>	3
Table des cartes	5
Table des encadrés	6
Table des figures	6
Table des tableaux	7
Liste des acronymes et des abréviations	9
 Introduction générale	 11
 <u>PARTIE 1 : L'APPROCHE PAR LES CAPACITES : UN OUTIL D'ANALYSE DE L'IMPACT DU TOURISME SUR LE TERRITOIRE</u>	 21
 <u>Chapitre 1 : Définition des liens entre tourisme et territoires ruraux : éléments de contexte</u>	 23
Section 1.1 : Définition de l'espace rural	24
1.1.1 : L'espace rural, un espace aux contours flous	24
1.1.2 : Les différentes typologies de l'espace rural	33
Section 1.2 : Les spécificités de développement du rural	39
1.2.1 : Les questions de développement au sein de l'espace rural	40
1.2.2 : Les caractéristiques des politiques publiques visant les territoires ruraux	48
Section 1.3 : La place du tourisme dans les stratégies de développement des territoires ruraux	52
1.3.1 : Tourisme, développement et analyse économique : quels outils ?	53
1.3.2 : Tourisme, territoire et multi dimensionnalité : vers une prise en compte de la complexité du phénomène touristique	59
 <u>Chapitre 2 : L'approche par les capacités comme cadre de définition du développement territorial</u>	 69
Section 2.1 : Des capacités individuelles aux capacités collectives	70
2.1.1 : L'approche par les capacités	70
2.1.2 : Les développements en termes de capacités collectives.....	83
 2.2 : L'émergence des capacités territoriales : le territoire comme support de l'action collective	 92
2.2.1 : De l'espace au territoire : du donné au construit	92
2.2.2 : Territoire, activités économiques et acteurs : une co-construction	99
2.3 : Le local, un enjeu des politiques publiques	111
2.3.1 : Territoires et politiques de développement	112
2.3.2 : Vers une définition des capacités territoriales	114

PARTIE 2 : PROPOSITION D'APPLICATION DE L'APPROCHE PAR LES CAPACITES A L'ANALYSE DE LA REGION RHONE-ALPES	124
Chapitre 3 : Proposition méthodologique pour la mise en œuvre de l'approche par les capacités	126
Section 3.1 : Définir le développement rural	127
3.1.1 : Les enjeux de la définition d'une liste de capacités	127
3.1.2 : Les dimensions significatives du développement rural	135
Section 3.2 : Méthode de mesure de l'impact du tourisme sur le développement rural	145
3.2.1 : Définir un mode d'analyse des capacités	145
3.2.2 : Approche comparative sur l'ensemble des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes	153
3.2.3 : Travail à partir des données de terrain	166
Chapitre 4 : Analyse du lien entre tourisme et développement au sein de l'espace rural rhônalpin	172
Section 4.1 : Portrait de la région Rhône-Alpes et de son espace rural	173
4.1.1 : Rhône-Alpes, une région dynamique	174
4.1.2 : Rhône-Alpes, une région touristique	186
4.1.3 : Les enjeux de développement en Rhône-Alpes	192
Section 4.2 : Caractérisation des liens entre tourisme et développement rural en Rhône-Alpes	200
4.2.1 : Typologie des territoires ruraux rhônalpins : évaluation à partir des capacités	200
4.2.2 : Perception du lien entre tourisme et développement rural par les acteurs	225
4.2.3 : Analyse de la dialectique entre tourisme, développement rural et capacités	253
Conclusion générale.....	269
1. L'AC, un cadre structurant pour l'analyse du territoire	271
1.1 : L'AC, un cadre d'analyse des dynamiques territoriales.....	272
1.2 : L'AC, un cadre méthodologique pour mesurer le niveau de développement du territoire.....	274
2. Une nouvelle analyse du lien entre tourisme et développement rural : le cas de la région Rhône-Alpes.....	277
2.1 : Quelle compréhension des dynamiques de la région Rhône-Alpes ?	277
2.2 : Le tourisme, un phénomène multidimensionnel.....	279
3. Limites et perspectives de recherche.....	281
4. Quelles recommandations pour les politiques publiques ?	283
4.1. L'approche par les capacités, un outil de diagnostic à l'échelle du territoire.....	283
4.2. Tourisme, territoire, capacités et politiques de développement rural.....	285
Annexes.....	290
Bibliographie	302
Résumé.....	322

TABLE DES CARTES

Carte 1 : Zonage en Aires Urbaines et en Aires d'emploi de l'Espace Rural 2002	26
Carte 2 : Densité de population par commune en France en 2006	26
Carte 3 : Zonage en Aires Urbaines et en Aires d'emploi de l'Espace Rural en Isère	32
Carte 4 : Part des retraités dans l'ensemble des catégories socioprofessionnelles en 2007 en Isère	32
Carte 5 : Profil démographique sur les 4 périodes intercensitaires des bassins de vie du référentiel rural restreint	35
Carte 6 : Typologie des cantons Segesa 1997 en Rhône-Alpes	37
Carte 7 : Revenu moyen des foyers fiscaux en Rhône-Alpes en 2007	41
Carte 8 : Nombre de bureaux de poste par canton rural au sein de la région Rhône-Alpes en 2007	44
Carte 9 : Les cantons ruraux de la région Rhône-Alpes	154
Carte 10 : Situation des trois territoires étudiés au sein de l'espace rural rhônalpin	174
Carte 11 : PIB régional en valeur par région d'Union Européenne en 2007	175
Carte 12 : PIB régional par habitant en Union Européenne en 2007	175
Carte 13 : Taux annuel moyen d'accroissement naturel de la population par région de l'Union Européenne entre 2004 et 2008	177
Carte 14 : Les aires urbaines de Rhône-Alpes	182
Carte 15 : Type de bassins de vie touristiques en Rhône-Alpes	187
Carte 16 : Type de bassins de vie touristiques au sein de l'espace rural en Rhône-Alpes.....	188
Carte 17 : Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP en 2007	194
Carte 18 : Part de la population non scolarisée de 15 et plus titulaire d'un diplôme de niveau supérieure dans la population totale en 2007	194
Carte 19 : Part du nombre de foyers fiscaux imposés en 2007	194
Carte 20 : Part des actifs occupés dans les actifs totaux en 2007	194
Carte 21 : Densité de population en 2007	194
Carte 22 : Evolution de la population de 1999 à 2007	194
Carte 23 : Localisation des 10 premiers cantons de la région Rhône-Alpes en termes de revenu	202
Carte 24 : Localisation des 10 premiers cantons de la région Rhône-Alpes en termes de développement	202
Carte 25 : Niveau de développement de la capacité « Emploi » au sein des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes en 2007	205
Carte 26 : Niveau de développement de la capacité « Capital humain » au sein des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes en 2007	205
Carte 27 : Niveau de développement de la capacité « Service » au sein des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes en 2007	205
Carte 28 : Niveau de développement de la capacité « Logement » au sein des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes en 2007	205
Carte 29 : Niveau de développement de la capacité « Revenu » au sein des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes en 2007	206
Carte 30 : Niveau de développement de la capacité « Tissu économique local » au sein des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes en 2007	206
Carte 31 : Niveau de développement de la capacité « Développement » au sein des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes en 2007	206
Carte 32 : Niveau de développement de la capacité « Intensité touristique » au sein des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes en 2007	206

Carte 33 : Localisation des 10 cantons ruraux de la région Rhône-Alpes les plus marginaux	219
--	-----

TABLE DES ENCADRES

Encadré 1 : L'évolution de l'agriculture française	12
Encadré 2 : Les pôles d'excellence rurale	51
Encadré 3 : Les agrégats utilisés pour mesurer les dépenses dans les activités caractéristiques du tourisme	55
Encadré 4 : Les principaux auteurs de l'approche par les capacités	71
Encadré 5 : Liste des capacités de Nussbaum	131
Encadré 6 : Les bases de données	155
Encadré 7 : Définition des indicateurs retenus pour caractériser le dynamisme de la région Rhône-Alpes en France	176
Encadré 8 : Les signes de qualité	190
Encadré 9 : Quels objectifs de la mise en œuvre d'une ACP ?	212
Encadré 10 : Méthodologie de l'ACP	213
Encadré 11 : Le tissu économique local dans les Boutières	239

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Les différents concepts de la thèse	18
Figure 2 : Schéma synthétique du déroulement de la thèse	19
Figure 3 : Evolution démographique selon les catégories d'espace depuis 1962 (en densité de population)	28
Figure 4 : Ensemble des capacités individuelles. Contexte social et personnel	81
Figure 5 : Caractérisation des capacités collectives	90
Figure 6 : Au cœur de la dynamique du territoire : la ressource territoriale	107
Figure 7 : Territoire et capacités	115
Figure 8 : Les capacités individuelles	121
Figure 9 : Objectifs de notre liste et caractéristiques des listes étudiées	143
Figure 10 : Quelle méthode d'application pour l'approche par les capacités ?	152
Figure 11 : Méthodologie de recherche à partir des données secondaires	164
Figure 12 : Résumé des caractéristiques de la région Rhône-Alpes	199
Figure 13 : Niveau de développement des capacités au sein des territoires ruraux touristiques et non touristiques de la région Rhône-Alpes	209
Figure 14 : Diagramme des valeurs propres	215
Figure 15 : Projection des variables sur les composantes principales	216
Figure 16 : Projection des individus sur les deux dimensions principales de l'ACP	218
Figure 17 : Tourisme et capacités territoriales.....	265
Figure 18 : Interactions entre les évolutions de la société, du tourisme et du rural	270
Figure 19 : Synthèse des apports de la thèse	281

TABLES DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution démographique de 1962 à 2006 en espace rural et périurbain	12
Tableau 2 : Evolution de la population de la France métropolitaine par catégorie d'espaces de 1962 à 1999	29
Tableau 3 : Evolution de la population entre 1999 et 2006	30
Tableau 4 : Le nouveau paradigme rural	50
Tableau 5 : Produits et activités caractéristiques du tourisme	54
Tableau 6 : Le poids du tourisme dans l'économie française	55
Tableau 7 : Effectifs salariés au 31/12/2007 dans les activités caractéristiques du tourisme en France métropolitaine	56
Tableau 8 : La perception de l'espace rural par les français	64
Tableau 9 : PIB et espérance de vie : comparaison entre pays	74
Tableau 10 : Quelques exemples de biens et d'activités, leurs caractéristiques et les réalisations qu'ils permettent d'atteindre	82
Tableau 11 : Typologie des ressources	106
Tableau 12 : Comparaison entre trois listes de capacités	134
Tableau 13 : Mode d'analyse des capacités	146
Tableau 14 : Les dimensions de l'IDH	149
Tableau 15 : Indicateur de santé sociale	150
Tableau 16 : Indicateurs de développement	157
Tableau 17 : Résumé statistique des indicateurs de développement sur les cantons ruraux de la région Rhône-Alpes	158
Tableau 18 : Capacités territoriales, fonctionnements et indicateurs	162
Tableau 19 : Les indicateurs de développement rural	163
Tableau 20 : Catégories d'acteurs interrogées par territoire	167
Tableau 21 : Composition des catégories socioprofessionnelle par région française en 2007	178
Tableau 22 : Comparaison des dynamiques au sein de différents espaces en France (en %)	180
Tableau 23 : Composition des CSP au sein de l'espace rural et de l'espace urbain de la région Rhône-Alpes en 2007 en %	181
Tableau 24 : Une première analyse de la situation des trois territoires étudiés au sein de la région Rhône-Alpes et au sein de l'espace rural de la région	183
Tableau 25 : Composition de la population active sur les territoires d'étude en % en 2007	185
Tableau 26 : L'emploi salarié dans les activités touristiques	187
Tableau 27 : Avantages concurrentiels de la campagne et de la moyenne montagne en Rhône-Alpes	189
Tableau 28 : Coefficients de variations sur différents indicateurs au sein de l'espace rural de la région Rhône-Alpes (en%) en 2007	195
Tableau 29 : Comparaison des 10 premiers cantons ruraux de Rhône-Alpes en termes de revenu et de développement	201
Tableau 30 : Description des dimensions du développement sur les cantons ruraux à l'échelle de la région Rhône-Alpes et de la France en 2007	203
Tableau 31 : Comparaison des performances sur les dimensions du développement et le niveau de développement touristique par département en Rhône-Alpes en 2006 en indice.....	207
Tableau 32 : Niveau de développement des capacités sur les cantons touristiques et les stations de montagne	210

Tableau 33 : Tableau des corrélations entre les différentes dimensions du développement et le tourisme	214
Tableau 34 : % d'inertie expliquée par les quatre premiers axes	214
Tableau 35 : Contribution des variables à la construction des axes	216
Tableau 36 : Comparaison du niveau de capacités sur les cantons développés et les cantons marginaux de la région Rhône-Alpes	220
Tableau 37 : Comparaison entre les cantons développés et les cantons marginaux de la région Rhône-Alpes sur quelques indicateurs.....	221
Tableau 38 : Comparaison des classements des 10 premiers et des 10 derniers cantons en termes de développement avec et sans pondération	223
Tableau 39 : Mesure des performances de chaque territoire d'étude en termes de capacités	227
Tableau 40 : Comparaison entre le niveau des indicateurs de fonctionnements et la perception des acteurs des territoires	252
Tableau 41 : Caractéristiques des territoires et capacités	263

LISTE DES ACRONYMES ET DES ABREVIATIONS

AC : Approche par les Capacités
ACP : Analyse en Composantes Principales
ANPE : Agence Nationale Pour l'Emploi
AOC : Appellation d'Origine Contrôlée
BHPS : British Household Panel Survey
BIP40 : Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté 40
BM : Banque Mondiale
BPE : Base Permanente des Equipements
CDI : Contrat à Durée Indéterminée
CDRA : Contrat de Développement Rhône-Alpes
COPLER : Communauté de communes du Pays entre Loire Et Rhône
CREDOC : Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie
CSP : Catégorie Socio-Professionnelle
CST : Comptes Satellites du Tourisme
DATAR : Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale
DGCIS : Direction Générale, de la Compétitivité de l'Industrie et des Services
DGI : Direction Générale des Impôts
EDF : Electricité de France
EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
FEDER : Fond Européen de Développement Régional
GREMI : Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs
HDCA : Human Development and Capability Association
IDH : Indicateur de Développement Humain
IGP : Indication Géographique Protégée
INRA : Institut National de la Recherche Agronomique
INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IPF : Indicateur de la Participation des Femmes
IPH : Indicateur de Pauvreté Humaine
ISDH : Indicateur Sexospécifique de Développement Humain
ISS : Indicateur de Santé Sociale
MITRA : Mission d'Ingénierie Touristique Rhône-Alpes
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMT : Organisation Mondiale du Tourisme
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OPHI : Oxford Poverty and Human development Initiative
OTSI : Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative
PAC : Politique Agricole Commune
PED : Pays en Développement
PER : Pôles d'Excellence Rurale
PIB : Produit Intérieur Brut
PNR : Parc Naturel Régional
RDB : Revenu Disponible Brut
RMI : Revenu Minimum d'Insertion

RP : Recensement de la Population
RQT : Rente de Qualité Territoriale
RSA : Revenu de Solidarité Active
SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale
SEGESA : Société d'Etudes Géographiques et Sociologiques Appliquées
SIRENE : Système d'Identification du Répertoire des Entreprises et des Etablissements
SPL : Système Productif Localisé
SRDTRA : Schéma Régional de Développement Tourisme Rhône-Alpes
STL : Système Touristique Localisé
SWOT : Strenght, Weaknesses, Opportunities, Threats
SYAL : SYstème Agroalimentaire Localisé
UE : Union Européenne
VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine
WDR : World Development Report
ZAUER : Zonage en Aires Urbaines et en aires d'emploi de l'Espace Rural
ZRR : Zone de Revitalisation Rurale

Introduction générale

•Eléments de contexte

Cette thèse se propose d'étudier l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux dans une perspective multidimensionnelle. Pour cela l'entrée par le territoire sera privilégiée, avec un intérêt central pour les problématiques rurales. Nous étudierons plus spécifiquement le cas de la région Rhône-Alpes. Comme nous le verrons plus loin dans ce travail, celle-ci constitue un terrain d'étude particulièrement riche et pertinent.

L'espace rural, défini au sens de l'INSEE¹ (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) recouvre 70% de la superficie totale du territoire français, et les 2/3 des communes de France métropolitaine. Il connaît, depuis le milieu des années 1970, d'importantes mutations. En effet si, longtemps, cet espace a subi l'exode rural, la tendance démographique s'inverse depuis une quarantaine d'années. Cependant le principal phénomène observé est celui de la périurbanisation, c'est-à-dire une augmentation de la population sur les territoires à proximité des centres urbains (tableau 1). Ce tableau montre que si l'évolution démographique au sein de l'espace à dominante rurale reste stable, la population augmente de 7,8% de 1975 à 2006 alors qu'elle augmente de 51% sur la même période au sein de l'espace périurbain.

¹ L'INSEE définit l'espace rural en creux par rapport à l'espace urbain. Pour l'INSEE, l'espace à dominante rurale regroupe l'ensemble des petites unités urbaines et communes rurales n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine (pôles urbains, couronnes périurbaines, et commune multi polarisées).

Tableau 1 : Evolution démographique de 1962 à 2006 en espace rural et périurbain

DENSITÉ DE POPULATION	Années	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2006
	ESPACE RURAL	34,25	33,86	32,98	32,97	32,75	32,96	35,55
	ESPACE PERIURBAIN	44,90	45,84	49,30	56,11	62,97	68,17	74,46
EVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE	Années	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2006	
	ESPACE RURAL	-1,13	-2,59	-0,34	-0,36	0,64	4,87	
	ESPACE PERIURBAIN	2,08	7,55	13,82	12,24	8,26	9,22	

Source : Calcul de l' INSEE, Recensement de la Population (RP) 2006

La démographie n'est pas le seul facteur de mutation de l'espace rural. Suite à une politique agricole productiviste, l'importance du secteur agricole dans l'emploi décline dans les territoires ruraux (voir encadré 1). Comme le souligne cet encadré, agriculture et ruralité entretiennent un lien fort, et les évolutions de ce secteur d'activité influent sur celles de l'espace qui l'accueille.

Encadré 1 : L'évolution de l'agriculture française

Depuis 1945 à aujourd'hui, cinq étapes marquent l'évolution de l'agriculture, en France.

- **1945-1960** : la demande sociale envers l'agriculture est une demande de production. La société attend d'elle qu'elle assure l'autosuffisance alimentaire. C'est le début de la modernisation de l'agriculture ainsi que de son intensification et de la mécanisation. Durant cette période l'économie rurale se doit d'accompagner l'agriculture dans ce mouvement de modernisation qu'il soit technique (développement des techniques agricoles) ou social (modernisation du monde rural).

- **1960-1974** : mise en place de la PAC (Politique Agricole Commune). C'est au cours de cette période que se développe une agriculture productiviste et intensive.

- **1974-1984** : chocs pétroliers. Prise de conscience par la société des enjeux environnementaux de l'agriculture et première crise de surproduction. Mise en place des quotas laitiers.

- **1984-1992** : naissance de la deuxième PAC. Mise en place des politiques de dumping envers les exploitations agricoles européennes. Surproduction agricole et baisse du nombre d'agriculteurs.

- **1992 à aujourd'hui** : évolution forte de la demande de la société envers l'agriculture. Demande de qualité.

Source : auteur, d'après Djimet-Baboun (2006) et Dauce (2003)

En parallèle, le secteur des services se développe. L'essor de la fonction résidentielle implique en effet le développement des services à la population. Cependant, ces dynamiques ne sont pas homogènes au sein de l'espace rural. Comme le notent Aubert et

al. (2005, p.9) : « *toutefois, ces manifestations sont fortement différenciées dans l'espace, globalement au bénéfice des aires qui disposent de ressources bien spécifiées ou d'atouts de localisation, tels que la proximité de grands groupements urbains ou l'accessibilité à des infrastructures de transport* ». Certains territoires voient leur population stagner voire régresser. Les populations qui s'y trouvent sont confrontées à des difficultés en termes d'accès à l'emploi, d'infrastructures ou de services publics.

A ce titre, la question de la marginalité peut-être discutée. En nous appuyant sur les disciplines sociologiques et géographiques, nous verrons que cette notion est centrale. En effet, elle permet de questionner les « marges », d'interroger les difficultés de développement en perspective par rapport à un ensemble plus large. Ainsi, c'est à la fois la relativité des problèmes de l'espace rural qui sera abordée, mais également celle de certains territoires ruraux par rapport à l'ensemble de cet espace. L'enjeu est de montrer de quelle manière la marginalité spatiale de ces territoires influe sur la marginalité sociale des individus qui s'y trouvent.

Se pose alors la question des stratégies de développement possibles sur ces territoires. L'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique), en 2006, identifie l'émergence d'un « nouveau paradigme rural ». En effet, c'est le territoire qui devient l'objet des politiques publiques, et non plus le secteur agricole. L'efficacité des politiques visant l'agriculture est ainsi relativisée. Ces politiques insistent particulièrement sur la nécessité de diversifier l'économie des territoires ruraux (Ministère de l'agriculture et de la pêche 2007). Le déclin du secteur agricole doit être compensé, et des emplois créés dans d'autres secteurs d'activités. Pour cela les politiques de développement rural proposent, par exemple, des avantages fiscaux aux entreprises s'installant dans les territoires ruraux à enjeux. C'est le cas notamment des ZRR (Zones de Revitalisation Rurales) dont l'objectif est d'aider le développement des territoires ruraux à travers des mesures fiscales et sociales. Cela constitue le deuxième volet du nouveau paradigme rural, à savoir une politique fondée sur la création d'activité plutôt que sur les subventions d'un secteur préexistant.

Dans le cadre de l'émergence de ce nouveau paradigme rural, le tourisme constitue donc une stratégie possible de diversification de l'économie rurale (Woods, 2000). L'évolution conjointe du tourisme et de la perception du rural amène à considérer que ces territoires ont un potentiel pour le développement du tourisme. L'évolution de la demande touristique permet en effet de voir la campagne comme un « produit » (Kneafsey, 2001) et d'envisager les territoires ruraux comme une destination touristique à part entière (Simmoneaux, 1999). Bontron et Morel-Brochet (2002) montrent ainsi que, pour un nombre important d'acteurs, le tourisme est perçu comme un outil de valorisation des ressources du territoire et comme un secteur possédant un potentiel en termes de développement.

En effet, le tourisme est un phénomène économique mondial. Entre 1990 et 2008, le nombre d'arrivées de touristes internationaux à l'échelle mondiale a plus que doublé (taux de variation de 110%) passant de 436 millions d'arrivées à 921 millions (DGCIS (Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services) 2009). Toujours selon la même source, la France se place au 3^{ème} rang mondial en termes de recettes, avec une part de

5,9% des recettes mondiales, derrière les Etats-Unis et l'Espagne. La France est la première destination touristique mondiale en nombre d'arrivées.

L'ensemble de ces remarques ont amené de nombreux chercheurs à s'interroger sur le potentiel du tourisme dans les stratégies de développement des territoires. En économie (et principalement dans les approches anglo-saxonnes) le tourisme fait l'objet de recherches importantes, en recourant à différentes théories. Ainsi, il est analysé à travers le cadre de la théorie des avantages comparatifs (Nancy et Prin, 2003), dans le cadre des recherches concernant les aménités² (Marcouiller et al. 2004) ou de la théorie de la base (Vollet, 1997 ; 1998 ; 2007). Ces travaux permettent de mesurer les effets du tourisme, et également de mettre en évidence les atouts des destinations pour le développement touristique.

Les recherches existantes participent donc à la compréhension du phénomène touristique, mais elles présentent néanmoins des limites. Tout d'abord, elles mesurent les effets du tourisme sur le développement à travers l'emploi et le revenu, sans intégrer dans l'analyse d'autres dimensions du développement. Or, le tourisme est par essence un phénomène multidimensionnel, et a de nombreuses conséquences sur les destinations. Il est donc nécessaire de recourir à des outils permettant de rendre compte de cette multi dimensionnalité. Ensuite, un nombre important de recherches s'attachent à montrer quels doivent être les avantages des destinations pour le développement touristique, sans discuter de l'impact du tourisme sur le développement de celles-ci. Dans ce contexte, la sélection d'un cadre d'analyse pertinent des liens entre tourisme et développement rural doit être discutée.

•Perspectives théoriques

Dans le cadre de l'analyse du lien entre tourisme et développement rural, la première interrogation qu'il est central de poser est celle de la définition du développement. Si la réponse peut sembler aller de soi, une analyse approfondie de la question montre l'étendue des débats liés à ce sujet. En effet comme le montre Perrin (2004) l'économie classique a assimilé la richesse à ce qui peut être produit ou vendu, ce qui a conduit à utiliser le PIB (Produit Intérieur Brut) comme mesure du développement. Or, celui-ci présente des limites importantes, que nous développerons dans ce travail de thèse, et mises en évidence par les analyses multidimensionnelles du développement.

Les historiens de l'économie identifient généralement la naissance de l'économie du développement après la seconde guerre mondiale (Carlier, 2002). Cependant, les réflexions sur les inégalités de développement entre les sociétés sont également présentes dans l'économie classique. Pour les économistes classiques, les inégalités doivent se résorber « naturellement » dans la mesure où on laisse faire les mécanismes de marché. Après la seconde guerre mondiale, les analyses du développement évoluent. Les premiers économistes du développement proposent une analyse en termes de convergence et d'étapes du développement (Azoulay, 2002). Pour Rostow (1959), le sous-développement

² L'OCDE (1999) définit les aménités comme « les attributs, naturels ou façonnés par l'homme, liés à un territoire et qui le différencie d'autres territoires qui en sont dépourvues ». Celles-ci sont donc des atouts des territoires qui vont être valorisées pour son développement économique, et particulièrement dans le cadre du développement touristique.

est un retard et chaque pays doit passer par différentes étapes pour atteindre le même niveau de développement. Ces théories sont remises en question par des économistes tels que Perroux, qui montre que le sous-développement est lié aux conditions dans lesquelles se trouvent les sociétés. C'est à cet auteur que l'on doit notamment la mise en évidence de la distinction entre croissance et développement (Perroux, 1961).

A la suite de ces réflexions, apparaissent les analyses en termes de biens fondamentaux : une société juste est une société qui fournit de manière égale certains biens indispensables. Le niveau de développement d'une société doit donc être évalué au niveau de biens fondamentaux qu'elle est capable de fournir aux individus qui la composent. L'Approche par les Capacités (AC), en remettant en cause à la fois le PIB comme indicateur du développement et la théorie des biens fondamentaux, apporte une nouvelle contribution aux réflexions sur le développement.

L'IDH (Indicateur de Développement Humain) est ainsi proposé comme une alternative au PIB, en envisageant trois dimensions du développement humain : avoir une vie longue et en bonne santé, avec accès au savoir et à l'éducation, vivre dans des conditions de vie décentes. Conjointement à ces approches, la dimension spatiale des questions de développement apparaît dans la réflexion économique. Ainsi se développent des courants tels que l'économie spatiale, l'économie géographique ou encore l'économie territoriale. Ces courants cherchent à expliquer les phénomènes d'agglomération ou de dispersion, la localisation des firmes et ainsi les inégalités spatiales de développement.

Deux tendances principales se dégagent donc actuellement au sein des théories et des analyses du développement : d'une part, la prise en compte de la liberté dans l'évaluation du développement. D'autre part, la prise en compte de la dimension spatiale dans les dynamiques de développement.

L'AC développée par Amartya Sen constitue la démarche fondatrice concernant l'élaboration de nouvelles mesures du développement. Pour l'auteur, celui-ci se mesure à l'augmentation des libertés réelles qu'il permet à l'échelle individuelle (Sen 1999). Ces recherches s'inscrivent dans ce que Davoine (2009) appelle l'économie du bonheur. Ces approches cherchent à remettre en question les analyses utilitaristes, en montrant que l'utilité ne constitue pas une mesure adéquate du bien-être. Avec la parution en 1999 de l'ouvrage « Development as freedom », Sen marque l'inscription de l'AC dans le courant des théories du développement.

Les approches multidimensionnelles du développement postulent que l'approche monétaire n'est pas efficace pour capter les différents aspects de la vie humaine. La pauvreté est particulièrement étudiée, et définie comme un phénomène multidimensionnel (Ayadi et al., 2005). Le tourisme est un secteur d'activité complexe, dont, nous le verrons, les impacts sont multiples. Il semble donc pertinent de prendre en compte l'ensemble des aspects du développement pour pouvoir mesurer son impact. Dans cette continuité, ce sont donc les différentes dimensions du développement rural qui seront intégrées dans l'analyse pour mesurer l'impact du tourisme sur ces différentes dimensions.

Nous nous appuyerons pour cela sur une analyse de la littérature concernant les capacités. Pour les auteurs se réclamant de ces approches, la croissance ne constitue pas un bon indicateur de ce dont les personnes sont privées (Nussbaum, 2003). Le revenu comme seul indicateur du bien être est inapproprié et doit être suppléé par d'autres indicateurs ou variables comme le logement, l'espérance de vie, le niveau d'éducation, la disponibilité de biens publics (Bourguignon et Chakravarty, 2003).

L'approche par les capacités constitue un cadre de recherche original et particulièrement pertinent. Le développement défini comme un ensemble de libertés auxquelles ont accès les individus permet de s'interroger sur les multiples dimensions de la liberté, et d'apprécier une politique de développement à l'aune de son impact sur chacune d'entre elles. On part de l'idée qu'il existe des dimensions du bien être que les ressources économiques ne sont pas capables de prendre en compte (Chiapero-Martinetti, 2000). L'approche par les capacités représente donc une approche plus générale, au sein de laquelle l'amélioration des conditions de vie est l'objectif essentiel du développement (Alkire, 2005). Le but du développement est alors d'élargir le choix des personnes de vivre la vie qu'ils veulent (Krishnakumar, 2007).

Cette approche est intéressante dans le cas des territoires ruraux, en France. En effet, si l'approche par les capacités a surtout été utilisée pour l'étude des pays en voie de développement, elle semble néanmoins intéressante dans l'étude des dynamiques territoriales des pays développés. Notre définition du développement s'appuiera donc sur celle proposée par Sen (1999). Cependant, nous y ajouterons une dimension territoriale. En effet pour nous, si le développement des territoires ruraux passe par une augmentation des libertés des individus au sein du territoire, celle-ci est liée aux possibilités qu'offre le territoire. Nous prendrons donc en compte l'aspect collectif du développement, et plus particulièrement celui lié à la dimension territoriale.

L'approche par les capacités est avant tout une démarche individualiste. Son objectif est de dépasser les réflexions en termes d'utilité pour raisonner en termes de capacités, c'est-à-dire la possibilité pour les individus de choisir la vie qu'ils ont envie de vivre. Cependant les développements récents approfondissent la démarche en appréhendant l'aspect collectif des capacités. Concernant notre sujet de recherche, ceux-ci nous intéressent tout particulièrement. En effet la question que nous nous posons est celle de l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux. Or le tourisme constitue une stratégie de développement territorial, ce qui signifie qu'elle vise le territoire et non pas l'individu³. Il convient donc de s'intéresser aux capacités à l'échelle du territoire. La question qui se pose alors est celle de l'impact du tourisme sur les capacités territoriales des territoires ruraux engagés dans des démarches de développement.

³ Par opposition à des politiques de réduction des inégalités visant directement l'individu, telles que le Revenu de Solidarité Active par exemple.

•Questions de recherche et hypothèses

Notre recherche porte avant tout sur la définition des liens existants entre tourisme et développement rural. Nous émettons ainsi l'hypothèse qu'au-delà de son impact direct sur les grandes variables socio-économiques (principalement le revenu et l'emploi) le tourisme influe de manière indirecte sur d'autres dimensions des dynamiques territoriales telles que les liens sociaux. Ainsi, notre travail se propose d'étudier le tourisme dans une perspective à la fois territoriale et multidimensionnelle.

Outre cette problématique centrale, structurante de notre recherche, deux questions annexes doivent être posées. La première, nous l'avons déjà évoquée, concerne la définition du développement à l'échelle des territoires ruraux. Dans ce contexte la notion de marginalité est centrale car nous aborderons la question du développement sous l'angle de sa relativité. En effet, notre objectif est de montrer que les enjeux de développement à l'échelle territoriale s'inscrivent également dans un contexte plus large, notamment celui de la région.

Cela rejoint les préoccupations actuelles remettant en cause l'assimilation de la croissance au développement, et qui suppose de poser de réelles interrogations sur ce qui constitue le développement. Dans cette thèse, nous proposons donc d'apporter des éléments de compréhension des dynamiques territoriales rurales en utilisant le cadre de l'AC.

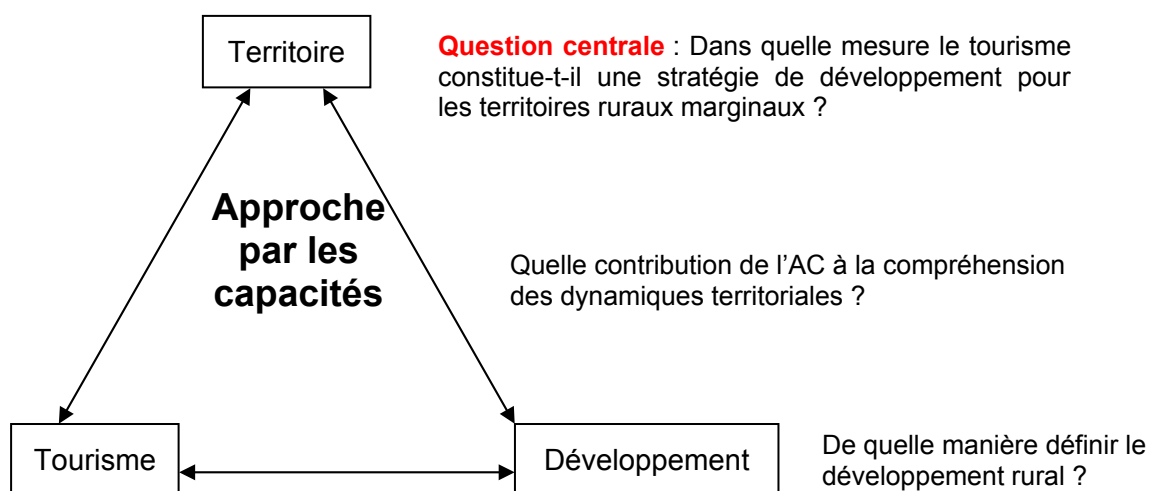
La volonté de s'inscrire à la fois dans une perspective territoriale et multidimensionnelle nous incite à nous interroger, et cela constitue notre seconde sous-question, sur une construction méthodologique à même de saisir l'ensemble de ces enjeux. Nous pouvons à partir de là formuler une hypothèse secondaire : l'AC constitue un cadre de recherche théorique et méthodologique mais peut également, d'un point de vue empirique, être utilisée comme un outil de diagnostic des dynamiques territoriales.

L'intérêt de cette recherche est donc d'ordre à la fois théorique, méthodologique et empirique (figure 1). D'un point de vue théorique nous proposons de construire un cadre de réflexion original, couplant AC et territoire. L'AC constitue un cadre théorique en construction, essentiellement appliqué pour l'analyse des pays en voie de développement. L'enjeu de ce travail est de contribuer à la construction d'une connaissance autour de l'approche. Concernant la réflexion autour de la notion de territoire, celle-ci n'est pas figée, et de plus elle est utilisée de manière pluridisciplinaire. L'enjeu est alors d'apporter des éléments de réflexion autour de cette notion.

Ensuite, une méthodologie de recherche construite spécifiquement pour notre contexte est proposée. Celle-ci lie différents outils. Ainsi, le potentiel de cette méthode pour la compréhension des dynamiques territoriales de manière générale, et plus spécifiquement des dynamiques rurales, sera discuté. En effet, si l'AC est une approche en construction d'un point de vue théorique, elle l'est également au niveau méthodologique. Notamment, nous proposerons d'approcher l'aspect collectif des capacités, ce qui demande un important travail d'appropriation méthodologique.

Enfin d'un point de vue empirique, notre travail entend proposer une vision du tourisme alternative à celle existant dans les politiques de développement. En effet, nous chercherons à interroger le sentiment général selon lequel ce secteur d'activité constitue une solution idéale pour le développement des territoires ruraux, en approfondissant les connaissances existant sur les impacts locaux d'une stratégie de développement touristique.

Figure 1 : Les différents concepts de la thèse



Source : auteur

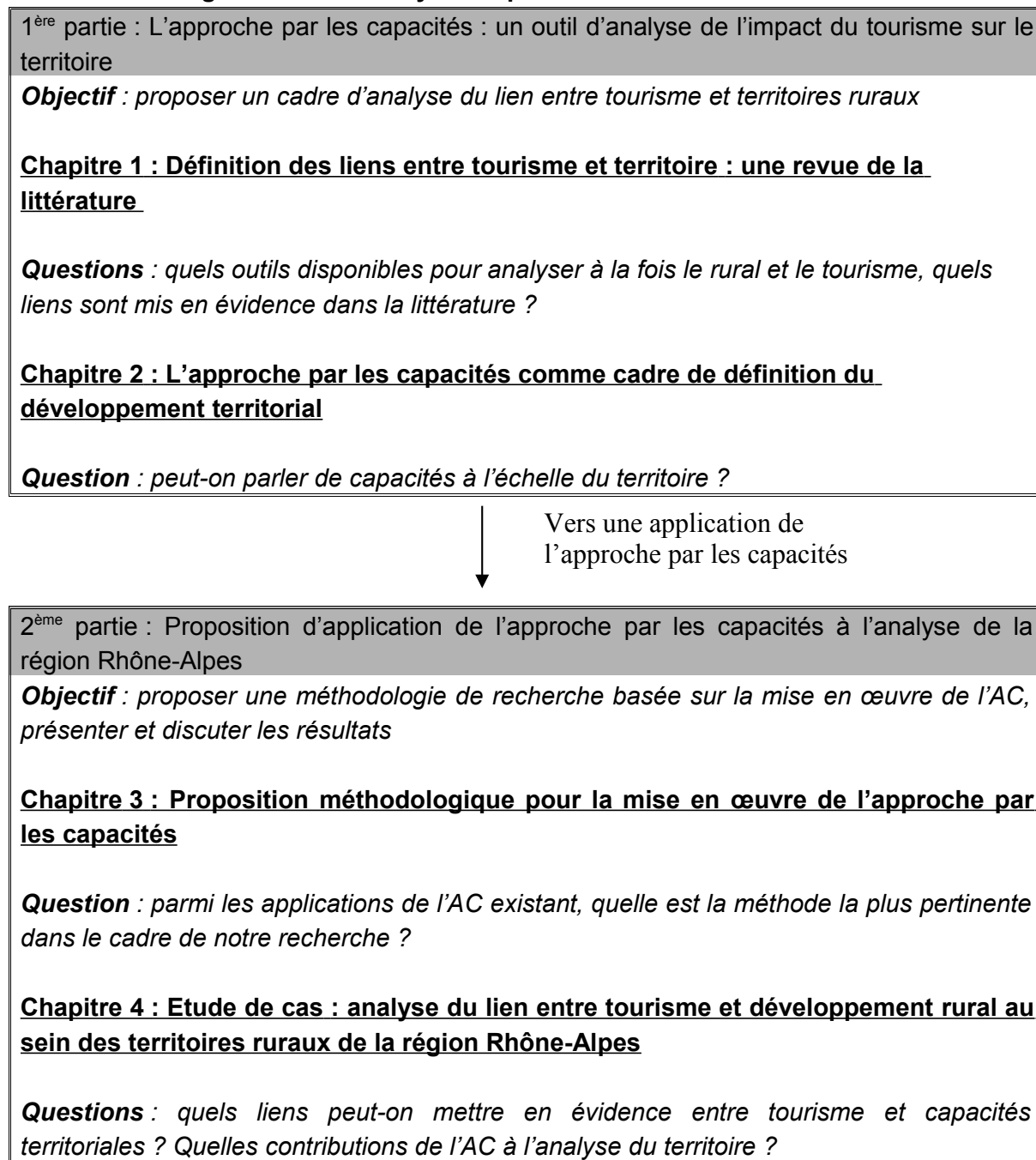
•Organisation de la thèse

L'organisation de cette thèse découle des différentes questions et hypothèses formulées. Ainsi, le travail sera structuré en deux parties. Dans une première partie, nous montrerons de quelle manière l'analyse des dynamiques rurales et du tourisme nécessite le recours au cadre théorique de l'approche par les capacités. Nous verrons également la façon dont AC et territoire peuvent être liés.

La seconde partie concernera l'application empirique de ce travail de recherche. Ainsi, les nombreux questionnements liés à l'application méthodologique de l'AC seront soulevés, et une méthodologie de recherche sera proposée. Ensuite, les résultats obtenus à travers sa mise en œuvre au sein de l'espace rural rhônalpin seront présentés et discutés.

Pour atteindre ces objectifs, quatre chapitres structureront notre travail. La figure 2 offre une vision synthétique du déroulement de la thèse.

Figure 2 : Schéma synthétique du déroulement de la thèse



Source : auteur

Le premier chapitre de cette thèse aura pour objectif de présenter les principaux débats au sein des réflexions concernant à la fois le rural, le tourisme, et enfin le lien entre tourisme et développement rural. Ces éléments de contexte constitueront une base pour, tout d'abord, définir le rural. Nous l'avons vu, la définition du rural a toujours posé question aux chercheurs. Aujourd'hui, avec les évolutions connues par cet espace, et les disparités qui s'y développent, celle-ci constitue un enjeu encore plus fort. De l'espace rural aux territoires ruraux, la définition qui sera utilisée dans le cadre de ce travail sera présentée. Ensuite, une analyse critique des recherches existant sur le tourisme sera proposée. Leurs limites seront exposées, pour justifier le recours à un cadre théorique couplant économie territoriale et approche par les capacités.

Le second chapitre sera consacré au cadre théorique mobilisé pour notre travail. Ainsi, l'approche par les capacités sera appliquée à l'analyse des dynamiques à l'échelle du territoire. En particulier, la notion de développement territorial sera repensée en termes de capacités. En outre, nous proposerons la notion de capacités territoriales, définie comme un ensemble de capacités lié à l'inscription de l'individu dans le territoire. En effet, une partie des recherches dans le cadre de l'AC concerne l'aspect collectif du bien-être et de la qualité de vie. Or, nous avançons que le territoire contribue à leur définition à l'échelle individuelle.

Le troisième chapitre s'inscrit dans la perspective méthodologique de cette thèse. L'AC est une approche en construction, tant du point de vue théorique que méthodologique. Ainsi des chercheurs, s'inscrivant dans des disciplines scientifiques différentes, travaillent sur les modalités de son application pour les travaux empiriques. Des indicateurs multidimensionnels aux « récits de vie », il est nécessaire pour chaque chercheur de statuer sur l'application la plus pertinente de l'AC dans le contexte de ses recherches. C'est ce que nous ferons, en proposant une méthode couplant travail à partir des données secondaires⁴ et enquêtes de terrain.

Dans notre dernier chapitre, les résultats du travail de terrain seront présentés et discutés. Différents choix réalisés pour cette recherche peuvent en effet faire l'objet de débats, notamment du point de vue méthodologique. Ensuite, les résultats obtenus apportent certes des réponses à la question du lien entre tourisme et développement rural, mais en soulèvent également de nouvelles. Pour finir, nous verrons quelles conclusions peuvent être proposées en termes de politiques publiques

⁴ Les données secondaires sont des données qui ont été recueillies par d'autres personnes que celle qui les utilise.

PARTIE 1 : L'APPROCHE PAR LES
CAPACITES : UN OUTIL D'ANALYSE DE
L'IMPACT DU TOURISME SUR LE TERRITOIRE

Introduction de la partie 1

Dans cette partie, nous proposerons un cadre global pour la recherche, en questionnant l'articulation entre tourisme et développement rural. Notre objectif est donc de définir les principaux termes mobilisés dans cette thèse, mais également d'identifier les cadres théoriques permettant leur analyse.

Pour cela nous proposerons tout d'abord, à travers un premier chapitre qui pourra être qualifié d'introductif, une présentation du contexte dans lequel s'inscrit notre travail. Les thèmes de la ruralité, du tourisme et de la marginalité rurale occupent une place importante au sein des recherches en sciences sociales. Le lien entre tourisme et développement, plus particulièrement lorsque celui-ci concerne le rural, est en outre une thématique largement abordée par l'économie, mais également par les politiques publiques.

Nous nous attacherons à identifier les éléments qui, au sein de la littérature, constitueront la base de nos questionnements. Notre objectif ici n'est pas de proposer une revue exhaustive de la littérature, particulièrement abondante sur le sujet. De manière plus pragmatique, notre but est de faire émerger les enjeux qui se posent lorsque le tourisme est envisagé comme une stratégie de développement rural. Nous verrons que les analyses du tourisme existant ne rendent pas compte de la complexité de son impact sur le développement. Cela nous conduira à proposer un cadre théorique permettant l'analyse de cette complexité.

Le second chapitre constituera donc une présentation du cadre théorique qui sera le nôtre dans ce travail de thèse. Nous partirons du constat que le territoire constitue un intermédiaire dans la relation entre la stratégie de développement touristique et son impact sur le bien-être des individus. Nous proposerons alors de réinterroger les dynamiques territoriales en couplant économie territoriale et approche par les capacités. Il est important de souligner que notre objectif n'est pas de proposer une analyse critique de ces approches, mais d'y rechercher les éléments qui nous permettront de proposer une étude de l'impact du tourisme sur le développement rural.

Chapitre 1 : Définition des liens entre tourisme et territoires ruraux : éléments de contexte

L'introduction générale a permis de présenter les enjeux liés à ce travail de recherche. Ainsi, comme nous l'avons souligné, celui-ci s'organise autour de la compréhension du triptyque formé par le lien entre territoires ruraux, développement et tourisme. La problématique que nous avons retenue se propose en effet d'explicitier les liens entre tourisme et développement rural sous un angle original, celui des capacités. Face à ce questionnement, il est tout d'abord nécessaire de poser le cadre dans lequel s'inscrira cette recherche, en mettant en évidence l'articulation entre les trois piliers qui constituent ce travail de thèse.

Notre travail, dans ce premier chapitre, sera donc consacré à une double explication, à la fois des dynamiques rurales et du phénomène touristique. A travers la mobilisation des outils de notre discipline, l'objectif est de faire émerger les enjeux liés à notre problématique. Pour atteindre cet objectif, nous procéderons en trois étapes.

Pour commencer, la question du développement rural sera posée. Nous proposerons une revue des différentes définitions, mais également une caractérisation du rural à travers les connaissances présentes dans la littérature. L'espace rural constitue un espace à part entière, et c'est ce que s'attachera à montrer notre première section. En effet, malgré le phénomène de périurbanisation et les évolutions vécues par cette espace, celui-ci présente toutefois des caractéristiques qui le distinguent de l'urbain. La prise en compte de celles-ci est nécessaire pour comprendre les enjeux du lien entre tourisme et développement rural.

Dans une seconde section, les différentes catégories de territoires ruraux identifiées par la littérature seront mises en évidence. Nous montrerons que certains territoires peuvent être qualifiés de marginaux, dans la mesure où ils sont relativement moins développés que l'ensemble plus large dans lequel ils s'inscrivent. Il est central de comprendre cette notion de « marginalité » qui permet de saisir la globalité des questions de développement rural. Cela conduit alors à interroger les politiques et stratégies de développement, et plus particulièrement celles basées sur le tourisme.

Les évolutions de la demande touristique comme celles vécues par les territoires ruraux placent le tourisme au centre des questions de développement sur ces derniers. Ceux-ci produisent des aménités, qui peuvent être valorisées et utilisées par le secteur touristique. D'un autre côté, le fort ancrage territorial du tourisme amène à considérer que ce secteur possède un potentiel de développement important pour ces territoires. Cependant, les outils existant en économie pour en mesurer les effets présentent des limites. Un double constat émerge : le tourisme est à la fois un phénomène multidimensionnel et il entretient des liens étroits avec le territoire. C'est ce que soulignent notamment Marcepoil et al. (2007) pour qui le lien entre le tourisme et le local est « obligatoire ». Cela nous permettra de conclure qu'il est central de mobiliser une théorie multidimensionnelle du développement pour son analyse.

Section 1.1 : Définition de l'espace rural

La définition et l'analyse du rural, quelle que soit la discipline scientifique dans laquelle s'inscrit la recherche, constituent un exercice complexe. La définition du rural fait l'objet, au sein de la littérature, de nombreuses controverses. Il n'est pas un espace homogène, mais les territoires ruraux présentent néanmoins des caractéristiques communes ; l'espace rural peut être défini par ses caractéristiques démographiques, ou encore par sa place dans l'armature urbaine. Il est donc central de s'interroger sur la caractérisation de cette catégorie spatiale qu'est le rural.

Cette section sera tout d'abord consacrée à la présentation des différentes définitions de l'espace rural existant dans la littérature, plus particulièrement économique. Il s'agit alors d'identifier les caractéristiques économiques de cet espace qui permettent de le qualifier de rural. Différentes visions coexistent à ce sujet en économie, qui seront exposées ici. Pour finir, la définition du rural retenue dans le cadre de ce travail de thèse sera proposée.

Le premier point de ce chapitre s'interrogera également sur les typologies du rural identifiées par la recherche. Au-delà d'une caractérisation de l'espace rural dans son ensemble, la question se pose de son homogénéité. En effet, il est composé de différents territoires, ayant chacun des caractéristiques propres. Or, des catégories de territoires ruraux peuvent ainsi être identifiées. Cela amène à interroger les problématiques de développement sur chacun de ces territoires.

1.1.1 : L'espace rural, un espace aux contours flous

L'objectif de ce point sera à la fois d'identifier et de caractériser l'espace rural, mais également de s'interroger sur les conséquences de son évolution. Pour cela, les connaissances existant dans la littérature seront mobilisées.

•Les définitions de l'espace rural

Le « rural » est abordé, en économie, sous différents angles. Blanc (1997) identifie trois approches : spatiale, territoriale et constructiviste. En nous appuyant sur cette distinction, nous montrerons en quoi chacune d'entre elles contribue à la construction d'une connaissance autour de l'espace rural.

L'approche spatiale, pour commencer, propose une définition en perspective de l'urbain. Dans ce cadre, si l'urbain est la résultante des processus d'agglomération, l'espace rural est le résultat des freins existant à ceux-ci. En effet, l'économie spatiale, nous l'avons évoqué en introduction, considère que les différenciations entre les territoires sont liées aux avantages liés à l'agglomération. Dans ce contexte, le recours aux outils de cette discipline pour analyser le rural permet de mettre en lumière une première caractéristique de ce dernier, celle d'une moins forte agglomération de la population et des activités que dans l'urbain. C'est cette approche qui est privilégiée par l'INSEE, ce que nous approfondirons plus loin.

Ainsi Schmitt et al. (2002, p.30) justifient le Zonage en Aires Urbaines et en Aire d'Emploi par le recours à l'approche spatiale : *« on peut justifier une telle approche par ce que les économistes urbains appellent le caractère inéluctable de l'agglomération des populations et des activités économiques, les processus de causalité circulaire et cumulative à la base de la formation des agglomérations économiques engendrent cependant leurs propres limites (les coûts urbains ou les déséconomies d'agglomération) qui se traduisent par l'existence de forces de dispersion ».*

Ce qu'il est important de souligner ici, c'est l'existence de « forces de dispersion » qui contribue à développer un espace « en creux » de l'urbain, le rural. Celles-ci vont en effet créer une diffusion de la population et des activités en dehors du centre. Elles sont par exemple constituées par les prix du foncier, le niveau des taxes locales ou encore la recherche d'espaces plus vastes pour l'implantation des firmes.

C'est donc le rapport à l'urbain, à la ville qui est privilégié dans cette approche. Les dynamiques rurales sont alors liées à la place des territoires dans l'armature urbaine, et le niveau de développement des territoires ruraux dépendra de leur lien avec la ville. Ainsi pour ces analyses, l'éloignement des centres urbains constitue le facteur principal de discrimination des territoires ruraux. Cependant, si l'économie spatiale offre des éléments de définition du rural, elle ne permet pas d'en appréhender l'ensemble des caractéristiques.

L'approche territoriale introduit la notion de territoire dans l'analyse de l'espace rural. En effet, l'objectif est de mettre en évidence qu'au sein d'une ruralité présentant des caractéristiques spatiales homogènes, des territoires se distinguent. Ceux-ci présentent des spécificités au sein de l'espace rural. Cette approche montre donc qu'il est nécessaire d'avoir une double vision du rural. Tout d'abord, c'est un espace présentant un certain nombre de caractéristiques qui le distinguent d'autres types d'espace tels que l'urbain. Ensuite, il est constitué d'un ensemble de territoires dont il faudra mettre en évidence les spécificités et les prendre en compte dans l'analyse.

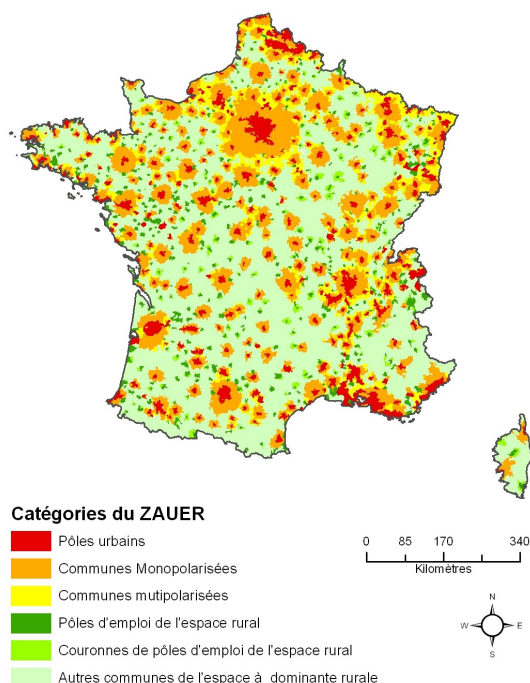
L'approche territoriale postule qu'il existe des interactions entre les performances des entreprises et la structure de la société locale. Les entreprises vont donc s'installer sur les territoires ruraux proposant le plus d'avantages. Au sein de cette approche, les disparités entre les territoires vont s'expliquer par leurs caractéristiques endogènes respectives. Cela signifie que le dynamisme ne se fonde pas exclusivement sur des influences extérieures, mais sur les ressources dont dispose le territoire. C'est dans le cadre de cette approche que l'on peut notamment expliquer le développement de l'industrie dans le rural isolé, où les entreprises trouvent généralement une main d'œuvre abondante et bon marché.

Enfin, **l'approche constructiviste** analyse les catégories spatiales comme des représentations sociales. Cela signifie que les différentes catégories identifiées, les visions de l'espace rural, sont liées aux perceptions qu'a la société du rural. Ainsi Cloke et al. (1995) montrent que les perceptions positives de la vie en espace rural ont tendance à masquer les difficultés au sein de cet espace.

Ces trois perspectives nous permettent de mieux comprendre ce qui fait du « rural » une catégorie spatiale pertinente, mettant en évidence les enjeux au sein de cet espace. Deux points fondamentaux doivent être soulignés. D'une part, on ne peut envisager le rural sans faire référence à l'urbain. Ensuite, cet espace développe ses logiques propres, qu'il est nécessaire de prendre en compte. Au-delà des questions d'agglomération nous montrerons, à la suite de Cavailhès et Jayet (1996) que plusieurs « clés de lecture » permettent d'entrer dans son analyse. Plus particulièrement, c'est à la démographie et aux fonctions des espaces ruraux qu'il est nécessaire de s'intéresser.

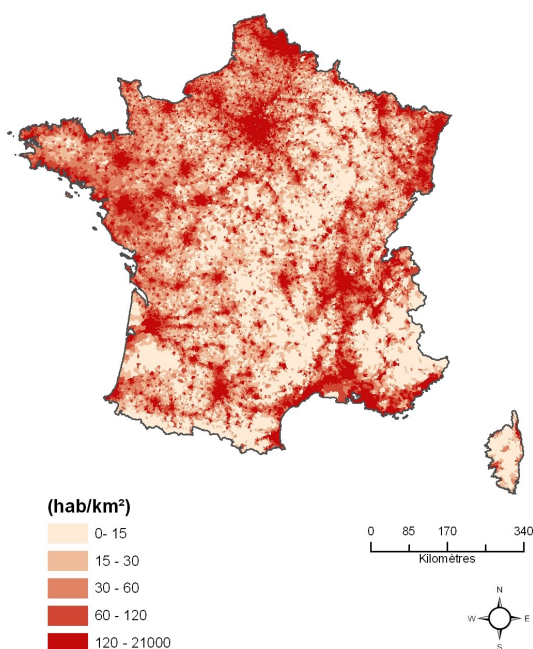
Dans un premier temps, l'étude du rural ne peut se dispenser d'une analyse approfondie de la question démographique. Celle-ci est en effet au cœur des définitions de l'espace rural, en mettant en avant la faiblesse des dynamiques de population au sein de cet espace. Ainsi pour l'INSEE, une commune est considérée comme urbaine si elle regroupe au moins 2000 habitants. L'espace rural, en creux de l'espace urbain, est donc défini par une faible densité de population. Pour l'OCDE (2006) le rural correspond à des espaces sur lesquels on trouve une densité de population faible et qui sont éloignés des centres urbains. Les cartes présentées ci-dessous (carte 1 et carte 2) permettent d'établir une comparaison entre le ZAUER (Zonage en Aires Urbaines et en Aires d'Emploi de l'Espace Rural) de l'INSEE et la densité de population.

Carte 1 : Zonage en Aires Urbaines et en Aires d'emploi de l'Espace Rural 2002



Sources: BD Geofia (IGN), INSEE 2002
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

Carte 2 : Densité de population par commune en France en 2006



Sources: BD Geofia (IGN), INSEE 2002
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

La comparaison rapide de ces deux cartes permet de constater que les communes appartenant à la catégorie « autre communes de l'espace à dominante rurale » correspondent à des communes sur lesquelles on trouve une faible densité de population. Comme le soulignent Perrier-Cornet et Hervieu (2002) le rural désigne non seulement des espaces où la densité de population est faible, mais également des espaces où le sol et les ressources naturelles sont utilisés de façon extensive. Cette définition assimile donc les espaces ruraux à des espaces de faible densité de population, mais intègre également une dimension économique, à savoir la question des ressources exploitées au sein de l'espace rural. Cela permet d'aborder la question du lien entre fonctions économiques et espace rural, qui constitue la seconde clé de lecture du rural.

De manière traditionnelle, l'espace rural est associé à une forte présence de l'agriculture. Cependant ce n'est pas le seul secteur d'activité présent au sein de cet espace qui remplit d'autres fonctions, notamment résidentielles et récréatives. Perrier-Cornet et Hervieu (2002) identifient ainsi trois fonctions de l'espace rural : la « campagne ressource » où l'espace rural est le support des activités économiques ; la « campagne cadre de vie » qui regroupe les usages résidentiels et récréatifs de la campagne ; la « campagne nature » où l'espace rural doit être le gardien de la biodiversité.

Le rural correspond donc à des espaces de faible densité de population, relativement à l'ensemble du territoire dans lequel ils s'inscrivent (approche spatiale). Mais le rural correspond également à un ensemble de fonctions que la société lui attribue (approche constructiviste). Enfin, les entreprises ou la population peuvent y rechercher des aménités⁵ (approche territoriale). Devant l'importance des éléments à prendre en compte, une définition globale doit être mobilisée.

Celle de Terluin (2003) définit le rural comme une unité territoriale avec une ou plusieurs villes de petite ou moyenne taille entourée d'une large étendue d'espaces ouverts avec une économie régionale comprenant des activités agricoles, industrielles et de services, et une densité de population relativement faible. Cette définition est assez synthétique, et permet d'appréhender globalement les caractéristiques de l'espace rural. En effet, celui-ci est caractérisé à la fois par des critères géographiques, économiques et démographiques.

Une seconde définition, cette fois proposée par l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) (2008, p.24) offre également une bonne synthèse : *« nous entendrons par « ruralité » des dynamiques inscrites au cœur de nouveaux rapports ville-campagne, portant à la fois sur les transformations des espaces sur leurs usages résidentiels, récréatifs et productifs, sur les vécus et les représentations des acteurs, sur leur rapport à la nature, au patrimoine et aux enjeux écologiques et sur les modes de gouvernance qui s'y déploient ».*

⁵ La notion d'aménités recouvre différents aspects, et fait l'objet de nombreuses recherches. Ici, les aménités seront définies comme des attributs spécifiques d'un territoire, qui vont être recherchés par les individus.

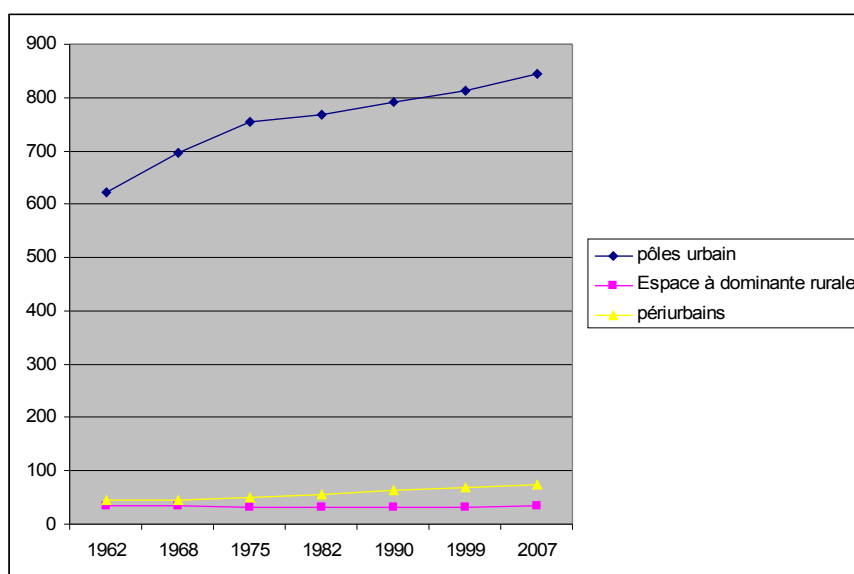
L'objectif est bien de prendre en compte l'ensemble des dynamiques rurales tant au niveau économique que politique et social. L'espace rural ne peut être défini que comme un résidu de l'espace urbain. Ainsi Woodward (1996), qui étudie les liens entre exclusion sociale et localisation spatiale, montre bien qu'il existe de réelles différences en fonction des localisations. Dans cette lignée Midgley et al. (2003), qui cherchent à interroger des différences de niveau de développement entre l'urbain et le rural, soulignent qu'il existe en effet des inégalités selon la localisation dans l'un ou l'autre de ces espaces. Cela prouve que le rural a des caractéristiques et des enjeux qui lui sont propres.

Cependant, un autre facteur doit nécessairement être approfondi pour l'analyse des dynamiques rurales : leur évolution. En effet, nous l'avons esquissé en introduction, celle-ci est majeure, et a entraîné de profonds changements tant culturels que sociaux ou économiques au sein de l'espace rural. En l'occurrence, ce sont eux qui amènent la question du tourisme comme stratégie de développement rural. C'est donc à la caractérisation de ces évolutions que sera consacrée la suite de cette section.

•L'évolution de l'espace rural depuis les années 1970

Les évolutions de l'espace rural concernent l'ensemble des différents éléments que nous avons identifiés comme caractéristiques, à savoir la démographie et les fonctions économiques. Il est largement admis au sein de la littérature que le milieu des années 1970 marque donc un retournement de la tendance démographique. Ainsi selon Aubert et al. (2005, p.10) : « *les migrations résidentielles constituent ainsi l'un des vecteurs essentiels de l'évolution des communes rurales et de la différenciation spatiale de cette évolution* ». En effet après avoir subi un exode rural massif au cours des trente glorieuses, la tendance s'inverse. On assiste à un renouveau démographique de l'espace rural (figure 3) depuis 30 ans (François-Poncet et Belot, 2008).

Figure 3 : Evolution démographique selon les catégories d'espace depuis 1962 (en densité de population)



Source : INSEE RGP 1962, 1968, 1975, 1990, 1999, RP2007

De 1990 à 1999, l'espace à dominante rurale gagne 247 000 habitants. Cependant, la croissance démographique n'est pas homogène (tableau 2). La moitié de la croissance au sein de cet espace a lieu dans des zones proches de 17 aires urbaines dynamiques (Bessy-Pietry et al., 1999).

Ainsi, si l'on constate une augmentation des effectifs dans le rural profond à partir de 1982 (Brun et al., 1992) ce solde migratoire favorable ne permet pas de compenser un solde naturel négatif (Bessy-Pietry et al., 2000). Plutôt qu'à une croissance démographique de l'espace rural, on assiste donc à un phénomène de périurbanisation, c'est-à-dire à une baisse des densités résidentielles des centres villes au profit des couronnes périurbaines (Lecat, 2004). On assiste en effet à une extension spatiale des villes depuis le début des années 1970, et plus particulièrement dans le périurbain à partir de 1975 (Baccaïni et Sémécurbe, 2009).

Les pertes de population se concentrent donc dans le rural isolé (Hilal et Schmitt, 1997). Comme le souligne Talandier (2007) cela crée un monde rural à deux vitesses, entre espace périurbain et déprise. Le recensement de 2006, confirmé par l'actualisation de 2007, permet toutefois de noter un recul des zones de décroissance démographique, et même un regain de croissance dans le rural isolé (Baccaïni et Sémécurbe, 2009) comme le montre le tableau 3.

Tableau 2 : Evolution de la population de la France métropolitaine par catégorie d'espaces de 1962 à 1999

	Population (en millions d'habitants)				Population (en %)			
	Pôles urbains	Communes périurbaines	Espace à dominante rurale	France métropolitaine	Pôles urbains	Communes périurbaines	Espace à dominante rurale	France métropolitaine
1962	27,146	5,636	13,613	46,425	58,5	12,2	29,3	100,0
1968	30,381	5,859	13,473	49,712	61,1	11,8	27,1	100,0
1975	32,878	6,537	13,177	52,592	62,5	12,4	25,1	100,0
1982	33,357	7,715	13,263	51,335	61,1	11,2	21,1	100,0
1990	31,372	8,852	13,281	56,615	60,7	15,7	23,6	100,0
1999	35,217	9,674	13,268	58,519	60,2	16,5	23,3	100,0

Source : Bessy-Pietry, Hilal et Schmitt (1999)

Tableau 3 : Evolution de la population entre 1999 et 2006

	Variation annuelle (en habitants par an)	Taux de variation annuel 1999-2009 (en %)			Taux de variation annuel 1982-1999 (en %)
		Total	dû au solde naturel	dû au solde migratoire apparent	
Pôles urbains	177 245	0,5	0,5	0,0	0,3
<i>dont villes centres</i>	52 807	0,3	0,4	-0,1	0,0
<i>dont banlieues</i>	124 438	0,6	0,6	0,0	0,6
Périurbain	161 685	1,3	0,4	0,8	1,2
Total espace à dominante urbaine	338 930	0,7	0,5	0,2	0,5
Total espace à dominante rurale	72 334	0,7	-0,1	0,8	0,0
France métropolitaine	411 264	0,7	0,4	0,3	0,4

Source : Baccaïni et Sémécurbe (2009)

La croissance démographique n'est cependant pas la seule tendance marquant l'évolution de l'espace rural, plusieurs autres facteurs entrant dans cette évolution. Il est possible de distinguer, d'après Perrin et Malet (2003) trois principaux traits de l'évolution des espaces ruraux : l'essor de la fonction résidentielle, lié au mouvement démographique vers ces espaces ; la persistance des activités industrielles ; l'émergence de formes particulières de valorisation économique des ressources localisées.

Il est possible d'ajouter à ces principaux traits d'évolution l'essor du secteur des services et les changements dans les caractéristiques socio-économiques de la population. En effet, le secteur des services se développe pour répondre aux nouveaux besoins de la population, et notamment à son vieillissement. En outre de nouvelles catégories de population viennent s'installer dans le rural, notamment en termes de catégories socioprofessionnelles.

Cette analyse est partagée par de nombreux auteurs travaillant sur l'espace rural. Ainsi pour Shucksmith et Chapman (1998) les évolutions du rural portent sur le déclin de l'agriculture et la croissance des services, le vieillissement de la population, le déclin démographique sur certains territoires et la renaissance sur d'autres. Pour Lowe et al. (1993) le rural connaît une crise du productivisme agricole et un développement des services et de la qualité.

En effet après les dynamiques démographiques, la seconde évolution majeure de l'espace rural concerne le secteur agricole, et plus particulièrement son déclin. Aujourd'hui l'agriculture n'offre plus qu'un dixième des emplois en espace rural. Il y a donc un affaiblissement des activités productives qui jusque là le structuraient (Aubert et al., 2005).

L'agriculture n'est plus considérée comme la colonne vertébrale des sociétés rurales (Terluin, 2003) avec un passage d'une « société paysanne » à une « société rurale » (François-Poncet et Belot, 2008). L'agriculture connaît également des évolutions, elle prend de nouvelles voies de développement (Perrin et Malet, 2003). Ainsi, une fonction de « jardiniers du paysage » est de plus en plus attribuée aux agriculteurs.

En outre, si l'on trouve toujours une agriculture productiviste, celle-ci côtoie désormais une agriculture tournée vers la qualité et la valorisation des savoir-faire. Le lien au territoire est fort, et cela se matérialise par le développement des labels visant à associer production, savoir-faire et localisation, tels que les AOC (Appellations d'Origine Contrôlée).

Les exploitations agricoles se tournent vers la diversification de leurs activités, principalement la vente à la ferme et l'agritourisme. L'agritourisme, défini comme une forme de tourisme offrant des prestations en lien avec l'activité agricole, représente dans les départements de l'Ardèche, de l'Isère et de la Savoie une activité aussi importante que l'activité agricole originelle (François-Poncet et Belot, 2008).

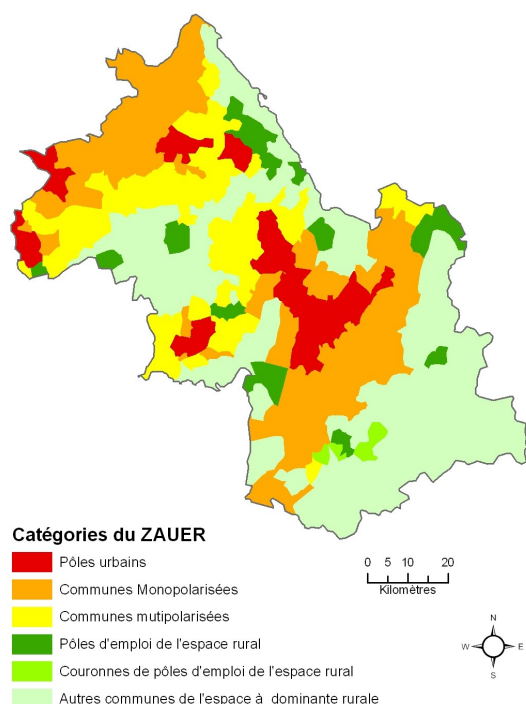
Le déclin du secteur agricole en espace rural s'accompagne d'un développement du tertiaire. Les services y fournissent au moins la moitié des emplois (Aubert et Blanc, 2002). Ce développement du secteur tertiaire est lié au développement des fonctions résidentielles de l'espace rural. Ainsi selon Behagel (2007) ce sont désormais les aires rurales avec des orientations résidentielles qui dominent, l'orientation agricole des territoires ruraux n'est plus prédominante.

C'est ainsi que se développe l'économie résidentielle et résidentielle. La première correspond aux activités économiques destinées à satisfaire les besoins des populations résidant sur le territoire. La seconde intègre les services destinés aux personnes présentes de manière provisoire sur le territoire. En effet, outre des fonctions résidentielles, l'espace rural semble de plus en plus s'orienter vers le développement des fonctions récréatives.

Il est possible de lier le développement de ces nouvelles fonctions de l'espace rural à un changement dans la perception de l'espace rural par la société. L'espace rural devient un lieu de culture et d'identité, un lieu spirituel, avec des connotations de simplicité et de tradition (Kneafsey, 2001). Ces nouvelles perceptions de l'espace rural entraînent une partie des migrations de l'urbain vers le rural. En 2001, selon une enquête du CREDOC (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie), un quart des urbains auraient l'intention de s'installer dans une zone rurale dans les prochaines années.

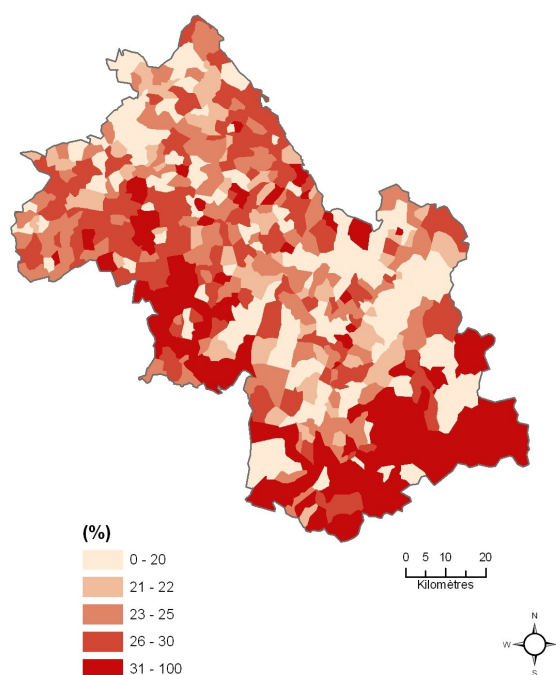
Les caractéristiques socio-économiques des communes évoluent conjointement à ces évolutions globales de l'espace rural : forte sur-représentation des ouvriers, des retraités et des agriculteurs dans le périurbain, des agriculteurs et des retraités dans le rural profond (Cavallès et al., 1994). Ainsi si l'on compare les cartes 3 et 4, il apparaît nettement que la part de retraités est plus élevée dans la catégorie « autres communes de l'espace à dominante rurale ».

Carte 3 : Zonage en Aires Urbaines et en Aires d'emploi de l'Espace Rural en Isère



Sources: BD Geofla (IGN), INSEE 2002
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

Carte 4 : Part des retraités dans l'ensemble des catégories socioprofessionnelles en 2007 en Isère



Sources: BD Geofla (IGN), INSEE 2002
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

Dans cette sous-section, plusieurs points centraux pour la suite de notre travail ont été abordés. Tout d'abord, l'étude de la littérature a permis de mettre en évidence les éléments de définition du rural. Au terme de cette revue il apparaît que l'espace rural est caractérisé par des dynamiques démographiques relativement faibles, mais également par des fonctions économiques et sociales au sein desquelles se mêlent agriculture, industrie, résidentiel et récréation.

Ensuite, un point sur les évolutions du rural a été proposé. Elles sont en effet au centre de travail, puisque ce sont elles qui amènent aujourd'hui à questionner les stratégies de développement présentes et futures des territoires ruraux. Face à l'affaiblissement de l'agriculture, mais également à la périurbanisation, quels sont les enjeux auxquels fait face le rural ? De premiers éléments de réponse peuvent être trouvés dans l'étude des typologies existantes.

En effet, les caractéristiques décrites ici ne sont pas homogènes au sein de l'espace rural. De nombreux auteurs s'interrogent alors sur les catégories de territoires que l'on y trouve. Ainsi pour reprendre l'un des constats réalisés par Bertrand (1996) ce n'est plus d'espace rural dont il faut parler, mais bien de territoires ruraux.

1.1.2 : Les différentes typologies de l'espace rural

Dans la sous-section précédente, nous avons vu que coexistent, au sein de la littérature, différentes approches du rural, liées à différents courants économiques. Ces approches, loin d'être antagonistes, sont au contraire complémentaires. Elles fournissent un ensemble d'outils permettant de comprendre les multiples facettes du rural. Elles interrogent également la caractérisation des différents types de territoires ruraux.

L'objectif de cette seconde sous-section est de montrer qu'il est nécessaire d'avoir une analyse des spécificités du rural, de ses différentes facettes. Ainsi, si de nombreuses typologies coexistent au sein de la littérature, il est possible d'établir des similitudes entre les catégories de territoires qu'elles identifient.

• Les typologies basées sur l'approche spatiale : ZAUER et typologie de l'OCDE

Le ZAUER constitue la méthode de classification des territoires la plus utilisée en France. Les communes y sont classées en fonction de l'accès à l'emploi des populations. Elle divise le territoire français en deux catégories : l'espace à dominante urbaine d'un côté, l'espace à dominante rurale de l'autre. Chacune de ces catégories est divisée en sous-catégories :

Espace à dominante urbaine :

- Aire urbaine : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.
- Pôle urbain : unité urbaine offrant au moins 5000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.
- Couronne périurbaine : la couronne périurbaine recouvre l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.
- Commune monopolarisée : commune appartenant à la couronne périurbaine d'une aire urbaine.
- Commune multipolarisée : commune située hors des aires urbaines (pôle urbain et couronne périurbaine) dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elle un ensemble d'un seul tenant.

Espace à dominante rurale :

- Aire d'emploi de l'espace rural : ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle d'emploi de l'espace rural et par sa couronne (dénommée couronne d'un pôle d'emploi de l'espace rural). Cette dernière est formée de façon similaire à celle des couronnes périurbaines.
- Couronne d'emploi de l'espace rural : communes (ou unités urbaines) appartenant à l'espace à dominante rurale et dont 40% ou plus des actifs résidents travaillent dans le reste de l'aire d'emploi de l'espace rural.

- Pôle d'emploi de l'espace rural : le pôle d'emploi de l'espace rural comprend les communes (ou unités urbaines) appartenant à cet espace à dominante rurale et comptant 1500 emplois ou plus.
- Autres communes de l'espace à dominante rurale : communes (ou unités urbaines) n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à une aire d'emploi de l'espace rural.

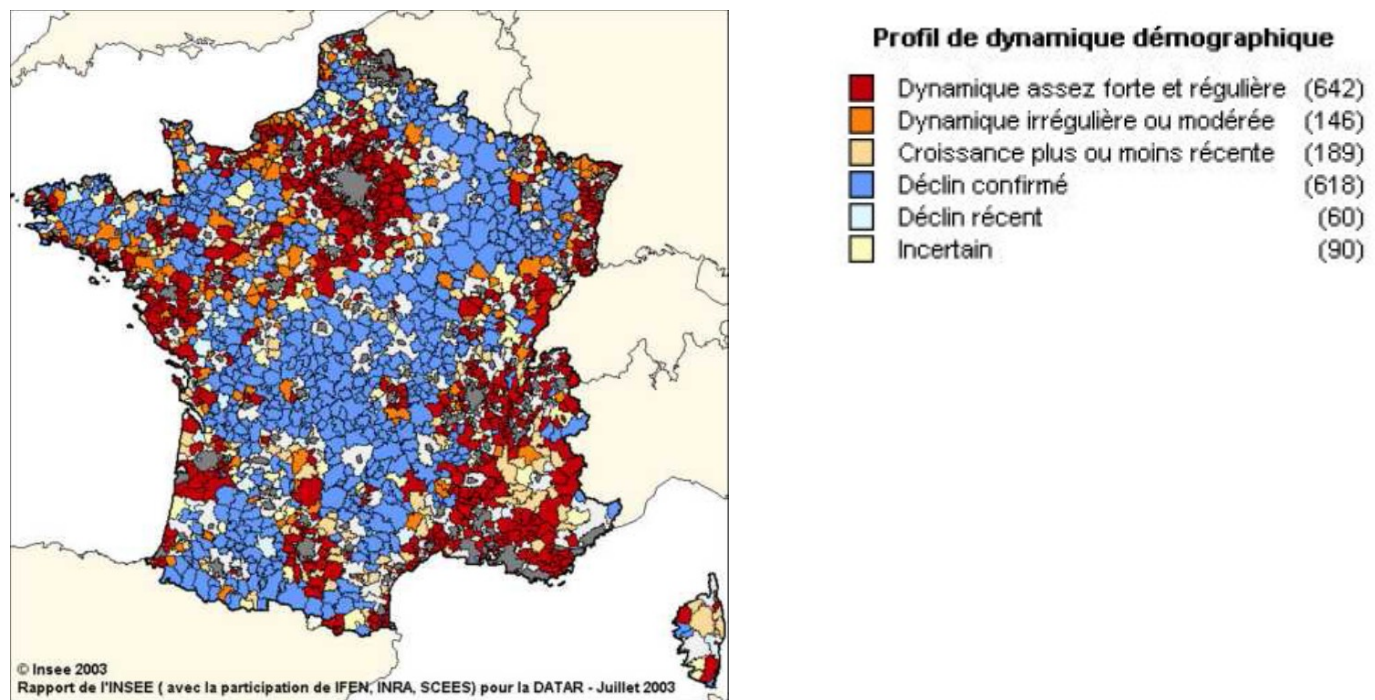
L'étude de ces catégories amène une remarque centrale : le rural est structuré par rapport à son lien avec l'urbain. La notion « d'accès » intègre la dimension spatiale dans la mesure où seule la localisation dans l'espace des territoires selon leur plus ou moins bon accès à des centres d'emplois est prise en compte. Ce ne sont donc pas les caractéristiques propres de ces territoires qui sont analysées, mais leur situation dans l'espace.

Les analyses en termes de bassins de vie et de services constituent un prolongement du ZAUER. Le bassin de vie est le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux services et à l'emploi. Cette typologie a été conçue pour mieux structurer l'espace à dominante rurale. Les bassins de vie doivent donc constituer des territoires où s'organisent l'essentiel de la vie des habitants avec l'accès aux services et à l'emploi (INSEE, 2003). Cette caractérisation de l'espace rural tient donc compte des services et de l'emploi, qui sont considérés comme les deux préoccupations majeures des habitants.

Cela permet d'approfondir le ZAUER, en classant les territoires en fonction de scores. Ainsi, des scores sont attribués à chaque bassin de vie en fonction de leur accès aux services. Ce score est ensuite nuancé par l'accès à l'emploi. A partir de là, l'INSEE distingue trois types de bassins de vie. Les « dépendants » : ceux-ci ont un niveau de services et d'emplois trop faible pour répondre aux besoins de la population. Les « faiblement autonomes » et enfin les « autonomes » : ces derniers offrent suffisamment de services et d'emplois pour assurer la satisfaction de ces besoins à l'échelle locale.

Cette typologie a donné lieu à de nombreux développements. Elle permet par exemple de classer les bassins de vie en fonction de leur dynamisme démographique (carte 5), économique, ou encore par la place que l'agriculture y occupe. Ainsi Blanc et Schmitt (2007) ont établi un classement des bassins de vie selon leur activité économique majeure (celle qui concerne plus de la moitié des emplois locaux). Les catégories distinguées par les auteurs sont les suivantes : résidentiels et touristiques, résidentiels et industriels, résidentiels et agricoles, résidentiels, très industriels non spécialisés, très industriels spécialisés, agri-alimentaire à dominante rurale, agri-alimentaire à dominante alimentaire, diversifiés.

Carte 5 : Profil démographique sur les 4 périodes intercensitaires des bassins de vie du référentiel rural restreint



L'approche par les bassins de vie offre un complément particulièrement intéressant au ZAUER. Tout en tenant compte de la dimension spatiale dans la structuration de l'espace rural, les dimensions économiques et sociales sont également prises en compte. Le but n'est alors pas uniquement de « classer » les territoires ruraux, mais également de comprendre les différentes dynamiques qui les animent. Cette typologie a donc un double intérêt : elle tient compte à la fois de la position des territoires ruraux au sein de l'espace, mais également de leurs caractéristiques.

Le même type de démarche, mais cette fois basée sur la densité, est mis en œuvre par l'OCDE. Pour l'OCDE, une communauté est considérée comme rurale si sa densité de population est inférieure à 150 habitants au km² (OCDE 1994). Pour établir sa typologie, l'OCDE retient ce critère de densité et distingue, à partir de celui-ci, trois types de régions rurales : les régions essentiellement rurales (plus de 50% de sa population vit dans des communautés rurales), les régions relativement rurales (entre 15 et 50% de la population vit dans des communautés rurales) et les régions essentiellement urbanisées (les communautés rurales représentent moins de 15% de la population).

Au sein de cette classification, la densité de population est donc le critère principal de distinction entre urbain et rural. La typologie ne tient pas compte des caractéristiques économiques ou sociales des espaces analysés. Cependant, cela montre que la démographie est un élément essentiel de la distinction entre urbain et rural, mais également de la distinction entre les territoires ruraux.

Perrier-Cornet et al. (1997) proposent également une différenciation entre les territoires liée à leur localisation, à leur place dans l'armature urbaine. Cela permet de distinguer, selon les auteurs, deux catégories de territoires :

- dépendants insérés : espaces ruraux structurés par leur relation aux pôles urbains. Ces espaces sont insérés dans l'armature urbaine. On trouve dans ces espaces une forte mobilité de la population, et ce sont généralement des espaces populaires d'accession à la propriété.
- espaces ruraux tendanciuellement indépendants : espaces qui ont leur cohérence propre. Ce sont des lieux où les relations sont fortes et où la densité de population est faible.

Cette analyse du rural met en évidence une autre caractéristique centrale de différenciation des territoires ruraux : leur lien avec l'urbain. En effet, ceux qui sont qualifiés de « dépendants insérés » sont structurés par leur lien avec les pôles urbains. Ceux qui en sont plus éloignés sont qualifiés de « tendanciuellement indépendants » pour montrer que les dynamiques que l'on y trouve se distinguent de celles présentes au sein de l'espace urbain. Le lien urbain - rural est donc central dans l'analyse de l'espace et des dynamiques spatiales. En effet, les enjeux de développement ne seront pas les mêmes selon la position du territoire dans l'armature urbaine.

Ces typologies permettent d'avoir une vision de l'espace rural en fonction de la place et du lien que les territoires ruraux entretiennent avec l'urbain. Les variables sur lesquelles elles s'appuient sont essentiellement liées à la localisation. Elles intègrent également des variables d'accessibilité aux services et à l'emploi. Cependant, celles-ci tiennent également compte de la proximité des centres urbains, puisque les analyses en termes de bassins de vie montrent que l'accès aux services et à l'emploi à l'échelle d'un bassin de vie est fortement corrélé à la proximité de ce dernier à l'urbain. L'espace rural n'est pas un espace homogène, et l'objectif de caractériser des typologies de territoire répond au besoin de comprendre les différentes dynamiques au sein de cet espace. Les analyses spatiales de l'espace rural mettent ainsi l'accent sur différents points de différenciation entre les territoires au sein de cet espace qu'il convient de prendre en compte. Cependant, il est nécessaire de compléter l'analyse en tenant compte de la dimension « territoriale » du rural.

•Les typologies basées sur l'approche territoriale

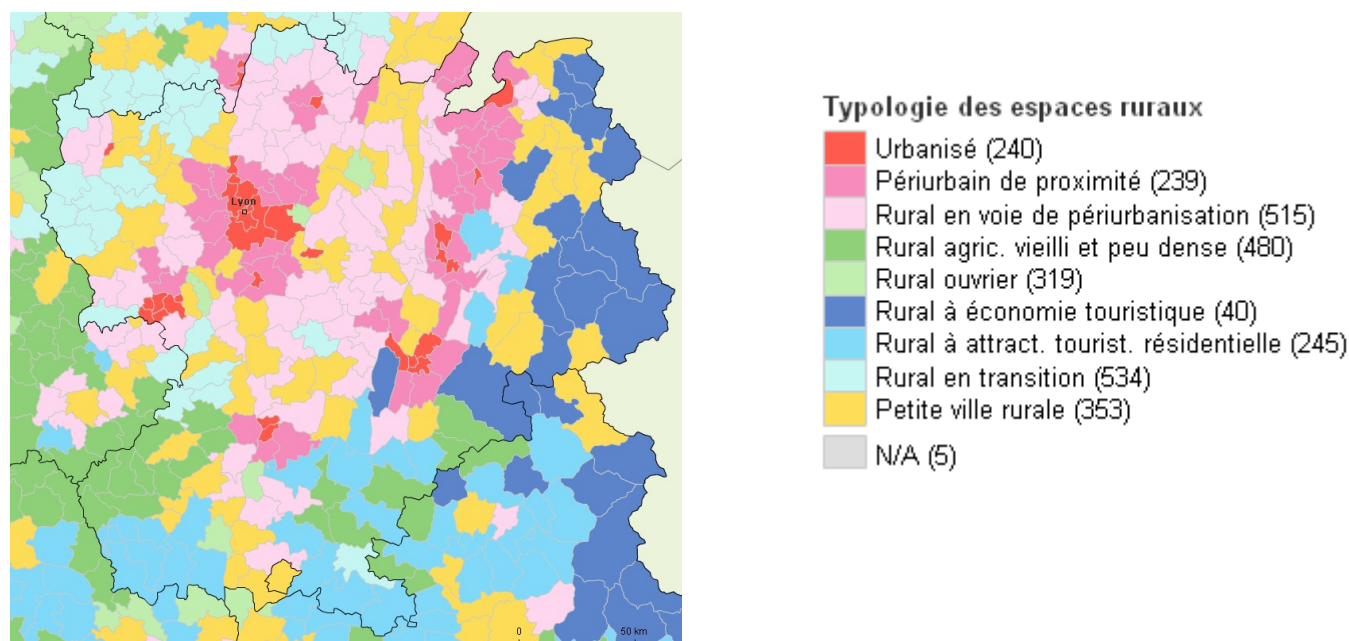
L'objectif de ces typologies est de caractériser les différences existant au sein de l'espace rural en termes de dynamiques socio-économiques. Celles-ci sont certes basées sur un découpage purement administratif (canton, communauté de communes) mais apporte tout de même des renseignements sur les caractéristiques des territoires à ces échelles. Au-delà de la position des territoires dans l'armature urbaine ou encore de la densité de population, ces approches permettent de nuancer et d'approfondir l'analyse du rural et des éléments de distinction entre les territoires.

La première typologie présentée ici est celle proposée par la SEGESA (Société d'Etudes Géographiques, Economiques et Sociologiques Appliquées) (DATAR (Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale) et Segesa,

1993). Celle-ci est basée sur « les composantes des diversités territoriales » : mobilité et dynamisme socio-économique, caractéristique structurelle du milieu, structure et problèmes d'emploi, pluriactivité agricole. Grâce à ces variables, huit catégories de cantons sont distingués : les cantons périurbains, les cantons en développement résidentiel, les cantons ruraux touristiques, les cantons à l'agriculture bien structurée, les cantons intermédiaires en stagnation, les cantons industrialisés en crise, les cantons ruraux fragiles, les cantons ruraux en crise.

Cette typologie est particulièrement intéressante car elle permet de prendre en compte les dynamiques des territoires ruraux. Comme le montre la carte 6 même une région telle que la région Rhône-Alpes, très dynamique, présente une importante hétérogénéité des territoires qui la composent.

Carte 6 : Typologie des cantons Segesa 1997 en Rhône-Alpes



Source : site de l'observatoire des territoires : <www.territoires.gouv.fr>

Une seconde approche est proposée par Aubert et al. (2005) Cesaer (2006). Celle-ci tient compte à la fois de la localisation des territoires et de leurs caractéristiques socio-économiques, ce qui permet de distinguer trois catégories de territoires :

- les économies sous influence urbaine directe : elles sont localisées dans l'aire de diffusion de l'agglomération.
- les économies rurales résidentielles et touristiques : attraits naturels très présents et volontarisme politique pour les protéger. Ces territoires sont répartis entre l'espace rural isolé, l'urbain ou le périurbain.
- les économies rurales orientées sur les activités productives : niveau de revenus faible et l'emploi ne décolle pas. Ce sont des zones à dominante agri-alimentaire. Elles sont associées à des performances incertaines ou franchement défavorables.

Les variables prises en compte dans le cadre de cette approche sont les dynamiques de population et l'accès aux services, les dynamiques d'activité et l'action publique locale.

Cette démarche est reprise par les mêmes auteurs dans un rapport du Cesaer (2006) qui s'appuie sur quatre domaines explicatifs des dynamiques rurales : le cadre de vie et la population, les activités et l'emploi, l'action publique locale, le capital naturel et l'environnement. Cela permet d'aboutir aux catégories de communes suivantes : performantes, attractives, croissance de l'emploi, revenus élevés, performances incertaines, très faibles performances.

De nombreuses autres typologies du rural existent : Mardsen (1998) propose une typologie de la campagne anglaise basée sur le rôle de l'agriculture, du commerce et des services. Cela aboutit à quatre catégories de territoires : la campagne préservée, la campagne contestée, la campagne paternaliste et la campagne clientéliste. Ces catégories ne peuvent être appliquées au cas des territoires ruraux français, mais montrent bien une préoccupation de catégoriser un espace rural hétérogène. Lowe et al. (1993) montrent que dans le contexte « post-productiviste » de la campagne, différents types de territoires ruraux émergent.

La dernière typologie qu'il semble pertinent de présenter ici est celle proposée par Cavailhès et Jayet (1996) basée sur les dotations factorielles et la présence de consommateurs. On y distingue : les grands bassins de production agro-alimentaire ; le rural périurbain ; le rural d'habitat résidentiel diffus ; les zones d'industrie rurales ; le rural délaissé. Cette typologie permet de prendre en compte des variables originales par rapport aux typologies existantes.

Ainsi, l'approche territoriale permet d'intégrer les composantes socio-économiques dans l'analyse du rural et de ses dynamiques. Plus particulièrement, elle permet d'enrichir l'approche spatiale en montrant que la distinction entre les territoires au sein du rural va au-delà de la position de ces derniers dans l'armature urbaine. Comme le soulignent Diry et al. (2000, p.48) : « *l'évolution des espaces ruraux est influencée par l'utilisation des différentes ressources qui conditionnent l'ancrage des activités* ». Ainsi, l'orientation économique, la densité, l'environnement et même les projets de territoire sont intégrés dans l'analyse. L'approche spatiale et l'approche territoriale permettent donc d'interroger les dynamiques rurales.

Différentes façons de structurer l'espace rural, qui mettent en évidence son hétérogénéité, ont été présentées dans cette sous-section. L'ensemble de ces typologies, qu'elles s'appuient sur une approche spatiale ou territoriale, présentent des points communs. Chacune d'entre elles identifie une catégorie de territoires sur lesquels les enjeux sont plus importants. Ils sont qualifiés « d'autres communes de l'espace à dominante rurale », de « rural délaissé », de communes « à très faibles performances » ou encore « d'économies rurales orientées vers les activités productives ».

Ces catégories identifient le même type de territoires : l'agriculture y reste prépondérante, les dynamiques démographiques sont faibles ainsi que les performances

économiques. Ce sont ces territoires qui nous intéresseront plus particulièrement. Comme le montrent Diry et al. (2000) les espaces ruraux périphériques, s'ils ont des caractéristiques communes, présentent également des différences, notamment selon leur organisation ou le type de ressources qu'ils exploitent. La question qui se pose est alors celle des stratégies de développement possibles sur ces territoires, compte tenu de leurs caractéristiques.

Conclusion de la section 1.1

Cette première section nous a permis de poser un cadre pour l'analyse du rural. Nous avons montré la pertinence de parler « d'espace rural » dans la mesure où l'ensemble de cet espace possède des caractéristiques qui le distinguent de l'urbain. Mais nous avons également interrogé les dynamiques différenciées de chaque catégorie de territoires ruraux. Nous sommes ainsi partis des caractéristiques générales de l'espace rural pour aller vers les spécificités qui différencient les territoires ruraux.

L'exercice de définition du rural, mené à travers la mobilisation de la littérature, a mis en évidence les éléments fondamentaux à prendre en compte pour mener à bien notre travail. Tout d'abord, urbain et rural peuvent être distingués. A ce titre, cette section aura permis de présenter le rural dans le cadre de deux approches économiques : spatiale et territoriale.

Ce sont également ces deux approches qui nous ont permis de mettre en évidence les différentes catégories de territoires coexistant au sein de l'espace rural, et d'attirer notre attention sur certains d'entre eux, présentant des enjeux de développement particulièrement importants, du fait des difficultés qu'ils rencontrent.

L'ensemble de ces éléments amène une double interrogation. D'une part, celle de la pertinence des outils à notre disposition pour comprendre les dynamiques au sein de ces territoires. D'autre part, celle de l'adaptation de ces politiques aux caractéristiques spécifiques des différents « types » de territoires au sein de l'espace rural.

Section 1.2 : les spécificités de développement du rural

La section précédente a contribué à mettre en évidence à la fois l'homogénéité de l'espace rural et l'hétérogénéité des territoires qui le composent. Certains d'entre eux rencontrent des difficultés particulières. Quelles sont alors les connaissances à notre disposition pour comprendre et caractériser ces dynamiques spécifiques ? En d'autres termes, il s'agit d'interroger les outils à notre disposition pour comprendre les enjeux ruraux.

Pour ce faire, nous mobiliserons tout d'abord la notion de marginalité. En effet, celle-ci permet de rendre compte de la relativité des problèmes de développement rencontrés par certains territoires par rapport à l'ensemble plus large dans lequel ils s'inscrivent. Avant d'aboutir à une définition de la marginalité rurale, une étude des indicateurs permettant d'identifier cette marginalité sera proposée, dans l'objectif de prendre la mesure de ces « disparités » au sein du rural.

Ensuite, nous nous pencherons sur les politiques du rural, et leur justification. Avec comme but final d'évaluer la capacité du tourisme à constituer une stratégie de développement rural, nous proposerons une analyse critique des politiques actuelles.

1.2.1 : Les questions de développement au sein de l'espace rural

Dans cette section nous nous interrogerons, tout d'abord, sur les indicateurs couramment utilisés pour évaluer le niveau de développement entre les territoires au sein de l'espace rural. L'étude de ces indicateurs est ici proposée pour approcher la question des disparités entre les territoires ruraux. Au-delà de la notion de « disparités » ce sont des dynamiques différenciées qui émergent. Ainsi, il est intéressant de s'interroger sur les éléments permettant de caractériser ces dynamiques.

Ensuite, une définition des territoires ruraux en difficulté sera proposée. Nous l'avons vu, l'étude de la littérature montre qu'il est possible de mettre en évidence une catégorie de territoire particulièrement désavantagée. Cette analyse tiendra compte de la relativité de ce désavantage, c'est-à-dire que nous étudierons les spécificités de ces territoires par rapport au contexte global du rural.

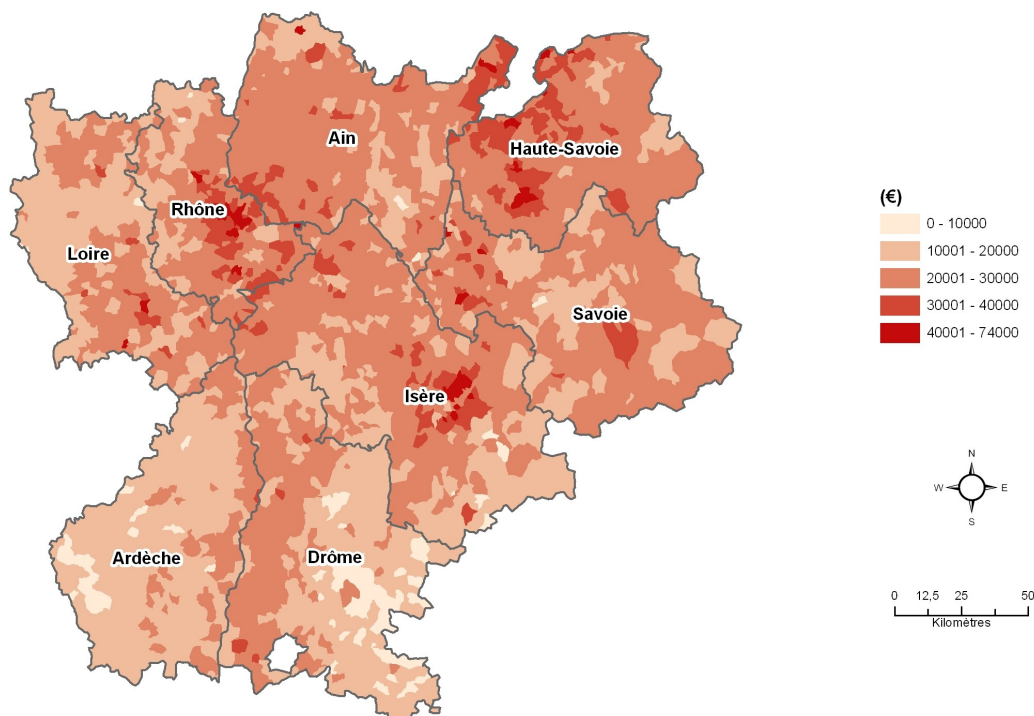
•Les indicateurs de développement rural

Pour aborder la question des disparités au sein de l'espace rural, la proposition faite dans ce point est de s'intéresser aux indicateurs mobilisés dans la littérature pour les mesurer. Le but est de mettre en évidence les éléments particuliers à prendre en compte pour analyser les difficultés subies par certains territoires ruraux. Cette problématique n'est pas nouvelle, ce qui offre un nombre important de travaux au sein de la littérature, sur lesquels nous nous appuierons ici. A partir des indicateurs couramment utilisés, l'objectif final est ainsi de cerner les enjeux du développement rural.

Tout d'abord c'est à la question des inégalités, des disparités, des différences de niveau de développement qu'il faut s'intéresser, pour ensuite aller vers l'analyse spécifique du rural. Dans un premier temps, les indicateurs présentés sont ceux mobilisés dans la littérature pour étudier les disparités « spatiales » c'est-à-dire celles liées à la localisation géographique. On peut notamment évoquer les questions de « ségrégation spatiale » : de quelle manière mesurer le lien entre la localisation des individus et leur niveau de développement ? Quels outils peuvent être utilisés pour montrer que, dans certains lieux, les disparités sont plus fortes qu'ailleurs ? Ces interrogations sont pertinentes tant à l'échelle de l'urbain qu'à celle du rural.

Pour commencer, le revenu est un indicateur central pour l'ensemble des études concernant la croissance et le développement. Il permet de rendre compte des disparités et des problèmes de développement. Pour en donner une illustration, la carte 7 est proposée, permettant de visualiser les inégalités de revenu existant entre les communes au sein de la région Rhône-Alpes. Pour cela, l'indicateur retenu est le revenu moyen par foyers fiscaux.

Carte 7 : Revenu moyen des foyers fiscaux en Rhône-Alpes en 2007



Sources : BD Geofia (IGN), DGI (Direction Générale des Impôts) 2007
Réalisation : Bray F., Loubet F., 2011

A la lecture de cette carte, nous constatons qu'il existe d'importantes inégalités de revenu au sein de la région Rhône-Alpes. Ainsi, à titre d'exemple, on note un écart de plus de 7 000€ entre le revenu moyen des foyers fiscaux en Haute-Savoie (26 600€) et celui de l'Ardèche (19 522€). Le coefficient de variation⁶ s'élève à 32% au sein des communes de la région Rhône-Alpes avec cet indicateur.

Selon Dugas (1988) les inégalités entre les individus doivent être mesurées à travers l'étude de leur revenu. Mais cela permet également de mesurer les inégalités spatiales, c'est-à-dire de voir si une localisation donnée est liée à de faibles niveaux de revenus. Si le revenu peut être utilisé pour mesurer les différences de développement entre les individus, il constitue également le socle des analyses du dynamisme des territoires.

Ainsi, un nombre important de courants théoriques traite des questions de développement à partir du revenu. Davezies (2004) s'appuie sur la théorie de la base⁷ pour expliquer les différences de développement entre les territoires. L'objectif, pour l'auteur, est de prendre en compte le lien entre forme de développement du territoire et niveau de pauvreté de ce dernier. Ces analyses montrent principalement que le niveau de pauvreté des ménages dépend du degré d'exposition des territoires à la concurrence productive. Ces conclusions montrent que la prise en compte du revenu dans la mesure des inégalités

⁶ Le coefficient de variation mesure la dispersion relative autour de la moyenne. C'est le rapport entre l'écart-type et la moyenne. Le chiffre obtenu est souvent exprimé en %. Plus il est élevé, plus la dispersion autour de la moyenne est importante.

⁷ La croissance économique est déterminée par la réponse locale à une demande exogène. Cette réponse produit de la croissance dans le secteur basique de la région (secteur qui exporte) ce qui peut avoir des effets d'entraînement sur les autres secteurs d'activité de la région.

amène à des résultats enrichissants. En effet à partir de la théorie de la base, qui s'appuie uniquement sur le revenu, l'auteur met en évidence des liens entre la structure économique des territoires et un certain nombre de variables socio-économiques.

L'intégration du revenu est donc à notre sens indispensable dans une étude du développement, quelle que soit l'échelle d'analyse retenue. S'il ne constitue pas un indicateur spécifique de disparités de développement au sein de l'espace rural, il n'en est pas moins un indicateur pertinent. Cependant, il ne peut être considéré seul comme un indicateur de développement, ce qui implique de s'interroger sur d'autres indices de différenciation des territoires.

De nombreux auteurs ont donc cherché à introduire d'autres éléments dans l'analyse des disparités. Pour Isserman et al. (2009) les indicateurs permettant de distinguer les territoires « prospères » dans l'ensemble des territoires ruraux sont le taux de pauvreté (basé sur la détermination, au préalable, d'un seuil de pauvreté), le taux de chômage, le taux d'échec scolaire et le taux de problèmes de logement (difficultés à avoir accès à un logement).

Accès au logement, à l'emploi ou encore difficultés scolaires constituent donc des indicateurs considérés comme pertinents pour rendre compte des difficultés subies au sein de certains territoires ruraux. Cependant, ils ne décrivent pas de manière spécifique la situation de l'espace rural, et peuvent être appliqués à l'analyse des disparités spatiales au sein de l'urbain.

Ce sont des indicateurs permettant de mesurer globalement les disparités. Au sein de l'UE (Union Européenne) les indicateurs permettant de mesurer la cohésion économique et sociale sont le PIB, le taux de chômage et le risque de pauvreté (UE 2007). Il est donc possible de s'interroger sur l'existence d'indicateurs renseignant particulièrement les caractéristiques de l'espace rural.

En effet comme le souligne le programme FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) 2007-2013 pour la région Rhône-Alpes, les zones rurales présentent des enjeux spécifiques qui doivent être pris en compte. Les indicateurs mobilisés seront alors plutôt « territoriaux », c'est-à-dire interrogeant le dynamisme global du territoire. Ces indicateurs ruraux sont définis par l'OCDE, 1994, p.9 comme « *des valeurs chiffrées, de nature à faciliter la description des aspects démographiques, économiques, sociaux et environnementaux du développement rural dans un cadre analytique cohérent* ». C'est donc bien de « cadre analytique » qu'il s'agit ici, l'objectif est de proposer une structure pour penser le rural et ses enjeux, les indicateurs participant de la construction de ce cadre.

L'OCDE (2006) souligne que les problèmes spécifiques auxquels sont confrontées les régions rurales concernent l'exode, le vieillissement de la population, l'insuffisance de services publics, la baisse de la valeur ajoutée brute dans l'agriculture. Cela rejoint l'analyse de Behagel (2007) pour qui la disponibilité des services et le vieillissement de la population sont des critères d'hétérogénéité au sein de l'espace rural.

Ces indicateurs permettent donc de repérer les territoires ruraux en difficulté. Ainsi selon Isserman et al. (2009) les territoires ruraux prospères disposent d'un secteur privé robuste, d'entreprises et d'exploitations variées, d'une population éduquée, de revenus élevés, d'un fort capital social, d'une classe créative et d'une population stable. Pour Aubert et Blanc (2002) le déclin des activités traditionnelles est symptomatique des difficultés rencontrées par les territoires ruraux.

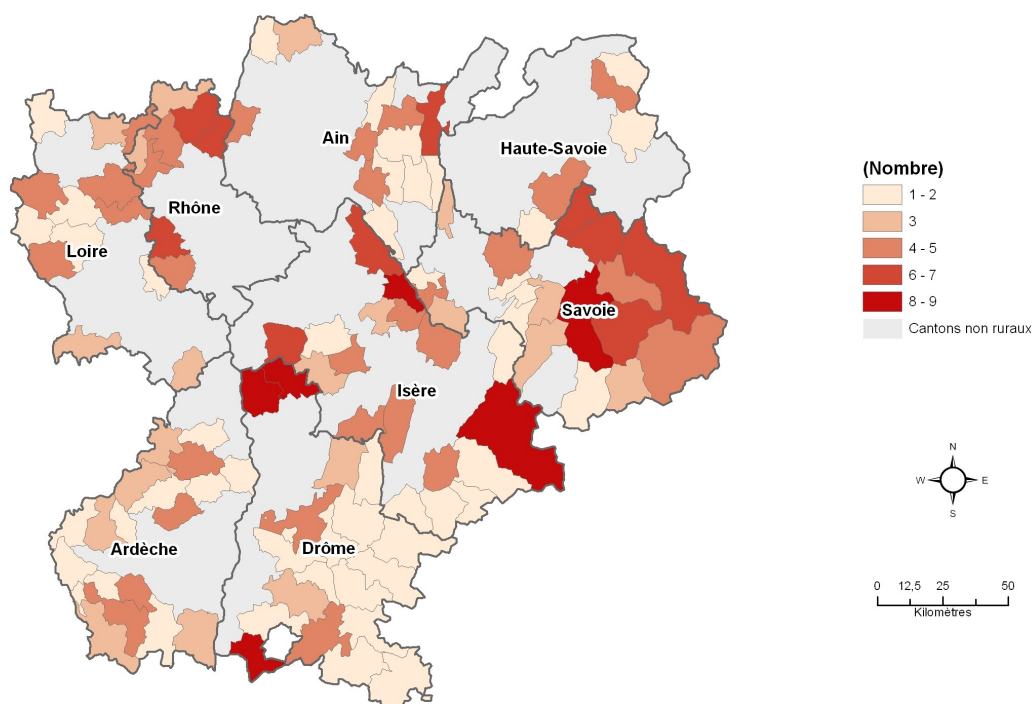
Dans le cadre d'un travail spécifique sur le développement rural, il est donc pertinent de s'intéresser à la fois aux indicateurs de développement « classiques » mais également à ceux spécifiques au rural. Ainsi pour Mardsen (1998) quatre dimensions clés entrent dans la variation entre les espaces ruraux : la quantité de commerces d'alimentation, la qualité des commerces d'alimentation, le développement lié à l'agriculture et le développement non agricole.

Au terme de cette revue des indicateurs de développement, et plus spécifiquement de ceux permettant d'encadrer la réflexion autour des problématiques rurales, cinq enjeux peuvent être identifiés : le vieillissement de la population et le dynamisme démographique, l'accès aux services, la baisse de la place prépondérante de l'agriculture, le niveau d'éducation et de formation. Ces dimensions du développement sont en effet celles qui sont principalement utilisées au sein de la littérature pour différencier le niveau de développement des territoires ruraux.

Tout d'abord, le vieillissement de la population et le dynamisme démographique sont des éléments majeurs au sein des territoires ruraux. Ainsi sur l'ensemble des communes françaises appartenant à l'espace à dominante rurale, on observe une évolution de la population (en %) de 1999 à 2007 allant de -100 à 327,42. Concernant le vieillissement, l'étude de deux indicateurs à l'échelle des cantons ruraux de la région Rhône-Alpes montre les disparités entre les territoires. Pour commencer, l'évolution de la population de plus de 75 ans varie de -13,22% à 71,11%. Ensuite, la part des retraités dans l'ensemble des CSP (Catégorie Socio-Professionnelle) varie de 15% à 49%. Ces quelques chiffres permettent d'illustrer le fait que la démographie constitue un indicateur et un enjeu majeur pour le développement rural.

L'accès aux services est également identifié comme une problématique importante pour les territoires ruraux. La fermeture d'écoles ou de bureaux de poste suscite régulièrement l'attention des médias, et contribue à la marginalisation de certains territoires ruraux. Cela concerne également les services du secteur privé, avec la fermeture notamment des commerces de proximité. Comme l'illustre la carte 8 au sein des cantons ruraux de la région Rhône-Alpes, le nombre de bureaux de poste varie de 1 à 9 par canton.

Carte 8 : Nombre de bureaux de poste par canton rural au sein de la région Rhône-Alpes en 2007



Sources: BD Geofla (IGN), BPE (Base Permanente des Equipements) 2007
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

Ensuite, la baisse de la part de l'agriculture dans les activités économiques rurales joue un rôle central dans le développement des territoires. En effet, cette évolution interroge les possibilités de création de revenus et d'emploi sur les territoires. Au sein de l'espace rural, les territoires les plus dynamiques seront ceux sur lesquels d'autres activités se sont développées pour pallier le déclin de l'activité traditionnelle (l'agriculture ou l'industrie).

Enfin, le niveau d'éducation et de formation est un enjeu important. Le niveau de compétences ou de diplômes sur un territoire va être corrélé avec son dynamisme, sa capacité à mettre en œuvre des projets et à innover.

Pour illustrer la question des enjeux de développement au sein de l'espace rural, il est intéressant de prendre l'exemple des politiques visant les ZRR (Zones de Revitalisation Rurale). Ces politiques permettent d'obtenir d'importants avantages fiscaux pour les entreprises s'installant en ZRR.

Les critères pour définir ces zones se basent sur différents types d'indicateurs à l'échelle du territoire :

- démographiques : être incluse dans un canton ayant une densité inférieure à 33 habitants au km² ; ou être incluse dans un arrondissement ayant une densité d'habitants inférieure à 33 habitants au km² ou appartenir au 1^{er} janvier 2000 à un EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) à fiscalité propre dont le territoire a une densité inférieure à 33 habitants au km²
- socio-économique : avoir connu une perte de population ; ou bien avoir connu une perte de population active ; ou bien avoir un taux de population agricole supérieur au double de la moyenne nationale
- institutionnels : appartenir à un EPCI à fiscalité propre.

L'exemple des ZRR est intéressant car elles constituent une politique territoriale, c'est-à-dire qu'elles visent le territoire plutôt que les individus de ce territoire. Contrairement à des politiques telles que le versement du RSA (Revenu de Solidarité Active) par exemple, ces politiques ont pour objectif d'influencer le dynamisme du territoire, pour améliorer les conditions de vie à l'échelle individuelle. Cet exemple montre également que la démographie, le niveau de population active et la présence du secteur agricole constituent des indicateurs de marginalité au sein de l'espace rural.

Ainsi, sur le site de l'observatoire des territoires proposé par la DATAR (Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale)⁸, un certain nombre d'indicateurs sont définis, qui permettent de rendre compte de la situation des territoires ruraux : la présence d'infirmiers, de médecins, le nombre de points de contacts postaux, la démographie, l'orientation économique des bassins de vie, l'accès aux services et à l'emploi. Ces indicateurs nous permettent bien de renseigner la situation d'un territoire, et non pas des individus.

Les indicateurs présentés dans ce point permettent de mettre en évidence les enjeux de développement au sein de l'espace rural. Ils fournissent également des informations sur les éléments renseignant les disparités entre les territoires ruraux. Ils donnent donc des données pour identifier des territoires rencontrant des difficultés particulières. Le second point de cette sous-section propose alors d'interroger plus particulièrement les caractéristiques de ces territoires en difficultés.

• Identification des territoires marginaux au sein de l'espace rural

Dans ce second point, nous proposons la notion de marginalité comme cadre pour conceptualiser les disparités rurales. Le terme de « marginalité » en économie revêt certes des implications particulières. En effet, le raisonnement « à la marge » proposé par l'économie propose de prendre en compte l'utilité de la dernière unité consommée ou encore le coût de la dernière unité produite. Cependant, dans le cadre de notre recherche, c'est à l'aspect spatial de la marginalité que nous nous intéresserons. Notre but est de caractériser la situation de ces territoires au sein de l'espace rural qui se trouvent en difficultés par

⁸ Site de l'observatoire des territoires : <http://www.territoires.gouv.fr/observatoire-des-territoires/fr/node>

rapport à l'ensemble plus large dans lequel ils s'inscrivent. C'est donc à la marginalité au sens sociologique ainsi que géographique que nous nous référerons.

Certains territoires ruraux, nous l'avons maintenant démontré, subissent des disparités par rapport à l'ensemble de l'espace rural et, plus largement, de la société dans laquelle ils s'inscrivent. Ils peuvent être qualifiés de « marginaux » dans la mesure où ils cumulent les désavantages : distance aux marchés, dépendance aux ressources primaires, population faible et dispersée, dépendance politique et économique (Cullen et Pretes, 2000). Pour Wacquant (1999) la société se marginalise dans le sens où l'on assiste à une augmentation des inégalités dans un contexte de prospérité. Ainsi au sein d'un espace rural en pleine transformation, certains territoires rencontrent des difficultés.

La notion de marginalité est proposée ici pour caractériser la situation de ces territoires. Gurung et Kollmair (2005) montrent que celle-ci est généralement utilisée pour décrire et analyser les sphères socioculturelles, politiques et économiques, où les personnes désavantagées doivent se battre pour avoir accès aux ressources et à plus de participation à la vie sociale. L'analyse proposée ici est donc celle de situations dans lesquelles les individus ne disposent pas de toutes les ressources nécessaires.

Dans le cas des territoires ruraux, cette recherche a pour but de s'intéresser plus particulièrement à des territoires qui n'offrent pas à leurs habitants les mêmes conditions de vie que les autres territoires. Ils sont désavantagés au niveau de leur accès aux services publics, aux infrastructures de transports ou encore aux réseaux de télécommunication.

Le concept de marginalité permet ainsi de caractériser des inégalités spatiales, c'est-à-dire liées à l'inscription de l'individu dans le territoire. Dugas (1988) définit les localités marginales comme des entités de l'espace rural aux prises avec de sérieux problèmes socio-économiques et repère trois dimensions de la marginalité : économique, géographique et sociale. Les territoires de l'espace rural se trouvant dans des situations de fragilité par rapport aux autres territoires peuvent donc bien être qualifiés de marginaux : ce sont des territoires éloignés des centres urbains (marginalité géographique), ayant un faible niveau de revenu (marginalité économique), et un accès aux services, à l'emploi et éventuellement à l'éducation plus difficile que les autres territoires (marginalité sociale). Ces dimensions correspondent à celles également identifiées par Couturier (2005), pour qui la marginalité « socio-spatiale » est à la fois :

- géographique : éloignement des espaces ruraux par rapport aux grandes agglomérations ;
- macro-économique : contribution faible des espaces ruraux à la production de richesse ;
- idéologique : charge symbolique négative des espaces par la société englobante ;
- politique : poids électoral des espaces ruraux marginaux faible car poids démographique faible.

Cette marginalité pourra donc être quantifiée au travers d'indicateurs tels que le dynamisme géographique (qualité et quantité des ressources humaines, distribution spatiale), le potentiel de revenu et de consommation locale, la dotation en services locaux d'usage quotidien, le tissu économique local, la démographie (Feirlano et al., 2007).

Ces territoires sont des territoires « fragiles », qui cumulent les désavantages, et qui ont des difficultés à ancrer les dynamiques émergentes au sein des réseaux d'acteurs locaux (Couturier, 2005).

La marginalité désigne alors des conditions complexes de désavantages desquels résultent de la vulnérabilité pour les individus et les communautés et qui survient dans un environnement culturel, social, politique et économique défavorable (Mehretu et al., 2000). La marginalité socio-économique, plus particulièrement, désigne une condition de la structure et du processus socio-spatial dans lequel les composants de la société et de l'espace dans une unité territoriale sont décrit comme en retard par rapport à un niveau de performance économique, politique et de bien être social attendu comparé aux conditions moyennes dans le territoire dans son ensemble (Sommers et al., 1999).

Ces définitions mettent l'accent sur des difficultés liées au contexte spatial dans lequel les individus s'inscrivent, mais également sur la relativité de la marginalité. C'est sur les dynamiques du territoire que l'on insiste, sur les désavantages liés à celles-ci. L'objectif est de souligner les difficultés liées au territoire dans son ensemble, et pas seulement aux caractéristiques individuelles. Ainsi Schwarzweller et Davidson (1997) montrent qu'il existe un lien entre la marginalité du territoire et les performances des entreprises tandis que Mathieu (1997) note le rôle de l'espace dans l'exclusion, (p.25) : « *ainsi en milieu rural, la désorganisation des services, l'éloignement progressif des équipements et des services, l'augmentation des prix qui résultent de certaines privations, risquent de poser problèmes à certaines catégories sociales, surtout les moins mobiles, comme les personnes âgées ou les jeunes dont les parents sont eux même en difficulté* ».

C'est donc bien de marginalité qu'il faut parler pour qualifier la situation de territoires, au sein de l'espace rural, dont les dynamiques faibles ou négatives influent sur le bien-être, la qualité de vie des individus du territoire. En effet le concept de marginalité permet de réfléchir à l'échelle macro ou méso économique, contrairement au concept d'exclusion sociale qui pourtant en est proche. Le concept d'exclusion est utilisé pour désigner des situations de privation à l'échelle individuelle : l'exclusion sociale est une « privation de capacités » (Salais, 2007 ; Sen, 2000), une cassure entre l'individu et la société (Bhalla et Lapeyre, 1997). L'exclusion sociale se définit comme une éviction totale ou partielle d'un individu ou d'un groupe d'individus de la participation de la vie à la société (Bossert et al., 2007). Ces définitions sont proches de la définition de marginalité. Cependant, dans notre contexte, il semble plus intéressant de se pencher sur les caractéristiques des territoires plutôt que sur les situations individuelles.

Le recours à la notion de marginalité permet de conceptualiser, de donner un cadre aux réflexions concernant les disparités au sein de l'espace rural. Si celles-ci ont été identifiées, il est cependant nécessaire de s'interroger sur un autre aspect de la question, celui des caractéristiques des territoires dynamiques. En effet, l'étude des « marges » induit également celle des territoires considérés comme relativement moins en difficulté. En outre, cela permet d'approcher les conditions permettant un développement à l'échelle du territoire.

Selon le Ceaser (2006, p.15) : *« les cas favorables peuvent être attendus en présence d'avantages de dotations (ressources abondantes ou spécifiques) ou de position spatiale (emplacement privilégié), sachant que la réalisation effective de potentiel de développement suppose un certain nombre de conditions qui relèvent surtout de l'organisation des acteurs »*. Les ressources, la localisation et la gouvernance constituent donc les trois éléments entrant dans le dynamisme des territoires. Leur prise en compte sera alors centrale pour comprendre les politiques mises en œuvre pour le développement rural, mais également pour en proposer une analyse critique.

Dans cette sous-section, une caractérisation des disparités rurales a été proposée, en deux étapes. Tout d'abord, l'étude des indicateurs couramment utilisés dans la littérature nous a permis de faire un point sur les enjeux du rural. En définitive, cela a contribué à synthétiser les apports de la littérature à ce sujet, et ainsi à matérialiser les difficultés auxquelles sont confrontés certains territoires ruraux.

Il apparaît alors nécessaire de s'interroger sur la nature de ces territoires. C'est pour cette raison que nous avons proposé de les qualifier de marginaux. Ce sont en effet bien les marges, la relativité qui seront au cœur de notre travail. Au sein d'un espace dynamique, qui connaît une certaine « renaissance » des territoires se trouvent en marge de ce mouvement.

Confrontés à ce constat, la question des politiques et stratégies de développement à mettre en œuvre se pose. Quelles sont les spécificités des politiques publiques destinées à combattre la marginalité rurale ? Cette interrogation fera l'objet de la suite de cette section.

1.2.2 : Les caractéristiques des politiques publiques visant les territoires ruraux

Selon l'OCDE (2006) les politiques rurales sont importantes pour trois raisons : les zones rurales doivent faire face à des difficultés importantes, qui fragilisent la cohésion territoriale des pays concernés ; elles possèdent un potentiel largement inexploité qui, si elles en tiraient mieux parti, contribuerait au bien-être de leurs habitants et à la croissance nationale en général ; les politiques sectorielles et les forces de marché ne sont pas en mesure de prendre en compte la diversité des problèmes et des potentialités des zones rurales.

Dans cette lignée, Aubert et Gagné (2003) justifient les politiques de développement destinées aux territoires ruraux à travers les théories de la justice sociale. Deux arguments sont invoqués, proches de ceux de l'OCDE : celui de l'homogénéisation des conditions de vie sur le territoire français d'une part, d'autre part les auteurs montrent que le rural possède des ressources qui, en étant exploitées, pourraient contribuer à la croissance nationale.

Ainsi, les deux approches se rejoignent pour montrer qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques de développement rural. Mais la question qui se pose est celle de la forme que celles-ci vont prendre. Comme nous allons le voir, elles ont suivi deux évolutions majeures : celle de l'espace rural d'une part, celle de la société d'autre part.

Tout d'abord, comme nous l'avons déjà souligné, le déclin du rôle tant économique que social du secteur agricole a entraîné des évolutions des politiques rurales. Ainsi, le fait

de « booster » l'agriculture ne suffit plus à créer une dynamique de développement rural. Perrin et Malet (2003) mettent en évidence trois évolutions successives des politiques rurales :

- de 1945 à 1967 : une politique rurale centrée sur l'agriculture,
- de 1967 à 1982 : une politique de diversification des activités, impulsée par l'Etat,
- depuis 1982 : la décentralisation. Politique qui favorise des initiatives de développement local et l'affirmation des politiques régionales.

Ce dernier point nous amène à aborder le deuxième changement constaté au sein des politiques publiques : la tendance à la décentralisation, et donc à une meilleure prise en compte des enjeux locaux. L'exemple de la stratégie de développement retenue dans le programme de développement rural hexagonal 2007-2013 offre une illustration pertinente de ces évolutions, avec cinq points principaux :

- consolider les revenus agricoles et sylvicoles afin de maintenir sur l'ensemble du territoire un secteur primaire compétitif essentiel à l'économie nationale, à l'occupation équilibrée du territoire et à la préservation des ressources naturelles,
- améliorer la prise en compte de l'environnement dans les activités économiques et accroître la qualité des biens environnementaux,
- accompagner la diversification de l'économie rurale afin de donner à chaque citoyen, quelle que soit la région dans laquelle il vit, les mêmes chances d'accès au travail et la même qualité de vie,
- identifier et valoriser les spécificités des territoires,
- renforcer et pérenniser les dynamiques territoriales et rechercher de nouvelles formes de gouvernance.

Plusieurs remarques peuvent être faites par rapport à la présentation de cette politique. Tout d'abord, si le premier point concerne l'agriculture, tous les autres abordent d'autres aspects du rural. Ensuite, des termes tels que « spécificités », « dynamiques territoriales » ou encore « gouvernance » montrent l'intérêt porté aux questions de « territoire ». Ainsi l'OCDE met en évidence, en 2006, l'émergence d'un « nouveau paradigme rural » lié à la remise en question du versement des subventions agricoles, une attention plus marquée aux aménités naturelles et culturelles, une prise de conscience des limites de la politique agricole et les pressions internationales pour qu'elle se réforme, la décentralisation et les nouvelles tendances des politiques régionales. C'est ce que synthétise le tableau 4.

Tableau 4 : Le nouveau paradigme rural

	Ancienne approche	Nouvelle approche
OBJECTIFS	Péréquation, revenu agricole, compétitivité des exploitations.	Compétitivité des zones rurales, valorisation des atouts locaux, exploitation des ressources inutilisées.
PRINCIPAL SECTEUR CIBLE	Agriculture	Divers secteurs des économies locales (ex : tourisme rural, industries, technologies de l'information et de la communication, etc.)
PRINCIPAUX OUTILS	Subventions	Investissements
ACTEURS CLÉS	Administrations nationales, agriculteurs.	Tous les niveaux d'administration (supranational, national, régional et local), divers acteurs locaux (publics, privés, ONG (Organisation Non Gouvernementale).

Source auteur, à partir de OCDE (2006)

C'est dans ce contexte que s'inscrit ce travail de thèse. En effet, l'évolution du rural et l'identification de caractéristiques distinctes du secteur agricole amène à s'interroger sur les stratégies de développement possibles sur ces territoires. En dehors de l'agriculture, qu'est-ce qui constitue une force pour les territoires ruraux, et sur quels atouts peuvent-ils se baser pour mettre en œuvre de nouvelles formes de développement ?

En France, la loi relative au développement des territoires ruraux (2005) illustre bien la volonté de prendre en compte les spécificités et les différentes situations au sein de l'espace rural. La loi distingue trois cas de figure :

- les campagnes des villes, pour lesquelles il faudra chercher à préserver les espaces naturels et agricoles face à l'expansion des zones urbaines,
- les campagnes les plus fragiles : ces espaces, en déclin démographique, requièrent un effort de solidarité,
- les nouvelles campagnes : les dynamiques émergentes au sein de ces espaces doivent être accompagnées.

Dans la lignée de ces politiques, la mise en place des PER (Pôles d'Excellence Rurale) (voir encadré 2) montrent bien une volonté de tenir compte des caractéristiques des territoires ruraux pour leur permettre de se développer. Ainsi, les thématiques retenues pour les pôles tendent à valoriser des atouts spécifiques du territoire (François-Poncet et Belot, 2008), et vont dans le sens d'une diversification des économies rurales.

Encadré 2 : Les pôles d'excellence rurale

Mis en place en 2005, les PER ont pour mission de favoriser des projets permettant de créer des emplois en milieu rural. En 2006, 379 PER ont été labellisés, sur quatre thèmes :

- la promotion des richesses naturelles, culturelles et touristiques
- la valorisation et la gestion des bio-ressources,
- l'offre de services et l'accueil de nouvelles populations,
- le pôle technologique, pour des productions industrielles et artisanales.

A la suite de ce premier appel à projets, un second a été lancé en 2009, afin de sélectionner la 2^{ème} génération de PER. Deux phases de sélection des projets ont eut lieu, en 2010 et 2011. La seconde vague a conduit à soutenir 150 projets. Deux axes structurent cette 2^{ème} génération : l'accroissement des capacités économiques des territoires ruraux d'une part, la réponse aux besoins des populations en termes de services d'autre part.

Source : site des PER : <http://poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr/>

Plusieurs éléments caractérisent les politiques de développement rural. Tout d'abord, celles-ci cherchent à tenir compte des spécificités des territoires, sous plusieurs aspects. Il s'agit premièrement de mettre en place des stratégies à même de répondre aux disparités existant sur ces territoires. Ensuite, ces stratégies doivent s'appuyer sur les caractéristiques et les ressources locales. Comme le notent Cavailhès et al. (1998, p.196) : « *pour les zones rurales fragiles, des politiques de développement, partant des fonctions qu'elles peuvent le mieux remplir (production, accueil, fourniture de bien collectifs) peuvent être couplées à des politiques sociales de plus en plus nombreuses* »

En outre, la question de la diversification est au centre des réflexions. Ainsi, la baisse du rôle structurant du secteur agricole tant du point de vue économique que social amène à penser de nouvelles formes de développement. Parmi celles-ci, le développement des activités récréatives occupe une place centrale.

Conclusion de la section 1.2

Dans cette section, l'accent a été mis sur la caractérisation de la marginalité rurale. Des outils permettant de saisir les disparités au sein de l'espace rural ont été présentés. Au terme de celle-ci, la notion de marginalité a été proposée pour qualifier la situation des territoires subissant des difficultés. Ces territoires cumulent les difficultés et les désavantages, relativement à l'ensemble de l'espace rural. Ainsi, ils n'offrent pas les mêmes conditions de vie à leur population que les autres territoires, et des politiques spécifiques de développement sont mises en place.

En termes de politiques publiques, deux évolutions principales ont été mises en évidence dans cette section. D'une part, la prise en compte de plus en plus importante des spécificités locales. D'autre part, le passage d'une approche sectorielle (visant l'agriculture) à une approche territoriale dans les politiques de développement rural.

Au sein de ces stratégies de développement, le tourisme occupe une place importante. En effet, les évolutions de l'espace rural ainsi que du secteur touristique incitent

à envisager ce secteur d'activité comme porteur en termes de développement rural. Ainsi, l'une des caractéristiques principales des territoires ruraux marginaux mises en évidence par la littérature est la prépondérance du secteur agricole. Les territoires plus dynamiques sont ainsi, a priori, ceux qui sont tournés vers le développement des fonctions résidentielles et récréatives. Le tourisme apparaît donc comme une stratégie de développement possible pour les territoires ruraux. Cependant, la question se pose du lien entre tourisme et ruralité, et des outils de mesure de l'impact du tourisme sur ces territoires.

Section 1.3 : La place du tourisme dans les stratégies de développement des territoires ruraux

Les sections précédentes nous ont permis de dresser un bilan de la situation et des connaissances concernant le rural. Après ce survol de la littérature, une conclusion s'est imposée : les différentes caractéristiques de la marginalité rurale amènent à donner une position centrale aux activités récréatives dans leurs stratégies de développement, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, les territoires ruraux ont des atouts pour le développement touristique. Ainsi l'agriculture, la gastronomie ou encore le paysage vont constituer des ressources pour le développement du tourisme en espace rural. Différents types de tourisme seront développés, du tourisme de montagne au tourisme vert. Le choix sera donc fait, dans cette thèse, **de ne pas parler de tourisme rural, mais bien de tourisme en espace rural**, pour rendre compte de la diversité des pratiques touristiques existant au sein de cet espace. De la même manière que les territoires ruraux sont pluriels, les formes de tourisme qui y sont pratiquées le sont également.

Si les territoires ruraux ont des ressources du point de vue du développement touristique, les attentes envers le tourisme sont nombreuses : diversification de l'économie, développement de nouvelles compétences, créations d'emplois, développement d'un réseau d'acteurs. Au-delà de cette perception, la question se pose de la réelle capacité du tourisme à créer une dynamique de développement à l'échelle de ces territoires.

Le tourisme est un phénomène économique mondial (Py, 2007). En 2007 il représentait à cette échelle 10,4% du PIB, 9,5% de l'investissement et 12,2% des exportations. L'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme) prévoit une croissance soutenue de l'activité touristique pour les années à venir et annonce, au maximum pour 2020, que les arrivées internationales dépasseront 1,5 milliard.

Le tourisme représente donc un enjeu économique mondial. Il est alors cohérent que la science économique se soit appropriée une grande partie des réflexions scientifiques sur celui-ci (Caccommo, 2007). Cependant ces analyses sont centrées sur l'impact du tourisme sur la croissance à l'échelle des destinations. En effet, très peu de travaux s'attachent à mesurer l'impact du tourisme autrement qu'en termes de revenu et d'emploi.

Dans une première partie, nous aborderons la question des outils permettant de mesurer l'impact du tourisme sur le développement économique. Notre objectif sera de

montrer de quelle manière le tourisme est analysé au sein de la discipline économique, et d'appréhender les phénomènes touristiques de manière globale. Les différentes définitions du tourisme seront présentées, et leur pertinence dans le cadre de cette recherche sera discutée. Enfin, une analyse critique des outils de mesure de l'impact du tourisme sur le développement sera proposée.

Dans la seconde partie de cette section, nous nous attacherons à discuter des interrogations liées au contexte de notre recherche, présenté tout au long de ce premier chapitre. Nous montrerons dans quelle mesure la question se pose du potentiel du tourisme en tant que stratégie de sortie de la marginalité rurale, tout d'abord. Ensuite, nous nous attacherons à montrer que le tourisme est à la fois territorial et multi dimensionnel. Cela implique une réflexion importante autour de la mobilisation d'un cadre théorique pertinent pour l'étudier.

1.3.1 : Tourisme, développement et analyse économique : quels outils ?

Appréhender l'impact économique du tourisme présente des difficultés, de par les caractéristiques de ce secteur. En effet, il est difficile de définir précisément les consommations et activités engendrées par l'activité touristique, puisque l'on trouve du tourisme dans quasiment tous les secteurs de l'économie. Dans la restauration par exemple, la question se pose de distinguer les consommations touristiques et non touristiques. Ce point permettra de présenter la façon dont les réflexions économiques contribuent à la construction de cadres pour appréhender le phénomène touristique.

Cependant au-delà d'une analyse « comptable » du tourisme, se pose la question de son impact sur les économies locales. Dans une seconde partie, les analyses existantes seront présentées. Elles seront également critiquées, car nous verrons qu'elles ne permettent pas de mesurer l'ensemble des impacts du tourisme sur le développement des territoires.

•Le tourisme, un phénomène économique

Le cadre conceptuel le plus élaboré concernant la comptabilité et les statistiques du tourisme a été produit par l'OMT. Le CST (Compte Satellite du Tourisme) propose une définition du tourisme ainsi que des principaux concepts de base. Le tourisme est défini comme l'ensemble des activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaire et autres motifs non liés à l'exercice d'une activité rémunérée dans le lieu visité (OMT, 2001).

Dans le cadre du CST, l'activité du visiteur est considérée comme une activité de consommation. L'objectif est alors de déterminer quels sont les effets du tourisme sur l'offre et la demande de services, l'emploi et le niveau d'activité économique général (OMT, 2001). Le CST élabore ensuite une classification des produits et activités caractéristiques du tourisme (tableau 5).

Ces définitions et classifications ont pour objectif de mieux appréhender le phénomène touristique, en élaborant pour l'activité touristique les mêmes cadres que pour les autres activités économiques. Cela permet de tenir une comptabilité nationale du tourisme, et donc d'avoir des chiffres et des statistiques concernant le niveau de l'activité touristique. Ainsi, le CST peut permettre d'évaluer le nombre d'emplois dans le secteur touristique, ou encore la valeur ajoutée produite.

Chaque année, le compte satellite du tourisme est produit à l'échelle de la France. Ce document permet ainsi d'obtenir des données sur le poids du tourisme dans l'économie (tableau 6) ou encore les effectifs salariés dans les activités caractéristiques du tourisme (tableau 7). Ces données permettent de mesurer l'ampleur du phénomène touristique, mais également d'appréhender l'évolution du tourisme. Par exemple si, en France, la consommation touristique fluctue, les chiffres montrent que le poids du tourisme dans le PIB reste stable. L'encadré 3 permet de faire le point sur les agrégats définis pour structurer l'analyse de la consommation touristique au sein des CST.

Tableau 5 : Produits et activités caractéristiques du tourisme

Liste des produits caractéristiques du tourisme	Liste des activités caractéristiques du tourisme
Description des produits	Description des activités
1. Services d'hébergement 1.1 Hôtels et autres services de logement 1.2 Services touristiques d'hébergement pour compte propre ou à titre gratuit 2. Services de restauration 3. Services de transport de voyageurs 3.1 Services de transport ferroviaire interurbain de voyageurs 3.2 Services de transport routier de voyageurs 3.3 Services de transport par voie d'eau de voyageurs 3.4 Services de transport aérien de voyageurs 3.5 Services annexes des transports de voyageurs 3.6 Location de matériel de transport de voyageurs 3.7 Services d'entretien et de réparation des navires et des avions de voyageurs 4. Services d'agences de voyages, de voyagistes et de guides de tourisme 4.1 Services des agences de voyages 4.2 Services des voyagistes 4.3 Services d'information touristique et de guides touristiques 5. Services culturels 5.1 Arts dramatiques 5.2 Services de musées et autres services culturels 6. Services de loisirs et de divertissements 6.1 Sports et services sportifs récréatifs 6.2 Autres services de loisirs et de divertissements 7. Services touristiques divers 7.1 Services financiers et services d'assurance 7.2 Autres services de location de biens 7.3 Autres services touristiques	1. Hôtels et établissements assimilés 2. Propriété de résidences secondaires (imputée) 3. Restaurants et établissements assimilés 4. Transports ferroviaires de voyageurs 5. Transports routiers de voyageurs 6. Transport de voyageurs par voie d'eau 7. Transport aérien de voyageurs 8. Services annexes des transports de voyageurs 9. Location de matériel de transport de voyageurs 10. Agences de voyages et activités assimilées 11. Services culturels 12. Services sportifs et autres services récréatifs

Source : OMT (2001)

Encadré 3 : Les agrégats utilisés pour mesurer les dépenses dans les activités caractéristiques du tourisme

T0 : consommation des touristes résidents et non résidents auprès des activités caractéristiques du tourisme, composées essentiellement des dépenses d'hôtels, de restaurants et de cafés, de loisirs touristiques et de services d'organisation de voyages

T1 : consommation liée aux séjours touristiques = T0 + autres dépenses des touristes au cours des séjours (hébergements privés, alimentation, autres services, achat de biens durables)

T2 : consommation touristique intérieure=T1 + transport entre domicile et lieu de séjour, autres dépenses (achats préalables aux voyages touristiques, consommation de services touristiques non marchands)

T3 : consommation touristique et para-touristique=T2 + dépense des excursionnistes et de la clientèle locale auprès des activités caractéristiques du tourisme.

Source : Direction du tourisme (2008)

Tableau 6 : Le poids du tourisme dans l'économie française

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
T2/PIB	6,8%	6,6%	6,6%	6,4%	6,4%	6,3%	6,2%	6,2%

Source : Direction du tourisme (2008)

Dans la lignée des travaux de l'OMT, l'économie du tourisme permet de mettre en évidence des effets engendrés par les activités économiques du tourisme (Mesplier-Pinet, 2005). Le tourisme est analysé comme n'importe quel autre secteur d'activité, et les outils classiques de l'économie sont mobilisés. Dans ce cadre l'offre de séjours touristiques rencontrera la demande de séjours touristiques sur le marché (Cacomo, 2007).

Dans ces analyses, la théorie du consommateur est utilisée pour étudier le comportement des touristes, et effectuer ainsi des recommandations aux destinations touristiques. L'objectif est de déterminer ce qui rend ces dernières attractives. Ainsi, les outils économiques et marketing permettent ici d'interroger les facteurs de développement touristique à l'échelle d'une destination.

Ces réflexions en économie du tourisme permettent de déterminer quels sont les choix des consommateurs (les visiteurs), d'établir le niveau d'activité touristique ou encore d'estimer les revenus créés par l'activité touristique. Cependant ces outils ne permettent pas de déterminer dans quelle mesure le tourisme permet d'enclencher un processus de développement dans les régions.

Ces outils de l'économie classique sont complétés, aujourd'hui, par des réflexions plus approfondies, issues entre autres de la science régionale, mais également des théories du commerce international, qui permettent d'aller plus loin dans la connaissance des impacts du tourisme.

Tableau 7 : Effectifs salariés au 31/12/2007 dans les activités caractéristiques du tourisme en France métropolitaine

	2003	2004	2005	2006	2007
Hôtels	175 040	181 184	181 297	181 960	185 820
Hôtels avec restaurant	143 501	145 913	145 233	145 071	146 462
Hôtels sans restaurant	28 178	33 615	34 382	35 070	37 341
Autres hôtels	3 361	1656	1682	1819	2017
Autres hébergements touristiques	40 778	41 026	40 742	41 547	43 332
Auberges de jeunesse et refuges	1105	907	819	821	770
Exploitation de terrains de camping	7393	7619	7690	8144	8510
Autres hébergements touristiques	32 280	32 500	32 233	32 582	34 052
Restaurants	411 883	429 192	441 634	459 350	482 998
Restaurants de type traditionnel	302 790	319 555	325 650	336 668	348 887
Restaurants de type rapide	109 093	109 637	115 984	122 682	134 111
Cafés	41 070	38 793	38 380	39 021	39 997
Cafés tabac	12 347	11 989	11 581	11 438	11 676
Débites de boisson	28 723	26 804	26 799	27 583	28 321
Autres activités caractéristiques	80 529	82 197	84 628	85 042	90 068
Téléphériques, remontées mécaniques	13 615	14 594	14 512	12 312	14 451
Agences de voyages	47 954	47 808	48 058	48 643	48 799
Soins de beauté	10 516	11 296	12 440	13 786	15 151
Thermalisme thalassothérapie	5 751	5 512	5 718	5 815	6 048
Autres soins corporels	2 693	2 987	3 900	4 486	5 619
Total activités caractéristiques	749 300	772 392	786 681	806 920	842 215

Source : Direction du tourisme (2008)

•Présentation des analyses de l'impact du tourisme sur le développement

La premier cadre théorique que nous présenterons est celui proposé par la théorie de la base. Pour celle-ci, le développement est déterminé par la réponse locale à la demande exogène. La croissance est expliquée à travers les effets d'entraînement du secteur traditionnel sur le secteur non basique. L'hypothèse est que le secteur basique entraîne le développement du secteur non basique, créant ainsi des emplois. Cette croissance de l'emploi entraîne alors une croissance des revenus et de la population (Vollet, 1997).

C'est dans le cadre de cette théorie que Vollet (1997 ; 1998 ; 2007) étudie l'impact du tourisme sur les territoires ruraux. L'objectif est de mesurer la compensation par le secteur

touristique du déclin des activités traditionnelles présentes sur les territoires ruraux. Les résultats de l'étude sont mitigés : les effets directs sont limités, mais les effets indirects et induits sont supérieurs à ceux obtenus dans les secteurs traditionnels. Ainsi l'effet multiplicateur du tourisme est supérieur à celui des activités traditionnelles, mais pas assez pour compenser le déclin de ces dernières.

Une autre étude analyse le lien entre tourisme et territoires ruraux dans le cas des zones rurales isolées aux Etats-Unis. La méthode consiste en l'étude de quatre variables influencées par le processus d'aménagement rural : les installations récréatives extérieures, les indicateurs de développement économique, les facteurs d'offre d'aménités naturelles et les facteurs d'offre et de demande touristique. Là encore, le résultat est nuancé : les variables de tourisme ne peuvent expliquer à elles seules l'évolution des indicateurs de développement économique (Dissart, 2005).

Marcouiller et al. (2004), qui cherchent à analyser l'influence des aménités sur le développement touristique, montrent que différents types d'aménités induisent différents types d'effets. Ces conclusions font écho à celles de Vollet (1998) qui montre que le développement des activités récréatives peut en effet favoriser le développement de certains territoires ruraux disposant de ressources importantes, mais qu'il est néanmoins nécessaire de maintenir d'autres activités industrielles.

Ces différentes études arrivent à la conclusion que l'impact du tourisme sur un territoire dépendra largement des caractéristiques des territoires étudiés. C'est également à cette conclusion qu'aboutissent Bontron et Morel-Brochet (2002). Les auteurs montrent, à travers une étude des cantons ruraux français, que les cantons les plus touristiques obtiennent des gains de population plus élevés qu'au niveau national, un fort taux de croissance de l'emploi non agricole et une variation positive de l'emploi total.

Cependant, ils insistent sur le fait que le tourisme ne peut se développer de la même manière dans tous les sites, et distinguent ainsi trois catégories d'espaces : les espaces ruraux de ressources banales (peu de ressources spécifiques, clientèle essentiellement familiale, faible intensité touristique), les espaces de proximité urbaine (possibilité de pratiquer des loisirs résidentiels et de courte durée), les espaces d'attractivité et de loisirs spécifiques. Cela montre bien que les caractéristiques du territoire influent sur le développement touristique, et qu'ainsi tous les territoires ne peuvent envisager le développement touristique de la même manière.

L'impact du tourisme sur le développement régional peut également être analysé en termes de commerce international. La théorie du commerce international montre que chaque région a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle elle présente un avantage comparatif par rapport aux autres régions. L'objectif sera donc d'étudier l'impact de la spécialisation touristique dans le cadre du commerce international. Les résultats de ces recherches mettent en évidence que même si l'activité touristique engendre une croissance des revenus, elle peut conduire à une détérioration des termes de l'échange. En effet, l'on peut constater une fuite des revenus à l'extérieur des territoires sur lesquels l'activité touristique est développée (Nancy et Prin, 2003).

L'ensemble de ces analyses soulignent que le tourisme a un impact relatif sur les destinations, et particulièrement au sein de l'espace rural. Différents constats sont réalisés à travers ces recherches. Tout d'abord, l'impact du tourisme sur un territoire est lié aux caractéristiques de ce territoire. Ainsi, les retombées touristiques ne sont pas les mêmes sur tous les types de territoires ruraux. Globalement, c'est sur les territoires ayant déjà des avantages en termes de ressources, une bonne gouvernance et une bonne situation géographique que le tourisme a le plus d'effets positifs.

Ensuite, les impacts du tourisme sont principalement mesurés en termes de croissance et de création d'emploi. Ces approches présentent donc des limites, que nous exposerons dans le point suivant.

•Limites des outils existants

Les points précédents de cette section se sont attachés à expliciter la façon dont l'économie s'est appropriée la question du tourisme. Les outils mobilisés sont ceux auxquels la science économique a classiquement recours : comptabilité, mesure des effets indirects, marketing. Or, ce constat laisse place à une question : au vu de la complexité du secteur touristique, ne peut-on envisager d'autres modes d'analyse ?

En outre, les résultats obtenus sont le plus souvent mitigés : les recherches mettent en évidence des impacts positifs du tourisme, mais relativement limités, et tout particulièrement dans le rural. Une double interrogation, liée à la précédente, se pose alors : n'est-il pas nécessaire d'éclairer d'autres dimensions du lien tourisme-développement et, pour se faire, de mobiliser de nouveaux outils ? Les limites que nous allons exposer ici nous amènent à répondre par l'affirmative.

Tout d'abord, le tourisme est appréhendé au sein de ces recherches comme un secteur d'activité « classique ». C'est dans un objectif de faire rentrer le tourisme dans les cadres de l'analyse comptable classique que l'OMT a créé les CST. Or malgré le potentiel et l'intérêt de cet outil, ainsi que les stratégies mises en œuvre pour pallier aux difficultés de distinguer les activités touristiques au sein de l'ensemble des activités, il ne subsiste pas moins des questions auxquelles l'analyse comptable ne peut répondre. Celles-ci portent par exemple sur les effets du tourisme sur les autres secteurs d'activités, ou encore sur la modification du tissu économique des destinations.

L'approche « marketing » du tourisme propose également d'analyser le tourisme comme n'importe quel secteur, alors que la mise en place d'une stratégie de développement nécessite le plus souvent une profonde transformation des destinations. Or, cet aspect est occulté par ces approches.

Enfin, les approches qui abordent les questions de développement de manière plus large présentent également des limites. Pour la majorité, le revenu est considéré comme une bonne mesure du développement. Comme le montre Sinclair (1998) la plupart des contributions sur l'analyse de l'impact du tourisme sur le développement se focalisent sur la demande touristique et la création de revenu grâce au mécanisme multiplicateur. Sharpley et

Telfer (2002) soulignent ainsi que l'assimilation du développement à la croissance fait que l'on a peu d'études sur l'impact du tourisme en termes de développement. Ainsi pour Sharpley (2002, p.20) : « *in all cases, it is evident that the contribution or outcomes of tourism development is measured in the quantifiable terms of tourism receipt, contribution to export, contribution to GDP and employment level. However, whilst these are certainly indicators of the economic contribution of tourism, it is less clear whether they are indicators of the development contribution of tourism*⁹ ».

Cette dernière citation résume bien le fait que les indicateurs mobilisés offre des résultats limités, et qui en tout cas ne fournissent pas l'ensemble des informations sur l'impact du tourisme en termes de développement. Dans la seconde partie de cette section, nous montrerons que les liens que l'on peut mettre en évidence entre tourisme et territoires ruraux amènent à proposer de nouveaux cadres d'analyse.

1.3.2 : Tourisme, territoire et multi dimensionnalité : vers une prise en compte de la complexité du phénomène touristique

Le tourisme est souvent perçu comme une solution aux problèmes de développement que rencontrent les espaces ruraux, sous deux aspects. D'une part, les effets attendus du tourisme (création de revenu et d'emploi principalement) correspondent aux problématiques rurales, et particulièrement des territoires en difficulté. Ainsi, il peut permettre la diversification des économies rurales, et pallier au déclin du secteur agricole ce qui constitue, nous l'avons vu, un enjeu rural important.

D'autre part, l'évolution de la demande touristique et, plus globalement, de la société amène les territoires ruraux à se positionner comme des espaces touristiques particulièrement attractifs. En effet, les aménités qu'ils produisent, l'environnement mais également la culture ou encore la gastronomie rurale constituent autant de caractéristiques recherchées par les visiteurs.

Nous nous attacherons, tout d'abord, à rendre compte des liens que l'on peut faire entre tourisme et territoires ruraux. Nous en montrerons la complexité, et exposerons l'ensemble des interrogations que leur analyse entraîne. Pour finir, le dernier point de cette section montrera que deux caractéristiques du tourisme doivent être soulignées, et amène à réinterroger les cadres théoriques mobilisés pour analyser son impact sur le développement. Ces aspects concernent, d'une part, l'ancrage territorial fort du tourisme et, d'autre part sa multi dimensionnalité.

•Le tourisme, un phénomène complexe, au centre des enjeux de développement

Le tourisme est perçu comme un secteur d'activité particulièrement porteur en termes de développement. L'OMT, par exemple, le présente comme une source d'enrichissement.

⁹ « Dans tous les cas, il est évident que la contribution ou les résultats du développement touristique sont mesurés à travers des éléments quantifiables tels que les recettes touristiques, la contribution à l'exportation, au PIB et au niveau d'emploi. Cependant, bien que ces derniers soient de manière certaine des indicateurs de la contribution économique du tourisme, il est moins clair qu'ils soient des indicateurs de la contribution du tourisme au développement. »

Ainsi, il est possible de lire sur le site de l'organisation¹⁰ qu'il est un des moteurs de la croissance socioéconomique et de la réduction de la pauvreté grâce à la création d'emploi, et que les communautés locales doivent « prendre conscience de l'importance socio-économique du tourisme ». Dans ce cadre, des programmes d'aide au développement touristique sont mis en place dans les PED (Pays En voie de Développement).

Cet exemple illustre particulièrement bien la place que tient le tourisme à l'échelle internationale. En effet, celui-ci apparaît tout d'abord comme un secteur d'activité relativement facile à mettre en place. Le développement de l'activité touristique ne nécessite pas qu'il existe, dans le pays d'accueil, des compétences particulières¹¹, notamment. Ainsi, le développement du secteur touristique au sein de pays n'ayant pas développé d'autres activités semble particulièrement pertinent.

Cette vision du tourisme est relayée à l'échelle européenne, et le tourisme constitue une stratégie de développement pour les PED européens. Selon le parlement européen (2005) le tourisme constitue un moteur de développement pour ces derniers, permet le respect des conditions naturelles et culturelles, est un facteur de santé et d'éducation, un facteur de croissance économique et de développement des infrastructures.

Cela montre bien la vision « idyllique » du tourisme véhiculée par les politiques. En effet, le secteur touristique est présenté comme une activité économique permettant tout à la fois de générer rapidement des revenus et de l'emploi, de préserver le lieu sur lequel elle se développe et de contribuer à améliorer les conditions de vie à l'échelle de la destination.

Du côté de l'analyse scientifique du phénomène touristique, les auteurs mettent en avant les potentiels du tourisme en termes de revenus et de création d'emplois, le secteur touristique restant l'un des principaux secteurs économiques contribuant à la création de richesses nationales (Bataillou et Schéou, 2007). Il semble donc constituer une solution logique aux problèmes de développement local lorsque « *tout semble perdu* » (Violier, 2008 p3). Le tourisme est alors mis en avant comme un enjeu de développement local tout d'abord dans les PED. L'objectif est d'étudier la « convergence » c'est-à-dire le rattrapage du niveau de revenu d'un pays pauvre avec le niveau de revenu des pays riches (Cortes-Jimenez, 2008).

¹⁰ <http://unwto.org/fr>, consulté le 02/05/2011

¹¹ Ce constat peut-être nuancé, comme nous le verrons plus loin, par les évolutions actuelles du tourisme vers plus d'encadrement et de mise en place d'équipement. Cependant le tourisme de masse, tel qu'il existe actuellement dans de nombreuses destinations, reste peu exigeant en termes de compétences et de qualifications.

Cependant, le tourisme n'est pas perçu uniquement comme une chance pour les PED. En effet, de nombreux auteurs soulignent les impacts négatifs du tourisme tant au niveau social, économique qu'environnemental. Le tourisme transforme la société locale (Violier 2008) qui doit s'adapter aux attentes des visiteurs. Cela signifie une uniformisation des modes de vie, et parfois un phénomène d'acculturation. Des effets déstructurant sur la société sont donc constatés, du fait de la coexistence entre touristes et visiteurs.

Comme le soulignent Cazes et Knafou (1995, p.833) : « *dans des contextes très divers, la plupart des chercheurs insistent sur les effets déstructurants, traumatisants voire subversifs du développement de la fonction touristique dans des milieux non ou mal préparés à cette intrusion* ». Les auteurs soulignent ici un point central du lien entre tourisme et développement, à savoir la relation qu'entretient le tourisme avec le milieu dans lequel il se développe. En effet, il implique l'accueil d'une population différente avec un regard, une culture et des attentes différentes de la population résidente.

L'un des premiers enjeux révélés par la littérature concernant le lien entre tourisme et développement concerne donc bien cette adaptation, cette rencontre entre visiteur et population résidente. Si cet échange peut s'avérer positif, il peut également désorganiser les sociétés locales, en les obligeant à s'adapter aux normes et aux exigences des visiteurs.

De plus, si le tourisme engendre effectivement des revenus importants, ceux-ci ne sont pas toujours destinés aux pays récepteurs. On assiste souvent à une « fuite de revenus » (Caire et Le Masne, 2007). Cela signifie que les revenus générés par l'activité touristique vont sortir du pays pour retourner vers les pays du Nord. Les auteurs identifient ainsi plusieurs facteurs de « fuite » des revenus du tourisme : voyages organisés par les pays du Nord, importation des produits consommés par les touristes, etc.

Cette problématique est également centrale pour l'analyse du tourisme. En effet, le développement du secteur touristique revient parfois à une exploitation des pays du sud par les pays du nord, les retombées pour les destinations étant alors très faibles. Cela pose donc la question des impacts réels du tourisme sur une destination, et de la mesure de ces impacts.

Des effets d'éviction peuvent également parfois être constatés (Bensahel et Donsimoni, 2001) : ce sont des effets négatifs engendrés par l'activité touristique. Ainsi, ils peuvent consister en une utilisation de l'espace au détriment des autres activités du territoire, ou une utilisation des ressources humaines qui se détournent des activités traditionnelles du territoire.

D'un point de vue environnemental, plusieurs effets néfastes du tourisme sont connus et identifiés : dépense de carburant, pollution des littoraux...cela nous amène à mettre en avant ce que Babou et Callot (2007) qualifient comme étant les « dilemmes du tourisme ». En effet, le tourisme est vu comme une solution de développement idéal par de nombreux acteurs. Cependant, il pose également des questions éthiques (tourisme sexuel, destruction des sociétés locales) environnementales, sociales et économiques (répartitions des revenus générés par le tourisme, par exemple).

Une certaine prise de conscience des limites et des effets négatifs du tourisme ainsi qu'une prise en compte accrue des enjeux environnementaux au sein de la société ont donc entraîné une évolution des pratiques touristiques. De nouvelles formes de tourisme émergent, ou du moins des formes de tourisme qui semblent plus « éthiques » : tourisme durable, tourisme équitable, tourisme solidaire, éco-tourisme. Si ces pratiques présentent également des limites, elles montrent tout de même une volonté de faire évoluer le tourisme.

Les évolutions du tourisme sont liées aux évolutions de la société, c'est un phénomène social total (Cuvelier, 1998). La demande touristique est ainsi une conséquence des conditions économiques et sociologiques présentes dans la société (Simmonneaux, 1999). Le tourisme de masse, né avec la mise en place des congés payés en 1936, est associé à un mode de consommation fordiste : consommation de masse et standardisation. La tendance est à l'uniformisation des caractéristiques des lieux (Cazes et Knafou, 1995).

Cependant dans les années 1970 le modèle de consommation fordiste s'essouffle. La demande de consommation porte sur des biens différenciés, et il en va de même pour la consommation touristique. On passe des 4S (Sea, Sex, Sand and Sun) aux 4E (Equipement, Environnement, Encadrement, Evénement) (Cuvelier, 1998). Ainsi une recherche de qualité et d'un cadre de vie préservé émerge dans la demande touristique.

Le fractionnement des congés, avec l'augmentation de ces derniers, contribuent également aux changements des pratiques touristiques, et notamment au développement des courts séjours de proximité. Ainsi comme le montre Greffe (1994) il existe un parallèle entre l'évolution de la société et l'évolution du tourisme, notamment avec l'augmentation du temps de loisir.

Ces changements, tant dans les pratiques touristiques que dans la société dans son ensemble entraînent l'émergence de nouvelles destinations touristiques. Ainsi, l'espace rural devient, peu à peu, un lieu de tourisme et de loisir. Le tourisme est alors mis en avant comme une stratégie de développement local dans les territoires ruraux, au sein des pays développés. Comme le souligne Simmonneaux (1999) les formes de tourisme et les représentations de l'espace rural ont évolué au cours du temps, et participent ainsi à l'explication du phénomène touristique sur les territoires ruraux. La question qui se pose est celle du lien entre ces derniers et le tourisme.

•Tourisme et développement rural : quels liens ?

Le tourisme représente une source possible de revenu et d'emplois et un enjeu économique. Concernant les territoires ruraux que nous avons qualifiés de marginaux, le tourisme semble répondre aux attentes de ces territoires en termes de développement. En outre, les territoires ruraux disposent d'atouts pour le développement du secteur touristique. Le tourisme constitue, dans la perception des politiques, un levier de développement local. Ainsi le développement de l'activité touristique est envisagé comme une solution aux disparités existant entre les territoires français (Violier, 2008).

Le tourisme est particulièrement mis en avant comme une solution de développement pour les territoires ruraux fragiles, en déclin. Plusieurs auteurs soulignent les attentes des sociétés rurales vis-à-vis du tourisme. Comme le montre Vollet (2007, p.1) : *« pour bon nombre de ces espaces, le plus souvent enclavés, l'espoir dans la valorisation touristique de leurs atouts environnementaux et patrimoniaux représenterait l'une des pistes les plus prometteuses en matière de développement territorial »*.

Ainsi pour Dissart (2005), le tourisme est une stratégie de développement populaire, dans la mesure où elle semble constituer une solution « facile » pour régler les problèmes d'emploi et de revenu. Pour l'auteur, p.218 : *« aujourd'hui le tourisme est une stratégie de développement populaire vue son apparente facilité à créer des emplois et du revenu, sa faible exigence en termes de formation et d'investissement, et sa nature supposément non consommatrice de ressources »*.

Cela s'illustre dans les politiques publiques visant le rural. Ainsi, l'un des trois axes stratégiques du SRDTRA (Schéma Régional de Développement Touristique en Rhône-Alpes) pour 2008-2013 est le « tourisme comme facteur d'attractivité, d'emploi et de développement territorial équilibré ». L'un des rôles du FEDER dans la nouvelle politique européenne du tourisme est d'encourager les activités touristiques dans le cadre de la diversification de l'économie rurale.

Les attentes vis-à-vis du tourisme sont donc nombreuses : diversification de l'économie, développement de compétences au sein des territoires ruraux, apport de revenus, créations d'emplois, développement d'un réseau d'acteurs, susciter un « dynamisme collectif » (Savoie et Pauquay, 2007), permettre un complément de revenus agricoles (De Myttenaere, 2005). Ainsi pour Caire (2007) la multifonctionnalité du tourisme permet de développer de multiples capacités professionnelles. Pour Bensahel et Donsimoni (2001) les effets d'apprentissage liés à l'activité touristique peuvent être exploités dans d'autres secteurs d'activité. Le développement du secteur touristique doit donc répondre aux enjeux identifiés sur les territoires ruraux marginaux. Enfin pour Echevin et Gerbaux (1999) le tourisme constitue un moyen de « rénovation » pour les zones rurales sous trois aspects : il assure la mise en valeur du patrimoine architectural et de l'immobilier paysan ; il est un moyen pour aménager le territoire ; il permet un complément du revenu de base pour les agriculteurs.

La question qui se pose alors est celle des atouts des territoires ruraux en termes de développement touristique : est-il réellement justifié d'envisager le tourisme comme une solution possible de développement sur ces territoires ? Tout d'abord, on assiste à un changement de perception de l'espace rural par la société. Selon une enquête du CREDOC (2001), les français ont une très bonne perception de l'espace rural. Le tableau 8 tiré de cette enquête, permet de synthétiser les représentations qu'ont les français de l'espace rural. On peut y noter que pour eux l'espace rural est synonyme de calme, de nature et d'authenticité.

Tableau 8 : La perception de l'espace rural par les français

(en %)

• La campagne, les champs, la végétation	31
• Le calme, le silence, la tranquillité	20
• La nature, l'environnement.....	9
• L'isolement, la désertification	6
• Le village, le bourg	5
• L'agriculture, les paysans, le travail agricole	5
• La liberté, l'espace	4
• Autres jugements personnels négatifs	2
• Jugements sur les agriculteurs et sur le monde agricole	2
• La pollution	2
• Autres jugements personnels positifs	2
• Les routes, le stationnement	2
• La vache folle et les risques pour la nourriture.....	1
• Les animaux, les vaches, les bêtes	1
• Autres réponses	1
• <i>Aucun, rien, ne sait pas</i>	7
Total	100

Source : CREDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », début 2001.

Cette perception de l'espace rural par la société entraîne donc un nouvel engouement des populations urbaines pour le tourisme en espace rural. Comme le souligne Gil De Arriba (1999, p.127) : « *par conséquent, à partir de cette évolution du comportement des clientèles, les espaces ruraux réunissent aujourd'hui les conditions propices leur permettant de s'adapter facilement à la consommation touristique, caractéristique confirmée par la prolifération des offres qui vont à l'encontre des demandes* ». Ainsi, Caire et Roullet (1998) proposent la notion de « tourisme de cueillette » pour désigner l'idéalisation du mode de vie rural et la valorisation des paysages de la campagne.

Aux Etats-Unis Deller et al. (2001) constatent notamment que la valorisation croissante des aménités rurales est corrélée à l'urbanisation de la société. En Rhône-Alpes L'espace rural est le 2^{ème} espace le plus fréquenté par les français en nombre de séjour en (MITRA¹², 2005). Le tourisme rural est alors considéré comme « *une nouvelle forme de tourisme à même de capter les demandes non satisfaites par le modèle traditionnel, tout en décongestionnant les grands sites touristiques* » (Leroy, 2001, p.89).

Mais les territoires ruraux possèdent également des ressources qui permettent d'envisager le tourisme comme une stratégie de développement possible. Les ressources existant au sein de l'espace rural permettent ainsi de considérer le développement touristique comme une stratégie de développement et de diversification de l'économie rurale (Woods 2000).

¹² MITRA : Mission d'Ingénierie Touristique Rhône-Alpes

Le tourisme en espace rural recouvre un ensemble varié de pratiques et de définitions : récréation et attractions naturelles, agri-tourisme, tourisme culturel, éco-tourisme. Le tourisme en espace rural renvoie donc à diverses formes d'activités touristiques (Frochot, 2005). Ces pratiques s'appuient, pour se développer, sur les atouts des territoires ruraux : l'agriculture, comme le montrent Vanslebrouck et al. (2005), a un impact significatif sur le développement touristique rural, ou encore l'héritage culinaire, comme le souligne Bessière (1998). Ainsi Mollard et al. (2006) mettent en évidence le fait que les aménités jouent un rôle central dans le tourisme, et les variables territoriales constituent les principales sources de rente pour les acteurs du tourisme. Cette notion de rente est associée à celle de « rente de qualité territoriale » et de panier de bien, que nous présenterons dans le chapitre 2 de cette thèse.

Les effets attendus du tourisme en espace rural sont nombreux : croissance du commerce et du profit, création d'emplois, diversification de l'économie, complément de revenu pour les ouvriers et les agriculteurs, amélioration des services publics, plus large accès pour les résidents à des biens et services (Reeder et Brown, 2005). En outre, les territoires ruraux présentent effectivement des atouts pour le développement du secteur touristique. Cependant, si les attentes vis-à-vis du tourisme sont importantes, il est central d'approfondir la question de la prise en compte de l'impact du tourisme sur les destinations.

•Tourisme, territoire et multi dimensionnalité

Pour l'OMT (2008, p.1) : « *Tourism is a social, cultural and economic phenomenon related to the movement of people to places outside their usual place of residence, pleasure being the usual motivation*¹³ ». Dans cette définition du tourisme, l'OMT met en évidence plusieurs points centraux dans la prise en compte du phénomène touristique. Tout d'abord, le tourisme est un phénomène pluriel. Ce secteur d'activité a des aspects certes économiques, mais également sociaux et culturels. Ensuite, il implique un déplacement du consommateur (le tourisme) sur le lieu de consommation, ce qui entraîne un lien fort entre tourisme et territoire.

Le tourisme est un secteur d'activité ancré sur le territoire, et indissociable de celui-ci. En cela, il constitue une activité particulière, puisque son lieu de production est indissociable de son lieu de consommation. Comme le soulignent Mollard et al. (2006, p.485) : « *par définition, le tourisme implique un lien spécial avec le territoire qui ne peut être facilement reproduit : localisation particulière, style de vie, relations de voisinage, attachement à la région et à ses traditions, à l'environnement naturel, aux paysages, etc...ces caractéristiques ne peuvent être consommées que sur le site* ».

Il existe donc une dialectique forte entre tourisme et territoire : d'un côté, le territoire fournit au tourisme les ressources pour se développer. Ainsi par définition, c'est une activité spécifique et difficilement délocalisable, dès l'instant où elle s'appuie sur les caractéristiques d'un lieu pour se développer. D'un autre côté, le tourisme contribue à la spécification du territoire, en mettant en évidence ses atouts et en le rendant plus attractif. Dans le cadre de

¹³ « *Le tourisme est un phénomène social, culturel et économique, lié au mouvement des personnes vers des lieux différents de leur lieu de résidence habituel. L'agrément constitue la motivation principale.* »

l'analyse de l'impact du tourisme sur le développement rural, la notion de territoire doit donc être mobilisée, puisque c'est à cette échelle que les politiques de développement touristique sont mises en œuvre. En tant que stratégie de développement territorial, le tourisme doit donc être analysé dans sa relation au territoire.

Ensuite, c'est l'aspect multidimensionnel des questions de développement qui doit être pris en compte. En effet, dans la mesure où les principales contributions sur le sujet portent sur l'impact du tourisme sur la croissance de ces territoires, tout un aspect des questions du lien entre tourisme et développement rural doit être approfondi. Pour cela, une application de l'approche par les capacités à l'analyse du territoire est proposée.

Conclusion de la section 1.3

L'objectif de cette section était de proposer une analyse critique des liens identifiés par la littérature entre tourisme et territoires ruraux. En effet, des relations existent entre activité touristique et ruralité, sous deux aspects. Tout d'abord, le tourisme semble constituer un potentiel de développement pour les territoires ruraux. Ensuite, ces derniers présentent des atouts pour le développement touristique.

Dans un premier temps, l'analyse des liens entre tourisme et développement, particulièrement tournée vers l'étude des PED, montre que celui-ci peut créer des emplois et des revenus à l'échelle d'une destination. Les caractéristiques des PED (faible niveau de qualification, pas de secteur économique moteur) amènent en effet à considérer le tourisme comme une stratégie de développement pertinente. Mais ce constat peut également être adapté à la problématique des territoires ruraux marginaux.

En effet, ces derniers apparaissent comme des territoires sur lesquels l'activité agricole est en déclin, avec une dynamique démographique faible voire négative, et l'absence de secteur d'activité de substitution. Ainsi, le tourisme est également envisagé comme une stratégie de développement possible sur ces territoires. Les évolutions conjointes de l'espace rural et des pratiques touristiques incitent à positionner le tourisme comme un secteur porteur pour cet espace.

Ainsi, les évolutions de la société dans son ensemble ont influencé les évolutions au sein du secteur touristique. L'augmentation du temps de loisir, la fin du fordisme, la prise en compte des enjeux environnementaux incitent les visiteurs à valoriser d'autres destinations. Les territoires ruraux présentent alors des atouts pour le secteur touristique : paysage préservé, « authenticité », proximité ou encore valorisation de la gastronomie et des produits locaux.

Concernant plus particulièrement la marginalité rurale, les outils de mesure de l'impact du tourisme proposés par l'économie présentent des limites. En effet, ceux-ci, en assimilant croissance et développement, occultent tout un aspect des liens entre tourisme et développement. Ainsi, dans le contexte de territoires ruraux en difficulté, une approche multidimensionnelle du développement est nécessaire.

Conclusion du chapitre 1

Au terme de ce premier chapitre, les éléments de contexte présentés amènent plusieurs constats mais également des questions, auxquelles la suite de notre travail cherchera à répondre. La définition des liens entre tourisme et développement rural est au cœur de cette thèse. Il était alors central, pour commencer, de poser le cadre dans lequel notre réflexion va s'inscrire pour la suite de l'analyse.

Dans ce chapitre, nous avons cherché à relever un double défi : définir le rural d'une part, le tourisme d'autre part. L'objectif était en effet de présenter des éléments qui par la suite, constitueront le socle de notre travail. Ce chapitre 1 se positionne donc comme un chapitre introductif, permettant de poser la problématique, les enjeux de notre réflexion. Le but était également de faire émerger un certain nombre d'interrogations.

Nous avons consacré une première section à la définition du rural, question centrale, au fondement de notre travail de recherche. En effet, comme nous l'avons vu, il est impossible de travailler sur le rural sans faire état des débats liés à sa caractérisation. Nous sommes pour cela partis de la définition de l'espace rural, en tant qu'entité distincte de l'urbain, avec ses caractéristiques propres. Ensuite, nous avons proposé une appréhension de l'hétérogénéité du rural, introduisant ainsi une réflexion sur une catégorisation des territoires ruraux.

Nous avons ainsi proposé un aperçu des principales typologies du rural existant au sein de la littérature. Ce travail a permis d'aboutir à la conclusion que différentes dynamiques pouvaient être identifiées, différents « types » de territoires ruraux, et donc autant d'enjeux de développement distincts. Ce sont eux qui ont fait l'objet de notre deuxième section.

Tout d'abord, nous avons proposé une approche des disparités existant au sein de l'espace rural à travers une revue des indicateurs mobilisés dans la littérature pour mesurer ces disparités. En effet, l'étude de ces indicateurs a permis de mettre en évidence les enjeux au sein de l'espace rural, mais également d'identifier les facteurs de différenciation des territoires.

Cette analyse a permis d'aboutir à la définition de territoires ruraux marginaux. La grille de lecture proposée par le recours à la notion de marginalité est en effet particulièrement utile pour caractériser des territoires sur lesquels on note des écarts de développement par rapport à l'espace rural dans son ensemble. Car en effet, c'est bien de marges qu'il est ici question, c'est-à-dire que l'on va s'intéresser aux problématiques de développement relativement à un ensemble plus vaste. Cette notion de marge sera au cœur de ce travail, qui s'attachera notamment à mesurer les écarts existant entre territoires développés et territoires marginaux au sein de l'espace rural.

Nous aboutissons également à un constat. Les territoires considérés comme marginaux sont le plus souvent ceux sur lesquels l'activité agricole reste dominante. A l'inverse, ce sont ceux tournés vers les fonctions résidentielles et de loisirs qui enregistrent les meilleures performances. En outre, le développement des fonctions récréatives est au

cœur des politiques publiques visant le rural. Dans une dernière section donc, ce chapitre s'est attaché à faire émerger les enjeux autour du lien entre tourisme et développement rural.

Notre objectif était d'interroger à la fois l'analyse scientifique du tourisme et les perceptions véhiculées par les politiques de développement. Ainsi, nous nous sommes tout d'abord demandé de quelle manière les outils de la science économique étaient mobilisés pour analyser le phénomène touristique. Pour cela, nous sommes partis de l'analyse comptable pour aller vers les travaux cherchant à analyser les liens entre tourisme et développement.

Ensuite, c'est vers la question plus spécifique du lien entre tourisme et territoire ruraux que notre réflexion s'est portée. Ainsi, une double relation émerge : le tourisme possède un potentiel de développement pour ces territoires, d'une part ; les territoires ruraux ont des atouts pour la mise en œuvre du tourisme, d'autre part.

L'objet central de cette thèse est d'interroger le tourisme en tant que politique de développement, et plus particulièrement de développement rural. A travers l'analyse critique des outils classiques mobilisés en économie pour appréhender le phénomène touristique, des limites apparaissent. La nécessité d'aller plus loin dans l'exploration du potentiel du tourisme en tant que stratégie de développement émerge alors. C'est donc vers une prise en compte de la complexité de ce secteur d'activité que nous devons nous acheminer.

En effet, nous l'avons vu, il apparaît nécessaire de proposer un cadre théorique novateur, tenant compte à la fois de l'aspect multi dimensionnel du tourisme et de son lien fort avec le territoire. Pour cela, le second chapitre de cette thèse sera consacré à la présentation du cadre d'analyse dans lequel s'inscrit notre recherche, couplant économie territoriale et approche par les capacités.

Chapitre 2 : l'approche par les capacités comme cadre de définition du développement territorial

Au terme du chapitre précédent nous avons fait émerger deux caractéristiques du tourisme qui, jusque là, ont peu été appropriées par l'analyse économique. Son lien au territoire d'une part, son aspect multidimensionnel d'autre part. A partir de ce constat une proposition a été faite, celle de coupler les outils d'analyse du territoire avec ceux des approches multidimensionnelles.

L'Approche par les Capacités (AC), élaborée par Amartya Sen, a donné lieu à de nombreux développements tant sur ses aspects méthodologiques qu'empiriques. L'AC a notamment été appliquée à l'étude des inégalités hommes-femmes (Robeyns, 2003b), aux droits des enfants (Biggeri et al., 2006 ; Phipps, 2002 ; Di Tommaso, 2007), sans compter les nombreuses analyses consacrées à l'étude des PED. D'un point de vue plus conceptuel, ces développements concernent par exemple la question de la définition ou non d'une liste de capacités universelles.

Conçue comme un outil de mesure de la liberté individuelle, elle est aujourd'hui revisitée par des chercheurs s'intéressant à l'aspect collectif des libertés (Dubois et al., 2008). Nous interrogerons ainsi l'existence de libertés collectives, qui ne pourraient être construites ni obtenues à l'échelle individuelle. Dans ce cadre, la dimension territoriale des capacités peut également être mise en évidence. En effet, l'intégration de l'espace, puis du territoire, dans l'analyse économique a permis de prendre en compte l'influence des caractéristiques endogènes du territoire sur le développement économique. Cependant, les « inégalités spatiales » telles que définies en économie sont essentiellement mesurées en termes de croissance, de PIB et de facteurs de compétitivité. Or, l'AC propose une analyse du territoire sous un angle novateur, celui de son impact sur les opportunités individuelles.

Le deuxième chapitre de cette thèse a pour objectif d'analyser le territoire en termes de capacités. En effet, l'économie territoriale et l'approche par les capacités sont ici proposées comme deux outils complémentaires d'analyse des dynamiques territoriales. Ce chapitre se structurera en trois étapes analytiques. Tout d'abord, le cadre théorique général de l'approche par les capacités sera posé. Parmi les développements et réflexions existant au sein de la littérature, nous établirons ceux qui sont le plus pertinents pour ce travail de recherche. La section suivante nous permettra, à travers les outils proposés par l'économie, de montrer en quoi le territoire constitue un support pour l'action collective, ce qui en fait un objet de recherche pour l'AC. Enfin, dans une dernière section, nous verrons qu'au-delà de son aspect économique, le territoire est également politique, et peut être considéré comme une structure du vivre ensemble, produisant des capacités que nous qualifierons de territoriales.

Section 2.1 : Des capacités individuelles aux capacités collectives

Dans cette section, notre objectif est de poser le cadre conceptuel de l'approche par les capacités. Dans l'ensemble des courants et développements de l'AC, il s'agit ici de spécifier les éléments que nous retiendrons et dans lesquels nous nous inscrirons pour ce travail de recherche. Le but central est alors de positionner notre thèse dans l'ensemble des réflexions existant.

Pour commencer, une présentation de l'approche telle que pensée et développée par Amartya Sen est proposée. La liberté constitue le concept central sur lequel s'appuie l'auteur. Les capacités sont alors définies comme l'ensemble des opportunités réelles auxquelles ont accès les individus. A partir de cette définition, l'AC peut être considérée comme un outil d'évaluation des politiques de développement, dont l'efficacité sera jugée à l'aune des libertés individuelles qu'elles apportent.

Pour Sen, l'individu doit être placé au centre de l'analyse. Cependant, de nombreuses critiques mettent en avant que, dans un objectif d'évaluation, il est central de tenir compte de la dimension collective des capacités (Alkire, 2005). Dans la littérature, deux conceptions de ces dernières coexistent. La première s'appuie sur la notion d'empowerment¹⁴ : les capacités collectives sont acquises grâce à l'action collective d'un groupe d'individus. La seconde permet de prendre en compte le rôle du contexte dans lequel l'individu se trouve dans la construction des libertés individuelles, en proposant de s'intéresser aux « structures du vivre ensemble ».

Les deux approches sont complémentaires, et nous les étudierons successivement. L'approche par les capacités sera alors utilisée pour prendre en compte les inégalités spatiales. Selon le rapport de la BM (Banque Mondiale) en 2009 (BM, 2009) il existe une très forte corrélation entre le lieu de vie et le niveau de développement. En faisant le choix d'inscrire notre recherche dans les réflexions en termes de capacités collectives, nous verrons que nous disposerons d'outils originaux pour éclairer la dimension spatiale des inégalités.

2.1.1 : L'approche par les capacités

La première partie de cette section sera consacrée à la présentation de l'approche par les capacités. Pour cela, les apports à la fois d'Amartya Sen mais également des différents chercheurs contribuant à son développement seront exposés (voir encadré 4). Elle connaît en effet un succès important, tant auprès des chercheurs que des politiques.

Son aspect pluridisciplinaire a eu pour conséquence la production d'une quantité importante de travaux en économie, sociologie ou encore philosophie. Ces contributions ont ainsi permis de développer et d'enrichir l'approche, en travaillant sur différents aspects de l'AC.

¹⁴ La notion d'empowerment est présente tant dans la littérature francophone qu'anglosaxonne. Le terme permet de conceptualiser une « prise de pouvoir » de groupes d'individus sur leur propre développement, à l'opposé de démarche venant des institutions, et notamment de l'Etat ou des structures internationales.

Elaborée par Amartya Sen, elle s'appuie sur les analyses du bien-être, du développement et de la justice sociale : l'utilitarisme et la théorie des biens primaires principalement. Sen les remet en question, en plaçant la liberté au centre de l'évaluation du niveau de développement et de bien-être, à l'échelle individuelle. En ce sens, l'approche par les capacités constitue un large cadre normatif d'évaluation des arrangements sociaux et des politiques publiques.

Pour finir, nous proposerons une présentation des principaux concepts structurant l'approche. En effet, l'une des particularités du travail de Sen est d'avoir proposé un ensemble de termes originaux permettant d'ouvrir les recherches sur l'analyse du bien-être et, par extension, du niveau de développement. Il est essentiel de maîtriser ces concepts pour mener à bien une recherche dans le cadre de l'AC, et c'est donc une définition de ceux-ci que nous proposerons pour conclure cette sous-section.

Encadré 4 : Les principaux auteurs de l'approche par les capacités

Dans la littérature anglo-saxonne, qui constitue la principale source de réflexion concernant l'approche par les capacités, quatre auteurs centraux contribuent à la construction de l'AC : Amartya Sen, Ingrid Robeyns, Martha Nussbaum et Sabrina Alkire.

Pour commencer, **Amartya Sen** est au fondement de l'approche. Economiste indien, il obtient le prix Nobel d'économie en 1998 pour ses travaux sur la famine, le développement humain et la pauvreté. A ce titre, il est intéressant de citer son ouvrage de 1981 « Poverty and famines : an essay on entitlement and deprivation » dans lequel il démontre notamment que les famines ne sont pas dues au manque de nourriture mais à la façon dont celle-ci est distribuée. L'auteur contribue ainsi à l'enrichissement de la réflexion hétérodoxe en économie, en s'affranchissant du cadre de l'économie libérale. A la fois philosophe et économiste, c'est autour de ces deux disciplines que se construit sa pensée.

C'est également le cas **D'Ingrid Robeyns**, professeur de philosophie et d'économie. Sa contribution à l'approche concerne tout particulièrement les inégalités hommes-femmes. L'auteur propose également des travaux synthétiques sur l'approche, pour une appréhension globale de cette dernière.

Martha Nussbaum est quand à elle philosophe, elle collabore avec Sen à la construction de l'AC. Pour l'auteur, l'approche constitue une théorie de la justice sociale, et permet notamment une réinterprétation de la théorie des biens primaires de Rawls. Elle propose un raisonnement en termes de capacités de base, de libertés fondamentales. Elle se réclame donc de la philosophie morale, c'est-à-dire qu'il est nécessaire de juger une société à travers le prisme de jugements moraux.

Enfin **Sabrina Alkire** est une économiste dont les recherches sont orientées sur les questions de développement humain et de pauvreté multidimensionnelle. Elle est directrice de l'OPHI (Oxford Poverty and Human Development Initiative), un centre de recherche. Elle est également secrétaire de l'HDCA (Human Development and Capability Association). L'auteur travaille essentiellement sur la mesure de la pauvreté multidimensionnelle, de la liberté et du développement humain.

Source : auteur

•Les fondements de l'approche

Le problème central que cherche à résoudre Sen est celui de la base informationnelle à mobiliser pour évaluer le niveau de bien-être des individus. Il va, pour pallier aux limites des théories existantes, placer la liberté au centre de son approche. Celle-ci est au fondement de l'analyse de l'auteur, qui va ensuite élaborer un certain nombre de notions permettant de la structurer.

L'objectif principal d'Amartya Sen est d'interroger les bases informationnelles à mobiliser pour évaluer le niveau de bien-être des individus et donc, par extension, l'efficacité des politiques publiques. Cette question est notamment présente dans son article de 1974 qui questionnait la base d'informations à mobiliser pour évaluer le bien-être (Sen, 1974). Dans cette contribution, que l'on peut considérer comme l'un des articles fondateurs de l'AC, Sen compare l'évaluation du bien-être au sein de trois approches : l'approche utilitariste, l'approche welfariste (qui découle de la précédente) et l'approche en termes de biens premiers de Rawls. Sen émet des critiques sur ces approches, qui seront présentées dans ce point.

L'approche par les capacités s'inscrit à la fois dans la lignée des approches utilitaristes et de la justice sociale. Sen s'appuie en effet sur celles-ci pour développer son cadre théorique, en se demandant quelles informations prendre en compte pour évaluer le développement. Cependant, l'auteur montre que les réflexions en termes d'utilité et de justice sociale ne permettent pas d'évaluer de manière satisfaisante le niveau de développement des individus. Sen élabore donc une pensée originale, l'approche par les capacités, qui propose un cadre d'évaluation permettant de prendre en compte l'aspect multidimensionnel du développement.

Dans un premier temps, l'approche par les capacités s'inscrit dans la lignée de l'approche utilitariste. C'est la première base d'informations liée au bien-être étudiée par l'auteur. Pour l'approche utilitariste, l'objectif d'une politique de développement est de permettre à une société d'atteindre le meilleur « état » possible. L'état d'une société est obtenu en agrégeant l'état de chacun des membres de la société. Deux hypothèses centrales structurent l'approche utilitariste.

Tout d'abord, l'utilitarisme se fonde sur l'hypothèse que tous les individus sont rationnels, et qu'ils vont chercher à maximiser leur intérêt personnel. Toute action individuelle a donc pour objectif une amélioration de l'utilité. La seconde hypothèse constitutive de l'approche est que tous les individus de la société ont les mêmes caractéristiques. C'est « l'homo economicus » : tous les individus sont rationnels et vont donc avoir le même comportement, à savoir celui de chercher à maximiser leur utilité.

L'approche utilitariste mesure le niveau de bien-être par l'utilité atteinte, celle-ci étant fonction des ressources que possède l'individu. Cet élément est le seul que l'approche inclut dans son évaluation du bien-être. L'utilitarisme se fonde donc sur l'hypothèse que tous les individus sont rationnels, et que leur choix de consommation exprime leurs préférences et donc leur niveau de bien-être. Sen remet en cause l'approche, sous différents aspects :

l'hypothèse de rationalité, l'absence de réflexion sur les relations sociales et enfin l'assimilation des ressources possédées au bien-être.

Pour commencer, Sen remet en cause les « hypothèses comportementales » (Bertin, 2005). Il montre que, si l'individu est rationnel, il peut cependant faire des choix guidés par l'émotion, et qui peuvent donc aller à l'encontre de son seul intérêt individuel. Il critique l'approche utilitariste car celle-ci exclut les jugements moraux. Pour illustrer cela, un exemple proposé par Robeyns (2005) est particulièrement pertinent. Cet exemple montre que l'approche utilitariste ne permet pas de prendre en compte les différences de salaire entre les hommes et les femmes. Pour les utilitaristes il n'y a pas de problèmes à ce que les femmes soient payées moins que les hommes, tant que celles-ci sont « satisfaites » d'un salaire inférieur. En excluant les jugements moraux de la base d'information, les analyses utilitaristes produisent donc une réflexion « contre-intuitive » puisqu'elle occulte le fait que dans la réalité ces inégalités salariales constituent un enjeu, notamment pour les politiques publiques.

De plus, l'approche utilitariste ne prend pas en compte l'inscription de l'individu dans un contexte social, ni les relations entre les individus. Ainsi, le comportement d'un individu peut-être influencé par les structures sociales dans lesquelles il se trouve, mais également par les relations qu'il entretient avec d'autres personnes. Cela remet en question l'hypothèse du comportement individuel rationnel. En effet, une personne peut agir dans l'intérêt d'autrui plutôt que dans son propre intérêt, ce qui implique de nuancer l'approche utilitariste.

Ensuite, Sen remet en cause l'assimilation entre les ressources des individus et leur niveau de bien-être. Pour l'auteur, le niveau de vie d'un individu ne dépend pas seulement des ressources qu'il possède mais également de sa capacité à transformer ses ressources en réalisations (Sen, 1979). Ainsi, des individus ayant le même niveau de ressources n'auront pas obligatoirement le même niveau de bien-être. Pour illustrer cela, un exemple connu de Sen consiste à comparer deux personnes possédant un vélo. L'approche classique en termes d'utilité conférerait à ces deux individus le même niveau de bien-être. Cependant, si l'un des deux individus est une femme, et vit dans un pays où les femmes n'ont pas le droit de circuler librement, alors ces deux individus n'auront pas le même niveau de bien-être.

Cette seconde critique est également liée à un autre point que l'approche par les capacités interroge, l'assimilation du niveau de développement à la croissance. Les approches économiques classiques considèrent que la croissance, et donc l'augmentation du PIB, constitue une mesure pertinente pour l'évaluation des politiques de développement. Or comme le note notamment Nussbaum (2003) la croissance n'est pas forcément un bon indicateur de l'efficacité des politiques publiques. Ainsi, dans le cas de l'étude des inégalités hommes-femmes, la croissance ne constitue pas toujours un facteur d'amélioration des conditions de vie pour les femmes. En d'autres termes, ce ne sont pas elles qui bénéficient de ses retombées.

L'approche par les capacités constitue donc une critique des approches classiques de la croissance. En effet le développement est mesuré, de manière classique, par l'augmentation du PIB. Cependant, Sen montre que le PIB ne suffit pas à mesurer le développement (tableau 9). Ce tableau montre qu'il n'y a pas de corrélation directe entre le niveau de PIB et l'espérance de vie. L'Afrique du Sud, par exemple, qui a le PIB le plus élevé, a par ailleurs l'espérance de vie la moins longue.

Tableau 9 : PIB et espérance de vie : comparaison entre pays

PAYS	PIB en 1984 en dollars	Espérance de vie en 1984 en années
AFRIQUE DU SUD	2,340	54
MEXIQUE	2,040	66
BRESIL	1,720	64
SRI LANKA	360,0	70
CHINE	310,0	69

Source : Sen, 1988, notre traduction

Pour Sen (1995) le développement ne se mesure donc pas au niveau de revenus ou de ressources. Comme le montre Perrin (2004) l'économie classique a eu tendance à assimiler la croissance et le bien-être, et l'utilisation du PIB, comme nous venons de le montrer, présente des limites. Si le PIB n'est pas à même de capter le niveau de développement réel d'un Etat, il est également démontré qu'il inclut des éléments négatifs dans son calcul. Ainsi, la consommation d'essence par exemple va augmenter le PIB, alors qu'en réalité cela a un impact négatif sur l'environnement.

L'approche par les capacités constitue également une remise en question des approches welfaristes, qui découlent de l'utilitarisme. Pour le welfarisme, le niveau de développement d'une société peut être jugé uniquement sur le niveau des utilités individuelles au sein de cette société. En outre, le niveau de développement global de la société peut être évalué à partir du niveau de la personne qui a la moins bonne position au sein de cette société. Sen critique l'approche principalement pour deux raisons. D'une part, l'évaluation du développement se base sur les gains et les pertes en termes d'utilité. D'autre part, et c'est là la principale critique de Sen, aucune autre information que celle relative à l'utilité n'est prise en compte pour évaluer le niveau de bien-être dans une société. Or, pour Sen, cela exclut des informations nécessaires à cette évaluation.

Sen critique également les théories de la justice sociale même si, encore une fois, l'auteur prend appui sur celles-ci pour développer son analyse. L'auteur critique particulièrement la théorie des biens primaires, élaborée par Rawls. Pour cet auteur, une société juste est une société qui répartit les biens primaires de manière équitable. Ceux-ci sont définis comme un ensemble de biens que tout individu désire posséder. Ceux-ci comprennent la liberté, la richesse, ou encore la liberté de mouvement.

Pour Sen (1988), l'index des biens premiers peut être vu comme un index des libertés. En effet, l'auteur montre que le niveau de liberté d'une personne est fortement

corrélé avec la quantité des biens dont elle dispose. L'auteur souligne cependant qu'il existe des limites à cette théorie. En effet, la capacité d'une personne à transformer les biens premiers en réalisations dépend des circonstances.

Les biens premiers ne reflètent pas les désavantages d'une personne qui a plus de besoins ou qui a plus de difficultés à convertir les biens qu'elle possède en réalisations (Sen, 1988). La théorie de Rawls ne prend donc pas en compte la diversité humaine, dans le sens où les personnes auront besoin d'un niveau différent de biens premiers pour atteindre le même niveau de bien-être (Robeyns, 2005). Les caractéristiques sociales et personnelles peuvent différer, et cela peut induire des variations interpersonnelles dans la conversion des biens premiers en réalisations (Sen, 1995).

Rawls utilise les biens premiers pour réaliser des comparaisons entre les individus sur leur niveau de bien-être. Or, Sen montre que les biens que les individus possèdent ne doivent pas être considérés comme des fins pour le développement, mais comme des moyens. En d'autres termes, ce ne sont pas les biens qu'un individu possède qui constituent son niveau de bien-être, mais ce que ces biens vont lui permettre de réaliser.

Comme pour l'utilitarisme, Sen remet en question l'approche de Rawls dans la mesure où, dans le cadre de sa réflexion, Rawls considère que tous les individus sont identiques. Cela signifie, dans cette conception du bien-être, que si toutes les personnes d'une société ont le même niveau de biens premiers, elles auront alors le même niveau de liberté. Or, ce qui compte et qui va être constitutif de la liberté des individus, c'est leur capacité à transformer ces biens en réalisations qu'elles valorisent.

Dans son article de 1979 « Equality of what » Sen propose d'élaborer une méthode d'évaluation du niveau de bien-être combinant les différentes approches existantes, tout en enrichissant les bases d'informations qu'elles mobilisent. En effet pour l'auteur, l'égalité utilitariste et l'égalité rawlsienne ne fournissent pas une base suffisante pour prendre en compte les aspects « moraux » de l'égalité. Sen propose alors une approche mettant la liberté au centre de l'évaluation. En suivant Ayadi et al. (2005) nous dirons que l'approche par les capacités est venue enrichir le modèle standard en incorporant dans le bien-être des éléments relatifs à la qualité de l'existence humaine.

• La liberté au centre de l'approche par les capacités

A partir de ces critiques de l'approche utilitariste et de la théorie des biens premiers de Rawls, Sen propose une structure d'évaluation du développement fondée sur la liberté, sur les « capacités ». Pour l'auteur : « *It is arguable that what is missing in all this framework is some notions of « basic capabilities » : a person being able to do certain basic things*¹⁵ » (Sen 1979, p.218). Plutôt que de se focaliser, pour évaluer le développement, sur le niveau de ressources, de revenu, sur le bien-être ou encore sur le « bonheur », l'approche par les capacités se donne comme base d'évaluation le niveau de liberté des individus.

¹⁵ Il est possible d'affirmer que ce qu'il manque dans ces travaux est la notion de « capacités de base » : la capacité d'une personne à accéder à certaines réalisations de base.

Comme le souligne Nussbaum (2003) Sen se positionne contre le courant dominant de la croissance économique comme indicateur de la qualité de vie d'un pays. Sen insiste sur l'importance des capacités, ce qu'une personne est réellement capable de faire ou d'être. Pour l'auteur, le développement peut être appréhendé comme un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus (Sen, 1999). Le niveau de développement doit se mesurer au niveau de liberté qu'ont les individus de réaliser des objectifs qu'ils se sont fixés.

L'approche par les capacités a été utilisée, analysée et discutée au sein de nombreuses disciplines scientifiques, ce que montre la revue de littérature proposée par Robeyns (2005). Comme le souligne l'auteur, l'approche par les capacités, par sa nature interdisciplinaire, a fait l'objet de nombreuses recherches, qui constituent donc un ensemble de contributions à son élaboration.

La notion de liberté est au centre de l'approche par les capacités, et des réflexions de Sen. Différentes remarques doivent être faites concernant cette notion pour mieux comprendre la démarche de l'approche par les capacités. Tout d'abord, Sen défend une vision positive de la liberté. Il existe dans la littérature une vision positive et une vision négative de la liberté. Au sein du courant économique dominant, c'est la vision négative qui est la plus présente. Dans cette vision, la liberté est considérée comme une absence de contraintes. La vision de Sen est celle d'une liberté positive, c'est-à-dire de la possibilité pour les individus de réaliser des choses auxquelles ils accordent de la valeur.

Ensuite, Sen distingue la valeur intrinsèque et la valeur instrumentale de la liberté. En économie classique, c'est essentiellement sa valeur instrumentale qui est prise en considération. Pour Sen, la liberté a certes une valeur instrumentale, mais elle a également une valeur en elle-même (Sen, 1988). Cela signifie qu'elle est à la fois une fin et un moyen pour le développement. La liberté est donc un objectif du développement. Ce qui est important c'est que les personnes aient la liberté de vivre le style de vie qu'elles souhaitent, qu'elles puissent faire les choses qu'elles souhaitent réaliser et être les personnes qu'elles souhaitent être. Les arrangements sociaux peuvent donc être évalués en lien avec l'extension des libertés individuelles et des réalisations auxquelles les individus accordent de la valeur.

Un autre point central à souligner concernant l'approche par les capacités est que celle-ci a pour objectif de prendre en compte la diversité des être humains. Pour Sen (1995) la diversité des êtres humains se matérialise d'une part par des objectifs différents et d'autre part par des variations dans leur capacité à convertir les ressources en libertés réelles. Tout d'abord, Sen souligne que les individus divergent dans les buts qu'ils valorisent.

Ainsi, la focalisation de l'approche classique sur le revenu exclut cet aspect des variations entre les individus. En effet, un même niveau de revenu entre deux personnes ne signifiera pas qu'elles ont atteint le même niveau de développement. Si, par exemple, l'une des deux personnes souffre d'un handicap, elle n'aura pas le même niveau de bien-être qu'une autre personne n'ayant aucun problème particulier.

En outre, les individus varient dans leur capacité à convertir les biens en réalisations, comme cela a déjà été abordé dans le point précédent. Ces différences sont dues à la fois aux caractéristiques personnelles et sociales des personnes. Ainsi, la capacité d'un individu à transformer les biens et ressources dont il dispose en réalisation qu'il valorise dépend à la fois de ses caractéristiques personnelles et des caractéristiques de la société dans laquelle il évolue. Ce que les personnes valorisent varie entre les personnes et entre les lieux.

L'approche par les capacités permet également d'interroger l'assimilation entre richesse et niveau de bien être. Cela revient à distinguer les moyens et les fins du développement. Si les biens qu'un individu possède peuvent constituer des moyens pour le développement, ils ne constituent en aucun cas le but du développement. Le développement doit donc être considéré comme un processus permettant d'élargir le choix des personnes, et non pas comme un moyen d'augmenter la richesse des personnes. Les « moyens » ne sont donc que des instruments permettant d'atteindre les buts du développement.

Ainsi, les biens qu'un individu possède n'ont de valeur que par rapport à ce qu'ils permettent de réaliser. L'approche distingue d'un côté les biens et les services (les moyens) et de l'autre les capacités et les fonctionnements (les objectifs). Ce sont donc les caractéristiques des biens qui leurs confèrent un intérêt. Par exemple, ce n'est pas la possession d'un vélo en elle-même qui est intéressante pour un individu, mais c'est la capacité que le vélo donne d'aller d'un endroit à un autre (Robeyns, 2005b).

L'individu peut également « désirer » posséder un vélo, plutôt que d'en avoir besoin. C'est alors le statut social conféré par l'objet qui sera important, et non pas l'objet lui-même. Cela renvoie à la « consommation des signes » dont une analyse est proposée par le sociologue Jean Baudrillard (1968). L'auteur montre que ce ne sont pas les objets eux-mêmes qui ont un intérêt, ni leur utilité, mais leur « matérialité ». Ce sont les « signes » qui sont consommés (jeunesse, puissance, statut social...). Cela va dans le sens des constats fait précédemment. La richesse n'est pas constituée par la possession du bien en lui-même, mais par les caractéristiques de ce bien, en l'occurrence ici, les signes associés à celui-ci.

L'approche par les capacités constitue donc un large cadre de réflexion concernant l'évaluation du bien être individuel et des arrangements sociaux, l'élaboration des politiques et le changement social dans la société. La principale caractéristique de l'approche est de se focaliser sur ce que les gens sont réellement capables de faire ou d'être, sur leurs capacités. A ce titre, l'approche intéresse autant les chercheurs que les ONG (Organisations Non Gouvernementale) ou encore les politiques. L'AC peut être utilisée dans différents contextes, tant pour les pays développés que pour les pays en développement.

Pour ces derniers, notamment, Sen distingue au sein des capacités les « capacités de base ». Les capacités de base constituent un sous-ensemble des capacités. Elles font référence à la capacité de faire certaines choses qui sont nécessaires pour survivre. Elles renvoient ainsi à la liberté de faire des choses nécessaires pour être en dehors de la pauvreté. Pour Sen donc, la pauvreté est définie comme une privation des capacités de base. Si l'approche est particulièrement pertinente pour l'analyse des politiques de développement dans les PED, elle s'adapte également à des analyses menées dans les

pays développés. En effet, dans tous les contextes, les politiques sont évaluées par rapport à leur impact sur les capacités.

Cette approche permet de prendre en compte les dimensions du développement humain, de se donner une base pour l'évaluation de la multi dimensionnalité du développement humain (Alkire, 2002). L'objectif de justice et de réduction de la pauvreté est d'augmenter les libertés dont sont privées les personnes (Alkire, 2005). Le premier but du développement est d'élargir le choix des personnes de vivre la vie qu'elles veulent (Krishnakumar, 2007). Pour Sen, contrairement à l'approche en termes de biens primaires par exemple, la question n'est pas de savoir ce qu'est une bonne vie ni sur quels critères elle se définit, mais de savoir quelles sont les opportunités de choisir son style de vie (Anand et al., 2005).

En ce sens, l'approche par les capacités s'inscrit bien comme un cadre d'évaluation des politiques publiques alternatif aux théories de la justice sociale. Celles-ci sont définies par Arnspenger et Van Parijs (2003, p.10) comme « *l'ensemble des principes qui régissent la définition et la répartition équitable des droits et des devoirs entre les membres d'une société* ». Les théories de la justice sociale impliquent un jugement moral, ce qui n'est pas le cas dans le cadre de l'approche par les capacités, qui propose comme espace d'évaluation celui des libertés.

Le développement économique correspond donc à l'expansion des libertés réelles dont disposent les individus. Nous avons raison d'accorder de la valeur à d'autres choses que le revenu et la richesse. Si l'expansion des capacités humaines peut être influencée par la croissance, il y a beaucoup d'autres influences (Drèze et Sen, 1995). A ce titre, l'exemple développé par Bebbington (1999) est particulièrement pertinent. L'auteur souligne les échecs des politiques de développement rural dans les Andes. Il montre ainsi que ces politiques seraient plus efficaces si elles prenaient en compte les perceptions qu'ont les individus de leur développement et de leur bien-être.

L'auteur émet en effet l'hypothèse que les projets de développement ne sont pas adaptés aux attentes de la population. Le cadre de l'AC est alors utilisé pour appréhender les perceptions qu'ont les individus de leur bien-être et de leur pauvreté. Cela montre que les perceptions vont orienter leurs stratégies de développement et leurs choix de moyens de subsistance.

Ainsi cette analyse met en évidence toute l'étendue qu'offre l'AC. En s'attachant à mesurer le bien-être à travers les perceptions des individus plutôt que par leur revenu, il est alors possible de mieux comprendre leur stratégie, et ainsi d'orienter les politiques publiques. De manière plus générale, pour citer Sen (1988, p.280) : « *Focusing on freedom may have quite profound implications for the choice of policy and the evaluation of achievements in developing countries. It is important to see positive freedom in the right space-not commodities and incomes, but functionings and capabilities* »¹⁶. Le développement doit

¹⁶ Focaliser sur la liberté peut avoir d'importantes implications pour le choix politique et l'évaluation des réalisations dans les pays en développement. Il est important d'analyser la liberté positive dans le bon espace-pas celui des biens et revenus, mais celui des fonctionnements et des capacités.

permettre d'améliorer les libertés humaines, d'accomplir des réalisations auxquelles les individus ont raison d'accorder de la valeur.

L'une des principales caractéristiques de l'AC est de ne pas donner de recommandations en matière d'évaluation. Si certains auteurs, tels que Nussbaum, cherchent à définir une liste de capacités universelles, cette démarche s'inscrit dans une théorie philosophique de la justice (Robeyns, 2005). L'une des forces de l'approche est justement de laisser le champ libre à l'évaluation, qui peut s'adapter à tous les contextes. Pour cela, il convient de présenter un ensemble de concepts issus des réflexions en termes de capacités, sur lesquels cette recherche s'appuiera pour évaluer l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux. En effet, ces concepts offrent une structure de réflexion pour l'évaluation des stratégies de développement possibles sur les territoires.

- Les principaux concepts de l'approche

L'approche par les capacités propose un cadre pour analyser les processus de développement. Elle constitue un travail normatif pour l'évaluation et l'estimation du bien-être individuel et des arrangements sociaux, l'élaboration des politiques et les propositions sur le changement de la société (Robeyns, 2005). Pour cela, plusieurs notions, développées par Sen, structurent l'approche. Ces notions constituent le cadre de l'approche par les capacités, et permettent de conceptualiser les questions de développement. Ainsi, le dernier point de cette section proposera une définition des notions de bien-être, d'agencéité, de capacités, de fonctionnements et de facteurs de conversion.

Le concept central de l'approche développée par Sen est celui de capacité. Les capacités constituent la première base d'information concernant les questions de bien-être et de développement (Sen, 1993). Elles sont définies comme l'ensemble des libertés réelles dont disposent les individus. Le concept de capacité permet de mettre l'accent sur ce que les personnes sont capables de faire ou d'être, pas sur ce qu'elles consomment ou sur le revenu (Robeyns, 2003a). Elles correspondent donc à la liberté qu'a un individu ou un groupe de promouvoir ou d'atteindre des fonctionnements de valeur. C'est l'ensemble des opportunités que peut saisir un individu (Alkire, 2005).

Les capacités permettent donc de conceptualiser la liberté, celle de choisir le mode de vie valorisé. C'est un espace d'évaluation universel, permettant de quantifier la pauvreté, les inégalités, l'efficacité des politiques de développement. En proposant l'espace des capacités comme espace d'évaluation, Sen offre un cadre pouvant s'adapter à tous les contextes, et toutes les analyses.

Les capacités sont le résultat des différentes combinaisons de fonctionnements qu'une personne peut mettre en œuvre. Ainsi, de manière plus formelle, la représentation des capacités d'une personne est l'ensemble des n-tuples fonctionnements parmi lesquels une personne peut choisir. En d'autres termes, si les fonctionnements sont un point dans l'espace, les capacités sont un ensemble de points. Les fonctionnements sont différentes choses qu'une personne peut aspirer à faire ou à être. Ils représentent divers aspects de la vie auxquels les individus accordent de la valeur (Alkire, 2005).

Parmi cet ensemble, l'approche distingue les fonctionnements potentiels et les fonctionnements réalisés. Les premiers constituent un potentiel, un ensemble de choix qu'une personne peut effectuer, les seconds représentent les choix réellement effectués par les individus. Ce sont les « being and doing », les réalisations et les états qu'une personne atteint. Les fonctionnements sont ce qu'un individu fait ou est. Ainsi, si deux situations peuvent être équitables en termes de fonctionnements, elles ne le sont pas forcément en termes de capacités. Un exemple couramment utilisé dans la littérature concernant les capacités permet d'éclairer ce point. Deux personnes réalisent le fonctionnement « ne pas manger ». L'une des deux personnes poursuit une grève de la faim, alors que la seconde subit une famine. Ces deux personnes ont le même niveau de fonctionnement, mais pas le même niveau de capacités, puisque l'une des deux pourrait réaliser le fonctionnement « manger » si elle le décidait.

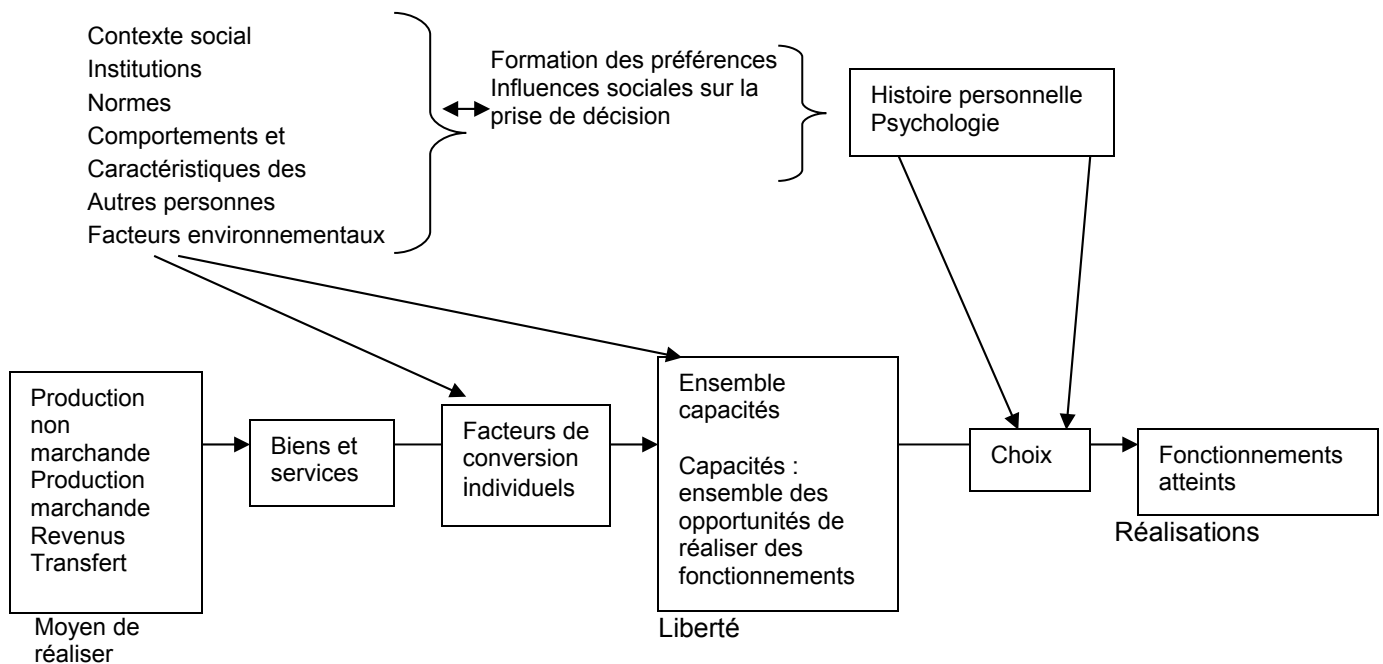
Pour Sen, comme cela a déjà été souligné dans les points précédents, les biens et les ressources qu'un individu possède n'ont de valeur que par leurs caractéristiques. Ainsi, par exemple, le pain n'est considéré que pour sa capacité nutritive. L'approche par les capacités s'intéresse donc également aux « fonctions de conversion » : la capacité d'un individu à transformer les caractéristiques de biens en fonctionnement. Robeyns (2005), distingue trois types de facteurs de conversion :

- personnels : métabolisme, condition physique, sexe, habilité, intelligence,
- sociaux : politiques publiques, normes sociales, discrimination,
- environnementaux : climat, localisation géographique.

Comme le souligne Ayadi et al. (2005) l'AC prend donc en compte la diversité humaine de deux façons : d'une part, en prenant en compte les fonctionnements et les capacités. D'autre part, en analysant les facteurs de conversion. La capacité d'une personne à transformer ses biens en réalisations dépend de ses caractéristiques individuelles et de son environnement. Ainsi comme le montre Perret (2006), cela conduit à regarder la société d'un point de vue qui n'est pas celui de l'individualisme méthodologique. La richesse d'une société n'est pas uniquement constituée par des éléments matériels mais également par les liens qui se forment entre les individus.

En outre, il existe une relation, un dialogue entre l'individu et son environnement. Ce dernier va influencer sur les références qu'a une personne, son identité, ses perceptions. L'action n'est pas uniquement individuelle, elle s'inscrit dans un cadre, celui de la société. La figure 4, traduite de Robeyns (2005), propose de visualiser la structure de l'approche.

Figure 4 : Ensemble des capacités individuelles. Contexte social et personnel



Source : Robeyns (2005), notre traduction

Ce schéma montre qu'il existe une articulation entre les caractéristiques personnelles et celles liées à l'environnement d'une personne, ses choix et ses capacités. Cela signifie que les politiques vont avoir un effet de levier sur l'ensemble des capacités individuelles.

Le bien-être d'un individu dépend de sa capacité à transformer ses ressources en fonctionnements. Il est possible de juger de la qualité de vie d'un individu en se basant sur sa capacité à atteindre des réalisations (Clarck et Mozzafar, 2005). Le bien-être est donc défini comme l'utilité retirée de son ensemble capacités. Il est possible d'illustrer le lien entre les caractéristiques des biens et les fonctionnements qu'ils permettent d'atteindre à travers le tableau 10 proposé par Clarck (2005) dans le contexte de l'Afrique du Sud. Ce tableau permet de comprendre la différence entre les biens, leurs caractéristiques, et les réalisations qu'ils permettent d'atteindre.

Ainsi, pour prendre l'exemple des vêtements, proposé dans ce tableau, ceux-ci peuvent avoir différentes caractéristiques, qui vont également induire des fonctionnements distincts. Pour commencer, les vêtements peuvent être basiques. Dans ce cas, les fonctionnements que leur possession permettra d'atteindre seront eux-mêmes basiques : se protéger du froid par exemple. Ensuite, ils peuvent être de qualité. Dans ce cas, les fonctionnements réalisés seront plus complexes, jusqu'à atteindre celui que les auteurs appellent « être heureux ».

Tableau 10 : Quelques exemples de biens et d'activités, leurs caractéristiques et les réalisations qu'ils permettent d'atteindre

Biens/activités	Caractéristiques	Fonctionnements
1. Coca-cola (et autres boissons sans alcool)	<ul style="list-style-type: none"> - peu de protéines et de graisses - beaucoup de sucres - hydratation - propre, sain et hygiénique - propriétés médicales - pouvoir de persuasion - produit à la mode - rôle social 	<ul style="list-style-type: none"> - nourrissant - fournit de l'énergie, mais abîme les dents - hydrate, étanche la soif - évite d'être en mauvaise santé - soulage les problèmes gastriques - avoir le sentiment d'être « transporté » à l'Ouest - être à la mode - favoriser les activités sociales
2. Vêtements	<ul style="list-style-type: none"> - Vêtements basiques - Vêtements de qualité 	<ul style="list-style-type: none"> - se protéger des éléments - éviter d'être embarrassé - être élégant, éviter d'avoir honte - éviter d'être embarrassé - être attirant et à la mode - atteindre un certain statut - être heureux
3. Bon logement	<ul style="list-style-type: none"> - solide, bien construit, bien isolé, spacieux, propre et hygiénique, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - être protégé des éléments - sécurité - respect de soi et intimité - tranquillité d'esprit - être fière, atteindre un certain statut - être en bonne santé - être heureux
4. Pratiquer un sport	<ul style="list-style-type: none"> - exercice - acquérir des compétences - activité sociale - esprit d'équipe - compétition - aide à avoir une position et du prestige 	<ul style="list-style-type: none"> - forme physique - acquérir des compétences - améliorer sa vie sociale - plaisir - développer l'esprit d'équipe - amour de la compétition - atteindre une certaine position et avoir du prestige

Source : D'après Clarck (2005), notre traduction

Une dernière distinction fondamentale de l'approche par les capacités structure également cette dernière. Sen distingue agencéité et bien être. L'agencéité (traduction du mot anglais « agency ») est définie comme la capacité d'un individu à définir des buts et à les atteindre. Ces buts peuvent ne pas avoir de liens avec le bien-être direct de la personne. L'agencéité peut être liée à la participation à la vie de la collectivité. Cette notion permet de conceptualiser la capacité d'une personne à agir en fonction de buts qui sont importants pour elle (Alkire, 2005). L'agencéité constitue le succès d'une personne dans la poursuite de tous ses buts et ses objectifs, pas seulement ceux liés à son bien-être.

Pour conclure, selon Sen, l'approche par les capacités offre deux espaces d'évaluation. La position d'une personne dans les « arrangements sociaux » peut être jugée dans deux perspectives différentes : les réalisations actuelles et la liberté de réaliser (Sen, 1995). Les capacités et les fonctionnements réalisés constituent donc deux mesures du niveau de développement d'un individu.

L'AC constitue une démarche englobante, permettant d'élargir l'espace d'évaluation du développement. En d'autres termes, l'AC met en évidence qu'il existe d'autres informations intéressantes pour l'évaluation du bien-être et de la qualité de vie que celles prises en compte par le courant économique dominant (Gasper 2007). L'auteur dégage six caractéristiques principales de l'approche :

- un guide pour utiliser une large variété de sources d'informations,
- un langage, avec des catégories originales, pour décrire cette variété,
- une définition des priorités au sein des catégories, et notamment au sein des capacités,
- le principe que cette définition des priorités doit être raisonnée,
- le principe que la définition des priorités pour les groupes doit faire l'objet d'un débat public et d'une décision démocratique,
- l'AC permet de définir des capacités de base et un seuil de pauvreté.

L'approche permet donc de valoriser d'autres aspects du développement que le revenu et la croissance. Elle offre un cadre à la fois théorique et méthodologique d'évaluation des inégalités.

Cependant, plusieurs critiques peuvent être émises à l'encontre de l'approche par les capacités. L'une d'entre elles porte sur l'aspect trop individualiste de l'approche, ce que nous développerons dans le point suivant. Pour dépasser ces critiques, la notion de capacités collectives est alors proposée. En effet, de nombreuses recherches s'interrogent sur l'influence des structures sociales, de la société mais également de l'action collective dans la définition du bien-être individuel.

2.1.2 : Les développements en termes de capacités collectives

En focalisant son attention sur l'évaluation du bien-être à l'échelle individuelle, l'approche par les capacités ne permettrait pas de faire des recommandations, car elle ne prend pas en compte le rôle de l'action collective, des institutions et des autres structures sociales (Alkire, 2008). Comme le souligne Evans (2002), si l'AC fournit un cadre particulièrement riche pour l'analyse du développement, elle ne doit pas juste être « admirée », elle doit également être construite.

Les réflexions sur la dimension collective des capacités participent de cette construction. Elles permettent de prendre en compte un aspect du développement laissé dans l'ombre par le travail de Sen, à savoir l'influence du collectif dans l'amélioration du bien-être et des conditions de vie.

Pour Sen, l'individu et la seule unité morale. Dans un premier temps, ce point s'attachera à analyser les relations entre celui-ci et le collectif dans l'œuvre de Sen. Ainsi, la

façon dont l'auteur tient compte des structures sociales et du contexte dans lequel l'individu évolue sera présentée. A partir de ces réflexions, l'intégration de la dimension collective dans la littérature sera exposée. Deux visions coexistent au sein des travaux en termes de capacités collectives, et deux définitions de ces dernières y sont proposées.

- La dialectique individuel/collectif dans le travail d'Amartya Sen

Robeyns (2005), fait état d'un certain nombre de débats liés à la dimension individualiste de l'approche par les capacités. Trois principales critiques sont adressées, sur ce sujet, à l'approche de Sen. Tout d'abord, le fait que l'approche par les capacités soit une approche trop individualiste. Elle relève de l'individualisme méthodologique : l'individu préexiste à la société, et toutes les entités sociales peuvent être étudiées à partir des individus qui les composent. Le niveau de développement doit être mesuré à l'échelle individuelle. Il est possible de répondre à cette critique en avançant que Sen s'inscrit dans un individualisme « éthique », c'est-à-dire que l'individu est l'unité morale de référence.

En cela, l'approche de Sen se distingue en effet de l'individualisme méthodologique. Pour l'auteur, la société n'est pas la simple somme des individualités, mais elle est bien supérieure à cette somme. Cependant, c'est l'individu qui doit faire l'objet de l'évaluation, car il constitue la cible principale des politiques de développement. C'est l'augmentation du niveau de liberté à l'échelle individuelle qui importe.

Ensuite, l'un des reproches fait à l'AC et que celle-ci n'accorde pas suffisamment d'attention aux groupes. Or Robeyns répond à cette critique en disant qu'il existe beaucoup de recherches cherchant à déterminer les capacités moyennes d'un groupe. La dernière critique mise en évidence par l'auteur est le fait que l'AC ne tient pas compte des structures sociales.

Les réponses de Robeyns (2005) aux critiques faites à l'approche développée par Sen sont, à notre sens, légitimes. En effet, Sen n'occulte pas la dimension sociale des capacités. L'auteur définit des facteurs de conversion, liés certes aux caractéristiques personnelles des individus, mais également aux caractéristiques sociales et environnementales. Cependant, les recherches de Sen ainsi que les développements de l'approche par les capacités ne tiennent pas compte du pouvoir de l'action collective. Ainsi, ce ne sont pas les « capacités moyennes » des individus d'un groupe qu'il est intéressant de définir, mais bien des capacités de groupe.

Pour Alkire (2008), la réflexion en termes de capacités collectives n'est valable que si ces capacités sont valorisées par l'ensemble des individus du groupe. Or, les capacités collectives peuvent résulter d'une action collective sans pour autant être valorisées par l'ensemble du groupe, puisqu'elles résultent de l'exercice de l'agencéité de chaque individu.

Ainsi, la notion d'agencéité est centrale pour l'analyse du lien entre l'individu et le collectif au sein de l'approche. Sen (1985), montre qu'il est possible de se placer dans deux perspectives pour analyser les individus : le bien-être et l'agencéité. La liberté de bien-être se concentre sur la capacité d'une personne à avoir différents vecteurs de fonctionnements

et à profiter du bien-être associé à ces fonctionnements. La liberté d'agence d'une personne fait référence à ce qu'une personne est libre de faire en lien avec la poursuite de tous les buts et de toutes les valeurs qu'elle considère comme importants. Le bien être ne constitue donc pas la seule motivation des personnes.

Sen cherche ainsi à intégrer la dimension collective et les interactions interindividuelles dans l'analyse du développement, à l'encontre de l'analyse classique, pour laquelle la seule motivation des individus est la recherche de leur bien-être. En montrant que les individus peuvent poursuivre d'autres buts, Sen introduit un nouvel aspect des questions de développement. Ainsi pour l'auteur, bien-être et agencéité sont liés, et s'influencent.

L'agencéité constitue donc l'une des bases de la prise en compte de la dimension collective dans la formation des capacités. Elle se définit comme la capacité de décider de ses actions de manière autonome (Lallau et Dumbi, 2008). L'agencéité n'est donc par forcément liée au bien-être de l'individu, elle constitue la capacité de l'individu à participer à l'action sociale, et à formuler des buts pour la collectivité plutôt que pour lui-même.

A la suite de Panet et Duray-Soundron (2008), il est donc possible de distinguer liberté de bien-être et liberté d'agent. La liberté de bien-être est la liberté d'une personne de vivre le style de vie qu'elle valorise, et ainsi de satisfaire son bien-être individuel. La liberté d'agent correspond à la liberté d'une personne de formuler et d'adhérer à des buts plus généraux, pour l'ensemble de la société dans laquelle elle vit.

La notion d'agencéité permet d'établir une distinction entre l'individu et l'agent, l'individu devenant agent lorsqu'il dépasse la recherche unique de son bien-être personnel. La possibilité pour un individu de devenir agent dépend bien sûr de ses capacités individuelles, et notamment de sa « capacité d'affiliation » définie par Nussbaum (2000), comme la capacité à :

- vivre avec les autres, reconnaître et se sentir concerné par le bien-être des autres, s'engager dans différentes formes d'interaction sociale ; se mettre à la place de l'autre et éprouver de la compassion pour sa situation,
- avoir des bases sociales d'estime de soi, de respect et de dignité.

La capacité d'affiliation correspond donc à la capacité de l'individu à s'inscrire dans un groupe, et avoir de la considération pour d'autres personnes. Elle fait également référence à la capacité de l'individu à se confronter au regard de l'autre.

Une autre capacité joue un rôle dans la construction de l'agencéité, celle que Nussbaum (2000) intitule « contrôle sur son environnement », qui permet : d'être capable de participer réellement aux choix politiques qui gouvernent sa vie ; d'avoir le droit à la participation politique, la liberté d'expression et d'association.

Ce sont donc les capacités individuelles qui constituent l'agencéité, c'est-à-dire la capacité à agir pour l'intérêt collectif. Cela nous amène à nous interroger sur l'interaction entre l'individu et son environnement, au sens large. L'approche de Sen tient compte de l'influence des structures sociales sur le comportement et les capacités individuelles. Les facteurs de conversion prennent en compte les caractéristiques sociales et

environnementales. Ainsi, Sen parle de « capacités socialement dépendantes », c'est-à-dire issues de l'action sociale. Cependant, un aspect de la dimension collective du bien être individuel est occulté par l'approche de Sen. En effet, l'auteur n'aborde pas la question de capacités que les individus ne pourraient atteindre que par la mise en commun de leurs capacités individuelles.

•Action collective et capacités

Une partie des développements de l'approche par les capacités cherchent à mettre en évidence l'influence de l'action collective sur l'acquisition des capacités. Ainsi pour De Herdt et Batiaensen (2009, p.321) : « *dans presque tous les contextes pertinents, les conditions réelles dans lesquelles les gens agissent sont déterminées en premier lieu par un ensemble avec d'autres êtres humains* ». L'objectif, comme le souligne Panet et Duray-Soundron (2008) est donc de prendre en compte le fait que l'individu n'accroît ses libertés et sa capacité d'action qu'à travers un groupe. Ainsi, la construction des capacités collectives peut être un acte collectif plutôt qu'individuel (Ibrahim, 2008). C'est alors le groupement des ressources des individus qui permet l'accès à des capacités supérieures.

Pour influencer sur le contexte dans lequel ils se trouvent, les individus doivent avoir recours à l'action collective. Ainsi pour De Herdt et Abega (2008, p.216) : « *de l'exercice des capacités de base d'une personne découle son agencité, c'est-à-dire la capacité de cette personne à être et à agir en tant qu'acteur social ; l'agrégation des acteurs sociaux permet la formation d'une capacité collective, qui elle-même rend possible l'action collective* ».

Les groupes jouent un rôle direct dans la construction du bien-être des individus, l'élargissement des capacités, mais influencent également les valeurs et les préférences qui vont déterminer les capacités que les individus vont valoriser (Stewart, 2005).

La prise en compte de la dimension collective des capacités permet donc d'évaluer l'impact de l'action collective sur le développement. En effet, l'objectif est bien d'analyser en quoi l'action de groupes d'individus peut avoir un impact sur l'amélioration des conditions de vie de chacun d'eux. Cet aspect est lié à la notion d'empowerment, définie comme la capacité des personnes pauvres à influencer les institutions existantes qui affectent leur vie, par le renforcement de leur participation aux processus politiques (WDR¹⁷, 2001).

Deux exemples d'empowerment, tirés de la littérature sur les capacités collectives, peuvent être utilisés pour illustrer cette notion. Dans un premier temps, l'exemple développé par Panet (2008), sur le cas de l'ONG « Tostan » au Sénégal. L'auteur montre de quelle manière le programme de l'ONG, qui consiste en un programme d'éducation, a pu améliorer les capacités collectives sur les zones dans lesquelles elle est intervenue.

Pour l'auteur, l'intervention de l'ONG a renforcé à la fois le pouvoir des individus à l'échelle individuelle, mais également leur force collaborative. Mais l'action de l'ONG a également permis de développer leur agencité, et ainsi de s'organiser et d'agir collectivement. Ainsi, l'auteur montre qu'à la suite de l'intervention de l'ONG, un mouvement

¹⁷ WDR : World Development Report

massif d'abandon de l'excision a eut lieu dans les villages africains. Cela illustre bien le fait que certaines améliorations des conditions de vie, et donc des capacités, ne peuvent être obtenues à l'échelle individuelle.

Le second exemple utilisé ici est celui développé par Ibrahim (2008), concernant le « self-help » dans un village d'Egypte. L'auteur montre, à travers cet exemple, qu'il est possible d'obtenir collectivement des capacités qu'on ne pourrait acquérir seul. Ainsi, dans le cas présenté par l'auteur, les individus ont pu atteindre collectivement les capacités suivantes : meilleure éducation, nouvelles sources de revenu, nouvelles opportunités d'emploi. Ces deux exemples montrent l'intérêt de développer des outils permettant de conceptualiser l'impact de l'action collective sur les capacités. L'un des outils principaux issu de ces réflexions est un outil conceptuel, la notion de capacité collective. Deux définitions des capacités collectives coexistent dans la littérature, dont l'une est directement liée à la prise en compte de l'influence de l'action collective.

Les capacités collectives sont des capacités qui ne sont présentes qu'à travers le processus d'action collective, et c'est la collectivité dans son ensemble qui bénéficie des nouvelles capacités générées (Ibrahim, 2006). Ce sont des capacités qu'un individu seul ne pourrait obtenir sans son engagement dans la collectivité. Ce sont des capacités spécifiques à un groupe et indissociables de celui-ci (Dubois et al., 2008).

Il est donc possible d'acquérir collectivement des capacités que l'on n'aurait jamais pu obtenir seul, comme le montrent les exemples de « self-help » en Egypte (Ibrahim 2008). Ces capacités collectives constituent un nouvel ensemble de fonctionnements qu'un individu obtient par son engagement dans la collectivité.

Ces auteurs montrent qu'il existe des capacités, une dimension de l'amélioration des conditions de vie qui ne peut s'exprimer qu'à travers l'action collective, par l'exercice de l'agencité des individus. Un autre aspect de la dimension collective des capacités peut être analysé, l'impact des « structures du vivre ensemble » sur la formation des capacités.

•Capacités et « structure du vivre ensemble »

Comme le note Evans (2002) gagner la liberté de faire des choses auxquelles on a raison d'accorder de la valeur est rarement quelque chose que l'on peut accomplir au niveau individuel. Ainsi, l'accès à certaines capacités est directement lié au contexte dans lequel l'individu se trouve.

A titre d'exemple la capacité « to go without shame », la capacité à apparaître en public sans honte, peut être liée à des caractéristiques individuelles de la personne : timidité, aisance orale ou encore confiance en soi. Mais elle dépend également de l'environnement de l'individu. A ce titre un exemple développé par Crabtree (2008) est particulièrement édifiant. L'auteur montre de quelle manière les individus atteints du VIH (Virus de l'Immunodéficience Humaine) sont stigmatisés par le gouvernement vietnamien.

C'est alors bien le contexte dans lequel se trouvent ces personnes, leur environnement, qui va influencer certaines de leurs capacités, et particulièrement celle de ne pas être stigmatisé. Ici, cette capacité est directement liée au contexte institutionnel dans lequel ils évoluent, et tout particulièrement au rôle de l'Etat. A travers cet exemple, nous prenons conscience qu'il est impossible de dissocier les opportunités accessibles à un individu de l'ensemble des caractéristiques de son environnement.

Pour analyser les capacités individuelles, il faut donc également étudier ce que différents auteurs appellent les « structures du vivre ensemble » qui doivent constituer un espace d'évaluation des conditions de vie (Stewart et Deneulin, 2002). Elles sont définies par Deneulin (2008) comme des structures qui appartiennent à une communauté historique particulière, et qui sont irréductibles à des relations interpersonnelles. Pour l'auteur, c'est l'existence de certaines structures du vivre ensemble qui explique le succès ou les échecs des pays à promouvoir les capacités que les personnes ont raison de valoriser.

Les structures du vivre ensemble doivent donc également constituer un espace d'évaluation des conditions de vie. Les tâches des politiques ne doivent pas porter uniquement sur l'amélioration des capacités individuelles, mais également sur l'amélioration du contexte dans lequel vivent les individus. Dans ce cadre, les capacités collectives seront définies comme des capacités liées à l'inscription de l'individu dans un groupe.

Ainsi pour Alkire (2008) il est important d'intégrer les concepts de capacités collectives ou de capacités de groupe. Pour l'auteur il est nécessaire, pour faire des recommandations, de prendre en compte le rôle de l'action collective, des institutions et des structures sociales dans la création des capacités individuelles. La base informationnelle pour évaluer le développement ne peut rester au niveau individuel, elle doit inclure les processus collectifs qui sont responsables des résultats à l'échelle individuelle (Evans, 2002).

Les « structures du vivre ensemble » doivent donc être évaluées sur deux plans. Tout d'abord, les préférences individuelles se forment dans un contexte. Celles-ci peuvent être liées à l'environnement personnel de l'individu, par exemple au niveau familial, mais également au contexte plus large dans lequel il évolue. Sur un second plan, c'est l'influence de ce dernier sur les opportunités, les libertés individuelles qu'il faut analyser. En d'autres termes, la nécessité de dépasser l'individualisme, même « éthique » proposé par Sen émerge.

Cela permettra la prise en compte de l'influence des « biens collectifs » dans le niveau de bien-être des personnes. En effet, et cela constitue une critique importante de l'individualisme méthodologique dans la lignée duquel, malgré des tentatives de dépassement, Sen s'inscrit. L'individu ne peut être la seule unité d'évaluation, sous peine de prendre le risque d'occulter l'importance des éléments produits par la société dans son ensemble, et qui profite au bien-être individuel.

Le développement ne peut être évalué uniquement en termes d'amélioration des libertés de chacun des membres d'un groupe social. Il est également nécessaire de prendre

en compte les libertés collectives de ce groupe social ou de cette collectivité. Ainsi Deneulin et Stewart (2008) mettent en avant trois arguments pour dire que les structures du vivre ensemble sont un espace d'évaluation :

- il faut évaluer les structures du vivre ensemble valables et non valables. Cela signifie que tous les contextes sociétaux ne se valent pas, et qu'il est nécessaire de disposer d'outils pour les évaluer ;
- les structures du vivre ensemble n'ont pas uniquement une valeur instrumentale pour les individus, elles font partie de la vie des individus ;
- l'agencité individuelle est influencée par les structures sociales.

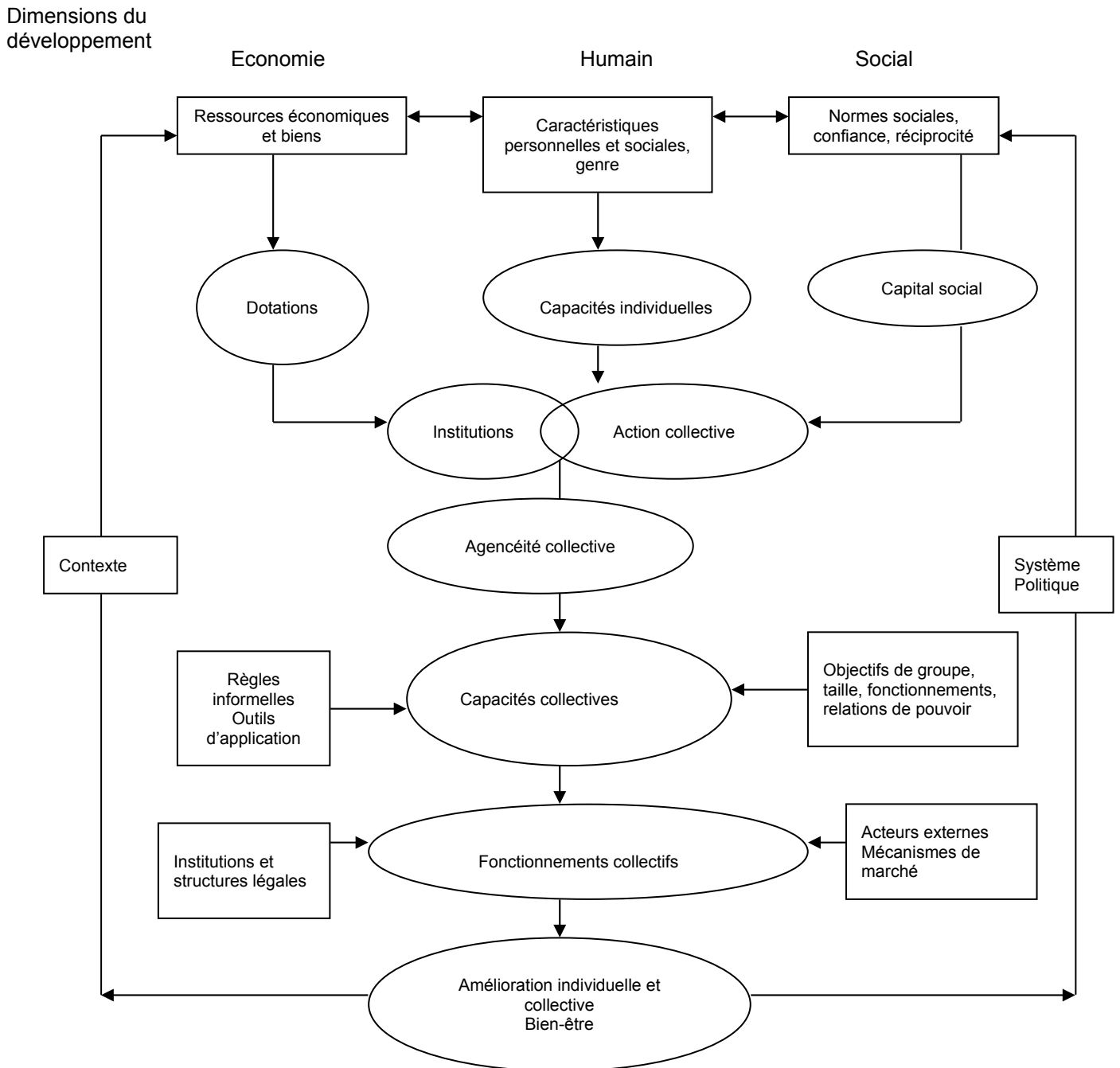
Comme le soulignent Ballet et al. (2007), si la capacité correspond à la possibilité de faire librement des choix, on peut se demander si les individus sont réellement libres dans le contexte social dans lequel ils se trouvent. Stewart (2009), montre l'existence de « trappes de pauvreté » à l'échelle des groupes. Pour l'auteur, il existe des interactions entre les capacités, mais également à travers les générations, ce qui génère ces trappes. Cela signifie que d'une génération à l'autre, les difficultés d'accès aux capacités se transmettent. Ainsi, le contexte dans lequel un enfant naît influe bien sur ses capacités.

Pour Stewart (2005) le bien-être d'un individu peut être influencé par son appartenance à un groupe de plusieurs façons : il peut être amélioré par son appartenance à un groupe ; les performances des différents groupes auxquels une personne appartient affectent son bien-être ; le groupe influence le comportement et les préférences individuelles ; enfin, le groupe permet d'obtenir des ressources et de l'efficacité.

L'ensemble de ces contributions met en évidence l'impact des structures dans lesquelles l'individu évolue sur ses capacités individuelles. C'est ce que montre l'évolution des politiques de développement rural. Comme nous l'avons vu, celles-ci portent de plus en plus sur les spécificités du territoire, et privilégient les subventions à la création d'entreprises plutôt que les indemnités directes.

L'hypothèse sous-jacente est qu'une action sur la collectivité aura des effets indirects sur le bien-être des individus. Il est donc nécessaire d'élaborer des outils permettant d'évaluer ces politiques de développement. Ainsi pour Lanzi (2007), les opportunités individuelles d'atteindre le bien-être ne sont pas seulement déterminées par les compétences individuelles. Les politiques publiques, les ressources économiques, les règles informelles, les institutions et les organisations ont également une influence sur les opportunités réelles. La figure 5 permet d'avoir une vision d'ensemble sur ce qui constitue la capacité collective.

Figure 5 : Caractérisation des capacités collectives



Source : d'après Ibrahim (2006)

Comme le montre le schéma ci-dessus, les capacités collectives sont liées aux caractéristiques individuelles, sociales, institutionnelles, politiques et économiques. Ce schéma propose alors une vision synthétique des capacités collectives, et permet ainsi de visualiser l'articulation entre les deux facettes de ces dernières, mais également leur lien avec les capacités individuelles. Trois dimensions du développement sont identifiées : économique, humaine et sociale.

Tout d'abord, les capacités auxquelles a accès un individu sont liées à ses « dotations », c'est-à-dire à la fois ses ressources économiques et ses caractéristiques

personnelles. Celles-ci dépendent notamment des institutions économiques, sociales et politiques constitutives de la société dans laquelle la personne évolue.

De l'autre côté, l'interaction entre les individus produit du capital social, qui lui-même va permettre, en instaurant des normes, de la confiance, de générer de l'action collective. Ce sont donc les relations interindividuelles qui vont générer ces liens sociaux, et contribuer à inscrire l'action dans la société.

A partir de ces deux aspects des capacités collectives, naît l'agencéité collective, la capacité d'un ensemble de personnes à agir dans l'objectif d'atteindre des buts allant au delà de leur unique intérêt personnel. De l'exercice de cette agencéité collective vont naître des capacités collectives, qui elles-mêmes vont permettre d'atteindre des fonctionnements collectifs et ainsi contribuer à l'amélioration du bien-être, tant à l'échelle individuelle que collective.

Le schéma proposé par Ibrahim constitue donc une représentation de l'enjeu que constitue la notion de capacité individuelle. Celle-ci permet de conceptualiser, d'une part, l'influence des institutions sur le niveau de développement à l'échelle individuelle. D'autre part, elle permet de prendre en compte l'enjeu des interactions existant entre les individus d'une société, qui vont également constituer une ressource pour l'amélioration du bien-être de ces derniers.

Conclusion section 2.1

Cette recherche propose une évaluation de l'impact des stratégies de développement touristique à l'échelle des territoires sous l'angle des capacités collectives. En effet, le tourisme constitue une stratégie de développement à l'échelle territoriale. Comme cela a déjà été souligné, les outils existant pour mesurer l'impact du tourisme en termes de développement sont limités, dans la mesure où ils se concentrent sur l'impact du tourisme en termes de croissance. Or, les impacts du tourisme sont divers et cela nécessite le recours à une approche multidimensionnelle. Pour cela, l'approche par les capacités est la plus pertinente, puisqu'elle permet de prendre en compte l'ensemble des aspects du développement, en proposant l'espace des capacités comme espace d'évaluation.

Cependant, une stratégie de développement touristique ne vise pas directement l'individu. L'objectif de ce type de politique est de s'appuyer sur les spécificités d'un territoire pour améliorer l'ensemble des dynamiques du territoire et, par conséquent, la qualité de vie des individus qui s'y trouvent. Les développements récents de l'approche par les capacités mettent en évidence une dimension collective de ces dernières. Cela amène à s'interroger leur dimension territoriale. En effet, la question qui se pose est celle de l'existence d'une dimension spatiale des opportunités individuelles.

Le territoire peut en effet être considéré comme une « structure du vivre ensemble ». Le concept de territoire est lié à l'émergence de groupe d'acteurs localisés, mobilisés autour d'un certain nombre de ressources locales, et cherchant à mettre ces ressources en valeur dans un objectif de développement. Le territoire est donc le résultat d'une dynamique

d'acteurs, mais pas uniquement. Le territoire a également une dimension économique, culturelle et politique. C'est ce que nous verrons dans la section suivante.

2.2 : L'émergence des capacités territoriales : le territoire comme support de l'action collective

Les structures du vivre ensemble telles que définies au sein de la littérature sur les capacités collectives constituent un ensemble de caractéristiques économiques, politiques, environnementales et sociales. Ces structures influencent les capacités à l'échelle individuelle. La section précédente a souligné que deux approches et deux définitions des capacités collectives coexistent : d'une part, celle concernant l'action collective, d'autre part celle analysant le contexte dans lequel évolue l'individu. Ces deux approches sont liées, et l'analyse de l'aspect collectif des capacités doit prendre en compte ces deux dimensions.

Le territoire se positionne de plus en plus comme la cible privilégiée des politiques publiques. Comme le souligne Joye (2007), une ascension du développement local a lieu en France depuis les années 1980. Les stratégies de développement se décident à l'échelle de la communauté de communes, du pays ou encore du SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale). De nombreuses recherches, notamment en économie territoriale, permettent d'analyser le rôle du territoire et de ses spécificités dans son développement économique.

Le concept de territoire est lié à l'émergence de « groupements d'acteurs » localisés, mobilisés autour d'un certain nombre de ressources locales, et cherchant à mettre ces ressources en valeur dans un objectif de développement. Le territoire est donc le résultat d'une dynamique d'acteurs, mais pas uniquement. Cette partie sera l'occasion de redéfinir le territoire en tant que structure de vie, et d'interroger la dialectique entre individu et territoire. En effet, l'approche par les capacités peut être utile pour mieux comprendre les interactions entre l'individuel et le collectif, et pour appréhender les différentes dimensions du développement. Appliqué à l'échelle du territoire, cela signifie que l'approche par les capacités doit nous permettre de comprendre l'influence du territoire sur le bien-être individuel, mais également l'impact de l'action collective des acteurs du territoire sur leur environnement.

L'objectif ici est de montrer que le territoire est, de par la relation qui s'établit entre les individus et les activités économiques, un support pour l'action. Dans un premier temps, nous verrons de quelle manière la science économique a évolué pour passer de la prise en compte de l'espace comme « donné » à celle du territoire comme « construit ». Dans une seconde section, nous verrons que le territoire est le support de l'action d'acteurs territorialisés (notion que nous définirons), qui va permettre de construire des capacités collectives.

2.2.1 : De l'espace au territoire : du donné au construit

Dans l'économie classique, a-spatiale, les activités économiques se déroulent au sein d'un espace homogène, unique. L'économie spatiale a permis de réinterroger ces hypothèses, en intégrant dans l'analyse l'influence notamment des coûts de transport.

L'économie géographique, dans la lignée de ces approches, souligne les effets de l'agglomération sur les performances et les choix de localisation des activités économiques. L'économie régionale, enfin, cherche à expliquer les différences de développement entre les régions en analysant les caractéristiques endogènes de celles-ci.

A la suite de ces trois courants économiques, l'économie territoriale se construit autour de la notion de territoire. Pour la discipline, l'enjeu est de caractériser les dynamiques localisées permettant d'attirer et d'ancrer les activités. Pour cela, l'économie va aller chercher dans la géographie des éléments de définition de ce nouvel objet de recherche que constitue le territoire.

- L'introduction de l'espace en économie

A la suite de Thisse (1997), il est possible d'avancer que nous sommes face à une « rencontre manquée » entre l'espace et l'économie. Pour l'auteur, p.3 : *« il est légitime de s'interroger sur ce qui semble bien être une absence de l'espace en théorie économique, alors que celui-ci fut, et reste, un concept fondamental des sciences physiques »*. Sans parler « d'absence », nous pouvons en effet souligner que cette question a été évincée de la science économique. Malgré cela, des tentatives de prise en compte existent.

Des « précurseurs » ont permis d'amorcer la réflexion sur ce sujet. Ces prémices de l'intégration de l'espace dans l'analyse économique permettent de construire de nouveaux outils d'analyse, remettant en question la « convergence » des analyses classiques. En effet, pour l'analyse économique classique, l'espace est homogène, support neutre des activités économiques, et les choix de localisation ne sont pas liés aux caractéristiques spatiales. Or, différents auteurs vont remettre ces analyses en question.

Tout d'abord les mercantilistes (du 16^{ème} au milieu du 17^{ème} siècle) proposent une première analyse « spatiale » de l'économie. L'évolution des villages, des villes et des campagnes y est étudiée. A travers notamment le travail de Richard Cantillon, la situation défavorable des campagnes par rapport aux villes est mise en évidence. Cela constitue une première théorisation des questions spatiales. En outre, les conséquences de la répartition des hommes et des activités à l'échelle infranationale est interrogée.

Les théories de la localisation vont ensuite permettre d'enrichir l'approche économique de l'espace, avec des auteurs tels que Von Thünen , Weber ou encore Hotelling, dont les réflexions s'échelonnent du milieu du 19^{ème} siècle au début du 20^{ème}. Pour Von Thünen, l'approche de la localisation se fait à travers la mobilisation de la notion de « rente foncière ». Celle-ci doit être rentabilisée et, pour cela, la localisation des terres agricoles doit être réfléchi en fonction des coûts de transport. Le modèle proposé par l'auteur est au fondement des réflexions de l'économie urbaine.

Weber, au début du 20^{ème} siècle, s'interroge sur les questions de localisation industrielle. Pour l'auteur, trois facteurs expliquent cette localisation : les frais de transport, la disponibilité de la main d'œuvre et enfin l'agglomération. En ce sens, Weber est donc un précurseur. L'auteur montre ainsi qu'il existe une dimension stratégique dans les choix de

localisation des industries, et que celles-ci ne s'établissent pas de manière aléatoire. Il est donc fondamental de prendre en compte et de mettre en évidence les facteurs de localisation.

Enfin Hotelling (1929) propose une analyse de la localisation que nous pouvons illustrer à travers un exemple classique, celui de deux vendeurs de glace sur une plage. La question qui se pose est celle de la localisation optimale pour chacun de ces vendeurs. L'auteur montre alors que différentes localisations peuvent s'avérer optimales, et introduit ainsi un élément fondateur pour l'analyse des comportements spatiaux des acteurs économiques.

Enfin, deux derniers auteurs sont au fondement de l'étude des phénomènes spatiaux en économie : Christaller et Loesch. Tout d'abord, Christaller (1933) propose une « théorie des places centrales », fournissant une analyse des liens entre les agglomérations et leur « arrière pays ». L'auteur montre notamment que la taille des « places centrales » va dépendre des biens et services fournis. Loesch (1940) enfin, proposera une théorie intégrant l'ensemble des réflexions précédentes sur les questions spatiales.

A la suite de ces précurseurs, trois courants économiques principaux se sont structurés autour de l'analyse des liens entre espace et activités économiques : l'économie spatiale, l'économie géographique et l'économie régionale. L'objectif commun de ces trois courants disciplinaires est d'identifier les facteurs spatiaux influençant le développement économique. Cependant, chacun d'entre eux représente une facette différente de l'analyse de l'espace en économie, proposant ainsi différents outils théoriques et méthodologiques. De l'espace à la région, les caractéristiques endogènes du « local » sont ainsi peu à peu prises en compte dans l'analyse. Une partie des hypothèses de l'économie « classique » sont rejetées, pour permettre une meilleure prise en compte de la réalité des dynamiques économiques.

La question de la place de l'espace en économie trouve donc son origine dans les réflexions en termes de localisation. Comme le montre Dawkins (2003) à travers sa revue de la littérature, Christaller, puis Loesch, élaborent des théories permettant de s'interroger sur les facteurs entrant dans le choix de localisation des populations et des entreprises. L'économie spatiale cherche donc à expliquer la localisation des activités économiques. La discipline émerge de la prise en compte des « coûts de transfert » : tous les coûts engendrés par la distance et les frontières (coûts de transport, barrières tarifaires et non tarifaires, normes de production...). Les théories de la localisation permettent donc d'expliquer la localisation des firmes, et de déterminer quelles sont les variables qui influent sur la localisation (Benko, 1998 ; Combe et al., 2006).

Ces réflexions en termes de localisation permettent d'analyser les dynamiques spatiales. Ainsi, certains auteurs cherchent à comprendre les nouvelles dynamiques existant au sein de l'espace rural grâce aux modèles issus de l'économie spatiale : Gaigné et Goffette-Nagot (2008) et Goffette-Nagot et Schmitt (1999) analysent les facteurs conduisant à la localisation des activités industrielles en zones rurales. Schmitt (2000) se base quant à lui

sur un modèle centre-périphérie pour expliquer la façon dont les activités et la population se concentrent dans le centre et influencent les dynamiques de la périphérie.

L'économie spatiale intègre donc l'espace en économie à travers les questions de localisation, et de rentabilité de celle-ci. Les choix de localisation des firmes seront motivés par la présence d'une main d'œuvre abondante et bon marché, par l'existence de débouchés, ou encore par la minimisation des coûts de transport. Cela constitue une première remise en question de l'analyse classique, puisque les coûts de transfert, tels que définis ci-dessus, n'y sont quasiment pas analysés.

Un second courant économique cherchant à prendre en compte l'espace sera présenté ici, l'économie géographique. Pour Béguin (2001) celle-ci cherche à comprendre la localisation des activités économiques et des personnes, et ainsi à répondre à deux questions : « quelle est la meilleure localisation pour une activité ? » « Quelle est la meilleure activité à planter dans un lieu donné ? ». Plus précisément, l'objectif est de s'intéresser aux questions d'agglomération et de dispersion des activités.

L'économie géographique analyse les forces d'agglomération et de dispersion (Fujita et Thisse, 1997). Pour Marshall (1890), les externalités positives liées à l'agglomération trouvent leur origine dans la production de masse, dans la formation de main d'œuvre hautement qualifiée provenant de l'accumulation de capital humain et de la communication directe, dans une plus grande disponibilité d'outputs spécialisés et dans l'existence d'infrastructures modernes.

Ces externalités liées à l'agglomération sont également soulignées par Rosenthal et Strange (2004), qui distinguent trois types d'économies d'agglomération :

- les rendements d'échelle ;
- le marché de l'emploi : l'agglomération permet une meilleure adéquation entre les besoins de l'employeur et les compétences des travailleurs et réduit les incertitudes entre les deux parties
- la diffusion des connaissances qui permet aux travailleurs d'apprendre les uns des autres.

Les auteurs mettent donc en évidence l'effet « boule de neige » de la localisation des industries dans un lieu (Fujita et Thisse, 1997), lié aux avantages de localisation (Porter, 1994) : présence d'un bassin d'employés qualifiés, technologie adaptée, infrastructures... qui entrent en interaction et provoquent un processus cumulatif.

Les réflexions en termes d'agglomération se développent alors. Ainsi Krugman (1991) cherche à comprendre pourquoi les entreprises ont tendance à s'installer au centre et l'agriculture en périphérie. L'auteur arrive à la conclusion que l'on assiste à un phénomène cumulatif : les entreprises ont tendance à s'installer là où il y a un large marché, et le marché est large là où les industries se concentrent. Toujours pour Krugman (1993) la localisation des firmes est liée aux rendements d'échelle, à la disponibilité de la main d'œuvre et aux coûts de transport.

Ces analyses montrent donc qu'il existe une relation entre l'espace et les activités économiques : ces dernières vont s'agglomérer, créant ainsi des externalités spatiales, qui vont influencer les choix de localisation d'autres activités. Ainsi, espace et économie s'influencent.

La science régionale, enfin, constitue une approche englobant à la fois les aspects théoriques et empiriques de l'intégration de l'espace. Ainsi, économie spatiale et régionale sont liées. Pour les théoriciens, les régions ont des caractéristiques endogènes, qu'il faut prendre en compte pour analyser les processus de développement. La science régionale a donc pour objet l'étude des problèmes spatiaux et économiques ayant une dimension régionale ou spatiale, par l'utilisation de différents concepts, méthodes et modèles d'analyse, aussi bien théoriques qu'empiriques (Coffey, 1995). Pour l'auteur, la science régionale est divisée en trois approches : décrire et mesurer des phénomènes, identifier des facteurs principaux liés aux phénomènes spatiaux, élaborer des politiques destinées à améliorer une situation ou à résoudre un problème.

C'est donc aux questions de disparités économiques entre les régions qu'il faut répondre (Benko, 1998). Ainsi, cette discipline permet d'interroger le dynamisme des lieux à travers leurs caractéristiques, plutôt que de se référer à un arbitrage du marché. Pour cela, certains auteurs cherchent à mettre en évidence les facteurs de développement liés aux caractéristiques régionales. Différentes dimensions définissent les régions :

- une région présente une continuité historique. Elle résulte d'un processus historique long
- une région accueille une population qui partage une culture commune
- une région résulte également de l'interaction entre les hommes.

Ainsi Dawkins (2003) définit la région comme une entité déterminée historiquement qui émerge en grande partie grâce à l'interaction entre les hommes et les ressources naturelles locales. Pour Benko (1998) la région est un produit spatial progressivement construit par des sociétés dans leur espace de vie. La notion de « région » permet d'introduire l'analyse des disparités à l'échelle infranationale. En effet comme le soulignent Combe et al. (2006) s'il est possible de constater une convergence du niveau de vie entre les pays développés, les disparités persistent à l'intérieur des nations.

L'intégration des questions spatiales dans la réflexion économique a donc connu des évolutions. En effet, si les théories de la localisation montrent que les coûts de transport et les effets d'agglomération ont une dimension centrale, l'économie régionale cherche à appréhender les dynamiques endogènes des régions. L'objectif est de comprendre l'implication de ces dynamiques dans le développement des régions. Lucas (1988) propose ainsi une réflexion riche sur le rôle des effets d'apprentissage dans le développement économique. Parallèlement à l'éducation, le « learning-by-doing » va constituer un moyen d'acquérir des compétences, qui constitueront des atouts pour le développement régional. Pour Stough (1998), la croissance endogène est liée au rôle des institutions et des investissements. Pour Button (1998) la croissance tend à être plus importante dans les régions où il y a des ressources plus importantes, un niveau d'éducation plus élevé et un environnement économique favorable à l'accumulation des connaissances. La région peut

donc constituer une source de développement, les conditions endogènes jouant un rôle dans le développement économique local (Scott et Shorper, 2003).

Le développement économique est alors défini comme un processus de création de richesses à travers la mobilisation de ressources humaines, financières, capitales et naturelles pour créer des biens et des services marchands (Malizia et Feser, 1999). C'est donc la mobilisation des ressources régionales qui va permettre le développement économique. Il faut mobiliser le potentiel endogène des régions les moins favorisées, reconnaître les fondations collectives et sociales des comportements économiques (Amin, 1999).

Les analyses qui étudient le rôle des dynamiques endogènes dans le développement régional donnent lieu à de nombreuses applications. Par exemple Wu et Gopinath (2008) identifient la cause des disparités régionales dans le développement économique et évaluent la contribution des aménités naturelles, du capital physique et de la géographie économique dans ces disparités.

Les théories de la localisation ainsi que les théories du développement régional ont permis d'intégrer la dimension spatiale et régionale dans le développement économique. Ces approches s'interrogent sur les raisons de l'existence de disparités entre les régions, et identifient les caractéristiques régionales sur lesquelles s'appuyer dans un objectif de développement économique. A partir de ces théories, de nouvelles analyses émergent autour de la notion de territoire. L'objectif de ces analyses est tout d'abord de définir ce « nouvel » objet de recherche. Le but est ensuite d'en identifier les spécificités, et de comprendre de quelle manière les acteurs du territoire peuvent les valoriser.

Concernant la compréhension des dynamiques en espace rural, et plus particulièrement au sein des territoires ruraux marginaux, les outils de l'économie territoriale sont pertinents. L'économie territoriale permet en effet d'appréhender les dynamiques de développement de manière plus large et à une échelle plus fine que les approches en science régionale. Au-delà d'une appréhension des phénomènes endogènes du territoire, l'économie territoriale fournit des bases pour comprendre l'articulation entre global et local, et entre forces endogènes et exogènes au territoire.

L'introduction du territoire passe aussi par l'école grenobloise (dont nous tracerons les contours) et s'intéresse d'emblée à la construction de ressource pour le développement d'où le rôle majeur de l'innovation et des trajectoires innovantes tels que nous les présenterons.

•La géographie et l'économie autour de la notion de territoire

La géographie est la discipline au sein de laquelle se forme la notion de territoire. Les économistes se sont donc rapprochés de celle-ci pour en étudier les contours. Pour les géographes, le territoire est l'espace approprié. Le Berre (1995, p.606) en propose la définition suivante : *« le territoire peut être défini comme la portion de surface terrestre approprié par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins »*

vitaux ». Ainsi d'après Di Méo (2002) le territoire permet de conceptualiser l'appropriation économique, politique et idéologique de l'espace par des groupes. En outre, l'auteur souligne que ces groupes ont une représentation d'eux-mêmes et de leur espace, une singularité.

Le territoire existe donc à partir du moment où il est reconnu en tant que tel. Si cette notion n'apparaît que tardivement en géographie, elle est aujourd'hui centrale pour la discipline. C'est notamment à partir de celle-ci que se développent les réflexions en termes d'acteurs et de représentation.

L'économie territoriale émerge du travail de Aydalot, dans les années 1960. Celui-ci, en travaillant autour de la notion d'innovation, amorce l'émergence d'une nouvelle discipline, l'économie territoriale. L'auteur introduit la notion de territoire, reprise par Matteaccioli (2004, p.13-14) : le territoire est défini « *comme un ensemble de relations non fonctionnelles (d'échange et de production), mais également hiérarchique (de domination) et sociales (de cohésion, de confiance réciproque, de coopérations, d'appartenance)* ».

Cette définition montre bien le passage de « l'espace » donné au « territoire construit/approprié/représenté ». La notion de territoire permet de prendre en compte les caractéristiques endogènes des lieux dans le développement économique. En d'autres termes, c'est la question du lien entre les caractéristiques du territoire et la réussite économique des activités qui s'y trouve posée.

Le territoire apparaît en économie après la période du fordisme. Ainsi la crise de ce dernier amène un renouvellement de la réflexion permettant l'introduction et l'élaboration de la notion de territoire. Cependant, celui des économistes n'est pas le même que celui des géographes. Nous devons ici nous poser la question du lien entre territoire, géographie et économie.

Pour Pecqueur (2004) c'est le territoire qui fait le lien entre géographie et économie. Tout d'abord, c'est autour de l'identification et de l'appropriation, mais également de la reconnaissance du territoire comme entité à part entière, que se retrouvent les deux disciplines. La notion de territoire amène un renouvellement de la réflexion sur l'espace en économie dans la mesure où elle permet d'identifier des lieux qui, malgré l'absence d'une production standardisée de masse, arrivent à avoir une position stratégique dans la compétition économique. La production est « territorialisée » dans le sens où ce sont les caractéristiques du territoire, la culture, les savoir-faire qui entrent dans la valeur du produit.

Ensuite, économie et géographie se retrouvent autour de la notion de « spécificité ». Le territoire a ses caractéristiques spécifiques, qui le distinguent des autres territoires. Comme le montre Di Méo (2002) les groupes ont une représentation d'eux-mêmes, de leur espace, ce qui rend le lieu singulier, et qui lui permet alors d'être qualifié de territoire. La construction du concept de territoire en économie a pour objectif de mettre en évidence des caractéristiques locales pouvant permettre une spécification et donc une distinction par rapport aux autres territoires.

Dans ce point, nous avons posé les conditions dans lesquelles la notion de territoire émerge en économie. Les courants économiques tels que l'économie spatiale, géographique ou encore territoriale permettent de caractériser l'espace et les territoires. L'économie territoriale, notamment, permet de mettre en évidence le rôle des caractéristiques du territoire dans le développement économique.

Au-delà de cet aspect, qui confère aux spécificités du territoire un rôle dans le choix de localisation des activités économiques, il est possible de considérer que les caractéristiques économiques du territoire ne sont pas neutres par rapport à leur impact sur les individus. C'est ce point que nous allons étudier dans la suite de cette section.

2.2.2 : Territoire, activités économiques et acteurs : une co-construction

Dans cette sous-section, notre objectif est d'approfondir les intuitions mises en évidence précédemment. En effet, l'enjeu ici est de montrer que le territoire est avant tout le support de l'action collective. Cela rend le recours à l'approche par les capacités particulièrement pertinent pour éclairer de nouveaux aspects du développement et des dynamiques territoriales.

Pour aboutir à cette conclusion, ce point sera structuré en trois étapes, chacune d'elles constituant un cheminement vers la mise en évidence du rôle central des acteurs dans la construction territoriale. Tout d'abord, nous étudierons les caractéristiques économiques du territoire, celles qui le rendent spécifique et compétitif. Ensuite, la notion de ressources sera interrogée. La ressource territoriale, particulièrement, sera présentée comme un élément fédérateur des dynamiques d'acteurs. Enfin, nous verrons que la notion d'acteur « territorialisé » cristallise un certain nombre d'enjeux, centraux pour ce travail de recherche.

•Du district marshallien au panier de biens : analyse du lien entre caractéristiques des territoires et activités économiques

Dans ce point, notre objectif est de montrer de quelle manière la mise en évidence de l'aspect « construit » du territoire offre à la recherche de nouvelles perspectives. En effet, du district industriel aux notions de rente de qualité territoriale ou de panier de biens, le rôle de la construction par les acteurs de spécificités locales est mis en évidence.

Tout d'abord, l'émergence de la notion de territoire en économie est liée à l'identification des « districts industriels ». Ces districts, présents notamment en Italie, constituent des entités socio-économiques particulièrement performantes. Beccatini (1992, p.36) en propose la définition suivante : « *le district marshallien est une entité socio-économique caractérisée par la présence active d'une communauté de personnes et d'une population d'entreprises dans un espace géographique et historique situé* ».

Ces districts doivent donc leur développement à une forte interaction entre activités économiques et espace, ce dernier devenant alors territoire. Ils génèrent des dynamiques de

développement endogènes, produisant elles-mêmes, de par leur spécificité, les conditions de leur reproduction.

C'est ce que Beccatini (1992) appelle « l'atmosphère industrielle », une atmosphère dans laquelle grandissent les enfants et qui leur permettra d'acquérir des compétences qui seront valorisées au sein des entreprises du district. L'auteur souligne le rôle de la communauté locale dans les districts, mettant en évidence l'importance de partager un système de valeurs commun. La réussite du district est donc liée à cette atmosphère industrielle, la proximité entre les entreprises et les liens entre les acteurs permettant des phénomènes d'apprentissage.

Le cas du Prato, en Italie, constitue un exemple classique en économie territoriale de ce phénomène. Le secteur du textile est l'activité principale du Prato. L'organisation et le fonctionnement du système local, porté par les industriels locaux, constituent une ressource spécifique pour le territoire. En effet, l'efficacité de l'organisation locale, faite de coopération entre les industries, permet de répondre rapidement à la demande. Les conséquences de cette spécificité du territoire font que le Prato est l'une des villes les plus riches de Toscane. Cet exemple est donc particulièrement intéressant, puisqu'il montre de quelle manière l'interaction entre un lieu et ses activités productives permet de créer de la ressource, et donc du territoire (Samson, 2004).

La notion de district permet une première approche des liens qui se tissent entre acteurs (qu'ils soient individuels ou collectifs), les activités productives et le territoire. Le district industriel est le résultat d'une histoire, d'une communauté de personnes, d'un réseau d'entreprises et d'institutions. « L'atmosphère industrielle » liée au district devient alors un bien public, et permet le développement économique et individuel. Elle va imprégner les enfants, qui grandissent dans le district, de références et de valeurs liées à celui-ci. L'environnement économique dans lequel ils évoluent aura une influence sur eux : d'une part, il leur permettra d'acquérir des compétences spécifiques et d'autre part d'accéder à un certain marché de l'emploi.

A la suite de la découverte des districts, la notion de proximité doit également être soulignée. Elle joue en effet un rôle central dans la définition des dynamiques territoriales. Si elle peut avoir une dimension négative (Caron et Torre, 2006) elle peut également permettre de dynamiser un territoire. Certains auteurs, comme Roque et Mieville-Ott (2006) montrent que les rapports particuliers existant au sein de l'agriculture sont à l'origine d'une forme de développement elle aussi particulière. Ainsi pour les auteurs, p.3 : « *l'existence d'une forte intensité de rapports de proximité organisationnelle et relationnelle des agriculteurs peut informer sur les processus de développement agricole local et sur les facteurs de réussite ou de blocage de ce développement* ».

Sans proximité, il n'y a pas de coordination entre les acteurs (Lamara, 2009). Elle offre une ressource, le contact direct et permanent avec d'autres organisations et institutions (Rallet, 2002). La notion de proximité est donc centrale pour l'analyse du territoire. Veltz (2005) montre l'importance des relations entre les agents économiques. Celles-ci génèrent, pour le développement économique, des externalités.

Il est donc possible de postuler qu'il existe des modes d'organisation de la vie sociale et de la production qui sont ancrés territorialement (Gumuchian et Pecqueur, 2007). Les facteurs de développement sont enracinés localement, et le développement apparaît alors comme un phénomène social et non comme un processus uniquement économique et technique (Courlet, 2007). La culture et l'histoire du territoire jouent un rôle dans son processus de développement (Courlet et Pecqueur, 1992). Il faut prendre en compte le territoire dans ces processus. Les analyses en termes de territoire intègrent à la fois les phénomènes liés à l'agglomération et les spécificités du territoire influant sur son développement.

Il existe de nombreux développements, au sein de la littérature, s'appuyant sur la notion de territoire pour analyser les liens existant entre espace et activités économiques. Le territoire donne lieu à des développements en termes de SPL (Systèmes Productifs Localisés), dont les SYAL (SYstèmes Agroalimentaires Localisés) et ou encore les STL (Systèmes Touristiques Localisés) constituent des déclinaisons. L'ensemble de ces analyses renvoient à la dimension relationnelle et sociale du développement. Ainsi pour Cerdan et Fournier (2007) le SYAL est issu du couplage entre un savoir-faire et une organisation socio-économique du territoire, ce qui va produire un processus d'innovation. Cela va permettre de spécifier la production territoriale et de pérenniser cette production.

En effet, le territoire est également défini comme un lieu d'innovation. Celle-ci fait l'objet des études menées par le GREMI (Groupe de Recherche sur les Milieux Innovateurs) fondé par Aydalot en 1984. Le groupe de recherche analyse le rôle du territoire dans l'innovation, à travers le concept de milieu innovateur (Matteaccioli et Tabaries, 2006). L'innovation serait donc liée aux spécificités du territoire, et une condition du développement de ce dernier. Elle est alors définie comme la capacité du territoire à renouveler ses ressources, ce renouvellement étant déterminant pour la dynamique économique du territoire sur le long terme (Peyrache-Gadeau, 2004).

Ainsi Crevoisier (2001) propose le concept de « milieu innovateur » pour conceptualiser l'articulation entre géographie, technologie et organisation. Pour l'auteur, la concurrence entre les territoires se fait par l'innovation. Il existe des milieux qui favorisent ou freinent cette innovation.

Deux autres éléments peuvent permettre d'approfondir l'analyse du lien entre territoire et production, les notions de RQT (Rente de Qualité Territoriale) et de panier de biens. La notion de RQT, d'une part, montre de quelle manière les caractéristiques du territoire et la qualité des produits et des services qui y sont rattachés sont valorisés de manière conjointe (Mollard, 2001). C'est également ce que recouvre la notion de paniers de biens, qui conceptualise la contribution d'autres facteurs que les caractéristiques « objectives » du produit dans son attrait pour le consommateur. Ces caractéristiques sont alors en partie liées à la territorialité de la production.

Ici, le lien entre territoire et tourisme prend tout son sens. Le secteur touristique peut en effet être considéré comme un opérateur des ressources des territoires. En effet, l'économie touristique a intérêt à jouer sur les caractéristiques des lieux, leurs spécificités

(François, 2008). C'est à partir de ce constat qu'émerge la notion de STL (Perret, 1992) qui met en évidence le dialogue qui se crée entre tourisme et territoire. En effet, le tourisme va s'appuyer sur les caractéristiques des destinations pour se développer. En retour, il va modifier les caractéristiques du territoire, et conduire à une éventuelle spécification de ce dernier. Cela montre bien l'intérêt des approches développées au sein de l'économie territoriale pour prendre en compte le lien entre tourisme et développement rural. En effet, la notion de territoire permet d'envisager l'ancrage fort du tourisme sur le territoire, et sa participation à la spécification de ce dernier.

La mise en évidence de l'existence des districts a permis un premier pas vers l'intégration de la notion de territoire par les économistes. Ainsi, face à la mondialisation, l'ancrage de certaines activités amène à s'interroger sur le rôle des caractéristiques de « l'espace » dans cet ancrage, et dans les performances économiques. La notion de territoire est alors proposée pour prendre en compte ces phénomènes. Ainsi pour Courlet (2008) l'économie territoriale « renverse la problématique » en s'intéressant au local dans le contexte de la globalisation. L'objectif est donc bien de comprendre quelles sont les caractéristiques du territoire qui vont attirer les entreprises et la population.

Comme le souligne Courlet (2001, p.33) : *« l'espace n'est plus le cadre dans lequel s'inscrivent les phénomènes économiques, mais un facteur important de leur mode d'organisation et de leur dynamique. L'espace n'est pas seulement un cadre de localisation des agents économiques, c'est aussi le cadre d'émergence d'un acteur particulier : le territoire »*.

Les modes d'organisation ont alors une importance fondamentale (Angeon et Callois, 2006). Ceux-ci sont ancrés territorialement, et le contexte socioculturel et historique joue un rôle central (Gumuchian et Pecqueur, 2007). Cerdan et Fournier (2007, p.105) soulignent ainsi que *« le couplage d'un savoir-faire et d'une organisation socio-économique territoriale est nécessaire pour produire un processus d'innovation qui va venir spécifier la (ou les) productions territoriales et ensuite assurer la pérennisation de cette production, en la modifiant éventuellement pour s'adapter aux évolutions de son environnement »*. Ainsi, la ressource territoriale émerge de ces modes d'organisation, comme nous le verrons dans le point suivant.

•De la ressource générique à la ressource territoriale : une construction territoriale

L'analyse de ces ressources, qui font la particularité des territoires, sera l'objet du ce point. L'objectif est de montrer que les ressources, de la ressource générique à l'actif spécifique, sont constitutives du territoire, et que leur présence influe sur le niveau de développement à l'échelle locale. La construction théorique de la notion de ressource sera étudiée.

Le territoire comme objet de recherche pour la science économique présente un intérêt central, celui d'expliquer pourquoi certains territoires sont plus compétitifs que d'autres. Pour être compétitives, les régions s'appuient sur des ressources qui leurs sont spécifiques. Ces ressources résultent d'une dynamique d'acteurs à l'échelle locale, de la

mise en commun de compétences, qui vont révéler ces ressources. Ainsi pour Courlet (2008, p.84) « *tout cela signifie que la compétitivité dépend moins du coût des facteurs que de la qualité de l'organisation* ».

En d'autres termes, des territoires « économiques » vont émerger de l'interaction entre des acteurs, qui vont créer des ressources. Ces ressources vont permettre l'ancrage des activités sur le territoire. Une relation se crée donc entre territoire et activités économiques. Celles-ci, par leur influence à l'échelle locale, vont créer une dynamique de « spécification » du territoire (Colletis et Pecqueur, 1993). En retour, les spécificités du territoire vont être intégrées dans la stratégie des entreprises.

La nouvelle économie institutionnelle amorce la réflexion sur les ressources en proposant la notion de coûts de transaction. Coase (1937) notamment, montre que les transactions sont associées à des coûts. Les transactions vont entre autres être différenciées par la spécificité des actifs. Un actif est dit spécifique lorsqu'une transaction requiert un investissement sur le long terme, mais également lorsque cet actif ne peut être utilisé pour une autre transaction. Il y a donc une dimension presque « irréversible » dans la transaction liée à des actifs spécifiques.

Comme le souligne Bossin (1999, p.9) « *par spécificités des actifs, O. Williamson désigne des caractéristiques techniques, immatérielles, locales et humaines qui confèrent à l'actif une plus grande efficacité productive lorsque celui-ci est intégré dans un processus productif donné* ». Williamson (1979), à la suite de Coase, propose donc une théorie des coûts de transaction. Celle-ci montre que, dans la transaction, une relation de dépendance est créée. Cette dépendance est liée à la présence de ces actifs spécifiques, qui impliquent que l'une des deux parties ne pourra sortir facilement de la transaction, de par sa dépendance à l'autre partie.

La théorie des coûts de transaction permet donc de souligner l'importance de l'existence d'actifs liés à une relation économique particulière, et qui ne peuvent être dissociés de cette relation. Au-delà du prix des facteurs de production, d'autres éléments entrent en jeu dans les stratégies productives des firmes, et ceux-ci doivent être intégrés dans l'analyse économique. C'est à partir de ce constat que se forment les réflexions sur les ressources, analysées à l'échelle du territoire. L'objectif est de caractériser la relation de dépendance existant entre les entreprises et le local.

En économie classique, les ressources des nations sont évaluées en termes d'avantages comparatifs, tels que définis par Ricardo. Pour l'auteur, chaque nation doit se spécialiser dans la production pour laquelle elle a le meilleur avantage relatif, c'est-à-dire dans la production qu'elle produira au coût le plus bas. Cette vision de l'économie amène à considérer les nations comme des espaces neutres, qui se différencient uniquement par le coût des différents facteurs de production.

Comme le soulignent Colletis et Pecqueur (2005) la spécialisation de chaque nation est expliquée par le prix des facteurs. Pour les auteurs (p.15 et 16) : « *La spécialisation est expliquée par le jeu du prix des facteurs et ne tient peu ou pas compte des dynamiques qui*

peuvent être de nature à attribuer aux ressources ou à la production de celles-ci une valeur hautement contextuelle, difficilement redéployable ou transférable, et ne se prêtant pas aux comparaisons ordinales ».

Il est donc nécessaire d'aller plus loin que les réflexions en termes de dotations factorielles. L'analyse des dynamiques à l'échelle mondiale amène à remettre en cause cette vision du développement. En effet, au-delà des nations, le monde se divise en « régions économiques » qui se différencient par leurs caractéristiques endogènes. Comme le souligne Courlet (2008, p.11) *« les villes et les territoires apparaissent de plus en plus comme des lieux privilégiés pour l'organisation des processus de développement et de création de richesse »*. Ce ne sont donc plus ici les avantages comparatifs des nations et leur spécialisation qui sont étudiées, mais bien la formation de régions économiques liées par des spécificités.

L'objectif principal de la prise en compte de la dimension territoriale en économie est d'expliquer pourquoi certaines régions sont plus compétitives que d'autres. L'hypothèse avancée par l'économie du territoire est que, pour être compétitives, ces régions s'appuient sur des ressources qui leur sont spécifiques. Comme nous l'avons vu, l'émergence de la notion de territoire part du constat de l'émergence de dynamiques locales au sein d'un mouvement global de mondialisation. Les ressources constituent alors la « clé de voûte » des analyses du territoire.

L'objectif est de déterminer dans quelle mesure les territoires créent des ressources capables de les différencier des autres territoires de manière durable (Colletis et Pecqueur, 1993). La problématique des ressources se justifie donc lorsqu'il s'agit de rechercher quels sont les facteurs de concurrence entre les territoires. En effet, la minimisation des coûts n'est pas le seul facteur de localisation des entreprises, et d'autres qualités du territoire peuvent motiver leur implantation.

Il faut pour cela identifier les ressources sur lesquelles un territoire peut s'appuyer et qui vont lui permettre de se distinguer des autres territoires et d'amorcer un processus de développement. Ainsi comme le note Lamara (2009) la ressource n'est plus un simple intrant mobilisé par les processus productifs, mais le résultat d'une mobilisation. Elle résulte de la coordination des acteurs autour d'un objet (histoire, mythe, identité, valeur commune, ...).

L'article de Colletis et Pecqueur (1993) constitue un article fondateur concernant l'approche en termes de ressources. Les auteurs s'appuient sur une double distinction pour établir une typologie des ressources permettant de caractériser les éléments de différenciation des territoires : d'une part la distinction actif/ressource, d'autre part la distinction générique/spécifique (Tableau 11). Cette distinction va permettre de prendre en compte l'ensemble des caractéristiques du territoire qui va avoir une influence sur sa spécificité, et donc sur l'ancrage des activités.

Tout d'abord, la distinction actif/ressource repose sur la différenciation entre des facteurs en activité et ceux qui n'existent qu'à l'état de potentiel, mais qui ne sont pas encore exploités. L'actif correspond donc à un facteur en activité, alors que la ressource est un

facteur à exploiter, à organiser ou à révéler (Colletis et Pecqueur, 2005). Par exemple, un gisement de matière première constitue une ressource, jusqu'à ce qu'il soit utilisé à des fins de production.

La distinction générique/spécifique permet, quant à elle, de différencier les éléments du territoire qui sont transférables et ceux qui ne le sont pas. Ainsi, les actifs et ressources génériques sont transférables dans le sens où ils ne sont pas liés à une localisation particulière. Les actifs et ressources spécifiques, eux, sont liés à une localisation, et ne peuvent être transférés, ou alors avec des coûts élevés de transfert.

Les différenciations entre actif/ressource et générique/spécifique sont au fondement des analyses du territoire. La notion de ressource spécifique, particulièrement, est au centre de ces analyses. Tout d'abord, les ressources spécifiques sont liées aux acteurs. Ce sont eux qui les identifient, qui les construisent et qui les valorisent. C'est la mise en commun des compétences des différents acteurs du territoire, liés pour résoudre un problème productif inédit, qui va venir activer la ressource spécifique.

Dans la littérature, la notion de ressources spécifiques est parfois rapprochée de celle de patrimoine (Resquier-Desjardin, 2006). En effet, ces ressources sont liées à la « mémoire » de situations de coordinations antérieures réussies (Colletis et Pecqueur, 2005). Billaudot (2005) met ainsi en évidence l'existence d'un « patrimoine territorial », de connaissances transmises entre les générations. La confiance existant entre les acteurs est donc au fondement de la ressource spécifique. Les ressources spécifiques naissent des interactions entre les acteurs, et n'existent que par ces acteurs.

Les ressources spécifiques constituent donc pour les territoires le moyen d'attirer de manière durable des activités, dans la mesure où elles ne sont pas transférables. Ainsi, une relation s'instaure entre les activités économiques et le territoire : celles-ci participent de la construction territoriale ce qui contribue, en retour, à ancrer les activités. La révélation de la ressource spécifique constitue un enjeu majeur pour le développement des territoires.

L'évolution des réflexions en termes de ressources a donné lieu à l'élaboration de la notion de ressource territoriale. La ressource territoriale est une ressource qui est intégrée dans un processus de valorisation au sein du territoire. C'est une ressource spécifique identifiée et qui peut être valorisée par les acteurs du territoire de manière intentionnelle, dans un objectif de développement. Ainsi pour Gumuchian et Pecqueur (2007, p.5) : « *la ressource territoriale est une caractéristique construite d'un territoire spécifique et ce, dans une optique de développement* ». La ressource territoriale est constituée par la révélation de la ressource spécifique, elle est produite dans un territoire.

Tableau 11 : Typologie des ressources

	Actif : facteur en activité	Ressource : potentiel, virtuel, à révéler et qui peut se transformer en actif à travers le processus de production
Générique : leur valeur ou leur potentiel sont indépendants de leur participation à un processus de production. - transférable, valeur d'échange, le lieu d'échange étant le marché - pas de localisation, aucune prise en compte du facteur géographique.	- main d'œuvre non qualifiée mais employée - capital prêt à être investi - matière première exploitée - information disponible sous forme standard mais utilisée dans un contexte particulier	- main d'œuvre non qualifiée et non utilisée - épargne sous forme liquide - gisement de matière première non exploité - information disponible sous forme standard
Spécifique : la valeur d'un actif ou d'une ressource spécifique est fonction de son usage et n'est pas transférable sans un coût important	- ressource activée par le processus de production - la matière première ne peut pas être spécifique - main d'œuvre qualifiée - capital investi dans les équipements - information élaborée en vue d'un usage particulier	- apparaissent au moment des combinaisons des stratégies d'acteurs pour résoudre un problème inédit. Elles ne sont pas transférables - résulte d'une histoire longue, d'une accumulation de mémoire, d'un apprentissage collectif cognitif.

D'après : Colletis, Pecqueur (1993 ; 1995) ; Pecqueur (2004 ; 2005)

L'enjeu pour un territoire est donc l'identification de ressources spécifiques et la construction de ressources territoriales. Ces ressources vont permettre au territoire d'amorcer un processus de développement. Cela va dans le sens des politiques publiques, comme nous l'avons déjà souligné, qui actuellement mettent en évidence la nécessité de prendre en compte les spécificités des territoires ruraux pour élaborer des stratégies de développement.

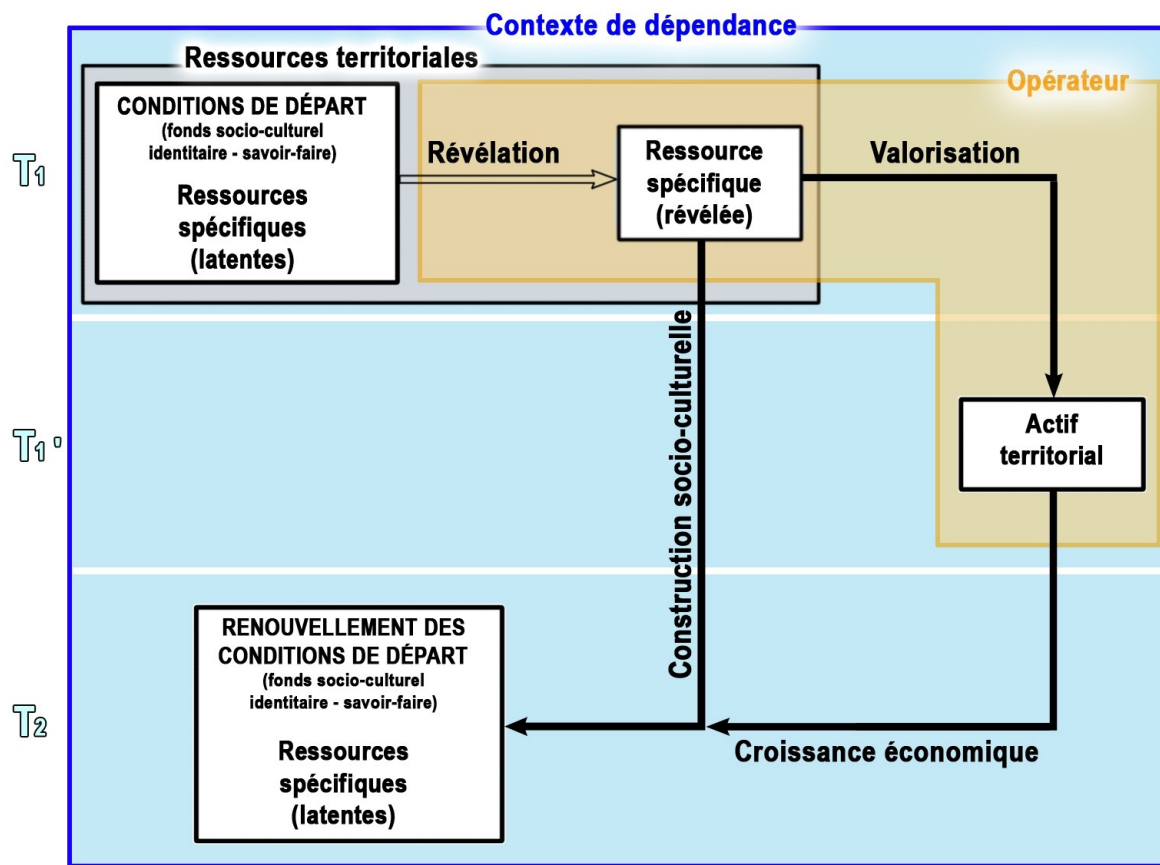
La mise en évidence de l'existence de territoires, au sein desquels des ressources spécifiques sont révélées, amène à s'interroger sur le local. La notion de ressource territoriale permet le passage du territoire au local, dans le sens où elle implique une notion de « projet » d'intentionnalité, qui échappe à la ressource spécifique.

Pour Corrado (2004, p.23) la ressource territoriale « *représente la découverte et l'actualisation d'une valeur latente du territoire par une partie de la société humaine qui la reconnaît et l'interprète comme telle, à l'intérieur d'un projet de développement local* ». La ressource territoriale participe donc à la "production de territoire", elle « *conditionne l'organisation même de sa production* » (François et al, 2006). Les auteurs proposent ainsi un schéma permettant de visualiser l'intégration de la ressource territoriale dans le territoire (figure 6). Comme le montre ce schéma, la ressource, qu'elle soit ou non valorisée, participe à la construction du territoire. Ainsi, la ressource territoriale peut aussi bien être matérielle qu'idéelle.

A titre d'exemple, des auteurs montrent que le paysage est une ressource territoriale (voir l'article de Naviner, 2004 sur le « paysage de lavande » caractéristique de la Provence),

mais également les savoir-faire ou encore la culture (Landel, 2007). La ressource territoriale est donc bien liée aux questions de développement local. Comme le soulignent Peyrache-Gadeau et Perron (2010), la ressource territoriale fait le lien entre la ressource et le lieu où elle est produite. Ainsi, les auteurs montrent le rôle que joue le paysage dans les processus de développement local.

Figure 6 : Au cœur de la dynamique du territoire : la ressource territoriale



François, Hirczak, Senil, 2006.

Source : François et al. (2006)

La notion de ressource territoriale met en évidence le rôle des acteurs tant dans sa construction que dans sa valorisation. Ainsi, nous avons vu que le territoire relève d'une certaine organisation, d'une proximité, qui souligne l'importance du système d'action mais également de la culture, de l'histoire du groupe lié au territoire. Le dernier point développé dans cette section concernera donc la caractérisation à la fois du rôle de l'acteur dans le territoire mais également de l'influence du territoire sur celui-ci.

•Au-delà de l'individu rationnel, l'acteur territorialisé

Le territoire, tel que défini au sein de l'économie territoriale, naît d'une dynamique d'un ensemble d'acteurs mobilisés autour d'une ou plusieurs productions, et qui vont ainsi créer des savoir-faire, des réseaux, une identité et des liens. Le territoire est donc également une structure sociale, construite par des relations (Ternaux, 2007).

L'un des principaux fondements du territoire est la proximité entre les agents, qu'elle soit institutionnelle, géographique, ou les deux à la fois. En effet, la proximité permet de garder un contact permanent avec les individus, les organisations et les institutions (Rallet, 2002). Elle crée donc du territoire, elle permet de créer des réseaux, du capital social et relationnel entre les acteurs. Pour Lamara (2009) l'un des deux piliers de la construction territoriale est constitué par la coordination entre les acteurs. Pour l'auteur, leur mise en relation quotidienne aboutit à des processus d'apprentissage.

Ainsi, il existe un consensus au sein de l'économie territoriale pour montrer que le territoire est un construit d'acteurs. Le territoire correspond à la construction d'espaces économiques par ces derniers, ce sont eux qui créent les espaces (Colletis et Pecqueur, 2005). Pour François et al. (2006, p.684) : *« Le territoire apparaît comme un construit socioculturel (un système de valeur qui assure la régulation et l'intégration des comportements individuels) qui se maintient et se renouvelle au fil de l'histoire : plus qu'un processus linéaire, nous sommes face à une dynamique d'accumulation collective de connaissances tant au niveau des savoir-faire que du savoir-être en commun »*.

Le territoire est donc avant tout un construit social. Il résulte de la coordination des acteurs pour la résolution des problèmes productifs qui se présentent à eux. C'est donc bien ce lien, autour d'une production économique, qui va créer du territoire. Il s'établit une relation dialectique entre les activités économiques et l'espace, liée aux acteurs. En effet ils vont, par leur coordination, créer des ressources qui vont permettre de spécifier le territoire et d'y ancrer les activités. En retour, les activités économiques vont créer des connaissances et des compétences sur celui-ci, qui vont favoriser les performances économiques.

Comme cela a été montré, le territoire apparaît comme un lieu de production de ressources, et l'enjeu des stratégies de développement des territoires est d'identifier et de révéler leurs ressources. Le territoire est un lieu de production de ressources spécifiques, qui lui permettent de se distinguer et d'attirer et d'ancrer les activités. La construction de ces ressources est le fruit d'un processus de patrimonialisation, c'est-à-dire d'un processus de construction de ressources par des acteurs ayant des compétences différenciées (Resquier-Desjardins, 2009).

L'émergence de la ressource est donc liée aux compétences des acteurs, mises en commun dans un objectif de construction et de valorisation de celle-ci. Ce sont les compétences de chacun d'entre eux, pris individuellement, qui permet d'obtenir des ressources communes pour le territoire. Il existe une interaction entre le territoire et les acteurs, une « co-construction » : ils créent le territoire, et en retour le territoire a une influence sur eux.

Le territoire se crée donc autour de la construction de ressources, qu'elles soient intentionnelles ou non intentionnelles (Samaganova et Samson, 2007). Les acteurs du territoire peuvent construire des ressources intentionnelles, c'est-à-dire des ressources qu'ils reconnaîtront eux-mêmes en tant que telles et qu'ils chercheront à valoriser. Mais il existe également des ressources non intentionnelles, qui peuvent être mobilisées dans la production mais dont les acteurs du territoire n'ont pas conscience. C'est alors la

mobilisation autour de la construction de ressources « intentionnelles », qui crée la dynamique d'acteurs sur le territoire.

Ce sont donc bien les acteurs qui constituent le territoire. Ainsi Samaganova et Samson (2007) définissent les « acteurs territorialisés » comme des personnes impliquées dans la construction des territoires. Le territoire est lié à une dynamique collective, à un ensemble d'acteurs associés autour d'enjeux de production. Triboulet et Longlet (2002) soulignent le rôle moteur des acteurs locaux dans la construction des territoires. Ceux-ci, impliqués dans le territoire, vont créer des capacités collectives, qui seront ainsi disponibles pour l'ensemble des individus sur le territoire.

La notion « d'acteurs territorialisés », est empruntée à la fois à la géographie et à la sociologie. Comme le montrent Gumuchian et al. (2003, p.2) : « *des formes de processus et inversement, les acteurs sont ceux qui réalisent ce passage incessant entre le réel spatial tel qu'il s'offre comme ressource à l'action et l'action comme inscrite dans l'espace* ». Il s'établit un dialogue entre acteur et territoire, ce dernier proposant un cadre pour l'action, celle-ci influant sur les caractéristiques des territoires.

Cela nous renvoie aux approches sociologiques telles que proposées notamment par Crozier et Friedberg (1977) qui montrent que l'action collective est un construit, et non pas une donnée. Dans ce cadre, l'environnement dans lequel s'inscrit l'acteur contraint son action et la rend possible, mais conditionne également les résultats. En d'autres termes, l'action n'est possible que si elle s'inscrit dans un système, qu'elle va par ailleurs contribuer à faire évoluer.

Cette notion « d'acteurs territorialisés » peut être rapprochée de la notion d'agencéité définie au sein de l'approche par les capacités. C'est à travers leur inscription dans le territoire que les individus vont mettre en œuvre leur agencéité, c'est-à-dire leur capacité à décider de leurs actions de manière autonome (Lallau et Dumbi, 2008). Nous l'avons vu, l'agencéité constitue le moteur de l'action collective. Elle constitue en effet la capacité de l'agent de faire des choix pour sa communauté (Panet, 2008) plutôt que pour satisfaire directement son bien-être personnel.

A l'échelle du territoire, il est donc possible d'établir la dialectique suivante : l'exercice des capacités de base d'un individu lui permet d'exercer son agencéité, ce qui fait de lui un acteur territorialisé, impliqué dans la construction des territoires. La mobilisation autour d'un projet ou d'une production commune, et donc autour de la construction de ressources spécifiques, va mobiliser l'agencéité collective des acteurs du territoire. Cette mobilisation va permettre la construction d'une capacité collective, à laquelle aura accès l'individu et qui améliorera le niveau de liberté et les opportunités auxquelles ont accès les individus des territoires. L'individu peut donc disposer de nouvelles opportunités liées à son inscription dans le territoire.

Ainsi Ternaux (2007) parle de « groupes situés ». Le territoire se définit donc comme un groupe d'individus, mais localisés, avec une identité, une culture et une histoire commune. Ainsi pour Kherdjemil et al. (1998, p.106) « *l'action est collective en ce sens où*

elle est le résultat de l'histoire du milieu où évoluent les agents économiques ». L'action collective à l'échelle du territoire est donc liée aux caractéristiques de ce dernier.

Pour un territoire, différents « acteurs » coexistent : les entreprises, les politiques, les institutions, tous ceux qui participent, de manière collective, à la construction du territoire. Ces acteurs, par leur action, vont créer des ressources mais également des capacités collectives qui vont bénéficier aux individus à l'échelle du territoire.

Territoire et acteurs entretiennent une dialectique, qui va avoir une influence sur les capacités à l'échelle individuelle. En effet, la spécification du territoire par la construction de ressources territoriales va permettre aux individus d'avoir accès à de nouvelles opportunités. Par exemple au sein de l'agriculture, la mise en place d'une AOC, qui constitue une ressource territoriale, crée une dynamique qui peut profiter aux individus à l'échelle individuelle. Les savoir-faire, liés à cette AOC pourront être transmis entre les générations, à l'échelle du territoire. Cela ne signifie pas que les nouvelles capacités collectives créées seront valorisées par l'ensemble des individus, mais que la dynamique collective a permis d'ouvrir des opportunités individuelles.

Conclusion de la section 2.2

Au terme de cette seconde section, deux interrogations émergent. La première question concerne l'impact des caractéristiques du territoire sur les individus qui s'y trouvent. En effet, nous avons vu qu'un dialogue s'établit entre acteurs et territoire : l'acteur s'inscrit dans le système d'action que constitue le territoire qui, en retour, va influencer les capacités de celui-ci. Or, nous nous intéresserons plus particulièrement ici à l'impact des stratégies de développement mises en œuvre à l'échelle du territoire sur la construction des capacités.

La seconde interrogation, liée à la première, porte alors sur les conséquences des projets de développement local sur les individus. En effet, l'économie classique assimile croissance et développement. Ainsi, développement et performances économiques se confondent. A cet égard, deux critiques peuvent être émises à l'encontre de l'économie territoriale. D'une part, l'approche se focalise sur les ressources présentes sur le territoire. Même au niveau de la création de ressource territoriale, qui implique une réflexion et une construction, ces ressources restent des facteurs de développement purement économique.

Ainsi, l'économie part du postulat que la croissance économique entraîne des effets positifs pour le développement à l'échelle individuelle. Or, l'économie territoriale part également du postulat qu'un territoire performant, bien placé en termes de compétitivité territoriale, sera bénéfique pour les personnes s'y trouvant. Les stratégies de développement local sont fondées sur cette base théorique, et il va donc de soi qu'un développement basé sur les ressources spécifiques du territoire conduira à une croissance et donc aura des retombées positives pour la population.

Cependant, cette assimilation de la croissance au développement est remise en question au sein de la littérature économique, par de nombreux auteurs, comme nous l'avons déjà largement développé précédemment. A l'échelle des territoires, cela signifie qu'il

est central de réinterroger les stratégies de développement. En effet, il est important de se demander si ces projets locaux vont réellement permettre une amélioration des conditions de vie sur le territoire. Pour cela, le recours à l'approche par les capacités, appliquée au territoire, est proposé.

Comme l'ont montré les différents points développés dans cette section, les analyses économiques du territoire permettent de mettre en évidence des dynamiques ignorées par l'économie classique. Ces analyses, opérationnalisées à l'échelle des politiques publiques, conduisent à s'interroger sur la question du développement local. Si l'enjeu de spécification des territoires passe par l'existence de ressources spécifiques et la construction de ressources territoriales, que nous dit la littérature à propos des stratégies à mettre en œuvre à l'échelle du local ? De manière plus large, comment définir le « local » et les enjeux qui y sont liés ? Ces interrogations feront l'objet du dernier point de cette section.

En effet, pour répondre à notre problématique, l'analyse du phénomène local est indispensable. Les stratégies de développement touristique visant les territoires ruraux s'appuient en effet sur des postulats liés à l'analyse économique du local. L'objectif est donc de compléter l'analyse du territoire et de ses dynamiques en interrogeant les conséquences opérationnelles de ces développements théoriques.

2.3 : Le local, un enjeu des politiques publiques

L'économie territoriale nous propose des outils pour comprendre et analyser les dynamiques permettant à un territoire d'attirer et d'ancrer des activités. Les approches en termes de ressources offrent un cadre pour saisir les enjeux du développement économique des territoires. En effet, face au phénomène de globalisation, la spécificité de certains territoires peut leur permettre d'attirer et d'ancrer des activités de manière relativement durable. Le développement territorial se définit alors comme un processus d'exploitation et de renouvellement des ressources territoriales (Bataïni, 2004).

Cependant, cette vision du développement est centrée sur le développement économique du territoire. Or il semble central, pour comprendre et analyser les blocages existant sur certains territoires et les inégalités qu'ils subissent, d'adopter une vision plus large du développement. Pour cela, nous avons vu que l'approche par les capacités, en définissant le développement comme une augmentation des libertés réelles dont disposent les individus, propose une approche globale du développement.

Si l'on considère le territoire comme un ensemble et un construit d'acteurs, il est alors possible d'appliquer l'approche par les capacités à la réflexion concernant le développement à l'échelle du territoire. En effet, un territoire est défini par une histoire, une culture, un ensemble d'acteurs qui, nous le verrons, pourront être qualifiés « d'agents » au sens d'Amartya Sen.

Cette dernière section montrera que la construction de la notion de capacités territoriales permet d'avoir un cadre pour l'évaluation du développement à l'échelle du territoire. Ainsi, c'est sur la base de la définition des capacités territoriales que le niveau de

développement des territoires ruraux pourra être évalué. En effet, ces capacités représentent la liberté dont peuvent disposer les individus à l'échelle du territoire, et c'est donc sur ces capacités territoriales qu'une stratégie de développement doit avoir un impact.

2.3.1 : Territoires et politiques de développement

Les politiques locales sont de plus en plus présentes dans les pays développés, et notamment en France. Elles s'appliquent à l'échelle de territoires « vécus », appropriés, sur lesquels un ensemble de personnes cherchent à s'interroger sur l'avenir du territoire et sur les projets à mettre en œuvre. En ce sens, l'objectif est de mettre en place des stratégies permettant le développement sur le territoire, dans un sens large : améliorer l'attractivité du territoire et le bien-être des habitants qui s'y trouvent. Cela passe par le développement de services, d'activités, d'un ensemble d'éléments permettant d'améliorer les conditions de vie.

Ainsi, les échelons territoriaux se multiplient, de la communauté de communes à des échelles plus larges. Ces territoires peuvent être considérés comme des « territoires de projet », c'est-à-dire des territoires construits pour l'action. Ainsi comme le souligne Aloui (2007, p.59) : « *le développement territorial constitue aujourd'hui un paradigme de référence pour la conception et la mise en œuvre des programmes d'investissements publics et des stratégies des acteurs locaux en milieu rural* ». Différents échelons territoriaux coexistent, chacun cherchant à apporter une cohérence aux stratégies de développement territorial.

En effet en France, le maillage de l'espace national en territoires de projet est important. Ainsi, les différents territoires se superposent. Comme le souligne Joye (2007), les politiques locales structurent le territoire. Il existe peu de communes en France ne faisant partie d'aucune intercommunalité, ou de regroupement de communes. Le territoire au sens d'espace de projet occupe donc une place importante au sein des politiques publiques.

Les caractéristiques de quatre territoires de projet seront analysées, pour montrer en quoi ils peuvent être considérés comme des structures du vivre ensemble. Ce n'est pas l'ensemble des territoires qui seront ici étudiés, mais quelques exemples significatifs. L'objectif est de montrer que l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de développement sur ces territoires va avoir une influence sur les opportunités à l'échelle individuelle. Les territoires présentés sont les suivants : les communautés de communes, les Pays, les Schémas de Cohérence Territoriale, et enfin les PNR (Parc Naturel Régionaux).

Tout d'abord, les communautés de communes font partie des EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale). Les EPCI regroupent trois formes d'intercommunalité : les communautés urbaines, les communautés d'agglomération et les communautés de communes. Plus particulièrement, la communauté de communes a pour objectif de rassembler des communes autour d'un but commun. Les communes qui se regroupent peuvent ainsi gérer de manière commune les services, les équipements, mettre en œuvre des projets de développement communs. Les communes appartenant à la communauté transfèrent ainsi une partie de leurs compétences à celle-ci.

Les communautés de communes sont particulièrement utiles sur les territoires ruraux, dans la mesure où elles permettent de se rassembler et d'avoir ainsi plus de pouvoir et de marge de manœuvre pour mettre en place des projets. La dimension collective de la communauté de communes permet donc aux individus d'avoir accès à plus de services par exemple, services qui n'auraient pu être mis en place sans l'existence de la communauté.

Le second territoire de projet que l'on peut étudier est le pays. Le pays est constitué par un regroupement de communes, qui vont définir ensemble des objectifs de développement. Ainsi, le site de l'observatoire des territoires propose la définition suivante : *« territoire de projet caractérisé par une « cohésion sociale, géographique, économique et culturelle ». Lieu d'action qui fédère des communes, des groupements de communes, des organismes socioprofessionnels, des entreprises, des associations autour d'un projet de développement commun »*¹⁸. Le Pays a pour objectif d'impliquer les acteurs locaux, qu'ils soient politiques, institutionnels ou économiques, dans le développement du territoire.

Le but est donc bien de mettre en commun les différentes composantes du territoire, pour obtenir des « capacités » auxquelles l'individu ne pourrait pas avoir accès à son échelle. En ce sens, le pays est plus fédérateur que la communauté de communes. Au-delà de l'échelon administratif, le pays a pour but de couvrir une « aire géographique » homogène, rassemblant des territoires et des acteurs ayant des intérêts communs. Ainsi, un « conseil de développement », qui rassemble l'ensemble des acteurs impliqués dans le Pays, est lié à ce dernier. L'objectif est donc bien de mettre en commun les différentes capacités des acteurs pour développer les opportunités disponibles à l'échelle du territoire.

Un troisième territoire de projet est analysé, le schéma de cohérence territoriale (SCOT). Le SCOT est un rassemblement d'EPCI, dont les élus vont définir ensemble l'évolution sur les questions d'habitat, de zones d'activité ou encore de transport. Le SCOT permet donc à un ensemble de communes de réfléchir aux questions d'orientation, d'avenir, de stratégie du territoire. Ainsi, la création de zones d'activité peut être décidée. L'objectif est de permettre un aménagement équilibré du territoire régi par le SCOT.

Enfin, le dernier territoire de projet présenté sera le PNR. Les Parcs Naturels Régionaux recouvrent des espaces à dominante rurale présentant des enjeux en termes de protection du patrimoine naturel et culturel. Ainsi, la charte du parc détermine les orientations de développement du parc, comprenant la mise en valeur et la protection. Les PNR se situent donc sur des territoires à enjeux, qui nécessitent un projet et une stratégie de développement spécifique.

Ces quatre exemples de « territoires de projet » montrent tout d'abord qu'outre une dimension économique, le territoire est également politique. Ainsi, les caractéristiques des projets de développement présents sur les territoires, et des alliances avec d'autres territoires, font partie des caractéristiques de celui-ci. Pour Banat et Ferguene (2009), le développement territorial implique la coexistence de deux systèmes : un système technique et économique, d'une part ; d'autre part, un système institutionnel, fondé sur les

¹⁸ Site officiel de l'observatoire des territoires, http://zonages.territoires.gouv.fr/zonages/p5_glossaires.php, page consultée le 10/03/2011.

caractéristiques de la culture locale et sur son système social. Cela montre bien que si, à l'échelle du « local » la dimension économique est centrale, l'aspect politique est également constitutif du territoire.

La « politique territoriale », définie en 2001 par l'OCDE comme une politique menée par un gouvernement pour assurer un développement équilibré de tous ses territoires, peut avoir une influence sur les individus qui se trouvent dans ces territoires. Comme le montrent les exemples développés dans ce point, différentes échelles de territoire coexistent, et un individu appartient et se réfère à plusieurs échelons territoriaux. Ces territoires vont avoir un impact sur les opportunités individuelles. Mais l'inscription dans un territoire peut également avoir un impact négatif sur l'individu. Ainsi, le facteur local, territorial, doit être pris en compte dans l'analyse des opportunités individuelles accessibles aux individus, comme le montrera le dernier point de cette section.

2.3.2 : Vers une définition des capacités territoriales

Pour aborder la question des capacités territoriales et en proposer une définition, nous reviendrons d'abord à la caractérisation du territoire. Au fil des déroulements précédents, nous avons vu que celui-ci est tout à la fois un support de l'action collective et une cible des politiques publiques. L'individu s'inscrit dans ce système d'action, et la question des capacités qui lui sont accessibles en lien avec celui-ci se pose. Cela nous amène à la conclusion qu'il est possible de définir le territoire comme une structure du vivre ensemble. En tant que tel, celui-ci produit alors des capacités collectives, que nous qualifierons de territoriales, et que nous caractériserons.

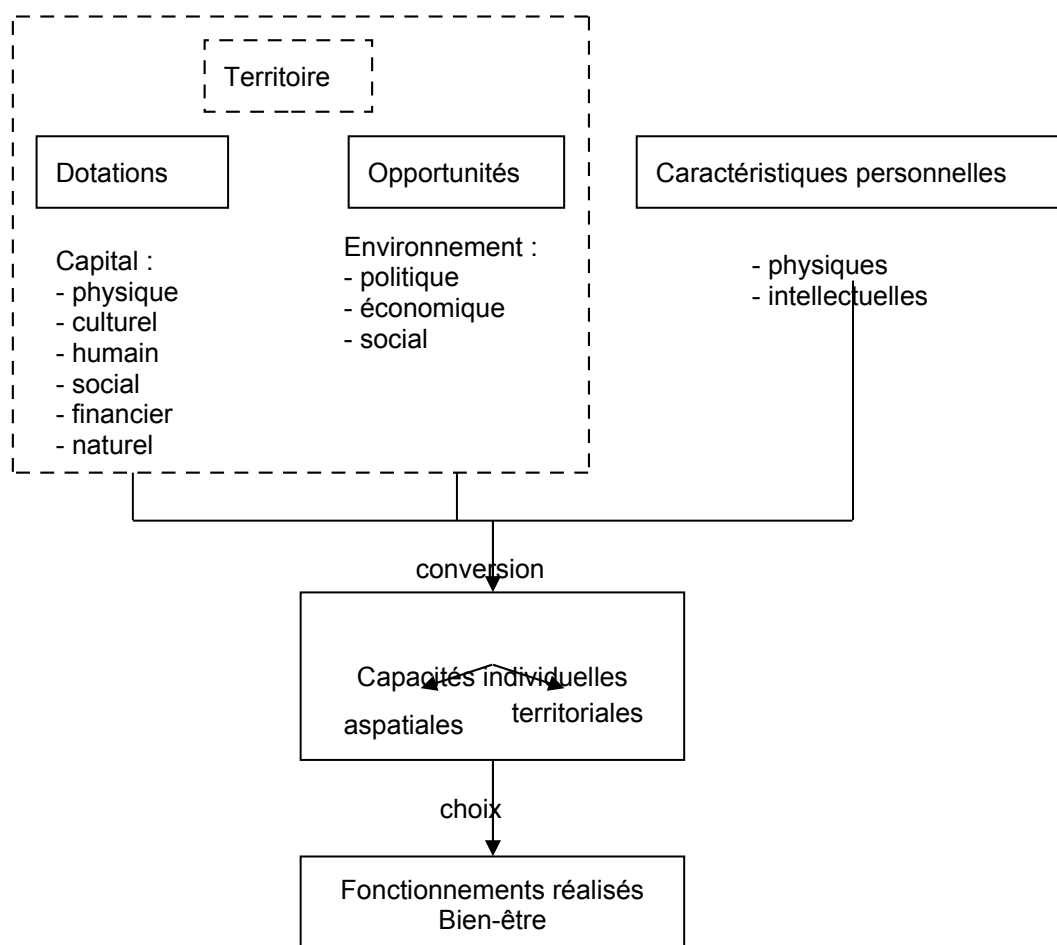
•Le territoire, une structure du vivre ensemble

Pour commencer, nous proposons de revenir à la définition du territoire empruntée à la géographie, celle proposée par Le Berre (1995) que nous avons déjà évoqué. Pour l'auteur, le territoire a trois facettes : existentielle (le territoire est doté d'une identité propre), physique (matérialité du territoire) et enfin opérationnelle (comportements territoriaux des acteurs sociaux). Cette définition du territoire, en proposant une perspective géographique de cette notion, souligne qu'outre le territoire comme « construit d'acteurs » celui-ci a également une dimension physique. Ainsi, l'ensemble des caractéristiques du territoire, telles qu'identifiées par la littérature au sein de différentes disciplines, vont influencer les opportunités individuelles.

L'économie territoriale nous propose des outils pour analyser les facteurs de développement économique des territoires, mais ne permet pas de prendre en compte la qualité de vie ou le bien-être des individus sur le territoire. Pour cela, il semble indispensable d'étudier la dialectique existant entre l'individu et le territoire, en ayant recours à la notion de capacités collectives. Ainsi le but du développement n'est pas uniquement de révéler ou de construire des ressources permettant de spécifier le territoire, mais également de permettre d'accroître les opportunités à l'échelle du territoire. Pour Dubois et Mathieu (2009, p.252) : *« le but du développement est de renforcer de manière équitable les capacités ou les libertés d'action des personnes en tenant compte des spécificités de leurs aspirations et de »*

leurs manières d'agir et d'être, tant individuellement que collectivement ». Pour illustrer l'impact du territoire sur les capacités, la figure 7 est proposée.

Figure 7 : Territoire et capacités



Source : Loubet et al., (2011)

Ce schéma permet de souligner l'importance du territoire dans la construction des opportunités à l'échelle individuelle. Le territoire est à la fois à la source de dotation pour les individus (situation géographique, culture) mais va également leur permettre d'avoir accès à des opportunités. Ce constat nous incite donc à renverser la problématique, en nous intéressant non pas aux caractéristiques du territoire qui peuvent jouer un rôle dans son développement économique, mais en s'interrogeant sur l'influence de ses spécificités sur les opportunités individuelles. Ainsi, la question portera sur les différentes formes de développement des territoires produisant différentes formes de configurations territoriales en termes de capacités. Un dernier point sera donc développé dans ce chapitre, celui de la définition de capacités dites « territoriales ».

L'approche par les capacités a été élaborée par Sen dans une perspective fondamentalement individualiste. Pour l'auteur, l'individu est l'unité de référence, et les libertés dont il dispose se définissent et s'analysent à cette échelle. Sans nier l'importance des capacités à l'échelle individuelle, l'objectif de ce travail de recherche est de souligner qu'il existe des capacités qu'il n'est possible d'obtenir qu'à l'échelle collective.

Dans le cadre d'une analyse de l'impact du tourisme sur des territoires subissant des disparités, l'étude des opportunités liées à l'inscription de l'individu dans le territoire est particulièrement pertinente. En effet, l'objectif est d'analyser en quoi le tourisme, en agissant sur le territoire, améliore les capacités à l'échelle individuelle. La question qui se pose est de savoir si une politique de développement visant le territoire peut avoir une influence sur les opportunités auxquelles ont accès les individus de ce territoire. En outre, la pertinence d'une stratégie de développement fondée sur le secteur touristique doit être discutée.

Il est donc nécessaire de s'interroger sur une mesure du développement, défini en termes de capacités, à l'échelle du territoire. Pour cela, la notion de capacités territoriales est proposée, celle-ci permettant d'englober l'ensemble des caractéristiques du territoire dans l'analyse de son niveau de développement. L'objectif est d'aller au-delà de l'analyse du territoire sous l'angle politique, économique ou administratif, mais de prendre en compte l'ensemble des facettes du territoire.

• Les capacités territoriales pour conceptualiser l'influence du territoire sur les libertés individuelles

Pour Amin (1999) il est possible de distinguer quatre aires d'action du développement local :

- construire des clusters : rendre spécifique la production d'une région ;
- apprentissage et adaptation : les régions doivent apprendre et s'adapter pour se développer et retenir les avantages compétitifs ;
- renforcer les institutions locales ;
- mobiliser l'économie sociale : encourager la création d'activités.

Ici, l'auteur montre quels sont les facteurs sur lesquels le développement local va agir à l'échelle d'un territoire. En effet, les politiques publiques vont dans ce sens. Cependant, la question qui se pose est celle des conséquences de la mise en œuvre de ces actions sur les individus à l'échelle locale. Ainsi, en quoi le fait d'agir sur la spécificité des productions à l'échelle du territoire, ou encore sur ses institutions, peut-il avoir une influence sur la liberté des individus qui se trouvent dans le territoire ?

Les aires d'action définies par Amin englobent les aspects économiques, politiques et institutionnels du territoire. Cependant, chacune de ces actions a pour but d'améliorer la compétitivité économique du territoire. A partir de ces différents champs d'action visant à renforcer la position économique du territoire, des conséquences à l'échelle individuelle doivent pouvoir être mesurées.

Le territoire constitue un ensemble d'acteurs, d'institutions, de productions, d'éléments physiques qui permettent aux individus de transformer leurs dotations en fonctionnements. Pour mesurer ce phénomène à l'échelle du territoire, la notion de capacités territoriales est proposée.

La notion de « capacités territoriales » permet de conceptualiser la dimension territoriale des capacités individuelles. Elles constituent une échelle d'évaluation du niveau de développement du territoire. En effet, le développement est ici défini comme une augmentation des libertés réelles dont disposent les individus. Les politiques et stratégies de développement décidées à l'échelle des territoires peuvent ainsi avoir une influence sur ces libertés. La notion de capacités territoriales permet de conceptualiser le rôle particulier des structures, des institutions, des groupes sociaux, des dynamiques du territoire sur celles-ci.

Pour Deneulin (2008) le développement ne peut être évalué uniquement à partir de l'amélioration des libertés des membres du groupe social, mais doit également tenir compte des libertés collectives de ce groupe social ou de cette collectivité. Cela signifie qu'en termes de capacités, différentes échelles d'évaluation sont possibles, et se complètent : l'échelle individuelle d'une part, l'échelle collective d'autre part. Au sein de cette dernière catégorie, l'échelle territoriale constitue également un espace d'évaluation. Bertin (2005) souligne que la capacité d'une personne à transformer ses ressources en biens dépend à la fois de ses caractéristiques individuelles et de son environnement. C'est à cette dernière catégorie de capacités qu'appartiennent les capacités territoriales.

Ainsi, les caractéristiques physiques appartiennent plutôt à la première catégorie définie par Bertin, telle que la force physique par exemple. Une autre caractéristique individuelle entrant dans la conversion des biens en fonctionnement peut être le genre, ou encore l'âge de l'individu. D'un autre côté, l'environnement est constitué par les caractéristiques géographiques du contexte dans lequel l'individu évolue ou encore son environnement politique.

Comme cela a déjà été souligné, le territoire est un ensemble d'acteurs, mobilisés autour d'enjeux de production et de développement. Mais le territoire est également un ensemble de ressources, de facteurs physiques, de politiques. Il peut être considéré comme une institution au sens de Perret (2002), pour qui ces dernières vont avoir une capacité de structuration de l'espace commun, d'organisation de la vie sociale, de structuration de l'action collective.

Comme le montrent les recherches en économie territoriale, le territoire peut favoriser l'émergence de la ressource territoriale, qui elle-même, en retour, produira du territoire. Or, cette ressource territoriale peut constituer un « catalyseur » pour les capacités à l'échelle du territoire (Boucher et al., 2003). Ces auteurs s'interrogent particulièrement sur l'impact des SYAL dans le développement des capacités. Ils montrent que l'activation des ressources spécifiques peut jouer un rôle sur la performance des systèmes, améliorant ainsi le bien-être des acteurs et jouant un rôle de catalyseur des capacités.

Ainsi, les enquêtes sur les conditions de vie, conduites par la Banque Mondiale (2002 ; 2004) dans différents pays, comportent deux volets. Un volet portant sur les caractéristiques individuelles des interviewés, et une partie sur les caractéristiques de la communauté dans laquelle ils évoluent. Les dimensions suivantes sont interrogées : principales caractéristiques de la communauté, conditions économiques générales et programmes d'aide, opportunités d'emploi non agricole, agriculture, infrastructure de

transport, éducation, santé, désordre public et autres affaires sociales. Cet exemple montre l'importance accordée au groupe, à la communauté dans l'évaluation des conditions de vie des individus. Cependant, la dimension locale doit également être prise en compte.

Pour Sen (1999, p.17) : *« Les objectifs que les personnes peuvent atteindre dépendent des possibilités économiques, des libertés politiques, de l'environnement social et des conditions qui favorisent l'accès à la santé et à l'éducation et qui encouragent les initiatives. La codification institutionnelle de ces opportunités dépend, en retour, de la manière dont les gens exercent leurs libertés, par l'intermédiaire de leur participation aux choix sociaux qui améliorent ces opportunités ».*

Sen souligne ici une double influence entre l'individu et son environnement. D'une part, l'environnement influence les opportunités individuelles, sous deux aspects. Tout d'abord, le contexte dans lequel l'individu évolue va avoir un impact sur sa capacité à transformer ses dotations en réalisations qu'il valorise. Ensuite, les caractéristiques extérieures à l'individu vont avoir une influence sur ses préférences, et donc sur ce qu'il valorise. D'autre part, l'individu, en exerçant son agencéité et en devenant agent, va avoir une influence sur son environnement.

Il est donc intéressant d'étudier cette catégorie particulière de capacités, liées au groupe, à la collectivité, à l'environnement de l'individu. Les politiques publiques mises en œuvre sont de plus en plus « locales », un intérêt croissant est porté aux caractéristiques du territoire dans le développement. Il est donc central de proposer une évaluation de ce dernier sur la qualité de vie des individus.

Sans occulter la dimension individuelle de la liberté, il est à notre sens plus pertinent, dans le cadre de l'évaluation du tourisme comme stratégie de développement, d'avoir recours à l'approche collective. Nous l'avons vu, les territoires ruraux marginaux sont des territoires qui offrent, à priori, moins d'opportunités aux individus qui s'y trouvent que d'autres territoires.

L'objectif du développement du tourisme est donc d'accroître les opportunités sur le territoire. Ce sont donc les capacités collectives à l'échelle du territoire qui sont visées, et non pas directement les capacités individuelles. La question est donc finalement d'évaluer en quoi le tourisme peut permettre d'élargir les opportunités liées à l'inscription de l'individu dans le territoire.

Pour cela, les capacités territoriales sont définies. Ces capacités correspondent donc aux opportunités des individus de vivre la vie qu'ils désirent vivre, ces capacités étant inscrites dans le territoire.

•Caractéristiques des capacités territoriales

Comme cela a été abordé dans la section précédente, deux définitions des capacités territoriales coexistent au sein de la littérature. A notre sens, les capacités liées au territoire ne sont pas uniquement des capacités issues de l'action collective des acteurs sur le

territoire. Les capacités collectives doivent être définies de manière plus large, comme englobant les différentes caractéristiques du territoire qui peuvent avoir une influence sur les opportunités individuelles. En effet, les capacités territoriales sont liées à la fois à la capacité d'action collective des acteurs mais également aux institutions présentes sur le territoire.

Plusieurs éléments composent donc la capacité territoriale. Dans un premier temps, elle est constituée par l'action collective des acteurs sur le territoire. Ces acteurs, comme nous l'avons vu, disposent de capacités de base, mais également d'une capacité à se positionner sur le territoire. Cela va permettre de créer une dynamique, et donc des capacités à l'échelle collective.

La capacité territoriale est également composée des ressources territoriales présentes sur le territoire. Ces ressources sont le résultat d'un construit d'acteurs, et elles permettent le développement du territoire. En effet, le lien créé entre les acteurs à l'occasion de l'identification, de la construction ou encore de la valorisation de la ressource peut constituer une capacité pour les individus du territoire.

Le capital social à l'échelle du territoire constitue également une composante de la ressource territoriale. En effet, l'importance de l'action collective dans l'amélioration des conditions de vie a déjà été soulignée. Or, le capital social permet de créer des réseaux nécessaires à l'action collective. Enfin, la capacité territoriale est liée aux différentes composantes présentes sur le territoire : tissu économique local, identité, capital organisationnel, présence de projets de territoire. L'enjeu du développement à l'échelle du territoire est donc d'influencer les différentes variables composant la capacité territoriale.

La notion de capacité territoriale peut être rapprochée de celle de « capital territorial » proposée par l'OCDE (2001) et reprise par Camagni (2009). Pour l'OCDE (2001) le capital territorial est défini comme les atouts que possèdent les villes et les régions qui sont à la base du développement endogène ainsi que les institutions, les modes de prise de décision et les qualifications professionnelles qui permettent de valoriser ces atouts. Nous sommes bien dans la définition de caractéristiques liées au territoire qui permettent une augmentation des libertés sur celui-ci. Ces caractéristiques sont liées au territoire, et ne pourraient être obtenues à l'échelle individuelle.

Les « qualifications professionnelles » par exemple, peuvent bien sûr être acquises à l'échelle de l'individu, à travers l'obtention d'un diplôme. Mais l'acquisition de ces qualifications passe également par des possibilités offertes par le territoire : compétences liées à une production et des savoir-faire spécifiques, ou encore accès à des structures d'enseignement performantes.

Pour Camagni (2009) le capital territorial est composé des biens publics et des ressources, des biens intermédiaires, du capital fixe privé, du capital social, du capital relationnel, du capital humain, des économies d'agglomération et des réseaux. Nous sommes bien dans la définition d'un capital lié à la localisation des individus. En effet, ces possibilités ne sont offertes aux individus que par leur inscription dans le territoire. Il existe donc bien un lien entre capital territorial et capacités territoriales.

Cependant pour Camagni, le rôle du capital territorial est d'améliorer l'efficacité et la productivité territoriale. Or, notre démarche vise à évaluer l'impact du tourisme sur les opportunités offertes aux individus, et particulièrement sur celles dont ils disposent à l'échelle du territoire. La notion de capacités territoriales permet alors de mesurer l'impact du capital territorial sur les opportunités individuelles. Ainsi pour Bebbington (1999) le capital (production, humain, naturel, social, culturel) n'est pas juste une ressource, il constitue une capacité à agir.

La proposition réalisée dans cette recherche est donc de définir et d'évaluer le développement territorial à l'aune des capacités. Pour cela, il est nécessaire de pouvoir réaliser des comparaisons entre les territoires. Kunbur et VENABLES (2003) définissent les inégalités spatiales comme des inégalités entre les indicateurs sociaux et de bien-être et entre les unités géographiques à l'intérieur d'un pays. La définition de « capacités territoriales » permet alors de mesurer ces inégalités, et de comparer le niveau de développement de différents territoires.

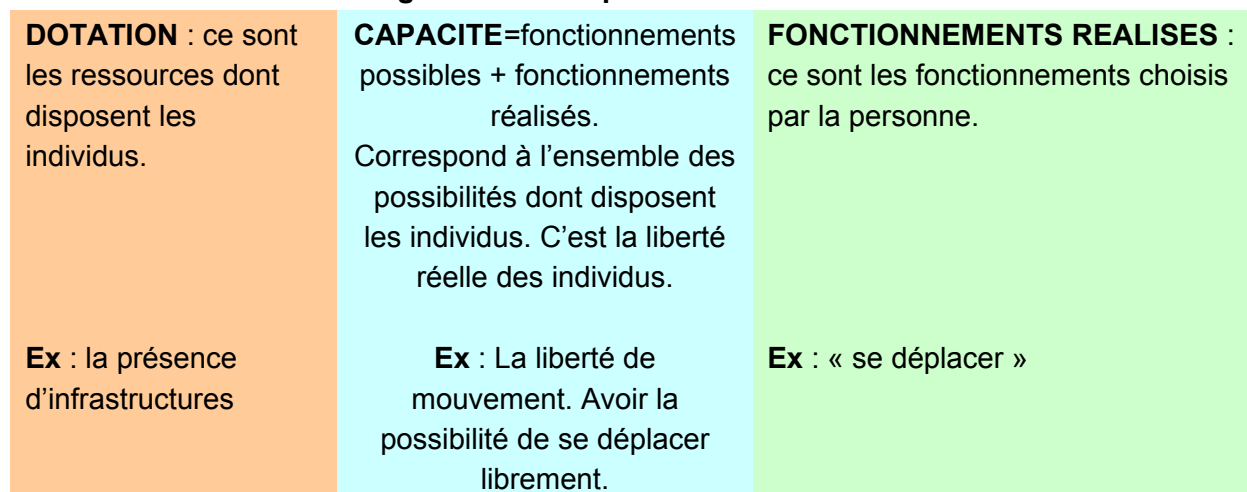
Dans le cadre de cette recherche, ce dernier point est central. En effet, le but est de s'interroger sur l'efficacité des stratégies de développement à l'échelle des territoires. Ainsi, le recours aux capacités permettra d'avoir une base pour réaliser ces comparaisons. Les inégalités entre territoires seront évaluées dans l'espace des capacités.

Conclusion section 2.3

Concernant notre objet de recherche, l'AC doit permettre d'évaluer l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux. La définition du développement proposée dans cette recherche rejoint celle de Sen, pour qui le développement correspond à l'ensemble des libertés réelles dont disposent les individus. Les individus disposent de dotations, et les capacités correspondent à ce qui va leur permettre de transformer ces dotations en réalisations (figure 8). Ces capacités peuvent être améliorées à l'échelle individuelle, à travers des politiques telles que, par exemple, l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi ou la mise en place de revenus minimums.

Cependant, les développements récents de l'approche montrent qu'un certain nombre de capacités ne peuvent être atteintes qu'à travers l'action collective. Or, à l'échelle du territoire, il semble intéressant d'interroger les mécanismes de développement sous cet angle. Pour cela, il convient de définir ce que nous appellerons des « capacités territoriales » c'est-à-dire des capacités liées au territoire.

Figure 8 : Les capacités individuelles



FACTEURS DE CONVERSION : ce sont les caractéristiques de l'individu lui permettant de transformer ses dotations en capacités.

CHOIX DE FONCTIONNEMENTS

Source : auteur

Conclusion du chapitre 2

La problématique du développement des territoires ruraux soulève la question des outils permettant d'analyser les caractéristiques de ces territoires. L'économie territoriale propose un cadre théorique pour l'étude des facteurs permettant le développement économique de ces territoires. Pour les approches en termes de ressources, un territoire doit chercher à révéler et à construire des ressources dites spécifiques, qui lui permettront de se distinguer des autres territoires. Ces ressources spécifiques permettent au territoire d'attirer et d'ancrer les activités, puisque ces ressources ne sont pas facilement transférables.

Les analyses en économie territoriale montrent que ces ressources sont construites par l'action collective des acteurs du territoire. Le territoire est donc un construit d'acteurs, mobilisés autour d'enjeux de production et de spécification. Cette caractéristique du territoire nous permet d'avoir recours à l'approche par les capacités pour évaluer les stratégies de développement possibles sur les territoires.

Cependant, la dimension « territoriale » de l'espace ne doit pas être la seule à être prise en compte dans l'analyse. En effet, l'espace est également un ensemble de caractéristiques physiques, sociales et institutionnelles qui entrent dans la définition du bien-être des individus. Notamment, les politiques de développement local ont un impact sur ce dernier, et cet impact doit être évalué.

Pour cela, la notion de capacités territoriales est proposée. Ces capacités correspondent donc aux opportunités des individus de vivre la vie qu'ils désirent vivre, ces capacités étant inscrites dans le territoire. De cette définition doit découler une méthodologie de recherche permettant d'évaluer l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux. Cette approche propose un cadre théorique pour conceptualiser l'aspect multidimensionnel du développement. Cependant, elle reste délibérément incomplète, et des spécifications doivent être réalisées pour l'appliquer. Celles-ci concernent notamment le choix de l'espace d'évaluation, de la liste de capacités ou de fonctionnements, ou encore la méthode de mesure de ces derniers.

Conclusion de la partie 1

Dans cette première partie, notre objectif était de préciser les définitions sur lesquelles nous nous baserons pour mener ce travail de recherche. Les frontières de notre analyse étant posées, nous avons ensuite proposé une analyse critique des outils d'évaluation de l'impact du tourisme sur le développement rural. Au terme du premier chapitre, nous avons abouti à la conclusion que celles-ci, en se focalisant sur la croissance comme enjeu du développement, ne permettait pas de rendre compte de toute la complexité du phénomène touristique.

Entre ruralité, tourisme et développement, le territoire apparaît alors comme un élément fédérateur. En effet, en remettant en question les approches existant pour l'analyse du lien entre tourisme et développement rural, c'est en réalité la définition du développement elle-même qui est questionnée. Dans ce cadre, il apparaît que le tourisme est un phénomène multidimensionnel, dans le sens où il crée une relation particulière avec la destination dans laquelle il se développe. A ce titre, territoire et tourisme sont liés.

L'hypothèse centrale de cette thèse est que le tourisme peut constituer une stratégie de développement pour les territoires ruraux marginaux. Cependant, notre démarche s'inscrit dans un dépassement de la vision « classique » du développement, en cherchant des éléments de réponse dans son analyse multidimensionnelle. L'approche par les capacités a alors été proposée comme cadre théorique de définition des questions de développement.

Cependant, telle que conçue par Amartya Sen, celle-ci se révèle trop centrée sur l'individu pour rendre compte des mécanismes d'action du tourisme en tant que stratégie de développement. C'est alors vers les réflexions en termes de capacités collectives que nous nous sommes tournés. Ainsi, la notion de capacités territoriales a été proposée comme outil d'évaluation de l'impact du tourisme à l'échelle du territoire. A partir de cette définition théorique, la question de l'opérationnalisation de l'approche à l'analyse de la région Rhône-Alpes fera l'objet des développements suivants.

PARTIE 2 : PROPOSITION D'APPLICATION DE
L'APPROCHE PAR LES CAPACITE A
L'ANALYSE DE LA REGION RHONE-ALPES

Introduction de la partie 2

Les deux chapitres précédents ont permis de montrer que la question de la multidimensionnalité est au cœur de la relation entre tourisme et développement des territoires ruraux. En effet, en cherchant à proposer des éléments de contexte pour ce travail de thèse, deux aspects centraux ont émergé. En premier lieu, tourisme et territoire sont liés, de part la nature même de l'activité touristique. En second lieu le tourisme, dans son impact sur le développement, est un phénomène multidimensionnel.

Après avoir proposé une synthèse des outils et analyses existant dans la littérature concernant l'analyse du lien entre tourisme, développement et territoire, nous sommes arrivés à la conclusion que le recours à une analyse multidimensionnelle appliquée au territoire permettrait d'éclairer des aspects jusque là occultés de cette relation. Pour cela, nous avons mobilisé le cadre théorique de l'approche par les capacités pour proposer un renouvellement de l'analyse des dynamiques territoriales.

Dans cette seconde partie « appliquée » de la thèse, c'est donc la question du passage du théorique à la compréhension de phénomènes empiriques qui se posent. Tout d'abord nous nous proposons, dans le troisième chapitre, d'étudier les possibilités d'opérationnalisation de l'approche par les capacités à l'analyse du lien entre tourisme et territoire. Ce chapitre méthodologique permettra de rendre compte des enjeux et débats autour de l'application de l'approche par les capacités, et bien sûr de nous positionner au sein de ces discussions.

A partir de la méthodologie proposée, une application sera proposée au cas des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes. Région touristique, dynamique, aux visages multiples, celle-ci constitue un terrain de recherche particulièrement riche. Dans le chapitre 4 donc, il nous faudra répondre aux deux questions principales structurant notre travail : celle de la définition du territoire en termes de capacités d'une part ; d'autre part, celle de la place du tourisme dans les dynamiques territoriales. A travers un travail à la fois quantitatif et qualitatif, nous chercherons donc à faire émerger des liens, des aspects du territoire et du tourisme jusque là peu explorés par la recherche.

Chapitre 3 : Proposition méthodologique pour la mise en œuvre de l'approche par les capacités

Dans la partie précédente, nous avons proposé l'approche par les capacités comme cadre théorique pour redéfinir les contours du développement territorial. Nous avons ainsi mis en évidence les caractéristiques du territoire qui permettent d'en faire un objet d'étude approprié pour l'AC. A la fois système d'action et structure institutionnelle, ce dernier constitue en effet une échelle de définition des capacités. Ainsi, du collectif au territorial, nous proposons d'éclairer de nouvelles facettes de la construction des opportunités individuelles.

Avec pour objectif final de réaliser une évaluation de l'impact du tourisme sur la marginalité rurale, l'AC est donc ici utilisée comme cadre de définition du développement territorial. D'un point de vue théorique, le chapitre précédent a montré toute la richesse qu'implique ce choix. En effet, l'approche se positionne comme un large cadre de réflexion, permettant d'analyser conjointement les multiples aspects du territoire.

Cependant, le passage de la définition théorique des capacités territoriales à leur mesure empirique nous met face à un défi. En effet, si l'AC constitue un cadre particulièrement riche, de nombreuses difficultés se posent concernant son application. Comment mesurer les multiples dimensions du développement, pour commencer ?

Car, en effet, c'est bien de « définition » du développement qu'il faut parler. L'objectif est d'identifier ce qui est valorisé dans un contexte spécifique. En d'autres termes, il s'agit de proposer une liste de capacités significative dans le contexte de notre recherche. Par « significative » nous entendons qu'elle doit rendre compte des enjeux de développement.

Ensuite, il s'agit de mesurer le niveau de développement, ce qui revient à trouver un mode d'évaluation des capacités. Cela signifie qu'à partir d'une notion particulièrement abstraite, reflétant des « opportunités de développement » une approche empirique doit être proposée.

Dans le cadre de notre travail, une dernière étape doit être ajoutée, celle de l'évaluation de l'impact du tourisme sur les capacités. Une fois résolue la question de l'évaluation du niveau de développement des territoires, de quelle manière établir un lien avec le tourisme ? C'est sur cette question que nous travaillerons dans la seconde partie de ce chapitre.

Section 3.1 : définir le développement rural

Cette section s'articule autour de deux questions fondamentales à discuter pour travailler au sein de l'AC : celle de l'espace d'évaluation d'une part, et celle du choix des dimensions significatives du développement d'autre part.

En premier lieu, nous l'avons vu, le recours à la notion de liberté est au fondement de la richesse de l'approche. Les « capacités » que nous avons définies constituent alors une base pour l'évaluation du bien-être et du développement. D'un point de vue théorique, cette proposition semble particulièrement porteuse. Cependant, dans une démarche empirique, la question se pose de la mesure de la liberté, que ce soit à l'échelle individuelle ou collective.

Ensuite, c'est autour de la construction d'un « dimensionnement » du développement rural que nous travaillerons. Notre proposition consiste à définir ce dernier à la lumière des « libertés » qu'il doit apporter. En d'autres termes, nous devons nous demander quels en sont les enjeux, quelles sont les dimensions du développement significatives dans le cadre de cette recherche. Car, finalement, l'une des forces de l'AC est bien de permettre de réinterroger, au fil des différentes questions de recherche, la définition du développement.

3.1.1 : Les enjeux de la définition d'une liste de capacités

Pour Amartya Sen, le développement est, nous l'avons vu, un concept multidimensionnel. Cela signifie que, pour mesurer le niveau de développement d'un individu, il faut prendre en compte l'ensemble des dimensions constituant son bien-être. Ces dimensions correspondent aux opportunités réelles qu'a l'individu de choisir la vie qu'il a des raisons de valoriser. Dans la pratique, l'évaluation de l'ensemble des capacités pose des problèmes opérationnels, qui amènent dans la plupart des cas à évaluer à partir des fonctionnements, ce que montrera le premier point de cette sous-section.

En outre, plusieurs méthodes existent au sein de la littérature pour définir une liste de capacités adaptée au contexte de la recherche. Celles-ci seront présentées dans un second point, pour aboutir à une proposition de liste de fonctionnements pour les territoires ruraux.

•Capacités vs fonctionnements : la question de l'espace d'évaluation

L'un des débats centraux au sein de l'approche par les capacités concerne l'évaluation à partir des capacités ou des fonctionnements. Les capacités représentent les opportunités réelles auxquelles ont accès les individus. Les fonctionnements sont définis comme les réalisations des individus, les choix qu'ils ont réellement effectués. Les capacités sont donc constituées d'un ensemble de fonctionnements potentiels parmi lesquels les individus vont effectuer un choix.

Cette question est centrale dans la littérature. Ainsi Commin (2001) distingue plusieurs options d'évaluation de l'ensemble des capacités, parmi lesquelles les plus intéressantes sont les suivantes :

- par la valeur de son meilleur élément,
- par le nombre d'éléments,
- par l'option choisie,
- par une définition a priori des capacités de base.

Pour être fidèle à l'approche par les capacités telle que conçue par Sen, une évaluation doit porter sur l'ensemble des capacités des individus. Cependant, la majorité des applications empiriques de l'approche se focalisent sur les fonctionnements. En effet, l'évaluation de l'ensemble des capacités rencontre un certain nombre de difficultés, liées à la disponibilité d'une large base informationnelle. Il est donc central, pour toute recherche empirique dans le cadre de l'approche par les capacités, de débattre de l'espace d'évaluation à mobiliser. Pour Sen (1995) la sélection de l'espace d'évaluation dépend du contexte de l'étude.

Le meilleur choix, en termes d'évaluation, serait de faire porter celle-ci sur l'ensemble des capacités. En effet, ce qui fait l'originalité et l'intérêt de l'approche est de prendre en compte l'ensemble des opportunités réelles auxquelles ont accès les individus. L'évaluation à partir de l'espace des capacités plutôt que celui des fonctionnements présente ainsi différents intérêts.

Tout d'abord, ce choix permet de réellement appréhender la liberté qu'ont les individus. Les capacités constituent un espace d'évaluation particulièrement riche, dans le sens où elles informent des différentes options possibles. A l'inverse, le fait de travailler sur les fonctionnements renseigne sur les choix réalisés par les personnes. Cependant, cela ne permet pas de rendre compte des options parmi lesquelles ces personnes ont réalisé ce choix.

Le second intérêt de travailler sur l'espace des capacités est constitutif de l'approche. L'analyse à partir des capacités n'impose pas de vision de la société, de ce qu'est une bonne ou une mauvaise vie. Ainsi, comme le souligne Robeyns (2006) si l'on se focalise sur les capacités, cela n'impose pas de vision de ce qu'est une bonne vie. En effet, cela signifie que l'on va seulement évaluer la liberté des individus, sans imposer une vision du niveau de réalisations qu'ils devraient atteindre.

Ce point est central, c'est un des fondements du travail de Sen. En effet, pour lui, l'utilisation de l'approche doit permettre d'évaluer les possibilités qu'ont les personnes de choisir la vie qu'elles ont envie de vivre, sans imposer une vision de ce que doit être cette vie. L'utilisation des capacités permet d'éliminer tout jugement moral de l'évaluation. Cependant, choisir les capacités comme espace d'évaluation présente d'importantes difficultés pratiques, soulignées notamment par Brandolini et d'Alessio (1998) dont nous allons présenter les réflexions.

Tout d'abord, pour travailler dans l'espace des capacités, il est nécessaire d'énumérer toutes les autres options possibles à celle qui a réellement été choisie. Or, ce travail est presque infini, et amène à prendre en compte des options qui n'auraient jamais été choisies. Ensuite, la question du temps se pose dans le travail sur l'espace des capacités. En effet, l'ensemble des capacités évolue au cours du temps, et l'amélioration de l'accès à certains fonctionnements peut entraîner la diminution de l'accès à d'autres fonctionnements. Il est donc difficile d'intégrer cette notion de temps dans l'analyse. Pour finir, les données disponibles pour évaluer les capacités sont factuelles, et ne reposent donc pas sur des éléments qui pourraient arriver ou qui auraient pu arriver. D'un point de vue très pragmatique donc, l'évaluation des capacités est limitée par les bases de données disponibles.

La mesure de l'ensemble des options possibles à l'échelle des individus pose le problème de la base informationnelle à mobiliser. En effet, mesurer l'ensemble des capacités demande d'avoir accès à une base de données très large et exhaustive sur les opportunités, les possibilités des personnes. Comme Bertin (2005), différents auteurs soulignent les difficultés d'une évaluation en termes de capacités. Le choix d'évaluer à partir des fonctionnements est fait par nécessité car, d'un point de vue empirique, il est impossible de prendre en compte tous les fonctionnements potentiels. Pour Saith (2001) également, l'évaluation dans le cadre de l'AC doit être restreinte à l'espace des fonctionnements.

Dans ce cadre, deux options sont possibles : évaluer à partir du fonctionnement le plus valorisé par l'individu (ce qui demande également beaucoup d'informations), ou évaluer à partir du fonctionnement réellement choisi par l'individu. C'est ce que suggère Sen (1993), qui parle « d'évaluation élémentaire » : évaluer les capacités à partir des fonctionnements atteints et pas de l'ensemble des fonctionnements.

Outre la prise en compte de la liberté dans l'analyse, un autre aspect est central pour l'approche par les capacités : la multi dimensionnalité. En effet, la construction de l'approche par Sen est liée à la poursuite de deux objectifs. D'une part, la prise en compte des libertés réelles dont disposent les individus, plutôt que celle de l'utilité à l'échelle individuelle. D'autre part, Sen remet en question la focalisation des théories du développement sur le revenu et la croissance. Or, l'évaluation à partir des fonctionnements permet de conserver ce caractère fondamental de l'approche par les capacités. Le fait d'évaluer à partir des fonctionnements n'exclut pas la prise en compte des différentes dimensions du développement dans l'analyse.

Au sein de la littérature concernant l'approche par les capacités, la question d'une évaluation à partir des capacités ou à partir des fonctionnements est centrale. Ainsi, la plupart d'entre elles portent sur les fonctionnements, et pas sur les capacités. Si Krishnakumur (2007) propose d'évaluer les capacités en les considérant comme des variables latentes, cette contribution reste marginale et très conceptuelle. Dans la pratique, l'évaluation se fait à partir des fonctionnements réalisés. Ainsi Pattanaik (2009) souligne que, pour mesurer l'efficacité d'une politique publique, on fait dans la majorité des cas une comparaison sur les fonctionnements.

Dans le contexte de notre recherche, c'est donc bien sur les fonctionnements qu'il sera nécessaire de faire porter la réflexion. Plusieurs raisons motivent ce choix. Tout d'abord, les limites que nous avons présentées dans ce point concernant l'évaluation à partir des capacités sont importantes, et la majorité des chercheurs aboutissent à la conclusion que les difficultés existantes sont trop importantes pour réellement utiliser les capacités. En effet, d'un point de vue opérationnel, réussir à envisager l'ensemble des opportunités auxquelles ont accès les individus paraît particulièrement difficile.

En outre, dans le contexte de notre recherche, différents éléments justifient l'évaluation par les fonctionnements. Pour commencer, ce ne sont pas l'ensemble des opportunités individuelles que nous cherchons à évaluer, mais plus particulièrement celles liées au territoire. L'objectif final est de proposer une comparaison du niveau de développement à cette échelle, ce que permet une analyse en termes de fonctionnements. En suivant les arguments exposés dans ce point, mais également en raison du cadre particulier de notre travail, celui-ci portera donc sur les fonctionnements réalisés.

La définition d'une liste de fonctionnements spécifique au contexte de l'analyse constitue alors le second enjeu de l'opérationnalisation de l'approche par les capacités. Ce point fait également l'objet de débats au sein de la littérature, tant du point de vue théorique qu'empirique. Cette question sera donc traitée dans un second point.

- Etablir une liste de capacités ou de fonctionnements significatifs

La question de la méthode de définition d'une liste de capacités adaptée au contexte de la recherche constitue le second débat central de l'AC. Le point principal oppose notamment Sen et Nussbaum sur l'existence d'une liste de capacités universelles. Pour construire une méthodologie de recherche, il est donc nécessaire de statuer sur ce point.

Sen (1976) propose une première réflexion concernant l'application de l'approche par les capacités en s'interrogeant sur la définition et la mesure de la pauvreté. Pour l'auteur, deux problèmes distincts se posent lorsque l'on cherche à mesurer la pauvreté. Le premier problème est lié à l'identification des pauvres au sein de la population, le second à la construction d'un indice de pauvreté utilisant l'information disponible sur les pauvres. Le premier problème à résoudre est donc bien celui des critères de pauvreté, et donc des dimensions du bien-être valorisé.

L'objectif est d'arriver à un « dimensionnement » du bien-être, d'arriver à en identifier ses différentes composantes. Les « dimensions » sont définies par Alkire (2002) comme des aspects composant quelque chose, qui coexistent avec d'autres composantes. Comme le montre cette définition, le but est principalement d'arriver à appréhender la multi dimensionnalité du bien-être et, par extension, des questions de développement. L'un des aspects principaux de l'approche par les capacités consiste en effet à réinterroger les bases d'évaluation du développement. Or, pour cela, il convient de questionner les dimensions du bien-être valorisées.

L'approche par les capacités telle que conçue par Nussbaum (2000 ; 2003) constitue une théorie de la justice sociale. Pour l'auteur, les dimensions du développement identifiées, les « capacités » sont universelles, et sont valables pour toutes les analyses, dans tous les contextes. L'objectif de l'auteur est ainsi de définir une liste de capacités sans lesquelles une société ne peut être considérée comme juste (Nussbaum, 2003). L'auteur fait donc un lien entre sa liste de capacité et les droits de l'homme. L'encadré 5 propose la liste de capacités définie par Nussbaum.

Encadré 5 : Liste des capacités de Nussbaum

- 1. Vie** : avoir la possibilité de vivre une vie humaine normale, de longueur normale. Ne pas mourir prématurément.
- 2. Etre capable d'être en bonne santé** : Santé physique. Etre capable d'être en bonne santé, incluant la capacité à se reproduire. Etre bien nourri. Etre bien logé.
- 3. Intégrité corporelle** : être capable de se déplacer librement de lieu en lieu. Etre en sécurité contre la violence, incluant la violence sexuelle et domestique. Avoir le choix en matière de contraception.
- 4. Sens, Imagination, Pensée** : être capable d'utiliser ses sens pour penser, imaginer, raisonner.
- 5. Emotion** : être capable d'éprouver de l'attachement pour des choses et des personnes en dehors de soi même. Bien être émotionnel.
- 6. Sens pratique** : être capable d'avoir une conception du bien et d'engager une réflexion critique sur la planification de sa vie.
- 7. Relation** : être capable de vivre avec les autres, être concerné par les autres êtres humains, être engagé dans des formes variées de relations sociales. Avoir les bases sociales de respect et de non humiliation.
- 8. Autres espèces** : être capable de vivre avec les autres espèces
- 9. Jouer** : être capable de rire, de jouer, et d'apprécier des activités récréatives
- 10. Contrôle sur son environnement** : contrôler son environnement politique et matériel

Source : Nussbaum (2000), notre traduction

Pour Nussbaum, cette liste de capacité peut-être utilisée pour mesurer le niveau de bien-être, et donc de développement, quel que soit le contexte. Or, cet avis n'est pas partagé par l'ensemble des chercheurs travaillant sur les capacités, et particulièrement par Sen. Pour Sen (2004) le problème n'est pas de donner une liste de capacités préétablie. Le problème est de proposer une liste sans avoir, auparavant, engagé une discussion sociale ou un débat public sur ce à quoi les gens accordent de la valeur. L'auteur souligne qu'il n'est pas possible, uniquement à partir de la théorie, d'élaborer une liste de capacités valables de tous temps et dans toutes les sociétés. Cela est en désaccord avec les réalités sociales particulières de chaque société.

Ainsi Robeyns (2005) avance trois arguments pour remettre en question le recours à une liste de capacités universelles. Tout d'abord, la liste établie diffère selon l'objectif de l'analyse. En effet, la liste sera différente selon le contexte, mais également selon l'angle

abordé par la recherche. Par exemple, la liste ne sera pas la même selon que l'AC est utilisée comme une théorie de la justice ou comme une approche du développement.

Ensuite, il existe des limites à ce qu'on peut connaître d'une société. Il n'est pas possible de comprendre complètement des personnes vivant dans une situation très différente de la nôtre. Cet argument met en évidence le fait que la liste proposée par Nussbaum est liée à sa propre vision du monde, et ne tient pas compte des différentes perceptions qu'ont les individus du bien-être et du développement.

Enfin, le dernier argument concerne le processus d'élaboration de la liste en lui-même. Ainsi, le résultat obtenu lors d'un travail de recherche (la proposition d'une liste de capacités) est moins important que le processus qui a généré la liste, et qui participe de la légitimité de cette dernière. Il est donc central de pouvoir justifier le choix de chacune des capacités composant la liste.

En effet, la liste de capacités doit permettre d'appréhender les réalités, les attentes au sein d'une société, d'un contexte donné. C'est pourquoi la notion de « capacités valorisées » est proposée dans la littérature. Les capacités qui ont de l'importance sont celles que les personnes concernées par les politiques de développement valorisent. Il est donc nécessaire de s'interroger, pour chaque nouveau contexte de recherche, sur les dimensions du développement qui ont de l'importance pour la population concernée. Comme le souligne Alkire (2002) la plupart des chercheurs réfléchissant aux questions de développement ont trouvé nécessaire d'établir une liste des différentes dimensions du bien-être, de la qualité de vie ou encore du développement humain.

C'est ce que montre notamment Cummins (1996). L'auteur propose une évaluation de la satisfaction que les individus ont de leur vie. Or, dans la littérature, deux méthodes coexistent pour réaliser cette évaluation. La première consiste à évaluer la satisfaction dans son ensemble, sans la nuancer par l'analyse de domaines particuliers. Or, Cummins met en évidence le fait que la prise en compte des différents domaines à l'intérieur de la satisfaction globale permet d'enrichir et de nuancer l'analyse.

De nombreux auteurs partagent le point de vue de Sen. Ainsi pour Robeyns (2005) le rôle de l'AC est différent selon les types d'analyses que l'on souhaite mener. Pour Alkire et Black (1997) l'AC est délibérément incomplète et requiert des spécifications avant d'être opérationnalisée. Nous rejoignons le point de vue de Sen et de ces différents auteurs pour soutenir que l'évaluation du niveau de développement se fait dans un contexte particulier, et que la liste de capacités doit être élaborée en lien avec ce contexte. L'analyse de l'impact du tourisme sur les territoires ruraux des pays développés, tout particulièrement, ne se prête pas à l'application d'une liste de capacités déjà établie.

Dans la mesure où l'utilisation d'une liste de capacités universelles n'est pas pertinente, la question qui se pose est celle de la méthode de définition d'une liste de capacités adaptées au contexte de la recherche. Plusieurs méthodes sont alors proposées dans la littérature. Alkire (2008) identifie ainsi cinq méthodes de sélection des différentes dimensions des capacités, qui ne sont pas exclusives entre elles.

La première méthode consiste à travailler à partir de données existantes ou de « conventions » : on sélectionne des dimensions par commodité ou parce que se sont les seules pour lesquelles il existe des données. Cela signifie que l'élaboration de la liste de capacités sera réalisée à partir par exemple d'une revue de la littérature, mais également à partir des connaissances empiriques existant dans le contexte donné. La seconde méthode mise en évidence par l'auteur consiste à faire des suppositions sur ce que les gens valorisent. Cela signifie, là encore, que l'on va se baser sur des connaissances existantes pour définir une liste de capacités significatives.

Ensuite, il est possible d'élaborer la liste de capacités à partir d'un consensus public. Cela signifie que les dimensions du développement valorisées seront soumises à débat, et que les dimensions sélectionnées seront celles qui auront fait l'objet d'un consensus. A la suite de cette méthode de sélection des capacités, l'auteur fait également référence au « processus participatif continu » : les capacités sont sélectionnées sur la base d'un exercice participatif. Cela signifie que l'on va interroger les personnes sur les capacités qu'elles valorisent, les inciter à y réfléchir pour appréhender leur perception des questions de bien-être et donc, par extension, de développement.

Enfin, la liste de capacités peut être élaborée à partir d'évidences empiriques concernant les valeurs des personnes. La liste sera construite à partir d'avis d'experts basés sur les données empiriques. Cette dernière méthode revient donc à définir la liste à partir de connaissances déjà existantes sur les capacités valorisées dans le contexte étudié. L'ensemble de ces méthodes peuvent permettre d'aboutir à une liste pertinente des dimensions du développement valorisées. Dans la littérature, différents auteurs appliquent ces méthodes pour aboutir à un dimensionnement du développement dans le contexte de leurs recherches.

Robeyns (2003 ; 2006) propose une méthode synthétique pour construire une liste de capacités adaptée au contexte de la recherche, en prenant l'exemple des inégalités hommes-femmes. La première étape consiste à procéder à un brainstorming, c'est-à-dire à réfléchir aux capacités qui pourraient être considérées comme significatives dans le cas des inégalités hommes-femmes. Elle réalise ensuite une revue de la littérature dans le domaine concerné. La liste de capacités générée est ensuite comparée à d'autres listes, réalisées par d'autres chercheurs. Enfin l'auteur débat de la liste avec d'autres personnes. Cette méthode a beaucoup été utilisée dans les travaux sur les capacités.

Ainsi, dans la littérature, différents objectifs de recherche aboutissent à différentes méthodes d'élaboration de la liste de capacités. Il est intéressant de comparer trois contributions au sein de l'approche par les capacités, cherchant à analyser le bien-être des enfants. Ces trois travaux, qui ont le même objet de recherche, se placent dans des contextes différents. De cela découlent des méthodes distinctes de construction de la liste de capacités.

Biggeri et al. (2006) émettent l'hypothèse que les enfants doivent et peuvent définir leurs capacités. L'AC est alors utilisée comme une structure conceptuelle et un outil normatif dans l'analyse du bien-être des enfants. Pour élaborer leur liste de capacités, les auteurs se

basent sur un questionnaire comportant 60 questions, qui est proposé aux enfants. A partir du résultat de ces questionnaires, une liste des capacités que les enfants valorisent est établie.

Phipps (2002), cherche à comparer le bien-être des enfants au Canada, en Norvège et aux USA à travers l'approche par les capacités. Comme le souligne l'auteur il est nécessaire, pour pouvoir réaliser cette comparaison, de travailler sur des données similaires pour les trois pays. Pour cela, l'auteur réalise donc sa liste à partir des données disponibles.

Enfin Ditommaso (2007) suit la méthode de Robeyns pour établir sa liste de capacités. L'objectif de l'auteur est de conceptualiser le bien-être des enfants indiens. Pour établir sa liste, Ditommaso se base sur une revue de la littérature économique sur le sujet. Cette liste ne peut pas être appliquée partout et pour tous les enfants, elle est spécifique au cas des enfants en Inde.

Ces trois exemples permettent de montrer que l'étude de sujets pourtant similaires, mais dans des contextes différents, mène à l'utilisation de méthodes différentes pour élaborer la liste de capacités. En outre, cela n'aboutit pas aux trois mêmes listes de capacités, comme le montre le tableau 12.

Tableau 12 : Comparaison entre trois listes de capacités

Analyse de la perception du bien-être par les enfants (Biggeri et al. 2006)	Comparaisons internationales sur le bien-être des enfants (Phipps 2002)	Analyse du bien-être des enfants indiens (Ditommaso 2007)
<ol style="list-style-type: none"> 1. Vie et santé physique 2. Amour et soin 3. Bien-être mental 4. Intégrité corporelle et sécurité 5. Relations sociales 6. Participation 7. Education 8. Absence d'exploitation économique et non économique 9. Abri et environnement 10. Activités et loisirs 11. Respect 12. Religion et identité 13. Autonomie dans l'allocation du temps 14. mobilité 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Revenu 2. Poids à la naissance 3. Accidents 4. Asthme 5. Limitations dans les activités 6. Difficultés de concentrations 7. Désobéissance 8. Anxiété 9. Mensonges 10. Cruauté 11. Agitation 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Vie 2. Santé physique 3. Intégrité physique 4. Imagination 5. Activités de loisir et de jeu 6. Emotions 7. Interactions sociales

source : auteur, d'après : Biggeri et al. (2006), Phipps (2002), DiTommaso (2007)

Ce tableau met en évidence les différences existant entre ces listes, qui sont adaptées au contexte de chacune de ces recherches. Ainsi Phipps, dont l'objectif est de réaliser des comparaisons à l'échelle internationale, propose une liste de fonctionnements. Ditommaso, qui travaille dans le contexte d'un pays en développement (l'Inde) s'est inspiré de la liste de capacités « universelles » proposée par Nussbaum. Il semble alors

fondamental de s'interroger sur le processus de construction de la liste, et de l'adapter au contexte de la recherche.

Pour travailler dans le cadre de l'approche par les capacités, deux questions centrales doivent être débattues. La première concerne le choix de l'espace d'évaluation (capacités ou fonctionnements). L'analyse de la littérature permet d'aboutir à une conclusion centrale : dans le cadre d'une utilisation empirique de l'AC, il est nécessaire de choisir les fonctionnements comme espace d'évaluation. En effet, d'un point de vue théorique, il est intéressant et enrichissant de s'interroger sur les capacités valorisées dans un contexte donné. Cependant, la mesure des capacités présente des limites pratiques importantes, qui amènent le chercheur à évaluer à partir des fonctionnements.

La seconde question qui se pose dans le cadre de l'AC est celle des dimensions du développement que l'on cherche à interroger. Pour cela, il est nécessaire de construire une liste de ces dimensions, adaptée au contexte de la recherche. Les différentes contributions existant au sein de la littérature sur l'approche par les capacités proposent un ensemble de méthodes de construction de cette liste. La méthode proposée par Robeyns, notamment, est particulièrement utilisée. C'est à partir de celle-ci qu'une liste de capacités adaptée au contexte des territoires ruraux est ici proposée.

Dans le cadre de cette recherche, un brainstorming¹⁹ ainsi qu'une revue de la littérature sur les territoires ruraux ont été réalisés. L'objectif est de déterminer les capacités valorisées sur ces territoires, en tenant compte du fait que l'on sélectionne uniquement les capacités liées au territoire. Ces capacités doivent correspondre aux opportunités liées au territoire.

3.1.2 : Les dimensions significatives du développement rural

Pour construire une méthodologie d'application de l'approche par les capacités, la première étape consiste à s'interroger sur une liste de capacités « valables », « valorisées » dans le contexte de la recherche. Ensuite, des fonctionnements « mesurables » doivent être associés à chacune de ces capacités. Dans le cadre de cette recherche, la liste de capacités proposées doit répondre à plusieurs enjeux.

Tout d'abord, il faut déterminer les dimensions du développement significatives à l'échelle des territoires ruraux. Pour cela, il est nécessaire de s'interroger sur ce qui définit le développement sur ces territoires. Cet élément constitue un enjeu, dans la mesure où l'approche par les capacités a été principalement appliquée aux pays en développement. Pour l'analyse du niveau de développement au sein de ces derniers, la littérature propose principalement une analyse en termes de capacités de base, telles que définies par Sen ou encore par Nussbaum. Or, dans le cadre des pays développés, le recours à celles-ci n'est

¹⁹ Ce travail a été réalisé en lien avec les chercheurs présents dans le comité de suivi de cette thèse. Celui-ci était composé, outre la directrice et le co-directeur de la thèse, de trois autres chercheurs, chacun spécialiste d'un domaine : approche par les capacités, économie spatiale, géographie et ruralité. A travers la réalisation de trois comités de thèse, un travail de réflexion autour de la construction de la liste de capacité ainsi que des indicateurs permettant de les mesurer a été mis en œuvre. Le comité de thèse a également été l'occasion de débattre sur les concepts.

pas pertinent. En effet, la dimension « vie » par exemple, souvent mesurée par l'espérance de vie, varie très peu d'un individu à l'autre au sein des pays du Nord.

La seconde problématique liée à la construction d'une liste de capacités « valables » pour les territoires ruraux marginaux est constituée par l'échelle d'analyse. En effet, la mesure des fonctionnements associés à ces capacités sera réalisée à l'échelle infranationale, donc à une échelle très fine. Cela pose la question des données disponibles à cette échelle. Le choix des capacités pertinentes sera donc également conditionné par les données accessibles.

Enfin, la dernière interrogation porte sur la définition de capacités « territoriales » telles que proposées dans le chapitre précédent. Cela signifie que les capacités déterminées doivent à la fois être significatives à l'échelle individuelle, mais également être liées aux territoires dans lesquels sont inscrits les individus.

Nous nous interrogeons donc sur les fonctionnements valorisés au sein des territoires ruraux, et dépendants de l'inscription de l'individu dans le territoire. Pour établir cette liste de fonctionnements, une revue de la littérature a été réalisée. Sur cette base, une liste de sept capacités a été établie : le revenu, le capital humain, le capital social, le tissu économique local, les infrastructures, le logement et l'emploi. En suivant la méthodologie proposée par Robeyns (2003, 2006), cette liste doit être justifiée et comparée à d'autres listes de capacités.

Selon Robeyns (2003) une liste de capacités doit répondre à cinq critères :

1. le critère de formulation explicite : la liste des capacités doit être expliquée, discutable et défendable,
2. le critère de justification méthodologique : clarifier et justifier la méthode qui a permis de faire la liste,
3. le critère de sensibilité au contexte : parler le langage du débat dans lequel on s'inscrit,
4. le critère des différents niveaux de généralité : faire la différence entre une liste de capacités idéales et les contraintes de la réalité,
5. le critère d'exhaustivité et de non-réduction : la liste des capacités doit inclure tous les éléments importants. Ils ne doivent pas être réduits à d'autres éléments.

Notre liste a été élaborée à partir d'une revue de la littérature concernant à la fois les territoires ruraux et le développement territorial, mais également la question du tourisme. L'objectif est de distinguer, dans la littérature, les dimensions du développement identifiées comme significatives pour les territoires ruraux marginaux. Ainsi pour Aubert et al. (2005) il est possible de distinguer quatre dimensions significatives du développement socio-économique : la cadre de vie et la population, l'activité et l'emploi, l'action publique locale, l'environnement. Cela montre qu'il est nécessaire de prendre en compte l'ensemble des dimensions du développement, tant du point de vue des ressources disponibles que de la gestion et de l'organisation de ces ressources.

En effet, l'enjeu est de définir des dimensions significatives du développement à l'échelle du territoire. Pour l'OCDE (2001) les dynamiques territoriales correspondent à l'ensemble des facteurs régionaux et locaux de structures et de tendances tels que la tradition entrepreneuriale, les réseaux privés et publics, l'éthique du travail, l'identité régionale, la participation et l'attractivité de l'environnement culturel et naturel. Ces caractéristiques des dynamiques territoriales sont également identifiées par des auteurs tels que Feirlano et al. (2007), pour qui les dimensions significatives sont le dynamisme démographique, le potentiel de revenu et de consommation locale, les dotations en services locaux d'usage quotidien, le tissu économique local.

L'objectif est donc de prendre en compte les caractéristiques spécifiques des territoires ruraux marginaux pour évaluer leur niveau de développement. Ainsi pour Royer (2008) les disparités territoriales concernent l'accès à l'emploi, le niveau de salaire ou le niveau de sortie du RMI (Revenu Minimum d'Insertion). L'étude de ces différentes contributions a donc permis d'aboutir à notre liste de capacités.

- Revenu : « avoir accès à un bon niveau de revenu »

Le revenu, s'il ne peut être considéré, seul, comme un indicateur de développement, doit être néanmoins intégré dans la réflexion concernant le développement. La plupart des indicateurs composites cherchant à mesurer un niveau de développement tel que l'IDH ou le BIP40 (Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté 40), intègrent le revenu dans la construction de l'indicateur. Les typologies du rural prennent également en compte le revenu : Aubert et al. (2005) parlent ainsi de richesse des ménages. Feirlano et al (2007) intègrent le revenu dans leur définition de la marginalité, et enfin Migdley et al. (2003) prennent en compte le revenu dans la construction d'indicateurs synthétiques pour mesurer l'exclusion sociale au sein de l'espace rural.

- Capital humain : « avoir accès à des compétences à l'échelle du territoire »

Le capital humain correspond aux compétences dont disposent les individus. A l'échelle du territoire il se matérialise par les possibilités de formation offertes aux individus par le territoire, mais également par les compétences développées au sein de celui-ci. Le capital humain joue un rôle important dans le développement. Isserman et al. (2009) démontrent ainsi qu'aux Etats-Unis, dans les comtés ruraux prospères, on trouve un faible taux d'échec scolaire et que les adultes ont un meilleur niveau d'éducation.

Pour Lanzi (2007) le capital humain affecte le bien-être de deux façons : il améliore les qualités humaines et les compétences pour la production économique et l'échange ; il élargit indirectement l'ensemble des possibilités individuelles en donnant de nouvelles possibilités aux personnes d'enrichir leur vie. Sen (1997) affirme qu'il existe un lien entre l'habileté productive et l'habileté de vivre différentes sortes de vies.

Le capital humain est une notion qui permet de prendre en compte l'influence des compétences, des savoir-faire ou encore du niveau de santé des individus sur le développement d'une nation. Si la notion de capital est discutable, elle permet néanmoins

d'approcher ces aspects et de les prendre en compte dans l'analyse. D'autre part, les compétences et savoir-faire présents à l'échelle d'un territoire (par exemple une compétence spécifique) peuvent améliorer les capacités d'un individu en lui permettant d'y accéder.

Le capital humain intègre ici à la fois les compétences disponibles sur le territoire et le niveau d'éducation sur le territoire. L'OCDE (1994 ; 2006) souligne ainsi l'importance de cette dimension pour le développement rural, montrant que l'un des problèmes dans le milieu rural est le faible niveau d'instruction. De plus, la présence de personnes diplômées est un phénomène à prendre en compte en milieu rural, dans la mesure où l'on constate que beaucoup de jeunes diplômés quittent les territoires ruraux pour trouver un emploi dans les centres urbains. Or, le manque de main d'œuvre qualifiée peut avoir un impact sur le dynamisme du territoire, et donc sur les capacités territoriales.

•Emploi : « avoir accès à l'emploi à l'échelle du territoire »

La troisième dimension du développement rural identifiée est l'accès à l'emploi. Aubert et al. (2006) parlent ainsi de dynamique d'activité. En effet, l'accès à l'emploi est une problématique centrale sur les territoires ruraux. La question qui se pose est notamment celle de l'importance des migrations liées au travail sur ces territoires. Il est également nécessaire de prendre en compte la stabilité de l'emploi dans l'analyse. Il est bien sûr fréquent que des territoires aient différents types de population : des personnes qui y travaillent, et des personnes qui y vivent. Cependant, il est important de mesurer la capacité du territoire à fournir des emplois, dans la mesure où les migrations liées à l'emploi constituent un enjeu pour les territoires ruraux. Les indicateurs choisis permettront de prendre en compte à la fois les emplois proposés à l'échelle du territoire mais également la proximité des centres urbains, qui contribuent également à fournir des emplois pour les territoires qui les entourent.

•Logement : « avoir accès au logement à l'échelle du territoire »

Dans le cadre d'une analyse du lien entre tourisme et développement rural, il semble central de prendre en compte la question de l'accès au logement. En effet, on peut s'interroger sur une éventuelle concurrence entre logements touristiques et logements pour les habitants au sein des territoires touristiques.

•Capital social : « avoir accès à un réseau, à des liens sociaux à l'échelle du territoire »

Pour commencer Coleman (1988) définit le capital social comme une sorte de ressource particulière disponible pour un acteur. Ainsi l'auteur caractérise ainsi le capital social (1988, p.98) : « *It is not a single entity but a variety of different entities, with two elements in common : they all consist of some aspect of social structures, and they facilitate certain actions of actors-whether persons or corporate actors-within the structures*²⁰ ». Cela signifie que, comme toutes les autres formes de capital, celui-ci constitue une ressource

²⁰ « Ce n'est pas une entité seule mais un ensemble de différentes entités, qui ont deux éléments en commun : elles concernent toutes des aspects des structures sociales, et elles facilitent certaines actions des acteurs – à la fois des personnes et des sociétés – à l'intérieur de la structure.

pour la production. Ainsi, d'un point de vue économique, cette notion permet de prendre en compte l'influence des normes et des réseaux dans le développement économique. Différents éléments composent le capital social. Pour Woollock (1998) le capital social est constitué des normes et des réseaux favorisant l'action collective. Sabatiani (2008) distingue deux composantes : c'est à la fois une ressource liée à l'appartenance à un groupe ou à un réseau, mais également une qualité produite par l'ensemble d'un groupe.

Au-delà de la définition du capital social comme ressource économique, ce dernier peut avoir un rôle sur les capacités, en favorisant l'insertion de l'individu dans un réseau, les relations de confiance, ou encore en ayant un impact sur le dynamisme global du territoire. Par conséquent à l'échelle du territoire, différents éléments le composent.

Mardsen (1998) montre qu'il faut étudier la combinaison des facteurs locaux et non locaux dans le développement des territoires. En effet, cette dimension renvoie à la fois aux dynamiques d'action collective du territoire et à la capacité de réponse du territoire aux dynamiques exogènes. D'une part, la gouvernance constitue un élément important du capital social sur les territoires ruraux marginaux. François-Poncet et Belot (2008) mettent en avant l'importance des communes et des territoires de projet dans le développement rural. D'autre part, les auteurs soulignent le rôle fort que les PNR jouent dans le développement local, ainsi que le rôle financier des départements. L'organisation joue donc un rôle important dans l'évolution des espaces, et l'on parle alors de capital organisationnel.

Celui-ci se définit comme l'ensemble des règles et des procédures générales qui sont reconnues et ont une signification pour chacun, de façon durable et partagée (Aubert et al., 2001). Cela montre bien que les institutions jouent un rôle important dans le développement des territoires. Terluin (2003) met ainsi en évidence le rôle des institutions et de l'histoire de la communauté dans la façon dont celle-ci va s'adapter au changement et répondre aux dynamiques exogènes.

Conjointement à ce capital organisationnel, les liens entre les acteurs jouent un rôle central. L'organisation entre les agents constitue, pour Diry et al. (2000), un élément de différenciation décisif. De ce point de vue, le rural semble doté de caractéristiques spécifiques. En effet, le rural se caractérise par une faible mobilité de la population, qui place les relations économiques et sociales dans une temporalité plus longue. Cela peut contribuer à accroître la loyauté des individus dans leur relation d'échange. Ainsi Jenkins (2000) et Kneafsey (2001) soulignent respectivement l'importance de la culture traditionnelle dans le développement local, et l'importance des relations sociales dans la valorisation des ressources.

Le capital social constitue un élément à prendre en compte dans la définition des politiques territoriales (Callois et Moquay, 2005). La présence de capital social dans un territoire entraîne de nombreux effets positifs : transmission de l'information, réduction de l'opportunisme, loyauté, confiance, réduction de l'incertitude et production de biens publics locaux (Callois 2004). La cohésion sociale, c'est-à-dire l'ouverture locale ainsi que les caractéristiques institutionnelles locales, jouent non seulement un rôle dans la dynamique

économique mais également sur les résultats en matière de santé, de sécurité et de comportements civiques (Callois et Moquay, 2005).

- Tissu économique local : « vivre dans un territoire économiquement dynamique »

Le tissu économique constitue une dimension des capacités territoriales dans la mesure où il permet de mesurer la capacité du territoire à fournir un environnement économique dynamique aux personnes qui y vivent. Isserman et al. (2009) constatent ainsi que dans les comtés ruraux qu'ils définissent comme « prospères », le taux d'échec scolaire est plus faible et les adultes ont un meilleur niveau d'éducation. Cela signifie que le dynamisme économique d'un territoire influe sur les capacités des individus qui s'y trouvent. On trouve ainsi ici une relation entre dynamisme économique et capital humain.

- Services : « avoir accès aux services à l'échelle du territoire »

L'accès aux services est l'une des dimensions les plus mises en avant concernant le développement des territoires ruraux. Pour François Poncet et Belot (2008), les services publics sont indispensables pour attirer et maintenir une population sur un territoire. Ici, nous étudieront les services marchands (présence de commerces par exemple) et non marchands.

Notre liste de capacités, élaborée à partir d'une revue de la littérature, vise à remplir trois critères. Tout d'abord, elle doit être pertinente pour prendre en compte les problématiques à une échelle locale fine. Ensuite, elle doit être adaptée à l'analyse des pays développés. Enfin, il faut qu'elle intègre la dimension collective des questions de développement.

Comme nous l'avons déjà souligné, élaborer une liste remplissant ces trois critères demande de dépasser les analyses existant au sein de l'AC. Cependant, il est important de proposer une comparaison de notre liste avec d'autres listes. En effet, cela permettra de justifier nos choix, en les comparant à ceux réalisés par d'autres auteurs. Pour cela, nous avons sélectionné trois listes en fonction de leur proximité avec notre sujet de recherche, élaborées par Distaso (2005), la Banque Mondiale (2002 ;2004) et enfin El Harizi (2008).

- Comparaison de la liste proposée avec d'autres listes de capacités

La première liste est celle de Distaso (2005). Celui-ci entend définir des variables significatives pour une analyse du bien-être à un niveau local dans les régions italiennes. L'intérêt de cette liste, par rapport à notre sujet de recherche, est double : d'une part, les dimensions significatives du bien-être sont définies à l'échelle locale ; d'autre part, c'est pour une analyse adaptée au contexte des pays développés que cette liste a été proposée. Les dimensions retenues par l'auteur sont les suivantes :

1. Consommation
2. Dynamiques structurelles
3. Distribution du revenu

4. Education
5. Participation civile
7. Valeurs esthétiques et culturelles
8. Qualité de l'environnement

Certaines dimensions identifiées par l'auteur recoupent notre propre liste, telles que l'éducation, les « dynamiques structurelles » ou encore le revenu. En comparant notre liste avec celle de Distaso, il est possible de constater que, sur des sujets similaires, les dimensions du développement identifiées sont proches. Cependant, l'auteur ne traite pas de manière spécifique la question rurale.

La seconde liste avec laquelle nous pouvons comparer notre liste de capacités est celle établie par la Banque Mondiale (2000 ; 2004) à l'occasion des enquêtes sur les conditions de vie. Ces enquêtes concernent les pays en développement, mais une partie de la méthode utilisée peut s'appliquer aux pays développés. La Banque mondiale divise ces enquêtes en deux parties : une partie traitant des conditions de vie à l'échelle individuelle, et une autre traitant de leur dimension collective. Pour évaluer les conditions de vie à l'échelle de la communauté, elle définit les dimensions suivantes :

1. Principales caractéristiques de la communauté,
2. Conditions économiques générales et programmes d'aide,
3. Opportunités d'emploi non agricole,
4. Agriculture,
5. Infrastructures de transport,
6. Education,
7. Santé,
8. Désordre public et autres affaires sociales.

Notre propre liste prend en compte les conditions économiques générales du territoire (tissu économique local), mais également les opportunités d'emploi. Nous prenons également en compte les infrastructures présentes sur le territoire et l'éducation. La santé est incluse dans les services, comme nous le verrons plus loin (présence de médecins et d'hôpitaux). Si cette liste concerne les pays en voie de développement, elle permet néanmoins de mettre en évidence les dimensions significatives du développement à l'échelle de la communauté ou, dans notre cas, à l'échelle du territoire. En effet ces capacités ne sont pas directement liées à l'individu, elles sont acquises à l'échelle collective.

Enfin, la dernière liste proposée, qui est celle de El Harizi (2008) nous intéresse particulièrement, puisque son auteur cherche à définir ce qu'il qualifie comme étant des « capacités communautaires ». Son objectif est de mesurer les capacités des communautés dans le management des ressources naturelles. Pour cela, il propose de construire un indice synthétique de capacités collectives au Soudan.

Pour l'obtenir, deux types d'indicateurs sont inclus : d'une part, les caractéristiques ou variables d'agencité générale, qui peuvent s'appliquer à différents contextes ; d'autre part, des indicateurs spécifiques. A l'issue de ce travail, la liste des capacités suivante est établie :

1. Degré d'autonomie (agencéité),
2. Capacité à prendre des initiatives,
3. Capacité à gérer les fonds du village,
4. Capacité à gérer les cultures communes,
5. Degré de réalisation.

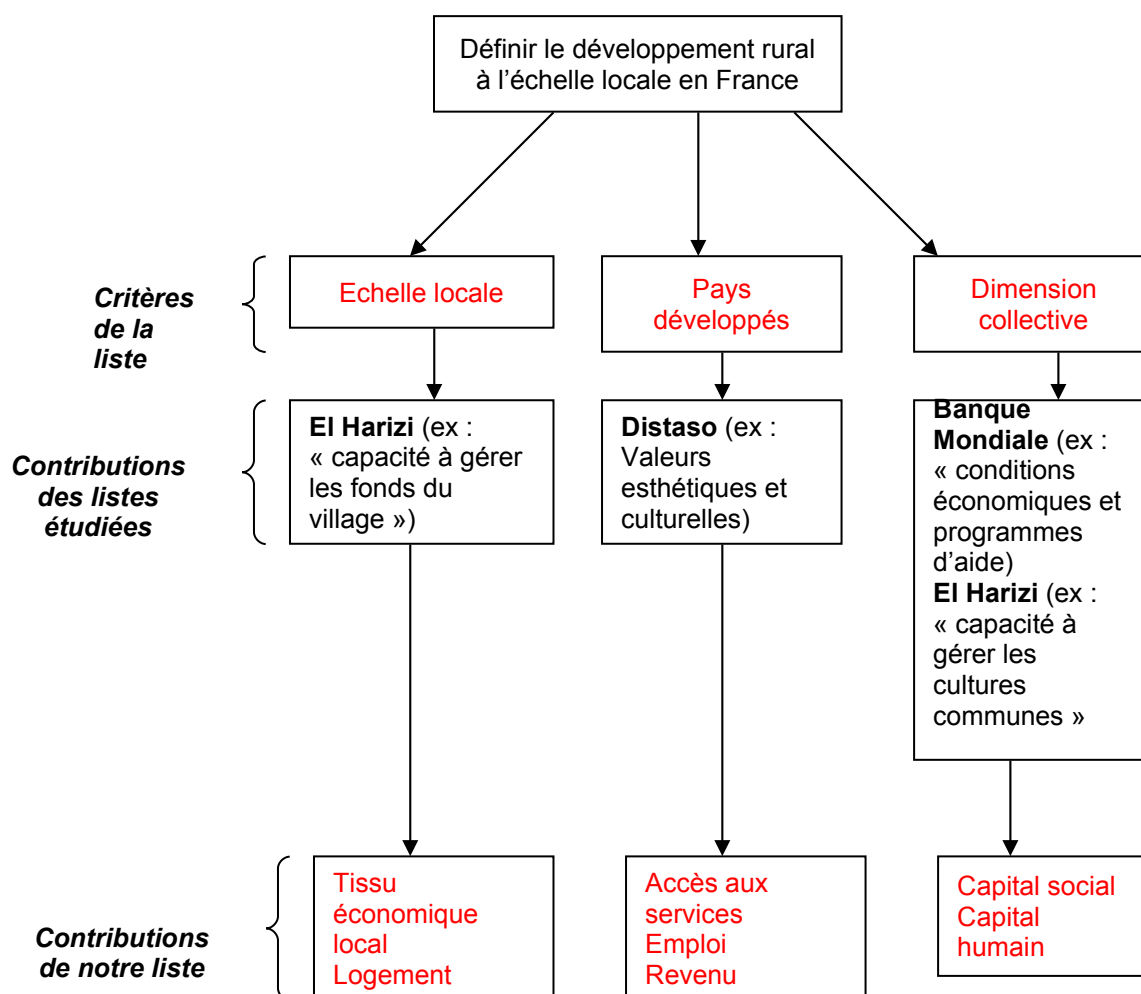
Pour l'auteur, les capacités à s'organiser et à prendre des initiatives sont des indicateurs de l'attitude et de la perception de la communauté concernant la capacité à réaliser ses buts. Le degré d'autonomie renvoie plutôt à la capacité de contrôler ses ressources. Si cette liste est très spécifique au contexte de la recherche dans laquelle s'inscrit l'auteur, elle fournit tout de même des éléments de réflexion concernant notre propre liste. En effet, la « capacité à prendre des initiatives » renvoie, pour nous, à la capacité d'action commune des acteurs d'un territoire dans la mise en œuvre d'un projet sur le territoire. Chacune des capacités définies par El Harizi renvoie bien à une dimension collective du bien être et du niveau de développement, comme le fait notre propre liste.

La liste proposée par El Harizi et la nôtre sont très différentes. Cependant, proposée une comparaison entre les deux permet d'obtenir une vision « collective » des capacités. En effet, les deux listes ont été élaborées dans des contextes très différents, mais cherchent toutes les deux à prendre en compte l'aspect collectif des libertés. Ainsi même si les capacités retenues sont différentes, l'idée et voir de quelle manière il est possible d'introduire cet élément dans une liste de capacités. Par exemple dans notre propre liste, les dimensions « capital social » et « capital humain » font référence à une dimension collective des capacités de développement.

Pour approfondir les constats réalisés à travers cette comparaison, la figure 9 est proposée. L'objectif est de donner une vision synthétique de la contribution de chacune des listes étudiées à notre réflexion, mais également de positionner notre propre liste au sein de celles-ci. Comme nous pouvons le voir, chaque liste étudiée apporte un élément à la définition des dimensions du développement rural à l'échelle locale, en France.

Pour commencer, l'échelle locale est prise en compte par El Harizi notamment avec la dimension « capacité à gérer les fonds du village ». Dans notre approche, c'est le tissu économique local qui est étudié, dans le but de capter la dynamique économique au niveau des territoires. Ensuite, il est essentiel de s'adapter au contexte des pays développés, qui ont été très peu étudiés dans le cadre de l'AC. Cependant lorsque c'est le cas, de nouvelles dimensions du développement sont alors proposées, telles que les « valeurs esthétiques et culturelles » proposées par Distaso. Dans notre propre réflexion, nous avons ainsi intégré l'accès aux services (qu'ils soient marchands ou non marchands) qui constitue un enjeu spécifique au développement rural au sein des pays développés. Pour finir, nous étudions la dimension collective, avec des capacités telles que l'existence de programmes d'aide ou encore la capacité à gérer les fonds du village. Dans notre propre analyse, le capital social est ainsi intégré, pour mesurer l'existence de réseaux ainsi que de liens créés par l'interaction entre les individus.

Figure 9 : Objectifs de notre liste et caractéristiques des listes étudiées



Source auteur, d'après BM (2002 ;2004), Distaso (2005), El Harizi (2008).

Pour conclure sur ce point, la question de la définition d'une liste de capacités est centrale pour l'application de l'approche. L'objectif était donc de proposer une liste de capacités adaptée à la problématique des territoires ruraux. Pour cela, une revue de la littérature ainsi qu'une comparaison avec plusieurs autres listes de capacités ont été réalisées, pour aboutir à une liste de sept capacités.

L'approche par les capacités constitue un cadre permettant de conceptualiser les questions de développement. Le niveau de développement doit être jugé à partir de niveau de bien-être des individus dans une société, celui-ci étant défini comme la capacité des individus à choisir le mode de vie qu'ils valorisent. C'est en cela que l'AC propose une structure pour l'évaluation des questions de bien-être et de développement.

Dans le cadre de l'analyse du lien entre tourisme et développement des territoires ruraux, l'AC est donc utilisée comme cadre de définition du développement à l'échelle de ces territoires. Du point de vue de son application empirique, l'AC présente alors différents enjeux. Tout d'abord, il est nécessaire de s'interroger sur l'espace d'évaluation du

développement : les capacités ou les fonctionnements. Dans la pratique, c'est l'évaluation à travers les fonctionnements qui est privilégiée, et qui sera retenue ici.

Ensuite, il est nécessaire de s'interroger sur ce qui constitue le développement, ses dimensions. Pour cela, la littérature propose de réfléchir aux capacités « valorisées » dans un contexte donné, celles considérées comme valables par les individus. Là encore, l'application empirique doit être adaptée à la théorie. Ainsi, il est nécessaire de tenir compte des données disponibles, ainsi que de l'objectif de la recherche.

Conclusion de la section 3.1

L'approche par les capacités est un cadre de pensée original concernant les questions de développement. Cependant, le recours à l'approche constitue également un enjeu et une innovation du point de vue méthodologique. En effet, l'AC est une approche en construction, et son utilisation requière un positionnement au sein des différentes propositions faites par la littérature.

Tout d'abord, il est nécessaire de statuer sur le choix de l'espace d'évaluation : celui des capacités, ou celui des fonctionnements. La revue de la littérature réalisée dans cette section a montré que l'évaluation à partir de ces derniers était privilégiée, pour des raisons pratiques. En effet, évaluer l'ensemble des options dont dispose un individu demande d'avoir accès à une base de données presque infinie, ce qui n'est bien sûr en pratique pas le cas.

Le second point qu'il est nécessaire d'aborder est celui de la définition de la liste de capacités ou de fonctionnements. Pour cela, différentes méthodes coexistent au sein de la littérature. Dans le cadre de cette thèse, la méthode d'élaboration de la liste de fonctionnement est proche de celle proposée par Robeyns (2003b ; 2006). Une revue de la littérature ayant pour objet trois thèmes (les territoires ruraux, l'approche par les capacités et le tourisme) a été réalisée. Ensuite, nous avons procédé à un brainstorming. La liste ainsi obtenue a ensuite été comparée à d'autres listes de capacités.

Après l'élaboration d'une liste de capacités, le second enjeu de l'application de l'approche par les capacités est celui de la mesure de ces dernières. Comme cela a été proposé dans cette section, ce sont les fonctionnements qui seront mesurés. La section suivante constitue donc une proposition méthodologique pour la mesure des fonctionnements associés aux capacités définies, d'une part. D'autre part, la question de la mesure de l'impact du tourisme sur les capacités territoriales doit être résolue.

Section 3.2 : Méthode de mesure de l'impact du tourisme sur le développement rural

L'évaluation de l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux au sein des pays développés fait face à différents enjeux : la définition du développement, la mesure de ce dernier, et enfin l'analyse de l'impact du tourisme sur ce niveau de développement. Dans le cadre de cette recherche, l'AC est tout d'abord proposée comme un cadre de définition du développement rural. En effet, le développement est mesuré comme le niveau de liberté réelle dont disposent les individus. A partir de cette définition, les capacités significatives à l'échelle des territoires ruraux ont été définies, ainsi que les fonctionnements associés. Ces capacités tiennent à la fois compte de la dimension territoriale des capacités, mais également du contexte des pays développés.

L'AC est également utilisée dans sa dimension empirique. Les nombreuses applications de l'approche proposent différentes méthodes d'opérationnalisation. L'objectif est d'arriver à mesurer les capacités. Pour cela, le choix est fait ici de mesurer à partir des fonctionnements agrégés et ce, à l'échelle du territoire. Le postulat sous-tendant ce choix est qu'il est possible d'approcher les capacités à partir des fonctionnements réalisés. Pour réaliser cette évaluation à l'échelle infranationale, ceux-ci sont directement mesurés au niveau des territoires. La question de l'échelle géographique de mesure se pose donc, ainsi que celle des données disponibles.

Cette dernière section propose une méthodologie d'application de l'approche par les capacités sur les territoires ruraux des pays développés, et plus particulièrement au sein de la région Rhône-Alpes. Cette région, l'une des plus dynamiques au niveau national, est intéressante car elle permet d'appréhender une large variété de territoires. En effet, s'il existe dans la région des territoires très dynamiques et une activité touristique importante, leur répartition n'est pas homogène sur l'ensemble de la région. Il existe en Rhône-Alpes des territoires marginaux qui présentent des enjeux de développement, et plus particulièrement au sein de l'espace rural.

Trois points seront développés dans cette section. Dans un premier temps, les différentes propositions méthodologiques existant dans la littérature seront présentées et analysées. De cette analyse découlera une méthodologie de recherche en deux étapes, qui sera proposée dans les deux derniers points de cette section.

3.2.1 : Définir un mode d'analyse des capacités

Tout au long de ce travail, nous nous sommes attachés à rendre compte de la diversité et de la richesse des réflexions développées dans le cadre de l'AC. Celle-ci est mobilisée tant pour les recherches en sociologie, en philosophie qu'en économie. Ainsi, à partir de la notion de capacité, chaque discipline en propose un mode d'analyse original. Le tableau 13 en propose une synthèse. Trois approches coexistent, et de chacune découle une place des capacités et une méthodologie d'analyse spécifique.

Tableau 13 : Mode d'analyse des capacités

Objectif épistémologique	Méthode	Rôle des fonctionnements et des capacités
Bien être/mesure de la qualité de vie	Quantitative	Indicateurs sociaux
Analyse en profondeur/analyse descriptive	Qualitative	Eléments narratifs
Théorie normative	Philosophie	Part des fondements philosophiques

Source : Robeyns, 2003

Chacune de ces approches propose d'éclairer des aspects différents des opportunités et libertés individuelles. Chacune apportent ainsi à la fois une contribution théorique et méthodologique à la construction de l'AC. Aucune ne constitue un « mode d'emploi » d'application de l'approche, mais elles proposent néanmoins des éléments de définition d'une méthode. Elles permettent ainsi de s'interroger sur celle qui sera la plus pertinente dans un contexte donné, selon les objectifs fixés. Après avoir proposé une vue d'ensemble de ces méthodes, nous montrerons quelle est la plus pertinente dans le cadre de cette recherche.

Tout d'abord, la première interprétation possible de l'approche par les capacités est une interprétation **philosophique**. Elle est particulièrement portée par Nussbaum. Pour l'auteur, l'approche par les capacités doit permettre d'identifier une liste de capacités universelles, applicables dans tous les contextes et de tout temps. Si cette liste est particulièrement pertinente dans les pays en voie de développement, au sein desquels ces capacités de base ne sont pour la plupart pas réalisées, la question de son utilité se pose pour les pays développés. De plus, dans ce cadre, la question de l'évaluation du niveau de capacités n'est pas abordée.

La seconde application possible de l'approche par les capacités est assez proche d'une démarche **sociologique**. L'objectif est de prendre en compte les perceptions subjectives qu'ont les individus de leur propre bien-être, d'évaluer les situations en profondeur et de pouvoir ainsi faire des comparaisons à l'échelle micro-économique. Dans ce cadre, la méthode utilisée est celle de l'analyse de discours. Ces travaux peuvent ainsi mettre en évidence le décalage entre les réflexions théoriques et les perceptions des individus.

Arends-Kuennings et Amin (2001) étudient ainsi la façon dont les individus perçoivent l'éducation au Bangladesh. Des interviews menées pendant quatre ans, dans deux villages de ce pays, montrent que la perception de l'éducation ne fait pas écho à l'importance que donne la théorie à cette capacité. En effet, l'objectif était de mesurer en quoi l'éducation permet d'augmenter la liberté des filles. A partir des résultats obtenus, les auteurs montrent que, dans ce contexte, l'éducation n'a pas joué ce rôle. Dans un autre contexte Lallau (2007) étudie les capacités des maraîchers du Kinshasa à partir des stratégies que ceux-ci mettent

en œuvre. La méthodologie utilisée combine une enquête réalisée auprès de 121 maraîchers, une enquête menée sur 10 marchés kinoïsis, l'interview de personnes ressources et enfin une revue de la littérature.

L'analyse « sociologique » des capacités conduit donc à une méthodologie basée sur des questionnaires ouverts. Les résultats ainsi obtenus sont ensuite exploités à partir d'une analyse du discours. Ces approches permettent donc d'avoir des renseignements précis à l'échelle des individus, et de mener une analyse approfondie de leur situation. Un dernier exemple pertinent est celui du travail réalisé par Clarck (2005) en Afrique du Sud en 1998. L'objectif de l'enquête était de mettre en évidence la façon dont les pauvres perçoivent ce qu'est une « bonne vie ». Pour cela l'auteur réalise des interviews auprès de 157 personnes, dans deux villages d'Afrique du Sud. Les résultats de ce travail ont permis de mettre en évidence ce qui était réellement important en termes de développement pour ces populations.

Enfin, la dernière approche couple à la fois une perspective **économique et statistique**. Dans ce cadre, l'objectif est de mesurer le niveau de capacités ou de fonctionnements, et non plus de l'approcher ou de s'interroger sur la définition du bien-être. Pour atteindre ce but, on trouve dans la littérature différentes méthodes, qui diffèrent selon leur niveau d'agrégation et la perspective de recherche dans laquelle elles se situent.

Pour commencer, les recherches s'intéressent à la mesure du niveau de « manque » des individus en termes de capacités. Pour cela, deux méthodes principales coexistent. La première est l'approche floue multidimensionnelle. Dans le cadre de celle-ci, qui travaille essentiellement sur les questions de pauvreté, cette dernière est évaluée à partir d'une « fonction d'appartenance ». Constituée par une échelle allant de 0 à 1, elle permet de mesurer le degré de privation pour chaque dimension du bien-être. L'intérêt de cette méthode est d'évaluer les nuances dans la privation. Au lieu d'attribuer la note de 0 ou de 1, toutes les valeurs sur cette échelle peuvent être attribuées (Chiappero-Martinetti, 2000).

Cette méthode est mobilisée par différents auteurs dans le cadre de leurs travaux : Ayadi et al. (2005) pour évaluer le niveau de privation dans les fonctionnements « basiques », Clarck et Mozzafar (2005) dans le contexte de l'Afrique du Sud. L'enjeu autour de la notion de « privation » est de proposer une échelle d'évaluation des conditions de vie, de la pauvreté. Elle permet d'aller au-delà de l'opposition classique « pauvre/non-pauvre », que l'on peut également lier à la notion de seuil de pauvreté. Ainsi, plutôt que d'établir un seuil à partir duquel un individu est considéré comme pauvre, la notion de privation apporte la possibilité de prendre en compte des degrés dans le niveau de pauvreté.

La seconde méthode est notamment proposée par Klasen (2000) et consiste à attribuer des « scores » aux différents niveaux de capacités atteints. Elle rejoint la précédente, puisque l'intérêt est de proposer une échelle d'évaluation du degré de privation en termes de capacités. Ces deux méthodes sont intéressantes, et particulièrement appliquées dans les pays en développement. L'idée est de mesurer un niveau de « privation » pour évaluer les inégalités dans une société.

L'objectif, en effet, est de proposer une mesure des inégalités en termes de capacités. En effet, le but est de dépasser les approches monétaires, et de s'intéresser à d'autres indicateurs sociaux, ce qui requiert des méthodes de mesure spécifiques. C'est dans l'espace des capacités ou des fonctionnements que les inégalités sont mesurées, et cela demande également de recourir à différents « matériaux » pour les approcher. Ainsi, pour proposer une mesure du niveau de capacités ou de fonctionnement, deux bases de données peuvent être mobilisées.

D'une part, certaines approches proposent d'évaluer le niveau de capacités à travers des questionnaires. Cela signifie que des enquêtes seront mises en œuvre à une échelle très large, pour connaître la satisfaction des individus avec leurs capacités. Ainsi Anand et Van Hees (2006) proposent une évaluation du degré de satisfaction que procure les capacités de 1 à 7, à partir des questions suivantes :

- je pense que l'opportunité de trouver le bonheur dans ma vie est :
- je pense que l'opportunité de réaliser des choses dans ma vie est :
- je pense que l'opportunité d'avoir une vie en bonne santé, pour mon âge, est :
- de manière générale, j'ai une vie heureuse,
- je suis satisfait de ce que je suis capable de réaliser,
- j'ai une vie en bonne santé, pour mon âge,
- je suis stimulé intellectuellement,
- j'ai des relations sociales satisfaisantes,
- je vis, je travaille et j'ai des activités de loisir dans un environnement plaisant,
- je suis capable de faire des choses sans compromettre mon intégrité.

Ce type de questionnaire doit permettre d'évaluer le niveau de capacité de chaque individu à travers l'analyse de la perception que celui-ci a de son propre bien-être. Sur le même modèle Anand et al. (2005) proposent une enquête basée sur 28 questions en lien avec la liste de Nussbaum, pour appréhender la perception qu'ont les personnes de leur qualité de vie. Il est donc possible de mesurer le niveau de capacité à travers la perception qu'ont les individus de leur propre situation. Ensuite, la position de chaque individu est agrégée, pour avoir une évaluation du niveau de capacités de l'ensemble de la société.

D'autre part, un ensemble de travaux se base sur une évaluation du niveau de capacités à partir de données secondaires. L'intérêt de ces démarches est la prise en compte d'autres variables que le PIB dans l'évaluation du niveau de développement des pays ou des régions. Cela implique un double choix de l'évaluateur, à la fois concernant les dimensions fondamentales du développement, mais également sur les indicateurs permettant de renseigner au mieux chaque dimension.

Plusieurs chercheurs se sont prêtés à l'exercice. Atkinson et Bourguignon (1982) évaluent les inégalités internationales à travers le revenu et l'espérance de vie. Bourguignon et Chakravorty (2003) montrent qu'une mesure adéquate de la pauvreté doit dépendre autant des indicateurs monétaires que non monétaires.

L'un des principaux développements de ces approches est celui concernant les indicateurs synthétiques. L'exemple le plus connu est celui de l'IDH (voir tableau 13). Celui-ci a pour vocation d'intégrer, dans les comparaisons internationales concernant le niveau de développement, d'autres dimensions que le revenu. Ce dernier est pris en compte, mais l'on ajoute un indicateur social, le taux d'alphabétisation, et un indicateur de santé, l'espérance de vie à la naissance. Sur la base des travaux autour de l'IDH, différents indicateurs, conçus à partir de bases de données diverses et pour l'étude de différentes échelles géographiques ont vu le jour.

Jany-Catrice et Zotti (2009) proposent ainsi l'ISS (Indicateur de Santé Sociale). Celui-ci a pour objectif d'établir des comparaisons entre régions, à l'échelle infranationale, en France. Pour cela, différentes dimensions et sous-dimensions sont définies, et associées à des indicateurs permettant de renseigner chacune d'entre elles (voir tableau 15). Ainsi comme le souligne Perret (2002) l'enjeu des indicateurs sociaux est d'exprimer un certain regard et un questionnement particulier sur l'état de la société. Les tableaux 14 et 15 permettent donc d'avoir une vision synthétique de l'IDH et de l'ISS.

Tableau 14 : Les dimensions de l'IDH

Dimensions	Vie longue et en bonne santé	Connaissances		Un niveau de vie décent
Indicateur	Espérance de vie	Taux d'alphabétisation	Taux d'enrôlement brut ²¹	PIB par personne
Indicateur de la dimension	Indicateur de l'espérance de vie	Indicateur de l'éducation		Indicateur du PIB

Source : auteur

²¹ Taux d'enrôlement brut : ratio entre le total d'élèves inscrits dans l'enseignement et le total de la population ayant le droit et l'âge légal d'y être inscrits.

Tableau 15 : Indicateur de santé sociale

Dimensions	Sous-dimensions	Indicateurs
Revenu	Consommation Inégalités et fiscalité Pauvreté Salaires	Taux de surendettement Taux d'impôt de solidarité sur la fortune Taux de pauvreté monétaire Rapport D9/D1 ²²
Travail et emploi	Chômage Condition de travail Précarité Relations professionnelles	Taux de chômage Taux de fréquence des accidents du travail Taux de travail à temps partiel Taux de conflits du travail
Education		Taux de personne sans diplôme
Santé		Espérance de vie à la naissance
Sécurité		Crimes et délits
Lien social		Taux d'adhésion à au moins une association
Lien interindividuel		Taux de personnes qui voient au moins une fois par semaine amis et voisins

Source : d'après Jany-Catrice et Zotti (2009)

Comme le montrent ces deux tableaux, les différents contextes d'analyse ont conduit à choisir des dimensions du développement et des indicateurs spécifiques pour mesurer le développement. En effet, l'IDH prend en compte des dimensions du développement humain, pour lesquelles il existe un enjeu au sein des pays en voie de développement. En revanche l'ISS, construit pour mesurer les inégalités dans le Nord-Pas-de-Calais, intègre des dimensions qui constituent des enjeux au sein des pays développés. Par exemple l'éducation sera mesurée par le taux de personnes sans diplôme, plutôt que par le taux d'alphabétisation.

De nombreux développements²³ de l'IDH existent : IPH (Indicateur de Pauvreté Humaine), ISDH (Indicateur Sexospécifique de Développement Humain), ou encore IPF (Indicateur de la Participation des Femmes). Comme le montrent ces différents exemples, la construction d'indicateurs synthétiques a pour principal intérêt de pouvoir réaliser des comparaisons à l'échelle internationale comme à l'échelle infranationale, sur d'autres dimensions que le revenu.

Pour Farvaque (2003) deux questions se posent lors d'une évaluation à travers l'approche par les capacités : l'identification des valeurs des individus d'une part, l'évaluation du degré de réalisation et du degré de liberté des individus d'autre part. Le second enjeu consiste donc à proposer une méthode d'évaluation du niveau de liberté des individus. Différentes méthodes sont proposées dans la littérature. Cependant, comme le souligne Sen, la méthodologie utilisée doit être induite par l'enquête que l'on souhaite mener.

²² Mesure le rapport entre le décile le plus élevé et le décile le plus bas, donc entre les individus les plus riches et les individus les plus pauvres.

²³ Pour une vision d'ensemble des indicateurs synthétiques et de leur mode de calcul, voir le rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 (PNUD 2008).

L'approche par les capacités est une approche en construction, tant du point de vue théorique que méthodologique. Comme le montre la revue de la littérature sur les méthodes d'application de l'AC, aucune ne fournit un « mode d'emploi » pour l'opérationnaliser dans toutes les situations et dans tous les contextes. Il est donc nécessaire de construire, pour chaque étude de cas, une méthodologie adaptée. Pour cela, il est nécessaire de se positionner dans l'ensemble des travaux existant. C'est ce que permet de visualiser la figure 10, sur laquelle les éléments en rouge indiquent les choix méthodologiques réalisés dans le contexte de notre recherche.

Le contexte de notre travail est celui des territoires ruraux en France, et nous nous intéressons plus particulièrement à l'aspect collectif du développement. Notre démarche exclut d'emblée une inscription dans la lignée des travaux philosophiques de l'AC. Outre les limites de ces approches, déjà exposées, la spécificité du contexte de cette recherche (échelle locale et pays développés) rend inopérant le recours à la liste de Nussbaum et à la notion de capacités de base. Sans nier l'existence, dans les pays développés, de privations sur celles-ci, ce ne sont pas sur ces dernières qu'il existe le plus de variation entre les individus.

Ensuite, notre objectif n'est pas de proposer une analyse approfondie du bien-être subjectif des individus. En effet l'exercice proposé dans le cadre de cette recherche, à savoir la prise en compte de l'impact du tourisme sur les territoires ruraux, implique un positionnement plus global, permettant une évaluation sur une échelle plus large. C'est ainsi une comparaison inter-territoriale qui est privilégiée, plutôt qu'inter-individuelle, dans l'objectif de rendre compte des conditions de vie à l'échelle des territoires. A ce stade, différentes approches sont encore envisageables.

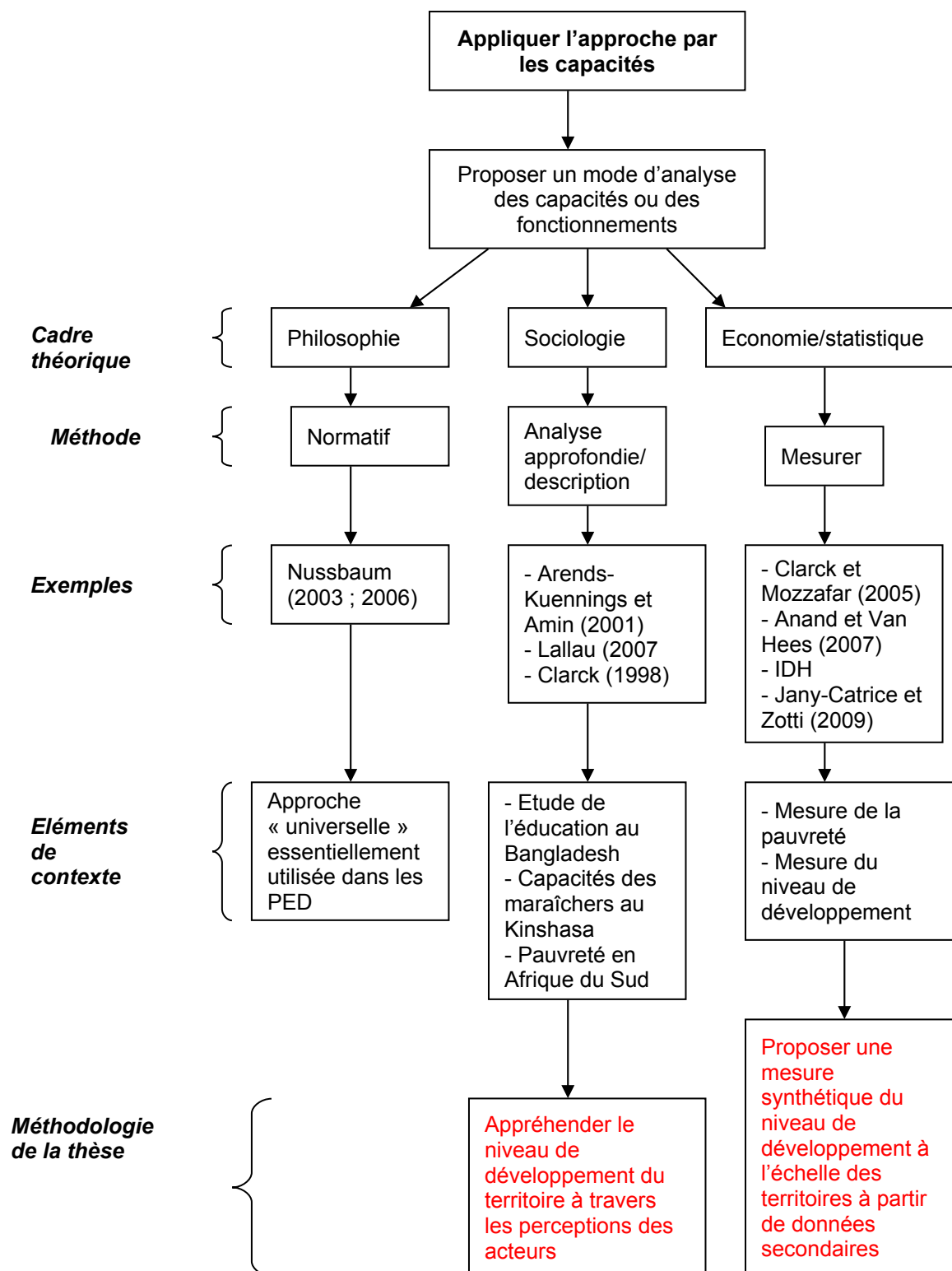
D'une part, une évaluation à partir des données secondaires, sur les modèles des indicateurs synthétiques. Ceux-ci permettent en effet de faire des comparaisons, de rendre compte du cadre global des conditions de vie d'une société. Dans le cadre de ce travail, la construction de ces indicateurs a été privilégiée au recours à des questionnaires individuels proposant aux personnes d'évaluer leur propre niveau de bien-être.

En effet, l'une des limites de leur usage est le risque d'occulter un aspect des opportunités individuelles liée aux structures collectives. En évaluant le niveau de bien-être uniquement à partir du ressenti des individus, on prend le risque de passer à côté de l'analyse de l'impact des « biens collectifs ». A l'échelle individuelle, les personnes vont par exemple donner une bonne note à leur niveau de revenu. Cependant, cela ne donne pas une mesure objective du niveau de revenu sur le territoire, et des disparités qu'on y trouve éventuellement.

Cependant, une mesure du développement à travers des indicateurs constitués à partir de données secondaires présente également des limites. Le choix des variables entrant dans leur construction est limité par les bases de données disponibles. De ce fait, certaines dimensions sont difficilement mesurables à une échelle territoriale fine. D'autre part un second choix a été fait, celui de compléter l'approche quantitative par une démarche plus qualitative, en demandant aux acteurs des territoires de se positionner sur le niveau de

développement de ces derniers. Dans la suite de cette section, nous présenterons de manière approfondie la méthodologie mise en œuvre dans ce travail.

Figure 10 : Quelle méthode d'application pour l'approche par les capacités ?



Source : auteur

3.2.2 : Approche comparative sur l'ensemble des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes

L'objectif de cette partie du travail est d'identifier les différentes typologies de territoire au sein de la région Rhône-Alpes en termes de capacités. Le but est également de comparer le niveau de développement des territoires ruraux touristiques et non touristiques au sein de la région. La question est de savoir si le niveau de développement touristique d'un territoire a une influence sur ses capacités territoriales. Pour répondre à cette question, la démarche proposée est une approche comparative.

Pour cela, différents points doivent être éclairés. Tout d'abord, il est nécessaire de choisir une échelle géographique pertinente, et d'identifier les bases de données les plus exhaustives. La seconde question qui se pose est celle du choix d'indicateurs permettant de renseigner chaque capacité. Ces indicateurs seront ensuite utilisés pour la construction d'indicateurs synthétiques, ce qui permettra d'analyser statistiquement le lien entre tourisme et développement rural.

•Echelle géographique et bases de données

En France, différents échelons territoriaux coexistent, tant au niveau politique qu'économique. Ainsi coexistent des territoires institutionnels, des territoires de projet, des territoires économiques. Dans le cadre de cette recherche, le choix de l'échelle géographique de travail est conditionné par l'accès aux données. Pour identifier les liens entre tourisme et développement, l'objectif est de sélectionner un échelon territorial permettant d'obtenir le maximum de données statistiques.

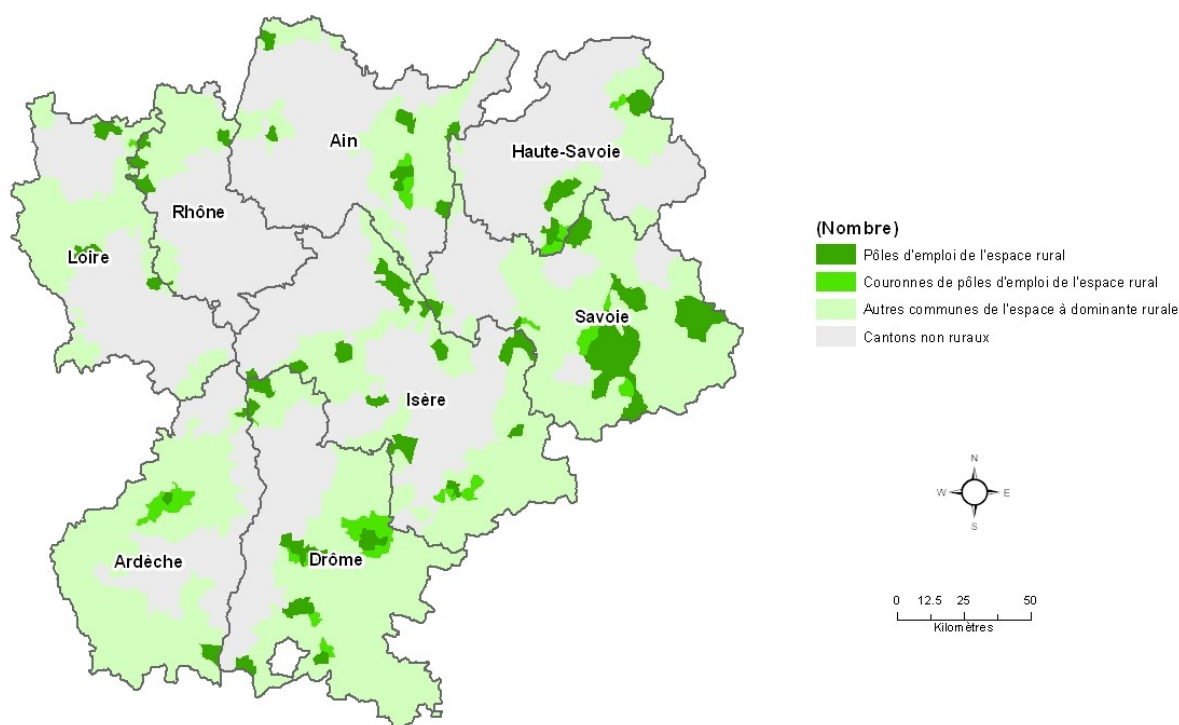
L'échelon le plus fin est celui de la commune. Cependant, certaines données ne sont pas accessibles à cette échelle pour des raisons de secret statistique. En outre, l'échelon communal ne rassemble pas une population assez large pour obtenir des résultats significatifs dans le cadre de notre recherche. En effet, l'objectif est d'évaluer l'influence du tourisme sur les capacités liées au territoire dans lequel les individus évoluent. Or, la commune est un ensemble trop restreint pour tenir compte de cette influence. Comme nous l'avons vu, différents « territoires » influencent les opportunités individuelles : politiques, économiques et géographiques. Or, la commune ne permet pas d'appréhender l'ensemble de ces territoires.

Le second échelon territorial est celui de la communauté de communes. Cependant, toutes les communes ne font pas partie d'une communauté de communes, et cela est particulièrement vrai en Rhône-Alpes. L'analyse pourrait également porter sur les bassins de vie. Cependant, ceux-ci ont été définis en 2004 à partir du recensement de 1999. Or, les dernières données issues du recensement datent de 2007, et la question de l'actualité des périmètres des bassins de vie se pose. L'échelon territorial retenu pour l'analyse sera donc celui du canton. En effet, le canton est le territoire sur lequel l'accès et la variété des statistiques sont les plus importants.

Le choix de travailler sur le canton est un choix conditionné par les limites pratiques de l'exercice. En effet, il serait plus pertinent de travailler sur des territoires économiques (SPL par exemple) ou encore sur des territoires de projets. Cependant, dans un objectif de généralisation de l'exercice, l'échelle du canton est la plus intéressante. Cette échelle permet de constituer une base de données importante, et de mener des comparaisons sur des entités relativement comparables en termes de population. En outre, le travail à l'échelle des cantons permet d'envisager une transposition de celui-ci sur d'autres régions.

Pour l'analyse du lien entre développement touristique et développement rural sur les territoires ruraux de la région Rhône-Alpes, 114 cantons ont été intégrés à l'analyse (carte 9). Ceux-ci ont été sélectionnés sur la base du ZAUER établi par l'INSEE, comme le montre cette carte. Ceux qui ont été retenus sont ceux dont au moins la moitié des communes font partie de l'espace à dominante rurale. L'objectif est donc de voir si, sur l'ensemble des cantons, il est possible d'identifier un lien statistique entre le niveau de développement et le niveau de développement touristique. Pour cela, il est nécessaire de sélectionner les sources de données disponibles (voir encadré 6). Le choix de travailler à partir du ZAUER, même si celle-ci est issue du recensement de 1999, nous est apparu comme étant le plus pertinent, dans la mesure où cette typologie est la plus utilisée aujourd'hui, et il sera donc possible de transposer facilement ce travail à d'autres régions.

Carte 9 : Les cantons ruraux de la région Rhône-Alpes



Sources: BD Geofla (IGN), BPE (Base Permanente des Equipements) 2007
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

Le recensement de la population constitue, en France, la principale source de données statistiques. Jusqu'en 1999, il avait lieu régulièrement de manière exhaustive.

Depuis 2004, la méthode a été modifiée. Les communes de moins de 10 000 habitants sont recensées tous les 5 ans par roulement. Au bout de 5 ans, l'ensemble des communes de moins de 10 000 habitants est recensé. Dans les communes de plus de 10 000 habitants, cela est réalisé uniquement pour un échantillon de la population. La collecte des données chaque année porte sur un échantillon d'adresses tirées au hasard et représentant environ 8% de la population. Au bout de 5 ans, environ 40% de la population est recensée. Les données utilisées pour cette recherche sont celles de 2007.

La seconde source de données utilisée est la BPE. La Base Permanente des Equipements fait suite à l'inventaire communal. Le but et l'intérêt de cette base de données est de fournir des renseignements sur le niveau d'équipements qu'un territoire offre à la population qui s'y trouve.

La troisième source de données mobilisée est constituée par les données de la DGI concernant la fiscalité des ménages. Ensuite, les données du pôle tourisme de l'INSEE ont été utilisées. Enfin, la dernière base de données mobilisée est la base de données SIRENE (Système d'Identification du Répertoire des Entreprises et des Etablissements), qui référence les entreprises.

Encadré 6 : Les bases de données

Le Recensement de la Population : l'objectif du RP est de dénombrer les logements et la population française, et d'en décrire les caractéristiques. Différentes catégories de données, concernant différents aspects de la vie des français, existent : le logement, l'emploi, la démographie ou encore la formation. La loi du 27 février 2002 a institué un changement dans les méthodes de recensement. Désormais, celui-ci est fait de manière distincte sur les communes de moins de 10 000 habitants (recensement exhaustif tous les cinq ans) et sur celles de plus de 10 000 habitants (recensement de 8 à 10% de la population tous les ans).

La BPE : son but est d'évaluer le niveau d'équipements et de services rendus par un territoire à la population ; Elle fait suite à l'inventaire communal, dont le dernier a eu lieu en 1998. Elle répartit les équipements en trois catégories : équipements de proximité (école maternelle, boulangerie, bureaux de poste), les équipements intermédiaires (collège, orthophoniste, supermarché, trésor public) et les équipements supérieurs (lycée, maternité, hypermarché, pôle emploi). Elle est réalisée de manière annuelle depuis 2007, et est élaborée à partir de différentes sources administratives.

La Direction Générale des Impôts : en France, la population est soumise chaque année à un impôt sur le revenu. Ainsi, les données concernant cet impôt sont mises à disposition par la DGI et fournissent ainsi des informations sur la part de foyers fiscaux imposés, ou encore le montant des revenus fiscaux.

Pôle tourisme de l'INSEE : dans le cadre de son pôle tourisme, l'INSEE fournit un ensemble de renseignements concernant ce secteur d'activité. Notamment, l'organisme réalise de manière mensuelle une enquête de fréquentation auprès des hébergements touristiques. Elle recense également le nombre d'hébergements touristiques selon différentes catégories : hôtels, campings, meublés ou encore résidences secondaires.

SIRENE : c'est une base de données sur les entreprises et les établissements. Tous les entrepreneurs individuels et les personnes morales sont inscrits au répertoire SIRENE. A partir des informations issues de ce répertoire, l'INSEE propose des données sur les entreprises et les établissements. Celles-ci concernent ainsi la localisation des établissements, leur activité principale ou encore leur taille.

Source : auteur

•Le choix des indicateurs

L'objectif est ici de choisir des indicateurs permettant au mieux d'approcher les capacités territoriales. Ainsi pour Perret (2002) un indicateur doit posséder les qualités suivantes :

- il doit pouvoir être justifié,
- il doit posséder un pouvoir de représentation et d'évocation de la réalité,
- il doit pouvoir être affecté à une valeur positive ou négative,
- il doit être fonctionnel.

Pour résumer, l'objectif est d'arriver à approcher au mieux la réalité à travers les indicateurs. Pour mesurer le niveau de développement des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes, il faut donc identifier des indicateurs pour lesquels il existe des variations importantes entre les territoires. A partir des bases de données mentionnées dans le point précédent, 13 indicateurs ont été sélectionnés, sur les années 2007 et 2008.

La dimension « capital social » ne sera pas mesurée dans cette partie du travail. En effet, il est apparu que les indicateurs disponibles pour mesurer cette capacité à l'échelle des cantons ruraux n'étaient pas suffisants, ni pertinents. Cela est principalement dû au fait que l'échelle de travail est très fine, ce qui limite les données disponibles.

Comme le montre Sabatiani (2008) l'expression la plus tangible du capital social est exprimée par les réseaux et les relations interpersonnelles. Il est donc difficile de mesurer ces derniers, qui le sont le plus souvent à travers la mise en œuvre de questionnaires (Beugelsdijk et Schaik, 2005), ce que nous ferons dans la seconde étape de notre travail. Par exemple le capital social n'est pas approché par le nombre d'associations existant, mais par le degré d'appartenance des individus aux associations (Grootaert et al. 2004). Or, cette donnée n'est pas disponible sur nos territoires d'étude, et demande des investigations directes sur le terrain. Cette capacité sera donc évaluée dans la seconde partie du travail de recherche.

Pour chaque indicateur, une analyse basée sur des statistiques descriptives a été menée. Le tableau 16 permet d'associer chaque indicateur à son code pour l'analyse statistique.

Tableau 16 : Indicateurs de développement

Indicateur	Code variable
Evolution du nombre d'entreprises entre 2000 et 2008 (fichier Sirene)	ev_entr
Nombre d'entreprises par habitant en 2008 (fichier Sirene)	entr_hab
Part des résidences principales par rapport aux résidences secondaires en 2007 (RP)	resprinc_ressecond
Part du nombre de foyers fiscaux imposés en 2007 (DGI)	fisc
Part de la population occupant un emploi stable dans la population active occupée totale en 2007 (RP)	empl_stable
Part des ménages dont l'homme et la femme ont tous les deux le statut d'actifs occupés dans l'ensemble des ménages en 2007 (RP)	menage_actif
Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP en 2007 (RP)	csp_sup
Réserve de main d'œuvre en 2007 (RP)	reserve_mo
Part des personnes ayant un diplôme de niveau supérieur dans l'ensemble de la population de 15 ans et plus en 2007 (RP)	dip_sup
Par des équipements concurrentiels par habitant en 2007 (BPE)	equ_concc
Part des équipements non concurrentiels par habitant en 2007 (BPE)	equ_nonconcc
Part des équipements d'éducation par habitant en 2007 (BPE)	equ_educ
Par des équipements de santé par habitant en 2007 (BPE)	equ_sante

Source : auteur

Chaque dimension du développement est mesurée par un ou plusieurs de ces indicateurs. L'utilisation de chacun d'entre eux doit être justifiée. Pour cela, tout d'abord, le tableau 17 propose un résumé statistique de chaque indicateur pour les cantons ruraux de la région Rhône-Alpes. L'objectif est d'analyser quelles sont les variations existant entre les cantons sur ces indicateurs.

Ainsi, différents calculs fournissent différents types d'information. Ainsi, le minimum et le maximum permettent de rendre compte de l'étendue de l'indicateur. La médiane et la moyenne permettent d'avoir un aperçu du niveau général de l'indicateur. L'écart type donne une idée de la variation observée entre les individus pour l'indicateur. Pour finir, le premier et le dernier quartile fournissent des informations sur les quarts les plus bas et les plus hauts de l'indicateur. Ces différents éléments sont développés dans la suite de ce point, une analyse étant proposée pour chaque indicateur.

**Tableau 17 : Résumé statistique des indicateurs de développement sur les cantons
ruraux de la région Rhône-Alpes**

Indicateur	Minimum	Maximum	Médiane	Moyenne	1^{er} quartile	3^{ème} quartile	Ecart type
ev_entr	-8,57	60,00	25,14	25,27	15,81	34,04	12,96
entr_hab	0,03	0,30	0,05	0,06	0,04	0,06	0,04
resprinc_ressecond	0,25	27,44	3,10	5,21	1,10	7,08	5,56
fisc	28,93	65,08	50,96	49,72	43,84	56,40	8,24
empl_stable	52,47	88,93	84,06	81,25	80,21	85,70	7,24
menage_actif	13,78	44,49	28,70	28,34	24 ,31	32,20	5,88
csp_sup	1,23	11,33	4,43	4,59	3,66	5,49	1,54
reserve_mo	52,03	69,41	60,63	60,62	58,94	62,24	69,41
dip_sup	3,06	17,97	7,06	7,43	5,82	9,13	2,26
equ_concc	0,00	1,31	0,22	0,26	0,13	0,31	0,20
equ_nonconcc	0,05	0,47	0,12	0,14	0,10	0,17	0,08
equ_educ	0,00	0,11	0,02	0,09	0,00	0,03	0,01
equ_sante	0,03	0,94	0,40	0,42	0,32	0,49	0,15

Source : auteur

- Evolution du nombre d'entreprises entre 2000 et 2008 et nombre d'entreprises par habitant en 2008

Ces deux indicateurs ont été sélectionnés pour mesurer le dynamisme du tissu économique local. L'objectif est d'arriver à voir si, sur les territoires ruraux touristiques, l'économie est plus dynamique. Comme le montre le tableau 8.2 (2), ces deux indicateurs varient de manière importante. L'écart type pour l'évolution des entreprises entre 2000 et 2008 est de 12.9. Pour le nombre d'entreprises par habitant, ce rapport varie de 0.02 à 0.29. Enfin, la moyenne est de 0,06 entreprises par habitant. Il existe donc des variations suffisamment importantes entre ces indicateurs pour mener des comparaisons intéressantes entre les cantons ruraux rhônalpins.

- Part des résidences principales par rapport aux résidences secondaires en 2007

Cet indicateur a été sélectionné dans le but de mesurer les difficultés d'accès au logement au sein des territoires ruraux. Il est donc directement en lien avec l'aspect touristique de notre problématique, puisque l'idée est d'identifier d'éventuelles difficultés d'accès au logement liées à une concurrence entre les logements touristiques et les logements pour les habitants. Comme le montre le tableau 15 avec un écart type de 5.4, cet indicateur varie beaucoup entre les territoires. Le coefficient de corrélation entre cet indicateur et le nombre de lits touristiques par habitant est de -0.55. Si ce coefficient est élevé, cela montre néanmoins que tous les territoires touristiques ne sont pas confrontés à des difficultés en termes de logement. Il est donc important d'intégrer un indicateur de pression immobilière dans l'analyse du niveau de développement sur les territoires ruraux. Comme nous le verrons dans la partie appliquée de ce travail, ce choix peut être discuté, notamment en vérifiant l'apport d'autres types d'indicateurs à l'analyse du lien entre tourisme et accès au logement.

- Part du nombre de foyers fiscaux imposés en 2007

Cet indicateur permet de mesurer le niveau de revenu des territoires. S'il se situe autour de 50% des foyers fiscaux imposés dans la majorité des communes françaises, la variation est suffisamment importante entre les territoires ruraux de la région Rhône-Alpes pour pouvoir le considérer comme significatif. Ainsi, le quart des cantons ruraux de la région ont moins de 44% de foyers fiscaux imposés, et un quart plus de 54%.

- Part de personnes occupant un emploi stable dans la population active totale en 2007 ; part des ménages dont l'homme et la femme ont tous les deux le statut d'actifs occupés dans l'ensemble des ménages en 2007.

Ces deux indicateurs doivent permettre de mesurer l'accès à l'emploi sur le territoire. La part des personnes occupant un emploi stable dans la population active occupée totale est utilisée pour mesurer la part des CDI (Contrat à Durée Indéterminée) dans l'ensemble de la population active occupée. Cet indicateur est particulièrement important concernant le tourisme, secteur au sein duquel les emplois sont souvent précaires. La part des ménages dont l'homme et la femme ont tous les deux le statut d'actif occupé dans l'ensemble des

ménages permet d'affiner la mesure. Le taux de chômage n'a pas été retenu comme un indicateur significatif pour mesurer les possibilités d'accès à l'emploi sur les territoires ruraux. En effet sur ce type de territoire, on trouve un nombre important de migrations liées à l'emploi plutôt qu'un taux de chômage élevé. L'indicateur « part des ménages dont l'homme et la femme ont tous les deux le statut d'actif occupé dans l'ensemble des ménages » permet de mesurer la capacité du territoire à fournir un emploi aux deux membres d'un ménage. Le tableau 15 montre que les deux indicateurs ont des écarts type relativement importants, ce qui signifie qu'il existe des variations entre les territoires sur ces indicateurs.

- Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP en 2007; réserve de main d'œuvre en 2007; part des personnes ayant un diplôme de niveau supérieur dans l'ensemble de la population de 15 ans et plus en 2007.

Ces trois indicateurs permettent de mesurer le capital humain sur le territoire. Ainsi, ils fournissent des renseignements sur la capacité du territoire à attirer et à retenir une population qualifiée. L'indicateur « réserve de main d'œuvre » permet de mesurer la part de la population en âge de travailler (de 16 à 64 ans) dans l'ensemble de la population totale. Cet indicateur permet de voir si le territoire a des capacités en termes de mobilisation de main d'œuvre.

Habituellement, un indicateur de niveau de santé est retenu pour mesurer le capital humain. Le choix a été fait ici de ne pas intégrer ce type d'indicateur, pour deux raisons. La première est que, au sein des pays développés, à l'échelle infranationale, il existe très peu de variation sur le niveau de santé. La seconde est que l'accès aux services de santé, qui en revanche constitue un enjeu, est mesuré par ailleurs, à travers l'indicateur d'accès aux services.

- Les indicateurs de niveau de service en 2007

Pour mesurer l'accès aux infrastructures au sein des territoires ruraux, des indicateurs synthétiques ont été construits, à partir de la base permanente des équipements de 2007. Pour cela, la typologie proposée par l'INSEE (2003) concernant les bassins de vie a été utilisée. Cependant, la typologie de l'INSEE se basant sur l'inventaire communal de 1998, a été adaptée pour les données de la BPE 2007. La typologie retenue propose de regrouper les services en quatre catégories :

- Les équipements concurrentiels : hypermarchés ; supermarchés ; vétérinaires ; banques, caisses d'épargne ; magasins de vêtements ; magasins de chaussures ; librairies-papeteries ; magasins d'électroménager ; magasins de meubles ; drogueries ; quincailleries, bricolage ; grandes surfaces de bricolage
- Les équipements d'éducation : collèges, lycées d'enseignement général et/ou technologiques ; lycées d'enseignement professionnel
- Les équipements de santé : médecins omnipraticiens ; infirmiers ; pharmacies ; masseurs kinésithérapeute ; chirurgiens dentistes ; ambulance ; maternité ; urgences ; établissements santé courts séjours ; établissements santé moyens séjours ; établissements santé longs séjours

- Les équipements non concurrentiels : gendarmerie, trésorerie, ANPE (Agence Nationale Pour l'Emploi), personnes âgées (hébergements) ; bureaux de poste ; garde d'enfants d'âge préscolaire ; cinémas.

Les services ont donc été regroupés par catégorie, puis rapportés à la population, ce qui donne la part d'équipements par habitant pour chaque catégorie. Ces indicateurs permettront de rendre compte des difficultés d'accès aux infrastructures sur un territoire.

Comme permet de le constater le tableau 15 il existe des variations importantes entre les territoires concernant l'accès aux services. Ainsi, pour les équipements de santé, l'indicateur varie de 0,03 équipements de santé par habitant à 0.94, avec une moyenne de 0,42.

Les différents indicateurs retenus ont pour but de mesurer les dimensions des capacités territoriales sur les territoires ruraux de la région Rhône-Alpes. Parfois, plusieurs indicateurs permettent de rendre compte d'une dimension. La section suivante aura pour objectif de présenter la méthode choisie pour utiliser ces indicateurs, à savoir la construction d'indicateurs synthétiques.

•Construire des indicateurs synthétiques

L'objectif est d'identifier les disparités entre les cantons ruraux au sein de la région Rhône-Alpes. Pour cela, le choix réalisé a été celui de construire des indicateurs synthétiques. De nombreuses démarches et recherches vont dans ce sens, comme nous l'avons vu. Chaque indicateur retenu pour mesurer les dimensions du développement est transformé en indice, selon la formule suivante, utilisée pour le calcul de l'IDH et des indicateurs synthétiques de manière générale et notamment par Sumanash (2009) :

$$\text{Indice} = (\text{valeur observée} - \text{valeur minimum}) / (\text{valeur maximum} - \text{valeur minimum})$$

La transformation des indicateurs en indice permet de normaliser les mesures, et de prendre en compte les performances relatives des cantons pour chaque indicateur. Le choix de construire des indicateurs synthétiques est justifié par l'objectif de cette recherche. En effet, le but est d'établir une comparaison entre les territoires, à l'échelle infrarégionale. Pour cela, la construction d'indicateurs synthétiques, parmi les différentes méthodes d'application de l'approche par les capacités, est la plus pertinente. Ils permettent en effet de prendre en compte les différentes dimensions du développement. Comme le soulignent Gadrey et Jany-Catrice (2007) l'objectif des indicateurs sociaux est de prendre en compte à la fois des critères économiques, sociaux et environnementaux. La question des indicateurs synthétiques fait l'objet de nombreux débats, dont nous discuterons dans le chapitre suivant de cette thèse.

Chaque dimension est ensuite mesurée en faisant la moyenne simple des différents indicateurs. C'est le choix également effectué dans le cadre de l'évaluation du niveau de développement humain, mais aussi par Dutta (2009).

Différentes dimensions ont donc été définies et identifiées comme significatives du développement rural. Chacune de ces dimensions est approchée à travers un fonctionnement qui lui est associé. Enfin, un ou plusieurs indicateurs ont été sélectionnés pour mesurer ces fonctionnements. Le tableau 18 propose une synthèse de ces différents éléments.

Tableau 18 : Capacités territoriales, fonctionnements et indicateurs

Capacité	Fonctionnement	Indicateurs
Tissu économique local	Vivre dans un territoire économiquement dynamique	Evolution du nombre d'entreprises
		Nombre d'entreprises par habitant
Accès à l'emploi	Avoir accès à l'emploi à l'échelle du territoire	Part des personnes occupant un emploi stable dans la population active occupée totale
		Part des ménages dont les deux personnes ont le statut d'actifs occupés dans l'ensemble des ménages
Capital humain	Avoir accès à des compétences à l'échelle du territoire	Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP
		Réserve de main d'œuvre
		Part des personnes ayant un diplôme de niveau supérieur dans l'ensemble de la population
Accès aux services	Vivre dans un territoire offrant un bon niveau d'accès aux services	Part des équipements concurrentiels par habitant
		Part des équipements non concurrentiels par habitant
		Part des équipements de santé par habitant
		Part des équipements d'éducation par habitant
Revenu	Avoir accès à un bon niveau de revenu	Part du nombre de foyers fiscaux imposés
Accès au logement	Vivre dans un territoire permettant d'accéder facilement au logement, tant comme locataire que comme propriétaire	Part des résidences principales par rapport aux résidences secondaires

Source : auteur

Ce tableau peut être comparé à celui proposée par l'OCDE concernant les indicateurs de développement rural (tableau 19). Comme le montre cette comparaison, les capacités et indicateurs retenus pour notre analyse prennent en compte les enjeux du développement rural. L'environnement y est cependant absent, les données à l'échelle du canton n'étant pas suffisantes pour en proposer une analyse. En outre la population n'a pas été intégrée dans l'analyse, dans la mesure où celle-ci ne peut, à notre sens, être considérée comme une capacité : en effet, le dynamisme démographique peut, à l'échelle individuelle, être autant recherché que son contraire. Cependant, les dimensions de bien-être social et

d'équité sont prises en compte, ainsi que celle de structure et performance de l'économie. La dernière étape concernant le travail à partir des données secondaires est celle de l'analyse du lien entre tourisme et développement rural.

Tableau 19 : Les indicateurs de développement rural

Dimension	Indicateur
Population et migration	Densité Evolution de la population Structure de la population Ménage Collectivité
Bien être social et équité	Revenu Logement Education Santé Sécurité
Structure et performance de l'économie	Population active Emploi Parts sectorielles Investissement Productivité
Environnement et viabilité	Topographie et climat Utilisation des sols Habitats et espèces Sol et eau Qualité de l'environnement

Source : OCDE (1994)

- Proposer une analyse du lien entre tourisme et développement rural à partir des données secondaires

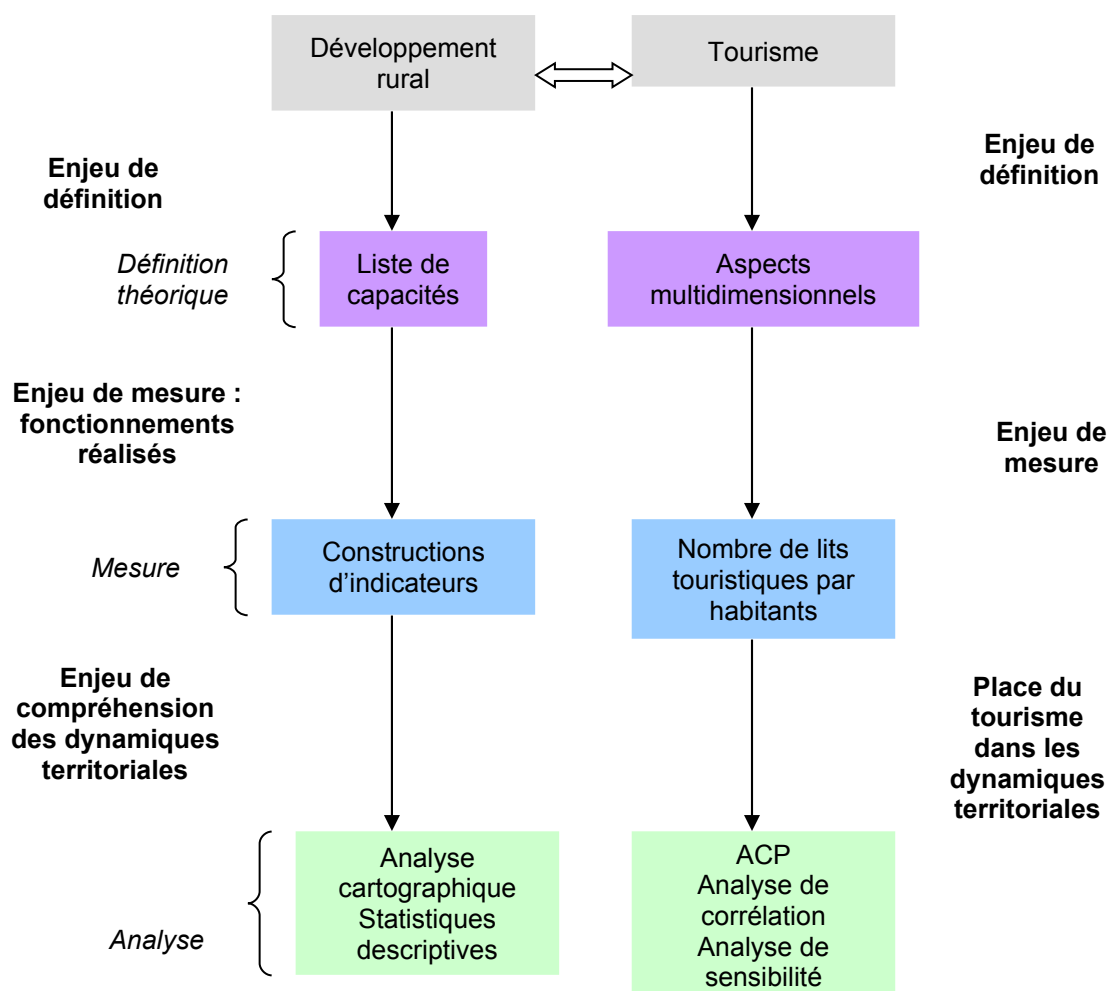
Dans le point précédent, nous avons défini les six variables sur lesquelles portera notre travail de mesure des capacités à partir des données secondaires. Celles-ci renvoient aux enjeux des dynamiques territoriales en espace rural. Ainsi, nous disposons désormais d'une définition du développement rural en termes de capacités. Cependant, au vu des difficultés engendrées par la recherche d'une évaluation directe des capacités, notre choix s'est tourné vers une mesure des fonctionnements réalisés. Pour cela, différents indicateurs ont été sélectionnés, permettant de renseigner chaque dimension significative du développement.

A partir de ce travail de construction d'indicateurs de développement, deux questions se posent, dont nous avons déjà fixé les contours en introduction de cette thèse. Tout d'abord, l'AC est ici considérée comme un outil, tant théorique que méthodologique, de compréhension et d'analyse des dynamiques territoriales. Notre première interrogation sera donc la suivante : à partir des indicateurs définis, quelle est la méthode la plus pertinente pour analyser les territoires ruraux rhônalpins ?

Ensuite, notre objectif est de mettre en évidence la place et le rôle du tourisme dans le développement rural de la région. Là encore, des questions d'ordre méthodologique se

posent. L'ensemble de ce point sera donc consacré à la proposition d'une méthode visant à la fois à faire émerger des informations sur les dynamiques territoriales et à caractériser la place qu'y occupe le tourisme. Notre méthode est résumée dans la figure 11.

Figure 11 : Méthodologie de recherche à partir des données secondaires



Source : auteur

Pour commencer, la méthodologie proposée vise, à partir de la définition du développement rural, à en analyser les dynamiques. Pour cela, la méthodologie les étudiera sous deux aspects : en termes de statistiques descriptives d'une part, d'un point de vue cartographique d'autre part.

Tout d'abord, les statistiques descriptives permettront d'élaborer une connaissance des dynamiques de l'espace rural rhônalpin. En effet, cela éclairera différents aspects des capacités. Nous pourrons ainsi comparer le niveau de fonctionnements atteints sur l'ensemble de la région Rhône-Alpes, sur son espace rural, mais également caractériser ainsi les disparités existant entre les territoires ruraux de la région. Il est alors pertinent de revenir à la question de la « marginalité ». Ce sont bien les difficultés des territoires en rapport avec l'ensemble plus large dans lequel ils s'inscrivent que nous cherchons à mettre en évidence.

Ainsi, l'analyse statistique permettra de faire émerger les disparités au sein de la région, le niveau plus ou moins élevé de fonctionnement selon la localisation des territoires, et la marginalité de certaines d'entre eux tant par rapport à la région dans son ensemble qu'à l'espace rural. En outre, des comparaisons seront également proposées à l'échelle de la France.

Cette approche statistique sera complétée par une analyse cartographique. Si la cartographie ne constitue pas un outil classique en économie, elle n'en n'est pas moins pertinente pour l'étude des dynamiques territoriales. En effet, à la suite de Samson et Benlounes (2005), nous pouvons dire que la cartographie offre un complément à l'analyse statistique en offrant notamment la possibilité de visualiser la localisation des disparités, de faire émerger des typologies de territoires. En outre, elle permet au chercheur de préciser ses résultats, mais constitue également un outil de communication. Le but est de pouvoir « lire » les dynamiques territoriales en Rhône-Alpes. La cartographie sera donc considérée comme un résultat de notre travail, puisque nous avons réalisé des cartes originales, illustrant les différents niveaux de fonctionnements selon les territoires, seront proposées.

La réalisation d'une ACP (Analyse en Composante Principale) constitue le second volet de notre démarche méthodologique. En effet, celle-ci nous permettra d'atteindre deux objectifs : d'une part, établir des typologies de territoires au sein de l'espace rural rhônalpin en termes de capacités ; d'autre part, mettre en évidence la place qu'occupe le tourisme dans ces typologies.

L'ACP constitue une méthode d'analyse factorielle, c'est-à-dire qu'elle permet de réduire des grands tableaux de données en diminuant leur nombre de colonne. Concrètement, cela signifie que l'ACP va permettre de réduire un grand nombre de variables à quelques variables permettant de résumer l'information. Ainsi, cela constitue l'un des principaux usages de la méthode, qui constitue alors une étape préliminaire à d'autres analyses statistiques. En effet, les nouvelles variables synthétiques seront alors réutilisées pour d'autres analyses.

Cependant, ce n'est pas le seul intérêt de la méthode. Celle-ci peut également être utilisée pour explorer les relations entre les variables d'un côté, et les ressemblances entre les individus d'un autre. Ainsi, la méthode va fournir une représentation synthétique de la structuration des données. Dans notre cas, l'ACP va donc permettre d'analyser les corrélations entre les variables (nos différentes dimensions du développement ainsi que le niveau d'activité touristique), en d'en déduire des typologies de territoires, de part les similitudes identifiées par l'analyse.

Tout au long de cette sous-section, nous avons proposé une méthodologie de recherche basée sur un travail à partir des données secondaires. Pour cela, différents indicateurs permettant de renseigner les différentes dimensions du développement ont été sélectionnés, et leur choix justifiés. A partir de ce travail, deux utilisations méthodologiques sont proposées. La première consiste à étudier le niveau de capacités sur les territoires ruraux rhônalpins d'un point de vue statistique et cartographique. La seconde propose la réalisation d'une ACP, avec comme objectif de faire émerger des typologies de territoires en termes de tourisme et de capacités.

Cependant, ce travail présente des limites. En effet, le travail à partir des indicateurs peut apparaître comme trop global, effaçant ainsi les nuances de l'analyse, les spécificités des situations. En outre, nous l'avons vu, certaines dimensions pourtant considérées comme significatives du développement rural, telles que le capital social, ne peuvent être mesurées à l'aide de données secondaires. Pour apporter une réponse à ces limites, nous proposons une seconde étape méthodologique, basée sur un travail de recueil des données sur le terrain.

3.2.3 : Travail à partir des données de terrain

Un travail de terrain auprès de trois territoires de la région Rhône-Alpes est proposé : le canton de Bourg d'Oisans (38), le canton de Saint-Symphorien-de-Lay (42) et enfin le territoire des Boutières (07). Ces trois territoires ont été sélectionnés selon leur niveau relatif de développement, mais également selon leur niveau de développement touristique. Sur chacun de ces trois territoires, un travail d'enquête a été mené dans le but de recueillir des informations auprès des acteurs des territoires. Par acteurs, nous entendons des personnes impliquées dans le développement ou la vie du territoire. Plusieurs catégories d'acteurs doivent être interrogées :

- **Les élus locaux** : les élus sont des représentants directs de la population, puisqu'ils ont été choisis pour défendre ses intérêts. Les enquêtes auprès des élus permettent d'acquérir une connaissance du point de vue « politique » concernant les leviers et freins au développement sur le territoire. Ainsi, le travail auprès des élus locaux peut permettre de mettre en évidence les conflits et jeux d'acteurs sur le territoire. En outre, ceux-ci sont porteurs des politiques publiques au niveau local et, à ce titre, ont une vision de ces dernières.

- **Offices de tourisme** : l'intérêt d'interroger des personnes travaillant au sein des offices de tourisme est d'analyser le niveau de développement touristique du territoire à partir de la vision des acteurs de terrain. En effet, si l'intensité touristique d'un territoire peut être mesurée, cela ne renseigne pas sur la forme de tourisme, les projets mis en œuvre pour son développement ou encore les potentiels de développement touristique encore inexploités.

- **Acteurs du tourisme** : par « acteurs du tourisme », nous entendons les acteurs du secteur privé du tourisme. Il sera intéressant d'appréhender leur vision du développement touristique sur le territoire, et la vision qu'ils ont de l'impact du tourisme sur le territoire.

- **Chambres d'agriculture** : les acteurs membres de la chambre d'agriculture peuvent être divisés en deux catégories : les élus des syndicats agricoles, et les conseillers techniques. Ces acteurs ont une importance sur les territoires où l'activité agricole est importante. Ils nous permettront d'approcher les liens entre tourisme et agriculture sur le territoire.

- **Les comités d'entreprises/représentants syndicaux** : ces acteurs nous permettront d'avoir la vision des représentants des salariés travaillant sur le territoire. Cela constituera l'occasion de recueillir de l'information concernant les possibilités d'accès à l'emploi sur le territoire ainsi que sur les formes d'emploi, tant du point de vue du niveau de qualification que du statut (emplois stables ou précaires). De plus, ces acteurs pourront nous renseigner sur leur vision des liens entre accès à l'emploi et tourisme.

- **Les chefs d'entreprise/les artisans** : l'objectif est de comprendre si, sur le territoire, la création d'activités est liée à l'activité touristique. L'enquête auprès de ces acteurs permettra également d'appréhender leur perception du développement touristique de leur territoire, et des possibilités que ce développement pourrait offrir au territoire.

— **Les directeurs d'établissements scolaires** : tout d'abord, ces acteurs nous permettront d'approcher le type d'offre de formation proposé au sein du territoire. De plus, nous pourrions les interroger sur les choix de formation les plus souvent réalisés par les étudiants. Cela nous permettra de nous renseigner sur le lien existant entre les activités économiques du territoire et les choix individuels de formation.

Sur chaque territoire, une trentaine d'acteurs ont été interrogés, selon la répartition suivante (tableau 20) :

Tableau 20 : Catégories d'acteurs interrogées par territoire

Catégories d'acteurs/Territoire	Acteurs privés	Acteurs du tourisme	Elus	Acteurs sociaux	Acteurs agricoles	Acteurs du développement	Associations	Total
Saint-Symphorien-de-Lay	6	7	7	2	1	2	1	26
Bourg d'Oisans	6	7	7	2	1	1	1	25
Boutières	4	9	4	3	2	4	4	30
Total	16	23	18	7	4	7	6	81

Source : auteur

81 acteurs au total ont donc été interrogés sur les trois territoires. La liste des personnes à rencontrer sur chaque territoire a été établie en collaboration avec des personnes ressources sur chacun d'entre eux.

Le choix du type de questionnaire est celui d'un questionnaire semi-directif. En effet, plusieurs possibilités étaient envisageables : des questionnaires ouverts, des questionnaires semi-directifs ou des questionnaires fermés. Les questionnaires ouverts ont pour objectif d'appréhender la perception subjective qu'ont les individus d'une situation. Ils sont donc utilisés, dans le cadre de l'approche par les capacités, pour mettre en évidence les perceptions subjectives qu'ont les individus d'une situation.

Les questionnaires fermés sont utiles pour enquêter auprès d'un échantillon important de la population, pour ensuite faire l'objet d'un traitement statistique. Ils peuvent être utilisés pour déterminer le niveau de privation subjectif des individus concernant leurs capacités. C'est le cas de l'enquête mise en œuvre dans le cadre de la BHPS (British Household Panel Survey) menée en Angleterre auprès de 9000 ménages.

Enfin, les questionnaires semi-directifs permettent à la fois de répondre à une question de recherche précise, tout en laissant aux interviewés une latitude pour exprimer leur point de vue sur la situation. Dans le cadre de cette recherche, c'est ce dernier type de questionnaire qui sera mis en œuvre. En effet, l'objectif est d'obtenir des précisions concernant les possibilités de développement du territoire. L'approche qualitative vient compléter l'analyse quantitative, et donc éclairer des pistes déjà mises en évidence. Le questionnaire semi-directif permettra d'orienter l'enquête sur ces points à explorer. Notre objectif est d'arriver à appréhender la réalité du lien entre tourisme et développement en interrogeant les acteurs des territoires.

Pour cela, tout d'abord, nous avons choisi de diviser notre questionnaire en différentes sections (voir annexe 1). Pour commencer, les acteurs sont interrogés sur leur perception du territoire. Deux buts sont recherchés. Tout d'abord, permettre d'amorcer la discussion autour de la façon dont les acteurs définissent leur territoire. Différents aspects des dynamiques territoriales sont discutés : les atouts, faiblesses, opportunités et menaces auxquels est confronté le territoire.

Ensuite, le second objectif de cette première section est d'approfondir les connaissances que nous avons pu faire émerger sur les territoires à travers l'analyse statistique. Ainsi, à travers les réponses obtenues, il sera possible de confronter la vision des acteurs aux éléments quantitatifs étudiés grâce au travail à partir des données secondaires. En outre, c'est dans cette partie du questionnaire que la dimension « tissu économique local » sera approchée. Tout au long de l'entretien, il sera également demandé aux acteurs d'évaluer le niveau de développement de chaque capacité sur leur territoire sur une échelle de 1 à 5, 1 étant la note la plus basse, et 5 la note la plus élevée.

Ensuite, les acteurs sont interrogés sur leur vision du lien entre le tourisme et leur territoire. Ainsi, l'objectif est de comprendre quelle place y occupe ce secteur d'activité, en allant au delà de l'aspect économique. Les acteurs sont amenés à proposer leur perception

de l'impact du tourisme sur l'ensemble des capacités définies comme significatives du développement rural.

Concernant la dimension « niveau de vie » sur le territoire, c'est l'aspect marginal ou non de ce dernier qui est principalement étudié. En effet, les questions posées sont liées à la perception qu'ont les acteurs de la position de leur territoire par rapport à la région Rhône-Alpes dans son ensemble et par rapport à l'espace rural rhônalpin.

Différents aspects de la dimension « accès à l'emploi » sont ensuite questionnés. Les questions portent sur la variété de l'emploi sur le territoire, les migrations liées à des raisons professionnelles, les secteurs d'activité fournissant le plus d'opportunités d'emploi sur le territoire, ainsi que sur son évolution globale. Ces différents aspects sont abordés pour comprendre les dynamiques liées à l'emploi sur le territoire, et ainsi mettre en évidence des aspects occultés par l'analyse quantitative.

L'accès à la formation est ensuite analysé sous deux aspects : l'éducation d'une part, la formation continue d'autre part. L'aspect « compétences » est également interrogé, et plus particulièrement son lien avec le territoire. En effet, il est demandé aux acteurs de déterminer s'il existe des compétences spécifiques sur le territoire, liées aux secteurs d'activité qui s'y trouve.

Concernant le capital social, c'est à la fois les liens existant à l'intérieur du territoire et ceux liant ce dernier à d'autres territoires qui sont analysés. En effet, la littérature concernant le capital social distingue les liens de type « bridging » c'est à dire ceux existant entre la communauté et l'extérieur de celle-ci, et les liens « bonding » définissant le capital social à l'intérieur de la communauté (Putman 2000).

Les deux sections suivantes abordent les questions de l'accès aux services et au logement. Pour cela, chacune des catégories de services définis dans la section précédente sont étudiées séparément. Ensuite, l'accès au logement est étudié, particulièrement dans son lien avec le tourisme.

Une évaluation de la qualité de vie globale du territoire est ensuite demandée aux acteurs, en leur proposant de classer les différentes capacités selon leur niveau de développement sur le territoire, les unes par rapport aux autres. Il leur est également demandé de se positionner sur celles qui pourraient être améliorées par le développement du tourisme, de leur point de vue.

Pour finir, deux questions ouvertes sont soumises aux interviewés. La première concerne les « faiblesses » du territoire, les aspects de celui-ci qui pourraient être améliorés, et qui constituent un enjeu de développement. Pour finir, c'est sur le rôle du tourisme dans le territoire que les acteurs sont interrogés, tant sur la réalité que sur le potentiel que représente celui-ci.

L'idée et l'objectif global de l'ensemble du questionnaire est d'arriver à mettre en évidence des aspects qui peuvent échapper à l'analyse à partir des données secondaires.

En outre, si la première étape du travail de terrain peut permettre de distinguer les territoires selon leur niveau de développement, il est difficile d'établir un lien entre celui-ci et les dynamiques territoriales. C'est pour cette raison que le travail de recueil de données auprès des acteurs est central, dans la mesure où il permet d'approfondir ces questions.

En outre, au-delà d'un lien statistique entre niveau de développement et niveau d'activité touristique, c'est la relation qui lie tourisme et territoire qui nous intéresse. Ainsi, le but ici est de voir si le tourisme influe sur les liens sociaux, la perception qu'ont les acteurs du territoire, mais également la création d'identité sur le territoire.

En proposant une approche comparative sur trois territoires de la région Rhône-Alpes, notre but est d'approfondir les aspects mis en évidence dans le travail à partir des données secondaires. Pour cela, nous avons choisi d'interroger des « acteurs » du territoire, pour différentes raisons. Tout d'abord, ce choix permettra de mettre en évidence les jeux d'acteurs sur le territoire, qui peuvent avoir une influence tant sur le développement global de ce dernier que sur son développement touristique.

Ensuite, une approche par les acteurs permet d'appréhender le territoire à travers la perception de personnes impliquées dans son développement. Ceux-ci peuvent donc proposer une vision des enjeux, mais également des forces de celui-ci. En outre, les attentes envers le tourisme, ainsi que les résultats obtenus par la mise en œuvre d'une stratégie de développement de ce secteur d'activité, peuvent ainsi être mis en évidence.

Conclusion de la section 3.2

Pour appliquer l'approche par les capacités à l'analyse du lien entre tourisme et développement sur les territoires ruraux, un important travail d'adaptation méthodologique est nécessaire. Dans le cadre de cette recherche, deux questions se posent. La première concerne l'évaluation du niveau de développement à l'échelle des territoires. La seconde, l'impact du tourisme sur ce niveau de développement.

Pour répondre à ces problématiques, deux étapes méthodologiques sont proposées. Dans un premier temps, un travail à partir de données secondaires sur les 114 cantons ruraux de la région Rhône-Alpes a été réalisé. L'objectif est de comparer le niveau de développement sur les cantons touristiques et non touristiques de la région. Parallèlement à cet objectif principal, un second but est poursuivi, celui d'établir des typologies de territoire en termes de capacités.

La seconde étape de ce travail de recherche consiste en une approche comparative sur trois territoires de la région Rhône-Alpes. Une enquête de terrain est proposée, dans l'objectif d'appréhender, à travers la vision des acteurs, le niveau de développement sur ces territoires, et son lien avec le tourisme, ainsi qu'avec le mode de développement du territoire.

La proposition méthodologique réalisée dans le cadre de ce travail est donc originale, et s'appuie sur les propositions existant au sein de la littérature concernant l'approche par

les capacités. Elle répond à l'enjeu d'adapter l'approche à l'analyse du territoire, dans le cadre des pays développés.

Conclusion du chapitre 3

Dans ce troisième chapitre, nous nous sommes confrontés aux enjeux méthodologiques qu'impliquent l'opérationnalisation de l'approche par les capacités. Pour cela, nous sommes partis de la définition théorique du développement rural pour aboutir à une proposition d'évaluation de ce dernier. A cela, s'est ajoutée la question de la mesure de l'impact du tourisme sur les dynamiques rurales.

Dans ce travail, trois difficultés importantes ont été rencontrées. Tout d'abord, l'adaptation de l'approche au contexte des pays développés, puis à celle de l'échelle locale. Ensuite, la nécessité de prendre en compte la dimension collective des capacités. Pour faire face à ces questions, différentes étapes ont été proposées.

Tout d'abord, la question de la définition d'une liste de capacités adaptée au contexte de la recherche a été abordée. Les différentes méthodes proposées dans la littérature ont été discutées, pour aboutir à considérer la méthode de Robeyns (2003b ; 2006) comme la plus pertinente. Ce choix impliquait une comparaison de notre liste avec d'autres listes de capacités, que nous avons sélectionnées en fonction de leur lien avec notre objectif de recherche. Enfin, nous avons montré que les fonctionnements réalisés constituaient l'espace d'évaluation le mieux adapté à notre problématique.

Ensuite, nous avons présenté les deux étapes qui constitueront la partie appliquée de cette thèse. Celles-ci s'articulent autour de la nécessité de répondre à deux exigences de ce travail : d'une part, renouveler l'analyse des dynamiques à l'échelle du territoire ; d'autre part, caractériser la place du tourisme dans les stratégies de développement rural.

Ainsi, dans un premier temps, un travail à partir des données secondaires a été proposé. Celui-ci a été construit au travers de la mobilisation de trois outils : la statistique descriptive, l'analyse cartographique et l'analyse factorielle. Chacune de ces méthodes est utilisées pour éclairer différents aspects de notre problématique : caractérisation de la marginalité rurale en Rhône-Alpes, mise en évidence de typologies des territoires et enfin analyse de la place du tourisme dans ces dynamiques. Cependant, un travail basé uniquement sur des données secondaires semble limité pour prendre en compte toute la richesse de l'AC.

Dans un second temps, c'est un travail de recueil de données sur le terrain qui a été proposé. A partir d'une approche comparative sur trois territoires de la région Rhône-Alpes, l'objectif est d'approfondir les constats réalisés précédemment. Pour cela, des questionnaires semi-directifs ont été administrés à un ensemble d'acteurs sur trois territoires ruraux de la région.

Chapitre 4 : Analyse du lien entre tourisme et développement au sein de l'espace rural rhônalpin

Comme l'ont montré les chapitres précédents, la mise en œuvre de l'approche par les capacités constitue un enjeu important. Cependant, il existe une littérature particulièrement riche sur le sujet. A partir de l'étude de celle-ci, nous aboutissons au constat que, pour chaque nouveau contexte d'opérationnalisation de l'AC, une nouvelle réflexion sur les conditions de son application doit être réalisée. Cette dernière offre un cadre théorique et empirique pour prendre en compte l'aspect multidimensionnel du développement territorial. A partir de ce cadre, nous sommes face à plusieurs défis méthodologiques : d'une part, une application à l'échelle des pays développés ; d'autre part, une analyse visant une échelle locale très fine. Pour cela, le chapitre 3 a permis d'aboutir à une méthode d'évaluation du lien entre tourisme et développement territorial à l'échelle du rural.

Plusieurs questionnements et hypothèses sont au centre de notre travail. Ainsi, d'un point de vue théorique, l'approche par les capacités apporte un nouvel éclairage sur les questions de développement et de dynamiques territoriales. A travers le prisme des capacités, de nouveaux enjeux à cette échelle prennent forme, liés à possibilité pour le territoire d'influencer la qualité de vie et le bien-être des individus qui s'y trouvent. La question centrale de ce travail de recherche concerne donc la possibilité, à l'échelle du territoire, d'influencer les « capacités » des individus. Plus particulièrement le tourisme, en tant que principal objet de recherche de cette thèse, est interrogé dans sa capacité à rendre les territoires plus « efficaces » en termes de qualité de vie et de bien-être individuel.

Deux étapes méthodologiques ont été proposées pour évaluer l'impact du tourisme sur le développement des capacités territoriales. Dans un premier temps, une analyse sur l'ensemble des 114 cantons ruraux de la région Rhône-Alpes, réalisée à partir de données secondaires. Ensuite, une approche comparative liée à un recueil de données sur trois territoires « test ». Comme nous le verrons, chaque territoire représente une facette des caractéristiques de la région et de ses territoires ruraux, ce qui permet ainsi de réaliser une comparaison entre la forme de développement du territoire et son niveau de capacités.

La méthodologie élaborée sera appliquée à l'étude de l'espace rural rhônalpin. Dans un premier temps, une présentation générale de la région Rhône-Alpes, de son espace rural ainsi que des trois territoires d'étude sera réalisée. Pour cela, nous nous appuierons sur plusieurs indicateurs permettant d'en apprécier la situation économique, sociale et touristique. Ainsi la façon dont, à chacune de ces échelles, la question du tourisme se pose, sera particulièrement questionnée.

La section 4.2 proposera une restitution des résultats du travail de terrain. Tout d'abord, une typologie des territoires ruraux rhônalpins en termes de capacités sera proposée. Ainsi, les résultats obtenus montreront une structuration spécifique de cet espace. Ensuite, ces résultats seront confrontés aux perceptions des acteurs des territoires, avec une approche comparative sur trois territoires.

Pour finir, un dernier point sera consacré à la mise en perspective de ces résultats, sous différents aspects théoriques, méthodologiques et empiriques. Ainsi, cette section interrogera de manière critique la mobilisation de l'approche par les capacités, mais également les choix méthodologiques réalisés dans ce travail.

Section 4.1 : Portrait de la région Rhône-Alpes et de son espace rural

Cette section a pour objectif de proposer un portrait du terrain de recherche sur lequel la méthodologie élaborée sera mise en œuvre. Celle-ci, rappelons le, s'articule en deux étapes : tout d'abord, une analyse à l'échelle des 114 cantons ruraux de la région Rhône-Alpes. Ensuite, un travail comparatif sur trois territoires ruraux de la région.

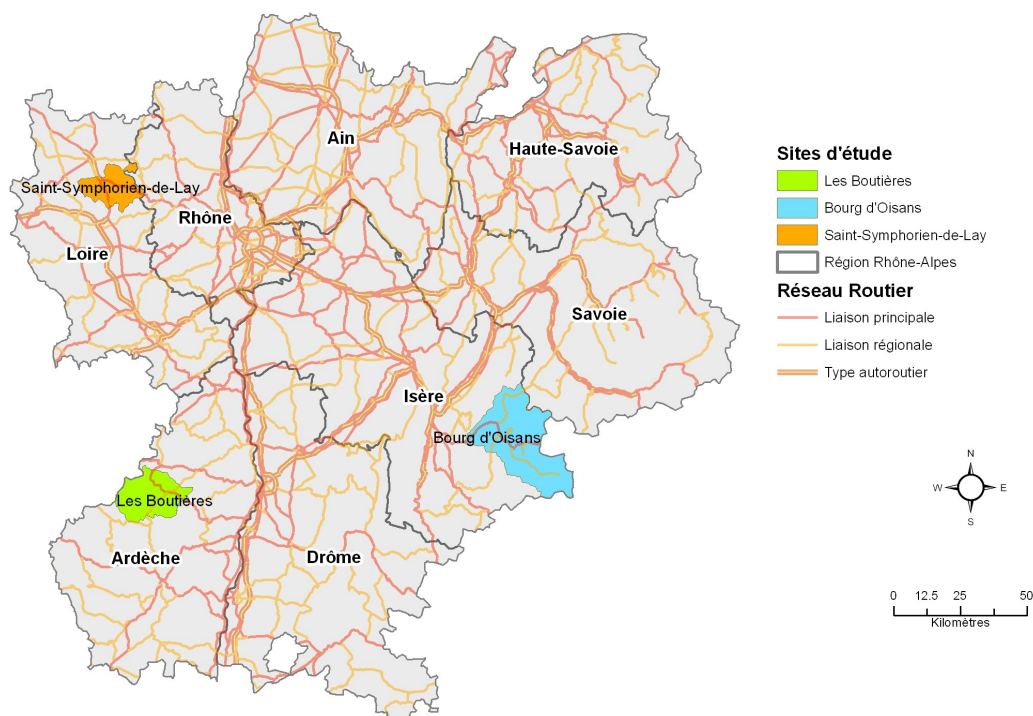
Successivement, la région Rhône-Alpes et son espace rural puis nos trois territoires d'étude (carte 10) seront présentés. Ces trois territoires ont été sélectionnés en collaboration avec des experts de terrain ainsi que des chercheurs ayant une connaissance très fine des problématiques régionales. Ainsi, trois territoires ont été retenus : le canton de Bourg d'Oisans (communauté de communes de l'Oisans), le canton de Saint-Symphorien-de-Lay (communauté de communes de la COPLER (Communauté de Communes du Pays entre Loire Et Rhône)) et enfin les cantons du Cheylard et de Saint-Martin-de-Valamas (site de proximité des Boutières). Pour cette présentation, une analyse thématique est proposée, autour des différents enjeux de cette recherche : les conditions socio-économiques, le dynamisme et enfin le niveau de développement touristique.

Tout d'abord, différentes caractéristiques générales de la région Rhône-Alpes, et de son espace rural, seront présentées. Son dynamisme, dans un premier temps, doit être souligné, et la question se pose également de celui des territoires ruraux. Dans un second temps, il est central de mettre en évidence la place importante qu'occupe l'urbain. Ces deux points constituent en effet des éléments de différenciation par rapport à l'ensemble de l'espace national, et en font un terrain riche et pertinent.

Ensuite la structure économique et sociale des différentes échelles de recherche sera interrogée. En effet, comme nous l'avons vu, la notion même de territoire, tant du point de vue géographique qu'économique, implique une forme de spécificité. Celle-ci est liée aux différentes activités économiques développées, mais également aux conditions sociales telles que l'accès aux formations, à la culture, ou encore au niveau socioprofessionnel.

Enfin, la question du tourisme sera traitée. Ce secteur d'activité est central au sein de la région, tant du point de vue économique que de celui de l'organisation du territoire. Ainsi, différents types de tourisme coexistent, et différents niveaux d'activité touristique. Ce point contribue également à expliquer l'intérêt que constitue le choix de travailler sur Rhône-Alpes dans le cadre de cette recherche.

Carte 10 : Situation des trois territoires étudiés au sein de l'espace rural rhônalpin



Sources: BD Geofla (IGN 2007), BD Route 120 (IGN 2007)
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

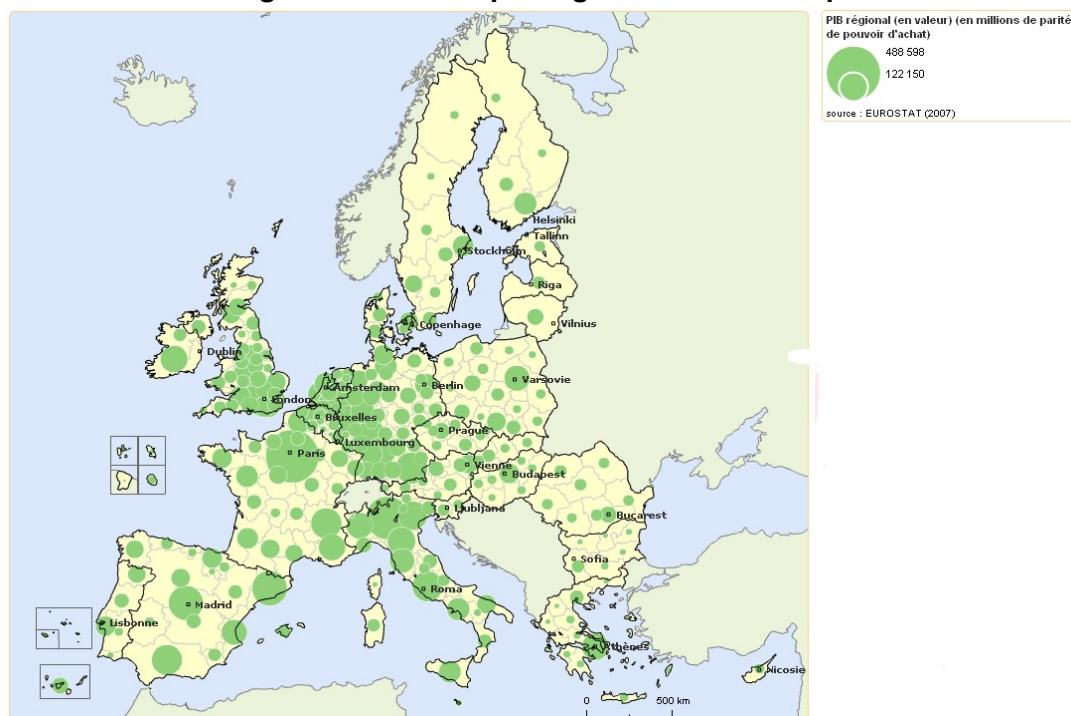
4.1.1 : Rhône-Alpes, une région dynamique

Le dynamisme régional constitue l'une des principales caractéristiques de la région Rhône-Alpes. Avec un PIB de 27 000€ par habitant, elle est la deuxième région la plus riche de France après l'Île-de-France. De plus, elle bénéficie d'une structure économique et sociale dynamique, avec une place prépondérante de l'industrie. Ces spécificités se retrouvent au sein de l'espace rural dans son ensemble, mais également sur les trois territoires sur lesquels la recherche s'attardera plus particulièrement.

•La région Rhône-Alpes : dynamisme et structure économique

Tout d'abord, la région Rhône-Alpes se positionne comme une région dynamique au sein de l'Union Européenne. L'étude des cartes 11 et 12 notamment amène différentes remarques. Avec un PIB de près de 166 000 millions d'euros en 2007, Rhône-Alpes se situe largement au dessus de la moyenne européenne (46 000€). La région est ainsi au 9^{ème} rang européen en termes de PIB. La carte 11 met en évidence la richesse relative de la région au sein de l'Europe.

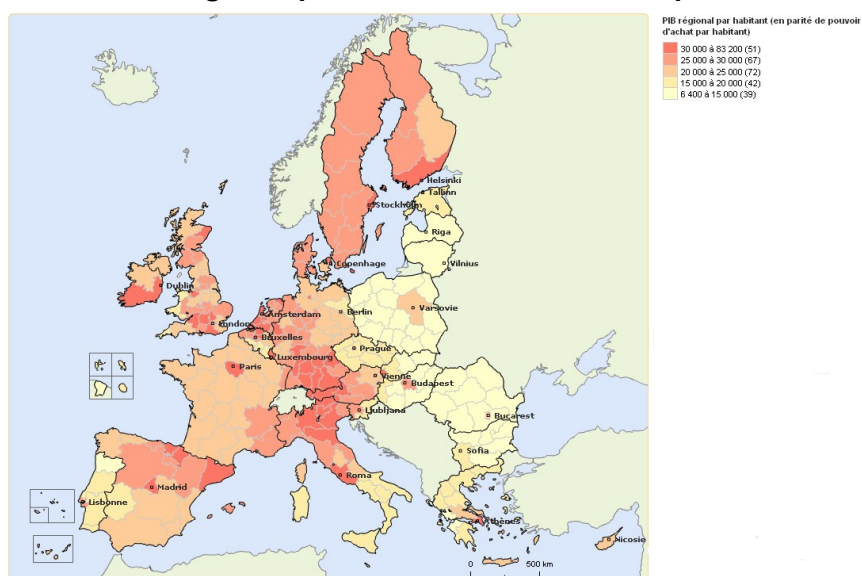
Carte 11 : PIB régional en valeur par région d'Union Européenne en 2007



Source : Eurostat/observatoire des territoires ; site Internet : www.territoires.gouv.fr/observatoire-des-territoires/fr

En effet, si la visualisation des niveaux de PIB en valeur permet déjà une première approche de la relative richesse régionale, la cartographie du PIB régional par habitant permet d'aller plus loin. Ainsi, Rhône-Alpes fait partie des 67 régions (sur 271) dont le PIB par habitant se situe entre 25 000 et 30 000 €, soit la seconde tranche la plus élevée.

Carte 12 : PIB régional par habitant en Union Européenne en 2007



Source : Eurostat/observatoire des territoires ; site Internet : www.territoires.gouv.fr/observatoire-des-territoires/fr

Au sein de la France, la région se place comme moteur, avec une participation à la production de richesse à hauteur de 10% du PIB national. Une étude menée sur quelques indicateurs socio-économiques significatifs permet de caractériser la position de Rhône-

Alpes au sein de l'espace national : revenu, emploi, enseignement et culture. Pour cela, cinq indicateurs ont été retenus : le potentiel fiscal total par habitant, le revenu disponible brut des ménages, le taux d'emploi, le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur et enfin le nombre d'équipements culturels par habitant (encadré 7). Ces indicateurs ont été choisis pour refléter de la manière la plus complète possible la situation de la région. Bien sûr, d'autres indicateurs auraient été possibles, mais ceux-ci permettent d'appréhender différents aspects du dynamisme du territoire.

Encadré 7 : Définition des indicateurs retenus pour caractériser le dynamisme de la région Rhône-Alpes en France

Potentiel fiscal total par habitant : cet indicateur traduit la richesse fiscale potentielle d'un territoire, et permet ainsi de comparer les collectivités les unes par rapport aux autres. Il est obtenu en appliquant aux bases d'imposition des quatre taxes directes locales (professionnelle, d'habitation, foncière sur le bâti et sur le non-bâti) les taux moyens d'imposition constatés au niveau national pour chacune de ces taxes.

RDB (Revenu Disponible Brut) des ménages : il correspond au total des revenus perçus par les ménages, auquel sont ajoutés les revenus sociaux et duquel sont déduits les impôts et les cotisations sociales. Cet indicateur permet de connaître le montant réel de revenu dont disposent les ménages pour leur consommation et leur épargne.

Taux d'emploi : le taux d'emploi permet de mesurer la capacité d'un territoire à utiliser sa main d'œuvre. C'est la part de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler (population de 15 à 64 ans).

Etudiants inscrits dans l'enseignement supérieur : prend en compte l'ensemble des étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur.

Nombre d'équipements culturels par habitant : ces équipements englobent les musées, les bibliothèques, les salles de cinéma, les théâtres, les centres musicaux.

Source : auteur

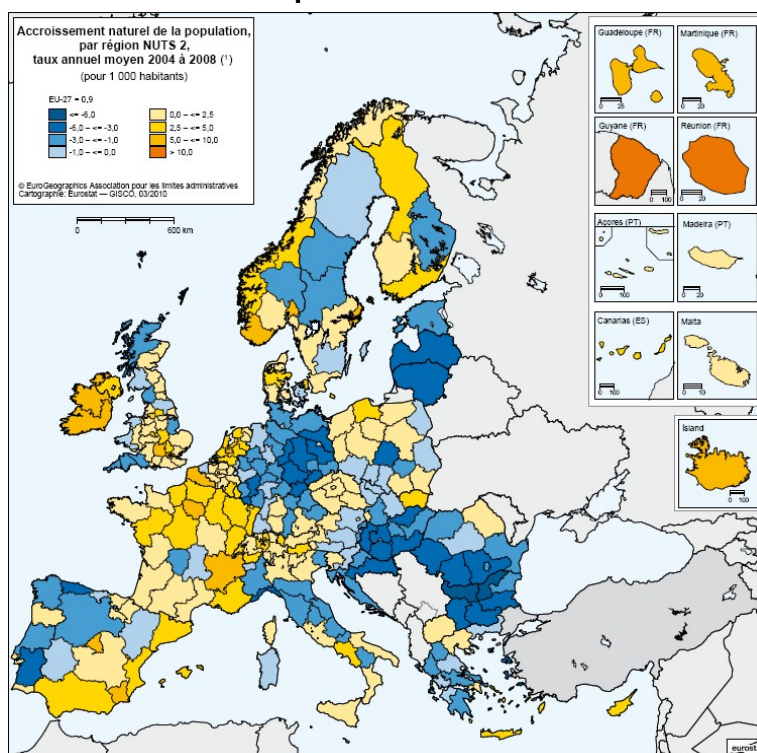
La région Rhône-Alpes présente des valeurs élevées sur ces indicateurs, se situant globalement parmi les 1^{ères} régions françaises. Avec un potentiel fiscal de 124€ par habitant en 2009, et un revenu disponible brut de 19 000€ par habitant en 2006, la région se positionne respectivement au 4^{ème} et 2^{ème} rangs au sein des régions françaises sur ces indicateurs. D'autre part, la région affiche également un bon taux d'emploi (65,5% en 2006) ce qui la place au 5^{ème} rang des régions françaises. Au-delà de son dynamisme économique, Rhône-Alpes présente également de bonnes performances sur les indicateurs sociaux. Elle se place au 2^{ème} rang national en termes d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur pour l'année 2007/2008, mais également en termes de nombre d'équipements culturels par habitant en 2000²⁴.

Enfin, la région Rhône-Alpes est également dynamique du point de vue démographique, avec un accroissement naturel entre 2004 et 2008 parmi les plus forts

²⁴ L'année 2000 a été retenue pour présenter cet indicateur car elle constitue l'année la plus récente pour laquelle cette donnée est disponible. Cependant, la culture constitue une dimension importante du dynamisme d'un territoire, ce qui justifie tout de même le recours à cet indicateur. De plus, cet indicateur n'évolue pas de manière significative d'une année sur l'autre.

d'Europe (carte 4 (4)). D'autre part, avec une densité de population de 139 habitants au km² en 2006 la région est à la fois au dessus de la moyenne française (101 habitants au km²) et de la moyenne européenne (115 habitants au km²).

Carte 13 : Taux annuel moyen d'accroissement naturel de la population par région de l'Union Européenne entre 2004 et 2008



source : eurostat ; site Internet : <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/>

Sur cette carte, la région Rhône-Alpes apparaît de manière évidente comme particulièrement dynamique en termes de démographie, relativement à l'ensemble de l'UE, avec un taux d'accroissement naturel moyen entre 2004 et 2008 situé entre 5 et 10 pour mille habitants.

D'un point de vue économique, l'une des principales caractéristiques de la région est constituée par une place centrale du secteur industriel, avec 24,2% des actifs de la région dans ce secteur en 2008. Différentes industries sont représentées sur le territoire rhônalpin, tant dans l'espace urbain que rural. Ainsi, Rhône-Alpes est la 2^{ème} région française concernant la sous-traitance industrielle. Le textile a notamment joué un rôle prépondérant au sein d'une partie de l'espace rural de la région. Cette caractéristique interroge aujourd'hui les stratégies de développement des territoires ruraux sur la question de la reconversion, liée aux délocalisations des entreprises textiles.

La composition des CSP de la région montre que celle-ci est la deuxième région française concernant la part de cadre et professions intellectuelles supérieures. On note également un taux relativement faible d'agriculteurs et d'exploitants. Ainsi, le tableau 21 permet de comparer la composition des CSP en Rhône-Alpes avec les autres régions françaises. La région se place en 3^{ème} position parmi les régions ayant le moins de retraités.

En outre, la part de personnes sans activité professionnelle se situe légèrement en dessous de la moyenne des régions (19,2%).

La dernière caractéristique à souligner concernant la région Rhône-Alpes est l'importance de la montagne. Ainsi, plus de la moitié du territoire se trouve à une altitude supérieure à 500m. Soixante-cinq pour cent du territoire est classé en zone de montagne, et 73% en zone de massif. Cet élément est central pour comprendre les dynamiques au sein de la région, et notamment la place qu'occupe le tourisme dans l'économie régionale et au sein des territoires ruraux.

Tableau 21 : Composition des catégories socioprofessionnelle par région française en 2007

Région	Part des actifs des professions intermédiaires dans l'ensemble des CSP en 2007 (%)	Part des agriculteurs, exploitants dans l'ensemble des CSP en 2007 (%)	Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP en 2007 (%)	Part des ouvriers et employés dans l'ensemble des CSP en 2007 (%)	Part des personnes sans activité professionnelle dans l'ensemble des CSP en 2007 (%)	Part des retraités dans l'ensemble des CSP en 2007 (%)
ILE-DE-FRANCE	16,48	0,08	16,25	27,53	18,01	18,83
CHAMPAGNE-ARDENNE	11,92	2,09	5,42	33,92	17,78	26,13
PICARDIE	12,91	1,01	5,88	34,75	18,53	24,31
HAUTE-NORMANDIE	13,41	0,74	6,14	33,87	17,59	25,45
CENTRE	13,09	1,27	6,43	32,50	14,82	28,88
BASSE-NORMANDIE	11,98	2,02	5,19	32,28	15,62	29,46
BOURGOGNE	12,05	1,71	5,47	31,94	15,64	29,95
NORD-PAS-DE-CALAIS	12,71	0,54	6,06	32,59	22,83	22,98
LORRAINE	12,68	0,72	5,99	33,90	19,72	24,51
ALSACE	14,17	0,50	7,76	34,43	16,91	23,55
FRANCHE-COMTE	12,91	1,20	5,98	33,96	16,42	26,51
PAYS-DE-LA-LOIRE	13,21	1,72	6,46	33,07	14,78	27,61
BRETAGNE	12,86	1,93	6,54	30,31	15,76	29,27
POITOU-CHARENTES	11,63	2,01	5,33	31,28	15,04	31,22
AQUITAINE	12,81	1,57	6,55	30,04	16,30	28,97
MIDI-PYRENEES	13,59	2,04	8,12	27,73	16,49	28,29
LIMOUSIN	11,59	2,56	5,05	28,78	14,83	33,84
RHONE-ALPES	15,03	0,81	8,54	30,41	16,98	24,57
AUVERGNE	11,98	2,52	5,32	30,45	15,60	30,58
LANGUEDOC-ROUSSILLON	12,26	1,28	6,16	27,56	19,73	28,89
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	13,1	0,52	7,32	27,87	19,71	27,46
CORSE	10,70	1,14	4,95	28,90	23,30	26,12
France Entière	13,69	1,05	8,41	30,49	17,57	25,57

source : INSEE, RP2007

Tant du point de vue économique, que social ou culturel, Rhône-Alpes ne semble pas présenter de difficultés de développement, et joue même un rôle important dans la production globale de richesses à l'échelle française. Comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre de cette thèse, l'espace rural est souvent globalement plus en difficulté que l'ensemble du territoire dans lequel il s'inscrit tant en termes démographiques, qu'économiques et sociaux. Cela s'applique également à l'espace rural rhônalpin. Cependant, celui-ci profite du dynamisme global de la région.

•Situation de l'espace rural rhônalpin

L'espace rural rhônalpin s'inscrit dans une région fortement urbanisée. Ainsi, 49% de la région est constitué d'espaces à dominante urbaine, contre 41% en moyenne en France. Les communes de l'espace à dominante rurale représentent 59.5% de Rhône-Alpes, contre 49,3% en moyenne nationale. L'enjeu est donc de présenter les caractéristiques de cet espace qui s'inscrit dans une région à la fois très urbaine, très dynamique et très touristique.

Pour commencer, il est central de situer l'espace rural rhônalpin par rapport à la région, mais également par rapport à l'ensemble de l'espace rural français. Pour cela, une comparaison sur six indicateurs est proposée : la part des cadres et professions intellectuelles dans l'ensemble des CSP en 2007, la part de la population de 15 ans et plus non scolarisée²⁵ titulaire d'un diplôme de niveau supérieur dans l'ensemble de la population en 2007, la part du nombre de foyers fiscaux imposés en 2007, la part de la population active occupée dans la population active totale en 2007, la densité de population en 2007 et enfin l'évolution de la population entre 1999 et 2007

²⁵ Il est précisé comme la population est « non scolarisée » pour bien souligner que ce sont les personnes qui sont sorties du système scolaire dont on mesure le niveau de diplôme.

**Tableau 22 : Comparaison des dynamiques au sein de différents espaces en France
(en %)**

Indicateurs	France entière	Rhône-Alpes	Espace rural français	Espace rural Rhône- Alpes
Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP en 2007	8,41	8,54	3,60	4,61
Part de la population de 15 ans et plus non scolarisée titulaire d'un diplôme de niveau supérieur dans l'ensemble de la population en 2007	11,99	12,38	5,81	7,10
Part du nombre de foyers fiscaux imposés en 2007	55,48	57,46	47,27	51,42
Part de la population active occupée dans la population active totale en 2007	89,06	90,59	89,97	91,63
Densité de population en 2007	113,60	138,81	34,84	38,82
Evolution de la population entre 1999 et 2007	5,60	7,45	5,67	10,80

Source : INSEE RP 2007, DGI 2007

Comme le montre le tableau 22 l'espace rural rhônalpin se situe au dessus de la moyenne de l'espace rural français pour l'ensemble des indicateurs. Globalement, le dynamisme de la région Rhône-Alpes a donc une influence sur le dynamisme de son espace rural. Ainsi, alors que l'évolution de la population moyenne en espace rural en France entre 1999 et 2007 est de 5,67, elle est de 10,80 en espace rural rhônalpin.

Ce tableau montre également les disparités existant entre l'espace rural et la région dans laquelle il s'inscrit. La comparaison entre la région Rhône-Alpes et son espace rural permet de constater d'importants écarts sur la plupart des indicateurs. Ainsi, à la lecture du tableau, un écart attire particulièrement l'attention, celui concernant l'indicateur de densité de population. Pour la région dans son ensemble celle-ci est 3,5 fois supérieure à celle de l'espace rural de la région. Cependant, l'évolution de la population est plus forte au sein de l'espace rural, ce qui confirme la tendance à la périurbanisation.

Ainsi, l'étude de ces quelques indicateurs permet de mettre l'accent sur certains éléments caractéristiques de la région Rhône-Alpes. Tout d'abord, comme le montre la littérature, il existe en effet des écarts de développement entre l'ensemble de la région et son espace rural. Cela est particulièrement vrai sur la démographie, mais concerne également le niveau de revenu, ou encore de diplôme. Il existe donc bien des enjeux de développement spécifiques à l'espace rural. Cependant, dans la région, le dynamisme et les relatives bonnes performances économiques et sociales se retrouvent si l'on compare l'espace rural rhônalpin et l'espace rural français.

L'analyse économique de la structure de l'espace rural confirme en outre le lien entre les spécificités de la région et celles de son espace rural. Comme cela a déjà été souligné, la région Rhône-Alpes est très industrielle. Cela est également vrai au sein de l'espace rural rhônalpin (tableau 23). Ce tableau montre une part relativement faible des agriculteurs au sein de l'espace rural, alors que le pourcentage d'ouvriers est de 17%. Il est également intéressant d'établir une comparaison entre la composition des CSP en espace rural et urbain.

Les différences entre espace rural et espace urbain portent principalement sur la part de retraités et d'ouvriers, plus importante au sein de l'espace rural. A l'inverse, cette comparaison montre une sous-représentation de la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures.

Tableau 23 : Composition des CSP au sein de l'espace rural et de l'espace urbain de la région Rhône-Alpes en 2007 en %

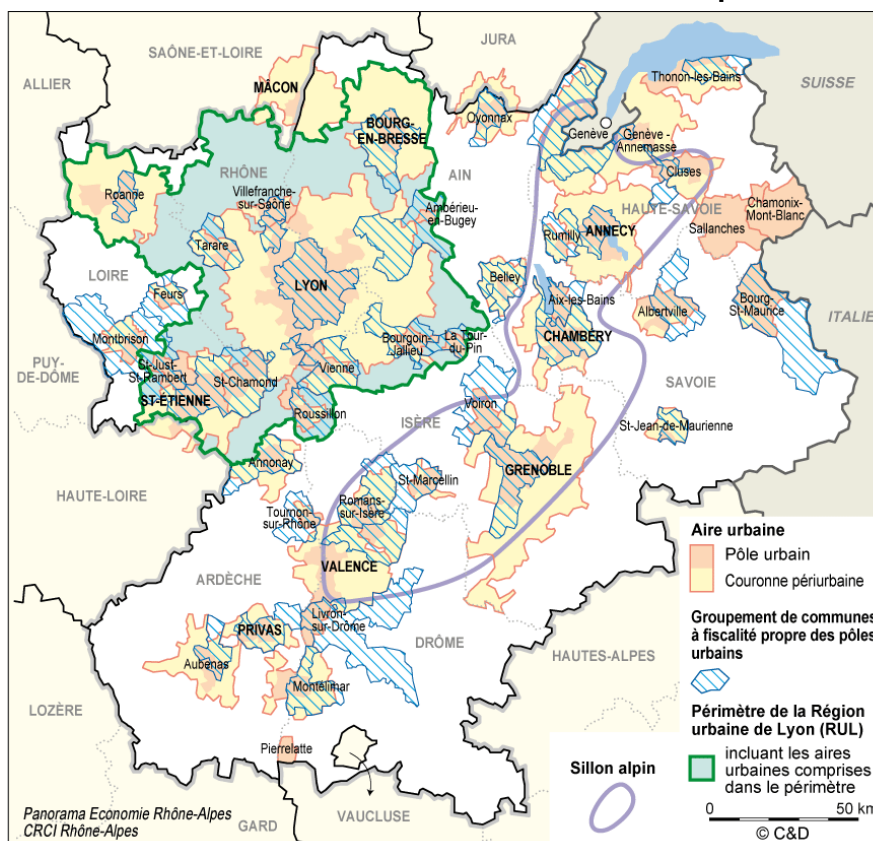
Catégorie d'espace/CSP	Agriculteurs et exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Employés	Ouvriers	Sans activités	Retraités
Espace rural	2,42	4,92	4,61	15,38	17	13,85	29,17
Espace urbain	0,54	3,46	9,19	16,23	13,85	17,50	23,80

Source : INSEE RP 2007

Une autre caractéristique de l'espace rural de la région est l'importance de l'espace urbain au sein de la région Rhône-Alpes. Celle-ci compte 43 aires urbaines, soit 81% de la population régionale. Trois grandes agglomérations se partagent le territoire : Saint-Etienne, Lyon et Grenoble. L'aire urbaine de Lyon est la deuxième de France avec 1,6 millions d'habitants en 2006. La région Rhône-Alpes regroupe également une dizaine d'agglomérations et 22 villes moyennes (carte 14). Cette carte illustre la forte présence de l'urbain au sein de la région.

Une dialectique particulière existe au sein de la région entre urbain et rural, qui influe sur le développement de ce dernier. Ainsi, un programme baptisé « campagne urbaine et relations villes-campagnes » a vu le jour en Rhône-Alpes en 2001. L'objectif est de renforcer la coopération et l'entraide entre espace urbain et espace rural.

Carte 14 : Les aires urbaines de Rhône-Alpes



Source : Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie Rhône-Alpes, 2006 ; site Internet : <http://www.rhone-alpes.cci.fr>

Différentes caractéristiques de la région Rhône-Alpes influencent le développement de son espace rural. Tout d'abord, le dynamisme de la région. Ensuite, l'importance du secteur industriel mais également la forte urbanisation de la région. Ainsi, pour l'analyse du lien entre tourisme et développement rural, ces différentes caractéristiques doivent être prises en compte. Pour mieux les appréhender, chacun des trois territoires sur lequel l'étude sera approfondie présente différentes caractéristiques de la région Rhône-Alpes.

• Situation des trois terrains d'étude

Dans ce point, les trois territoires sur lesquels portera l'étude de terrain seront analysés de manière descriptive. L'objectif est de présenter les principales caractéristiques de ces territoires. Chacun d'entre eux présente un intérêt particulier concernant la recherche. A partir des éléments présentés dans les points précédents, ce point permettra de positionner chacun des territoires par rapport à son intérêt dans l'analyse.

Tout d'abord, le tableau 24 permet de placer les terrains de recherche sur quelques indicateurs déjà étudiés précédemment : la densité de population en 2007, l'évolution de la population de 1999 à 2007, la part du nombre de foyers fiscaux imposés en 2007 et enfin la part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP en 2007. Pour rappel, les performances de la région Rhône-Alpes et de son espace rural ont été intégrées au tableau, pour faciliter le travail de comparaison.

Tableau 24 : Une première analyse de la situation des trois territoires étudiés au sein de la région Rhône-Alpes et au sein de l'espace rural de la région

	Densité de population en 2007	Evolution de la population de 1999 à 2007	Part du nombre de foyers fiscaux imposés en 2007	Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP en 2007
Rhône-Alpes	138,81	7,45	57,46	8,54
Espace rural Rhône-Alpes	38,82	10,00	51,42	4,61
Le Cheylard	36,66	-2,75	51,91	4,36
Saint-Martin-de-Valamas	16,26	1,19	40,59	1,87
Saint-Symphorien-de-Lay	50,60	8,20	48,21	3,67
Bourg d'Oisans	19,68	1,78	58,55	4,62

Source : auteur

Sur le territoire des Boutières, les cantons de Saint-Martin-de-Valamas et du Cheylard seront analysés distinctement, dans le but de montrer les disparités existant au sein du territoire. Cette distinction aura plus particulièrement pour objectif de comparer les différentes caractéristiques à la fois du canton du Cheylard et de celui de Saint-Martin-de-Valamas.

En termes de densité de population, Bourg d'Oisans et Saint-Martin-de-Valamas se positionnent comme les deux territoires les moins denses. A l'inverse, celui de Saint-Symphorien-de-Lay est le territoire sur lequel la densité est la plus élevée. Ces tendances sont également celles de l'évolution de la population, qui a augmenté de 8.2% sur Saint-Symphorien-de-Lay. Sur les autres territoires, la population a très peu augmenté, et a même diminué sur le canton du Cheylard entre 1999 et 2007. Ainsi, trois des quatre cantons étudiés présentent des enjeux démographiques.

Concernant la part du nombre de foyers fiscaux imposés, le territoire présentant la performance la plus élevée est le canton de Bourg d'Oisans. Ce dernier fait en outre partie des cantons de l'espace rural rhônalpin sur lesquels la part du nombre de foyers fiscaux imposés est la plus élevée. Cette part est également plus élevée que celle de la région Rhône-Alpes dans son ensemble. A l'inverse, le canton de Saint-Martin-de-Valamas fait partie des cantons sur lesquels cette part est la plus faible.

Enfin, concernant la part de cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP, ce taux est plus élevé pour le canton de Bourg d'Oisans, et le plus faible pour le canton de Saint-Martin-de-Valamas.

L'étude de ces indicateurs permet d'aboutir à de premières réflexions concernant le choix des terrains d'étude. Tout d'abord, le canton de Saint-Martin-de-Valamas cumule les plus faibles performances sur l'ensemble des indicateurs proposés. A l'inverse, le canton de Bourg d'Oisans présente les meilleures performances pour deux des indicateurs proposés

(part du nombre de foyers fiscaux imposés et part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP). Le canton de Saint-Symphorien-de-Lay cumule quant à lui de bonnes performances sur les indicateurs démographiques. Le canton du Cheylard occupe une position moyenne au sein des quatre cantons.

Concernant la structure économique de chacun de ces territoires, le tableau 25 permet de visualiser la composition en CSP de chacun d'entre eux.

Dans le tableau, trois indicateurs sont introduits pour compléter l'analyse : la part des emplois dans le tertiaire, dans l'industrie et dans l'agriculture au lieu de travail. Ceux-ci donnent une indication sur la structure des activités sur le territoire, alors que les CSP renseignent de la structure de la population active sur le territoire.

Concernant la structure en termes de catégories socioprofessionnelles sur le territoire des Boutières, on note tout d'abord l'importance du secteur industriel, mais également la forte part de retraités dans la population. Comme le souligne le tableau, l'industrie joue un rôle central dans le territoire, alors que l'activité agricole a une moindre importance. La part des retraités s'élève à 35,66% de la population active pour le canton du Cheylard et à 39% pour le canton de Saint-Martin-de-Valamas. Cette part est relativement importante par rapport à la région Rhône-Alpes (24,3% de retraités dans la population active totale mais également à l'espace rural rhônalpin (28,4% de retraités dans la population active totale).

Le tableau montre également une part importante d'ouvriers dans la population active de Saint-Martin-de-Valamas, et également des emplois industriels au lieu de travail. En effet, le Cheylard constitue un pôle industriel, mais l'emploi industriel est également très présent sur le canton de Saint-Martin-de-Valamas, du fait notamment de la présence des eaux d'Arcens.

Sur le territoire de l'Oisans, une forte part de la population active, mais également des emplois au lieu de travail, est tourné vers les services. Cela s'explique par le fait que l'Oisans est un territoire de montagne, très touristique. Ainsi, la part des emplois tertiaires au lieu de travail est de 88%. A l'inverse, la part des agriculteurs est très faible. Ainsi, avec 75 exploitations sur l'ensemble du territoire, le canton de Bourg d'Oisans fait partie des cantons touristiques sur lesquels le nombre d'exploitations est le plus faible. De plus, le nombre d'exploitations a baissé, puisqu'il s'élevait à 109 en 1988. Enfin concernant l'industrie, celle-ci a joué un rôle majeur dans le développement du territoire, avec l'exploitation des centrales hydrauliques par EDF (Electricité De France). Cependant, l'importance de ce secteur d'activité a décliné, et aujourd'hui la part des emplois industriels au lieu de travail s'élève à 5,35% des emplois.

Enfin, sur le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, l'agriculture occupe une place importante, avec une part de 10,8% des emplois agricoles au lieu de travail dans les emplois totaux. Ainsi, on trouve 300 exploitations sur l'ensemble du territoire. On note également le rôle du secteur industriel. Le territoire de la COPLER se caractérise donc par la présence à la fois de l'industrie et du secteur agricole.

Tableau 25 : Composition de la population active sur les territoires d'étude en % en 2007

Indicateurs/Territoire	Le Cheylard	Saint-Martin- De-Valamas	Bourg- D'Oisans	Saint-Symphorien- De-Lay
Part des actifs des professions intermédiaires dans l'ensemble CSP en 2007 (%)	10,57	6,82	18,87	10,63
Part des agriculteurs, exploitants dans l'ensemble CSP en 2007 (%)	1,12	3,37	0,55	3,83
Part des artisans, commerçants, chefs d'entreprise dans l'ensemble CSP en 2007 (%)	4,36	4,31	7,28	4,17
Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble CSP en 2007 (%)	4,36	1,87	4,62	3,67
Part des employés dans l'ensemble CSP en 2007 (%)	14,69	12,43	20,18	13,26
Part des ouvriers dans l'ensemble CSP en 2007 (%)	18,10	20,79	13,96	18,64
Part des personnes sans activité professionnelle dans l'ensemble CSP en 2007 (%)	11,14	10,02	12,23	13,34
Part des retraités dans l'ensemble CSP en 2007 (%)	35,68	40,39	22,31	32,46
Part des emplois dans l'agriculture au lieu de travail en 2007 (%)	1,93	10,75	1,54	10,21
Part des emplois dans le tertiaire au lieu de travail en 2007 (%)	52,82	41,15	87,89	48,17
Part des emplois dans l'industrie au lieu de travail en 2007 (%)	40,14	43,95	5,41	32,12

Source : auteur

Cette section a permis de caractériser la région Rhône-Alpes et son espace rural, du point de vue de ses caractéristiques socio-économiques. Ainsi, des éléments centraux se dégagent de cette analyse : présence forte de l'industrie, niveau de compétences relativement élevé, faible présence de l'agriculture. A partir de ces caractéristiques, les trois terrains sélectionnés permettent chacun d'étudier une configuration différente. Sur le territoire des Boutières, l'industrie joue un rôle central. Sur celui de Saint-Symphorien-de-Lay, industrie et agriculture se côtoient. Enfin sur le canton de Bourg d'Oisans, le secteur des services occupe une place prépondérante, du fait du rôle du tourisme sur ce territoire, comme nous allons le voir dans la section suivante.

4.1.2 : Rhône-Alpes, une région touristique

Le tourisme occupe une place centrale dans l'économie de la région. Du tourisme de masse des stations de sport d'hiver au tourisme rural, en passant par l'excursionnisme ou le tourisme d'affaire, la région rassemble une importante diversité de pratiques touristiques. Cette diversité est également représentée au sein de l'espace rural de la région : tourisme d'hiver dans les territoires ruraux de montagne, tourisme rural, vert, d'affaire.

Pour ce travail de thèse, le choix est fait de parler de tourisme en espace rural, et non pas de tourisme rural. En effet, l'objectif de cette recherche est de proposer une analyse de l'impact du tourisme de manière générale sur le développement rural. Cela implique de prendre en compte l'influence de toutes les formes de tourisme, pas uniquement du tourisme rural. Cela est particulièrement vrai au sein de la région Rhône-Alpes, où l'influence de l'économie générée par les stations de sport d'hiver ne peut être occultée.

La région Rhône-Alpes, avec 9% des nuitées réalisées par les français en 2009, est la deuxième région touristique de France. Rhône-Alpes se place en première position en termes de capacités d'hébergement concernant les résidences de tourisme et résidences hôtelières. De plus, de 2001 à 2006, l'emploi salarié progresse dans la majorité des activités caractéristiques du tourisme (Tableau 26). Ce tableau montre une évolution positive de l'emploi dans toutes les catégories d'activités, excepté les « autres hôtels », les auberges de jeunesse et les téléphériques et remontées mécaniques.

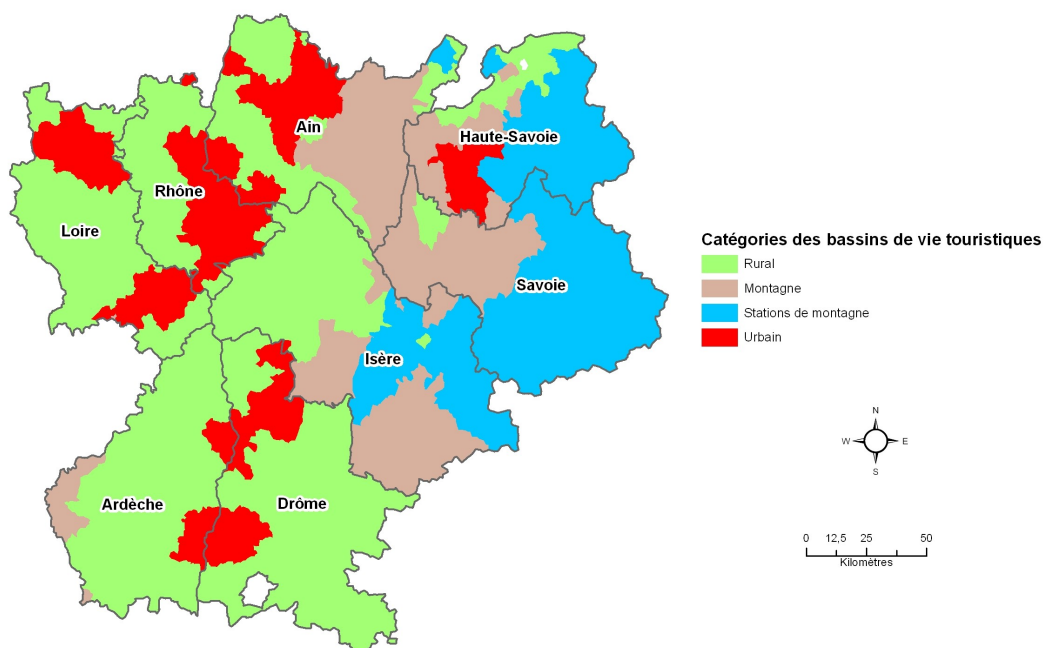
En outre, la région Rhône-Alpes présente une diversité de territoires, ce qui en fait un terrain de recherche particulièrement intéressant pour l'étude des impacts socio-économiques du tourisme à cette échelle. En effet, le travail effectué sur la région permettra de comparer les conséquences du développement de l'activité touristique selon différents niveaux d'intensité et formes de développement touristique. La carte 15 permet de visualiser les différents types de tourisme en Rhône-Alpes, et leur localisation.

Tableau 26 : L'emploi salarié dans les activités touristiques

	Nombre d'établissements employeurs	Nombre de salariés	Variation du nombre de salariés 2001/2006 (%)
Hôtels touristiques avec restaurant	2 147	20 973	- 1,80
Hôtels touristiques sans restaurant	453	2 870	40,00
Autres hôtels	93	320	- 40,10
Auberges de jeunesse, refuges	20	115	- 38,20
Exploitation de terrains de camping	193	525	5,20
Autres hébergements touristiques	751	8 158	10,70
Restauration de type traditionnel	7 509	36 049	16,60
Restauration de type rapide	1 413	9 790	20,20
Cafés tabac	236	492	15,80
Débits de boisson	1 169	2 857	10,80
Téléphériques, remontées mécaniques	102	8 803	- 0,80
Agences de voyages	889	5 417	9,60
Activités thermales	20	371	20,80
Total	14 995	96 740	9,70

Source : Chambre Régionale de Commerce et D'industrie Rhône-Alpes, 2006 ; site Internet : <http://www.rhone-alpes.cci.fr>

Carte 15 : Type de bassins de vie touristiques en Rhône-Alpes

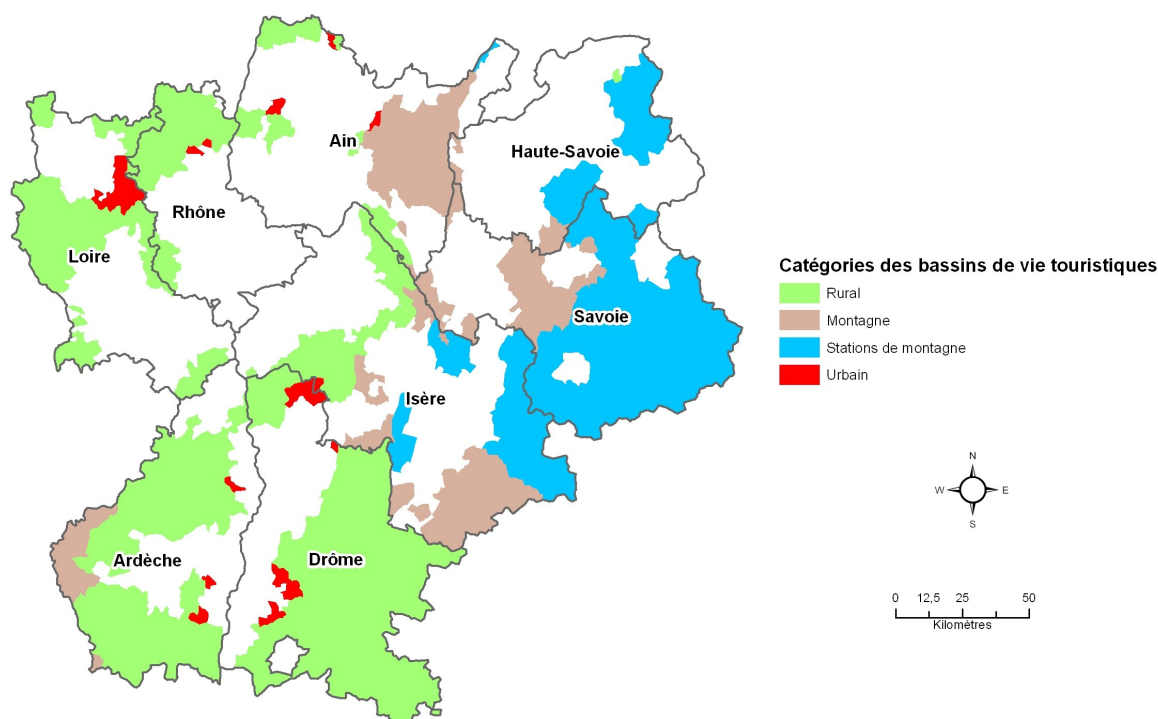


Sources : BD Geofia (IGN), INSEE 2004
Réalisation : Bray F., Loubet F., 2011

Ainsi, les départements de l'Ardèche et de la Drôme sont principalement concernés par le tourisme rural. Le tourisme de montagne et de station de montagne se localise, quant à lui, sur les départements de l'Isère, de la Savoie et de la Haute-Savoie. Par ailleurs, on

trouve du tourisme urbain sur l'ensemble de la région. Pour approfondir cette analyse, cette carte doit être mise en comparaison avec celle des bassins de vie touristique au sein de l'espace rural de Rhône-Alpes (16).

Carte 16 : Type de bassins de vie touristiques au sein de l'espace rural en Rhône-Alpes



Sources: BD Geofia (IGN), INSEE 2004
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

La diversité des pratiques touristiques que l'on trouve au sein de la région Rhône-Alpes se reflète au niveau de l'espace rural de la région. Comme cette carte le souligne, la montagne et les stations de montagne occupent une place importante au sein de l'espace rural de la région, celui-ci étant défini au sens de l'INSEE. Il est donc impossible d'occulter l'impact de ce type de tourisme sur le développement de l'espace rural rhônalpin. Ainsi, une question spécifique se pose, à savoir celle du développement généré par ces stations au sein de l'espace rural, au-delà de la création de revenus et d'emplois qu'elles permettent.

Selon la MITRA (Mission d'Ingénierie Touristique Rhône-Alpes) la région Rhône-Alpes bénéficie d'un certain nombre d'avantages concurrentiels concernant la destination « campagne et moyenne montagne » (tableau 27).

Tableau 27 : Avantages concurrentiels de la campagne et de la moyenne montagne en Rhône-Alpes

Une destination de proximité	<ul style="list-style-type: none"> - Des bassins de chalandise importants - Un réseau dense d'agglomérations, une bonne répartition sur l'ensemble du territoire régional - Des territoires accessibles
De grands espaces préservés	<ul style="list-style-type: none"> - Une grande variété de paysages - De nombreux espaces et grands sites naturels protégés (Parcs Naturels Régionaux...) - Une moyenne montagne offrant des sites d'exception
La présence de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> - Une présence forte de l'eau en Rhône-Alpes, notamment à la campagne (cours d'eau, plans d'eau, équipements, patrimoines), les évocations de la campagne intégrant l'eau étant perçues positivement par les clientèles
Une offre diversifiée	<ul style="list-style-type: none"> - Une position de leader en France pour le nombre de sites de découverte du patrimoine historique et local avec médiation - La présence sur une majorité de territoires de cités et villages remarquables <ul style="list-style-type: none"> - Une vie locale forte - De nombreuses possibilités d'activités de plein air (randonnées, VTT, cyclotourisme...) et d'activités extérieures permettant d'explorer et de se sensibiliser à la thématique de l'environnement - offre urbaine complémentaire (capacité d'accueil permanente, offre culturelle...), permettant une double découverte terroir/cité
Une offre de terroir	<ul style="list-style-type: none"> - Une grande diversité de terroirs et de produits - Une position de leader en nombre d'AOC - un patrimoine gastronomique et vinicole renommé
Une recherche de la qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Des exigences de qualité de la part des clientèles touristiques satisfaites grâce à diverses actions menées par les professionnels sur les territoires, en lien avec les animateurs des CDRA (Contrat de Développement Rhône-Alpes), CDT... - Lancement de la démarche « Secrets de terroirs » sur plusieurs territoires volontaires de Rhône-Alpes visant à qualifier l'offre identitaire et à valoriser les terroirs.

Source : Mitra, 2005

Ce tableau souligne bien les principales « forces » du tourisme au sein de l'espace rural de la région, et met en évidence l'influence des caractéristiques régionales sur son développement touristique. Tout d'abord, la forte urbanisation de la région ainsi que la présence de nombreuses agglomérations permet le développement d'un tourisme de proximité. Comme le souligne le tableau, ces agglomérations sont réparties sur tout le territoire régional, ce qui implique un potentiel de développement touristique sur l'ensemble de l'espace rural.

L'agriculture de la région est tournée vers une importante recherche de spécification et de qualité. Ainsi, en 2005, on comptait 63 AOC, 54 labels rouges et 12 IGP (Indications Géographiques Protégées) sur la région (voir encadré 8). En effet en France, différents

signes de qualité se côtoient. L'encadré permet de présenter les principaux signes que l'on trouve dans la région Rhône-Alpes. Cette recherche de spécification montre une volonté d'inscrire le tourisme dans le territoire, de rendre ainsi l'activité elle-même spécifique. De nombreuses reconnaissances de qualité concernent des fromages alpins (Abondance, Beaufort, Bleu du Vercors, Emmental de Savoie, etc.). Ces fromages sont principalement produits sur des territoires de montagne, très touristiques. Cela reflète donc l'objectif, pour la région, d'ancrer le tourisme, de le lier au territoire.

En effet, le fait de chercher à mettre en valeur des produits locaux est lié à la recherche de rente, de spécificité. L'objectif est également de protéger la production. Mais, à travers ce travail, cela crée également une reconnaissance, une identité pour le territoire, ce qui constitue un atout pour le développement touristique.

Ensuite, la présence de la montagne implique une offre d'un tourisme de « nature », de randonnées, qui correspond à une forte demande de la part de la clientèle, en lien avec les pratiques de développement durable. En outre, l'eau est très présente sur la région, ce qui induit le développement du tourisme pour les sports d'eau vive, mais également du tourisme thermal. Enfin, le tourisme constitue une préoccupation majeure pour la région, et occupe, comme nous le verrons plus loin, une place centrale dans les documents de développement de la région.

Encadré 8 : Les signes de qualité

Ces appellations ont pour objectif de souligner la spécificité d'une production, tant au niveau des savoir-faire que de sa localisation géographique. Dans le cadre de l'AOC, la fabrication d'un produit est notamment soumise à un cahier des charges spécifique, dans lequel le producteur doit s'inscrire pour voir sa production labellisée. L'AOC est donc une démarche de mise en valeur d'une production spécifique, inscrite sur le territoire, et liée à un jeu d'acteurs situé. Mais d'autres labels coexistent avec celle-ci.



L'AOC est un label français, reconnu depuis 1905. Cette appellation protège un produit en lien avec son origine géographique. La dénomination du produit est liée à un lieu spécifique, et les qualités du produit sont en lien avec la localisation de sa production. Cette appellation constitue donc un reflet à la fois du terroir et du savoir-faire.



L'IGP valorise le nom d'une région, ou encore d'un lieu. L'IGP peut être attribuée sur des éléments de réputation du produit, de savoir-faire, de son histoire. Créée en 1992, c'est un signe européen officiel de qualité.



Le label rouge garantit la qualité gustative d'un produit, celui-ci devant répondre à un cahier des charges. Il atteste qu'un produit possède un ensemble de caractéristiques spécifiques établissant un niveau de qualité supérieur à celle d'un produit courant similaire.

Source : site Internet du ministère de l'agriculture : <http://agriculture.gouv.fr> et site Internet de l'INAO (Institut National de l'Origine et de la Qualité) : <http://www.inao.gouv.fr>

Le tableau 27 permet de résumer les principales caractéristiques du tourisme en espace rural en Rhône-Alpes. La place qu'occupe le tourisme dans l'économie régionale

entraîne une forte présence de ce secteur d'activité dans les politiques de développement de la région. Deux volets d'actions sont principalement mobilisés concernant le développement touristique de l'espace rural. Tout d'abord, la région s'appuie sur le volet « tourisme » des CDRA. La seconde politique mise en œuvre est la démarche « secret de terroir ». L'objectif de cette démarche est de créer une identité propre pour chaque territoire, et de développer une offre identifiée et de qualité.

Les CDRA constituent un moyen d'intervention contractuel que la région Rhône-Alpes propose aux territoires engagés dans un projet de développement local. Le contrat s'appuie sur un projet de territoires sur 10 ans, associé à un projet d'actions sur 5 ans. L'élaboration d'une « charte de territoire » en partenariat entre les élus et les représentants de la société civile, constitue l'un des piliers du CDRA. Ceux-ci couvrent l'ensemble de Rhône-Alpes, soit 45 territoires, dont les frontières s'appuient en partie sur celles des bassins d'emplois.

Dans ce contexte, le tourisme est identifié comme un axe stratégique de développement pour la majorité de ces territoires. Ainsi, des actions spécifiques sont définies dans le volet « tourisme » des CDRA. Des animateurs sont ensuite chargés de mettre en œuvre ces actions. Ils constituent également les interlocuteurs des porteurs de projets touristiques sur le territoire. Enfin, chaque CDRA dispose d'un référent tourisme à la MITRA.

La démarche « secret de terroir » permet aux adhérents de mettre en avant leur offre en valorisant leur identité. Le but est de certifier, au sein des territoires à forte notoriété touristique, des prestations touristiques.

Ce point a permis de mettre en évidence la diversité tant des pratiques que de l'intensité du tourisme en Rhône-Alpes et au sein de son espace rural. Cette diversité se retrouve dans les trois territoires d'étude sélectionnés. Le territoire de l'Oisans, situé au cœur des Alpes, est un territoire très touristique, avec un développement touristique de masse, lié aux stations de sports d'hiver. L'Oisans compte ainsi deux stations internationales, et six stations-villages. Le nombre de lits touristiques sur le territoire est de 8 lits par habitant. Le tourisme d'hiver est également complété par des pratiques touristiques en été telles que la randonnée ou le vélo, la montée de l'Alpes d'Huez constituant l'une des épreuves « phare » du tour de France. En parallèle du tourisme de masse généré par les stations, se développe donc sur le territoire un tourisme plus doux.

Sur le territoire des Boutières, le tourisme repose principalement sur la présence de résidences secondaires. Avec 1,77 lits touristiques par habitant, le canton de Saint-Martin-de-Valamas dépasse ainsi le seuil des 1,5 lits par habitants qui, comme nous l'avons vu, est jugé significatif par l'INSEE. De plus, l'inscription du territoire dans le département de l'Ardèche, très touristique, joue également sur la position du territoire vis-à-vis de son développement touristique. En outre, un tourisme industriel y est développé autour des entreprises du textile et du bijou, notamment avec la mise en place de « l'Arche des métiers ». L'Arche des métiers, créée en juin 2005, a pour objectif, sous la forme d'un musée, de mettre en valeur le patrimoine industriel du territoire. Cependant, malgré l'importance des

résidences secondaires et les initiatives mises en œuvre, l'activité touristique reste marginale sur le territoire, et ne joue aucun rôle dans son économie.

Enfin le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, avec 0,22 lit touristique par habitant, n'est pas un canton touristique. Le département de la Loire lui-même n'a pas de notoriété du point de vue du tourisme. Cependant, la COPLER propose une réflexion importante ainsi que de nombreuses initiatives pour le développement touristique du territoire.

Le tourisme s'inscrit dans la stratégie de développement de la région Rhône-Alpes. Cette stratégie vise plus particulièrement l'espace rural de la région. Ainsi, tant à l'échelle des territoires ruraux que de Rhône-Alpes, le tourisme en espace rural peut avoir des retombées positives. Cette stratégie peut permettre notamment de pallier la saisonnalité très marquée du tourisme régional. Concernant l'espace rural, des disparités existent à l'intérieur de cet espace et au sein de la région, ce qui amène à considérer le tourisme comme une solution possible de développement pour les territoires les plus en difficulté. Ce sont ces disparités qui seront caractérisées dans le dernier point de cette section.

4.1.3 : Les enjeux de développement en Rhône-Alpes

Dans les points précédents, différents indicateurs ont été utilisés pour caractériser les dynamiques au sein de la région Rhône-Alpes. Dans ce dernier point, ces indicateurs serviront à illustrer les disparités existant au sein de la région. Différentes dimensions du développement seront donc présentées : le revenu, l'emploi, la démographie, le niveau de diplôme et enfin le niveau de qualification. Pour caractériser les inégalités au sein de la région Rhône-Alpes, une analyse cartographique ainsi qu'en termes de statistiques descriptives sera mise en œuvre.

Pour commencer, la série de cartes suivante est proposée (carte 17 à 22). Celles-ci présentent les performances des cantons de la région sur six indicateurs : la part du nombre de foyers fiscaux imposés, la part de la population active ayant un emploi, la densité de population, l'évolution de la population, la part de la population non scolarisée de 15 ans et plus titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, la part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP.

Une des remarques principales qui vient à la lecture de ces cartes est la concentration des disparités sur trois départements : l'Ardèche, la Drôme et la Loire. Ainsi, sur l'ensemble des indicateurs, ces départements cumulent des performances relativement moins bonnes que les autres départements de la région. A l'inverse les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie, de l'Isère et du Rhône semblent plus dynamiques.

Tout d'abord, concernant les indicateurs de niveau de performances et de compétences, le dynamisme de l'Isère, du Rhône et de la Haute-Savoie se distingue nettement. A l'inverse, l'Ardèche apparaît comme un département moins favorisé sur ces indicateurs, tout comme la Drôme et la Loire. Ensuite on observe, concernant la part du nombre de foyers fiscaux imposés, une nette distinction de l'Ardèche et de la Drôme, qui apparaissent comme les départements ayant les plus faibles performances sur cet

indicateur. C'est également le cas concernant la part de la population active occupée dans la population totale.

En revanche, concernant les dynamiques démographiques, des nuances peuvent être introduites. En effet, si l'Isère et le Rhône restent des départements particulièrement dynamiques sur ces indicateurs, la Savoie présente une densité de population plus faible. En outre, concernant l'évolution de la population, les plus ou moins bonnes performances se répartissent de façon plus homogène entre les départements.

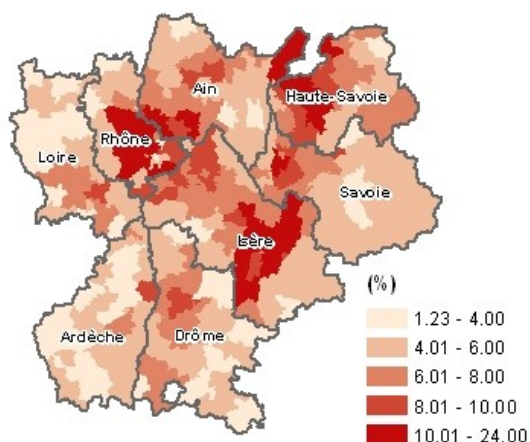
Cette analyse cartographique permet de mettre en évidence les situations contrastées au sein de la région Rhône-Alpes. Ainsi, le choix d'une réflexion à l'échelle du département peut paraître pertinent dans le cadre d'une analyse des dynamiques territoriales. Cependant, cela apparaît pourtant intéressant dans le cas des dynamiques rhônalpines. L'analyse cartographique permet de faire ressortir des inégalités localisées au sein d'entités géographiques, de « blocs » qui se distinguent clairement à la visualisation des cartes. En effet, les disparités au sein de la région sont concentrées dans certains départements, ce qui montre bien un lien entre situation géographique et marginalité.

Si des différences de niveau de développement existent bien au sein de la région-Rhône-Alpes, comme le montrent ces cartes, deux questions se posent : la première concerne l'ampleur de ces disparités. La seconde interroge la place de l'espace rural dans ces questions de développement. Pour répondre à ces deux questions, le tableau 28 est proposé. Ce tableau propose de synthétiser les différents coefficients de variation²⁶ pour chaque indicateur, à la fois pour la région Rhône-Alpes et pour l'espace rural de la région. Le coefficient mesure donc la variation de chaque indicateur entre les cantons de la région Rhône-Alpes.

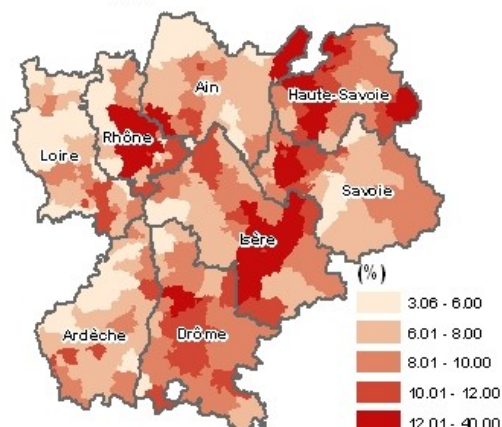
²⁶ Le coefficient de variation mesure la dispersion relative autour de la moyenne. C'est le rapport entre l'écart-type et la moyenne. Le chiffre obtenu est souvent exprimé en %. Plus il est élevé, plus la dispersion autour de la moyenne est importante.

Cartes 17 à 22 : Performances des cantons rhônalpins

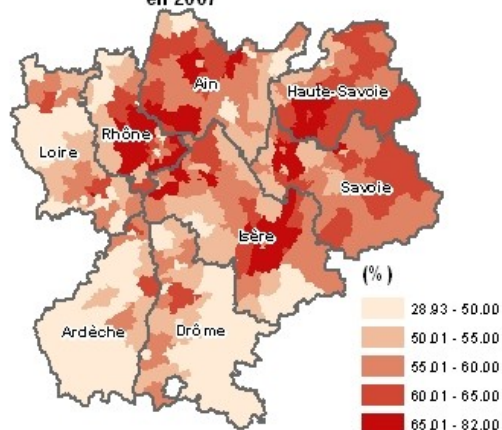
Carte 17 : Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP en 2007



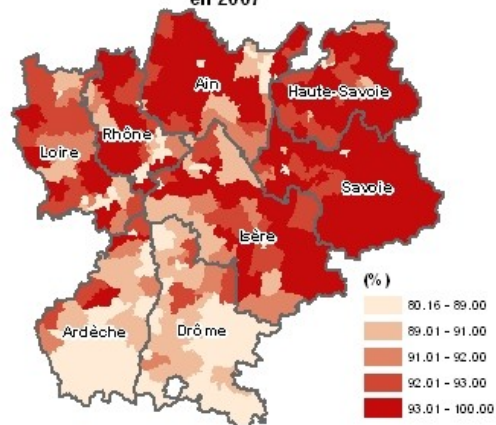
Carte 18 : Part de la population non scolarisée de 15 ans et plus titulaire d'un diplôme de niveau supérieur dans la population totale en 2007



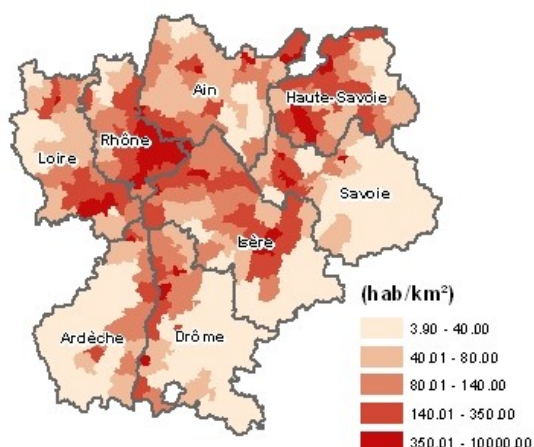
Carte 19 : Part du nombre de foyers fiscaux imposés en 2007



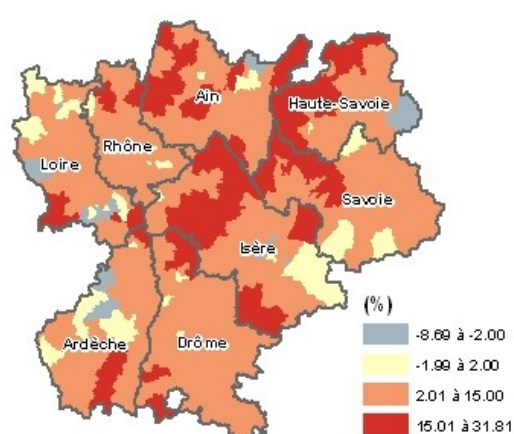
Carte 20 : Part des actifs occupés dans les actifs totaux en 2007



Carte 21 : Densité de population en 2007



Carte 22 : Evolution de la population de 1999 à 2007



Sources: BD Geofia (IGN), INSEE 2007, DGI 2007
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

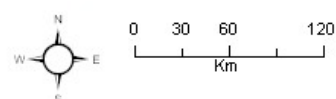


Tableau 28 : Coefficients de variations sur différents indicateurs au sein de l'espace rural de la région Rhône-Alpes (en%) en 2007

Indicateurs	Rhône-Alpes	Espace rural Rhône-Alpes
Part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'ensemble des CSP en 2006 par canton de la région Rhône-Alpes	51	34
Part de la population de 15 ans et plus non scolarisée titulaire d'un diplôme de niveau supérieur dans l'ensemble de la population en 2006 par canton de la région Rhône-Alpes	52	30
Part du nombre de foyers fiscaux imposés en 2007 par canton de la région Rhône-Alpes	16	16
Part de la population active occupée dans la population active totale en 2006 par canton de la région Rhône-Alpes	3	3
Densité de population par canton de la région Rhône-Alpes en 2006	255	90
Evolution de la population entre 1999 et 2006 par canton de la région Rhône-Alpes	74	66

Source : RP2007, calculs de l'auteur

Tout d'abord ce tableau permet un premier constat, celui d'une variation plus importante sur ces indicateurs au sein de la région Rhône-Alpes qu'au sein de l'espace rural rhônalpin. Cela montre une certaine homogénéité de l'espace rural, d'une part. D'autre part, notamment sur la densité de population, il est possible de constater de fortes disparités au sein de Rhône-Alpes. Les plus importantes concernent la démographie, mais également la part de CSP supérieures ainsi que de diplômes supérieurs.

Au sein de l'espace rural, c'est également en termes démographiques que les différences sont les plus importantes. La démographie est donc un facteur central de différenciation des espaces.

Sur deux indicateurs, le coefficient de variation est le même au sein des deux espaces étudiés. Concernant la part du nombre de foyers fiscaux imposés, cela montre bien que si, en termes de revenu, on trouve une faible variation entre les territoires, il n'en est pas de même pour d'autres dimensions du développement. D'où la pertinence d'intégrer d'autres indicateurs pour mesurer la richesse.

Tant d'un point de vue cartographique qu'à travers l'étude des indicateurs, le constat des disparités au sein de la région Rhône-Alpes peut être établi. Ainsi, chaque territoire d'étude présente des enjeux de développement différents.

Le territoire des Boutières est un site de proximité, ce qui en soi est intéressant pour cette recherche. En effet, les sites de proximité constituent, en Rhône-Alpes, des « lieux-ressource ». Ils sont implantés dans six espaces ruraux de la région, avec plusieurs objectifs. Le premier concerne la démarche de construction d'activités : créer des activités à partir des ressources locales. Ensuite, ces sites ont pour vocation d'accompagner les porteurs de projets, mais également les chercheurs d'emploi. Cette démarche est appliquée

dans les espaces ruraux sur lesquels la création d'activité est bloquée, et où l'on trouve d'importantes difficultés d'accès à l'emploi.

Ainsi, le site de proximité des Boutières regroupe quatre cantons : Saint-Martin-de-Valamas, Le Cheylard, Saint-Pierre-ville et Saint-Agrève. Nous avons fait le choix, dans le contexte de cette recherche, de travailler uniquement sur les cantons du Cheylard et de Saint-Martin-de-Valamas. Ce choix est justifié par la situation spécifique de chacun des deux cantons. D'un côté, le canton du Cheylard est très développé du point de vue industriel, avec un bon niveau de revenu et d'emploi. De l'autre côté, le canton de Saint-Martin-de-Valamas rencontre des difficultés en termes de développement, ce qui amène à s'interroger sur les retombées du développement du Cheylard sur Saint-Martin-de-Valamas. En effet, le canton du Cheylard constitue le 1^{er} pôle industriel de l'Ardèche et s'est particulièrement développé grâce aux industries textiles et du bijou.

Si le canton du Cheylard est relativement riche, et si l'industrie a fourni et fournit encore de nombreux emplois, les retombées ne sont pas les mêmes sur l'ensemble du territoire des Boutières. Il est alors intéressant d'analyser les liens existant entre les deux cantons, puisque Le Cheylard constitue un pôle sur le territoire en termes d'emplois, de revenus et de services.

Le canton du Cheylard rassemble 14 communes, celui de Saint-Martin-de-Valamas 11 communes. L'ensemble du territoire des Boutières se situe dans le Parc Naturel des Monts d'Ardèche, à l'exception du canton du Cheylard, qui refuse d'adhérer au parc.

Différents enjeux peuvent donc être identifiés au sein des Boutières : tout d'abord, la dialectique entre les cantons du Cheylard et de Saint-Martin-de-Valamas, qui interroge la capacité du pôle industriel du Cheylard à dynamiser l'ensemble du territoire des Boutières. La seconde question qui se pose est celle de la reconversion du territoire. En effet, une grande partie de l'activité du territoire est tournée vers l'industrie textile. Or, la problématique notamment des délocalisations incite à s'interroger sur l'évolution économique du territoire.

Le canton de Bourg d'Oisans, constitué en communauté de communes, compte 20 communes pour le canton, 23 pour la communauté de communes. Malgré le développement touristique intense du canton, celui-ci présente un certain nombre de caractéristiques des territoires ruraux : difficultés d'accès, faible densité de population, question de l'accès à l'emploi.

Il est important de souligner que le territoire de l'Oisans n'a pas un développement homogène. En effet, se côtoient sur ce territoire la commune la plus pauvre de l'Isère et l'une des communes les plus riches. Ainsi, la part du nombre de foyers fiscaux imposés en 2007 varie de 0 à 70%. Un autre indicateur permet d'illustrer les disparités au sein de l'Oisans, la part des équipements concurrentiels par habitant. Cet indicateur a été choisi car il est fortement corrélé avec le tourisme. Or au sein des communes de l'Oisans, celui-ci varie de 0 à 2,47 équipements concurrentiels par habitant.

Il existe également des différences en termes de densité de population. Si, globalement, le canton de l'Oisans a une faible densité de population (17 habitants au km² en 2007) il existe d'importantes variations de densité entre les communes de l'Oisans. Ainsi, cet indicateur varie de 1,09 à 93,71 habitants au km². Enfin concernant l'intensité touristique sur le territoire, le nombre de lits touristiques par habitant varie de 0,41 lits à 24,75 lits. Le canton de l'Oisans n'est donc pas un territoire homogène, et peut en cela se révéler riche en enseignements. En effet, l'objectif est d'analyser l'influence du tourisme de masse des stations sur les communes moins développées, et de s'interroger sur la capacité du tourisme à générer des capacités sur l'ensemble du territoire, et pas uniquement dans les stations.

La situation géographique constitue un des premiers éléments permettant de caractériser le territoire de Saint-Symphorien-de-Lay. En effet, celui-ci se situe au centre de trois pôles urbains : Lyon, Saint-Etienne et Roanne. Le territoire est traversé par la nationale 7, ce qui en fait un lieu de passage important. Il regroupe 16 communes, qui se sont rassemblées en une communauté de communes, la COPLER.

Plusieurs éléments caractérisent le territoire de la COPLER. Tout d'abord, le territoire s'inscrit dans le bassin roannais et entretient des liens importants avec la ville de Roanne. Le pays roannais constitue l'une des principales places textiles française avec 35% des emplois dans ce secteur. La COPLER s'inscrit dans la continuité de cette dynamique, puisque le textile occupe également une place importante dans l'économie du territoire. Cependant, la question de la reconversion se pose face aux délocalisations des entreprises textiles. Ainsi, le territoire mène une stratégie active de développement de l'activité touristique.

Il existe, tant au sein de la région Rhône-Alpes que de son espace rural, des disparités et des difficultés en termes de développement. Les territoires font face aux questions de reconversion industrielle, de perte de population ou encore de difficultés à mettre en œuvre des projets. Les trois territoires choisis pour approfondir l'analyse présentent chacun des caractéristiques particulières, des forces et des faiblesses vis-à-vis de nos indicateurs. En ce sens, chacun d'eux permettra d'analyser une facette des dynamiques rhônalpines.

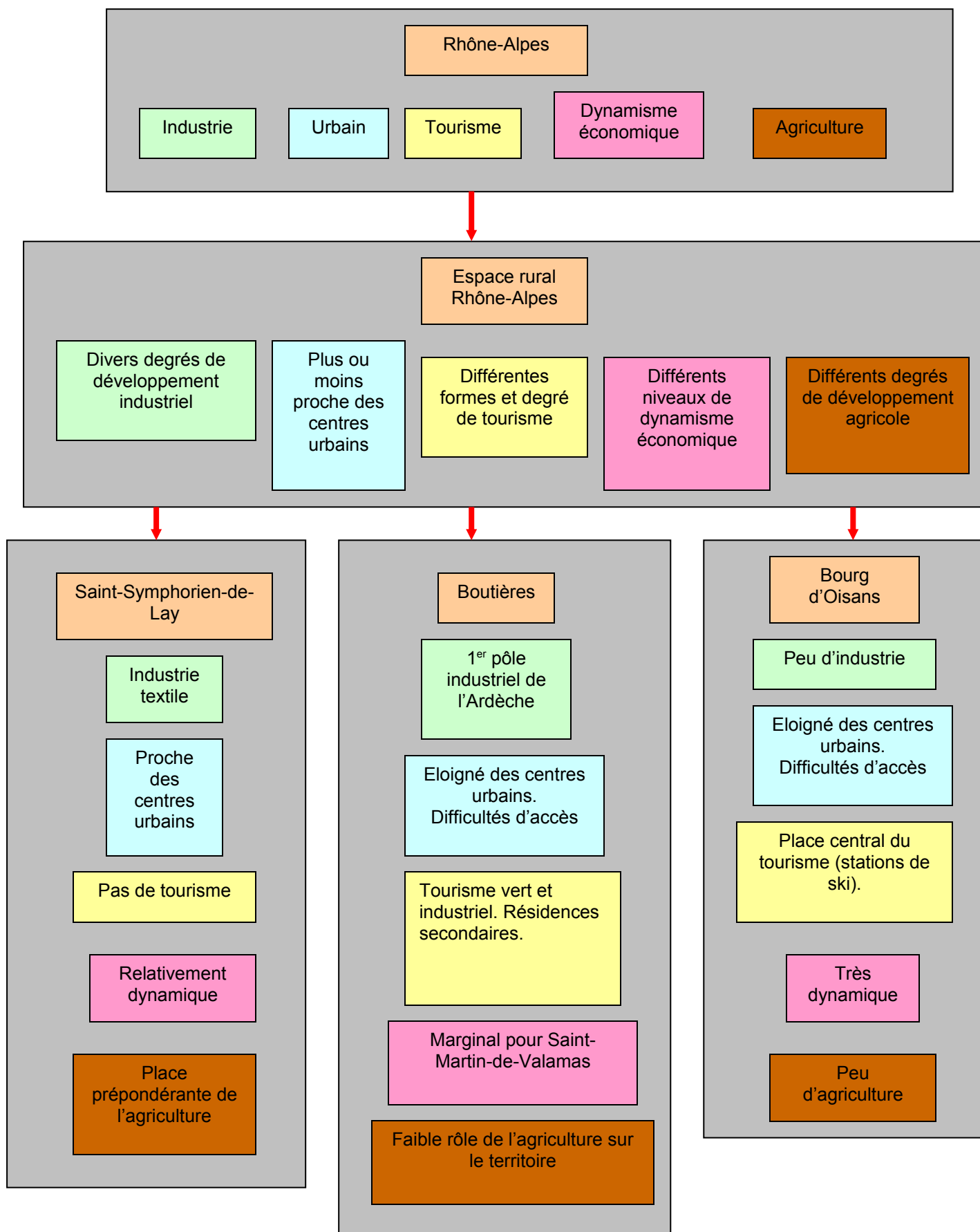
Conclusion de la section 4.1

Différents éléments centraux caractérisent la région Rhône-Alpes. Pour évaluer la contribution possible du tourisme au développement rural, nous avons fait le choix d'une approche comparative. Pour atteindre cet objectif, trois territoires ont été sélectionnés. La figure 12 permet de visualiser les caractéristiques de Rhône-Alpes, et la position des territoires au sein de celles-ci. Le schéma proposé permet de montrer que chaque territoire sélectionné correspond à une configuration particulière des spécificités de la région.

En effet, au sein de l'espace rural rhônalpin, différentes formes de territoires coexistent, selon différents critères : place de l'agriculture, du tourisme, de l'industrie, dynamisme économique et proximité des pôles urbains. Dans une perspective de comparaison, le but est de mettre en parallèle ces différentes formes de territoire, pour interroger leur niveau de capacités.

Nous sommes ici en présence de caractéristiques des territoires, qui fondent leur spécificité. La question qui se pose alors est celle du lien entre ces éléments et le niveau de bien-être de qualité de vie sur ces territoires. Pour cela, le cadre théorique et empirique de l'approche par les capacités est proposé. C'est ce que nous étudierons dans la section suivante.

Figure 12 : Résumé des caractéristiques de la région Rhône-Alpes



Section 4.2 : Caractérisation des liens entre tourisme et développement rural en Rhône-Alpes

Comme l'a montré la section précédente, la région Rhône-Alpes et son espace rural présentent une diversité intéressante pour l'analyse du lien entre tourisme et territoires ruraux. En effet, différentes configurations de territoires existent au sein de l'espace rural rhônalpin, tant du point de vue économique et social que du niveau de développement touristique. L'objectif de cette dernière section est de mettre en évidence les liens existant entre tourisme et capacités territoriales. La question qui se pose est celle du tourisme comme facteur discriminant de la marginalité. Pour répondre à cette question, cette section se déroulera en trois étapes.

Dans un premier temps, les résultats de l'analyse à partir des données secondaires, sur 114 cantons ruraux de la région Rhône-Alpes, seront présentés. Tout d'abord, une caractérisation des liens entre tourisme et développement au sein de l'espace rural de la région Rhône-Alpes sera proposée. L'objectif est de renforcer les éléments mis en évidence dans la section précédente à travers une analyse en termes de capacités. Celle-ci devra permettre une comparaison entre les différents territoires, par rapport à leur niveau de développement. Ensuite, la question du lien entre tourisme et niveau de capacités sera développée.

Dans un deuxième temps, le discours des acteurs sur les trois territoires d'étude sera exposé. L'enjeu est de comprendre les liens entre configuration économique du territoire et niveau de capacités. Pour cela, le point de vue des différentes catégories d'acteurs sera analysé.

Enfin, dans un dernier point, les différents aspects de ce travail de thèse seront réinterrogés, en lien avec notre problématique. Nous discuterons ainsi de la contribution méthodologique, théorique et empirique de ce travail.

4.2.1 : Typologie des territoires ruraux rhônalpins : évaluation à partir des capacités

Comme nous l'avons vu, le recours à l'approche par les capacités présente différents intérêts dans le contexte de cette recherche. L'un des principaux apports de l'AC est de fournir une base pour comparer la situation de différents territoires, à l'échelle infranationale. Concernant la région Rhône-Alpes, plusieurs constats ont été faits dans la section précédente, notamment concernant l'existence de disparités de développement au sein de la région. La première partie de ce point sera consacrée à l'analyse de ces disparités en termes de capacités. L'objectif est d'approfondir les éléments déjà mis en évidence.

Mais l'utilisation de l'approche par les capacités permet également d'identifier des configurations de territoires au sein de l'espace rural de la région. Nous l'avons vu, différents types de territoires s'y côtoient : des territoires à dominante industrielle, touristique ou agricole. La question qui se pose est celle du lien entre ces différentes configurations territoriales et le niveau de capacité.

•Performances des cantons ruraux rhônalpins sur l'ensemble des dimensions du développement

Six dimensions du développement ont été proposées pour mesurer le développement rural dans la seconde partie de cette thèse : le revenu, le capital humain, le logement, les services, l'emploi et le tissu économique local. Ces dimensions ont été rassemblées au sein d'un indicateur synthétique de développement. L'intérêt principal de la construction de cet indicateur est de pouvoir établir des comparaisons entre différents territoires. A travers une analyse descriptive et cartographique des différentes dimensions étudiées, une comparaison interterritoriale au sein de l'espace rural de la région est proposée.

Pour commencer, la pertinence d'une analyse multidimensionnelle du développement au sein des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes peut être démontrée. L'analyse du niveau de chacune des dimensions du développement a ainsi permis d'obtenir de premiers résultats concernant les disparités de développement. Tout d'abord, il est intéressant de comparer les différences de résultat entre le classement des cantons en termes de revenu et en termes de développement. Le tableau 29 montre le classement des 10 premiers cantons de la région pour chacune de ces dimensions. Ce tableau permet de constater que l'on ne retrouve pas systématiquement les mêmes territoires dans les deux classements, ou bien que l'on ne retrouve pas les territoires à la même place.

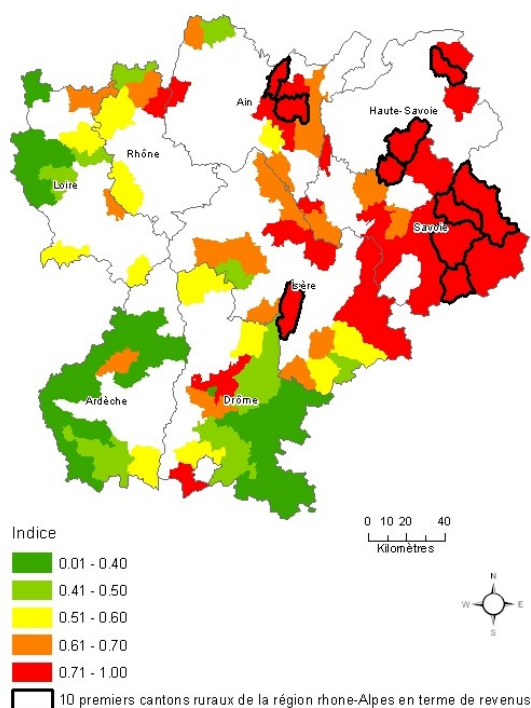
Tableau 29 : Comparaison des 10 premiers cantons ruraux de Rhône-Alpes en termes de revenu et de développement

Niveau	Classement selon le revenu	Classement selon le niveau de développement
1	Bourg Saint Maurice (73)	Belleville (69)
2	Bozel (73)	Villard de Lans (38)
3	Biot (74)	Izernore (01)
4	Izernore (01)	Nantua (73)
5	Thônes (74)	Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs (38)
6	Aime (73)	Bozel (73)
7	Villard de Lans (38)	Bourg Saint Maurice (73)
8	Faverges (74)	Charlieu (42)
9	Saint-Michel de Maurienne (74)	Samoens (74)
10	Brenod (01)	Faverges (74)

Source : auteur

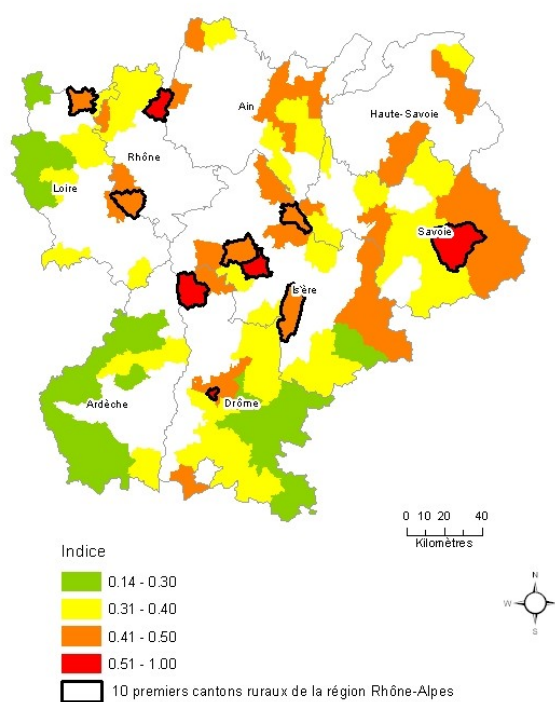
Cela montre bien l'intérêt d'étudier d'autres dimensions que le revenu dans la définition du développement et plus particulièrement dans la mesure de l'impact du tourisme sur le développement rural. Les cartes 23 et 24 proposent de visualiser la localisation des cantons.

Carte 23 : Localisation des 10 premiers cantons ruraux de la région rhône-Alpes en terme de revenus



Sources: BD Geofla (IGN), INSEE 2007, DGI 2007, BPE 2007
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

Carte 24 : Localisation des 10 premiers cantons ruraux de la région rhône-Alpes en terme de développement



Sources: BD Geofla (IGN), INSEE 2007, DGI 2007, BPE 2007
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

Nous constatons que les cantons les plus développés en termes de revenu se situent principalement en Savoie et Haute-Savoie. L'introduction d'autres dimensions du développement dans l'analyse fait apparaître dans le classement des cantons situés dans la Loire ou dans le Rhône, et même dans la Drôme, comme le montre la carte 23.

L'étude de ces cartes ainsi que du tableau mène à la conclusion qu'il est central, pour comprendre les liens entre tourisme et développement au sein de la région Rhône-Alpes, de dépasser l'assimilation du développement au niveau de revenu.

Une analyse descriptive de chacune des dimensions du développement permet d'établir une comparaison entre le niveau de développement de l'espace rural rhônalpin et celui de l'espace rural français (tableau 30). Cette analyse prend également en compte le coefficient de variation, pour mesurer les disparités en termes de capacités existant entre les territoires au sein de chaque espace.

Tableau 30 : Description des dimensions du développement sur les cantons ruraux à l'échelle de la région Rhône-Alpes et de la France en 2007

Indicateurs/ Dimensions du développement	Minimum		Maximum		Moyenne		Coefficient de variation	
	RA	France entière	RA	France entière	RA	France entière	RA	France entière
Revenu	0,00	0,00	1,00	1,00	0,58	0,49	39,60	30,20
Capital humain	0,10	0,04	0,89	0,55	0,37	0,12	32,40	33,30
Logement	0,00	0,00	1,00	1,00	0,17	0,04	111,7	125,00
Services	0,02	0,00	0,63	0,60	0,25	0,20	40,00	40,00
Emploi	0,24	0,15	0,98	0,72	0,63	0,46	22,3	13,00
Tissu économique local	0,00	0,01	0,92	0,81	0,31	0,22	48,40	40,90

Sources : INSEE RP2007, DGI 2007, BPE 2007, calculs de l'auteur

Dans ce tableau, chacune des dimensions définies comme significatives du développement rural sont décrites, en comparant les cantons ruraux de la région Rhône-Alpes et l'espace rural français dans son ensemble. Le minimum, le maximum, la moyenne et le coefficient de variation sont proposés. Le minimum et le maximum permettent d'avoir une idée de l'ampleur des différences existant entre les territoires en montrant le niveau le plus bas que peut atteindre l'indicateur. La moyenne permet de comparer les performances entre les deux types d'espace, même si celle-ci comporte des limites (elle ne tient pas compte, par exemple, de la répartition ; de plus des valeurs extrêmes peuvent faire significativement augmenter ou baisser la moyenne). Enfin, le coefficient de variation, comme nous l'avons déjà vu, permet de rendre compte de l'hétérogénéité du niveau de développement à l'intérieur de chaque espace.

Concernant le revenu, les chiffres obtenus confirment les constats réalisés dans la section précédente. L'espace rural rhônalpin se situe au dessus de l'espace rural français, mais les disparités sont plus importantes à l'intérieur de la région que sur l'espace rural dans son ensemble.

Sur l'ensemble des dimensions du développement, celles sur lesquelles l'espace rural de la région Rhône-Alpes se distingue le plus sont le tissu économique local, le capital humain, l'accès à l'emploi et l'accès au logement. Concernant le tissu économique local, la différence est élevée, ce qui signifie que l'espace rural rhônalpin est particulièrement dynamique concernant l'entrepreneuriat et la création d'entreprises.

Pour les coefficients de variation, encore une fois, les constats réalisés dans la section précédente se confirment. Ainsi, sur les dimensions « tissu économique local » et « accès à l'emploi » ces coefficients sont particulièrement élevés. Cela signifie que si, au sein de la région Rhône-Alpes, certains cantons sont dynamiques du point de vue de ces deux dimensions, d'autres connaissent des difficultés.

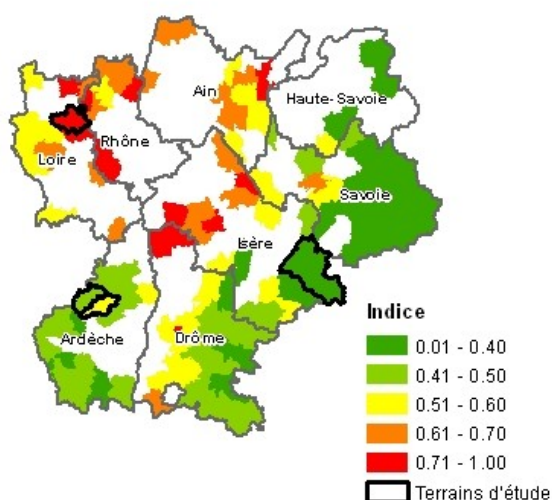
Il est central de souligner deux points, qui ont déjà largement été évoqués dans la section précédente, mais qui doivent être approfondis ici. D'une part, de manière évidente,

l'espace rural rhônalpin est plus dynamique que l'espace français dans son ensemble. Cela contribue donc à le spécifier, et il est central d'en tenir compte pour l'analyse. D'autre part, le développement n'est pas homogène au sein de cet espace, ce qui présente un intérêt central pour notre recherche. En effet, la question se pose des raisons de ces disparités, et du rôle du tourisme dans la répartition et les dynamiques de développement au sein de la région Rhône-Alpes.

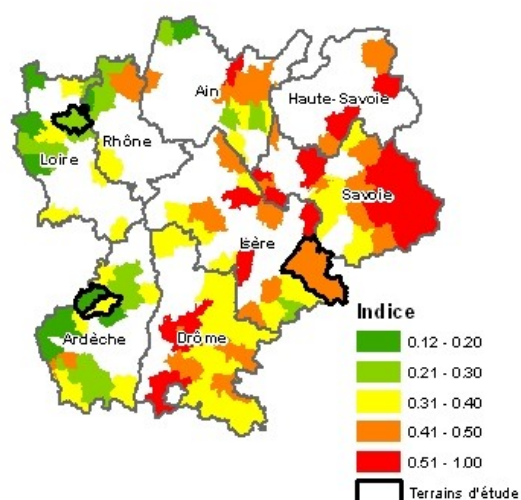
Il est intéressant de proposer une analyse cartographique du niveau de développement de chacune des capacités à l'échelle des cantons de la région Rhône-Alpes. Pour cela, les cartes 25 à 32 sont présentées ci-dessous.

Carte 25 à 32 : niveau de développement de chaque capacité au sein des cantons ruraux de Rhône-Alpes

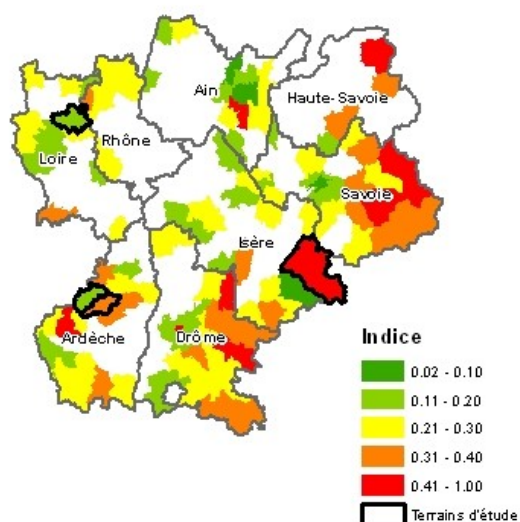
Carte 25 : Niveau de développement de la capacité "Emploi" au sein des territoires ruraux de la région Rhône Alpes en 2007



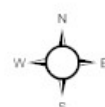
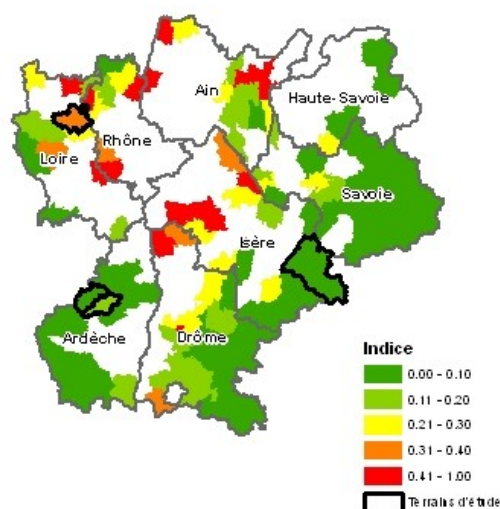
Carte 26 : Niveau de développement de la capacité "Capital Humain" au sein des territoires ruraux de la région Rhône Alpes en 2007



Carte 27 : Niveau de développement de la capacité "Service" au sein des territoires ruraux de la région Rhône Alpes en 2007



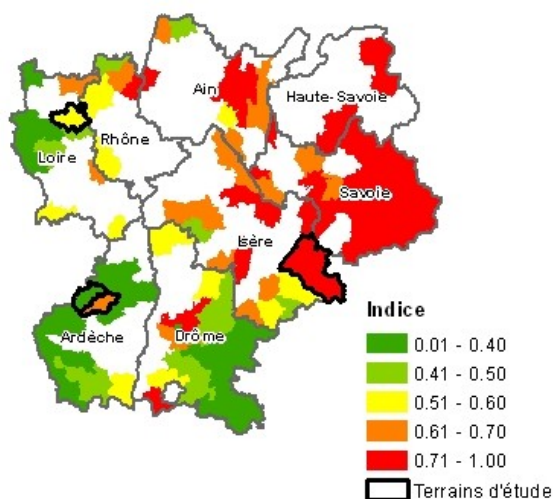
Carte 28 : Niveau de développement de la capacité "Logement" au sein des territoires ruraux de la région Rhône Alpes en 2007



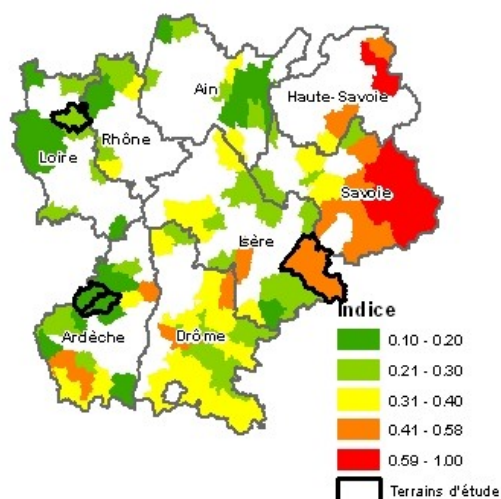
0 30 60 120
Kilomètres

Sources: BD Geofia (IGN), INSEE 2007, DGI 2007, BPE 2007
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

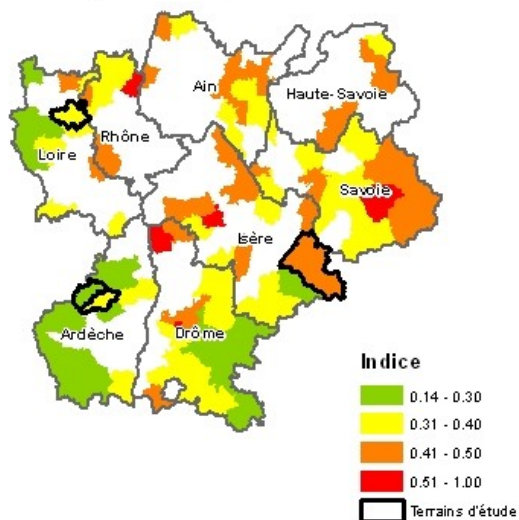
Carte 29 : Niveau de développement de la capacité "Revenu" au sein des territoires ruraux de la région Rhône Alpes en 2007



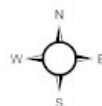
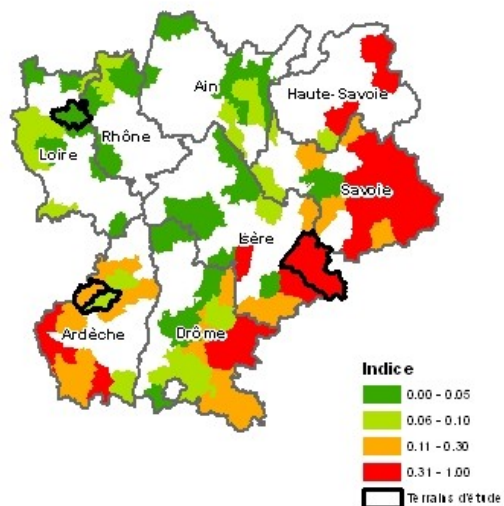
Carte 30 : Niveau de développement de la capacité "Tissu économique local" au sein des territoires ruraux de la région Rhône Alpes en 2007



Carte 31 : Niveau de développement de la capacité "Développement" au sein des territoires ruraux de la région Rhône Alpes en 2007



Carte 32 : Niveau d'intensité touristique au sein des territoires ruraux de la région Rhône Alpes en 2007



0 30 60 120
Kilomètres

Sources: BD Geofla (IGN), INSEE 2007, DGI 2007, BPE 2007
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

L'analyse du niveau de développement de l'ensemble des cantons de la région (urbains et ruraux) avait révélée des différences significatives de développement entre les

départements. Nous avons en outre abouti à la conclusion que la marginalité relative du département influait sur celle de son espace rural.

L'analyse cartographique du niveau de capacités permet d'approfondir ces premières conclusions. Sur les capacités « revenu » et « tissu économique local » la Savoie et la Haute-Savoie se distinguent, apparaissant comme les territoires les plus développés sur ces capacités. Si quelques cantons de la Drôme et de la Loire ressortent également comme dynamiques, en revanche l'ensemble des cantons ruraux ardéchois se classent parmi les plus faibles de la région, en dehors du pôle industriel que constitue le Cheylard.

Concernant le capital humain et l'accès aux services en revanche, il semble moins évident que des entités géographiques se distinguent. Si des disparités existent sur ces capacités, le département ne semble pas constituer un facteur discriminant à leur plus ou moins bon accès à l'échelle des cantons.

Sur la capacité « accès au logement » l'ensemble des territoires touristiques apparaissent clairement comme des lieux présentant un moins bon niveau d'accès. Cela est également le cas pour l'accès à l'emploi. Ces deux dimensions du développement semblent donc relativement moins accessibles sur les territoires touristiques.

Enfin, sur le niveau de développement global, les cantons en difficulté se situent majoritairement au sein des départements identifiés comme marginaux : la Drôme, l'Ardèche, la Loire. Il est également intéressant de souligner que si, au sein de certains territoires, le niveau de développement touristique semble corrélé avec le niveau de développement, cela n'est pas le cas pour l'ensemble des territoires touristiques. Le tableau 31 permet de visualiser les différences existant à l'échelle des départements, et ainsi de confirmer les résultats issus du travail cartographique.

Tableau 31 : Comparaison des performances sur les dimensions du développement et le niveau de développement touristique par département en Rhône-Alpes en 2006 en indice

	Drôme	Haute-Savoie	Isère	Loire	Rhône	Savoie	Ardèche	Ain
Revenu	0,46	0,91	0,67	0,45	0,59	0,79	0,28	0,71
Capital humain	0,40	0,48	0,45	0,27	0,31	0,45	0,25	0,35
Logement	0,17	0,05	0,21	0,23	0,38	0,08	0,05	0,27
Services	0,29	0,34	0,23	0,22	0,24	0,27	0,28	0,19
Emploi	0,52	0,59	0,68	0,72	0,74	0,59	0,54	0,74
Tissu économique local	0,32	0,58	0,30	0,19	0,24	0,44	0,27	0,21
Développement	0,36	0,49	0,42	0,35	0,42	0,44	0,28	0,41
Tourisme	1,53	5,30	1,51	0,53	0,36	3,31	2,18	0,45

Source : INSEE RP2007, BPE2007, DGI 2007, calculs de l'auteur

L'espace rural de la Haute-Savoie est donc le plus développé au sein de la région Rhône-Alpes, suivi par la Savoie. A l'inverse, l'Ardèche est le département le plus en difficulté. Concernant le tourisme, la carte 32 montre qu'il existe d'importantes variations dans les niveaux de développement touristique au sein de l'espace rural de la région. Les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et de l'Isère sont ceux sur lesquels on trouve le plus de lits touristiques par habitant. Cela est dû à la présence de stations de sport d'hiver sur ces départements, et d'un développement touristique de masse.

Le tourisme a donc différents niveaux d'intensité et différentes formes au sein de l'espace rural rhônalpin. Le lien entre tourisme et développement rural constitue la question principale de cette thèse. La seconde partie de cette section proposera une première distinction du niveau de développement des cantons ruraux touristiques et non touristiques de la région.

•Caractérisations des cantons touristiques et non touristiques de la région Rhône-Alpes

Dans ce point, l'objectif est de comparer le niveau de développement des cantons touristiques et non touristiques de la région Rhône-Alpes. Rappelons que le seuil à partir duquel un canton est considéré comme touristique est de 1,5 lit touristique par habitant (INSEE 2003). Ainsi au sein de la région, 41 cantons ruraux sont des cantons touristiques. Ceux-ci se répartissent sur 5 des 7 départements de Rhône-Alpes. Soixante-treize cantons sont non touristiques. Les départements de l'Ain et de la Loire ne comptent aucun canton touristique.

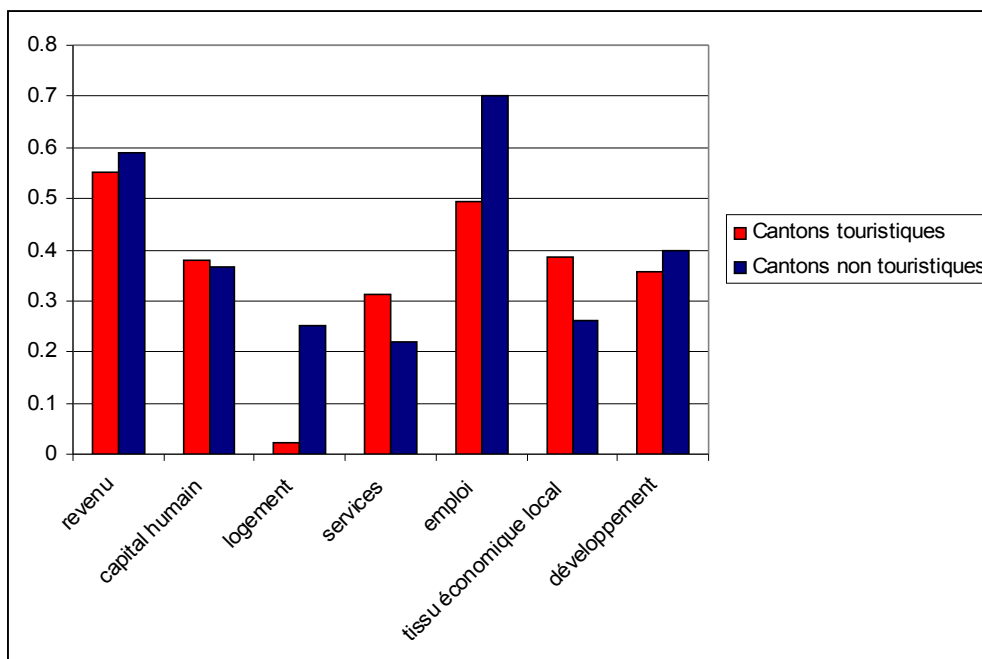
La figure 13 permet de visualiser le niveau de développement des capacités au sein des cantons touristiques et non touristiques de la région. Tout d'abord, il est intéressant de constater que l'accès à l'emploi ne constitue une difficulté ni pour l'une ni pour l'autre de ces catégories. En effet, au sein des cantons non touristiques, l'emploi est la dimension la plus développée, avec un indice de 0,70. Cela veut dire que l'absence de développement touristique sur les territoires ruraux ne signifie pas une difficulté plus importante pour accéder à l'emploi. Sur les cantons touristiques, l'emploi est la seconde dimension la plus développée. Ainsi malgré la propension du tourisme à créer de l'emploi précaire, l'accès à l'emploi est tout de même une capacité bien développée sur les territoires touristiques. En outre, elle ne constitue pas un élément de différenciation des territoires touristiques et non touristiques.

La seconde dimension la plus développée sur les cantons non touristiques est le revenu, quasiment au même niveau que sur les cantons touristiques. La dimension la plus faible au sein des cantons non touristiques de la région est l'accès aux services, avec un indice de 0,22. L'accès aux services semble donc être plus difficile au sein des cantons non touristiques que des cantons touristiques, pour lesquels l'indice est de 0,31 sur cette dimension.

Parmi les cantons touristiques, la dimension la plus développée est le revenu, la moins développée étant le logement. Enfin, une autre dimension du développement sur laquelle on constate une différence importante entre les territoires ruraux touristiques et non touristiques

est le tissu économique local. Ainsi, les territoires touristiques présentent un niveau supérieur aux territoires non touristiques sur cette dimension. Cela montre que le dynamisme économique est plus important sur les territoires touristiques, notamment en termes de création d'entreprises.

Figure 13 : Niveau de développement des capacités au sein des territoires ruraux touristiques et non touristiques de la région Rhône-Alpes



Source : auteur

Outre la distinction entre cantons touristiques et non touristiques, fondée sur le nombre de lits touristiques par habitant, il est également central de distinguer les territoires de stations de montagne au sein de l'espace rural de la région.

La question des stations de montagne, comme cela a déjà été évoqué, est centrale au sein de la région Rhône-Alpes. Le choix a été fait, pour cette recherche, de ne pas exclure les territoires de station de l'analyse. En effet, le tourisme de masse d'hiver est une composante fondamentale du secteur d'activité au sein de la région, et influe sur le développement touristique de l'espace rural, ce que nous pourrions observer dans la section suivante. A partir de la typologie proposée par l'INSEE en 2004 concernant la caractérisation des bassins de vie touristiques, une analyse du niveau de développement au sein des stations est proposée. Dix-huit cantons sur les 114 cantons ruraux rhônalpins sont classés en « stations de montagne ».

Une analyse a été menée sur les cantons ruraux de la région, en enlevant les stations de montagne. On constate des variations entre les résultats, et les stations ont globalement un niveau de développement plus élevé que les autres cantons ruraux de la région. Cependant, elles font partie de l'espace rural et ont des caractéristiques communes avec les autres territoires de cet espace telles que les difficultés d'accès, l'éloignement des centres urbains ou encore les difficultés en termes d'accès aux services et à l'emploi. Le fait

d'intégrer les stations dans l'analyse permet donc d'étudier la particularité de celles-ci au sein de l'espace rural rhônalpin. Ainsi, il est intéressant de comparer le niveau des stations et des territoires ruraux touristiques sur les différentes dimensions du développement (tableau 32).

Tableau 32 : Niveau de développement des capacités sur les cantons touristiques et les stations de montagne

Dimensions/échelle géographique	Stations de montagne	Cantons ruraux touristiques
Revenu	0.87	0.55
Capital humain	0.50	0.38
Logement	0.03	0.02
Services	0.34	0.31
Emploi	0.54	0.49
Tissu économique local	0.52	0.39
Développement	0.46	0.36

Source : auteur

Si l'on constate d'importantes différences entre les stations de montagne et les autres cantons ruraux touristiques sur les dimensions « revenu », « capital humain » et « tissu économique local » en revanche on note peu d'écart sur les dimensions « services » et « emploi ». Cela confirme donc que les cantons touristiques entrant dans la catégorie « stations de montagne » doivent être intégrés dans l'analyse. L'objectif sera alors de mesurer quelle est l'influence d'un développement touristique de masse tel qu'il existe dans les stations sur le développement rural.

Les premiers éléments d'analyse du niveau de développement au sein de l'espace rural de la région Rhône-Alpes permettent d'aboutir à plusieurs conclusions. Tout d'abord, il existe des disparités en termes de développement au sein de l'espace rural rhônalpin. Ces disparités se retrouvent sur l'ensemble des dimensions du développement. Elles se retrouvent à l'échelle des cantons mais également à celle des départements, certains d'entre eux concentrant les inégalités.

Le second constat est qu'il existe des différences entre les cantons touristiques et non touristiques. Ainsi, différentes capacités sont plus ou moins développées selon le type d'espace. Parmi les cantons touristiques, les territoires de stations occupent une place spécifique, mais doivent à notre sens être intégrés dans l'analyse du lien entre tourisme et espace rural en Rhône-Alpes. En effet, malgré un développement centré sur le tourisme, et en l'occurrence un développement touristique de masse, ces territoires présentent des caractéristiques communes (difficultés d'accès aux infrastructures de transport et aux services notamment, ou encore question de l'accès à l'emploi) avec les autres territoires ruraux. Il est donc fondamental de les intégrer dans l'analyse, dans l'objectif d'analyser l'impact de cette forme de tourisme sur le développement.

Dans ce point, les caractéristiques de l'espace rural rhônalpin en termes de capacités ont été mises en évidence. Ainsi, à partir des dimensions définies comme significatives du développement rural, l'espace rural de la région a pu être analysé. De premiers éléments concernant le lien entre tourisme et niveau de développement ont été présentés. Il est nécessaire, à présent, de s'interroger sur les différentes configurations territoriales à l'échelle des cantons ruraux rhônalpins.

- Analyse du lien entre niveau de développement touristique et développement des capacités territoriales

L'objectif de ce dernier point est de s'interroger sur la structuration de l'espace rural rhônalpin en termes de tourisme et de développement, tel que ce dernier a été défini pour ce travail de thèse. Les sections précédentes ont démontré que la région Rhône-Alpes constitue un terrain d'étude pertinent de par la diversité de ses configurations territoriales. Ainsi, il existe des variations suffisantes entre les territoires sur les différentes dimensions du développement pour obtenir des résultats significatifs. Le choix fait dans ce travail est de réaliser une ACP sur les 114 cantons ruraux de la région. Pour cela, les six dimensions du développement définies et le tourisme sont pris en compte. Dans l'analyse, les variables suivantes sont associées à chaque dimension du développement : niveau de développement touristique (tourisme), tissu économique local (tissu_eco), accès aux services (services), capital humain (cap_humain), revenu (revenu), accès au logement (logement) et enfin accès à l'emploi (emploi).

L'objectif de l'ACP est de déterminer des profils de territoire (voir encadré 9). Rappelons que ce travail poursuit un double objectif : d'une part, identifier les caractéristiques de l'espace rural rhônalpin tant du point de vue du développement touristique que de la marginalité. D'autre part, s'interroger sur le potentiel du tourisme pour développer les capacités à l'échelle du territoire. Dans un premier temps, nous nous attacherons à définir des profils de territoires. Dans un second temps, nous reviendrons sur les principales corrélations existant entre tourisme et dimensions du développement.

Encadré 9 : Quels objectifs de la mise en œuvre d'une ACP ?

L'ACP est une méthode d'analyse statistique multivariée, c'est-à-dire qu'elle s'intéresse à la distribution conjointe de plusieurs variables. Elle constitue un outil d'analyse multidimensionnel, et de représentation synthétique des résultats. Techniquement, son but est donc de résumer un grand tableau numérique en en diminuant le nombre de colonnes. Concrètement, l'ACP permet d'explorer d'une part, les liaisons entre les variables (leur corrélation) et les ressemblances entre les individus. A partir de l'analyse des liaisons entre les variables, l'ACP va construire des combinaisons linéaires des caractères initiaux appelées « composantes principales ». Ainsi, cette méthode peut être utilisée pour poursuivre différents objectifs :

- réduire à un nombre plus petit un ensemble comportant un très grand nombre de variables. Dans ce cas, l'ACP constituera la première étape d'un travail statistique plus large.
- mettre en évidence la structuration des variables et des individus. Dans notre contexte, c'est cette 2^{ème} utilisation que nous ferons de l'ACP.

L'objectif est de proposer une typologie de l'espace rural, comprendre la structure des territoires en termes de capacités et de tourisme, analyser les corrélations, approfondir les connaissances des dynamiques territoriales en les analysant sous l'angle des capacités. Cependant dans le cadre de cette recherche, c'est également la place du tourisme dans les dynamiques territoriales qui est questionné. En introduisant le tourisme comme variable de l'ACP, l'objectif est de mettre en avant l'influence de ce dernier dans la structuration de l'espace rural.

Source : auteur

Pour commencer, l'objectif est de décrire les différences existant entre les cantons ruraux au sein de la région Rhône-Alpes en termes de capacités. Pour cela, le recours à l'analyse des données est pertinent, car il permet d'avoir une représentation synthétique de l'ensemble des variables. Comme les variables utilisées sont quantitatives, notre choix méthodologique se porte sur une ACP. L'ACP est une méthode descriptive, qui permet de dégager des tendances au sein d'un ensemble de variables quantitatives. Dans ce type d'analyse, on cherche à établir une similarité entre les individus mais également entre les variables, et ainsi à mettre en évidence des typologies.

Cette méthode est donc particulièrement intéressante pour caractériser les territoires ruraux de la région Rhône-Alpes, tant du point de vue de leur niveau de développement que de leur intensité touristique. L'ACP va permettre d'identifier les dimensions importantes au sein des territoires ruraux de la région, mais également de décrire les comportements des cantons de la région. Elle peut être utilisée pour poursuivre différents objectifs. Dans le cadre de cette analyse, c'est bien le but d'identifier des similitudes à la fois entre les variables et entre les individus qui est poursuivi. L'objectif est d'obtenir une « carte statistique de l'espace rural rhônalpin » sur le modèle de la carte statistique de l'Horty et Rugiani (2000). Pour cela, différentes étapes doivent être mises en œuvre (encadré 10).

Encadré 10 : Méthodologie de l'ACP

Pour mettre en œuvre une ACP, différentes étapes de travail doivent être suivies. Tout d'abord, il est nécessaire de faire un choix sur la **normalisation** ou non du jeu de données. « Normaliser » signifie que l'on va atténuer les effets de la variabilité des données. Cela est utile si l'on travaille sur des données très différentes, par exemple si l'on étudie simultanément des revenus et des données de population. Or, dans le cadre de ce travail, les données ont été transformées en indices. L'ensemble des variables varient donc entre 0 et 1. Ici, centrer-réduire les données reviendrait alors à annuler toute effet de variabilité, ce qui constitue au contraire tout l'intérêt de notre démarche. En effet, c'est bien l'impact des variations des différentes variables entre les territoires qui est intéressant pour notre analyse. Le choix a donc été fait de ne pas normer notre jeu de données. Ainsi, notre ACP nous renseigne sur la structure des variables en tenant compte de la plus ou moins grande variation de ces dernières.

Ensuite, la possibilité de réaliser une ACP par rapport au jeu de donnée dont on dispose doit être étudiée à travers deux indicateurs : les **corrélations entre les variables** d'une part, **le test de Bartlett** d'autre part. Il faut en effet vérifier qu'il existe des corrélations suffisantes entre les variables pour que l'ACP puisse donner des résultats significatifs. Ensuite, le test de sphéricité de Bartlett permet de vérifier que les variables sont suffisamment corrélées entre elles pour permettre une réduction significative de la dimension, ce qui constitue une condition indispensable pour réaliser une ACP.

Après avoir vérifié que la réalisation d'une ACP est possible, on passe au calcul des composantes principales, et des similitudes entre les individus. Pour cela, le logiciel de traitement statistique R a été utilisé. Différentes informations, proposées par le logiciel, sont alors analysés : la participation des variables d'une part, et des individus d'autre part, à **la construction des axes** ainsi que **la qualité de leur représentation sur les axes**. Ainsi, ces différentes informations vont renseigner sur la structuration de l'ACP, la position des individus au sein de celle-ci, et les différentes significations à donner aux axes de l'ACP.

Enfin, un dernier point doit être abordé, celui du **choix du nombre de composantes**. Pour cela, différentes méthodes peuvent être utilisées. Ici, nous avons choisi de nous référer au **critère du coude** : sur l'éboulis des valeurs propres, on observe un décrochement (coude) suivi d'une décroissance régulière. On sélectionne les axes avant le décrochement.

Source : auteur

Tout d'abord, deux éléments montrent qu'il est possible et pertinent de réaliser une ACP sur les dimensions du développement des cantons ruraux de la région Rhône-Alpes. En effet, tous les jeux de variables ne se prêtent pas à la réalisation d'une ACP. Pour évaluer cette possibilité, différents tests peuvent être réalisés. Dans un premier temps, il est important d'étudier le tableau de corrélation entre les différentes variables (tableau 33). L'analyse de ce tableau montre que plusieurs corrélations significatives existent entre les variables (0,67, -0,59, 0,50, -0,66). Cela prouve qu'il existe suffisamment de liens entre les variables pour que l'ACP soit pertinente. Un second test vient compléter ces premiers résultats, le test de Bartlett²⁷. Celui-ci est significatif pour notre analyse. Ces deux tests montrent que l'ACP peut être réalisée sur l'ensemble des variables proposées.

²⁷ le test de Bartlett vérifie l'hypothèse nulle selon laquelle toutes les corrélations seraient égales à zéro. Pour être significatif le test doit être inférieur à 0,05.

Tableau 33 : Tableau des corrélations entre les différentes dimensions du développement et le tourisme.

	Emploi	Capital humain	services	logement	Revenu	Tissu économique local	tourisme
Emploi	1,00						
Capital humain	-0,25	1,00					
services	-0,44	0,04	1,00				
logement	0,79	-0,00	-0,27	1,00			
Revenu	-0,05	0,64	-0,09	0,19	1,00		
Tissu économique local	-0,61	0,48	0,41	-0,25	0,42	1,00	
tourisme	-0,85	0,23	0,54	-0,55	0,15	0,73	1,00

Source : auteur

La question suivante porte sur le choix du nombre de composantes principales à retenir. Pour cela, deux méthodes sont combinées ici : d'une part, l'étude de la part de la variance expliquée par chaque composante principale, d'autre part le critère du « coude²⁸ ».

Tableau 34 : % d'inertie expliquée par les quatre premiers axes

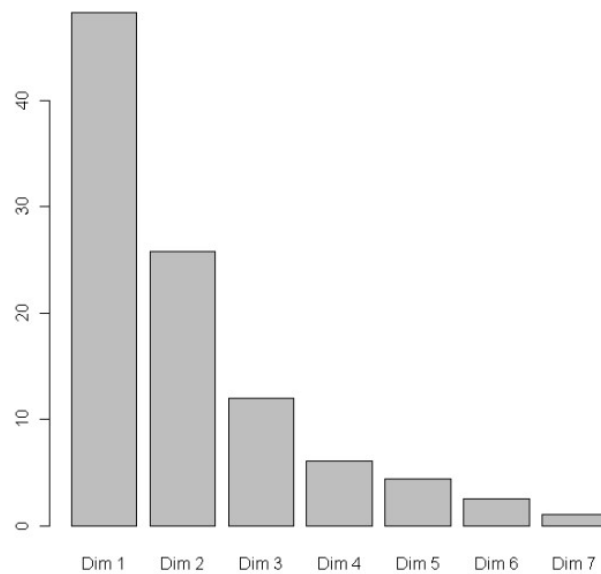
Composante	Valeur propre	% de la variance expliquée	% de la variance cumulée
composante 1	3,38	48,24	48,24
composante 2	1,80	25,76	74,00
composante 3	0,84	12,01	86,00
composante 4	0,43	6,08	92,09

Source : auteur

Comme le montre le tableau 34 les deux premières composantes principales expliquent 74% de la variance, ce qui nous incite à retenir uniquement ces deux composantes pour l'analyse. Ce résultat peut être confirmé par le diagramme des valeurs propres (figure 14). Ce graphique permet de visualiser distinctement le « coude » formé entre la dimension 2 et la dimension 3, qui confirme le choix de ne retenir que les deux premières composantes principales.

²⁸ Critère du coude : sur le graphique des valeurs propres, on observe un « saut » dans la décroissance des valeurs propres et on sélectionne le nombre de composantes en fonction du nombre de dimensions avant ce coude.

Figure 14 : Diagramme des valeurs propres



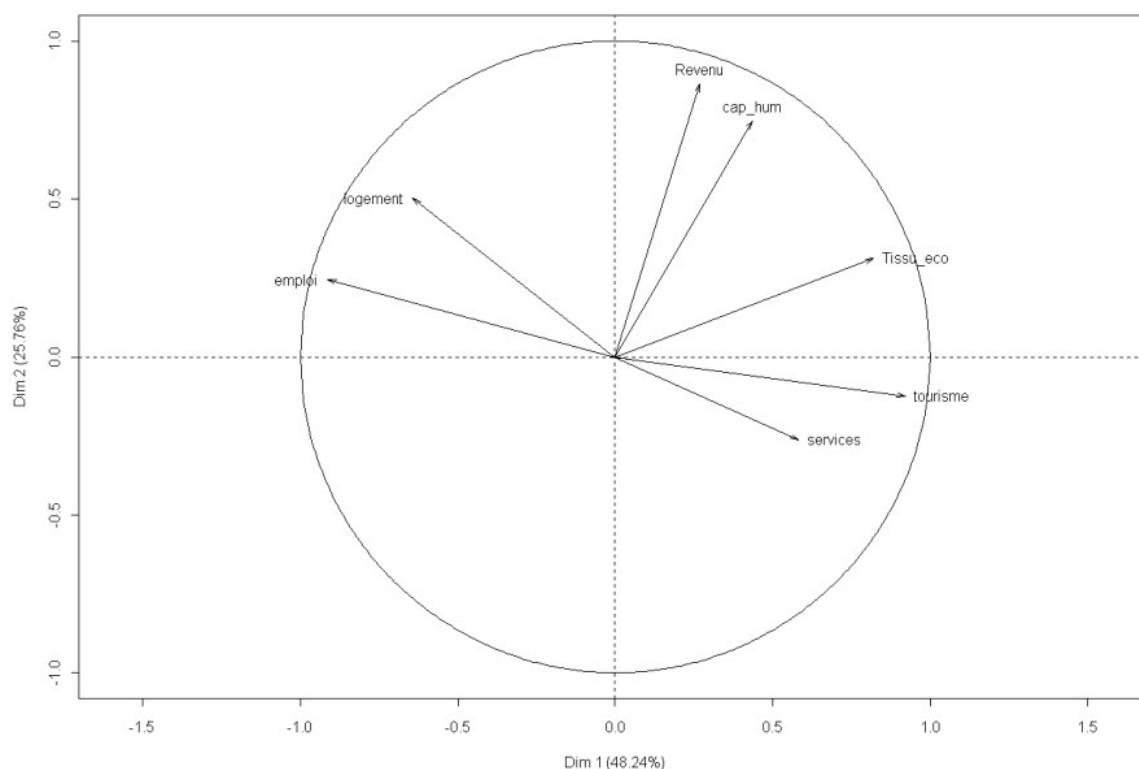
Source : auteur

➤ Description des composantes principales

Pour commencer, il est nécessaire de s'interroger sur la qualité de représentation de chaque variable sur les composantes principales. Pour cela, on étudie les cosinus carré des coordonnées de chaque variable. Concernant notre analyse, aucune des variables n'est mal décrite par les deux premières composantes principales. De plus, les composantes principales ne sont pas corrélées entre elles, ce qui signifie que chacune des composantes décrit une dimension originale.

La figure 15 permet de visualiser des variables sur chacun des axes retenus pour l'analyse en composantes principales. Le tableau 35 décrit la participation de chaque variable à la construction des axes. Ces deux éléments vont permettre d'expliquer la signification de chacune des composantes.

Figure 15 : Projection des variables sur les composantes principales



Source : auteur

Tableau 35 : Contribution des variables à la construction des axes

Dimension 1		Dimension 2	
tourisme	0.92	revenu	0,86
tissu_eco	0.82	cap_humain	0,74
services	0.58	logement	0,50
cap_humain	0.43	tissu_eco	0,31
revenu	0.27	emploi	0,24
logement	-0.64	services	-0,26
emploi	-0.91	tourisme	ne participe pas à la construction de l'axe

Source : auteur

La première composante principale est structurée par les sept variables de l'analyse, cinq lui étant corrélées positivement, et deux négativement. Cette dimension synthétise donc l'ensemble des variables de l'ACP. Elle représente les différentes typologies existant au sein de l'espace rural rhônalpin. Cinq variables sur les sept contribuent fortement à la construction de l'axe : le tourisme, le tissu économique local, les services, le logement et l'emploi.

Ici, le premier axe oppose donc des variables de performances économiques à des variables résidentielles. Il n'est pas surprenant que la variable « emploi » soit liée à la variable « logement » puisque ces cantons entretiennent des liens avec des pôles d'emplois vers lesquels les habitants de ces territoires vont travailler. Ce résultat confirme la forte

influence de l'urbain au sein des cantons ruraux de la région Rhône-Alpes. En effet cela montre qu'au sein de la région la fonction résidentielle n'est pas réservée à l'espace périurbain, et concerne les territoires ruraux appartenant à l'ensemble des catégories du ZAUER. L'analyse de ce premier axe met en évidence que sur les territoires touristiques il existe un bon niveau de revenu, un tissu économique local dynamique et un bon accès aux services. Ces territoires s'opposent à des territoires sur lesquels les principales dimensions développées sont l'accès au logement et à l'emploi. Un retour au tableau 31 confirme ces résultats.

Pour résumer, le premier axe est fortement corrélé avec la variable tourisme, comme le montrent à la fois la figure 14 et le tableau 33. L'axe 1 oppose donc les cantons touristiques aux cantons non touristiques. Du côté des cantons touristiques, on trouve donc une forte corrélation avec le tissu économique local et l'accès aux services. A l'inverse, on observe une forte corrélation négative avec l'accès au logement et l'accès à l'emploi. Cela signifie que les cantons touristiques sont plutôt des cantons sur lesquels on trouve du dynamisme économique et un bon accès aux services. Les cantons non touristiques sont quant à eux des cantons sur lesquels on trouve un bon accès au logement et à l'emploi. Ce premier axe montre que l'on peut opposer des cantons tournés vers la fonction résidentielle à des cantons tournés vers des fonctions plus « productives ».

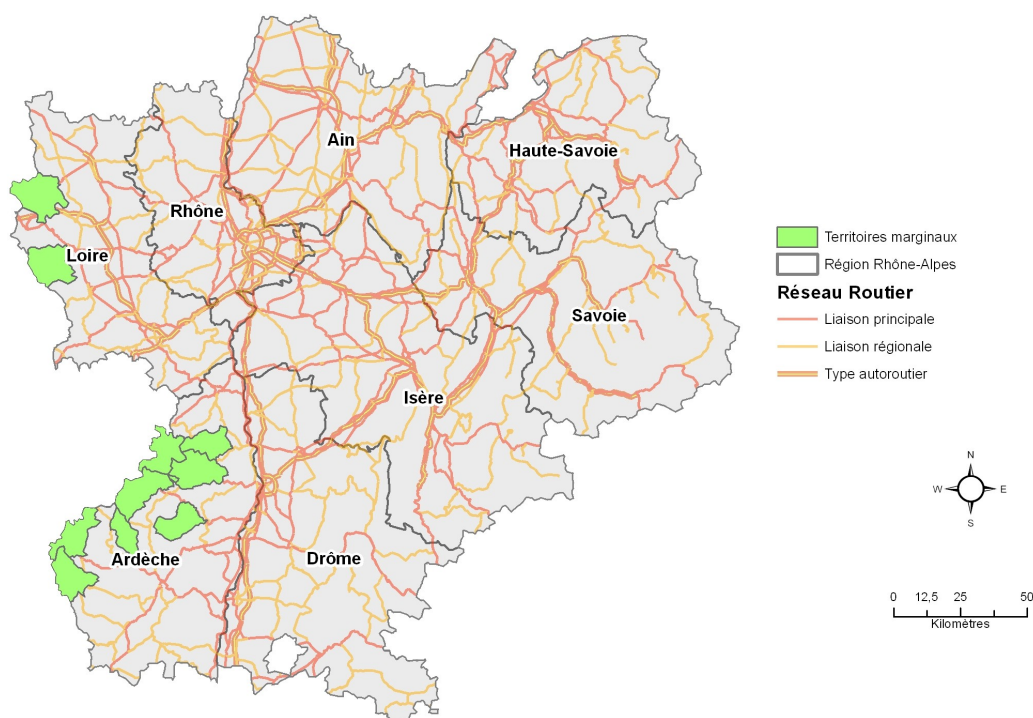
Seule la variable « tourisme » ne participe pas à la construction du second axe. Cet axe est fortement corrélé avec la dimension revenu, mais également avec le capital humain. Cet axe oppose les territoires par rapport à leur structure économique et sociale. Cette dimension va donc confronter les territoires sur lesquels le nombre de foyers fiscaux imposés est important, avec une population active appartenant plutôt à la catégorie des CSP supérieures et un bon dynamisme économique, à des territoires moins performants dans ces domaines. L'étude de la participation des individus à la construction des axes confirme cette analyse (figure 16) : la majorité des cantons présentant des coordonnées négatives sur le second axe sont des cantons de l'Ardèche et de la Loire. Ainsi, un seul canton du département de l'Ardèche présente une coordonnée positive sur cet axe, et trois du département de la Loire.

Comme le montre cette figure, on distingue quatre types de territoire : des territoires touristiques et développés, des territoires touristiques et marginaux, des territoires non touristiques et marginaux et enfin des territoires non touristiques et non marginaux. Nous avons choisi ces intitulés en fonction des résultats de l'ACP, et de la structuration proposée par les composantes principales. Nous l'avons vu, différents types de développements économiques coexistent au sein de la région Rhône-Alpes. L'enjeu est alors de faire le lien entre forme de développement économique et configuration du territoire en termes de capacités.

21

Il est également intéressant d'approfondir l'analyse des dynamiques sur les cantons marginaux. Pour cela, une comparaison entre les 10 cantons ruraux les plus marginaux et les 10 cantons ruraux les plus développés de la région Rhône-Alpes est proposée.

Carte 33 : Localisation des 10 cantons ruraux de la région Rhône-Alpes les plus marginaux



Sources: BD GeoFla (IGN 2007), BD Route 120 (IGN 2007)
Réalisation: Bray F., Loubet F., 2011

Les tableaux 36 et 37 présentent chacun un point de comparaison entre cantons les plus développés et les cantons les plus marginaux de l'espace rural rhônalpin. Le tableau 36 propose ainsi une comparaison entre le niveau de capacité moyen pour chacune de ces catégories de cantons, alors que le tableau 37 en synthétise les résultats pour quelques indicateurs significatifs.

Tableau 36 : Comparaison du niveau de capacités sur les cantons développés et les cantons marginaux de la région Rhône-Alpes

	10 premiers cantons ruraux en termes de développement	10 cantons les plus marginaux	Cantons ruraux rhônalpins
REVENU	0,84	0,20	0,58
CAPITAL HUMAIN	0,54	0,24	0,37
LOGEMENT	0,30	0,04	0,17
SERVICES	0,17	0,29	0,25
EMPLOI	0,79	0,49	0,63
TISSU ÉCONOMIQUE LOCAL	0,35	0,20	0,31
DÉVELOPPEMENT	0,49	0,25	0,38
TOURISME	1,04	2,30	1,77

Source : auteur

Tout d'abord, le tableau 36 permet de constater qu'il existe des différences importantes en termes de niveau de capacités entre les cantons les plus marginaux et les cantons les plus développés. Au sein des cantons ruraux marginaux, la dimension la moins développée est l'accès au logement, ce qui signifie que se sont des territoires sur lesquels on trouve un nombre élevé de résidences secondaires. En revanche la dimension « accès aux services » est plus développée sur les cantons marginaux que sur les cantons développés.

Les cantons sur lesquels les performances en termes de capacités sont les plus faibles sont donc plutôt des cantons sur lesquels il existe une dynamique en termes de logements secondaires et un accès aux services relativement bon. Les dimensions « revenu » et « tissu économique local » sont particulièrement faibles sur ces territoires.

Il est intéressant de souligner que le niveau moyen de lits touristiques est plus élevé sur les cantons marginaux que sur les cantons les plus développés. Cela signifie que la présence de tourisme n'est pas automatiquement liée à un bon niveau de développement global. Pour approfondir ces résultats, le tableau 37 propose une comparaison entre les 52 territoires marginaux selon l'ACP et les 62 territoires non marginaux, sur différents indicateurs. Pour distinguer ces cantons, nous avons choisi de classer comme « marginaux » ceux ayant une coordonnée négative sur l'axe 2, et comme non marginaux ceux ayant une coordonnées positive.

Tableau 37 : Comparaison entre les cantons développés et les cantons marginaux de la région Rhône-Alpes sur quelques indicateurs

	52 cantons ruraux marginaux			62 cantons ruraux développés		
	Minimum	Maximum	Moyenne	Minimum	Maximum	Moyenne
Part des emplois dans l'agriculture au lieu de travail en 2007 (%)	1,93	31,31	13,81	0,64	32,52	6,79
Part des emplois dans le tertiaire au lieu de travail en 2007 (%)	32,06	82,54	60,76	28,36	89,74	62,13
Part des emplois dans l'industrie au lieu de travail en 2007 (%)	2,15	43,95	16,17	3,2	63,57	21,74
Part de la population non scolarisée titulaire d'aucun diplôme en 2007 (%)	12,67	27,66	19,9	8,65	25,29	16,74
Part des agriculteurs et exploitants dans l'ensemble des CSP en 2007	0,78	11,76	4,57	0,22	11,26	2,08
Densité de population en 2007	3,90	178,92	29,79	4,25	333,17	67,08
Evolution de la population de 1999 à 2007	-2,75	16,59	6,78	-1,93	27,58	12,63
Part des retraités dans l'ensemble des CSP en 2007 (%)	22,71	49,01	35,16	15,15	37,12	26,33
Nombre de lits touristiques par habitant en 2007	0,12	6,54	1,79	0,09	10,13	1,73

Source : auteur

Tout d'abord, ce tableau montre que les emplois tertiaires sont prédominants, tant au sein des cantons marginaux que non marginaux. Cependant, on note une part moyenne d'emplois dans l'agriculture au lieu de travail beaucoup plus importante sur les territoires marginaux. Pour appuyer ce point, on constate que la part des agriculteurs et exploitants dans l'ensemble des CSP est deux fois supérieure au sein des cantons marginaux que des cantons non marginaux. Il est donc possible de conclure que les cantons les plus marginaux sont également ceux sur lesquels la place de l'agriculture est importante.

La part des retraités est également plus importante sur les territoires marginaux. La différence en termes de dynamique démographique est également frappante : 29,79 habitants au km² dans les cantons marginaux, 67,08 au sein des cantons non marginaux. Concernant l'évolution de la population en 2007, celle-ci est deux fois plus forte sur les cantons non marginaux. Enfin concernant la part de population sans diplôme, si elle est supérieure dans les cantons marginaux, la différence n'est pas significative.

Ces points relèvent des faits connus par la littérature : les territoires ruraux les plus en difficulté sont, globalement, ceux sur lesquels l'agriculture reste prédominante, avec une part importante de retraités et des dynamiques démographiques faibles. Cependant, la question se pose de la place du tourisme dans ces configurations territoriales. A première vue, il est impossible d'établir un lien entre la présence du tourisme et le niveau de développement du territoire : le nombre de lits touristiques par habitant est quasiment le même sur les territoires marginaux et sur les territoires développés. Il est donc nécessaire d'approfondir l'analyse, ce que nous ferons dans le point suivant de cette section.

Pour finir, la question de la pondération doit être abordée. En effet, le choix a été fait, pour ce travail, de n'attribuer aucune pondération à chacune des dimensions du développement. Cela signifie qu'elles ont toutes le même poids dans la construction de l'indicateur global de développement. Les motivations de ce choix sont une volonté du chercheur d'être le plus « neutre » possible, accompagnée de la difficulté de statuer sur les dimensions les plus « valables » à l'échelle des territoires ruraux. Cependant, il est intéressant de s'interroger sur l'introduction d'un système de pondération dans le calcul de notre indicateur de développement rural.

Pour cela, le choix a été fait de s'appuyer sur l'Analyse en Composante Principale pour pondérer chaque dimension. Cela signifie qu'en tenant compte de l'axe 1 de l'ACP, qui résume l'ensemble des variables, chaque dimension est pondérée en lien avec sa contribution à la construction de l'axe. Pour aboutir à ce résultat, une ACP a donc de nouveau été réalisée sur les six dimensions du développement, en retirant le tourisme. Ce choix a été fait en lien avec les travaux de Klasen (2000) et de Slottje (1991). Cette méthode présente des limites, puisqu'elle donne aux dimensions qui participent le plus à la contribution de l'axe une part plus importante dans l'indicateur, sans s'interroger sur la valeur qu'attribuent les individus à ces dimensions. Cependant, en l'absence de travail auprès de ces derniers pour déterminer ce point, cette méthode est celle qui permet le plus de neutralité.

Ce travail de pondération conduit à la conclusion que celle-ci n'influence pas la position des cantons en termes de marginalité, comme le montre le tableau 38. Que se soit les cantons les plus marginaux ou les plus développés, le classement reste le même. Cela signifie que les cantons dynamiques le sont sur l'ensemble des capacités, et qu'il en est de même pour les cantons marginaux. Cela signifie également qu'aucune capacité n'influe fortement sur l'ensemble des autres. Le choix de ne pas pondérer les dimensions de l'indicateur est donc pertinent.

Tableau 38 : comparaison des classements des 10 premiers et des 10 derniers cantons en termes de développement avec et sans pondération

Sans pondération		Avec pondération	
10 PREMIERS CANTONS	10 DERNIERS CANTONS	10 PREMIERS CANTONS	10 DERNIERS CANTONS
Belleville (69) Saint Vallier (26) Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs (38) Bozel (73) Saint-Symphorien-sur-Coise (69) Côte-Saint-André (38) Villard-de-Lans (38) Charlieu (42)	Saint-Etienne-de-Lugdares (07) Burzet (07) Saint-Martin-de-Valamas (07) Coucournon (07) Saint-Georges-en-Couzon (42) Saint Pierreville (07) Lamastre (07) Saint Félicien (07) Saint-Just-en-Chevalet (42) Saint Agrève (07)	Belleville (69) Saint Vallier (26) Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs (38) Saint-Symphorien-sur-Coise (69) Charlieu (42) Côte-Saint-André (38) Pont de Beauvoisin (38) Beaurepaire (38) Bozel (73) Thizy (73)	Saint-Etienne-de-Lugdares (07) Burzet (07) Saint-Martin-de-Valamas (07) Saint Pierreville (07) Saint-Georges-en-Couzon (42) Lamastre (07) Valbonnais (38) Saint Félicien (07) Saint-Just-en-Chevalet (42) Saint Agrève (07)

Source : auteur

Ces résultats confirment les analyses précédentes. Comme cela a été souligné, le second axe de l'ACP montre une forte présence des cantons de l'Ardèche, de la Drôme et de la Loire dans les cantons en difficultés. Cela confirme les constats fait dans la section précédente, à savoir que la présence de tourisme dans un territoire est liée à la présence de certaines dimensions du développement. Concernant le lien entre tourisme et développement, on obtient un coefficient de corrélation non significatif (0,08). Cela signifie qu'on ne peut pas à priori établir de corrélation entre le niveau d'activité touristique d'un territoire et son niveau de développement global. Cependant, une analyse plus approfondie concernant le lien entre le tourisme et chacune des dimensions du développement est nécessaire pour développer l'analyse.

•Analyse du lien entre tourisme et dimensions du développement

Parmi les différentes dimensions définies comme significatives du développement, quatre présentent un coefficient de corrélation significatif avec le tourisme : l'accès au logement, l'accès aux services, l'accès à l'emploi et le tissu économique local. Ces dimensions seront particulièrement analysées.

Comme nous l'avons vu, le ratio sélectionné pour mesurer l'accès au logement au sein des cantons ruraux de la région Rhône-Alpes est la part de résidences secondaires par rapport aux résidences principales. Cet indicateur peut être discuté, dans la mesure où il ne fournit pas d'indications sur le montant des loyers, ou encore sur le prix du foncier. Cependant il n'existe pas de base de données permettant de renseigner ces éléments, comme le montre également l'étude réalisée par Schoen et Boré (2010). Pourtant, dans le cas de l'analyse de l'impact du tourisme sur le développement, il apparaît pertinent. En effet, un nombre important de résidences secondaires sur un territoire influence les prix du foncier,

et permet donc de refléter les difficultés rencontrées sur cette dimension au sein des territoires ruraux touristiques.

Deux autres indicateurs peuvent néanmoins être mobilisés pour tester la stabilité de cette corrélation. D'une part, le nombre de pièces par résidence principale. En effet, l'objectif est de mesurer si le tourisme entraîne ou non une pression sur les logements. Or, la taille du logement fait partie des critères dont on peut tenir compte pour mesurer l'accès au logement sur un territoire. La corrélation entre le nombre de pièces par résidence principale et le niveau de développement touristique est de -0,68. Cela montre bien une corrélation négative entre le niveau de développement touristique et l'accès au logement.

Un second indicateur peut être mobilisé, le prix moyen du foncier pour les logements neufs et anciens. Pour construire cet indicateur nous avons utilisé la base de données mise à disposition par les notaires de France²⁹. Le prix au m² des logements neufs et anciens a été sélectionné pour chaque chef-lieu de canton des cantons ruraux de la région Rhône-Alpes. Le coefficient de corrélation entre cet indicateur et le niveau de développement touristique est de (0,52), ce qui confirme les difficultés d'accès au logement sur les cantons touristiques.

La seconde corrélation significative concerne le lien entre tourisme et accès aux services. Rappelons que cette dimension se compose de quatre indicateurs, tenant compte des équipements concurrentiels, non concurrentiels, de santé et enfin d'éducation. La décomposition de cette dimension montre que la corrélation la plus forte est celle existant entre tourisme et équipements concurrentiels. On trouve donc un lien entre niveau de développement touristique et accès aux services, et plus particulièrement avec l'accès aux services concurrentiels. Cependant, les corrélations sont également significatives avec l'accès aux services non concurrentiels et aux services de santé. Seul le niveau de corrélation avec le niveau de services d'éducation n'est pas significatif.

Le tableau de corrélation (tableau 31) montre également une forte corrélation négative entre la présence de tourisme et le niveau d'emploi. Cependant, ce résultat doit être nuancé. En effet, la dimension accès à l'emploi prend en compte la stabilité de l'emploi. Ainsi, le coefficient de corrélation entre le tourisme et la part de la population active occupée est de 0,31, donc ce coefficient est positif. La question se pose tant de la création d'emplois que peut permettre le tourisme que de la stabilité de l'emploi. Ainsi, la part d'emplois précaires dans la population active totale s'élève à 18% au sein de l'espace rural rhônalpin, à 15% au sein des cantons ruraux non touristiques et à 32% au sein des cantons ruraux touristiques. Au sein des cantons touristiques, on trouve donc une plus grande précarité de l'emploi.

Enfin, la dernière corrélation significative observée est celle existant entre le tourisme et le tissu économique local. Il est intéressant de s'interroger sur la structure de celui-ci au sein des cantons touristiques. Ainsi, 83% des entreprises au sein de ces derniers en 2008 font partie du secteur tertiaire, suivi par le secteur de la construction puis de l'industrie. Ce sont donc des cantons où l'activité tertiaire reste prédominante.

²⁹ www.immoprix.com

Le tableau des corrélations n'indique pas de corrélation significative entre le tourisme et deux capacités : le revenu et le capital humain. Les cantons touristiques ne semblent donc pas être des cantons où le niveau de revenu, de qualification ou de formation est supérieur à celui des autres cantons.

Pour conclure, le travail réalisé dans cette sous-section a permis de mettre en évidence une structuration de l'espace rural rhônalpin. En effet, quatre types de territoires se dégagent. On trouve, au sein des cantons marginaux, une part d'agriculteurs et de retraités relativement plus importante que sur les territoires développés, et des dynamiques démographiques beaucoup plus faibles. Au sein des cantons développés, l'agriculture laisse la place à l'industrie et au tertiaire. Cela signifie que sur les territoires où l'agriculture reste importante et où les dynamiques démographiques sont faibles, l'accès aux capacités est plus difficile. Cela constitue une conclusion importante pour notre recherche, puisque cela montre qu'un développement des activités industrielles et tertiaire sur un territoire permet également un meilleur accès aux capacités.

Concernant la place du tourisme dans le développement des territoires, plusieurs points doivent être soulignés. Tout d'abord, le tourisme structure l'axe 1 de l'ACP, ce qui montre bien l'importance de ce secteur d'activité dans la structuration de l'espace rural rhônalpin. Ensuite, il n'existe pas de différences significatives en termes de niveau de développement touristique entre les cantons marginaux et les cantons développés. En outre, rappelons qu'aucune corrélation significative n'a été trouvée entre tourisme et niveau de développement global. En revanche, le tourisme est lié à un bon niveau de développement de certaines capacités : le tissu économique local, le revenu et l'accès aux services. A l'inverse, le niveau de tourisme est moins corrélé à l'accès à l'emploi et au logement.

Ces résultats permettent une première appréhension du lien entre tourisme et développement rural. Cependant, un certain nombre de questions restent en suspens. Ces résultats, obtenus à partir de données secondaires, doivent donc être interrogés et approfondis. Pour cela, la section suivante présentera les résultats du travail de terrain auprès des acteurs de trois territoires ruraux rhônalpins.

4.2.2 : Perception du lien entre tourisme et développement rural par les acteurs

Trois territoires ruraux de la région Rhône-Alpes ont été sélectionnés pour approfondir la question du lien entre tourisme et capacités territoriales. Différentes configurations territoriales au sein de l'espace rural rhônalpin ont été mises en évidence à travers l'analyse descriptive des données secondaires réalisée dans la section précédente. A partir de celles-ci, la question se pose de l'influence du tourisme sur les capacités territoriales. L'ACP a montré que le tourisme jouait un rôle dans la structuration de l'espace rural de la région. Ainsi, différents « types » de territoires coexistent : des territoires très touristiques, sur lesquels les capacités « accès aux services » et « tissu économique local » sont bien développées. Des cantons plutôt résidentiels, sur lesquels on trouve un bon accès à l'emploi et au logement. La troisième configuration rassemble des territoires sur lesquels on trouve un bon niveau de revenu et de capital humain. Pour finir, une dernière forme de territoire

émerge regroupant ceux ayant de faibles performances sur l'ensemble des capacités du développement.

Les trois territoires sélectionnés au sein de la région Rhône-Alpes sont caractéristiques de ces différentes configurations territoriales. Tout d'abord le territoire des Boutières qui, comme nous l'avons vu, est un site de proximité regroupant quatre cantons. Au sein de ce territoire, c'est le canton de Saint-Martin-de-Valamas qui est étudié, et plus particulièrement son lien avec le canton du Cheylard. Le territoire de Saint-Martin-de-Valamas est industriel, et le tourisme est présent à travers les résidences secondaires. Cependant, il ne joue pas de rôle dans l'économie locale. Le canton connaît en outre d'importantes difficultés.

Le canton de Bourg d'Oisans est un territoire très touristique, structuré par la présence de stations de sport d'hiver. Malgré un bon niveau global de développement, ce canton rencontre des difficultés liées à sa position de territoire rural de montagne : difficultés d'accès, problèmes démographiques, difficultés d'accès aux services.

Enfin, le canton de Saint-Symphorien-de-Lay est structuré par la présence des industries et de l'agriculture, mais également par sa fonction résidentielle. De plus, il subit l'influence de trois pôles urbains. Du point de vue de son développement, il se place dans une position intermédiaire.

Dans un premier temps, les caractéristiques de ces territoires en termes de capacités « mesurées » seront décrites. En effet, le premier objectif de cette section est d'interroger les résultats obtenus à l'aide des données secondaires. Ainsi, nous confronterons ces derniers à la perception qu'ont les acteurs de leur territoire.

Dans un second temps, l'objectif sera de montrer de quelle manière, sur chaque territoire, le niveau de développement et son lien avec le tourisme est analysé par les acteurs. Ainsi, les perceptions des différentes catégories d'acteurs seront mises en évidence. En effet, il est central de distinguer la vision « politique » du territoire, celle des élus, de la vision « technique » du territoire proposée par les personnes impliquées dans le développement du territoire, et enfin de la vision des autres acteurs du territoire tels que les industriels ou les commerçants.

•Territoires d'étude et mesure des capacités

Pour commencer, il est nécessaire de situer la position de chacun des territoires dans l'ACP. Rappelons que deux axes la structurent : le premier distingue les cantons touristiques des cantons qui ne le sont pas, alors que le second oppose les cantons développés aux cantons marginaux. Ainsi, la position de chacun des territoires nous renseigne sur sa configuration en termes de capacités et de développement touristique. Deux éléments doivent donc être pris en compte. D'une part, la coordonnée du territoire sur chacun des deux axes, d'autre part contribution du canton à la construction de chacun des axes. Chacun de ces deux éléments fournit des renseignements sur la configuration des territoires en termes de capacités.

Tout d'abord, le canton du Cheylard a des coordonnées négatives sur les deux axes de l'ACP, ce qui le place dans le cadran « non touristique et marginal » de la figure 15. Ce constat est intéressant car cela signifie que, malgré sa position de pôle industriel et son dynamisme, le Cheylard, est tout de même un territoire relativement marginal par rapport à l'ensemble des territoires ruraux rhônalpins. Cependant, la contribution du Cheylard à la construction des axes est plus importante pour l'axe 1. Cela signifie que c'est un territoire résidentiel, avec un bon niveau d'accès à l'emploi. Le canton de Saint-Martin-de-Valamas quant à lui contribue plus fortement à la construction de l'axe 2, sur lequel il a une coordonnée négative. Il se positionne dans le cadran « touristiques et marginaux » de la figure 15. Il se situe donc dans la catégorie des territoires subissant des disparités au sein des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes.

Ensuite, le canton de Bourg d'Oisans participe plus fortement à la construction de l'axe 1, et a une valeur positive sur cet axe. Il se situe donc dans la partie « territoire touristique et non marginaux » de la figure 15. Il se positionne comme un territoire touristique avec un bon niveau d'accès aux services, un bon niveau de revenu et un tissu économique local dynamique.

Enfin, concernant le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, celui-ci contribue plus fortement à la construction de l'axe 1, sur lequel il a une coordonnée négative. Il se situe dans le cadran « non touristiques et marginaux » de la figure 15. Cela signifie que la COPLER est un territoire plutôt résidentiel, avec un bon accès à l'emploi, ce qui n'est pas surprenant étant donné la proximité des centres urbains. Le territoire a également une coordonnée légèrement négative sur le second axe de l'ACP, ce qui le place plutôt dans les territoires subissant des difficultés.

Pour approfondir cette analyse des territoires en termes de capacités, il est nécessaire de s'interroger sur le niveau de capacités de chaque territoire, pour chacune d'elle. C'est ce que résume le tableau 39.

Tableau 39 : Mesure des performances de chaque territoire d'étude en termes de capacités

Capacité	Saint-Martin-de-Valamas	Le Cheylard	Bourg d'Oisans	Saint-Symphorien-de-Lay
Revenu	0,38	0,64	0,82	0,53
Capital humain	0,11	0,31	0,49	0,26
Logement	0,03	0,10	0,001	0,34
Services	0,16	0,36	0,41	0,17
Emploi	0,60	0,73	0,46	0,74
Tissu économique local	0,17	0,15	0,52	0,2
Développement	0,24	0,38	0,45	0,37

Source : auteur

Comme le montre ce tableau, le canton de Saint-Martin-de-Valamas cumule les mauvaises performances dans la plupart des dimensions du développement, et obtient un

indice global de 0,24. Une seule dimension se distingue des autres, l'accès à l'emploi. Cela s'explique par l'influence du Cheylard comme pôle industriel. Comme le montre également ce tableau, les performances du Cheylard sont supérieures sur l'ensemble des dimensions, hormis la dimension « tissu économique local », ce qui s'explique par un ratio plus fort sur Saint-Martin-de-Valamas entre le nombre d'entreprises et le nombre d'habitants. En effet, ce territoire est relativement petit, et l'on y trouve un nombre important d'entreprises.

Sur le canton de Bourg d'Oisans, le revenu est la capacité la plus développée, alors que la capacité « accès au logement » est la plus faible. Globalement, l'ensemble des capacités est bien développé sur le canton de l'Oisans, comme le confirme le fait que celui-ci a également une coordonnée positive sur l'axe 2.

Enfin sur le territoire de la COPLER, le logement et l'emploi sont des capacités bien développées. A l'inverse le capital humain, l'accès aux services et le tissu économique local sont les dimensions les moins développées. Cela confirme la position résidentielle du territoire.

Nous sommes donc en présence de trois territoires très différents. Au sein des Boutières, le clivage entre le Cheylard et Saint-Martin-de-Valamas se matérialise lorsque l'on compare le niveau de capacités sur chacun de ces deux territoires. Ainsi, globalement, le canton de Saint-Martin-de-Valamas rencontre d'importantes difficultés, ce qui amène à le positionner comme un canton marginal. Le canton de Bourg d'Oisans présente un bon niveau de développement sur l'ensemble des capacités, excepté l'accès au logement. Ce canton très touristique est donc également bien développé. Enfin, le canton de Saint-Symphorien-de-Lay se place dans une position moyenne, avec de bonnes performances sur certaines capacités et des difficultés sur d'autres.

Dans ce point, la configuration de chaque territoire en termes de capacité a été présentée. Pour chacune des dimensions du développement, ce sont les capacités mesurées à partir des données secondaires qui sont ici évaluées. Cependant, il est intéressant de comparer ces résultats avec la perception qu'ont les acteurs de leur territoire.

•Le lien entre tourisme et développement à travers le discours des acteurs

L'objectif de ce point est de mettre en perspective les résultats du travail à partir des données secondaires avec les perceptions des acteurs. En effet, différentes questions se posent à cette échelle. Notamment d'un point de vue méthodologique, il est central de s'interroger sur l'adéquation entre les résultats obtenus à partir des données secondaires et la vision qu'ont les acteurs de leur territoire. En outre, la question de la pertinence du tourisme comme stratégie de développement rural, au centre de cette recherche, doit également être abordé du point de vue des acteurs. L'approche comparative mise en place ici permettra d'évaluer le rôle du tourisme dans le développement rural.

Les résultats obtenus sur les trois territoires seront présentés successivement. Tout d'abord, les jeux d'acteurs sur chaque territoire seront analysés. En effet, différents types d'acteurs sont interrogés, et il est nécessaire de se questionner sur la place de chacun

d'entre eux dans le territoire, pour mieux comprendre leur perception du développement de ce dernier.

Ensuite, une présentation globale du territoire, tel que perçu par les acteurs, sera proposée. Dans la première partie du questionnaire les acteurs ont été invités, en s'appuyant sur la méthode SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats³⁰), à s'interroger sur leur territoire. Cette méthode constitue un outil d'analyse des organisations ou des territoires, qui permet d'aider à la définition d'une stratégie de développement. L'objectif est de voir de quelle manière le tourisme s'insère dans les stratégies de développement des territoires. En effet si, sur chacun d'entre eux, le tourisme est plus ou moins développé, il est au cœur des questions de développement sur les trois territoires.

Pour finir, une analyse du lien entre tourisme et développement, tel que décrit par les acteurs, sera proposée. Pour chaque territoire, la question sera posée des attentes envers le tourisme, du rôle de ce dernier dans le niveau de développement du territoire, mais également du décalage entre les attentes envers le tourisme et les résultats obtenus.

- Un territoire touristique et développé : le canton de Bourg d'Oisans (communauté de communes de l'Oisans)

L'Oisans, comme nous l'avons déjà souligné, est un territoire contrasté. En effet, des disparités de développement existent entre les grosses stations touristiques et les petites communes. Cela se reflète dans les perceptions des acteurs. Ainsi, sur ce territoire, les différentes visions sont liées à la localisation des acteurs plutôt qu'à leur catégorie. Cependant, comme le montrera l'analyse, tous sont d'accord sur l'importance du tourisme sur le territoire.

Pour commencer, l'objectif est d'avoir une vision générale du territoire et de son développement. La première question porte sur la définition du territoire. En effet, si d'un point de vue théorique, comme nous l'avons montré dans le second chapitre de cette thèse, le territoire est un concept flou, on retrouve cette problématique d'un point de vue empirique. L'objectif est donc d'appréhender le périmètre dans lequel s'inscrivent les acteurs interrogés. Pour commencer, 75%³¹ des personnes interrogées font référence au canton ou à la communauté de communes, qui correspond donc pour l'Oisans au même territoire. Cependant, dans la réalité, c'est plutôt à l'échelle de la commune que les acteurs s'inscrivent.

Ceci est particulièrement vrai dans les communes qui hébergent des stations, comme l'Alpes d'Huez ou les Deux Alpes. Les élus particulièrement se réfèrent à « *la commune, mais inscrite dans l'Oisans* ». Les communes les plus riches sont celles qui s'organisent à cette échelle, entretenant peu de collaboration avec les autres communes. Si pour les élus, l'échelle de référence est la commune, ils s'opposent en cela aux acteurs du développement,

³⁰ Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces

³¹ Malgré le fait que le nombre de personnes interrogées soit inférieur à 100, nous avons choisi d'exprimer les ratios en pourcentage pour plus de clarté.

qui ont une vision plus globale du territoire. Au niveau des Offices de Tourisme (OT) on a également plutôt une vision à l'échelle de la commune.

Dans le discours des acteurs, de manière générale, il apparaît que le travail au sein de la communauté de communes, créée en 2010, se fait pour ce qui est absolument nécessaire. En dehors de cela, la concurrence entre les stations freine la collaboration entre les communes. Ainsi, le très fort clivage entre les communes riches et les communes pauvres de l'Oisans est souligné. Il existe cependant « *un effet de regroupement dans les stations* » : ce qui amène à se regrouper, c'est de proposer un domaine skiable plus grand, comme le soulignent les élus des stations. Le territoire est cloisonné du fait de sa situation géographique, et les problématiques communes ne concernent qu'un territoire restreint. Comme le souligne une chargée de mission « *c'est un territoire très cloisonné. Après ces frontières, nous n'avons plus les mêmes problématiques* ».

Le tourisme constitue bien sûr l'activité principale en Oisans. On trouve ensuite l'artisanat, les services et l'industrie. L'agriculture y est très peu présente, ce que confirment les acteurs rencontrés. L'industrie est représentée au niveau du territoire par l'hydroélectricité, qui constitue un secteur d'activité qui y a joué un rôle central. En effet, l'exploitation des barrages par EDF a permis à certaines communes de percevoir des taxes professionnelles, et d'investir dans les stations de sport d'hiver.

Toutes les catégories d'acteurs soulignent que sur le territoire, l'ensemble des secteurs d'activité sont liés au développement du tourisme : « *le tourisme est un gros consommateur de services* » (un élu), « *les services administratifs sont nécessaires pour organiser l'offre touristique* » (une chargée de mission). Le tourisme constitue le socle du développement en Oisans, comme le montre le président d'une association sur l'histoire du territoire : « *il y a une cinquantaine d'années, il y avait une activité agricole et industrielle sur l'Oisans assez importante. Très vite, les industries ont fermé. Heureusement que le tourisme a pris le relais en maintenant et en créant de l'emploi. Le tourisme est devenu quasiment la seule industrie de l'Oisans* ». Cette analyse, proposée par le président d'une association sur l'histoire de l'Oisans, montre que le tourisme est le socle du développement du territoire.

Pour résumer, pour les acteurs de l'Oisans, le territoire correspond à la communauté de communes. Cependant, surtout au niveau des élus, les intérêts de la commune sont prioritaires. Comme le souligne un élu : « *nous avons une vision du développement de la commune en tant qu'élu* ». Ainsi, dans le discours des élus, la stratégie de développement se réfléchit à l'échelle des communes. Ce discours se retrouve également à l'échelle des offices de tourisme. Cela montre que le tourisme sur le territoire a fait converger les visions de ces différentes catégories d'acteurs.

L'analyse des forces et des faiblesses telles que décrites dans le discours des acteurs montre que, pour eux, tout tourne autour du tourisme sur le territoire. Ainsi, dans leur vision, développement du territoire et développement touristique sont liés. Les deux principaux atouts de l'Oisans identifiés sont sa situation géographique et ses ressources naturelles, suivies par le dynamisme des acteurs. Les acteurs interrogés, dans leur ensemble, soulignent que les ressources naturelles constituent la base de l'économie de l'Oisans :

« c'est grâce à sa situation géographique que le territoire peut se développer », « le tissu économique est rattaché à la géographie ». Ils soulignent également l'importance de ce tissu économique local, basé sur le tourisme mais qui permet de développer d'autres activités.

Le fait que l'Oisans se soit développé essentiellement sur l'activité touristique est perçu comme une force. Si le tourisme s'est construit sur les ressources naturelles du territoire ainsi que sur sa situation géographique, est également souligné l'importance d'avoir une volonté de développement. Si les ressources existent en Oisans, elles ne sont pas spécifiques, et l'on trouve les mêmes caractéristiques sur d'autres territoires de montagne. C'est donc la volonté des acteurs locaux qui a permis le développement touristique. Les acteurs soulignent également l'importance de l'eau, avec l'hydroélectricité.

Différentes faiblesses sont identifiées sur l'Oisans. Tout d'abord, l'absence de collaboration entre les acteurs sur le territoire. En effet, ceux-ci s'organisent à l'échelle de la station, et n'ont pas une vision d'ensemble du territoire de l'Oisans. Ainsi comme le souligne un chargé de mission on est en présence d'une « *absence de collaboration pour les projets de grande ampleur* », et d'un « *clivage entre les communes pauvres et les communes riches* ». Celle-ci souligne également qu'« *il y a une reconnaissance du territoire de l'Oisans mais il n'y a pas de réelle cohérence dans les stratégies de développement* ». Le manque de coopération entre les communes est identifié comme une faiblesse par les acteurs, qui considèrent que le développement du territoire nécessiterait plus de coopération à l'échelle de l'Oisans.

La seconde faiblesse identifiée concerne l'enclavement du territoire et les difficultés en termes de voies de communication. La situation géographique constitue donc à la fois un atout et une faiblesse. Les difficultés pour se déplacer, notamment l'hiver, sont soulignées. Sont également évoquées les difficultés d'accès au logement, ce qui freine le dynamisme démographique du territoire.

Enfin, la dernière faiblesse identifiée par les acteurs est la quasi mono activité du territoire. Si le développement touristique constitue clairement une force pour l'Oisans, celui-ci a occulté toutes les autres activités du territoire, et particulièrement l'agriculture. Pour les acteurs cela constitue une faiblesse, dans la mesure où cela implique un manque d'identité sur le territoire. De plus, il n'existe pas d'alternative au tourisme. Une chargée de mission évoque ainsi le fait que, dans d'autres territoires « *le développement est plus homogène* ».

Globalement, le tourisme est donc au centre du développement du territoire de l'Oisans. Lorsque l'on évoque les forces et les faiblesses du territoire, les acteurs font principalement référence à l'activité touristique. Cependant, les personnes interrogées évoquent également les disparités de développement existant à l'échelle du territoire.

Sur le canton de Bourg d'Oisans, pour la majorité des acteurs, le tourisme constitue la principale opportunité de développement sur le territoire. Cela passe par le développement de nouvelles formes de tourisme, le développement du tourisme durable ou encore la question de la saisonnalité. Il est nécessaire pour les acteurs de diversifier l'activité

touristique, et de proposer de nouvelles activités. Les opportunités de développement passent donc par l'amélioration des stations et notamment leur modernisation.

La seconde opportunité de développement évoquée par les acteurs est la collaboration, la mise en œuvre de projets à l'échelle du territoire mais également avec d'autres territoires. Ainsi *« pour que le territoire se développe il faut créer un réseau, se tourner vers les autres, partager le développement avec d'autres territoires »*, comme le souligne un travailleur social. Il faut ainsi mettre en place une coopération entre les acteurs de différents secteurs, et établir une *« transversalité entre les secteurs »*, ce qui est mis en évidence par un agriculteur.

Concernant les menaces, les acteurs en identifient plusieurs, mais toujours liées au tourisme : la concurrence avec les autres destinations touristiques ou encore le manque de neige. Mais également les fortes disparités existant entre les communes au sein du territoire. Un élu d'une petite commune évoque ainsi un *« fossé entre le développement dans les grosses stations et l'abandon des petits villages »*.

Sur l'Oisans, opportunités et menaces sur le territoire sont liées à la question touristique. Cependant apparaissent également les problématiques de collaboration entre les acteurs et d'insertion du territoire dans un ensemble plus large.

La définition que proposent les acteurs de l'Oisans d'un territoire dynamique est complètement liée au tourisme. Pour eux, le dynamisme est lié au fait de maintenir et de développer l'activité touristique en mettant en place de l'événementiel, de la qualité, de l'innovation dans le tourisme. Ainsi comme le souligne le maire d'une des stations de ski les plus importantes de l'Oisans, celui-ci est un *« territoire où tout est basé sur le tourisme donc pour être dynamique tout doit être mis en œuvre pour que le tourisme fonctionne. Il faut tout mettre en œuvre pour le développement touristique »*. En plus de cela, un territoire est jugé dynamique si la population revient, si les élus sont actifs et si des projets se mettent en place. Ces derniers éléments montrent que les problématiques sont bien celles d'un territoire rural. Globalement, le territoire est perçu comme dynamique.

Cependant de nombreux acteurs soulignent également que, sur un territoire dynamique, les services proposés doivent bénéficier en priorité aux habitants du territoire. Le tourisme est par exemple un moyen *« de fournir du travail à des personnes qui veulent travailler à la montagne »* comme le souligne un élu. Pour une chargée de mission, un territoire dynamique doit être un territoire *« qui prend soin de ses acteurs, au delà de l'activité touristique »*. Enfin les gens doivent avoir envie de travailler ensemble.

Pour la majorité des acteurs, dans 20 ans, le territoire sera toujours le même mais il sera également lié à d'autres territoires. Cependant, la question de son avenir a du mal à trouver une réponse, face à deux éléments principaux d'incertitude : le changement climatique d'une part, la crise économique d'autre part. Ainsi même si les stations de haute montagne se sentent préservées des problèmes de réchauffement pour l'instant, la question de la ressource en neige est néanmoins évoquée.

Les élus parlent également d'une évolution vers une exploitation plus « durable » des ressources touristiques : « *navette électrique, canon à neige fait par des systèmes à énergie positive, maison à énergie positive, développement du solaire, moins de voiture, aller vers une station plus verte* ». Le tourisme dépend donc de la préservation de l'environnement, particulièrement en Oisans. Ainsi, le développement touristique du territoire a influencé la perception du développement durable qu'ont les acteurs. En effet, l'enjeu que représente l'activité sur le territoire, et le lien entre la pérennité de cette dernière et la préservation de l'environnement a entraîné la construction d'un regard particulier des acteurs sur cette question. Le maintien de l'activité touristique rend en effet nécessaire une réflexion sur un mode de développement plus durable du territoire.

Sur le niveau de développement du territoire, la majorité des acteurs estiment que le territoire a un niveau au moins égal à celui de ceux qui l'entourent. Cependant ils soulignent les inégalités importantes existant entre les communes de l'Oisans. Le gérant d'un bar d'une petite commune relève, notamment, un « *rôle parasite des grandes stations, mais le tourisme fait vivre quand même* ». Ainsi, s'il existe des disparités entre les communes de l'Oisans, toutes bénéficient de manière plus ou moins importante des retombées du tourisme. Les acteurs mettent en majorité la note de 3 (rappelons que l'évaluation était demandée sur une échelle de 1 à 5, 1 étant la note la plus basse, et 5 la note la plus élevée) au niveau de développement sur le territoire.

Enfin sur le canton de Bourg d'Oisans, le tourisme occupe une place centrale. Le tourisme joue donc un rôle central, fondamental dans le territoire : « *sans le tourisme, le territoire serait mort* », « *sans le tourisme il n'y a plus rien* ». Les attentes du territoire envers le tourisme consistent donc à maintenir le niveau d'activité existant, et à faire en sorte de rester compétitif.

Les perceptions des acteurs concernant le rôle du tourisme sur le territoire varient selon la localisation des acteurs à l'intérieur du territoire et leur fonction. Globalement, pour les élus des grosses communes, les intérêts de ces dernières priment, et ils ont une vision de leur territoire à cette échelle. Les élus des petites communes, en revanche, soulignent l'intérêt d'une collaboration à l'échelle de l'Oisans. Cette perception est partagée par les acteurs du développement, qui évoque même parfois l'échelle du CDRA (Alpes Sud-Isère pour l'Oisans).

Ainsi, des questions de développement se posent en Oisans. En effet, les personnes interrogées soulignent particulièrement les disparités existant sur le territoire. Pour évaluer le niveau de développement du canton, des questions ont donc été posées aux acteurs sur leur estimation du niveau de capacité sur le territoire. Rappelons que la capacité « capital social » a été intégrée, et que la capacité « tissu économique local » ne sera pas de nouveau abordée, puisque cela a déjà été fait dans la description du territoire par les acteurs.

Globalement, les capacités « revenu », « accès à l'emploi », « accès aux services », « tissu économique local » et le niveau de développement général sont évalués de manière positive sur le territoire, alors que les capacités « capital humain » et « logement », sont

évaluées négativement. Concernant le capital social, nous verrons que le résultat est nuancé. Dans la suite de ce point, l'évaluation faite par les acteurs de chacune des capacités sera proposée.

Tout d'abord, la majorité des acteurs estiment que le niveau de vie est supérieur à l'ensemble des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes. Ainsi, sur une échelle de 1 à 5, les acteurs donnent la note de 3 à 65%, et même de 4 pour 20% des acteurs. Si les acteurs donnent en majorité la note de 3, c'est parce qu'ils soulignent qu'il existe d'importantes disparités sur le territoire. Elles sont particulièrement soulignées par les acteurs sociaux et du développement, pour qui il existe un clivage entre les stations de ski et les autres communes du territoire.

Des disparités au sein du territoire sont également identifiées en termes de niveau de revenu. En effet le tourisme différencie des personnes qui ont un très bon niveau de revenu et les saisonniers qui ont un faible niveau de revenu. Un chargé de mission parle ainsi de *« cohabitation entre des gens aisés et des gens modestes »*. En effet, le tourisme génère beaucoup de métiers précaires et saisonniers, ce qui implique non seulement des salaires bas, mais en plus une absence d'activité pour une partie de l'année.

Ainsi comme le souligne un élu *« On est dans des métiers du tourisme, donc à faible niveau de qualification. L'essentiel de l'emploi concerne l'accueil et la restauration. Par contre si on parle du commerce ou des sociétés de services, on trouve un très bon niveau de revenu. Il y a donc des gens qui ont de hauts revenus mais également des personnes avec de très faibles revenus »*.

Les acteurs évoquent une « économie de saisonnalité ». L'Oisans est donc un territoire contrasté, du point de vue de l'accès à un bon niveau de vie. Pour la totalité des acteurs, le niveau de vie sur le territoire est lié à la présence du tourisme. Cependant, les retombées ne sont pas les mêmes sur l'ensemble du territoire. A cela s'ajoute le coût de la vie. En effet, les acteurs soulignent que la majorité des commerces sont destinés aux touristes, ce qui induit un coût des produits élevé pour les habitants du territoire.

Comme le montrent les acteurs du canton de Bourg d'Oisans, l'emploi est peu varié et le tourisme représente la quasi-totalité des offres d'emploi proposées. Des difficultés à trouver de l'emploi qualifié sont aussi évoquées, mais également à trouver du travail pour les deux membres d'un couple. De plus, la majorité des emplois sont saisonniers. Cependant, les acteurs mettent plutôt en évidence les aspects positifs de l'accès à l'emploi sur le territoire : le travail est certes saisonnier, mais quelqu'un qui veut trouver du travail sur l'Oisans est quasiment sûr d'en trouver. De plus, les emplois se retrouvent d'une saison à l'autre. Ainsi, un directeur d'office de tourisme souligne que *« quelqu'un qui veut travailler sur le territoire trouve du travail. Il y a du travail, parfois même des difficultés à recruter »*. Ce constat est partagé par l'ensemble des acteurs du tourisme.

Les difficultés sur le territoire portent donc essentiellement sur la qualité de l'emploi, plus que sur le nombre d'offres d'emploi. Ainsi pour une chargée de mission *« il pourrait y avoir une autre organisation de l'emploi sur le territoire. Il faudrait travailler avec la*

communauté de communes pour voir quels sont les compléments d'emploi d'une commune à l'autre, créer des groupements ». L'objectif est de trouver des solutions pour permettre aux habitants d'avoir du travail à l'année. Des initiatives se mettent en place sur le territoire, notamment avec la communauté de communes, dans l'objectif d'annualiser les contrats. Cela permet également de fidéliser les saisonniers car *« pour les entreprises c'est un problème de trouver à chaque fois de nouvelles personnes pour travailler »*.

Pour finir, les acteurs soulignent que, pour de nombreux habitants du territoire, y vivre constitue un choix de vie. Certains habitants ont donc choisi le territoire, au-delà des possibilités d'emploi qu'il offre. Le discours des acteurs met ce phénomène en évidence, en montrant que le fait que le territoire soit touristique permet de fournir un emploi à ces personnes.

Concernant l'accès aux services de l'emploi, il existe des annexes des pôles emplois en station pendant les saisons. Une « maison des saisonniers³² » a également été mise en place sur la commune de Bourg d'Oisans, dans le but d'encadrer les saisonniers dans leurs recherches et démarches concernant l'emploi.

Les acteurs de l'Oisans donnent à 45% la note de 3 et à 38% la note de 4 au niveau de développement du capital social sur le territoire. Concernant les liens qui existent entre les acteurs sur le territoire de l'Oisans, le discours est ambigu. D'une part, les acteurs évoquent un individualisme fort sur le territoire, de l'autre on trouve énormément d'exemples de collaborations pour faire vivre le territoire. Cependant, les acteurs sont d'accord sur un point : c'est l'objectif commun de maintenir, d'améliorer et de développer l'activité touristique qui incite à collaborer, à monter des projets ensemble. Pour les élus c'est *« la conscience que les visiteurs veulent découvrir un territoire dans son ensemble et non plus juste la station ou le village »*, *« c'est l'économie qui crée le lien »*.

Tous les acteurs citent une multitude d'acteurs avec lesquels ils collaborent. Plusieurs élus soulignent qu'en tant que maire d'une station de montagne, c'est leur rôle de travailler avec l'ensemble des acteurs de la station pour les faire travailler ensemble. Ainsi, pour une chargée de mission *« c'est pour le tourisme que la collaboration a débuté. Avant chacun travaillait dans son coin. Historiquement l'Oisans est individualiste et le tourisme a incité à travailler ensemble. Face au constat notamment de la baisse du tourisme, cela incite à travailler ensemble pour trouver des solutions »*.

Pour la majorité des acteurs, c'est donc le tourisme qui crée du lien social sur le territoire, *« la clientèle touristique est une raison de travailler ensemble »*. Ainsi si, jusqu'à présent, la collaboration n'existait que très peu entre les stations et les autres communes du territoire, elle se développe aujourd'hui. Le développement de cette collaboration est lié à la nécessité de mettre en œuvre de nouvelles formes de tourisme. Or, les petites communes

³² Des maisons des saisonniers sont créées sur des territoires sur lesquelles la pluriactivité constitue un enjeu. Ces espaces regroupent des informations concernant la saisonnalité notamment sur l'accès à l'emploi, au logement ou encore à la santé. Ainsi, les saisonniers ont accès dans ces espaces à des forums de l'emploi, des bourses au logement ou encore à un accès Internet. En outre, les maisons des saisonniers sont membres de l'ALATRAS (Association de Lieux d'Accueil des TRavailleurs Saisonniers) dont l'objectif est de rassembler l'ensemble de l'information sur les lieux destinés aux saisonniers.

entourant les stations peuvent offrir des perspectives en termes de tourisme vert notamment, et apporter une alternative à la saisonnalité.

Concernant les liens du territoire avec les autres territoires, ceux-ci sont très faibles au sein de l'Oisans. Ainsi, il existe un début de collaboration au sein de CDRA, et également un peu de collaboration avec les autres stations des Alpes, concernant par exemple la représentation dans des salons. Là encore, la collaboration est entièrement tournée vers le tourisme.

Ainsi, il est possible de dire qu'en Oisans, les liens sociaux de type « bonding » (tel que nous l'avons défini dans le chapitre 3 de cette thèse), c'est-à-dire ceux qui se développent à l'intérieur d'une communauté, sont très forts. A l'intérieur des stations, la collaboration est importante, et permet de mettre en œuvre des projets pour améliorer la qualité de vie des habitants. Ces projets concernent notamment l'emploi, le logement ou encore le développement des services. Cependant il est central de noter que ses liens sont certes importants, mais qu'ils se développent à une échelle géographique très fine, à savoir celle de la commune. Pour l'instant, le tourisme n'a donc pas permis sur ce territoire de développement des liens forts à une échelle plus large.

En revanche, les liens sociaux de type « bridging » c'est-à-dire avec l'extérieur, sont en revanche peu développés, du fait d'une forte concurrence entre les stations et donc, entre les communes. Ainsi, il est difficile de mettre en place un travail commun entre les communes de l'Oisans, et cela s'avère encore plus problématique s'agissant des liens entre l'Oisans et d'autres territoires.

L'évaluation du niveau de la capacité « capital humain » tient compte à la fois du niveau de formation sur le territoire et des compétences. En d'autres termes, la question qui se pose est de savoir si le territoire offre un accès à la formation et aux compétences pour les personnes qui s'y trouvent. L'objectif est d'arriver à évaluer si le territoire offre la possibilité d'acquérir des compétences et de se former, que se soit dans le cadre d'une formation initiale ou continue.

Sur le canton de Bourg d'Oisans, 32% des acteurs mettent la note de 1 au niveau de capital humain sur le territoire, et 40% la note de 2. Cette dimension ne semble donc pas très développée sur le territoire. Concernant les compétences il n'en existe pas de spécifiques sur le territoire, selon les acteurs. Les compétences qui existent sont, d'après eux, celles que l'on trouve sur un territoire de montagne, liées aux stations, mais pas spécifiques : « *mêmes compétences que sur les autres stations* ». Cependant, les acteurs reconnaissent que la population active a une forte capacité d'adaptation du fait de la saisonnalité de l'emploi. En outre, ils s'accordent sur le fait que l'on peut acquérir des compétences à travers l'expérience professionnelle dans les métiers spécifiques au territoire, dans le secteur du tourisme mais également dans l'artisanat.

Concernant l'éducation, il n'existe pas de difficultés particulières dans ce domaine sur le territoire. Ainsi, le problème des fermetures d'école ne se pose pas, et l'on trouve un collège dans le chef lieu de canton. Concernant la formation continue, celle-ci est quasi

inexistante dans l'Oisans. La majorité des acteurs considèrent qu'il faudrait développer l'accès à la formation. Ainsi, un projet est en cours sur le territoire pour développer un centre de formation pour adultes sur les métiers du tourisme et de la montagne.

Sur le canton de Bourg d'Oisans, les acteurs donnent la note de 3 à 42% à l'accès aux services sur le territoire, et la note de 2 à 20.8%. Concernant l'accès aux services, différents points sont à prendre en compte sur le canton de l'Oisans. Tout d'abord, le manque de petits commerces destinés à la population est souligné. En effet, comme nous l'avons déjà noté, beaucoup de commerces sont liés au tourisme sur le territoire. Cependant, pour les acteurs, il y a un manque de magasins pour les habitants.

Le second point concernant l'accès aux services sur le territoire de l'Oisans est le problème de la saisonnalité : « *si, en saison, il y a tous les services d'une grande ville, il n'y a plus rien en intersaison* » ; « *on se retrouve dans des villes mortes au printemps et à l'automne* ». Il existe de plus une disparité entre les services proposés en station et les services existant au sein des petites communes. Or, notamment pour les personnes âgées, la question de l'accès à ces services se pose.

De manière générale, le territoire de l'Oisans apparaît donc comme un territoire bien développé, et le tourisme a joué et joue un rôle central dans ce développement. Ce point fait consensus auprès des acteurs. Cependant, plusieurs éléments doivent être retenus. Pour commencer, le développement n'est pas homogène au sein du territoire, et cela concerne l'ensemble des capacités. Ainsi, le clivage station/petite commune est largement souligné par les élus de ces dernières, mais également par les acteurs sociaux et les chargés de mission. Ensuite, le territoire est confronté à des problématiques « classiques » de la ruralité : difficultés d'accès, éloignement des centres urbains, accès aux services.

La question des services est également liée à celle de la saisonnalité : ce point est à souligner. En effet, si le niveau de développement est globalement bon sur le territoire, en revanche la question de la saisonnalité est centrale. Ainsi, hors-saison, le niveau d'accès au service baisse de manière considérable.

Or, le problème de la saisonnalité, lié à celle de la concurrence accrue des stations en dehors de l'Oisans, amène les acteurs des stations internationales du territoire à s'interroger sur le rôle des petites communes. En effet, un certain nombre de questions concernant leur possible développement touristique se pose. Cela amène donc un début de collaboration, et ainsi une évolution. Mais c'est bien la problématique du développement et du maintien de l'activité touristique qui amène ce questionnement.

Après l'Oisans, territoire très touristique, nous nous intéressons au territoire des Boutières. Sur ce dernier cohabitent un fort développement industriel mais également une présence du tourisme lié aux résidences secondaires et à l'inscription du territoire dans un département très touristique, l'Ardèche. Cependant, le canton de Saint-Martin-de-Valamas, au sein des Boutières, connaît d'importantes difficultés en termes de développement.

- Les Boutières : un territoire industriel et marginal, situé au sein d'un département touristique

Au sein des Boutières, le discours entre les différentes catégories d'acteurs est nettement différencié. En effet, on distingue le discours des chargés de mission, celui des élus et enfin celui des autres acteurs. Le développement suivant montrera la distinction entre ces différentes visions du territoire.

Pour plus de la moitié des acteurs des Boutières, le territoire ne se définit pas à l'échelle de la commune, du canton ou de la communauté de communes. Ils évoquent un territoire plus large tel que « *Les Boutières* », « *La vallée. Du Mont Gerbier des Jonc à Bauchastel* », « *La route de la vallée de l'Eyrieux* », « *Le massif du Mézenc* », « *La région. Saint-Martin-de-Valamas, Le Cheylard, l'Eyrieux, les Boutières* ». Certains d'entre eux font même référence à l'échelle de la région Rhône-Alpes. La vision globale est qu'il faut envisager les politiques territoriales à une échelle plus large, car de petites unités territoriales ne peuvent impulser seules une dynamique de développement local.

Globalement, les acteurs soulignent cependant que, si l'on étudie les cantons de Saint-Martin-de-Valamas et du Cheylard, on ne peut considérer qu'ils constituent un territoire homogène. Pour une chargée de mission « *il existe un gros décalage entre le Cheylard et Saint-Martin-de-Valamas* ». Certains ne considèrent même pas que les deux cantons appartiennent au même territoire. Cette analyse est particulièrement proposée par les chargés de missions interrogés, qui considèrent qu'il existe d'importantes disparités dans le territoire.

Le discours tenu montre bien qu'il existe une conscience et une volonté de collaborer sur un territoire plus large. Si, pour quelques uns, Le Cheylard et Saint-Martin-de-Valamas ne font pas partie du même territoire, la plupart font référence au « *bassin industriel du Cheylard* » pour l'évoquer. Cependant, on constate que ce sont les acteurs du Cheylard qui intègrent le moins Saint-Martin-de-Valamas dans leur territoire. Pour eux, celui-ci est beaucoup plus vaste : « *la vallée du Rhône* », « *la région Rhône-Alpes* ». Ce discours est lié au fort développement industriel du canton, qui amène les entreprises à travailler à l'échelle nationale et internationale. Il semble donc qu'il y ait une conscience moins forte des enjeux locaux sur le canton du Cheylard que sur celui de Saint-Martin-de-Valamas.

Concernant les différentes activités économiques sur le territoire, l'industrie est clairement identifiée comme le principal secteur d'activité, tant sur le canton du Cheylard que sur celui de Saint-Martin-de-Valamas. Ainsi, « *l'industrie est ce qui fait la force du territoire* » ; « *c'est l'industrie qui maintient la population sur le territoire* ». Cette analyse est partagée par l'ensemble des acteurs interrogés : acteurs agricoles, sociaux, industriels ou encore chargés de mission. L'industrie du bijou est mentionnée en priorité, puis l'industrie textile et enfin l'industrie Perrier (voir encadré 11). Cependant de nombreux acteurs soulignent également que ce secteur d'activité est en train de péricliter et qu'il faut envisager une reconversion du territoire. Le tourisme est classé en 3^{ème} position sur les cinq secteurs d'activités proposés, les services et l'agriculture venant en 4^{ème} et 5^{ème} positions. Le tourisme a donc, aux yeux des acteurs du territoire, une importance économique. Ainsi un industriel

souligne « *les efforts fait sur le tourisme* », ou encore « *l'évolution du territoire vers le tourisme* ».

Encadré 11 : Le tissu économique local dans les Boutières

Trois industries principales constituent le socle du pôle industriel du Cheylard : l'industrie du bijou, l'industrie textile et enfin l'entreprise Perrier.

L'industrie du bijou : Les Boutières constituent le 1^{er} pôle industriel du bijou en France et en Europe. Apparu au début du 20^{ème}, on y trouve notamment l'entreprise GL leader sur le marché européen des bijoux en plaqué or et en argent. Ce secteur emploie 1500 personnes sur le territoire. En outre, dans son ensemble, le groupe GL génère un chiffre d'affaire de 89 millions d'euros.

L'industrie textile : le textile est représenté par l'entreprise Chomarat, produisant des textiles et des plastiques. Elle s'est également implantée au début du 20^{ème} siècle.

Perrier : L'entreprise s'est implantée il y a une trentaine d'années. Celle-ci est spécialisée dans l'embouteillage automatique.

A côté de ces trois grandes entreprises, on trouve dans les Boutières un réseau de petites entreprises, et notamment les **eaux d'Arcens**.

Source : auteur

D'un point de vue économique, si l'industrie constitue le secteur d'activité principal sur le territoire, les acteurs soulignent que celle-ci rencontre des difficultés, et que le territoire doit se tourner vers d'autres secteurs d'activité, se diversifier.

Les ressources naturelles, le patrimoine et le tissu économique local sont les trois principales ressources identifiées dans les Boutières. Une chargée de mission évoque ainsi « *le patrimoine industriel d'une part, et le patrimoine naturel d'autre part* ». Le patrimoine industriel du territoire est en effet perçu comme l'une des ses forces principales. Les acteurs de l'industrie interrogés parlent ainsi de « *tradition industrielle* » et de « *compétences techniques élevées* ». Lorsque le « *tissu économique local* » est évoqué, c'est au secteur industriel que l'on fait référence. Ainsi la « *tradition industrielle* » constitue un atout pour le territoire, qui a développé des compétences spécifiques dans certains domaines, notamment dans le bijou. Pour les personnes interrogées, l'histoire industrielle du territoire crée de l'identité.

Les acteurs soulignent également qu'il existe de fortes valeurs liées au travail sur le territoire, une tradition du travail pénible, une forte adaptabilité de la main d'œuvre, une forte capacité de travail. La situation géographique est également présentée comme une force. Les acteurs parlent ainsi d'un territoire « *protégé* », ce qui constitue un potentiel pour le développement touristique. Cela est lié également à la qualité du cadre de vie, que les acteurs soulignent.

Si la situation géographique constitue un atout pour le territoire, elle est également identifiée comme une faiblesse, comme sur le territoire de l'Oisans. Ainsi un professeur interrogé souligne que la situation géographique du territoire constitue « *un inconvénient au*

niveau industriel mais un atout potentiel pour le développement touristique ». Les acteurs évoquent ainsi les difficultés d'accès au territoire et l'éloignement des centres.

L'absence de collaboration entre les acteurs est identifiée comme la principale faiblesse du territoire. Elle est particulièrement soulignée au niveau des élus, ainsi que « *l'absence de leadership* » dans les Boutières, comme le note le responsable d'une association qui souligne également que « *le territoire est mal défendu* ». Cela freine également le développement de Saint-Martin-de-Valamas qui est un petit canton, avec de faibles moyens. Les acteurs soulignent la difficulté à créer du lien sur le territoire.

Un acteur associatif explique ainsi que si, sur le canton de Saint-Martin-de-Valamas, il existe une trentaine d'associations, celles-ci ne s'entendent pas pour travailler ensemble : « *la mise en place d'une collaboration est longue* » (la gérante d'une chambre d'hôte) ; « *manque d'habitude de travailler en commun* » (une responsable de musée) ; « *les individus sont repliés sur eux-mêmes* » (le PDG d'une entreprise industrielle). Pour l'ensemble des acteurs, ce manque de collaboration et d'ouverture est lié au fort développement industriel du territoire. Cette relative « réussite » a empêché le territoire de s'interroger sur des formes de développement alternatives. Comme nous pouvons le voir, ces remarques sont faites par des personnes appartenant à différentes catégories d'acteurs, ce qui montre l'importance de ce point.

Le manque de collaboration entre les acteurs constitue la principale faiblesse du territoire, et particulièrement entre les cantons de Saint-Martin-de-Valamas et du Cheylard. Il est donc possible de s'interroger sur l'éventuelle contribution du tourisme à créer du lien entre les acteurs. Pour les acteurs du territoire, le tourisme ne contribuerait pas à développer de la collaboration, car c'est cette collaboration qui pourrait apporter du tourisme sur le territoire. Il est cependant intéressant d'approfondir la question.

Dans les Boutières, le tourisme est cité comme principale opportunité de développement. Cela passe par la « *mise en valeur du cadre* » et « *l'organisation de l'offre touristique* ». Il faut également valoriser le patrimoine industriel. La mise en place d'un tourisme vert est donc évoquée comme une opportunité de développement, mais également d'un tourisme industriel. Il est aussi question d'une agriculture tournée vers la vente directe et l'accueil à la ferme, mais également du développement de l'artisanat local.

Concernant les menaces identifiées sur le territoire par les acteurs, les premières évoquées sont celles de la « *chute du monde industriel* » (un acteur éducatif) ou encore des « *limites du monde industriel* » (le gérant d'une chambre d'hôtes) ainsi que « *la fermeture des entreprises* » (une chargée de mission). Cette vision est partagée par l'ensemble des acteurs. Pour ces derniers, « *le développement du territoire continue de trop s'appuyer sur l'industrie, ce qui ne va pas dans le sens de la diversification* » (une chargée de mission). Une autre menace est évoquée, liée à la précédente, celle de la perte d'emplois pour le territoire. Les risques liés à la délocalisation des entreprises sont soulignés, particulièrement dans le textile.

La seconde menace identifiée par les acteurs dans les Boutières est le manque de coopération entre les acteurs sur le territoire, liée également au manque d'ouverture du territoire vers l'extérieur. Ils parlent d'un manque de collaboration entre les élus, une absence de définition et de projet de territoire, « *une difficulté à ancrer les dynamiques sur le territoire* » (le président d'une association du patrimoine). Ainsi, les responsables d'associations évoquent tous le manque de communication et de coopération à une échelle plus large que la commune, ainsi qu'un « *manque de dynamisme du territoire* » (le gérant d'une chambre d'hôtes). Cette perception est plus importante chez les acteurs du canton de Saint-Martin-de-Valamas, qui regrettent un manque de collaboration avec le Cheylard et un repli du territoire sur lui-même. Les acteurs évoquent même un « *manque d'ouverture d'esprit* » et une « *peur de s'ouvrir* » (une chargée de mission).

Les acteurs identifient également la désertification et la perte de population comme une menace. Ainsi un élu parle « *d'une perte et d'un vieillissement de la population* » associée à une difficulté à attirer de nouveaux habitants. Les industries, notamment, ont du mal à attirer des personnes qualifiées sur le territoire.

Sur le territoire des Boutières le tourisme est considéré comme la principale opportunité de développement. Ce développement touristique doit être important et doit permettre de créer des emplois et des revenus. L'objectif principal est de pallier le déclin du secteur industriel, identifié comme l'une des principales menaces. Le manque de coopération et de dynamisme des acteurs constitue la seconde menace, qui empêche la mise en œuvre de projets.

Pour 70% des acteurs des Boutières, le territoire est dynamique. Cependant, seule la moitié des acteurs de Saint-Martin-de-Valamas pensent que le territoire est dynamique, contre 90% de ceux du Cheylard. Pour ces derniers, un territoire dynamique est un territoire sur lequel « *il y a des élus locaux à l'écoute des entreprises* » (le PDG d'une entreprise industrielle) ; « *une culture de l'entrepreneuriat* » (un industriel) ; « *un territoire qui crée de la richesse* » (un élu du Cheylard). Cette vision du territoire est, évidemment, particulièrement portée par les industriels locaux. Pour les habitants de Saint-Martin-de-Valamas, un territoire dynamique est « *un territoire qui bouge* » (membre d'une association de valorisation du patrimoine) ; « *un territoire sur lequel les individus sont impliqués* » (un agriculteur) ; « *un territoire qui se pose des questions en termes de stratégie* » (une chargée de mission). Ces discours montrent bien une différence de perception du territoire des Boutières par les acteurs du Cheylard et ceux de Saint-Martin-de-Valamas. Cela peut apporter un élément de réponse aux difficultés à travailler en commun de ces deux cantons. Cependant, à travers la question de la « reconversion » industrielle, des problématiques communes se dessinent. Ainsi, pour la majorité des acteurs, le tourisme se sera développé dans 20 ans.

Pour conclure, sur une échelle de 1 à 5, 1 étant la note la plus basse et 5 la note la plus élevée, les acteurs des Boutières mettent en majorité la note de 3 au niveau de développement du territoire par rapport aux territoires qui l'entourent. Les acteurs, tant du Cheylard que de Saint-Martin-de-Valamas, sont unanimes sur cette note.

Le territoire des Boutières est touristique au sens de l'INSEE, c'est-à-dire qu'il a plus de 1.5 lit touristique par habitant sur le territoire. Cependant, lorsque l'on interroge les acteurs, on constate que s'il existe un potentiel touristique sur le territoire et une part importante de résidences secondaires, le tourisme n'a pas une réelle importance économique sur le territoire.

Pour les acteurs des Boutières, différents facteurs font que le territoire est potentiellement touristique. D'une part, l'influence du département. En effet, l'Ardèche est un département très touristique, avec une forte notoriété. Ainsi, les acteurs des Boutières estiment que cette notoriété peut profiter au territoire. D'autre part, le territoire est entouré de territoires touristiques, comme par exemple le Mont-Gerbier-de-Jonc³³. Les acteurs considèrent qu'il existe un potentiel touristique sur le territoire en termes de patrimoine naturel et industriel. Ainsi, comme le résume un agriculteur : « *le territoire est touristique presque malgré lui* ».

Concernant les attentes du territoire envers le tourisme, les discours sont une fois de plus différents sur les cantons du Cheylard et de celui de Saint-Martin-de-Valamas. Pour les acteurs du Cheylard, le développement du tourisme constitue une façon de diversifier l'économie locale. C'est également un moyen de mettre en valeur le patrimoine industriel. Pour ceux de Saint-Martin-de-Valamas, le tourisme doit s'inscrire dans une réelle stratégie de développement du territoire. Les attentes portent sur différents aspects du développement. Tout d'abord le tourisme constitue un moyen de faire connaître le territoire et d'y apporter un regard extérieur.

Ainsi comme le souligne un directeur d'office de tourisme « *le tourisme représente un ballon d'oxygène qui peut permettre la valorisation du territoire, de renvoyer une image positive de lui-même. Cela développe la relation humaine. Le tourisme est une richesse dans ce sens là* ». Le tourisme peut également contribuer à faire venir des personnes sur le territoire pour y vivre, comme le montre un gérant de camping interrogé : « *rôle économique du tourisme dans le développement. Valorisation du territoire pour l'extérieur. Cela peut donner aux gens l'envie de venir s'installer sur le territoire et de faire vivre le territoire* ».

Différentes perceptions du territoire sont présentes dans le discours des acteurs des Boutières. Deux distinctions peuvent être réalisées. Tout d'abord, on note une différence de vision entre les acteurs du Cheylard et ceux de Saint-Martin-de-Valamas. Si les deux cantons sont proches, le dynamisme du Cheylard n'influe pas sur le développement de Saint-Martin-de-Valamas. Cela se ressent dans les visions des acteurs. Ainsi sur le Cheylard, les questions de développement sont principalement liées à la problématique industrielle, avec des interrogations concernant les possibilités de diversification.

Sur le canton de Saint-Martin-de-Valamas, malgré une présence également importante de l'industrie, c'est la stratégie globale du territoire qui est questionnée. En effet, le manque de collaboration entre les élus, mais également le manque d'implication ou encore l'absence

³³ La Loire prend sa source au Mont-Gerbier-de-Jonc. Avec une fréquentation annuelle estimée à plus de 500000 visiteurs par an, il constitue l'un des sites touristiques les plus visités de France.

de leadership constituent les principaux freins au développement du territoire. La question se pose donc, dans ce contexte, de l'évaluation du niveau de capacités au sein des Boutières.

Tout d'abord le niveau de vie est jugé supérieur à l'ensemble des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes. Les acteurs lui donnent la note de 3 à 27% et de 4 à 52%. Cependant, comme sur le canton de l'Oisans, d'importantes disparités sont mises en évidence à l'intérieur du territoire. La présence des industries est identifiée comme la principale source de revenu : « *la présence de l'industrie génère du revenu et des retombées indirectes* », comme le souligne un exploitant de chambres d'hôtes. Cependant, les acteurs soulignent que, depuis quelques années, le niveau de vie baisse sur le territoire.

Dans les Boutières, pour la plupart des acteurs interrogés, les opportunités d'emploi ne sont pas variées sur le territoire, et beaucoup de personnes le quittent pour trouver un emploi, particulièrement les jeunes diplômés. Le secteur industriel est celui qui fournit la majorité des emplois, suivi par le secteur des services. Les offres d'emploi sont très spécifiques au secteur industriel, dans le bijou ou le textile. Une personne qui perd son emploi sur le territoire et qui n'est pas mobile aura beaucoup de difficultés à retrouver du travail. Ce phénomène est accentué, selon les personnes interrogées, par l'éloignement des centres urbains.

Concernant l'accès aux services de l'emploi, les acteurs des Boutières s'accordent à souligner que l'accès est difficile. De plus l'information disponible pour les habitants n'est pas adaptée à ce qu'il existe réellement sur le territoire.

Un autre phénomène est également évoqué sur le territoire, l'adaptation des habitants à la demande des entreprises, même si cela a décliné au cours des dernières années. En effet, comme le souligne un élu « *les habitants du territoire travaillent dans les entreprises car c'est ce qui est à portée de main. Cela a influencé la formation car les personnes n'ont pas poursuivi leurs études, sachant qu'elles seraient embauchées dans les entreprises locales.* »

Selon les acteurs, il existe un nombre relativement important d'associations sur le territoire des Boutières. Ces associations sont majoritairement des associations culturelles et sportives, mais l'on trouve également des associations de mise en valeur du patrimoine. Il existe également des événements collectifs, et des réseaux d'acteurs liés au tourisme. L'association Ardèche plein cœur notamment, fondée en 2001, regroupe les offices de tourisme et syndicats d'initiative de la vallée de l'Eyrieux, de plateau du Vernoux et du pays de Privas. Cette association a pour but de créer la destination touristique Ardèche plein cœur. Cependant la majorité des acteurs donnent la note de 2 aux liens existant entre les acteurs sur le territoire. En effet, s'il existe beaucoup d'associations, il semble difficile de les faire travailler ensemble. Les responsables d'associations évoquent le fait que « *chacun travaille dans son coin* », et les « *difficultés à mobiliser* ». Les collaborations sont plutôt mises en œuvre entre les acteurs de différents territoires au sein d'une même « corporation » (par exemple les industriels).

Sur les liens entre le territoire et les autres, celui-ci entretient des liens, mais avec des difficultés à ancrer une dynamique. Un industriel souligne ainsi qu'« *il existe une volonté de croiser des dynamiques avec d'autres territoires mais c'est latent* ». Un chargé de mission note le manque d'implication dans le CDRA.

Pour les acteurs du territoire, ce qui pourrait créer du lien entre les acteurs serait d'abord la définition de celui-ci. Ensuite, la mise en œuvre de projets communs, la définition d'un projet de territoire, la volonté de faire vivre le territoire. Pour un industriel « *la richesse et la difficulté peuvent créer du lien* ». Le sentiment général dans les Boutières est que le territoire n'est globalement pas assez en difficulté pour que l'on s'interroge sur sa stratégie de développement. Or sur le canton de Saint-Martin-de-Valamas, le territoire est ressenti comme marginal, avec le sentiment qu'il se marginalise de plus en plus. Pourtant cela ne contribue pas à améliorer la collaboration, il y a au contraire du découragement.

Dans les Boutières, les acteurs donnent à 35% la note de 2 à et à 42% la note de 3 à l'accès à la formation. Comme sur l'Oisans, l'accès à la formation continue est jugé insuffisant sur le territoire. De plus, si les acteurs soulignent qu'il existe suffisamment d'établissements scolaires sur le territoire, certaines communes sont menacées de voir leur école fermer.

Sur le territoire des Boutières, on note une influence importante de la forme de développement économique du territoire tant sur la formation que sur les compétences. D'une part, le territoire a développé des compétences spécifiques, particulièrement dans le travail minutieux, dans le domaine du bijou. Ainsi pour les acteurs, les entreprises se sont spécialisées dans des métiers de pointe, ce qui implique des compétences spécifiques de la main d'œuvre. D'autre part, l'importance du développement industriel sur le territoire a permis la création d'un lycée au Cheylard. Ce sont en effet les acteurs industriels du territoire qui ont fait pression pour obtenir un lycée. L'offre de formation du lycée est également influencée par le secteur industriel, puisque les acteurs industriels ont participé à la conception de l'offre de formation professionnelle du lycée.

Dans les Boutières la note de 2 est attribuée à 31% et la note de 3 à 41% à l'accès aux services sur le territoire. Les acteurs soulignent qu'il y a un sentiment d'abandon, que peu à peu les services publics disparaissent. Malgré la proximité du Cheylard, sur lequel tous les services sont présents, il existe un manque de commerces de proximité dans les communes. Enfin, les acteurs notent des difficultés d'accès aux services de santé.

Le canton de Saint-Martin-de-Valamas, malgré la proximité du pôle industriel du Cheylard, est un territoire en difficulté. En effet, les difficultés principales sont liées à la difficulté d'ancrer des dynamiques dans le territoire, à se doter d'un vrai projet de développement. L'analyse du discours des acteurs met en évidence le rôle « parasite » du Cheylard, le fort développement industriel ayant évincé les autres possibilités de développement.

Un dernier type de territoire doit être étudié, représenté par le territoire de Saint-Symphorien-de-Lay. Au sein de celui-ci, l'industrie joue également un rôle très important. En

revanche, on n'y trouve pratiquement pas de tourisme. Or, il existe une forte volonté de développement touristique au niveau de la communauté de communes de la COPLER. En outre, ce territoire entretient des liens forts avec l'urbain, puisqu'il se situe au centre de trois agglomérations. Cette dernière configuration territoriale sera donc étudiée dans le point suivant.

- Le canton de Saint-Symphorien-de-Lay : un canton industriel, agricole, avec peu de tourisme, et moyennement développé

Sur le territoire de la COPLER, les différences de perception entre les acteurs sont d'abord liées à la situation géographique de la commune dans laquelle ceux-ci se trouvent. Ainsi, celles-ci ont des enjeux différents selon leur plus ou moins forte proximité avec Roanne.

Le canton de Saint-Symphorien-de-Lay correspond au même territoire que la communauté de communes de la COPLER. Pour la majorité des acteurs, le territoire se définit à ces échelles (canton ou communautés de communes). Cependant pour 30% d'entre eux, une autre échelle territoriale est évoquée : « *le bassin roannais* », « *les monts du Beaujolais* », « *le département* », « *le SCOT* », « *le pays* » ou encore « *le nord du département* ». Ces acteurs insistent sur le fait que la COPLER doit s'ouvrir à d'autres territoires pour se développer. De plus, cela met en évidence l'importance de Roanne dans le développement de la COPLER.

Si, globalement, les acteurs s'entendent pour dire que la COPLER constitue un territoire de référence, avec des acteurs dynamiques et des initiatives, ils insistent également sur l'importance de s'ouvrir, d'élargir le territoire, particulièrement vers le roannais. Concernant la structure du territoire en termes d'activité économique, l'industrie et l'agriculture constituent les deux principaux secteurs sur le territoire. Mais est également soulignée l'importance de la présence de petits commerces ainsi que la forte dynamique artisanale.

Globalement, deux échelles territoriales sont donc citées. Tout d'abord, une échelle « d'action », le plus souvent la communauté de communes, ou même la commune. En second lieu, les acteurs se réfèrent à un territoire plus large, sur lequel s'inscrit le territoire et dont il capte le dynamisme. Il est nécessaire, pour mesurer les capacités territoriales, de se référer à différents échelons territoriaux. Enfin, les données obtenues auprès des acteurs concernant la structure économique du territoire confirment la description statistique faite dans le point précédent.

Sur le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, les personnes interrogées identifient le dynamisme des acteurs comme un atout pour le territoire. A l'échelle de la COPLER, cela est considéré comme un atout central et très souligné. Ce dynamisme peut être utilisé pour la mise en œuvre de projets et la valorisation du territoire.

La situation géographique est également citée comme une force pour le territoire. Tout d'abord, il se situe au centre de trois pôles urbains, comme nous l'avons déjà souligné. Pour

un élu, « *la situation géographique constitue un potentiel* ». Le territoire occupe en effet une position centrale, et constitue un lieu de passage. Pour un autre élu « *le territoire a une bonne situation géographique pour un territoire rural* ». Le territoire profite également du tissu économique dynamique de Roanne.

Le tissu économique local constitue aussi pour les acteurs une force pour le territoire. En effet ceux-ci le décrivent comme un territoire « généraliste » sur lequel on trouve tous les secteurs d'activité. Ainsi un artisan évoque « *l'artisanat local, les petites sociétés* ». Ils soulignent également les savoir-faire locaux, notamment dans l'agriculture.

Concernant les faiblesses la question de l'identité du territoire est d'abord évoquée. Pour les acteurs, il est méconnu, et ne bénéficie pas de patrimoine avec une notoriété évidente. Un manque de lisibilité est souligné, tant de la COPLER que du département de manière plus large.

La seconde faiblesse identifiée par les acteurs de la COPLER et l'absence de collaboration entre les acteurs. Si la communauté de communes apparaît comme particulièrement dynamique, il existe en revanche un manque de communication et collaboration à l'échelle des élus. Ainsi comme le souligne un élu « *le territoire de la COPLER a repris le découpage du canton qui n'est pas forcément un territoire pertinent. Il n'y a pas d'échange entre certaines communes. Certaines communes ont l'habitude de travailler ensemble, mais avec d'autres communes il n'y a pas d'échange du tout* ». Les acteurs évoquent également l'absence de collaboration du territoire avec l'extérieur, et la nécessité de s'inscrire dans le roannais. Pour eux, le territoire est fermé sur lui-même.

On trouve donc différents secteurs d'activité sur la COPLER. Cependant, la crise de l'industrie textile pose des questions concernant son développement. Ainsi, une volonté d'ouverture du territoire vers les territoires qui l'entourent est évoquée par les acteurs. Ceux-ci parlent également d'un nécessaire développement de la communication. Pour se développer, le territoire peut cependant s'appuyer sur certaines ressources, et sur le dynamisme des acteurs.

Le développement est défini comme « harmonieux », tous les secteurs d'activité sont représentés. Son développement doit donc, selon les acteurs, se poursuivre ainsi, sans privilégier un secteur d'activité plutôt qu'un autre. Pour les élus comme pour les artisans « *il faut que le développement soit équilibré* » (un commerçant), le territoire est « *un territoire généraliste* », « *il faut multiplier les actions partout* » (un élu). Il n'y a pas de secteur d'activité moteur, et il faut donc privilégier la diversité du tissu économique local.

Pour la moitié des personnes interrogées, le tourisme représente une opportunité de développement sur le territoire. Cependant, la vision générale est que « *le tourisme ne peut pallier le déclin des autres activités, mais il peut valoriser le territoire, les autres secteurs d'activité* », comme le souligne un élu. Ainsi les attentes envers le tourisme sont plus celles d'un rôle d'appui, de valorisation du territoire. La mise en valeur du territoire doit bénéficier de la volonté du département, et tirer partie du dynamisme de la région Rhône-Alpes.

De nombreux acteurs évoquent également l'agriculture comme une opportunité de développement sur le territoire. Les personnes interrogées citent les possibilités de vente directe, l'existence de gîtes, le développement d'une production de qualité. L'agriculture joue donc un rôle important, ainsi selon un artisan « *on peut jouer sur beaucoup de choses liées à l'environnement agricole* ». Le tourisme sur le territoire est très lié à l'agriculture, comme le montre un élu : « *il faut développer un tourisme rural, en s'appuyant sur l'agriculture, la vente directe et les gîtes* ». Les acteurs insistent également sur le développement de projets liés à la culture, en s'appuyant sur les ressources du territoire, tels que les savoir-faire.

Les deux principales menaces identifiées pour le territoire sont le manque de liens que le territoire entretient avec d'autres territoires et l'épuisement des ressources sur lesquelles le développement a été basé. Pour les acteurs, le territoire n'est pas assez tourné vers l'extérieur. Comme nous l'avons déjà vu, il existe des attentes concernant une collaboration plus importante avec le bassin roannais. Ainsi, un élu évoque un « *manque de coopération avec les territoires voisins, ce qui isole le territoire* ». On parle également de l'absence d'un moteur sur le territoire, l'absence d'une ville « moteur » qui puisse entraîner les autres.

Il existe différents secteurs d'activité sur la COPLER. Cependant, la crise de l'industrie textile pose des questions concernant le développement du territoire. Ainsi, une volonté d'ouverture du territoire vers les territoires qui l'entourent est évoquée par les acteurs. Ceux-ci parlent également d'un nécessaire développement de la communication sur le territoire. Pour se développer, le territoire peut cependant s'appuyer sur certaines ressources, et sur le dynamisme des acteurs.

Pour 95% des acteurs du canton de Saint-Symphorien-de-Lay, le territoire est dynamique. Pour eux, un territoire dynamique est avant tout un territoire sur lequel les acteurs sont impliqués dans le développement. Ainsi l'« *implication de toutes les catégories d'acteurs dans le développement du territoire* » (la présidente d'un office de tourisme) est évoquée, ainsi qu'une « *très forte collaboration entre les acteurs sur le territoire* » (une chargée de mission). Un territoire dynamique est défini comme un territoire sur lequel des projets communs sont mis en œuvre, « *des actions concrètes qui se réalisent dans tous les domaines* ». Les acteurs évoquent un territoire sur lequel il y a des innovations, « *où les gens savent travailler ensemble* ». Enfin, la communauté de communes est présentée comme un moteur du dynamisme sur le territoire. Les acteurs soulignent que la communauté de communes offre beaucoup de services, et parlent également d'une dynamique culturelle et d'un tissu associatif importants.

Pour la majorité des acteurs du territoire, sa principale évolution dans 20 ans sera son intégration à d'autres territoires. Cela montre la volonté de s'ouvrir et de collaborer à une échelle plus large que celle de la communauté de communes. Concernant le niveau global de développement du territoire, la note de 3 ou 4 sur 5 est attribuée au développement de leur territoire. Cela montre que pour les acteurs de la COPLER le territoire est bien développé, mais que les stratégies de développement doivent porter sur la diversification et le maintien des activités.

Sur le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, le tourisme est très peu développé. De plus, les acteurs soulignent que le département de la Loire a peu de notoriété, et une activité touristique peu développée. Cependant, de nombreux projets touristiques sont mis en œuvre, particulièrement au niveau de la communauté de communes. Le développement du tourisme fait l'objet d'une réflexion importante sur le territoire. Pour les acteurs, il existe un potentiel de développement touristique sur le territoire, du point de vue du cadre et des paysages. Le territoire de Saint-Symphorien-de-Lay est également un territoire de passage, sur lequel « *il faut arriver à faire rester les gens* » (un élu).

Il est souligné que le tourisme doit s'inscrire dans une stratégie globale de développement du territoire, mais ne constituera pas le secteur d'activité moteur du territoire. Ainsi, « *le tourisme est en progression, mais ce n'est pas un territoire touristique, et il n'a pas forcément vocation à la devenir. Le tourisme vient compléter le dynamisme local, utiliser la restauration, l'hôtellerie. Ce n'est pas un objectif que le territoire devienne touristique. Le tourisme viendra le valoriser, le qualifier, avoir une image de marque* » (une chargée de mission tourisme). Comme pour les acteurs de Saint-Martin-de-Valamas, le tourisme pourrait également changer l'image du territoire, « *influencer la perception globale du territoire* » (une chargée de mission tourisme). Pour conclure, pour les acteurs du canton de Saint-Symphorien-de-Lay « *le tourisme doit jouer un rôle de mise en valeur du territoire, de fédérateur des savoir-faire. Il doit amener les gens à prendre conscience de ce qu'ils ont. Fédérer les acteurs autour d'un projet, faire connaître le territoire. Il ne peut pas constituer un secteur à part, mais un projet culturel et social* » comme le souligne particulièrement un élu.

Globalement, la COPLER est un territoire « généraliste », résidentiel, au sein duquel on trouve une bonne dynamique, des projets de développement. Cependant, des faiblesses existent, qui concernent notamment l'image du territoire, la création d'emploi, ou encore son statut de « territoire de passage ». La question se pose alors de l'évaluation faite par les acteurs du territoire de son niveau de capacités.

Pour les acteurs du canton de Saint-Symphorien-de-Lay, le niveau de vie sur le territoire est inférieur au niveau de vie de l'ensemble des territoires ruraux de Rhône-Alpes. Pour certains « *le roannais fait partie des territoires les plus pauvres de Rhône-Alpes* ». Ainsi, les difficultés liées à la fermeture des entreprises textiles sont soulignées. Les emplois sont souvent des emplois industriels et peu qualifiés. Ainsi, 27% des acteurs donnent la note de 2 au niveau de vie sur le territoire, et 50% donnent la note de 3.

Le discours des acteurs travaillant dans le secteur social sur le territoire confirme cette vision. Ainsi un acteur éducatif souligne que « *on est dans le milieu rural, avec de grosses difficultés financières, qui durent parfois des années* ». Le territoire de la COPLER rencontre donc des difficultés en termes de niveau de vie. Comme pour le canton de Bourg d'Oisans, cela est essentiellement dû à la nature des emplois sur le territoire. Cependant, à l'inverse du territoire de l'Oisans, il n'existe pas de « clivage » sur le territoire, dans le sens où l'on ne trouve pas de hauts revenus.

Concernant l'emploi, le manque de variété est souligné, et il existe de fortes mobilités liées à celui-ci. Les acteurs se répartissent entre la note de 2 et de 3 concernant l'accès à

l'emploi sur le territoire. Cependant, ces mobilités sont quotidiennes, les habitants du territoire vont travailler tous les jours vers les pôles urbains : « *il y a un manque d'emplois, il faut aller sur Lyon* » ; « *les gens ne quittent pas le territoire, ils vont travailler à l'extérieur* ». De plus, on trouve peu d'emplois qualifiés sur le territoire. Comme sur le canton de Bourg d'Oisans, les acteurs interrogés soulignent que les habitants ne quittent pas le territoire pour trouver de l'emploi. Cependant, ils vont accepter de se déplacer quotidiennement.

Les acteurs soulignent un bon accès aux services de l'emploi sur le territoire. La communauté de communes prend notamment en charge cet aspect, en fournissant un accès aux offres d'emploi. En effet, la COPLER possède la compétence emploi et réalise un travail important de mise en relation des habitants et des entreprises. Cependant, les acteurs soulignent que, compte tenu du manque de transport en commun sur le territoire, l'accès aux services existant sur Roanne peut être difficile.

Les acteurs de la COPLER mettent en majorité la note de 4 au niveau de capital social sur le territoire. Il est intéressant de s'attarder plus particulièrement cette dimension du développement, l'analyse du discours des acteurs la concernant offrant différents niveaux d'analyse. En effet, le lien entre tourisme et développement du capital social émerge du discours des acteurs, à différents niveaux. D'abord, l'analyse concerne les liens à l'intérieur du territoire et ceux de ce dernier avec les autres territoires. Ensuite, la question de la réflexion autour de l'identité du territoire est à mettre en lien avec l'élaboration du projet touristique. En effet, si le territoire de la COPLER n'est pas un territoire touristique, en revanche un travail important est réalisé autour du développement de ce secteur d'activité.

Comme nous l'avons souligné tout au long de ce point, les acteurs soulignent la volonté, l'implication, le dynamisme de chacune des catégories d'acteurs dans le développement du territoire. Or, cet aspect des dynamiques territoriales est à mettre en lien avec la politique de développement touristique du territoire. Tout d'abord, celle-ci a permis de créer du lien entre les acteurs à l'intérieur du territoire. Ainsi, comme le souligne un élu « *le tourisme est un prétexte pour travailler ensemble, et pour faire travailler ensemble des communes assez différentes* ». L'ensemble des élus interrogé souligne ainsi que les différentes communes de la communauté de communes n'ont pas forcément de raison de travailler ensemble, et que la réflexion autour du développement touristique crée du lien. Par exemple, selon un chargé de mission « *pour créer du lien il faut des projets concrets et les manifestations touristiques mobilisent* ».

Pour les acteurs, le tourisme permet de mettre en réseau des acteurs de culture différente et « *peut jouer un rôle moteur pour travailler ensemble* » (une chargée de mission). Toujours selon une chargée de mission « *toutes les catégories d'acteurs s'impliquent. Il y a une bonne coopération à l'échelle du territoire entre les acteurs, et une mise en œuvre de projets en commun* » et « *travailler sur des projets précis en commun crée l'habitude de travailler ensemble* ». Ici le travail autour du projet touristique permet donc de créer du lien entre les différents acteurs du territoire d'une part, et entre les élus des différentes communes de ce dernier d'autre part.

Ensuite, le travail autour du tourisme permet de créer des liens à l'échelle plus large du roannais, et améliore la collaboration de la COPLER avec l'ensemble du territoire plus large dans lequel la communauté de communes s'inscrit. Ainsi « *il existe un travail en réseau, un partenariat lié au tourisme* » (un directeur d'office de tourisme). Comme le souligne une chargée de mission « *dans le cadre du tourisme, il y a beaucoup de manifestations à tout les niveaux, de la toute petite commune à l'agglomération* ». Celle-ci note également que lors du bilan du dernier contrat de pays « *le tourisme est apparu comme un point fort de la collaboration entre les acteurs* ».

Cette collaboration se matérialise par l'existence de différents organismes jouant un rôle de fédérateurs des acteurs : « escapade en roannais », « roannais tout sourire » et enfin le pôle de promotion du roannais. Tout d'abord, l'organisme « escapade en roannais » a pour rôle d'organiser des circuits et de centraliser l'offre des professionnels du tourisme sur le secteur. Ensuite, « roannais tout sourire » constitue une initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Roanne. Les objectifs sont de valoriser l'image touristique du roannais, de favoriser l'échange entre les professionnels du tourisme et enfin d'entraîner l'émergence d'une culture touristique dans le roannais³⁴. Enfin, le pôle de promotion du tourisme du roannais rassemble l'ensemble des OTSI (Offices de Tourisme et Syndicats d'initiative) du secteur, et gère ainsi la promotion du tourisme à l'échelle du territoire. L'existence de ces différents organismes a permis de créer une collaboration entre la COPLER et Roanne, tant à l'échelle institutionnelle qu'entre les acteurs du tourisme.

Ensuite, la réflexion autour de la mise en œuvre du projet touristique permet de créer de l'identité sur le territoire, là encore à deux niveaux. Elle permet une réflexion des acteurs du territoire autour de l'identité de celui-ci, d'une part. D'autre part, elle permet de construire une image du territoire, une visibilité pour l'extérieur. A l'échelle du territoire, pour commencer, on constate que le travail autour du développement du tourisme a permis aux acteurs de s'approprier et de se questionner sur les éléments de spécificité de ce dernier.

Ainsi, le territoire de la COPLER est décrit comme assez généraliste, dans la mesure où aucun secteur d'activité ne se distingue, et où il n'existe pas de compétences particulières. Si des ressources touristiques sont identifiées, elles restent également très génériques. Cependant, le travail autour du tourisme a permis d'identifier certaines caractéristiques du territoire qui participe de sa différenciation. Notamment, la situation du territoire est souvent soulignée par les acteurs tant comme un avantage (situé au carrefour de trois agglomérations) que comme un inconvénient (le territoire reste un lieu de passage, où les gens ne s'arrêtent pas).

Or, cette dimension du territoire a pu être mise en valeur grâce au tourisme. En effet Neulise, l'une des communes de la COPLER, va devenir un « village-étape ». Les « villages-étapes » constitue un label officiel attribué à des communes de moins de 5000 habitants, situées à proximité d'un grand axe routier. Ici, le travail important lié au tourisme a donc permis l'appropriation du territoire comme « lieu de passage » pour en faire un élément de construction de l'identité du territoire et de sa valorisation.

³⁴ <http://www.roanne.cci.fr>

Ensuite, le tourisme joue un rôle sur la construction d'une image pour l'extérieur du territoire. Notamment, comme le souligne un élu « *le tourisme peut jouer un rôle important dans une optique ville-campagne. Le tourisme peut jouer un rôle de levier important* ». Comme nous l'avons vu, le territoire n'a pas de réelle identité, ni pour lui-même, ni même à l'échelle du département, qui ne dispose pas d'une notoriété particulière. Or, comme le note un chargé de mission « *avoir une action dans le tourisme permet de rendre le territoire plus attractif et influe sur la perception globale du territoire. Cela permet de valoriser l'image du territoire* ».

Comme le montre une agricultrice, impliquée dans des projets d'accueil à la ferme mais également d'organisation d'événements « *le tourisme permet la rencontre et l'échange. Il permet de mettre en valeur les savoir-faire, comme la gastronomie par exemple* ». Pour un élu « *le tourisme a un rôle de mise en valeur du territoire et de fédérateur des savoir-faire. Il permet d'amener les gens du territoire à prendre conscience de ce qu'ils ont mais également de faire connaître le territoire. Il ne peut constituer un secteur à part, mais un projet culturel et social* ».

Cette dernière phrase permet bien de résumer le rôle que joue le tourisme dans la création de capital social sur le territoire. A tous les niveaux, la réflexion autour du développement touristique a permis de créer du lien entre les acteurs mais également de construire une identité sur le territoire.

Ensuite, sur le territoire de Saint-Symphorien-de-Lay, les acteurs donnent à 16% la note de 2 et à 42% la note de 3 à l'accès au capital humain sur le territoire. Si la majorité affirme qu'il y a un bon accès à l'éducation sur le territoire, le résultat est plus nuancé concernant la formation continue. Cependant la situation du territoire, au carrefour de trois pôles urbains, fait que l'accès à la formation est tout de même relativement plus aisé que dans les autres sites d'étude.

Concernant les compétences, peu de compétences spécifiques sont identifiées. La majorité de celles existant sur le territoire sont mobilisées dans l'artisanat ou l'industrie. Globalement, les acteurs soulignent qu'il n'existe pas de postes de cadres, de postes qualifiés sur le territoire. Ainsi, les jeunes diplômés quittent le territoire pour trouver un emploi dans les centres urbains.

Globalement donc, le territoire de la COPLER n'offre pas de possibilité d'accès à des compétences spécifiques ou à de la formation. Cela confirme le résultat obtenu à partir des données secondaires, à savoir un indice de capital humain de 0.26 sur le territoire.

Sur le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, les acteurs donnent à 32% la note de 2 à l'accès aux services et à 44% la note de 4. Globalement, aucun problème concernant l'accès aux services n'est souligné sur le territoire. Ainsi, toutes les communes du territoire ont un commerce, et une maison de santé a été mise en place sur le territoire.

Dans l'ensemble, le niveau de développement est plutôt élevé sur le territoire de la COPLER. Ainsi, il existe une communauté de communes dynamiques, et les acteurs sont

particulièrement impliqués dans le développement du territoire que l'on parle des élus, des chargées de missions ou des autres acteurs privés.

L'objectif de ce point était de proposer une analyse comparative sur trois territoires de la région Rhône-Alpes. Trois configurations territoriales sont ici étudiées : un territoire touristique et bien développé (le canton de Bourg d'Oisans), un canton industriel et touristique faiblement développé (le territoire des Boutières) et enfin un territoire industriel et agricole moyennement développé (le canton de Saint-Symphorien-de-Lay). En termes d'indicateurs de fonctionnement, ces trois territoires présentent des profils distincts. L'objectif principal de cette section était de réinterroger les résultats obtenus à travers le travail à partir des données secondaires, dont les résultats ont été présentés dans la section précédente.

Le but était notamment de comparer les résultats des indicateurs de fonctionnement avec le niveau de développement évalué par les acteurs. Le tableau 40 permet de comparer le niveau de fonctionnement calculé (résultat quantitatif) avec celui évalué par les acteurs (résultat qualitatif). En vert, sont représentées les capacités évaluées de manière positive, et en rouge celles évaluées de manière négative.

Tableau 40 : Comparaison entre le niveau des indicateurs de fonctionnements et la perception des acteurs des territoires

	Bourg D'Oisans		Boutières				Saint Symphorien de Lay	
			Saint-Martin-de-Valamas		Le Cheylard			
	Qualitatif	Quantitatif	Qualitatif	Quantitatif	Qualitatif	Quantitatif	Qualitatif	Quantitatif
Revenus		0.82		0.38		0.64		0.53
Capital Humain		0.49		0.11		0.31		0.26
Logement		0.00		0.03		0.10		0.34
Service		0.41		0.16		0.36		0.17
Emploi		0.46		0.60		0.73		0.74
Capita social								
Tissu Economique local		0.52		0.17		0.15		0.2
Développement		0.45		0.24		0.38		0.37
Tourisme		8		1.77		0.81		0.22

Source : auteur

Comme le montre ce tableau, il existe des différences mais également des convergences entre le niveau de fonctionnement calculé à partir d'indicateurs, et celui évalué par les acteurs. Ainsi cela permet de souligner l'intérêt d'un travail de terrain pour compléter les observations réalisées à partir des données secondaires.

Pour conclure, les résultats obtenus concernant le rôle du tourisme comme stratégie de développement des capacités territoriales sur les territoires ruraux marginaux sont nuancés. Si, comme le montre le cas du canton de Bourg d'Oisans, le tourisme peut créer des clivages sur un territoire, et favorise notamment le développement d'un emploi précaire et peu qualifié, il permet en revanche le développement de capacités intéressantes pour les

territoires ruraux marginaux. Si le tourisme crée des emplois peu qualifiés, il crée tout de même des emplois, et permet donc d'améliorer globalement l'accès à l'emploi à l'échelle des territoires, ce qui constitue un enjeu sur les territoires ruraux. De plus, le tourisme favorise un meilleur accès aux services pour la population de ces territoires. Enfin il crée une dynamique sur le territoire, incite à la mise en œuvre de projets. Ainsi, si le tourisme ne peut constituer une solution « miracle » pour améliorer les capacités sur les territoires ruraux en difficulté, il peut néanmoins jouer un rôle de « catalyseur » sur ces territoires, en amenant le territoire à s'interroger sur son avenir, ainsi que sur les collaborations et les projets à mettre en œuvre. C'est ce que nous approfondirons dans le dernier point de cette section.

4.2.3 : Analyse de la dialectique entre tourisme, développement rural et capacités

L'application de l'approche par les capacités à l'analyse du lien entre tourisme et développement rural ouvre plusieurs perspectives théoriques, méthodologiques et empiriques. Le dernier point de cette thèse sera consacré à la discussion de ces différents éléments. Tout d'abord, le recours à l'AC permet de réinterroger les questions de territoires et de développement territorial. Ainsi, cela permet de repenser le rôle du lieu de vie ou de travail dans l'acquisition de libertés et d'opportunités à l'échelle individuelle, mais également d'offrir un cadre pour penser l'action collective. Il est alors possible de dépasser la vision « productiviste » du territoire.

Ensuite, la mise en œuvre de l'approche par les capacités est liée à un ensemble de questions méthodologiques. En effet, l'une des forces de l'AC est de pouvoir être appliquée dans tous les contextes. Or, si cet aspect présente un intérêt majeur, il est également source d'interrogations, particulièrement dans le cadre de cette recherche. En effet, les travaux existants proposent pour la plupart des méthodes d'application à l'échelle des pays en développement, au niveau individuel. Or, ici, notre objectif était de proposer une méthode pertinente à une échelle locale très fine, celle du territoire.

Enfin, les résultats obtenus permettent de questionner les politiques publiques existantes. En effet, et particulièrement en Rhône-Alpes, le tourisme est au centre des questions de développement sur les territoires ruraux. Au-delà du tourisme, c'est l'existence de nouvelles « fonctions » qui est interrogée. Or, les réponses à apporter sont pour la plupart basées sur des réflexions en termes de niveau de production des territoires. L'AC apporte un nouvel angle de vue, et permet de nouvelles perspectives concernant la mise en œuvre de politiques de développement rural.

•Contributions théoriques : capacités et territoire

Les observations faites dans cette dernière section invitent à réfléchir aux notions de territoire et de développement territorial. En effet, l'application de l'approche par les capacités à l'analyse du « local » permet de repenser sa définition, et les outils à notre disposition pour son analyse.

En introduction de cette thèse, deux évolutions majeures au sein de la pensée économique ont été soulignées. Tout d'abord, la prise en compte de l'espace, puis du

territoire, dans l'étude des dynamiques économiques. Ensuite, celle d'un intérêt croissant porté à la multi dimensionnalité du développement. Ces deux mouvements au sein de la science économique permettent d'éclairer des aspects jusque là occultés concernant les dynamiques économiques. Ainsi, l'économie se définit comme « *la science qui étudie comment des ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société. Elle s'intéresse d'une part aux opérations essentielles que sont la production, la distribution et la consommation des biens, d'autre part aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations.* » (Malinvaud 1992, p1).

Cette définition montre bien deux aspects centraux au sein de la science économique : d'une part, la question de l'allocation des ressources rares ; d'autre part, celle des moyens d'allouer ces ressources. Or si, pour une partie des analystes, il faut « laisser faire » le marché, qui se chargera seul d'allouer de la manière la plus efficiente les ressources, pour d'autres, une intervention est nécessaire. De là naissent les théories du développement, qui posent la question des stratégies possibles pour pallier aux disparités entre les régions. En effet, loin d'être un jeu « gagnant-gagnant », l'échange renforce les déséquilibres.

Une première question se pose alors : de quelle manière expliquer ces disparités ? Différentes réponses ont été proposées, s'inscrivant dans différents courants de pensée. Pour l'économie spatiale, les effets d'agglomération peuvent constituer une première réponse. A la suite de ces réflexions, l'économie territoriale montre de quelle manière les caractéristiques d'un lieu, et plus particulièrement les jeux d'acteurs, permettent à un territoire de se différencier.

Cependant, une seconde interrogation naît peu à peu dans les réflexions économiques, celle de la définition du développement. En effet, si la question des stratégies de développement possibles à l'échelle des régions est abondamment traitée dans la littérature, celle de ce qui le constitue est largement occultée. Souvent assimilé à la croissance, et donc au niveau de production, c'est donc vers l'objectif d'une augmentation du PIB que doit tendre le développement. Cependant, des auteurs tels qu'Amartya Sen remettent cela en question, et interrogent donc la définition et les objectifs du développement.

A l'échelle du local, du territoire, la question se pose également. En effet, si les réflexions en économie territoriale montrent de quelle manière un territoire, en se spécifiant, peut ainsi attirer et ancrer des activités, la question du bien-être, de la qualité de vie à l'échelle du territoire doit également être abordée. Dans cet objectif, l'application de l'approche par les capacités à la question du développement territorial est une proposition intéressante.

L'AC constitue une remise en question de la mesure « classique » de la richesse à travers le PIB. L'application de ce cadre théorique au territoire constitue également une critique de la mesure de la « richesse des territoires ». En effet, l'économie territoriale propose une mesure à partir du niveau de production du territoire, de son niveau de spécification et de l'ancrage des activités. Or, un bon niveau de production ne peut être systématiquement associé à un bon niveau de qualité de vie, particulièrement quand, aujourd'hui, on assiste à une forte dissociation des lieux de vie, de loisir et de production.

Cette recherche a également permis de réinterroger la notion de territoire, et plus particulièrement de définir la marginalité à cette échelle. Le territoire constitue un objet de recherche transversal à de nombreuses disciplines. Au sein de l'économie, l'analyse porte sur sa capacité à attirer et à ancrer des activités. Dans ce contexte, les politiques de développement territorial porteront sur cette stratégie de spécification. Cependant, le territoire en tant qu'objet d'étude pour les sciences économiques présente une autre dimension : celle de sa contribution à la construction des opportunités individuelles.

Comme nous l'avons déjà souligné le territoire est défini, pour notre recherche, comme celui de l'action : ce sont les périmètres d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques qui le définissent. Or, les résultats obtenus dans cette thèse permettent de considérer le territoire avant tout comme une « structure du vivre ensemble » amenant à reconsidérer ses frontières et ses définitions.

Ainsi, les enquêtes de terrain mettent en évidence un aspect central de la relation des acteurs au territoire. En effet si ceux-ci se réfèrent, dans un premier temps, à un territoire construit, ils évoquent dans un second temps une échelle plus large. Il existe ainsi différentes échelles de référence pour eux, dont l'une pourrait être qualifiée « d'échelle des capacités ». En effet, les acteurs interrogés justifient l'imbrication de ces différentes échelles par l'accès aux différentes capacités qu'elles permettent.

Par ailleurs, selon la situation du territoire dans l'armature urbaine, c'est-à-dire selon sa plus ou moins forte proximité avec les centres urbains, l'échelle territoriale de référence diffère. Ainsi sur le canton de l'Oisans, la référence est faite à la commune, ou au maximum à l'échelle du canton. Cela s'explique par le fait que c'est à ce niveau que sont définis les enjeux, et que les capacités doivent être accessibles. En effet, la distance importante du territoire avec les centres urbains fait que les opportunités pour les individus doivent être développées à une échelle locale fine.

En revanche, pour le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, le lien avec le roannais est très fort, très présent dans le discours des acteurs. Pour eux, l'accès aux capacités se fait à l'échelle du bassin roannais, voir même à celle plus large du département ou de la région. Cependant, en termes de stratégies de développement, les acteurs s'accordent sur l'échelle de la communauté de communes comme territoire de définition des politiques.

L'introduction de la problématique du bien-être et de la qualité de vie au niveau du territoire invite à repenser la définition de ce dernier. Nous l'avons vu, le territoire n'est pas un concept figé. Tant dans les sciences économiques qu'en géographie ou en aménagement, son utilisation est relativement récente. Qu'il permette tour à tour de définir un espace approprié ou spécifié ou encore une échelle de définition des politiques publiques, son utilisation fait l'objet de nombreux débats. A travers le prisme des capacités se profile une nouvelle configuration du territoire, qui permet d'éclairer celui-ci sous l'angle des opportunités accessibles à l'échelle individuelle.

La seconde question qui se pose au vu des résultats est celle d'une définition du territoire à partir des capacités. Comme le montre l'ACP réalisée sur les 114 cantons ruraux

de la région Rhône-Alpes, il est possible de distinguer différents profils de territoires en termes de capacités. Les caractéristiques d'un territoire peuvent donc être décrites à l'aune des opportunités individuelles qu'il permet. Ainsi, il est possible d'établir des liens entre la forme de développement économique du territoire, ou encore sa localisation géographique, et les capacités territoriales qu'il offre. Ce constat peut permettre de réinterroger la notion de développement territorial, et la construction des stratégies de développement à cette échelle.

Le territoire constitue, en France, une cible privilégiée des politiques publiques. Les stratégies de développement sont élaborées et décidées à l'échelle de territoires construits pour l'action : les communautés de communes, les SCOT ou encore les diverses intercommunalités existant. La multiplication des échelons territoriaux et donc des politiques publiques liées amène à s'interroger sur la contribution de ces différents « territoires » au bien-être individuel. L'économie territoriale propose des outils permettant d'analyser la contribution des ressources spécifiques des territoires dans leur développement. Cette approche propose un cadre pour identifier les ressources qu'un territoire peut valoriser dans un processus de développement économique.

Cependant, dans l'évaluation des stratégies de développement des territoires, se pose la question de la qualité de vie, du bien-être des individus présents sur le territoire. Ainsi, la construction et l'évaluation des stratégies de développement ne peuvent se résumer à l'analyse des ressources et des atouts présents sur le territoire. La question se pose du degré de liberté que ces caractéristiques des territoires permettent.

Comme le souligne Davezies (2008, p.9) : *« la question du développement territorial, depuis que les économistes s'y intéressent, est systématiquement ramenée à la seule question de la création de richesses par le SPL »* et, p88 : *« mais le territoire n'est pas qu'un facteur de croissance, c'est aussi un support de population, une communauté humaine dans laquelle le développement ne se décline pas en termes de « productivité des facteurs » ou de « coûts de transport » mais plus simplement en termes de revenu des ménages, de chômage ou de pauvreté »*.

L'auteur propose ainsi une remise en question d'une vision du territoire centrée sur la création de richesses à travers la spécification de ce dernier. Ici, le lien est fait entre analyse du territoire et multi dimensionnalité. Tout comme l'approche par les capacités constitue une remise en cause des analyses classiques du développement, on assiste ici à un questionnement de la vision traditionnelle du développement territorial.

En effet, de la définition géographique à la définition économique du territoire, l'intérêt de la notion est de « nommer » un espace, de l'identifier. A partir de là, la question qui se pose est celle des enjeux de développement à cette échelle. Le territoire est économique (lié à une production spécifique) mais également culturel, politique et même administratif. L'AC invite alors à repenser la définition du développement territorial, en plaçant l'accès aux libertés au centre de l'analyse. Les politiques publiques doivent alors être repensées, en séparant mieux les objectifs (le bien-être et la qualité de vie des personnes) et les moyens (la spécificité de la production, l'ancrage des activités).

Ainsi, l'approche par les capacités permet de mesurer l'efficacité des stratégies de développement à l'échelle du territoire à l'aune des capacités territoriales qu'elles développent. Le recours à la notion de capacités collectives, définies comme des capacités accessibles à tous les individus à l'échelle du territoire est particulièrement pertinente. Tout d'abord, l'AC permet de s'interroger sur les dimensions du développement à étudier dans un contexte donné. Ainsi, concernant la marginalité rurale, la définition des dimensions du développement significatives a amené une réflexion sur la notion de marginalité, et son implication dans le cadre de la ruralité.

Mais l'utilisation de l'AC et les résultats obtenus dans ce travail de thèse amènent surtout à réinterroger la notion de développement territorial telle qu'elle existe actuellement. Comme le montre Joye (2007) on assiste à une ascension du développement local depuis les années 1980, ce dernier consistant à rendre le territoire plus attractif pour les activités. Or, comme le montrent les résultats de cette recherche, un territoire « attractif » ne constitue par forcément un territoire performant en termes de capacités.

Ainsi, si l'on compare les cantons de Bourg d'Oisans et le territoire des Boutières, on constate des différences importantes en termes de capacités, avec pourtant des niveaux « d'attractivité » relativement similaires. Il existe, sur le territoire des Boutières, des ressources spécifiques, liées au développement notamment de l'industrie du bijou sur le territoire. Malgré un accès difficile à ce dernier, des entreprises s'y sont installées et sont relativement « captives » du fait de la présence d'une main d'œuvre très qualifiée. Sur le canton de Bourg d'Oisans, le développement s'est fait autour du tourisme, mais sans développer de réelles compétences spécifiques autour de cette activité.

Or, le niveau de capacités sur le territoire de Bourg d'Oisans est plus élevé que sur celui des Boutières. Les deux territoires se ressemblent concernant les disparités existant à l'intérieur du territoire. Cependant sur Bourg d'Oisans, ces inégalités sont moins fortes. Un développement économique et un ancrage des activités sur un territoire ne garantissent donc pas un bon niveau de capacités sur celui-ci. L'AC nous a donc permis de redéfinir le développement territorial et, ainsi, de repenser les contours du territoire. A partir de ces aspects théoriques, des choix méthodologiques ont été réalisés dans le cadre de cette recherche, qui doivent être discutés.

•Réflexions méthodologiques

Le cadre théorique proposé par Amartya Sen est particulièrement riche, et comme le soulignent Droy et Sirven (2005) il permet d'envisager de nouveaux développements méthodologiques, tels que la construction d'indicateurs synthétiques. Cette richesse de la méthode, si elle présente un intérêt fondamental pour la recherche concernant les questions de bien-être, de qualité de vie et de développement, apporte également un certain nombre de difficultés méthodologiques.

La méthodologie de recherche utilisée dans cette thèse se propose de combiner deux approches : une analyse à partir des données secondaires, qui s'inscrit dans la lignée des travaux en termes d'indicateurs synthétiques ; un travail de recherche de terrain, basée sur

des travaux déjà réalisés, notamment dans les pays du sud. Si cette démarche méthodologique a permis d'éclairer un certain nombre de points, et d'obtenir des résultats intéressants, elle présente néanmoins des limites.

Concernant le travail à partir des données secondaires, la limite principale concerne les bases de données disponibles. En effet, même si le recensement de la population proposé par l'INSEE constitue une base particulièrement riche, l'accès à des données à une échelle géographique fine reste difficile. Ainsi, la majorité des expériences concernant l'élaboration d'indicateurs synthétiques sont réalisées à l'échelle de région (Jany-Catrice et Zotti 2009 ; Sumanash 2009) voir même à l'échelle des nations (Dreze et Sen 1995). De cette limite en découle une seconde, celle du choix des indicateurs permettant de mesurer le niveau de chaque capacité. Ce choix est conditionné par les données disponibles, et nécessite donc une prise de position de la part du chercheur, tout comme la sélection des capacités significatives. En effet, en l'absence de positionnement de Sen sur une méthodologie d'application de l'AC et sur une liste de capacités universelles, il est nécessaire pour le chercheur de s'adapter au contexte de la recherche.

Concernant le choix d'élaborer des indicateurs synthétiques, plusieurs points doivent être discutés. En effet, ce choix soulève différentes questions, qu'il est nécessaire d'aborder. Tout d'abord, une critique peut être adressée à l'ensemble du mouvement lié aux indicateurs synthétiques, celle de l'aspect réducteur lié au choix des variables composant l'indicateur. En effet, avec une ambition parfois très large (rendre compte du niveau de bien-être des individus à l'échelle d'une nation, ou d'une région) les outils de mesure semblent souvent décevants. Par exemple, l'IDH résume le développement humain à partir de 4 variables.

Au-delà de ces critiques, le recours à la construction d'indicateurs synthétiques présente néanmoins un intérêt central pour la recherche. Ces derniers donnent la possibilité de réaliser des comparaisons entre nations, régions, territoires, sur d'autres variables que le revenu. Ainsi, comme le souligne Dutta (2009) la construction d'indicateurs synthétiques et particulièrement pertinente pour mesurer les disparités régionales, puisqu'elle permet une comparaison entre les différents territoires.

Le choix aurait pu être fait de mesurer le niveau de bien-être à travers l'usage de questionnaires administrés aux individus des territoires, en leur demandant d'évaluer eux-mêmes leur niveau de satisfaction. Cependant, ce choix, à notre sens aurait présenté des limites bien plus importantes que l'utilisation d'indicateurs synthétiques. Stiglitz et al. (2009) soulignent les points suivants : les questionnaires ne permettent pas de mesures objectives, les échelles proposées peuvent être utilisées et interprétées de manière différente selon les personnes et enfin, il est difficile d'évaluer sa propre qualité de vie.

A ces limites soulignées par les auteurs s'ajoute ce qui, pour nous, constitue le point le plus important. Le recours à ces questionnaires individuels occulte complètement la dimension collective. En effet, l'évaluation individuelle peut évincer un aspect collectif, un « bien collectif » important, qu'il convient de préserver, mais qui ne sera pas mis en évidence à travers une évaluation de la qualité de vie par les individus. C'est le cas par exemple pour la dégradation de l'environnement. Si chaque individu d'une société estime qu'il a un bon

niveau de bien-être, cela ne donne aucun renseignement sur l'utilisation et la préservation des ressources.

Comme le souligne Viveret (2004) il est nécessaire de s'interroger sur l'avenir de la planète, et il est pour cela nécessaire d'avoir recours aux indicateurs. Ceux-ci permettent de questionner les dimensions importantes du développement, de balayer l'ensemble de celles-ci, et d'en obtenir une vision qui dépasse l'échelle individuelle. Dans le cadre de notre recherche, cet aspect est central. En effet, c'est bien la prise en compte des dynamiques globales à l'échelle fine des territoires qui est recherchée. L'enjeu est d'arriver à mettre en évidence des aspects collectifs du bien-être, qui ne peuvent être perçus si l'on s'en tient à une évaluation au niveau de l'individu.

Enfin, comme le montre Jany-Catrice (2010) l'un des principaux intérêts d'un indicateur est d'interpeller. Ainsi, même si le choix des variables constituant l'indicateur est parfois très restreint, particulièrement pour l'étude des cantons, son utilisation permet de mettre l'accent sur certains enjeux territoriaux. Pour conclure sur cet aspect, l'exemple du « better life index³⁵ » récemment proposé par l'OCDE, est particulièrement pertinent. En effet, celui-ci permet de comparer le niveau de bien-être de 34 pays, sur différentes dimensions du développement. Celles-ci attirent l'attention sur des enjeux fondamentaux, tels que l'accès au logement, le niveau de revenu, ou encore l'environnement et l'éducation.

Ainsi, si le choix de créer des indicateurs synthétiques pour mesurer le niveau de développement à l'échelle des cantons ruraux de la région Rhône-Alpes présente des limites, il permet néanmoins de mettre l'accent sur les enjeux à l'échelle de ces territoires, et de réaliser des comparaisons. Comme nous l'avons montré dans la section précédente, le niveau de développement n'est pas le même à cette échelle selon que l'on mesure en termes de revenu ou à travers l'indicateur synthétique proposé. Cela met bien en évidence le fait que le recours à ce dernier permet de mettre en lumière d'autres enjeux à l'échelle du rural.

Dans cette lignée, le choix a été fait, pour notre travail de terrain, de viser des « acteurs » pour étayer notre approche comparative. Encore une fois, l'objectif visé est d'avoir une vision d'ensemble du territoire et de ne pas se focaliser sur le bien-être à l'échelle des individus, dans le but de ne pas occulter des biens collectifs. Pour cela, un questionnaire a donc été administré à des « acteurs », des personnes ayant une perception globale du territoire et des opportunités existant à l'échelle de ce dernier.

Ce travail présente des limites, celles de la subjectivité de ces acteurs. Ces limites sont présentes dans tous les travaux concernant l'approche par les capacités, et cherchant à évaluer ce niveau à travers des enquêtes, que se soit à l'échelle individuelle (Anand et Van Hees 2006), du ménage (Klasen 2000) ou encore d'un groupe d'individus (Arendt-Kuennings et Amin 2001). Cependant, nous avons retenu cette démarche car elle permet de compléter le travail à partir des données secondaires, en restant sur une vision large des opportunités à l'échelle du territoire.

³⁵ http://www.oecd.org/document/36/0,3746,en_2649_201185_47837411_1_1_1_1,00.html

En effet, la combinaison du travail à partir des données secondaires et du travail de terrain apporte des résultats complémentaires. Le travail à partir des données secondaires permet d'approcher le niveau de capacités à partir des fonctionnements, c'est-à-dire des réalisations des individus. Cependant, cela ne renseigne pas les autres possibilités des personnes, leurs possibilités réelles. Le travail de terrain permet de mieux appréhender les capacités, c'est-à-dire les opportunités réelles dont disposent les individus.

L'analyse des dimensions du développement a été réalisée grâce à une méthode d'analyse descriptive, l'Analyse en Composantes Principales. Globalement, l'intérêt des méthodes descriptives est de permettre de structurer un ensemble de données. Cela est particulièrement vrai pour l'ACP qui, en regroupant ensemble des variables et des individus, permet ainsi de les catégoriser. L'intérêt de l'utilisation de cette méthode dans notre analyse était d'établir des catégories de territoires en termes de capacités. Cela nous a également fourni des éléments pour mesurer la sensibilité de notre analyse à un changement de pondération des capacités. Les principaux résultats de l'ACP montrent que l'on peut catégoriser différents types de territoires en termes de capacités au sein de l'espace rural. Ce constat sera développé dans le dernier point de cette section.

•Forme de développement économique et niveau de capacités

Dans ce dernier point, la question du lien entre forme de développement économique et niveau de capacité sera traitée. En effet, cela constitue le point central de ce travail. Nous l'avons vu précédemment, l'espace rural de la région Rhône-Alpes présente une variété importante de territoires, sous différents aspects : place de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme, position dans l'armature urbaine et dynamisme économique global. L'objectif était d'associer à ces différents « types » de territoire un plus ou moins bon niveau de capacités. C'est bien sûr plus particulièrement le rôle du tourisme qui est questionné. L'approche comparative menée sur trois territoires de la région Rhône-Alpes a permis d'aboutir à des résultats intéressants.

Pour commencer, la comparaison des niveaux de vie sur les trois territoires amènent plusieurs conclusions. Tout d'abord, sur deux des trois territoires, les acteurs constatent d'importantes disparités en termes de niveau de vie. Ces deux territoires ont la particularité de s'être développés sur un secteur moteur (le tourisme pour l'Oisans, l'industrie pour les Boutières) ce qui a freiné le développement d'autres activités. Il est donc possible de s'interroger sur la capacité d'un territoire sur lequel on trouve une seule activité moteur de permettre à tous ses habitants d'avoir accès à un bon niveau de vie.

La seconde conclusion est que ce phénomène est accentué sur l'Oisans, par la propension du tourisme à générer des emplois précaires et peu qualifiés. Ainsi, si le tourisme contribue à créer des revenus sur le territoire, ceux-ci ne sont pas répartis de manière équitable, autant entre les communes qu'entre les individus. De plus, la présence du tourisme fait augmenter le coût de la vie, ce qui entraîne une plus forte contrainte sur le niveau de vie des habitants.

Ensuite, globalement, la problématique de l'accès à l'emploi est moins forte dans l'Oisans que sur les deux autres territoires. D'un point de vue statistique, nous avons observé une corrélation positive entre le niveau d'emploi et le niveau de développement touristique d'un territoire. Cependant, cette corrélation devient négative lorsqu'on intègre la stabilité de l'emploi dans l'analyse. Pourtant, celle-ci ne semble pas constituer un problème majeur dans l'Oisans. Le territoire attire même un important flux de saisonniers extérieurs au territoire. Le tourisme semble donc offrir des possibilités importantes en termes d'accès à l'emploi, même si celui-ci est saisonnier. Les difficultés sont plus importantes dans les Boutières ou sur le canton de Saint-Symphorien-de-Lay. De plus, si l'emploi est centré sur le tourisme en Oisans, de nombreux emplois induits sont créés par le tourisme dans les services, l'artisanat et le commerce. Les emplois sont donc plus variés dans l'Oisans que dans les Boutières. Le canton de Saint-Symphorien-de-Lay bénéficie, quant à lui, de sa position centrale, entre trois centres urbains, qui permet aux habitants du territoire d'aller y travailler.

Concernant le capital social, il est possible d'avancer l'idée que le tourisme crée du lien social car, pour fonctionner, l'activité touristique demande une mise en réseau des acteurs, un effort d'organisation. Les élus du canton de l'Oisans, notamment, mettent en évidence le fait qu'ils travaillent avec tous les acteurs de la station, des exploitants des remontées mécaniques aux pompiers ou à la gendarmerie : *« en tant qu'élus d'une station de montagne, c'est mon rôle de travailler avec tous les acteurs de la station et de faire travailler tous les acteurs ensemble »*. L'objectif est de faire collaborer tous les acteurs autour de l'objectif commun du développement touristique.

Cela incite à développer des initiatives qui profitent à l'ensemble de la population, par exemple la mise en place de services facilitant l'accès au logement et à l'emploi. Ainsi, sur l'Oisans, les difficultés à travailler ensemble viennent de l'aspect individualiste du développement touristique des stations, qui jusqu'à présent n'avait pas besoin des autres communes pour vivre.

Cet élément constitue un point commun avec le territoire des Boutières, sur lequel le succès du développement industriel a empêché la mise en place d'un projet de territoire, et freine la collaboration entre les acteurs. Cependant, le territoire rencontre actuellement des difficultés, mais celles-ci ne contribuent pas à mobiliser. Sur le territoire de Bourg d'Oisans, l'enjeu de maintenir le niveau d'activité touristique incite les acteurs à travailler ensemble, et à développer la collaboration entre les stations et les autres communes du territoire. Sur le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, le travail autour du développement touristique a également permis de développer la collaboration, tant à l'échelle du territoire qu'avec d'autres territoires. En effet, l'enjeu du développement touristique incite les acteurs à travailler ensemble, et cette habitude de collaborer constitue une ressource pour la mise en œuvre d'autres projets.

Concernant les possibilités d'accès à la formation et le développement des compétences à l'échelle des territoires, les Boutières se distinguent nettement de nos deux autres terrains d'étude. En effet, le développement industriel a permis de créer des

compétences spécifiques au territoire, mais également d'y développer l'accès à l'éducation, en créant un lycée.

Les Boutières et le canton de l'Oisans rencontrent tous les deux des difficultés en termes d'accès aux services sur le territoire. Il est possible de faire un parallèle entre eux, dans la mesure où le fort développement d'une activité économique a parasité le développement du reste du territoire. En effet, l'important développement des stations ainsi que du pôle du Cheylard a empêché une répartition homogène des services. Le canton de Saint-Symphorien-de-Lay présente un développement plus harmonieux, avec des commerces de proximité et des services accessibles dans toutes les communes.

D'autre part, le discours des acteurs sur le canton de Bourg d'Oisans confirme les résultats obtenus dans la section précédente. En effet, on trouve une forte corrélation entre le niveau de développement touristique et la présence de services commerciaux au sein des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes. Or, les acteurs soulignent que ce sont les services les plus présents. Ainsi, si le tourisme permet un meilleur accès aux services, ceux-ci sont majoritairement destinés aux touristes, et sont de plus présents de manière saisonnière. Enfin, ces services sont concentrés dans les stations.

Notre travail de terrain, combiné au travail mené à partir des données secondaires, permet d'aboutir à différentes conclusions sur le lien entre forme de développement économique et capacités, et sur le rôle que joue le tourisme. Ainsi, l'on peut distinguer trois types principaux de territoires au sein de l'espace rural rhônalpins : des territoires touristiques et dynamiques, des territoires résidentiels entretenant un lien fort avec l'urbain, et enfin des territoires marginaux. Sur ces différents territoires, le tourisme joue un rôle variable.

Outre le capital social, les résultats montrent que le tourisme a un impact sur le dynamisme du tissu économique local, l'emploi ou encore l'accès aux services. Ces impacts sont mesurés sur un territoire sur lequel le développement touristique est très important. Cependant, ils restent pertinents même si le territoire choisit une forme de développement touristique moins intense, dans la mesure où les résultats montrent que c'est le lien particulier que le tourisme entretient avec le territoire qui permet le développement de capacités territoriales. Le tableau 41 permet de résumer les liens existant entre les caractéristiques des territoires et le développement des capacités.

Tableau 41 : Caractéristiques des territoires et capacités

Territoire	Caractéristiques du territoire	Caractéristiques du territoire en termes de capacités
------------	--------------------------------	---

Bourg d'Oisans	<ul style="list-style-type: none"> - Economie centrée sur le tourisme. - Territoire excentré, éloigné des centres urbains. - Tourisme très développé sur le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon développement des capacités sur le territoire. - Moins de marginalité que sur les deux autres territoires étudiés.
Boutières	<ul style="list-style-type: none"> - Economie tournée vers l'industrie. - Territoire excentré, éloigné des centres urbains. - Présence importante de résidences secondaires mais peu de place du tourisme dans l'économie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Territoire marginalisé, avec un faible niveau de capacités.
Saint-Symphorien-de-Lay	<ul style="list-style-type: none"> - Economie variée, présence de tous les secteurs d'activité sur le territoire. - Territoire agricole et résidentiel. - Territoire placé au centre de trois pôles urbains. - Très peu de tourisme sur le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse du développement de certaines capacités : accès à l'emploi, capital humain, revenu.

Source : auteur

Comme le montre ce tableau, le territoire de Bourg d'Oisans est celui sur lequel l'accès aux capacités est le meilleur. Cela met en évidence un point qui semble important : pour que les capacités territoriales se développent sur un territoire, la stratégie de développement mise en œuvre doit permettre de créer des liens sur celui-ci. Ainsi, si le niveau de capacités est plus développé sur le canton de Bourg d'Oisans, c'est parce que le développement de l'activité touristique nécessite une cohérence sur le territoire. De plus, l'enjeu que constitue le tourisme incite le développement des capacités sur le territoire, comme par exemple l'amélioration des conditions d'accès à l'emploi. Il est donc possible d'avancer que le tourisme constitue un catalyseur du lien social, ce qui peut permettre de créer du développement au sein des territoires ruraux.

En effet, on retrouve ce mécanisme au sein du territoire de la COPLER. Pour les acteurs, le fait de travailler autour du projet touristique constitue en soi une démarche de développement. Ainsi, même si le développement du tourisme sur le territoire n'apportera pas nécessairement des emplois et ne générera pas une activité économique importante, il permet en revanche de créer une habitude de travailler ensemble, des liens, notamment entre les élus.

Cependant, cette dynamique ne fonctionne pas sur le canton de Saint-Martin-de-Valamas. Malgré la volonté d'un certain nombre d'acteurs, notamment des chargés de mission mais également des membres d'association, de mettre en œuvre des projets sur le territoire, cela ne fonctionne pas. On pourrait alors remettre en question la « marginalité » du territoire, et interroger la pertinence de vouloir constituer une stratégie de développement sur ce dernier. Cependant, tant du point de vue « objectif » des indicateurs, que de celui plus subjectif des acteurs, le canton est marginal, et l'est de plus en plus.

Ce constat amène à revenir à la définition des capacités collectives. Rappelons qu'au sein de la littérature, deux définitions coexistent, qui ne sont jamais analysées de manière conjointe : d'une part, elles sont définies comme des capacités issues de l'action collective ; d'autre part, comme des opportunités individuelles liées aux « structures du vivre

ensemble ». C'est sur cette seconde définition que notre travail s'appuie. Cependant, les résultats obtenus conduisent à ré-éclairer ces deux aspects des capacités territoriales.

En effet, le blocage rencontré sur Saint-Martin-de-Valamas, selon les acteurs, est dû au manque de dynamisme et de volonté de travailler en commun des acteurs, et particulièrement des élus. Mais cela se retrouve également à l'échelle des associations, ou encore du territoire plus large des Boutières, puisqu'il est difficile d'établir un travail commun entre Saint-Martin-de-Valamas et le Cheylard. Ici, ce ne sont pas les « structures du vivre ensemble » qui doivent être remises en question, mais bien les possibilités « d'empowerment » telles que définies dans le chapitre 2 de cette thèse, de prise de pouvoir à l'échelle du territoire. Ainsi donc, les deux types de capacités collectives seraient liés, et l'un ne pourrait fonctionner sans la présence de l'autre.

Or, tant le tourisme que le travail autour du projet touristique agissent à ces deux niveaux, comme le montrent les exemples des territoires de Bourg d'Oisans et de Saint-Symphorien-de-Lay. L'exemple de Saint-Symphorien-de-Lay, tout d'abord, met en évidence l'impact du tourisme sur les deux niveaux de capacités collectives. En effet, la recherche d'un développement de l'activité touristique sur le territoire a permis de créer du lien social sur celui-ci, et donc de développer des capacités d'action collective, qui peuvent ensuite être mobilisées pour d'autres projets.

Mais le tourisme agit aussi sur le territoire en tant que structure du vivre ensemble. En effet, le travail autour du tourisme a permis de créer de l'identité sur le territoire, mais également une réflexion autour de la valorisation de l'ensemble des secteurs d'activité de ce dernier. Ainsi, ces éléments sont bien constitutifs d'une « structure du vivre ensemble », qui elle-même permet d'ouvrir des opportunités à l'échelle individuelle.

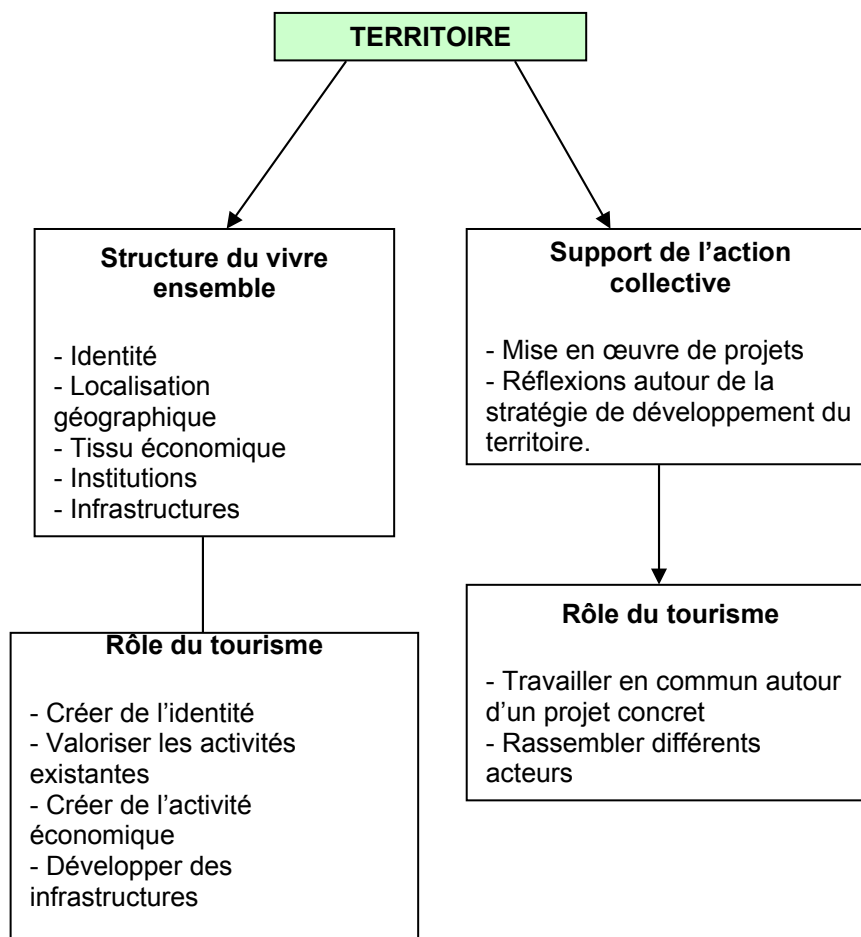
Cela se confirme sur le canton de Bourg d'Oisans, sur lequel le tourisme permet un accès aux services et à l'emploi relativement bon par rapport à l'ensemble de l'espace rural. De plus, le tourisme constitue également un catalyseur de projets sur le territoire, comme le montre les exemples tels que la réflexion autour de l'annualisation des contrats des saisonniers ou encore, plus récemment, la création d'une « route des savoir-faire » dont l'objectif est de valoriser les productions agricoles et artisanales sur l'ensemble de l'Oisans.

Alors que dans les Boutières, le niveau de développement global devrait être meilleur que sur le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, on constate au contraire que, notamment sur la dimension « capital social », le territoire rencontre d'importantes difficultés. Malgré un travail et une réflexion importante autour de la mise en valeur du patrimoine industriel, cela ne crée pas de liens entre les acteurs, et ne renforce par le rôle du territoire comme structure du vivre ensemble.

On assiste donc à un blocage du développement des capacités collectives dans les Boutières. A notre sens, celui-ci est dû au rôle très fort que joue l'industrie. En effet, l'importance de ce secteur d'activité dans le territoire a bloqué la réflexion autour des projets de développement de ce dernier. Malgré une certaine « spécificité » de la production sur le territoire, celle-ci ne suffit pas à permettre le développement sur Saint-Martin-de-Valamas.

Cela nous permet d'aboutir à différentes conclusions sur le rôle du tourisme en tant que catalyseur des capacités territoriales, que nous pouvons résumer à travers la figure 17.

Figure 17 : Tourisme et capacités territoriales



Source : auteur

A travers l'analyse de la figure ci-dessus, il est possible de revenir aux deux aspects du tourisme identifiés au début de notre travail, et qui nous ont conduit à recourir au cadre théorique de l'approche par les capacités l'analyse du territoire. Le tourisme est à la fois multidimensionnel et ancré sur le territoire, ce qui en fait un secteur particulièrement intéressant pour le développement des capacités à cette échelle.

En effet, le tourisme, pour être développé, nécessite une réflexion autour de la valorisation du territoire dans tous ses aspects : patrimoniaux, économiques ou encore culturels. Cela est particulièrement vrai à l'échelle de territoire n'ayant pas de ressources touristiques fortes, comme c'est le cas des stations balnéaires ou de montagnes. Ainsi, sur le territoire de la COPLER, l'absence de caractéristiques spécifiques à valoriser pour le tourisme a entraîné un ensemble de réflexions et de travaux importants. Cependant, c'est aussi le cas sur l'Oisans. En effet, même si ce territoire fait face à un développement touristique de masse, l'enjeu de maintenir l'activité incite également à mettre en œuvre un travail collectif.

Ensuite, le tourisme est multidimensionnel, et va influencer tous les aspects d'une destination : son identité pour commencer, pour deux raisons. La première est liée aux remarques précédentes : la réflexion autour du développement touristique incite à s'interroger sur les éléments de différenciation du territoire, et donc à créer une culture et une identité communes. La seconde est constituée par l'apport du regard extérieur du touriste sur le territoire. Cela va permettre de révéler des ressources dont n'ont pas forcément conscience les acteurs territoriaux.

Ensuite, le tourisme va influencer les infrastructures à l'échelle du territoire, notamment l'accès aux services, mais également l'emploi, l'économie, la valorisation des autres secteurs d'activité. Nous pouvons donc aboutir à la conclusion que l'activité touristique se distingue des autres secteurs d'activité, et constitue un potentiel de développement pour les territoires ruraux. Cependant, il ne peut constituer une solution toute faite pour tous, comme le montre l'exemple des Boutières.

Conclusion de la section 4.3

Le tourisme peut agir à plusieurs niveaux au sein des territoires ruraux en difficulté. Sur certains territoires, particulièrement bien lotis en ressources touristiques, celui-ci peut permettre de créer de l'emploi, des revenus, du dynamisme économique et des services. Cependant, au-delà de ces aspects « classiques » connus, du phénomène touristique, un autre enjeu émerge, celui de l'ancrage de projets de territoire. Ce phénomène a été identifié par Couturier (2005) qui montre que les territoires marginaux rencontrent d'importantes difficultés pour ancrer les dynamiques émergentes.

Or, le tourisme peut permettre d'enclencher un processus de collaboration, de partage entre les acteurs, ce qui constituera une ressource pour le territoire, qui pourra être mobilisée pour l'élaboration et la mise en œuvre d'autres projets. Cependant il convient, pour cela, d'agir à la fois sur deux aspects du territoire : d'une part, la « structure du vivre ensemble » : les projets ou encore les institutions à l'échelle du territoire. D'autre part, il est central de mobiliser les acteurs, de s'appuyer sur les expériences d'action collective existant sur le territoire.

Ainsi dans les Boutières, le tourisme peut réellement s'intégrer à la stratégie de développement du territoire. De plus, ce dernier possède des atouts pour le développement touristique. Cependant, pour créer une dynamique, il est indispensable de chercher à mobiliser autour du projet touristique. Pour cela, il peut être nécessaire de s'intégrer dans des réseaux plus larges, comme c'est le cas pour la communauté de communes de la COPLER, qui a développé une collaboration importante avec l'agglomération de Roanne. Pour conclure, si le potentiel du tourisme en tant qu'outil de développement apparaît clairement, il convient néanmoins d'interroger les caractéristiques des territoires, et d'y adapter la stratégie de développement mise en œuvre.

Conclusion du chapitre 4

Cette dernière section appliquée de la thèse nous a permis d'aboutir à un certain nombre de résultats intéressants concernant le lien entre tourisme et développement rural. Comme le montre Alkire (2008) le premier rôle de l'approche par les capacités est d'évaluer de quelle manière deux situations ont amélioré les libertés humaines. Le but est de comparer des situations en regard des opportunités qu'elles offrent réellement (Commin et al. 2008). L'objectif de cette recherche était donc de comparer les résultats en termes de capacités de différentes configurations territoriales au sein de l'espace rural. Plus précisément, l'objectif était d'établir une comparaison entre territoires ruraux touristiques et non touristiques.

Tout d'abord, les résultats obtenus dans cette dernière partie nous permettent de redéfinir la notion de développement rural proposée par l'économie territoriale. En effet, au-delà de la spécification du territoire, le niveau de développement doit se mesurer au niveau d'opportunités à l'échelle du territoire. Ainsi, l'analyse en composantes principales a montré que l'on peut distinguer différentes configurations de territoire en termes de capacités au sein de l'espace rural rhônalpin. Il existe donc des enjeux différents au sein des territoires ruraux de la région. La contribution de ce travail de thèse porte donc en partie sur une meilleure connaissance de l'espace rural et de ses dynamiques.

Outre ce premier résultat, la principale question à laquelle nous avons cherché à répondre est celle de la place du tourisme dans les stratégies de développement rural. Dans un premier temps les résultats obtenus amènent au constat que, globalement, les territoires ruraux touristiques sont des territoires sur lesquels on trouve un meilleur niveau de capacités, mais pas un meilleur niveau de développement général. Ce résultat est confirmé à la fois par le travail à partir des données secondaires et par le travail de terrain.

Ensuite, le tourisme influence les capacités territoriales à différents niveaux : l'activité touristique en elle-même et le projet touristique. Cet élément est central en termes de perspectives pour les politiques publiques. Cela signifie que le projet de développement touristique en lui-même peut contribuer à améliorer les capacités sur un territoire en amenant les différents acteurs du territoire à travailler ensemble et à s'interroger sur l'avenir du territoire.

Conclusion de la partie 2

Nous pouvons tirer deux types de conclusions de cette partie. La première porte sur la proposition méthodologique élaborée dans ce travail de recherche. La seconde, sur les résultats obtenus à partir de l'application de l'approche par les capacités à l'analyse du lien entre tourisme et développement rural. En effet, ces deux éléments constituent les deux principales contributions de notre travail, sur le plan empirique.

Pour commencer, nous l'avons vu, l'AC est une approche en construction. La densité et l'importance de la littérature existant sur le sujet amènent à souligner deux points. D'une part, il n'existe pas de méthode « standard » d'opérationnalisation de l'approche, ce qui implique un nécessaire positionnement du chercheur. D'autre part, c'est ce qui constitue la richesse de l'approche, et qui permet d'avoir de nombreuses sources de réflexions et possibilités d'adaptation.

Dans le cadre de cette recherche, il a fallu se confronter à une triple difficulté : adapter l'approche au cadre des pays développés, à l'échelle locale, et prendre en compte la dimension collective des capacités. Ensuite, l'impact du tourisme sur le développement rural devait être analysé. Pour répondre à ces enjeux, une méthodologie en deux étapes a été proposée : d'une part, un travail statistique, à partir de données secondaires, avec pour but de mettre en évidence les dynamiques rurales au sein de la région Rhône-Alpes, d'analyser les dynamiques territoriales et de positionner le tourisme dans cet ensemble. Ensuite, un travail de terrain, plus approfondi, pour compléter la première étape.

En définitive, l'application de notre méthode a permis de mettre en évidence la structuration de l'espace rural rhônalpin en termes de capacités, pour commencer. En effet, malgré un relatif dynamisme de celui-ci par rapport à l'ensemble de l'espace rural français, des inégalités de développement existent entre les territoires ruraux de la région. En outre, il est possible de montrer que, globalement, certains départements sont plus développés que d'autres, ce qui signifie qu'on est face à une concentration des inégalités.

Ensuite, nous avons montré, tout d'abord, que les territoires touristiques sont des territoires sur lesquels certaines capacités sont particulièrement développées. Ainsi, le tourisme permet de « dynamiser » le territoire, de manière globale. Cependant, une autre conclusion centrale apparaît dans ce travail, celle du rôle du tourisme dans la construction d'une dynamique sociale. En effet, la mobilisation autour du projet touristique permet de créer du lien social, une habitude de travailler ensemble entre les acteurs du territoire. En outre, le tourisme permet de construire un regard sur le territoire, tant de l'intérieur que de l'extérieur de celui-ci. Ainsi, il permet de réfléchir autour de l'identité du territoire, son projet, ses ressources. En termes de capacités donc, c'est bien la dimension collective de ces dernières que le tourisme influence, tant sur la structure du vivre ensemble que constitue le territoire, que sur les capacités d'action des acteurs de ce dernier.

Conclusion générale

Cette thèse a proposé une méthode d'évaluation du lien entre tourisme et développement rural appliquée au cas des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes. L'objectif de ce travail était d'interroger la pertinence d'une stratégie de sortie de la marginalité fondée sur le développement du secteur touristique. Pour cela, nous avons utilisé le cadre théorique de l'approche par les capacités ainsi que les acquis de l'économie territoriale, dans le but d'éclairer de nouvelles perspectives concernant le potentiel du tourisme.

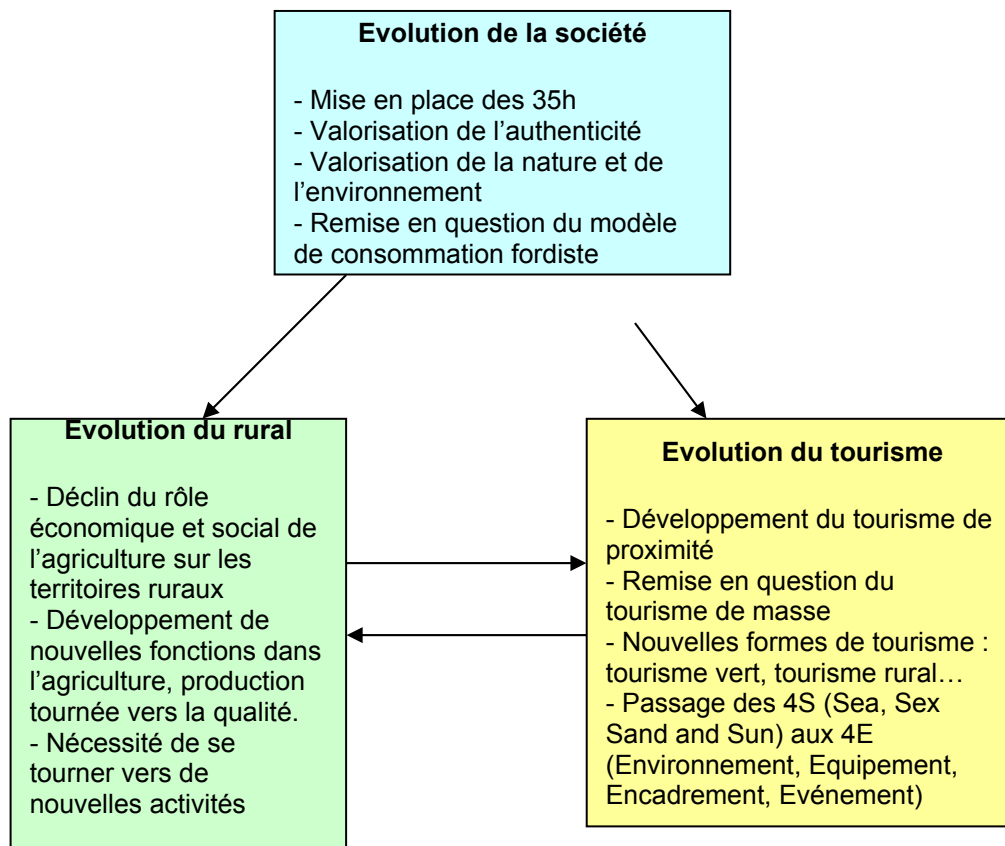
Différents concepts et notions ont été abordés et mobilisés dans ce travail, dans le but d'interroger les outils à notre disposition pour mesurer le lien entre tourisme et développement rural. Dans le premier chapitre de cette thèse, nos interrogations ont porté sur les définitions du rural et du tourisme. Ainsi, celui-ci a permis d'exposer des éléments de contexte constituant le socle de notre travail.

Tout d'abord, l'étude du rural est complexe, du fait de sa non homogénéité. C'est alors à l'échelle des différents territoires qui le composent qu'il a fallu raisonner. Les travaux existants, ainsi que l'étude des données à notre disposition, ont montré qu'il existe des disparités de développement entre les territoires ruraux. Au-delà de ces disparités, ce sont des dynamiques différenciées qui peuvent être observées au sein de l'espace rural.

C'est à cette problématique que les politiques publiques cherchent à répondre, en s'intéressant aux enjeux identifiés : démographie, dynamique économique, création d'activité et d'emploi. Une stratégie émerge alors, fondée sur le développement du tourisme. Comme l'a montré le premier chapitre, les évolutions conjointes de la société, du rural et du tourisme (voir figure 18) positionnent le développement de celui-ci comme une stratégie pertinente pour dynamiser les territoires ruraux en difficulté.

En effet, trois évolutions parallèles peuvent être relevées. Tout d'abord, celle de la société en général. Ainsi l'instauration des 35h a contribué à favoriser les destinations de proximité et les courts séjours. Ensuite, la remise en question du mode de production fordiste amène à reconsidérer le tourisme de masse, et à privilégier les destinations de nature, la « campagne », à laquelle on associe des valeurs telles que la nature et l'authenticité. Enfin, le renouveau démographique au sein des territoires ruraux, ainsi que l'évolution du rôle de l'agriculture ont amené la création de nouvelles ressources pouvant être mises en valeur pour leur développement touristique.

Figure 18 : Interactions entre les évolutions de la société, du tourisme et du rural



Source : auteur

Au sein de la littérature économique, différentes analyses du lien entre tourisme et développement rural sont proposées, explorant divers aspects de ce dernier. Une partie des approches centrent l'analyse sur la question des « aménités » c'est-à-dire sur les caractéristiques des territoires essentielles à la mise en tourisme de ces derniers. Ces analyses aboutissent à des recommandations concernant les stratégies permettant effectivement de développer le tourisme. Elles mettent en particulier en évidence le fait que tous les territoires ne sont pas égaux face à la problématique du tourisme et que, sur certains, son développement sera difficile, voire impossible, faute d'atouts à mettre en valeur.

Ensuite, les recherches s'intéressent à l'impact du tourisme en termes de développement. Pour cela, son rôle dans l'amélioration de l'emploi et des revenus est interrogé. A travers différents cadres théoriques, ses effets sont donc mesurés. Les résultats montrent que le tourisme a un effet important sur le développement des pays en voie de développement, mais relatif sur les territoires ruraux, et dépendant de certaines caractéristiques des territoires. Celles-ci sont principalement constituées par la présence de ressources particulièrement valorisées par le secteur touristique.

Enfin, de nombreux auteurs soulignent les effets néfastes du développement touristique : destruction de l'environnement, déstructuration des sociétés locales, uniformisation, fuite de revenus, conflits entre habitants et visiteurs. Cela met en évidence

deux points qui ont constitué le socle de ce travail de thèse : le tourisme est un secteur d'activité qui entretient un lien fort avec le territoire, d'une part ; d'autre part, c'est un phénomène multidimensionnel.

En effet, tourisme et territoire sont liés. Comme nous l'avons montré, la consommation touristique ne peut être dissociée de son lieu de production. Cela induit une implication très forte des caractéristiques de la destination dans l'activité touristique. Or, ces caractéristiques ne sont pas uniquement liées au tourisme. La présence d'infrastructures de transport, par exemple, concerne tant les touristes que les résidents. Ainsi, le tourisme se nourrit du territoire, mais le transforme également, influençant le mode de vie de ses habitants. Il est donc réducteur de limiter l'analyse du phénomène touristique à la création d'emplois et de revenu à l'échelle des destinations.

Ensuite, et cela découle du précédent constat, le tourisme est un phénomène multidimensionnel. En effet, celui-ci va agir sur différents aspects économiques et sociaux des destinations. Avant de proposer le tourisme comme une stratégie de développement pertinente sur les territoires ruraux, il convient de s'interroger sur les multiples conséquences liées à ce choix.

Après avoir exposé, dans le premier chapitre, les éléments relatifs aux territoires ruraux et au tourisme, nous avons proposé un cadre d'analyse original. Dans ce sens, cette thèse apporte des contributions à la connaissance sur trois plans : théorique, méthodologique et empirique. Dans l'objectif de les présenter de manière synthétique, quatre points structureront cette conclusion.

Dans un premier point, nous reviendrons sur le rôle structurant de l'Approche par les Capacités dans ce travail de recherche. Utilisée à la fois comme un outil théorique et méthodologique, celle-ci a permis d'éclairer de nouveaux aspects du développement territorial. Ensuite, un deuxième point permettra de faire le bilan des principaux résultats empiriques de notre travail. Dans un troisième point, nous reviendrons sur les limites de cette thèse et les perspectives qui en découlent avant de proposer pour finir, des recommandations en termes de politiques publiques liées aux résultats de cette recherche.

1. L'AC, un cadre structurant pour l'analyse du territoire

Cette thèse a exploré la possibilité d'une analyse multidimensionnelle du territoire en adoptant la perspective théorique de l'Approche par les Capacités de Sen. Avant tout, la grille de lecture de l'AC nous a permis de comprendre comment dépasser les cadres habituels proposés par l'économie territoriale. Nous avons ainsi cherché à redéfinir les contours du territoire, à proposer une démarche intégrative, englobante. L'AC peut être utilisée tant comme outil théorique que méthodologique. Deux aspects du territoire ont alors pu être réinterrogés grâce au recours à l'AC. D'une part, l'approche propose un cadre d'analyse des dynamiques territoriales, en définissant le territoire comme une structure du vivre ensemble. D'autre part, elle fournit des outils pour définir le développement territorial, et plus particulièrement le développement rural.

1.1 : L'AC, un cadre d'analyse des dynamiques territoriales

L'élaboration du cadre théorique de ce travail de thèse (chapitre 2) a permis de participer à la construction de la réflexion à la fois autour de l'approche par les capacités et du territoire. En effet, nous nous sommes inscrits dans le cadre de l'approche par les capacités, en proposant d'étudier la dimension territoriale de ces dernières. Cela a abouti à la co-construction d'une réflexion entre AC et territoire : d'une part, concernant la contribution de l'AC à la connaissance du territoire ; d'autre part, celle du territoire à la construction de l'AC.

Le chapitre 2 a ainsi proposé d'inscrire l'analyse du territoire dans le cadre proposé par l'approche par les capacités, avec comme objectif de redéfinir le développement territorial. Tout d'abord, la question s'est posée de la définition du territoire. En économie, celui-ci est analysé sous son aspect « productif » : un territoire est constitué d'un ensemble d'acteurs partageant des enjeux productifs communs, ce qui crée des ressources spécifiques et permet ainsi un ancrage des activités. Cependant, l'élargissement de l'analyse à la géographie et à l'aménagement du territoire montre que le territoire est plus que cela.

Volontairement, nous avons choisi d'appréhender le territoire sous tous ses aspects : économique, géographique, politique, institutionnel, social. En effet, le territoire est à la fois un acteur des dynamiques économiques, mais il a également des caractéristiques physiques, politiques (mise en œuvre de projets à l'échelle locale), institutionnelles (importance de plus en plus marquée de la décentralisation) ou sociales (liens entre les individus du territoire). Ainsi, il semblait réducteur d'en rester à la dimension économique de celui-ci.

Après avoir proposé une présentation de ces différentes dimensions du territoire, il nous est apparu que l'ensemble de ces caractéristiques permettent de considérer celui-ci comme un objet d'étude particulièrement pertinent pour l'approche par les capacités. Plus précisément, ce sont les développements en termes de capacités collectives que nous avons utilisés pour notre recherche.

L'AC, telle que conçue par Sen, trouve sa force dans le fait qu'elle place la liberté au centre de l'analyse. Ainsi, à la recherche d'un espace d'évaluation des inégalités permettant de dépasser les réflexions habituelles en termes de PIB, la notion de liberté pose les jalons d'une mesure universelle. Cependant, Sen s'inscrit dans la lignée de l'individualisme méthodologique, et place donc l'individu au centre de l'analyse. Or, à la suite des nombreux développements de l'approche, nous pouvons avancer qu'il existe également un aspect collectif de l'accès aux libertés.

Nous avons alors cherché dans la littérature une définition de ces capacités collectives. Il nous est apparu que deux définitions coexistaient. D'une part, les capacités collectives sont définies comme des capacités liées à l'action collective d'un groupe d'individus, qui permet d'améliorer les opportunités de chaque membre du groupe. D'autre part, une approche des « structures du vivre ensemble » existe. Celle-ci conceptualise le rôle

de l'environnement, des institutions, des politiques qui constituent le cadre dans lequel l'individu évolue dans l'accès aux opportunités pour ce dernier.

A travers l'étude des caractéristiques du territoire, nous avons pu alors mettre en évidence que celui-ci était à la fois un support pour l'action collective, à travers notamment la construction de ressources territoriales, et une structure du vivre ensemble. En effet, le territoire est défini comme un ensemble de caractéristiques économiques, sociales, politiques et institutionnelles dans lequel les individus vont s'inscrire et qui va les influencer.

A partir de là, le but du développement territorial doit être d'améliorer le bien-être et les conditions de vie à l'échelle individuelle, en agissant sur cette structure qu'est le territoire. Pour mesurer ce niveau de développement territorial, la notion de « capacité territoriale » a été proposée, définie comme un ensemble de capacités lié à l'inscription de l'individu dans un territoire. D'un point de vue théorique donc, la mobilisation de la grille de lecture de l'approche par les capacités permet de reconsidérer les questions de territoire et de développement territorial. En effet, le territoire est défini comme un support de l'action collective et une structure du vivre ensemble, et devient alors acteur dans la construction des opportunités individuelles, ce qui amène à en redéfinir les frontières. Le but final du développement territorial vise alors l'amélioration des libertés à l'échelle du territoire.

L'application de l'AC à l'analyse des dynamiques territoriales a également permis d'avancer dans la construction de la connaissance autour des capacités collectives. En effet, des capacités de base telles que définies par Sen pour mesurer la pauvreté à l'analyse de la dimension collective des capacités individuelles, nous avons pu mettre en évidence un important cheminement auquel notre travail participe, et qui devra être poursuivi.

L'AC telle que conçue par Sen, en plaçant la liberté au centre de l'évaluation du développement, reste délibérément large et a donc ouvert la voie à de nombreux travaux et interprétations et ce, dans différentes disciplines scientifiques. Pour l'auteur fondateur de l'approche, celle-ci était principalement destinée à dépasser le cadre contraignant et limité de l'approche utilitariste pour construire une autre mesure du bien-être et de la qualité de vie. Ainsi, c'est principalement sur l'étude des pays en développement qu'a reposé l'approche de Sen.

Or, en proposant de mesurer l'efficacité des politiques à l'aune des libertés qu'elles apportent, l'approche peut également être appliquée aux problématiques des pays développés. Cependant, il convient de réfléchir à la manière d'adapter l'AC, tout en respectant les fondements. L'objectif d'éclairer la dimension spatiale des inégalités nous a alors conduit à nous inscrire dans les réflexions en termes de capacités collectives. Celles-ci sont en construction, et leur application au territoire participe de cette construction.

Pour les auteurs réfléchissant en termes de capacités collectives, le contexte influence les capacités des individus de deux façons. Tout d'abord, il influe sur leurs préférences, la construction de leur identité, de leur culture. Ensuite, il influe sur leur accès aux capacités. L'étude du territoire a permis de confirmer ces deux aspects. En effet, pour commencer, le territoire constitue une « structure du vivre ensemble ». En géographie

comme en économie, le territoire existe par sa spécificité, par une notion d'identité, de culture commune d'un groupe d'individus. Mais il existe également une autre facette du territoire, liée à l'action collective de ces groupes d'individus, qui vont alors eux-mêmes participer à la construction de spécificités locales.

Ainsi, nous avons montré dans ce deuxième chapitre que la notion de capacités collectives est pertinente, voire indispensable, pour l'étude des inégalités spatiales. En effet, c'est bien une dimension collective, de groupe, qu'il est nécessaire d'analyser afin d'appréhender les dynamiques territoriales. L'amélioration des conditions de vie peut certes être réalisée à l'échelle individuelle mais, dans le cas des politiques de développement territorial, c'est bien l'échelle collective qui est visée. Les capacités collectives constituent donc une notion efficace tant pour réfléchir aux possibilités « d'empowerment » au sein des pays en développement que pour analyser l'impact des politiques de développement local dans les pays développés.

Pour cette thèse, un travail d'appropriation d'un corpus théorique en mouvement (l'AC) a dû être réalisé. Celui-ci a de plus de fortes connotations idéologiques (croissance vs développement) et philosophiques. Parallèlement à cela, une réflexion importante autour du territoire, notion par essence polysémique, a été menée. D'un point de vue théorique, la nature de l'activité touristique nous a amené à faire le choix de coupler ces deux approches. Mais cela nous a également conduit à réfléchir autour de la construction d'une méthodologie originale, tant du point de vue de l'échelle géographique choisie que des outils utilisés.

1.2 : l'AC, un cadre méthodologique pour mesurer le niveau de développement du territoire

Pour mettre en œuvre l'approche par les capacités, notre recherche a dû faire face à trois enjeux : une application à une échelle collective, dans les pays développés, et au niveau local (chapitre 3). Or, l'AC a été majoritairement appliquée à l'analyse des pays en voie de développement, à l'échelle des nations ou éventuellement des régions. Dans le cadre de cette recherche, il a donc été nécessaire de dégager les outils permettant un travail à une échelle locale très fine. Nous nous sommes pour cela appuyé sur des expériences existantes, tout en construisant une méthode originale.

Finalement, la méthodologie proposée s'est appuyée sur deux propositions d'application de l'AC particulièrement porteuses dans le cadre des analyses en termes de capacités. D'une part, la création d'indicateurs synthétiques, permettant de réaliser des comparaisons entre les territoires et ce, sur la base de différentes dimensions des capacités. L'objectif central de notre travail était de tester la pertinence du tourisme en tant que politique publique. Dans cette perspective, il était nécessaire de pouvoir faire des comparaisons entre les territoires. C'est ce qui a justifié le choix d'élaborer des indicateurs. Cependant, celle-ci s'est heurtée à une limite essentielle ; la difficulté de mesurer toutes les capacités significatives faute de données pertinentes à l'échelle locale. De plus, ce sont des fonctionnements que l'on mesure, c'est-à-dire des réalisations, et non pas des capacités.

D'autre part, pour pallier ces limites, une deuxième étape est proposée, consistant en une approche comparative sur trois territoires ruraux de la région Rhône-Alpes. Ce travail de

terrain avait pour objectif, à partir de questionnaires administrés aux acteurs des territoires, d'appréhender le lien entre tourisme et développement rural. Pour cela, une trentaine d'acteurs ont été interrogés sur trois territoires présentant des caractéristiques différentes en termes de tourisme et de développement.

Au niveau méthodologique, notre recherche a donc apporté sa contribution à la construction d'une connaissance autour des possibilités d'application de l'approche par les capacités. En premier lieu, la définition d'indicateurs synthétiques au niveau des cantons a montré que ceux-ci permettent de mettre en évidence des éléments généralement occultés dans l'analyse des dynamiques territoriales. Ainsi, des territoires riches en termes de revenu ne le sont pas automatiquement en termes de capacités.

Ensuite, le recours aux perceptions des acteurs pour faire émerger les capacités à l'échelle du territoire permet d'approfondir les connaissances mises en évidence par l'analyse à partir des données secondaires. En effet, l'analyse du discours des acteurs a mis en évidence la référence à différentes échelles de territoire, et a permis d'éclairer certains liens entre tourisme et développement, comme nous le verrons dans la suite de cette conclusion.

L'un des principaux apports de cette thèse concerne donc les conditions et les modalités d'application de l'approche par les capacités à l'analyse du développement territorial, et particulièrement à l'échelle du rural.

Tout d'abord, il a fallu s'interroger sur un point central de l'approche par les capacités, la construction d'une liste permettant de prendre en compte les différentes dimensions du développement. Dans le cadre de notre recherche, il a donc fallu questionner les dimensions du développement rural, et plus particulièrement la façon de les identifier. La revue de la littérature a souligné que certains auteurs mettent en œuvre un important dispositif d'enquête auprès des individus pour définir leurs attentes et les capacités qu'ils valorisent. Le but est de construire des connaissances autour de la vision qu'ont les individus du développement. Dans le cadre de notre recherche, nous avons opté pour une autre démarche, celle de proposer une méthode d'évaluation du développement à l'échelle des territoires ruraux, qui permette de réaliser des comparaisons entre les territoires.

Pour déterminer les dimensions significatives du développement, nous avons donc réalisé une revue de la littérature sur le sujet, avec pour but de mettre en évidence les enjeux autour du développement rural, ainsi qu'un recours à l'analyse des experts de la question.

Dès lors, la question des outils de mesure s'est posée. La construction d'indicateurs synthétiques s'avère particulièrement porteuse, et constitue une méthode de plus en plus utilisée tant au niveau scientifique que politique, comme nous l'avons montré. Cependant, cette méthode s'avère délicate, car il convient de passer de dimensions du développement « conceptuelles » à leur mesure opérationnelle.

Pour cela, nous avons sélectionné un ou plusieurs indicateurs pour mesurer chaque dimension. Bien que notre choix ait été limité par les bases de données existantes à une échelle territoriale aussi fine que celle du canton, nous avons pourtant maintenu notre choix de construire des indicateurs synthétiques. Malgré les limites que celui-ci comporte, il permet néanmoins de faire des comparaisons entre les territoires, d'une part, mais également de mettre l'accent sur différentes dimensions d'autre part.

Ensuite, nous avons souhaité confronter ce travail à partir des indicateurs issus du traitement des données secondaires à la vision des acteurs de terrain. Pour cela, les enquêtes auprès des acteurs, sur la base d'entretiens semi-directifs, ont permis de mettre en perspective mesure « objective » et perceptions subjectives du développement. Cette étape méthodologique s'est avérée cruciale, car elle a permis d'approfondir les connaissances mises en évidence dans la première partie du travail, mais également de les interroger à la lumière des données recueillies sur le terrain. Elle nous a également permis d'obtenir des informations sur des éléments absents des données secondaires, notamment sur le capital social.

A ce niveau de notre réflexion, il est nécessaire d'aborder les questions de validité interne et externe de notre recherche. En effet, tant du point de vue de la méthodologie que des résultats, la question se pose d'une part de la qualité de nos résultats, d'autre part de leur potentiel de généralisation. Pour cela, il faut s'interroger sur leur validité, tout d'abord interne. A ce niveau, il faut questionner d'éventuels facteurs, inhérents à certains choix méthodologiques réalisés, qui pourrait limiter le bien fondé de nos résultats. Ensuite, la question de la validité externe porte sur la généralisation des résultats à d'autres contextes de recherche.

Tout d'abord, nous avons combiné deux méthodes de recherche : un travail à partir de données secondaires et un travail de recueil de données sur le terrain, à partir de questionnaires auprès des acteurs des territoires. Cela a permis de confronter les résultats issus de ces deux protocoles, et ainsi de renforcer leur validité. Ainsi, nous avons pu constater que les résultats issus de ces deux méthodes de recherche convergent. En outre, la période de référence choisie (2007) exclut tout biais « historique ». En effet, aucun phénomène majeur ne s'est produit au cours de cette période, tant du point de vue du tourisme que du point de vue économique.

Ensuite, le questionnaire administré pour les enquêtes de terrain ne l'a été qu'une seule fois pour chaque acteur. Cela signifie qu'il n'y a pas de biais lié à l'utilisation répétée d'un instrument (le questionnaire) pour le même répondant ce qui aurait pu conduire à une « amélioration factice » des résultats. En outre, tous les acteurs ont répondu à des questions similaires : la même méthode a donc été appliquée à tous les répondants, sur la même période. Enfin, le choix des acteurs à interviewer a été réalisé en concertation avec des techniciens de terrain : l'influence du regard du chercheur (biais de sélection) a donc été limitée, et cela a conduit à interroger un panel de personnes aux points de vue différents.

Concernant la question de la généralisation de nos résultats, nous avons plusieurs fois souligné la particularité de la région Rhône-Alpes, tant du point de vue de sa situation

économique que de la place qu'y tient le tourisme. Nous pouvons nous demander si des résultats similaires auraient été obtenus dans des régions moins dynamiques, au sein desquels l'urbain est moins omniprésent. Ainsi, il conviendrait de tester la méthode proposée au sein d'autres régions, tout en conservant notre méthodologie de recherche.

En effet si nos résultats sont spécifiques au contexte régional, en revanche nous avons cherché à proposer une méthode de recherche reproductible dans d'autres contextes. Ainsi, le choix de l'échelle des cantons implique que les indicateurs utilisés sont disponibles pour l'ensemble du territoire français. Ensuite, le travail auprès des acteurs et le questionnaire administré, lié aux capacités, peut également être approprié pour d'autres contextes. Il serait notamment intéressant d'étudier le cas de régions plus rurales, au sein desquelles on ne trouve pas de tourisme de masse, tel que l'on observe en Rhône-Alpes.

Cela permettrait d'approfondir nos résultats concernant le lien entre tourisme et capital social, en étudiant des territoires avec des caractéristiques similaires à nos terrains de recherche, relativement au contexte régional dans lesquels ils se situent. Ainsi, il serait intéressant de voir si le projet touristique peut constituer un vecteur de liens sociaux sur des territoires sur lesquels on ne trouve pas une « culture touristique » particulière, et qui ne s'inscrivent pas dans une région elle-même touristique.

D'un point de vue méthodologique, notre travail a proposé une méthode de définition et d'évaluation du développement à l'échelle des territoires ruraux. A partir de ce travail, ce sont ensuite les résultats obtenus à travers l'application de cette méthode qu'il est nécessaire de discuter.

2. Une nouvelle analyse du lien entre tourisme et développement rural : le cas de la région Rhône-Alpes

Dans ce point, notre objectif est de discuter les résultats empiriques de ce travail de thèse, sous deux aspects. Premièrement, nous avons utilisé l'approche par les capacités pour mieux comprendre les dynamiques territoriales au sein de la région Rhône-Alpes, et particulièrement au sein de son espace rural. Ensuite, nous avons voulu interroger le caractère multidimensionnel du tourisme. Ce sont ces deux éléments que nous analyserons dans le second point de cette conclusion.

2.1 : Quelle compréhension des dynamiques de la région Rhône-Alpes ?

Pour mettre en évidence une structuration de l'espace rural de la région Rhône-Alpes, nous avons tout d'abord proposé une analyse statistique et cartographique de celui-ci. A partir des indicateurs synthétiques élaborés pour mesurer le développement rural, nous avons cherché à établir une typologie des territoires ruraux rhônalpins, à partir des différentes caractéristiques de la région.

Pour commencer, nous avons proposé une mise en perspective des caractéristiques de la région dans son ensemble, de son espace rural ensuite, et enfin des différents territoires ruraux. Nous avons vu que la région Rhône-Alpes présente des spécificités dans

différents domaines : niveau de développement touristique, niveau de développement industriel, dynamisme, place de l'agriculture, place de l'urbain. A partir de ces caractéristiques, une Analyse en Composantes Principales a été mise en œuvre, complétée par une enquête de terrain sur trois territoires en particulier. Ces territoires représentaient chacun une configuration différente en termes des caractéristiques définies ci-dessus. Cela a permis d'aboutir à différents résultats.

A travers à la fois l'analyse des données secondaires et du discours des acteurs, nous avons mis en évidence un point central : ces différentes configurations territoriales sont également à mettre en relation avec la variété des accès aux capacités. Tout d'abord, le tourisme joue un rôle dans la répartition des dynamiques au sein de l'espace rural de la région. Ainsi, les territoires ruraux touristiques ont globalement un bon niveau d'accès aux services, un tissu économique local dynamique et un bon niveau de vie.

L'ACP a également permis de mettre en évidence un lien entre le département sur lequel se trouvent les cantons et leur niveau de développement. Ainsi, globalement, les cantons de l'Ardèche, de la Drôme et de la Loire sont relativement plus en difficulté que l'ensemble des territoires ruraux de la région. Or, ceux-ci ont pour caractéristiques d'être des départements plutôt agricoles, avec de faibles dynamiques démographiques, et une part importante de résidences secondaires.

Sur nos territoires d'étude, ces résultats se confirment. Le canton de Bourg d'Oisans, sur lequel l'activité touristique prédomine, ne peut être considéré comme un territoire marginal ni du point de vue des indicateurs synthétiques, ni de celui des acteurs interrogés. Cependant, l'enquête de terrain a mis en évidence de grandes disparités à l'intérieur du territoire.

Ensuite sur le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, proche de trois centres urbains, on constate un niveau de développement moyen. Sur ce territoire, aucune activité économique ne prédomine. Cependant, des questions de développement se posent, principalement en termes d'accès à l'emploi.

Enfin le canton de Saint-Martin-de-Valamas, pourtant voisin du canton du Cheylard, qui constitue un pôle industriel fort, peut être qualifié de marginal. On constate des difficultés d'accès à l'emploi, des difficultés à ancrer des projets de développement. D'un point de vue économique, l'industrie joue un rôle central, structurant sur ce territoire. Celui-ci est également très en retrait des pôles urbains, et le tourisme n'y joue un rôle qu'à travers la présence de résidences secondaires.

La définition du développement rural en termes de capacité a permis de faire des comparaisons sur le niveau de développement des territoires ruraux de la région Rhône-Alpes, et ainsi de mettre en évidence une structuration de cet espace. Ainsi, certains territoires ont pu être qualifiés de « marginaux » dans la mesure où ils ont un niveau de capacités plus faible que l'ensemble de l'espace rural. A partir de ce constat, le dernier enjeu de ce travail de thèse consistait à s'interroger sur la contribution du tourisme à la sortie de cette marginalité.

2.2 : Le tourisme, un phénomène multidimensionnel

C'est ce point qui constitue la principale contribution empirique de cette recherche. En effet, nous avons montré que le tourisme peut agir sur le territoire à différents niveaux. Sur les territoires possédant d'importantes ressources touristiques, ce dernier agit effectivement sur le niveau d'emploi, de revenu, d'accès aux services. Cependant, un tel niveau de développement touristique n'est pas possible sur tous les territoires, qui n'ont pas tous les mêmes ressources ni la même situation géographique. Mais le tourisme influence d'autres caractéristiques des territoires : le capital social d'une part, l'identité de ce dernier d'autre part.

Tout d'abord, le tourisme permet de créer des liens tant du territoire avec l'extérieur qu'à l'intérieur de celui-ci. Ces liens, l'habitude de travailler ensemble, constitueront des atouts pour la mise en œuvre d'autres projets. Ensuite, le tourisme crée de l'identité sur un territoire, en incitant les acteurs à s'interroger sur ses ressources, ses frontières, sur ce qui le constitue. Le développement touristique incite à « penser » le territoire, à le définir, et par extension, à en saisir les enjeux.

Ainsi, même sur les territoires non touristiques, le tourisme peut jouer un rôle moteur pour le développement de liens sociaux sur le territoire, ce qui constitue l'une des principales conclusions de ce travail, et amène ainsi à reconsidérer les stratégies de développement fondées sur le tourisme. En effet, celles-ci ne peuvent se résumer à l'identification de ressources qui peuvent être valorisées pour le tourisme, et ainsi à la « mise en tourisme » du territoire.

Dès le début de ce travail, nous avons montré que le tourisme est un secteur d'activité particulier, dans le sens où son ancrage au territoire est très fort, et où ses impacts sur la destination touristique sont multiples. Ces deux particularités de ce secteur d'activité font que, au-delà du tourisme, c'est le projet touristique lui-même qui permet de générer du développement sur un territoire. Cela est particulièrement mis en évidence si l'on définit ce dernier en termes de capacités.

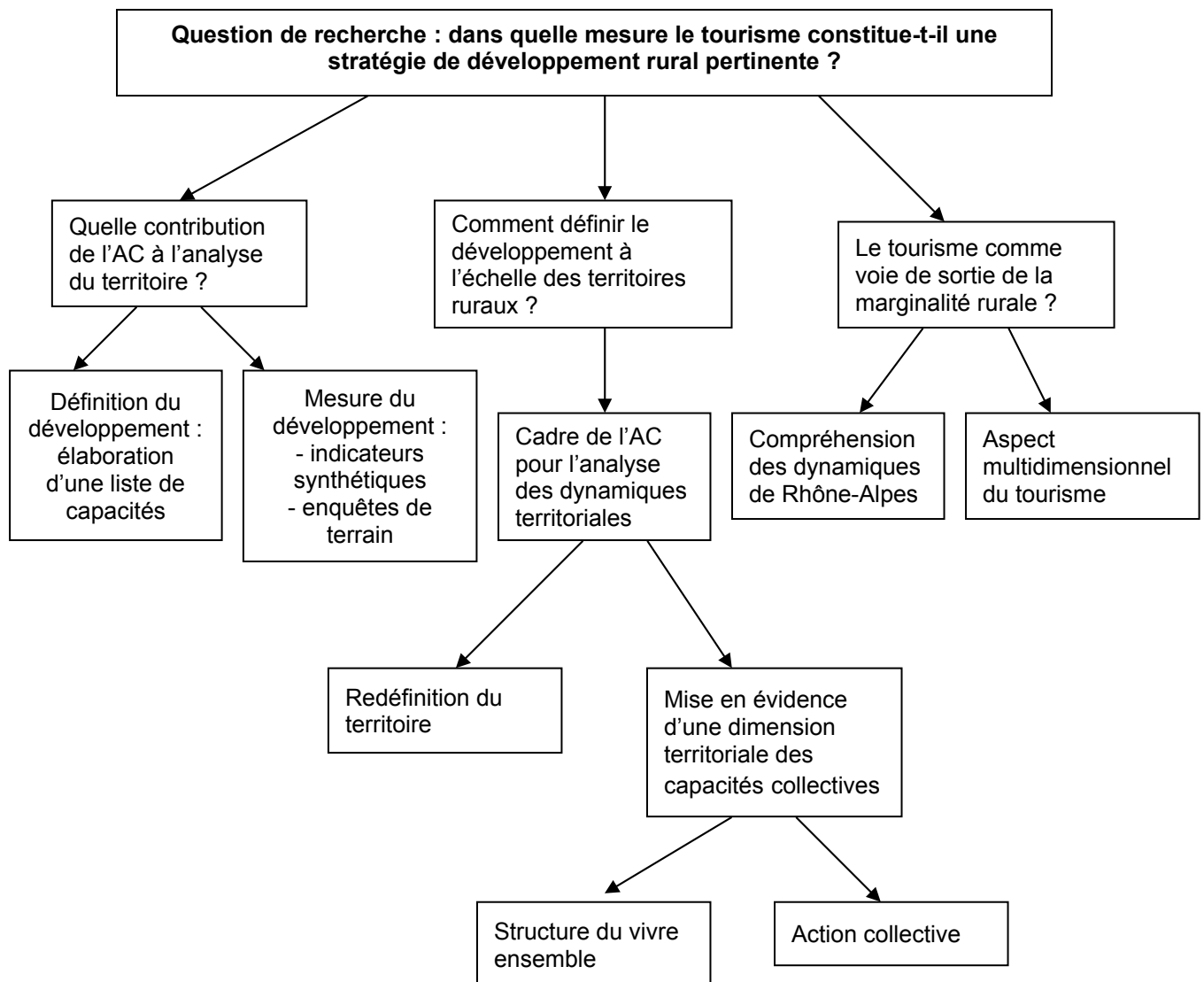
En effet, nous avons souligné que le projet touristique crée du lien social, une habitude de travailler ensemble à l'échelle des territoires. La nécessité de coordonner l'ensemble des acteurs du territoire pour mettre en œuvre une stratégie de développement touristique crée des liens, qui constitueront une ressource pour la mise en œuvre d'autres projets. Deux niveaux d'analyse du tourisme peuvent alors être proposés.

D'une part, celui de l'étude de l'intégration du tourisme dans la stratégie de développement des territoires. Ici, ce qui doit être analysé est la capacité du projet touristique à constituer un catalyseur pour d'autres projets de développement ou encore d'être un vecteur des liens sociaux. Ce point peut amener à reconsidérer la place du tourisme dans les stratégies de développement rural. En effet, cela montre que la réflexion autour du développement touristique du territoire constitue en elle-même un moteur de développement.

D'autre part, celui de l'influence du tourisme sur le niveau de développement des territoires. Comme nous l'avons vu, un développement touristique important crée non seulement du développement économique, mais permet également un meilleur accès aux services. En effet, le tourisme nécessite le développement d'infrastructures qui vont également bénéficier à la population. En outre, la mobilisation autour du maintien et du développement de l'activité touristique incite là aussi les acteurs à collaborer, à créer des liens, ce qui constitue en soi une capacité.

Pour conclure, la figure 19 propose une synthèse des différents apports théoriques, méthodologiques et empiriques de cette thèse, en lien avec les questions de recherches posées en introduction. D'un point de vue théorique, nous avons réfléchi aux notions de territoire et de capacités collectives. Ensuite, nous avons proposé une méthodologie de recherche originale, alliant à la fois les expériences existantes et les contraintes de notre recherche. Pour finir, les résultats obtenus ont à la fois permis de ré éclairer les dynamiques rurales en Rhône-Alpes et la place qu'y occupe le tourisme. Reste cependant des limites associées à notre démarche, sur lesquelles nous nous proposons de revenir.

Figure 19 : Synthèse des apports de la thèse



Source : auteur

3. Limites et perspectives de recherche

Le recours à l'AC apporte un nouvel éclairage sur les réflexions en économie territoriale. Le territoire n'est pas une notion stabilisée, elle est même souvent remise en question. Or, l'AC peut permettre d'intégrer l'ensemble des réflexions sur le territoire, de créer le lien entre différentes notions du territoire en le présentant à la fois comme une structure du vivre ensemble et le support de l'action collective. C'est ce que nous avons cherché à montrer dans le chapitre 2 de cette thèse. Ainsi, nous avons proposé une nouvelle notion, celle de capacités territoriales. Le territoire peut alors être défini à partir de ces dernières.

Ainsi, la notion de territoire dans une perspective multidimensionnelle intégrerait à la fois les questions de lien social, de compétences, de capital humain, d'environnement (au sens large : écologie, cadre de vie, qualité de vie) ou encore d'infrastructures. De futurs

travaux pourraient permettre d'approfondir ce point, tant sur le plan théorique qu'empirique. En effet, en étudiant des territoires ruraux dans des régions moins dynamiques que Rhône-Alpes, il serait possible d'approfondir cette question de capacités collectives à l'échelle du territoire.

Ensuite sur un plan méthodologique nous avons pris le parti, pour cette recherche, de constituer une liste de capacités à partir d'une revue de la littérature, considérant cette dernière comme suffisamment riche. Cependant, ce choix a également été motivé par une contrainte de temps inhérente à tout travail de thèse. Il semblerait pourtant intéressant d'interroger les individus sur leur définition du bien-être et de la qualité de vie. En effet, l'une des forces de l'approche par les capacités est de permettre aux personnes concernées par les politiques de développement d'exprimer leurs préférences quant aux capacités qu'elles valorisent. Ainsi, l'une des limites de notre travail est constituée par l'absence de questionnement des populations sur les capacités qu'elles jugent significatives.

Pour pallier cette limite, plusieurs recommandations peuvent être formulées. Deux protocoles d'enquêtes peuvent être mis en œuvre pour questionner les individus sur ce qu'ils valorisent. Le premier consiste à administrer des questionnaires individuels à un panel de personnes sur un territoire ou dans un contexte donné. Le second réside dans l'organisation d'un débat public sur les capacités significatives. A notre sens, dans le contexte des territoires ruraux, c'est cette seconde option qui paraît la plus pertinente.

En effet, nous l'avons vu, l'espace rural a subi d'importantes mutations depuis le milieu des années 1970, qui se sont accentuées avec les évolutions de la société. Ainsi, sur certains territoires, différents usagers se côtoient : résidents, touristes, pratiquant d'activités de loisirs, agriculteurs, industriels. L'ouverture d'un débat public sur les capacités territoriales valorisées par ces différents usagers permettrait de créer du lien entre ces derniers, et d'amorcer ainsi un processus de discussion public. En outre, ce sont les capacités collectives qui nous intéressent ici. Ainsi, même si cela est impossible, l'objectif est d'approcher au plus près d'un consensus sur les capacités à développer, sur celles qui ont une importance à l'échelle collective, sur celles qui constituent des « biens publics ». Ainsi, en discuter de manière collective est à notre sens la démarche la plus pertinente pour approcher du consensus.

Une autre limite est constituée par le choix de la construction d'indicateurs synthétiques. Ce choix s'est révélé particulièrement pertinent pour construire des connaissances sur la région Rhône-Alpes et la structuration de son espace rural ainsi que pour comparer le niveau de développement des territoires. Cependant, il aurait été nécessaire d'avoir accès à d'autres variables. Par exemple, l'ISS que nous avons évoqué dans le chapitre 3 de ce travail (tableau 14, p 151) propose l'indicateur « Taux de personnes qui voient au moins une fois par semaine amis et voisins » ce qui aurait constitué un élément particulièrement intéressant pour notre propre travail. Or, il n'existe pas de base de données renseignant celui-ci à l'échelle du canton. En outre, la volonté de réaliser un travail reproductible dans d'autres contextes que celui de la région Rhône-Alpes a exclu la possibilité de recueillir nous même des données à une telle échelle.

Cependant, il est intéressant de voir que les indicateurs existant offrent néanmoins d'importantes possibilités en termes d'analyse des dynamiques de développement. En effet les bases de données que nous avons à notre disposition, si elles sont limitées, offrent tout de même des éléments, qui nous ont permis de créer des indicateurs intéressants pour notre recherche. Cela doit être souligné car, en termes d'outils pour les politiques publiques, cela signifie qu'il existe des possibilités de créer de la connaissance avec les bases de données que nous avons à notre disposition.

Nous avons mis en évidence les limites principales de notre travail, déjà évoquées dans le point 4.3 de cette thèse. Un dernier point reste à aborder, celui des recommandations en termes de politiques publiques que nous pouvons formuler à partir de nos résultats.

4. Quelles recommandations pour les politiques publiques ?

Deux types de recommandations se dégagent des résultats issus de ce travail de recherche. Le premier concerne le rôle que peut jouer l'AC dans la construction des politiques publiques. L'approche peut être en effet utilisée comme un outil de diagnostic et de réflexion. Le second est lié au contenu des politiques publiques, et au rôle que doit y jouer le tourisme.

4.1. L'approche par les capacités, un outil de diagnostic à l'échelle du territoire

L'approche par les capacités, en dehors de sa portée théorique et des résultats empiriques qu'elle permet d'obtenir, présente un potentiel méthodologique dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques. En effet, les demandes de financements des collectivités auprès de différents organismes (Union Européenne, région) demandent une bonne connaissance du territoire, s'appuyant sur la caractérisation et la compréhension des dynamiques territoriales. En outre, cela est également nécessaire dans l'élaboration de projets de territoire (SCOT, PNR, etc).

De ce point de vue, le recours à l'approche par les capacités, et la méthodologie proposée dans ce travail, constituent un outil de diagnostic à l'échelle des territoires, de plusieurs façons. Pour commencer, la construction d'indicateurs synthétiques pour mesurer le niveau de développement du territoire permet d'avoir une meilleure connaissance de celui-ci.

Concernant les indicateurs synthétiques, la démarche se situe donc à deux niveaux. Tout d'abord, celui du diagnostic. Les indicateurs sont intéressants car ils abordent des points « occultés » par les diagnostics de territoire, tels que la présence de certaines compétences, la précarité des emplois ou encore l'accès au logement. Ensuite, il contribue à l'élaboration du projet de territoire de plusieurs façons. Dans un premier temps, comme nous l'avons vu, en injectant du débat, par exemple sur la place des acteurs, sur les dimensions significatives du développement, et sur les moyens de les développer. Ainsi dans un second temps, l'AC permet de prioriser les enjeux de développement. Une recommandation

importante serait alors de proposer des formations aux acteurs du développement des territoires, sur l'outil de diagnostic que constitue l'AC.

Enfin, la création de ces indicateurs peut constituer un « prétexte » pour constituer des bases de données à l'échelle territoriale, et particulièrement à une échelle fine. En effet, nous l'avons noté, cela constitue une limite importante du travail dans le cadre de l'approche par les capacités. Les bases de données existantes, du moins à l'échelle de la France, ne sont pas suffisantes pour évaluer toutes les dimensions du développement à des échelles territoriales fines. Or il paraît important, dans l'élaboration des politiques, d'avoir une bonne connaissance du territoire. Ainsi, créer des bases de données plus riches constitue une recommandation fondamentale.

Ensuite, l'évaluation du niveau de développement du territoire à partir d'indicateurs synthétiques permet de réaliser, comme nous l'avons fait, un travail de comparaison. Ainsi, il est possible, grâce à la méthodologie utilisée, de relativiser la place du territoire étudié dans l'ensemble plus large dans lequel il s'inscrit, de le positionner, et ainsi de mettre en évidence les enjeux particuliers auxquels il est confronté. En termes de politiques publiques, cette démarche permet donc de disposer de nouveaux outils de connaissance du périmètre d'action.

L'objectif de l'élaboration d'un indicateur synthétique, comme nous l'avons déjà souligné, est d'interpeller, de créer du débat. Même si ceux-ci peuvent parfois être contestés, tant dans leur démarche de construction que dans leur évaluation, ils permettent néanmoins de mettre l'accent sur des problématiques, de saisir les controverses et d'enclencher une réflexion. Ainsi, et notamment dans le cas des territoires ruraux marginaux, ils peuvent constituer des outils pour interpeller les décideurs publiques sur leur situation, et disposer d'arguments de négociation.

Outre la création d'indicateurs synthétiques, le recours à l'AC peut constituer une manière de questionner les problématiques du développement local. En effet, dans le chapitre 1 de cette thèse, nous avons montré que la littérature identifie un certain nombre d'enjeux du développement rural. Cependant, en questionnant directement les individus sur ce à quoi ils accordent de la valeur, il est possible de relativiser ces enjeux classiquement définis comme significatifs de la marginalité rurale. Par conséquent, cela permettrait également d'influer sur l'élaboration des politiques, en proposant de nouveaux objectifs pour ces dernières.

En effet, au vu des résultats obtenus dans ce travail de thèse, il apparaît nécessaire de repenser le territoire en tant « qu'intermédiaire » entre les politiques publiques et le développement individuel. Les caractéristiques du territoire doivent entrer dans l'évaluation du niveau de bien-être des individus. Cela amène donc à dépasser une vision en termes de « production » et « d'attractivité » des territoires, pour évoluer vers une logique de qualité de vie et de bien-être pour les populations. Or, cela ne passe pas nécessairement par le développement de l'attractivité sur ce dernier.

Ainsi, l'AC permet de s'interroger sur les éléments constitutifs du bien-être à l'échelle individuelle, et sur les caractéristiques du territoire qui permettent de l'améliorer. Les politiques publiques peuvent alors être construites autour de ces enjeux. L'AC apporte des informations supplémentaires sur les enjeux de développement à l'échelle du territoire, et incite à repenser les politiques de développement à cette échelle. Au-delà des résultats méthodologiques de notre travail, les résultats empiriques permettent aussi d'énoncer un certain nombre de recommandations.

4.2. Tourisme, territoire, capacités et politiques de développement rural

A travers la mise en œuvre de l'approche par les capacités, nous avons obtenu des résultats relatifs aux liens existant entre tourisme et développement rural en Rhône-Alpes. Ceux-ci incitent à formuler quelques recommandations en termes de politiques publiques, sous plusieurs aspects : le rôle du « territoire » d'une part ; du tourisme d'autre part, dans la création de capacités.

Les enquêtes auprès des acteurs du territoire ont mis en évidence différents niveaux de définition du territoire « politique ». En effet, si chaque acteur se réfère à une échelle relativement restreinte dans un premier temps, c'est ensuite une échelle plus large qui est invoquée. Face à ce constat, nous avons avancé l'idée d'une « échelle territoriale des capacités » c'est-à-dire une échelle à laquelle toutes les capacités valorisées par les individus seraient accessibles.

La question qui se pose est alors celle de la pertinence des périmètres de définition actuels des politiques publiques. En effet, nous l'avons évoqué, ceux-ci se multiplient, et l'on voit apparaître de nombreuses formes d'intercommunalités, regroupant un nombre plus ou moins important de communes. Au vu des résultats de notre travail, il semble nécessaire de réfléchir à une échelle de mise en œuvre des stratégies de développement correspond à un territoire de « capacités ». Cela incite donc à repenser les territoires existants (politiques, économiques, culturels).

Dans ce contexte, les CDRA de la région Rhône-Alpes, que nous avons déjà décrits, semblent constituer une alternative pertinente. En effet, ceux-ci regroupent un ensemble d'intercommunalités relativement large, avec des enjeux communs. En outre ils se concrétisent par des contrats avec la région. Ainsi, les CDRA allient à la fois des enjeux très locaux et une réflexion sur le développement à une échelle plus large. Ils permettent de s'interroger conjointement sur les ressources locales, tout en ayant une capacité d'action plus large. Nous pouvons donc avancer qu'ils constituent des « territoires de capacités » pertinents, et que la collaboration entre les intercommunalités à l'intérieur de ces territoires de projets doit être renforcée.

Dans cette perspective, une seconde recommandation peut être faite. Nous l'avons vu, le territoire constitue à la fois une structure du vivre ensemble et un support pour l'action collective. Nous avons également constaté que sur les territoires ayant un bon niveau de développement, ces deux dimensions des capacités collectives étaient bien développées. Il est donc nécessaire, pour qu'une politique publique fonctionne, de travailler sur ces deux

éléments. L'objectif doit être de renforcer à la fois les institutions du territoire, mais également les moyens d'action collective de ce dernier.

En effet, l'exemple du territoire des Boutières a montré que ces deux facettes des capacités étaient fondamentales pour qu'une stratégie de développement fonctionne. Ainsi sur ce territoire, les « structures du vivre ensemble » sont bien développées. Les Boutières bénéficient d'un tissu économique local dynamique, d'un accès aux services relativement bon, et l'on y trouve des compétences spécifiques. En outre, une histoire et une culture fondent le territoire, liées à l'industrie, et notamment au bijou, ce qui participe à la construction de liens sociaux et d'une identité commune.

Cependant, l'ancrage des dynamiques de projet au sein du territoire échoue. Malgré un important travail réalisé autour du tourisme industriel mais également de nature, construit autour des ressources territoriales dont disposent les Boutières, les acteurs ne se mobilisent pas. Ce sont les capacités d'action collective qui font défaut sur le territoire, et qu'il serait nécessaire de développer.

Ce constat permet d'aborder la question du contenu des politiques publiques, et plus particulièrement de leur cible. En effet, deux types de politiques peuvent être mises en œuvre, et bien sûr combinées. La première repose sur l'investissement dans des ressources du territoire, et dans leur valorisation. La seconde sur la formation d'acteur sur le territoire, et la mise en place de subventions pour que les personnes et les entreprises viennent s'y localiser (comme c'est le cas pour les ZRR).

Dans le cas des Boutières, insister sur la seconde option pourrait s'avérer particulièrement judicieux. En effet, d'après les acteurs interrogés, il existe d'importants conflits entre les communes du territoire, notamment à l'échelle des élus. En outre, si ceux-ci sont unanimes sur la marginalité de leur territoire, ils ne voient pas de solution. Or, les expériences de développement réussies sur ce dernier sont le fait de personnes extérieures au territoire, venant s'y installer pour développer une activité, notamment touristique. Ainsi, les éléments de dynamisme collectif du territoire sont apportés par des personnes qui lui sont extérieures. Ainsi, en menant une politique favorisant les installations sur le territoire, il serait possible d'y développer les capacités d'action collective.

Dans l'ensemble des stratégies de développement des capacités territoriales possibles, le tourisme a un rôle central à jouer. La question qui se pose ici est celle des conditions nécessaires pour que le tourisme joue un rôle de catalyseur des capacités. En effet, l'étude de trois terrains de recherche nous permet de tirer des enseignements sur l'efficacité d'une stratégie de développement fondée sur le tourisme. Sur ces trois territoires, ce dernier est au cœur des politiques de développement.

Le tourisme peut influencer les capacités territoriales sous différents aspects. Pour commencer, il contribue à l'amélioration des grandes variables socio-économiques (emploi, revenu). Cependant, nous l'avons à plusieurs reprises souligné au cours de ce travail, ce type d'impact est plutôt limité, et conditionné par la présence de ressources touristiques importantes sur le territoire. Ainsi, dans le cas des territoires marginaux, qui constituent

l'objet central de cette recherche, ce n'est pas ce type de répercussion qu'il faut attendre d'une stratégie de développement touristique.

Le tourisme a également des influences sur trois éléments des capacités territoriales : le lien social, la révélation des ressources et la construction d'identité. Ce sont finalement ces éléments qui sont les plus importants à l'échelle des territoires ruraux, et qui vont être à l'origine de la construction des capacités collectives. Ce qui est important au-delà de la mise en tourisme elle-même est que cela renvoie à des questions de gouvernance, de mise en projet. Cela conduit à formuler différentes recommandations, basées sur nos trois études de cas.

Sur le territoire des Boutières, les acteurs à la fois du canton du Cheylard et de Saint-Martin-de-Valamas sont d'accord pour dire qu'il serait important de développer le tourisme pour l'avenir du territoire, et celui-ci occupe un nombre important de projets. Ainsi, des actions de mise en valeur du patrimoine industriel et naturel sont mises en place, notamment. Cependant, on assiste à un blocage sur le territoire, et le tourisme ne crée ni retombées économiques, ni liens sociaux.

D'après les acteurs, cela s'explique par le contexte « culturel » du territoire, les conflits existant entre les élus des différentes communes par exemple, mais également la peur que le tourisme vienne changer voire dénaturer le territoire. En outre, la forte présence de l'industrie a bloqué le développement des autres activités. Cet exemple montre que malgré le potentiel du tourisme en tant que catalyseur des capacités à l'échelle d'un territoire, son efficacité est impérativement liée à un certain contexte territorial.

Outre les recommandations réalisées précédemment, à savoir qu'il apparaît nécessaire de favoriser l'installation de nouvelles populations sur le territoire, il semble également nécessaire de créer un climat favorisant la mise en œuvre de projet sur le territoire. Il faut inciter les élus à dépasser « l'esprit de clocher » et chercher à les impliquer dans la mise en œuvre du projet touristique. Il semble également important de s'appuyer sur les nouveaux arrivants du territoire. Ces conditions sont nécessaires pour que le tourisme joue un rôle de catalyseur des capacités sur ce territoire.

Sur le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, si le tourisme ne joue pas un rôle moteur dans l'économie, le travail autour du projet touristique a permis de créer du lien social entre les acteurs. Ceci est dû au fait que la communauté de communes est particulièrement dynamique. Nous pouvons donc avancer qu'il est nécessaire d'avoir une bonne connaissance du réseau d'acteurs et des institutions sur un territoire avant d'y mettre en œuvre un projet touristique.

Enfin sur le canton de Bourg d'Oisans, le tourisme joue un rôle économique central. La question qui se pose alors est celle des stratégies à mettre en œuvre pour continuer à développer les capacités territoriales en s'appuyant sur ce secteur d'activité. Pour commencer, il est important, sur ce territoire, de mettre en œuvre les politiques publiques à deux échelles. Premièrement, l'échelle de la communauté de communes. En effet, du fait de l'éloignement du territoire des centres urbains et des difficultés d'accès, il est indispensable

de développer des capacités à une échelle fine. Une des stratégies possibles serait alors d'amorcer un important travail de réflexion autour de la mise en œuvre d'un tourisme plus durable. Cela permettrait de créer du lien entre les communes, mais également de réfléchir à l'avenir du territoire.

Dans un second temps, il est apparu nécessaire de développer des capacités à une échelle plus large, par exemple, comme nous l'avons évoqué, celle du CDRA. En effet, au sein du CDRA Alpes-Sud-Isère auquel appartient Bourg d'Oisans, sont cristallisés de nombreux enjeux touristiques. Une réflexion autour de l'identité globale du territoire pourrait être amorcée, pour créer ainsi du lien. En outre, les compétences des différents acteurs sur chaque territoire seraient ainsi mises en commun.

Globalement, la principale recommandation que nous pouvons formuler est que, pour constituer un catalyseur des capacités territoriales, la mise en œuvre d'une stratégie de développement touristique doit être accompagnée. En effet, le tourisme ne peut constituer une solution toute faite, applicable à tous les contextes territoriaux, avec le même type d'impacts. Il est nécessaire de faire un bilan de la situation du territoire, des capacités collectives mais également des ressources dont il dispose, afin d'y adapter la politique de développement touristique. Il est donc central de développer des diagnostics de territoire fondés sur l'approche par les capacités.

En outre, au vu de nos résultats, il semble nécessaire d'accompagner le développement touristique sous deux aspects. Tout d'abord, en soutenant les entreprises souhaitant développer une activité sur le territoire. Cela peut être considéré comme un accompagnement « direct ». Ensuite, de manière indirecte, en travaillant sur les liens sociaux existant sur le territoire, et en s'interrogeant sur les conditions d'un ancrage de l'activité touristique. Ainsi, comme le souligne Vlès (2001, p135) : *« la capacité locale à conduire des politiques touristiques, c'est-à-dire à investir et à exploiter est au centre de l'articulation du tourisme avec les milieux et les sociétés qui le porte »*.

Pour finir, il est souhaitable de mieux exploiter le lien fort entretenu entre tourisme et territoire. Même si la plupart des projets de développement mettent en avant ce lien, en avançant qu'il est nécessaire d'exploiter les ressources du territoire, il est indispensable d'aller plus loin. Au-delà d'un bilan des atouts pouvant être valorisés pour le développement touristique, c'est l'ensemble des caractéristiques du territoire qu'il est recommandé d'analyser. Le territoire doit être étudié dans une perspective systémique, comme un « tout » et le tourisme va à la fois se nourrir de chacun de ces éléments et les influencer. Il est ainsi important d'analyser les relations entre les acteurs, la façon dont les différents éléments du territoire interagissent entre eux.

Pour conclure, en plaçant la liberté, et par extension la construction des opportunités individuelles, au centre de l'analyse, ce travail a permis d'apporter un nouvel éclairage sur le lien entre tourisme et développement territorial. Mais il ouvre également de nombreuses perspectives théoriques et empiriques, au sein desquelles l'AC occupe une place centrale.

Or, la crise économique et sociale mondiale ainsi que la remise en question du mode de vie occidental positionnent l'AC au centre de l'actualité, en montrant qu'il est bien question de liberté et d'opportunités lorsqu'on parle de développement, et non pas de production et de PIB. Ainsi, en exploitant le potentiel de l'approche pour l'analyse des pays développés et particulièrement de la marginalité rurale, cette thèse ouvre des perspectives concernant la remise en question des analyses classiques du développement à l'échelle du territoire.

ANNEXE 1 : Questionnaire administré aux acteurs des territoires

1.Organisme/fonction

2.Nom

3.catégorie d'acteurs

- ☐ 1. acteurs privés
- ☐ 2. acteurs tourisme
- ☐ 3. élu
- ☐ 4. acteur social
- ☐ 5. acteur agricole
- ☐ 6. acteur du développement
- ☐ 7. association

Perception du territoire

Les questions suivantes sont relatives à votre façon de voir et d'analyser votre territoire.

4.A quel niveau définissez-vous votre territoire ?

- ☐ 1. commune
- ☐ 2. canton
- ☐ 3. communauté de communes
- ☐ 4. autre (précisez)

5.Depuis combien de temps êtes vous acteur sur ce territoire ?

6.Quels sont les principaux types d'activités sur votre territoire ? Classez par ordre d'importance

- ☐ 1. industriel
- ☐ 2. service
- ☐ 3. agriculture
- ☐ 4. artisanal
- ☐ 5. tourisme
- ☐ 6. autre(précisez)

Ordonnez 6 réponses.

7. Globalement, pour vous, sur quels atouts votre territoire peut-il s'appuyer pour se développer ?

- ☐ 1. sa situation géographique
- ☐ 2. ses ressources naturelles
- ☐ 3. son patrimoine
- ☐ 4. le dynamisme des acteurs
- ☐ 5. le tissu économique local
- ☐ 6. autre (précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

8. Quelles sont, pour vous, les faiblesses de votre territoire ? Classez par ordre d'importance

- ☐ 1. sa situation géographique
- ☐ 2. le manque de ressources naturelles
- ☐ 3. l'absence de patrimoine remarquable
- ☐ 4. l'absence de collaboration entre les acteurs
- ☐ 5. les difficultés pour obtenir des financements
- ☐ 6. autre (précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

9. Quelles sont, pour vous, les opportunités sur votre territoire ? Classez par ordre d'importance

- ☐ 1. mise en valeur touristique
- ☐ 2. développement industriel
- ☐ 3. mise en oeuvre de projet à l'échelle du territoire (création de communauté de communes, pôle d'excellence rurale...)
- ☐ 4. insertion dans un réseau plus large
- ☐ 5. développement de nouvelles formes de tourisme
- ☐ 6. agriculture
- ☐ 7. autre (précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

10. Quelles sont, pour vous, les menaces sur votre territoire ? Classez par ordre d'importance.

- ☐ 1. manque de coopération entre les acteurs
- ☐ 2. peu de liens du territoire avec d'autres territoires
- ☐ 3. épuisement des ressources sur lesquelles le développement a été basé
- ☐ 4. forme de développement qui va à l'encontre des intérêts du territoire
- ☐ 5. autre (précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

11. Pensez-vous que votre territoire, globalement, est un territoire dynamique ?

- ☐ 1. oui
- ☐ 2. non

12. Pouvez-vous définir en quelques mots ce qu'est pour vous un territoire dynamique ?

13. Si vous considérez que votre territoire n'est pas dynamique, pour vous, à quoi cela est-il lié ?

- ☐ 1. la conjoncture mondiale
- ☐ 2. la stratégie de développement du territoire
- ☐ 3. le manque de coopération entre les acteurs du territoire
- ☐ 4. autre (précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

14. Si vous devez imaginer votre territoire dans 20 ans, à quoi ressemblera-t-il ?

- ☐ 1. toujours le même
- ☐ 2. le tourisme s'est développé
- ☐ 3. l'industrie s'est développée
- ☐ 4. il est intégré avec d'autres territoires
- ☐ 5. il est de plus en plus marginal
- ☐ 6. autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases (5 au maximum).

15. Pouvez-vous évaluer, sur une échelle de 1 à 5, le niveau de développement global de votre territoire par rapport aux territoires adjacents, 1 correspondant à un faible niveau de développement, 5 à un très bon niveau de développement ?

- ☐ 1. 1
- ☐ 2. 2
- ☐ 3. 3
- ☐ 4. 4
- ☐ 5. 5

Place du tourisme dans le territoire

Les questions suivantes sont relatives à votre vision du tourisme sur le territoire.

16. Pensez-vous que votre territoire est touristique ?

- ☐ 1. oui
- ☐ 2. non

17. Sur quels critères jugez-vous que votre territoire est touristique ? Classez par ordre d'importance

- ☐ 1. présence de ressources touristiques
- ☐ 2. territoires adjacents touristiques
- ☐ 3. flux touristiques
- ☐ 4. présence de résidences secondaires
- ☐ 5. autre (précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

18. Quel potentiel touristique votre territoire pourrait-il exploiter ? Classez par ordre d'importance

- ☐ 1. patrimoine
- ☐ 2. paysage/environnement
- ☐ 3. potentiel en structures d'accueil/restauration
- ☐ 4. présence d'associations
- ☐ 5. autres (précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

19. Pouvez-vous évaluer, sur une échelle de 1 à 5, le niveau de développement touristique de votre territoire, 1 étant un faible niveau de développement touristique, et 5 étant un niveau de développement touristique important ?

- ☐ 1. 1
- ☐ 2. 2
- ☐ 3. 3
- ☐ 4. 4
- ☐ 5. 5

Niveau de vie sur le territoire

Les questions suivantes sont relatives au niveau de vie sur votre territoire

20. Pensez-vous que, sur votre territoire, le niveau de vie est supérieur à l'ensemble des territoires de la région Rhône-Alpes ?

- ☐ 1. oui
- ☐ 2. non

21. Pensez-vous que, sur votre territoire, le niveau de vie est plus élevé que sur les autres territoires ruraux de Rhône-Alpes ?

- ☐ 1. oui
- ☐ 2. non

22. Pensez-vous que le niveau de vie du territoire dépend de la présence du tourisme ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

23. Sur une échelle de 1 à 5, pouvez-vous estimer le niveau de vie du territoire, 1 étant le niveau de le plus bas, et 5 étant le niveau le plus élevé ?

- ☐ 1. 1
☐ 2. 2
☐ 3. 3
☐ 4. 4
☐ 5. 5

Accès à l'emploi sur le territoire

Les questions suivantes doivent permettre d'évaluer les possibilités d'accès à l'emploi sur le territoire. Ces questions doivent également permettre d'évaluer la qualité de l'emploi sur le territoire.

24. Pensez-vous que les opportunités d'emploi soient variées sur votre territoire ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

25. Pensez-vous qu'un nombre important d'habitants quittent le territoire pour des raisons professionnelles ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

26. Pensez-vous que les jeunes quittent le territoire pour des raisons professionnelles ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

27.A quels secteurs d'activité les opportunités d'emploi sur votre territoire sont-elles le plus liées ?

- ☐ 1. secteur industriel
- ☐ 2. artisanat
- ☐ 3. service
- ☐ 4. agriculture
- ☐ 5. tourisme
- ☐ 6. autre(précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

28.Globalement, les emplois sur votre territoire sont-ils précaires ?

- ☐ 1. oui
- ☐ 2. non

29.Pour vous, le niveau d'emplois sur votre territoire est-il stable ?

- ☐ 1. oui
- ☐ 2. non

30.Pour vous, dans dix ans, quel(s) secteur(s) d'activité fournira le plus d'emploi sur le territoire ?

- ☐ 1. industriel
- ☐ 2. agriculture
- ☐ 3. services
- ☐ 4. artisanat
- ☐ 5. tourisme
- ☐ 6. autre(précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

31.Pensez-vous que les habitants du territoire aient un accès facile aux services de l'emploi ?

- ☐ 1. oui
- ☐ 2. non

32.Avec quel type d'activité le tourisme est-il particulièrement lié sur votre territoire ?

- ☐ 1. industrie
- ☐ 2. artisanat
- ☐ 3. services
- ☐ 4. agricultures
- ☐ 5. autre(précisez)

33.Quels type d'actions faudrait-il pour créer de l'emploi sur le territoire ?

34.Estimez, sur une échelle de 1 à 5, les possibilités d'accès à l'emploi sur votre territoire, 1 correspondant à de faibles possibilités, 5 correspondant à des possibilités variées et importantes ?

☐ 1

☐ 2

☐ 3

☐ 4

☐ 5

Accès à la formation sur le territoire

Les questions suivantes doivent permettre d'évaluer la qualité d'accès à l'éducation et à la formation sur le territoire

35.Existe-t-il, selon vous, un nombre suffisant d'établissements scolaires, tous niveaux confondus ?

☐ 1. oui

☐ 2. non

36.Sur quels secteurs d'activité les compétences de la main d'oeuvre locale sont-elles plutôt mobilisées ? Classez par ordre d'importance

☐ 1. industrie

☐ 2. services

☐ 3. artisanat

☐ 4. tourisme

☐ 5. agriculture

☐ 6. autre(précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

37.Existe-t-il des organismes de formation continue sur le territoire ? pouvez-vous les citer ?

38.Est-ce que les organismes de formation interviennent dans le domaine du tourisme ?

☐ 1. oui

☐ 2. non

39.Pensez-vous qu'il soit important de développer l'accès à la formation sur votre territoire ?

☐ 1. oui

☐ 2. non

40. Pensez-vous que la main d'oeuvre locale possède des compétences que l'on ne trouve pas sur d'autres territoires ? Lesquelles ?

41. Est-ce que, sur votre territoire, les compétences peuvent être acquises grâce à l'expérience professionnelles ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

42. Quelles sont les compétences liées au tourisme sur votre territoire ?

43. Pouvez-vous estimer, sur une échelle de 1 à 5, les facilités d'accès aux formations sur le territoire, 1 étant le niveau le plus bas et 5 le niveau le plus élevé ?

- ☐ 1
☐ 2
☐ 3
☐ 4
☐ 5

Evaluation du capital social sur le territoire

Les questions suivantes doivent permettre d'identifier et d'évaluer la présence de réseaux d'acteurs sur le territoire. Elles doivent également permettre d'identifier les liens entre votre territoire et l'extérieur.

44. Y-a-t-il beaucoup d'associations sur votre territoire ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

45. Quel type d'associations est particulièrement présent sur le territoire ? Classez par ordre d'importance

- ☐ 1. sportives/culturelles
☐ 2. sociale
☐ 3. patrimoine
☐ 4. autre(précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

46. votre territoire entretient-il des liens avec d'autres territoires ? lesquels ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

47. Pouvez-vous expliquer, en quelques mots, ce qui vous a créé du lien entre les acteurs ?

48. Pensez-vous que ce type de liens existe sur votre territoire ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

49. Dans le cadre de votre activité, mobilisez-vous des réseaux informels ? Lesquels ?

50. Existe-t-il, sur votre territoire, des réseaux d'acteurs particulièrement liés au tourisme ?
lesquels ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

51. Existe-t-il des événements collectifs particulièrement développés sur votre territoire ?

52. Pour vous, la collaboration entre les acteurs du territoire pourrait-elle être développée par le tourisme ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

53. Pouvez-vous évaluer, sur une échelle de 1 à 5, l'importance des liens entre les acteurs sur votre territoire, 1 étant une faible importance, 5 étant une grande importance ?

- ☐ 1
☐ 2
☐ 3
☐ 4
☐ 5

Accès aux services sur le territoire

Les questions suivantes doivent permettre d'évaluer l'accès aux services sur votre territoire.

54. Pensez-vous que l'accès aux services de santé (médecins généralistes, médecins spécialistes, hôpitaux, maternités) est facile sur votre territoire ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

55. Pensez-vous que l'accès aux services publics soit facile sur votre territoire ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

56. Pensez-vous que l'accès aux services d'éducation soit facile sur votre territoire ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

57. Votre territoire est-il suffisamment pourvu en commerces ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

58. Quels sont, pour vous, les services à développer sur votre territoire ?

59. Sur une échelle de 1 à 5, évaluez le niveau d'accès aux services sur votre territoire, 1 correspondant à un faible niveau d'accès aux services, 5 à un très bon niveau d'accès aux services ?

- ☐ 1
☐ 2
☐ 3
☐ 4
☐ 5

Logement

Les questions suivantes doivent permettre d'avoir un point de vue sur la qualité du logement sur le territoire.

60. Pensez-vous que les habitants ont accès à des logements de qualité sur le territoire ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

61. Pensez-vous que les habitants ont facilement accès au logement sur le territoire ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

62. Pensez-vous qu'il y a, sur votre territoire, une compétition entre les logements pour les habitants et les logements touristiques ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

63. Pensez-vous que le tourisme a un impact sur le prix du foncier sur votre territoire ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

64. Pensez-vous que le tourisme améliore ou pourrait améliorer la qualité des logements sur votre territoire ?

- ☐ 1. oui
☐ 2. non

Evaluation de la qualité de vie sur le territoire

Les questions suivantes doivent permettre de mettre en évidence votre perception de la qualité de vie sur votre territoire.

65. Classez les thèmes suivants selon l'importance de leur niveau de développement dans votre territoire ?

- ☐ 1. emploi
☐ 2. éducation
☐ 3. revenu
☐ 4. accès aux services
☐ 5. logement
☐ 6. réseaux sociaux
☐ 7. cadre de vie/environnement
☐ 8. autres (précisez)

Ordonnez 8 réponses.

66. Parmi les thèmes que vous considérez comme "faibles" sur votre territoire, lesquels pourraient être améliorés par le tourisme ?

- ☐ 1. emploi
☐ 2. éducation
☐ 3. revenu
☐ 4. accès aux services
☐ 5. logement
☐ 6. réseaux sociaux

☐ 7. cadre de vie/environnement

☐ 8. autre(précisez)

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

67.Evaluez la qualité de vie globale sur votre territoire sur une échelle de 1 à 5, 1 étant une mauvaise qualité de vie, 5 étant une très bonne qualité de vie ?

☐ 1

☐ 2

☐ 3

☐ 4

☐ 5

Questions ouvertes

Répondez aux questions suivantes en quelques mots.

68.Globalement qu'est-ce qui, pour vous, devrait être amélioré sur votre territoire ?

69.Quelle est, pour vous, la place du tourisme dans le développement de votre territoire ?
Quels sont pour vous les avantages et les inconvénients d'un développement touristique ?

BIBLIOGRAPHIE

Alkire S., 2008, « Using the capability approach : prospective and evaluative analyses », in Comin F., Qizilbash M., Alkire S., (edited by), *The capability approach. Concepts, Measures and applications*, Cambridge University Press, New York.

Alkire S., 2005, « Why the capability approach ? », *Journal of Human Development* Vol.6 n°1, pp.115-133.

Alkire S., 2002, « Dimensions of human development », *World Development* Vol.30 N°2, pp.181-205.

Alkire S., Black R., 1997, « A practical reasoning theory of development ethics : furthering the capabilities approach », *Journal of International Development* Vol.9 n°2, pp.263-279.

Aloui O., 2007, « Développement territorial rural : concepts et outils » in Capeze J., Kadiori E., Lamrani N., (dir.), *Eléments d'analyse sur le développement territorial*, L'Harmattan, Paris.

Amin A., 1999, « An institutionnalist perspective on regional economic development », *International Journal of Urban and Regional Research* Vol.23 n°2, pp.365-378.

Anand P., Hunter G., Smith R., 2005, « Capabilities and well being : evidence based on the sen Nussbaum approach to welfare » *Social Indicators Research* Vol.74 n°1, pp.9-55.

Anand P., Van Hees M., 2006, « Capabilities and achievements : an empirical study », *The Journal of Socio-Economics* Vol.35 n°2, pp. 268-284.

Arends-Kuennings M., Amin S., 2001, « Women's capabilities and the rights to education in Bangladesh », *International Journal of Politics, Culture and Society*, Vol.15 n°1, pp.125-142.

Arnsperger C., Van Parijs P., 2003, *Ethique économique et sociale*, La découverte, Paris.

Atkinson A., Bourguignon F., 1982, The comparison of multi-dimensionned distributions of economic status, *Review of economic studies* Vol.49 n°2, pp.183-201.

Aubert F., Berriet-Sollec M., Lepicier D., Shaeffer Y., 2005, « Appui méthodologique à l'évaluation du développement des zones rurales », *Rapport pour le ministère de l'agriculture et de la pêche*, 112p.

Aubert F., Blanc M., 2002, « Activités économiques et emplois : le rural refuge de secteurs déclassées ou milieu attractif ? » in Perriet Cornet P., *Repenser les campagnes*, Aube, La Tour d'Aigues, pp. 147-172.

Aubert F., Gaigne C., 2003, « Les espaces ruraux et la politique d'aménagement du territoire », *INRA sciences sociales* n°1-2, 4p.

Aubert F., Guerin M., Perrier-Cornet P., 2001, « Organisation et territoire : un cadre d'analyse appliqué aux espaces ruraux », *Revue d'Economie Regionale et Urbaine* n°3, pp.393-414.

Ayadi M., Ben Hassine A., Chtioui N., 2005, *Analyse multidimensionnelle de la pauvreté en Tunisie : une approche par les ensembles flous*, Journées de micro-économie appliquée 2005, Hammamet, 26 et 27 mai.

Azoulay G., 2002, *Les théories du développement. Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.

Babou I., Callot P., 2007, *Les dilemmes du tourisme*, Vuibert, Paris.

Baccaïni B., Sémécurbe F., 2009, « La croissance périurbaine depuis 45 ans. Extension et densification », *Insee Première* N°1240, 4p.

Ballet J., Dubois J., Mathieu F., 2007, « Responsibility for each other's freedom : agency as the source of collective capability » *Journal of Human Development* Vol.8 N°2, pp.186-201.

Banat R., Ferguene A., 2009, « Mutations territoriales et dynamiques locales : une analyse historique du cas de la « vieille ville » d'Alep (en Syrie) », *Monde en Développement* n°146, pp.111-123.

Banque Mondiale, 2009, « Repenser la géographie économie », *Rapport sur le développement dans le monde*, 369p.

Banque Mondiale., 2004, « Vietnam household living standards survey, basics informations », *Poverty and Human Resources Division*, 50p.

Banque Mondiale., 2002, « Jamaica survey of living conditions 1988-2000, basic information », *Development research group poverty and human resources*, 98p.

Bataillou C., Schéou B., 2007, *Tourisme et développement, Regards croisés*, Presse Universitaire de Perpignan, Perpignan.

Bataïni S., 2004, « L'interaction des dynamiques individuelles et collectives dans le processus de développement territorial », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°5, pp.713-736.

Baudrillard J., 1968, *Le système des objets, la consommation des signes*, Gallimard, Paris.

Bebbington A., 1999, « Capitals and capabilities : a framework for analyzing peasant viability, rural livelihoods and poverty », *World Development* Vol.27 n°12, pp.2021-2044.

Beccatini G., 1992, « Le district marshallien : une notion socio économique » in Benko G., Lipietz A., *Les régions qui gagnent*, Presses Universitaires de France, Paris, pp.33-55.

Beguín H., 2001, « La géographie économique », in Bailly A. and al, *Les concepts de la géographie humaine*, Armand Colin, Paris, pp.165-198.

Behagel L., 2007, « National report on poverty and social exclusion in rural areas », *Report to ec dg employment and equal opportunities*, 46p.

Benko G., 1998, *La science régionale*, Paris.

Bensahel L., Donsimoni M., 2001, « L'activité touristique, facteur de développement économique », in Bensahel L., Donsimoni M. (dir.), *Le tourisme, facteur de développement local*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Bertin A., 2005, « Quelle perspective pour l'approche par les capacités », *Revue Tiers - Monde* Vol.46 n°182, pp.385-406.

Bertrand N., 1996, « L'ancrage spatial des entreprises en milieu rural, de l'espace fonctionnel à l'espace territoire », *Thèse en économie appliquée*, Grenoble, 321p.

Bessière J., 1998, « Local development and heritage : traditional food and cuisine as tourist attraction in rural areas », *Sociologia ruralis* Vol.38 N°1, pp.22-34.

Bessy-piétré D., Hilal M., Schmitt B., 2000, « Recensement de la population 1999 : évolutions contrastées du rural », *Inra sciences sociales* n°2, 4p.

Beugelsdijk S., Schaik T., 2005, « Social capital and growth in European regions : an empirical test », *European Journal of Political Economy* Vol.21 n°2, pp.301-324.

Bhalla A., Lapeyre F., 1997, « Social exclusion : towards an analytical and operational framework », *Development and Change* Vol.28 n°3, pp.413-433.

Biggeri M., Libanora R., Mariani S., Menchini L., 2006, « Children conceptualizing their capabilities : result of a survey conducted during the first children's world congress on child labour », *Journal of Human Development* Vol.7 n°1, pp.69-83.

Billaudot B., 2005, « Le territoire et son patrimoine », *Géographie, Économie, Société* Vol.7 n°1, pp.83-107.

Blanc M., Schmitt B., 2007, « Orientation économique et croissance locale de l'emploi dans les bassins de vie des bourgs et des petites villes », *Économie et Statistique* n°402, 18p.

Blanc A., 1997, « La ruralité : diversité des approches », *Économie rurale* n°242, pp.5-12.

Bontron J-C., Morel-Brochet A., 2002, « Tourisme et fonctions récréatives : quelles perspectives pour les espaces ruraux ? » in Perriet Cornet P., *Repenser les campagnes*, Aube, La Tour d'Aignes, pp. 173-213.

Bossert W., D'ambrosio C., Peragine V., 2007, « Deprivation and social exclusion », *Economica* Vol.74 n°296, pp.777-803.

Bossin O., 1999, « La construction des actifs spécifiques : une analyse critique de la théorie des coûts de transaction », *Revue d'Economie Industrielle* Vol.90 n°1, pp.7-24.

Boucher F., Carinmentrand A., Resquier-Desjardins D., 2003, *Agro industrie rurale et lutte contre la pauvreté : les systèmes agro alimentaires localisés contribuent ils au renforcement des capacités ?*, Communication au 3eme colloque sur l'approche par les capacités, Université de Paris, 7 et 9 septembre.

Bourguignon F., Chakravarty S., 2003, « The measurement of multidimensional poverty », *Journal of Economic Inequality* Vol.1 n°1, pp.25-49.

Brandolini A., d'Alessio G. 1998, *Measuring well-being in the functionnings space*, url : <http://www.st-edmonds.cam.ac.uk.uhi/sen/papers/brandolini.pdf>, consulté le 12.06.2009, 67p.

Brown D., 2008, *Rural tourism : an annotated bibliography*, document de travail, url : http://www.nal.usda.gov/ric/ricpubs/rural_tourism.html, consulté le 21.08.2009,

Brun A., Cavailhès J., Perrier-Cornet P., Schmitt B., 1992, « Les espaces ruraux revisités », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°1, pp.37-66.

Button K., 1998, « Infrastructure investment, endogenous growth and economic convergence », *The Annals of Regional Science* Vol.32 n°1, pp.145-162.

Callois J-M., Moquay P., 2005, « La territorialisation des politiques de développement rural : acquis des expériences antérieures et perspectives », *Ingénierie-EAT*, Cemagref, pp.155-163.

Callois J-M., 2004, *Capital social et développement économique local : un test économétrique sur l'espace rural français*, Communication au 11ème colloque de l'ASRDLF, Bruxelles, 1,2 et 3 septembre.

Camagni R., 2009, « Territorial and regional development » in Capello R., Nijkamp P., (ed), *Handbook of regional growth and development theories*, Royaume-Uni, pp.118-132.

Caron C., Torre A., 2006, « Vers une analyse des dimensions négatives de la proximité », *Développement Durable et Territoires*, Dossier 7 : Proximité et Environnement, Consulté le 06.08.2009, url : <http://developpementdurable.revues.org/2641>.

Crabtree A., 2008, « The centrality of basic social capabilities : « to go without shame » » , in Dubois J.L., Broulet A.S., Bakhshi P., Duray-Soundron C., *Repenser l'action collective, une approche par les capacités*, L'Harmattan, pp.37-60.

Caccommo J-L., 2007, *Fondements d'économie du tourisme*, De Boeck, Bruxelles.

Caire G., 2007, « Tourisme solidaire, capacités et développement socialement durable » in Clotilde M., Ba A., *Tourisme et innovation, la force créatrice des loisirs*, Paris, pp.89-115.

Caire G., Le Masne P., 2007, « La mesure des effets économiques du tourisme international », in *Tourisme et développement. Regards croisés*, Presses Universitaires de Perpignan, Perpignan, pp.31-59.

Caire G., Rouillet M., 1998, *L'évolution du tourisme rural en France*, Communication pour le séminaire international sur les jumelages et la coopération des villes dans le domaine du tourisme rural, Slovaquie 9,10,11 et 12 décembre.

Carlier F., 2002, *Les théories du développement économique*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Cavallès J., Jayet H., 1996, « Analyser les espaces ruraux : trois clés de lecture », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°2, pp.187-198.

Cavallès J., Dessendre C., Gofette-Nagot F., Schmitt B., 1994, « Analyses des évolutions récentes de l'espace rural », *Economie Rurale* n°223, pp 13-19.

Cazes G., Knafou R., 1995, « Le tourisme », in Bailly A., Ferras R., Pumain D., *Encyclopédie de géographie*, Economica, Paris, pp.141-157.

Cesaer, 2006, « Appui méthodologique à l'évaluation du développement des zones rurales. Diagnostic des espaces ruraux », *Rapport pour le ministère de l'agriculture et de la pêche*, 112p.

Cerdan C., Fournier S., 2007, « Le SYAL comme produit de l'activation des ressources territoriales. Enjeux et contraintes du développement local des productions alimentaires artisanales », in Gumuchian H., Pecqueur B., 2007, *La ressource territoriale*, Economica, Paris, pp.104-125.

Crevoisier O., 2001, « L'approche par les milieux innovateurs : état des lieux et perspectives », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°1, pp.153-166.

Chiappero-Martinetti E., 2000, « A multi dimensional assessment of well being based on Sen's functioning approach », *Rivista Internazionale di Scienze Sociali* Vol.108 n°2, pp.207-231.

Christaller W., 1933, *Die Zentralen orte in Suddentschland*, Iéna, traduit par Baskin C., 1966, Central places in Southern Germany, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.

Clarck D., 2005, « Sen's capability approach and the many spaces of human well being », *The Journal of Development Studies* Vol.41 n°8, pp. 1339-136.

Clarck D., Mozzafar Q., 2005, « The capability approach and fuzzy poverty measures : an application to the south african context », *Social Indicators Research* Vol.74 n°1, pp.103-139.

Cloke P., Goodwin M., Milbourne P., Thomas C., 1995, « Deprivation, poverty and marginalisation in rural lifestyles in England and Wales », *Journal of Rural Studies* Vol.11 n°4, pp.351-365.

Coase R., 1937, « The nature of the firm », *Economica* Vol.4 n°16, pp.386-405.

Coffey W., 1995, « Géographie, Economie, Science régionale », in Bailly A., Ferras R., Pumain D., *Encyclopédie de géographie*, Economica, Paris, pp.141-157.

Coleman J., 1988, « Social capital in the creation of human capital », *The American Journal of Sociology* Vol.94 Supplément, pp.95-120.

Colletis G., Pecqueur B., 2005, « Révélation des ressources spécifiques et coordination située », *Economie et Institutions* n°6 et 7, pp.51-73.

Colletis G., Pecqueur B., 1995, « Politiques technologiques et création de ressources spécifiques », in Rallet A., Torre A., (coordination), *Economie industrielle et Economie spatiale*, Economica, Paris.

Colletis G., Pecqueur B., 1993, « Intégration des espaces et quasi-intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives ? » *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°3, pp 489-508.

Combe P., Mayer T., Thisse J-F., 2006, « L'espace dans la pensée économique », In Combe P., Mayer T., Thisse J-F., *Economie géographique*, Economica, Paris.

Commin F., Qizilbash M., Alkire S. (eds.), 2008, *The capability approach concepts, measure and applications*, Cambridge University Press, New York.

Commin F., 2001, *Operationalizing Sen's capability approach*, Communication pour la conférence Justice and poverty : examining Sen's capability approach, Cambridge, 5-7 juin 2001, 16p.

Cortes-Jimenez I., 2008, « Which type of tourism matters to the regional economic growth ? The cases of spain and Italy », *International Journal Of Tourism Research* Vol.10 n°2, pp.127-139.

Corrado F., 2004, « Vers un concept opératoire : la ressource territoriale », *Montagne Méditerranéennes* n°20, pp.21-25.

Courlet C., 2008, *L'économie territoriale*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Courlet C., 2007, « Du développement économique situé », in Gumuchian H., Pecqueur B., (2007), *La ressource territoriale*, Economica, pp. 32-45.

Courlet C., 2001, *Territoires et régions, les grands oubliés du développement économique*, l'Harmattan, Paris.

Courlet C., Pecqueur B., 1992, « Les systèmes industriels localisés en France : un nouveau modèle de développement », in Benko G., Lipietz A., 1992, *Les régions qui gagnent*, Presses Universitaires de France, Paris, pp.81-102.

Couturier P., 2005, *Espaces ruraux marginaux ou fragiles : les catégories analytiques à l'épreuve des pratiques socio spatiales*, Communication pour le colloque Faire Campagne, Rennes, 17-18 mars.

CREDOC, 2001, *Les français et l'espace rural*, 140p.

Cullen B., Pretes M., 2000, « The meaning of marginality : interpretation and perception in social science », *The Social Science Journal* Vol.37 n°2, pp.215-229.

Cummins A., 1996, « The domains of life satisfaction : an attempts to order chaos », *Social Indicators Research* Vol.38 n°3, pp.303-328.

Cuvelier P., 1998, *Anciennes et nouvelles formes de tourisme, une approche socio économique*, l'Harmattan, Paris.

Crozier M., Friedberg G., 1977, *L'acteur et le système*, Editions du seuil, Paris.

DATAR/SEGESA, 1993, « Essai de typologie socio-économique des cantons français », *Rapport conjoint de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale et la Société d'Études Géographiques, Économiques et Sociales Appliqués*, 18p.

Dauce P., 2003, *Agriculture et monde agricole*, La Documentation Française, Paris.

Davezies L., 2008, *La république et ses territoires*, Edition du Seuil, Paris.

Davezies L., 2004, « Forme de développement des territoires et pauvreté », in *Travaux de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion 2003-2004*, La documentation française, Paris.

Davoine L., 2009, « L'économie du bonheur. Quel intérêt pour les politiques publiques » *Revue Economique* Vol.60 n°4, pp.905-926.

Dawkins C., 2003, « Regional development theory : conceptual foundations, Classic works, and recent developments », *Journal of Planning Literature* Vol.18 n°2, pp.131-172.

De herdt T., Bastiaensen J., 2009, « L'agencéité relationnelle », *Revue du Tiers-Monde* n°198, pp.317-333.

Deller S., Tsai T., Marcouiller D., English B. 2001, « The role of amenities and quality of life in rural economic growth », *American Journal of Agricultural Economics* Vol.83 n°2, pp.352-365.

Deneulin S., 2008, « Beyond individual freedom and agency : structures of living together in the capability approach » in Comin F., Qizilbash M., Alkire S., (eds), *The capability approach. Concepts, Measures and applications*, Cambridge University Press, New York.

De Myttenaere B., 2005, « Dynamique de diversification agricole et tourisme en espace rural wallons : regard sur la place des agriculteurs », *Colloque faire campagne*, Rennes, 17-18 mars.

DGCIS, 2009, *Mémento du tourisme 2008*, consultable sur le site du ministère du tourisme, http://www.tourisme.gouv.fr/stat_etudes/memento/monde2009.pdf, consulté le 16.11.2010

Direction du tourisme, 2008, *Mémento du tourisme*, 40p.

DiMéo G., 2002, *Géographie sociale et territoires*, Nathan université, Paris.

Diry J-P., Guerin M., Vollet D., 2000, « Organisation et diversité de développement économique des zones rurales « périphériques », le cas de l'Aubrac et du Cézalier », *Géographie, Economie et Société* Vol.2 n°2, pp.337-360.

Dissart J-C., 2005, Installations récréatives extérieures et développement économique régional : le cas des zones rurales isolées aux USA, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°2, pp.217-248.

Distaso A., 2005, *Local sustainable development and well being/quality of life. An application of the capability approach at regional level*, Communication pour la 5th international conference on the capability approach knowledge and public action, 11-14 Septembre, Paris.

Di Tommaso M., 2007, « Children capabilities : a structural equation model for India », *The Journal of Socio Economics* Vol.36 n°3, pp.436-450.

Djimet-Baboun A., 2006, *Agriculture et développement dans le monde*, Ellipse, Paris.

Drèze J., Sen A., 1995, *India economic development and social opportunity*, Oxford University press, Oxford.

Droy I., Sirven N., 2005, *Evaluer le bien être des ménages en milieu rural de Guinée : analyse factorielle versus méthode des ensembles flous*, Communication à la Ve conférence sur les capacités « Savoirs et actions publiques », Unesco, Paris.

Dubois J-L., Broulet AS., Bakhshi P., Duray-Soundron C., 2008, *Repenser l'action collective, une approche par les capacités*, L'Harmattan, Paris.

Dubois J-L., Mathieu F., 2009, « Sen, libertés et pratiques du développement », *Revue du Tiers-Monde* n°198, pp.245-264.

Dugas C., 1988, « Marginalité économique et mobilité géographique dans l'espace rural québécois », *Recherches Sociographiques* Vol.29 n°2 et 3, pp.431-444.

Dutta S., 2009, « Disparities in human development and economic development : the case of Assam », in Rout H, Panda P, *Human development*, New Century Publication, New Delhi, pp.374-386.

Echevin C., Gerbaux F., 1999, « L'impact économique local du tourisme rural », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°2, pp.295-316.

El Harizi K., 2008, « Measuring community capabilities in natural resource management : methodological notes and findings from Morocco and Sudan », , in Dubois JL., Broulet AS., Bakhshi P., Duray-Soundron C., *Repenser l'action collective, une approche par les capacités*, L'Harmattan, Paris, pp.143-169.

Evans, P., 2002. "Collective Capabilities, Culture, and Amartya Sen's Development as Freedom." *Studies in Comparative International Development* Vol.37 n°2, pp. 54-60.

Farvaque N., 2003, « Les tentatives d'opérationnalisation de l'AC et la place de l'évaluateur », *Document de travail Série Règles, Institutions, Conventions* n°03-07.

Ferlaino F., Silvia Rota F., Scalzotto L., 2007, « Analisi della marginalità dei piccolo comuni del piemonte », *Rapport IRES*, 19p.

Francois H., 2008, Durabilité des ressources et tourisme durable : vers quelle convergence ? *Géographie, Economie et Société* n°10, pp.133-152.

Francois H., 2007, *De la station ressource pour le territoire au territoire ressource pour la station ; le cas des stations de moyenne montagne périurbaines de Grenoble* , Thèse pour l'obtention du doctorat en Aménagement de l'espace, Grenoble, 361p.

François H., Hirczak M., Senil N., 2006, « Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°5, pp.683-700.

Francois-Poncet J., Belot C., 2008, *Rapport d'information fait au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le nouvel espace rural français*, 151p.

Frochot I., 2005, « A benefit segmentations of tourist un rural areas : a scottish perspective », *Tourism Management* Vol.26 n°3, pp.335-346.

Fujita M., Thisse J-F., 1997, « Economie géographique, problèmes anciens et nouvelles perspectives », *Annales d'Economie et de Statistiques* n°45, pp.37-87.

Gadrey J., Jany-Catrice F., 2007, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La découverte, Paris.

Gaigné C., Goffette-Nagot F., 2008, Localisation rurale des activités industrielle. Que nous enseigne l'économie géographique ? *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement* Vol.87 n°2, pp.101-130.

Gasper D., 2007, « What is capability approach ? Its core, rationale partners and dangers », *The Journal of Socio Economics* Vol.36 n°3, pp.335-359.

Gil De Arriba C., 1999, « Tourisme rural en Europe, nouveaux sens et nouveaux rôles assignés aux populations locales. Premier bilan » In Violer P., *L'espace local et les acteurs du tourisme*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp.123-133.

Gofette-Nagot F. Schmitt B., 1999, « Agglomeration economies and spatial configurations in rural areas », *Environment and Planning A* n°31, pp.1239-1257.

Grefte X., 1994, « Is rural tourism a lever for economic and social development ? » *Journal of Sustainable Tourism* Vol. 2 n°1 et 2, pp.22-40.

Grootaert C., Norayon D., Nyhan Jones V., Woolcock M., 2004, « Measuring social capital, an integrated questionnaire, » *World Bank Working Paper* n°18, 61p.

Gumuchian H., Pecqueur B., 2007, *La ressource territoriale*, Economica, Paris.

Gumuchian H., Grasset E., Lajarge R., Roux E., 2003, *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Economica, Paris.

Gurung G., Kollmair M., 2005, « Marginality : Concepts and their limitations », *IP6 working paper* n°4, 24p.

Hilal M., Schmitt B., 1997, « Les espaces ruraux : une nouvelle définition d'après les relations villes-campagnes », *INRA sciences sociales* n°5, 4p.

Hirczak M., Moalla M., Mollard A., Pecqueur B., Rambonilaza M., Vollet D., 2005, *Du panier de biens à un modèle plus général des biens complexes territorialisés : concepts, grille*

d'analyse et questions, Communication pour le Symposium international INRA-PSDR, Lyon 9-11mars.

Hotelling H., 1929, « Stability in competition » *The Economic Journal* Vol.39 n°153, pp. 41-57.

Ibrahim S., 2008, « Collective agency : wider freedoms and new capabilities through self-help », in Dubois J.L., Broulet A.S., Bakhshi P., Duray-Soundron C., *Repenser l'action collective, une approche par les capacités*, L'Harmattan, Paris

Ibrahim S., 2006, "From individual to collective capabilities : The capability approach as a conceptual framework for self-help", *Journal of Human Development* Vol.7 n°3, pp. 397-416.

INRA, 2008, « Les nouvelles ruralités en France à l'horizon 2030 », *Rapport du groupe de travail sur les ruralités*, 84p.

INSEE (avec la participation de IFEN, INRA, SEES) pour la DATAR, 2003, *Structuration de l'espace rural : une approche par les bassins de vie*, 114p.

Isserman A., Feser E., Warren D., 2009, « Why some rural places prosper and others do not », *International Regional Science Review* Vol.32 n°3, pp.300-342.

Jany-Catrice F., 2010, « Mesurer autrement la richesse », *Cahiers Français* n°355.

Jany-Catrice F., Zotti K., 2009, « La santé sociale des territoires, un indicateur de santé sociale par les régions françaises », *Futuribles* N°350, pp.65-87.

Joye J-F., 2007, « La production des politiques de développement territorial et le droit administratif », in Capeze J., Kadiori E., Lamrani N., (dir.), *Eléments d'analyse sur le développement territorial*, L'Harmattan, Paris.

Jenkins T., 2000, « Putting postmodernity into practice : endogenous development and rôle of traditional cultures in the rural development of marginal regions », *Ecological Economics* Vol.34 n°3, pp.301-314.

Kanbur R., Venables A., 2005, « Rising spatial disparities and developement », *United nation University Policy brief* n°3, 8p.

Kherdjemil B., Pantuys H., Zaoual H., (1998), « Vers une nouvelle approche paradigmatique des dynamiques locales », in Kherdjemil B., Pantuys H., Zaoual H. (dir), *Territoires et dynamiques économiques*, L'Harmattan, Paris.

Klasen S., 2000, « Measuring poverty and deprivation in South Africa », *Review of Income and Wealth* Vol.46 n°1, pp.33-58.

Kneafsey M., 2001, « Rural cultural economy, tourism and social relations », *Annals of Tourism Research* Vol.28 n°3, pp.762-783.

Krishnakumur J., 2007, « Going beyond functionings to capabilities : an econometric model to explain and estimate capabilities », *Journal of Human Development* Vol.8 n°1, pp 39-63.

Krugman P. 1993, *Geography and Trade*, Leuven : Leuven University Press, Cambridge : The MIT Press, Cambridge.

Krugman P., 1991, « Increasing returns and economic geography », *The Journal of Political Economy* Vol.99 n°3, pp.483-459.

Lallau B., 2007, « Capacités et gestion de l'incertitude : essai sur les stratégies des maraîchers de Kinshasa, république démocratique du Congo », *Journal of Human Development* Vol.8 n°1, pp.154-173.

Lallau B., Dumbi C., 2008, « Du capital social à l'agencéité. Essai sur les capacités à l'action collective des agriculteurs du Kinshasa (République démocratique du Congo) », in Dubois JL., Broulet AS., Bakhshi P., Duray-Soundron C., *Repenser l'action collective, une approche par les capacités*, L'Harmattan, Paris, pp.105-134.

Lamara H., 2009, « Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et ressources territoriales », *Développement Durable et Territoires*, Varia, mis en ligne le 07 juillet 2009, consulté le 4.08.2010, url : <http://developpementdurable.revues.org/8208>.

Landel P-A, 2007, « Invention de patrimoines et construction des territoires », in Gumuchian H., Pecqueur B., *La notion de ressource territoriale*, Economica, Paris.

Lanzi D., 2007, « Capabilities, human capital and education », *The Journal of Socio-Economics* Vol.36 n°3, pp.424-435.

Le Berre M., 1995, « Territoires », in Bailly A., Ferras R., Pumain D., *Encyclopédie de géographie*, Economica, Paris, pp.601-622.

Lecat G., 2004, « En quoi le cadre de vie rural contribue-t-il à expliquer les prix fonciers dans les espaces périurbains », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°1, pp.30-55.

Leroy A., 2001, « Tourisme et économie rurale : le tourisme rural peut-il (re) dynamiser nos campagnes ? » in Bensahel L., Donsimoni M., (sous la direction de), *Le tourisme, facteur de développement local*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, pp.89-106.

L'Horty Y., Rugani C., 2000, « Performances macro-économiques et structures sociales européennes », *Economie et Statistique* n°332-333, pp.39-48.

Loesch A., 1944, *The economics of location*, traduit par Woglom W et Stopler W., Yale University Press, New Haven.

Loubet F., Dissart J-C., Lallau B., 2011, « Contribution de l'approche par les capacités à l'évaluation du développement territoriale », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, en cours de publication.

Lowe P., Murdoch J., Mardsen T., Munton R., Flynn A., 1993, « Regulating the new rural spaces : the uneven development of land », *Journal of Rural Studies* Vol.9 n°3, pp.205-222.

Lucas R., 1988, « On the mechanics of economic development », *Journal of Monetary Economics* n°22, pp.3-42.

Marcouiller D., Kwang Koo K., Deller S., 2004, « Natural amenities, tourism and income distribution », *Annals of Tourism Research* Vol.31 n°4, pp.1031-1050.

Mardsen T., 1998, « New rural territories : regulating the differentiated rural spaces », *Journal of Rural Studies* Vol.14 n°1, pp.107-117.

Mathieu N., 1997, « Les enjeux de l'approche géographique de l'exclusion sociale », *Economie Rurale* n°242, pp.21-27.

Malinvaud E., 1992, *Leçons de théorie microéconomique*, Dunod, Paris.

Malizia E., Feser E., 1999, « Understanding local economics development », *Center for Urban Policy Research*, 298p.

Marcepoil E., Bensahel L., Vlès V., 2007, *Gouvernance des territoires touristiques : l'économie confrontée à l'urgence de la gestion urbain et sociale*, Communication pour l'ASRDLF, Grenoble-Chambéry, 11, 12 et 13 juillet.

Marshall A., 1890, *Principes d'économie politique*, traduit par Sauvaire-Jourdan F., Savinien-Bouyssy F., 1971, Gordon and Breach, New-york.

Matteaccioli A., 2004, *Philippe Aydalot, pionnier de l'économie territoriale*, L'Harmattan, Paris.

Matteaccioli A. Tabarie M., 2006, « Les apports du GREMI à l'analyse territoriale de l'innovation » in Camagni R. et Maillat D., *Milieus innovateurs*, Economica, Paris, pp.3-20.

Mehretu A., Pigozzi B., Sommers L., 2000, "Concepts in social and spatial marginality", *Geografiska Annaler* n°82-b, pp. 82-101.

Mesplier-Pinet J., 2005, « Ancrage et particularités des recherches en économie touristique », *Cahier du GRES* 10, 21p.

Midgley J., Hodge I., Monk S., 2003, « Patterns and concentrations of disadvantage in England : a rural-urban perspectives », *Urban Studies* Vol.40 n°8, pp.1427-1454.

Ministère de l'agriculture et de la pêche, 2007, *Programme de développement rural hexagonal 2007-2013*, 991p.

MITRA, 2005, « Tourisme en espace rural. Offre, demande et perspective pour Rhône Alpes », *Les cahiers de la MITRA* n°10, 104p.

Mollard A , 2001, « Qualité et développement territorial : une grille d'analyse théorique à partir de la rente », *Economie Rurale* n°263 mai-juin, pp.16-34.

Mollard A., Rambonilaza M., Vollet D., 2006, « Aménités environnementales et rente territoriale sur un marché de services différenciés : le cas du marché des gîtes ruraux labellisés en France », *Revue d'Economie Politique* Vol.116 n°2, pp.251-275.

Nancy G., Prin F., 2003, *La spécialisation touristique conduit elle à un développement économique* , Communication au 39^{ème} colloque de l'ASRDLF, Lyon, 1 et 3 septembre.

Nussbaum M., 2003, « Capabilities as fundamental entitlements : Sen and social justice », *Feminist Economics* Vol.9 n°2 et 3, pp.33-59.

Nussbaum M., 2000, *Women and human development, the capability approach*, Cambridge University Press, Cambridge.

OCDE, 2006, *Le nouveau paradigme rural*, OCDE, Editions de l'OCDE, Paris.

OCDE, 2001, *Perspectives territoriales de l'OCDE*, Editions de l'OCDE, Paris.

OCDE, 1994, *Créer des indicateurs ruraux pour étayer la politique territoriale*, Editions de l'OCDE, Paris.

Organisation Mondiale du Tourisme, 2008, *International recommendations for Tourism Statistics*, United Nation, 146p.

Organisation Mondiale du Tourisme, 2001, *Comptes satellites du tourisme : recommandation concernant le cadre conceptuel*, 165p.

Panet S., 2008, « C'est comme ça que ça germe. Changement social au Sénégal : le cas de l'ONG Tostan », in Dubois JL., Broulet AS., Bakhshi P., Duray-Soundron C., *Repenser l'action collective, une approche par les capacités*, L'Harmattan, Paris, pp.83-104.

Panet S., Duray-Soundron C, 2008, « Introduction », in Dubois JL., Broulet AS., Bakhshi P., Duray-Soundron C., 2008, *Repenser l'action collective, une approche par les capacités*, L'Harmattan, Paris.

Parlement européen, 2005, « Rapport sur le tourisme et le développement », *Commission du développement*, 30p.

Pattanaik P., 2009, « A note on some aggregation problems in the functioning approach to individual well being », in Rout H., Panda P, *Human Development*, New Century Publication, New Delhi, pp.40-53.

Pecqueur B., 2005, « Le territoire créateur de nouvelles ressources productives, le cas de l'agglomération grenobloise », *Géographie, Economie et Société* Vol.7 n°3, pp.255-268.

Pecqueur B., 2004, « Vers une nouvelle approche économique et culturelle autour de la notion de territoire », *Géographie et Cultures* n°49, pp. 22-37.

Perret B., 2006, « De la valeur des structures sociales : capital ou patrimoine ? » in Bevort A., Lallemon M., (sous la direction de), *Le capital social*, La découverte, Paris.

Perrier Cornet P., Hervieu B., 2002, « Les transformations des campagnes françaises : une vue d'ensemble », in Perrier Cornet P., *Repenser les campagnes*, Aube, La Tour d'Aigues, pp. 3-31.

Perrier-Cornet P., Sencebe Y., Sylvestre J-P., 1997, *Les processus d'exclusion dans les espaces ruraux*, Communication au 8^e séminaire AEEA, Dijon, 20-21 mars.

Perret B., 2003, *De la société comme monde commune*, Desclée de Brouwer, Paris.

Perret B., 2002, « Indicateurs sociaux, état des lieux et perspectives », *Rapport au conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale*, 37p.

Perrin J., 2004, *Valeurs et développement durable, questionnements sur la valeur économique*, l'Harmattan, Paris.

Perrin D., Malet J., 2003, « Les politiques de développement rural », *Rapport de l'instance d'évaluation présidée par Daniel Perrin*, La documentation française, 479p.

Perroux F., 1991, 1^{er} édition 1961, *L'économie du 20^e siècle*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

Peyrache-Gadeau V., Perron L., 2010, « Le paysage comme ressource dans les projets de développement territorial », *Développement Durable et Territoires* mis en ligne le 23 sept 2010, consulté le 08.07.2011. Url : <http://developpementdurable.revues.org/8556>.

Peyrache-Gadeau V., 2004, « Ressources patrimoniales - Milieux innovateurs. Variation des durabilités des territoires », *Montagnes Méditerranéennes* n°20, pp 7-21.

Phipps S., 2002, « The well being of young canadian children in international perspective : a functioning approach », *Review of Income and Wealth* Vol.48 n°4, pp.493-515.

PNUD, 2008, *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008*, PNUD, 399p.

Porter M., 1994, « The role of location in competition », *International Journal of the Economics of Business* Vol.1 n°1, pp.35-39.

Putman R., 2000, *Bowling alone : The collapse and revival of Americana community*, Simon and Schuster, New-York.

Py P., 2007, *Le tourisme, un phénomène économique*, La documentation française, Paris.

Rallet A., 2002, « L'économie des proximités », *Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement* n°33, pp.11-25.

Reeder R., Brown D., 2005, « Recreation, tourism and rural well-being », *Economic Research Report 7*, United State department of agriculture, 38p.

Resquier-Desjardin D., 2009, « Territoires-identités-patrimoine : une approche économique ? » *Développement Durable et Territoires*, Varia, Dossier 12 : Identité, patrimoines collectifs et développement soutenable, mis en ligne de 20 janvier 2009, consulté le 16.08.2009, url : <http://developpementdurable.revues.org/7852>

Robeyns I., 2006, « The capability approach in practice », *The Journal of Political Philosophy*, Vol.14 n°3, pp.351-376.

Robeyns I., 2005, « The capability approach : a theoretical survey », *The Journal of Human Development and Capabilities* Vol.6 n°1, pp.93-117.

Robeyns, I. 2003a, *The capability approach: An interdisciplinary introduction*, Communication pour la 3eme conférence internationale sur l'approche par les capacités, Pavia, Italy, 6 septembre.

Robeyns I., 2003b, « Sen's capability approach and gender inequality : selecting capabilities », *Feminist Economics* Vol.2 n°9, pp 61-92.

Roque O., Mieville-Ott V., 2006, « Développement de l'agriculture de montagne et rôle des rapports de proximité : le cas du val d'Hérens », *Développement Durable et Territoires*, Varia, Dossier 7 : Proximité et environnement, mis en ligne le 9 novembre 2010, consulté le 6.06.2011, url : <http://developpementdurable.revues.org/2989>.

Rosenthal S., Strange W., 2004, « Evidence on the nature and sources of agglomération economics », *Handbook of Regional and Urban Economics* Vol.4, pp.2119-2171.

Rostow W., 1959, « The stage of economic growth », *The Economic History Review* Vol.12 n°1, pp.1-16.

Royer J-F., 2008, « Disparités territoriales : effets et causes des comportements des agents », *Economie et Statistique* n°415-416, 14p.

Sabatiani F., 2008, « Social capital and the quality of economic development », *Kyklos* Vol.61n°3, pp.466-499.

Saith R., 2001, « Capabilities : the concept and its operationnalisation », *QHE working paper series*, Working paper 66, 32p.

Salais R., 2007, « Social exlusion and capability », *Documents de travail série Régles, Institutions, Conventions* n°07-01.

Samaganova A., Samson Y., 2007, *Typologie des ressources et ouverture des territoires*, Communication pour le colloque de l'ASRDLF, Grenoble et Chambéry, 11 et 12 et 13 juillet 2007.

Samson Y., Benlounes F., 2005, « Indicateurs de développement et typologies territoriales en Algérie dans une perspective 2025 », *Rapport pour le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement de la république algérienne*, 69p.

Samson Y. (dir), 2004, *L'économie contemporaine en 10 leçons*, Dalloz, Paris.

Savoie P., Pauquay F., 2007, « Le loisir essentiel au développement des collectivités rurales : opportunités et défis », *Observatoire québécois du loisir* Vol.4 n°8, 6p.

Schoen N., Boré C., 2010, *Le développement durable en Midi-Pyrénée : tableau de bord des 46 indicateurs régionaux*, Insee Midi-Pyrénée.

Schmitt B., 2000, « Economic geography and contemporary rural dynamics : an empirical test on some french regions », *Regional Studies* Vol.33 n°8, pp.697-711.

Schmitt B., Piguët V., Perrier Cornet P., Hilal M., 2002, *Actualisation du zonage en aires urbaines et de son complément rurale : définitions, résultats analyse critique*, rapport INSEE-INRAD au commissariat général au plan, 46p.

Schwarzweiler H., Davidson A., 1997, « Perspectives on regional and enterprise marginality: dairying in Michigan's north country », *rural sociology* vol.62 n°2, pp157-179.

Scott A., Storper M., 2003, « Regions, globalization, Development », *Regional Studies* Vol.37 n°6-7, pp.579-593.

Sen A., 2004, « Dialogue. Capabilities, lists and public reason : continuing the conversation », *Feminist Economics* Vol.10 n°3, pp.77-80.

Sen A., 2000, « Social exclusion : Concept, application, and scrutiny », *Social Development Papers* 1, 60p.

Sen A., 1999, *Development as freedom*, Oxford University Press, Oxford.

Sen A., 1997, « Editorial : human capital and human capability », *World Development* Vol.25 n°12, pp.1959-1961.

Sen A., 1995, *Inequality reexamined*, Harvard university press, Havard.

Sen A., 1993, « Capability and well being », Nussbaum M., Sen A., (éds), 1993, *Quality of life*, Clarendon Press, Oxford, Oxford.

Sen A., 1988, « Freedom of choice », *European Economic Review* Vol.32 n°2 et 3, pp.269-274.

Sen A., 1985, « Well being, agency and freedom : the Dewey lectures 1984 », *Journal of Philosophy* Vol.82 n°4, pp.169-224.

Sen A., 1979, « Equality of what ? The Tanners lectures », *Working paper Stanford university*, 22 mai.

Sen A., 1976, « Poverty : an ordinal approach to measurement », *Econometrica* Vol.44 n°2, pp.219-231.

Sen A., 1974, « Rawls versus Bentham : an axiomatic examination of the pure distribution problem », *Theory and decision* Vol.4 n°3/4, pp.301-309.

Sharpley R., 2002, « Tourism : a vehicle for development ? » in Sharpley R., Telfer D., 2002, *Tourism and development : concepts and issues*, Channel view publication, England, pp.11-35.

Sharpley R., Telfer D., 2002, *Tourism and development : concepts and issues*, Channel view publication, England.

Shucksmith M., Chapman P., 1998, « Rural development and social exclusion », *Sociologica Ruralis* Vol.38 n°2, pp. 225-242.

Simmoneaux J., 1999, « Acteurs, enjeux et régulation dans la dynamique du tourisme en espace rural », *Ruralia*, disponible sur <http://ruralia.revues.org/document25.html>, consulté le 4.04.2009.

Sinclair M., 1998, « Tourism and economic development : a survey », *The Journal of Development Studies* Vol.34 n°5, pp1-51.

Slottje D., 1991, « Measuring the quality of life accross countries », *The Review of Economics and Statistics*, Vol 73 n°4, pp.684-693.

Sommers Lawence M., Mehretu A., Piggozi R., 1999, « Towards typologies of socio economic marginality : north/south comparisons » in Jussilia H., Majoral R., Mutambirwa C.,

(eds), *Marginality in space-past, present and future-theoretical and methodological aspects of cultural, social and economical parameters of marginal and critical regions*, Ashgate publishing ltd, England, pp.7-24.

Stewart F., 2009, « Horizontal inequality : two types of trap », *Journal of Human Development and Capabilities* Vol.10n°3, pp.316-340.

Stewart F., 2005, « Groups and capabilities », *Journal of Human Development* Vol.6 n°2, pp.186-204.

Stewart F., Deneulin S., 2002, « Amartya Sen's contribution to development thinking », *Studies in Comparative International Development* Vol.37 n°2, pp.61-70.

Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J-P., 2009, *Richesse des nations et bien-être des individus*, Odile Jacob, Paris.

Stough R., 1998, « Endogenous growth in a regional context », *The Annals of Regional Science* Vol.32 n°1, pp 1-5.

Sumanash D., 2009, « Disparities in human development and economic development : the case of Assam », in Rout H., Panda P., *Human development*, New Century Publication, New Delhi, pp.374-386.

Talandier M., 2007, *Un nouveau modèle de développement hors métropolisation : le cas du monde rural français*, Thèse pour l'obtention du doctorat en urbanisme, aménagement et politiques urbaines, Paris, 479p.

Terluin I., 2003, « Differences in economic development in rural regions of advanced countries : an overview and critical analysis of theories », *Journal of Rural Studies* Vol.19 n°3, pp.327-344.

Ternaux P., 2007, *Dynamiques territoriales, structures sociales et comportements des acteurs*, Communication pour le colloque de l'ASRDLF, Grenoble et Chambéry, 12,12 et 13 juillet.

Thisse J-F., 1997, « L'oubli de l'espace dans la pensée économique », *Région et Développement* n°6, pp.1-29.

Triboulet P., Longlet A., 2002, « Insertion territoriale de l'agriculture dans les espaces ruraux, un repérage en midi-pyrénée », *Etudes et Recherches* n°33, pp.191-211.

UE, 2007, *4eme rapport sur la cohésion économique et sociale*, 226p.

Vanslembrouck I., Van Huylenbroeck G., Van Meensel J., 2005, « Impact of agriculture on rural tourism : a hedonic pricing approach », *Journal of Agricultural Economics* Vol.56 n°1, pp.17-30.

- Veltz P., 2005, *Mondialisation, villes et territoires*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Violier P., 2008, *Tourisme et développement local*, Belin, Paris.
- Viveret P., 2004, *Reconsidérer la richesse*, Editions de l'Aube, Paris.
- Vlès V., 2001, *Service public touristique local et aménagement du territoire*, L'Harmattan, Paris.
- Vollet D., 2007, « Revisiter la théorie de la base : vers de nouveaux regards sur les liens entre tourisme et développement territorial ? » *Loisirs et Société* Vol.30 n°1, pp.89-116.
- Vollet D., 1998, « Estimating the direct and indirect impact of residential and recreational functions on rural areas : an application to five small areas of France », *European Review of Agricultural Economics* Vol.25 n°4, pp.527-548.
- Vollet D., 1997, *Les phénomènes d'induction d'emploi par les fonctions résidentielles et récréatives des espaces ruraux. Contribution à une analyse économique du développement rural*, Thèse présentée en vue de l'obtention du doctorat en analyse et politiques économiques, Dijon, 430p.
- Wacquant L., 1999, « Urban marginality in the coming millennium », *Urban Studies* Vol.36, n°10, pp.1639-1647.
- Williamson O., 1979, « Transaction-cost economics : the governance of contractual relations », *Journal of law and Economics* Vol.22 n°2, pp.233-261.
- Woods M., 2000, « Diversifying the rural economy : tourism development », *The Southern Rural Development Center* n°10, 10p.
- Woodward R., 1996, « Deprivation » and « the rural » : an investigation into contradictory discourses, *Journal of Rural Studies* Vol.12 n°1, pp.55-67.
- Woolock M., 1998, « Social capital and economic development : toward a theoretical synthesis and policy framework », *Theory and Society* Vol.27 n°2, pp.151-208.
- World Development Report, 2001, *Attacking poverty : opportunity, empowerment and security*, World Bank.
- Wu J., Gopinath M., 2008, « What causes spatial variations un economic development in the united states ? » *American Journal of Agricultural Economics* Vol.90 n°2, pp.392-408.

Analyse de l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux marginaux. Application de l'approche par les capacités à l'étude de l'espace rural rhônalpin

Mots clés : Approche par les capacités, tourisme, espace rural, ressources territoriales, développement local

Globalement, l'espace rural connaît une croissance démographique et de nouvelles dynamiques depuis 40 ans. Celles-ci ne sont cependant pas homogènes, et l'on peut encore parler de marginalité de certains territoires. Devant les enjeux actuels du tourisme pour les territoires, la question se pose de son rôle pour des territoires ruraux marginalisés. Comment évaluer l'impact que pourrait avoir le tourisme sur de tels territoires ? Au vu des liens identifiés par la littérature entre tourisme et développement rural, il apparaît nécessaire de recourir à un cadre théorique couplant approche territoriale et multidimensionnelle. En conséquence cette thèse mobilise à la fois les outils de l'économie territoriale et de l'approche par les capacités. L'approche par les capacités (AC) renouvelle la problématique des indicateurs et permet de prendre en compte la multiplicité des acteurs du territoire et du secteur touristique tout comme la complexité des liens. Il s'agit cependant d'un corpus théorique encore peu stabilisé qu'il est important de confronter aux données quantitatives et qualitatives.

C'est pourquoi une méthodologie en deux étapes est expérimentée. La première mobilise des données secondaires (données de contexte). Dans cette première étape, l'objectif est double. Tout d'abord, identifier les territoires marginaux au sein de la région Rhône-Alpes. Ainsi, une structuration de l'espace rural est proposée (à travers la mise en œuvre d'une analyse en composantes principales) ainsi que des cartes d'aide à la décision politique. Dans une seconde étape, les résultats obtenus sont confrontés à des enquêtes de terrain réalisés auprès des acteurs des territoires.

La mise en œuvre de cette méthode permet d'aboutir à différentes conclusions. D'une part sur le plan méthodologique, AC contribue à la construction d'un diagnostic à l'échelle des territoires. En effet, l'AC permet de s'interroger sur les dimensions importantes du développement sur les territoires, sur la construction d'indicateurs et enfin sur une nouvelle approche des dynamiques territoriales. D'autre part, le lien entre tourisme et développement rural est mis en évidence sous deux aspects. D'abord, son impact sur les grandes variables socio-économiques est minimisé à l'échelle des territoires ruraux marginaux. Cependant, il apparaît que le tourisme joue un rôle de catalyseur du développement local en renforçant le capital social des territoires ruraux analysés. Ainsi, une recommandation centrale peut être faite : pour favoriser le développement rural, le tourisme doit être accompagné. Le projet touristique devient alors en lui-même un catalyseur de développement local.

Analysis of the impact of tourism on marginal rural area development. Application of the capability approach to Rhône-Alpes rural areas

Key words : Capability approach, tourism, rural areas, territorial resources, local development

Since the mid-1970s, rural areas have experienced significant change. Beside traditional activities, new functions (chiefly housing and recreation) have emerged and become important. At the same time, society has experienced changes such as acknowledging environmental issues and a reduced working time. This context has brought about changes in tourism demand as well, and made rural areas more attractive destinations. However, rural change has not been homogenous. Therefore, the critical question regards the role of tourism in territorial dynamics and rural area revitalization.

Given the links identified in the literature between tourism and rural development, it seems necessary to use a theoretical framework that relies on both a territorial approach and the capability approach. In this dissertation the notion of territorial capabilities is defined as opportunities that arise between individuals and their territory.

To analyse the impact of tourism on marginal area capabilities, we used a mixed methods approach. First, secondary data and principal component analysis were used to analyse the relationship between synthetic indicators and create a typology of Rhône-Alpes rural areas. Second, this analysis was compared to a field survey based on semi-guided interviews with local stakeholders in three study areas.

Two main conclusions may be drawn from this work. Firstly, we suggest that the capability approach can be used to perform regional diagnostics. Second, we stress that tourism can act as a catalyst for social capital in rural areas. Following this conclusion, we would recommend that if tourism is to foster rural development, it needs to be planned and managed by local authorities. Then, the tourism project itself truly becomes the catalyst of local development.